

Sommaire

| | | 7 9 | Comptes de Peugeot S.A |
|-----|--|-------------|--|
| | de surveillance et de direction | | Commentaires sur les comptes et le bilan de la société Peugeot S.A 270 |
| _ | | | Comptes sociaux 272 Notes annexes 277 |
| 7 1 | Rapport du Conseil de Surveillance 5 | | Résultats financiers de la société au cours des cing derniers exercices |
| | | | Filiales et participations au 31 décembre 2004 |
| 7 2 | La stratégie de développement du groupe 9 | | Inventaire des valeurs mobilières en portefeuille |
| | S'appuyer sur deux marques fortes | | Thomas dec valuate mediates on pertoreame |
| | Une vision de l'avenir à long terme10 | 7 10 | Assemblée Générale |
| | Une politique de R&D au service des clients | | Présentation des résolutions |
| | Valoriser les hommes et les femmes du groupe | | Autorisations financières en vigueur |
| | S'engager pour un développement durable | | Résolutions |
| | L'efficacité industrielle | _ | |
| | La rentabilité12 | 7 11 | Le capital et la bourse 303 |
| | Perspectives 2005 | | PSA PEUGEOT CITROËN et ses actionnaires |
| 7 2 | La gaussernament de l'entrancies 12 | | Renseignements concernant le capital |
| 7 3 | Le gouvernement de l'entreprise | | Informations boursières détaillées |
| | Le Directoire et l'exécutif du groupe | | , |
| | Le contrôle interne et externe | 7 12 | Rapport du président du Conseil de Surveillance |
| | Organes de surveillance et de direction – | | sur les conditions de préparation et d'organisation |
| | Mandats exercés au cours de l'exercice 2004 | | des travaux du Conseil de Surveillance |
| | Organes de surveillance et direction – | | et sur le contrôle interne311 |
| | Rémunérations de l'exercice 2004 | | |
| | | 7 13 | Rapports des Commissaires aux Comptes 317 |
| 7 4 | Les activités du groupe en 2004 | | Rapport des Commissaires aux Comptes |
| | Automobile | | sur les comptes consolidés |
| | Banque PSA Finance | | Rapport particulier d'audit des Commissaires aux Comptes |
| | Gefco | | sur les comptes consolidés retraités IFRS de l'exercice 2004 319 |
| | Faurecia 37 Autres activités 39 | | Rapport général des Commissaires aux Comptes |
| | Autres activités | | sur les comptes annuels |
| 7 5 | Le développement durable41 | | sur les conventions réglementées |
| | Notre engagement social | | Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'émission d'actions |
| | Indicateurs sociaux | | et de diverses valeurs mobilières avec et sans suppression du droit |
| | Préserver l'environnement et les ressources naturelles | | préférentiel de souscription - Assemblée Générale mixte du 25 mai 2005 |
| | Indicateurs environnementaux – Consommations et émissions voitures 71 | | (14° et 15° résolutions) |
| | Indicateurs environnementaux – Consommations et émissions sites 73 | | Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'émission d'actions réservée aux salariés - Assemblée Générale mixte du 25 mai 2005 |
| | Assumer ses responsabilités à l'égard de la société | | (16° résolution) |
| | | | Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur la réduction |
| 7 6 | Résultats et financement en 2004 85 | | de capital par annulation d'actions achetées - Assemblée Générale mixte |
| | Résultats | | du 25 mai 2005 (17° résolution) |
| | Financement du groupe | | Rapport du Commissaire aux Comptes, établi en application du dernier |
| | Rentabilité des capitaux employés | | alinéa de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A., pour ce qui |
| | Gestion des risques opérationnels et financiers | | concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration |
| | Passage aux normes IFRS | | et au traitement de l'information comptable et financière 326 |
| 7 7 | Données statistiques | _ | |
| 1 | Dominous statistiques | 7 14 | Informations juridiques et financières 327 |
| 7.0 | Comptos consolidás | | Renseignements de caractère général |
| 7 8 | Comptes consolidés 121 | | sur la société Peugeot S.A |
| | États financiers consolidés – Normes françaises | | Organigramme |
| | Notes annexes aux états financiers consolidés – Normes françaises 128 États financiers consolidés comparés sur cinq ans – Normes françaises 189 | | Responsables du document de référence et du contrôle des comptes 332 |
| | Liste des sociétés consolidées | | Attestation des Commissaires aux Comptes |
| | États financiers consolidés – Normes IFRS. 201 | Comité de | s directeurs |
| | Notes annexes aux états financiers consolidés – Normes IFRS 208 | | oncordance du document de référence |

Groupe **PSA PEUGEOT CITROËN**

Document de référence 2004

PSA PEUGEOT CITROËN, fort de ses deux marques généralistes et des compétences de plus de 200 000 hommes et femmes à travers le monde, est un groupe automobile de taille mondiale.

Il est le deuxième constructeur automobile en Europe où sa part de marché atteint 14,6 % en 2004.

Présent dans plus de 140 pays dans le monde, il a vendu 3,38 millions de véhicules en 2004 et réalisé un chiffre d'affaires de 56,8 milliards d'euros.

L'objectif du groupe est de vendre 4 millions de véhicules.

Le groupe comprend également Banque PSA Finance dédiée au financement automobile, l'entreprise de transport et de logistique Gefco, et l'équipementier automobile Faurecia.

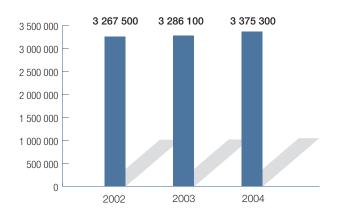


Le présent document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 20 avril 2005, conformément aux articles 211-1 à 211-42 de son règlement général. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers.

Chiffres clés

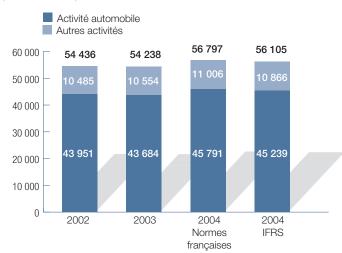
Ventes mondiales

(en unités)



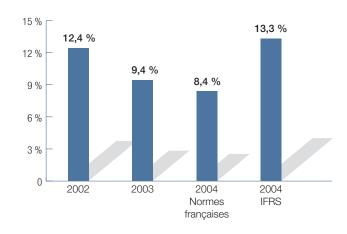
Chiffre d'affaires

(en millions d'euros)



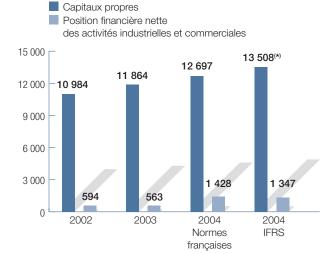
Rentabilité des capitaux employés

(après impôts)



Structure financière

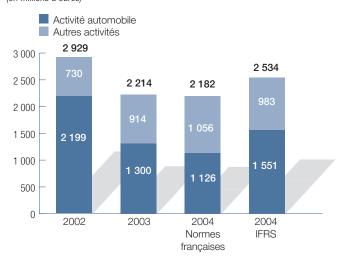
(en millions d'euros)



(*) Y compris intérêts minoritaires.

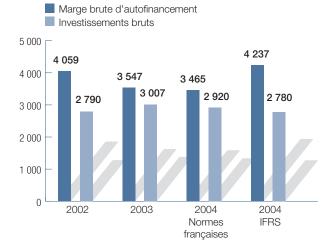
Marge opérationnelle

(en millions d'euros)



Marge brute d'autofinancement et investissements bruts en immobilisations corporelles

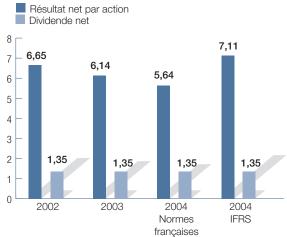
(activités industrielles et commerciales) (en millions d'euros)



Résultat net par action / Dividende net

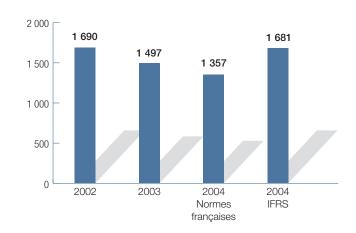
(en euros)

Rés



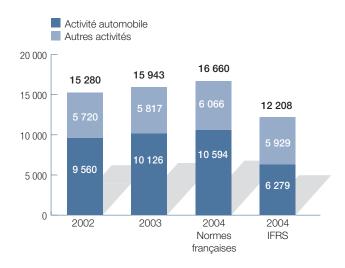
Résultat net part du groupe

(en millions d'euros)

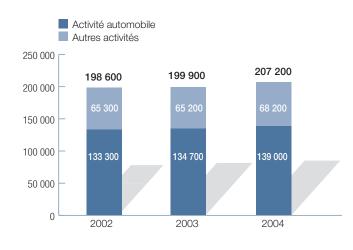


Capitaux employés

(en millions d'euros)



Effectifs au 31 décembre



Organes de surveillance et de direction

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Thierry Peugeot

Président

Jean Boillot

Jean Philippe Peugeot

Vice-Présidents

Pierre Banzet

Jean-Louis Dumas

Marc Friedel

Jean-Louis Masurel

François Michelin

Jean-Paul Parayre

Marie-Hélène Roncoroni

Ernest-Antoine Seillière de Laborde

Joseph F. Toot, Jr.

Roland Peugeot

Bertrand Peugeot

Censeurs

DIRECTOIRE

Jean-Martin Folz

Président du Directoire

Frédéric Saint-Geours

Directeur Marque Peugeot

Claude Satinet

Directeur Marque Citroën

COMITÉ EXÉCUTIF

Jean-Martin Folz

Président du Directoire

Yann Delabrière

Directeur Finance, Contrôle, Performance

Gilles Michel

Directeur Plates-Formes, Techniques, Achats

Jean-Marc Nicolle

Directeur Stratégie et Produit groupe

Robert Peugeot

Directeur Innovation et Qualité

Frédéric Saint-Geours

Directeur Marque Peugeot

Claude Satinet

Directeur Marque Citroën

Roland Vardanega

Directeur Industriel et Fabrications

Jean-Luc Vergne

Directeur Relations et Ressources Humaines

ÉTAT-MAJOR

Xavier Fels

Directeur Relations Extérieures

Jean-Louis Grégoire

Directeur Politique Cadres

Jean-Claude Hanus

Directeur Juridique

Liliane Lacourt

Directeur Communication

COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

PricewaterhouseCoopers Audit

Constantin Associés

COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLÉANTS

Yves Nicolas

François-Xavier Ameye

Situation au 1^{er} mars 2005

| 1 " | \mathbf{h} | n | Itr/ | \frown \lnot |
|-----|--------------|---|------|------------------|
| | 117 | | | e 1 |
| | IIU | V | יוטו | U I |
| | | | | |

Groupe **PSA PEUGEOT CITROËN**

Rapport du Conseil de Surveillance

Rapport du Conseil de Surveillance

Année de transition du fait du renouvellement de plusieurs modèles, 2004 aura cependant vu une nouvelle progression des ventes avec 3 375 300 voitures vendues, soit une progression de 2,7 % par rapport à l'année précédente et le lancement réussi de deux nouveaux modèles stratégiques, la Peugeot 407 et la Citroën C4.

Le chiffre d'affaires du groupe, après s'être stabilisé en 2003, a repris sa croissance à près de 56,8 milliards d'euros, soit une hausse de 4,7 %.

La marge opérationnelle, dans un contexte économique défavorable et de hausse du coût des matières premières, s'est maintenue, comme annoncé, à un niveau proche de 2003, soit 2 182 millions d'euros ou 3,8 % du chiffre d'affaires.

La marge opérationnelle hors automobile, générée principalement par Faurecia, Banque PSA Finance et Gefco, a continué sa croissance à 1 056 millions d'euros, soit 48,4 % de la marge opérationnelle du groupe.

Le bénéfice net pour l'année 2004 ressort à 1 357 millions d'euros, en baisse de 9,4 % par rapport à 2003, soit 5,64 euros par action.

Les investissements sont restés à un niveau élevé de près de 3 milliards d'euros et la position financière nette des sociétés industrielles et commerciales après investissement est, au 31 décembre 2004, en forte hausse à 1 428 millions d'euros.

Le groupe a maintenu sa place de deuxième constructeur européen avec une part de marché de 14,6 %, et ses ventes hors d'Europe de l'Ouest ont fortement progressé représentant dorénavant 28,2 % des volumes vendus.

Dans un contexte de concurrence forte et de guerre des prix, le groupe a confirmé son intérêt prioritaire pour la Chine avec le retour de la marque Peugeot à côté de la marque Citroën, et le lancement en première mondiale de la Peugeot 307 sedan. L'arrivée à partir de la fin 2005 de la Peugeot 206 puis de deux nouvelles voitures Citroën devrait contribuer à moyen terme au renforcement de la présence du groupe dans ce pays. Dans le même esprit, Banque PSA Finance et Dongfeng Peugeot Citroën Automobile ont signé une lettre d'intention avec la Bank of China visant à la création d'une société financière en Chine.

La situation dans le Mercosur, autre marché prioritaire dans le développement international du groupe, a eu tendance à s'améliorer en 2004, avec le redressement des marchés et des conditions économiques en Argentine et au Brésil.

Enfin, deux nouveaux accords de coopération ont été récemment engagés, l'un avec Fiat et Tofas pour le développement et la production en Turquie d'un nouveau petit véhicule utilitaire, l'autre avec Mitsubishi pour la production au Japon de véhicules 4x4 sous les margues Peugeot et Citroën.

Compte tenu des résultats énoncés précédemment et des conditions économiques difficiles qui persistent en 2005, votre Conseil de Surveillance a approuvé la proposition du Directoire de maintenir le dividende au titre de l'exercice 2004 au même niveau que 2003, soit 1,35 euro par action.

La société Peugeot S.A. a également poursuivi en 2004 son programme de rachat d'actions pour un montant de 287 millions d'euros dans les conditions qui lui avaient été fixées lors de la précédente assemblée.

Le Conseil de Surveillance a régulièrement été informé par le Directoire de la progression de la marche du groupe et a continué à exercer les missions qui lui sont confiées par la loi et les statuts. Les travaux des trois comités spécialisés du Conseil de Surveillance sont mentionnés dans le chapitre consacré au gouvernement de l'entreprise. Début 2004, le Conseil a procédé à sa propre évaluation. Chacun des membres du Conseil a été appelé à donner son avis sur le fonctionnement de cet organe et à présenter des suggestions pour une plus grande efficacité. Il sera tenu compte des souhaits qui se sont manifestés.

Les résolutions qui vous sont présentées par le Directoire ont recueilli l'assentiment de votre Conseil ou émanent directement de lui.

A notre demande, il vous est proposé le renouvellement de plusieurs membres de notre Conseil, Mme Marie-Hélène Roncoroni, M. Pierre Banzet, M. Jean-Louis Masurel, et M. Jean-Paul Parayre.

Il vous est proposé également le renouvellement du mandat d'un des Commissaires aux Comptes et de son suppléant et la nomination d'un nouveau commissaire titulaire ainsi que de son suppléant. La procédure de sélection des nouveaux commissaires a été conduite par le comité financier du Conseil de Surveillance.

La résolution autorisant les rachats d'actions précise la destination définitivement attribuée aux actions rachetées. Les résolutions relatives aux émissions de titres avec ou sans droit préférentiel de souscription et à la réduction de capital par annulation d'actions rachetées sont la reconduction des autorisations antérieures. Elles ne présentent pas de changements autres que ceux induits par l'évolution de la législation. Enfin, comme celle-ci le permet désormais, il vous est demandé de modifier l'article 9 des statuts concernant l'émission d'obligations.

Votre Conseil vous engage donc à approuver ces résolutions à l'exception de celle relative à l'augmentation de capital réservée aux salariés.

En 2005, plusieurs lancements de nouveaux modèles dans les deux marques (1007, 107, 407 Coupé chez Peugeot, C1 et C6 chez Citroën) complèteront l'important programme de renouvellement des modèles amorcé en 2004. Ils devraient permettre au groupe de mieux résister à la pression concurrentielle dans un contexte économique difficile marqué par la hausse du coût des matières premières. Enfin, la poursuite du développement international continuera en 2005 à être un élément majeur pour la stratégie de croissance à long terme du groupe.

Chapitre 2 _____

Groupe **PSA PEUGEOT CITROËN**

La stratégie de développement du groupe

| S'appuyer sur deux marques fortes | 10 |
|--|----|
| Une vision de l'avenir à long terme | 10 |
| Une politique de R&D au service des clients | 11 |
| Valoriser les hommes et les femmes du groupe | 11 |
| S'engager pour un développement durable | 11 |
| L'efficacité industrielle | 12 |
| La rentabilité | 12 |
| Perspectives 2005 | 12 |

S'appuyer sur deux marques fortes

PSA PEUGEOT CITROËN construit son développement sur deux marques généralistes fortes, au rayonnement mondial et aux personnalités distinctes, dans le cadre de stratégies internationales coordonnées et d'un plan produit cohérent; celui-ci organise une offre complète pour chacune des deux marques, en assure la complémentarité des styles et des concepts, et définit un calendrier de lancements assurant la permanence d'une offre renouvelée du groupe dans chacun des segments du marché.

Les deux marques disposent dans les domaines du marketing, du commerce et plus généralement des relations avec leurs clients, de l'autonomie nécessaire à la conduite de politiques distinctes et, dans de nombreux cas, concurrentes. À l'inverse, dans un souci d'efficacité et de recherche d'économies d'échelle, tout l'appareil technique, industriel, administratif et financier du groupe automobile est unifié.

Outre son activité majeure de constructeur automobile, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN exerce trois autres métiers principaux : le financement des réseaux commerciaux et des clients des marques automobiles, le transport et la logistique, et enfin la conception et la production de composants et de modules destinés à la production automobile.

Banque PSA Finance finance les stocks de véhicules neufs et de pièces de rechange des concessionnaires et propose aux clients des marques Peugeot et Citroën une gamme complète de financements et de services associés. Elle est présente dans dix-huit pays correspondant aux principales implantations des deux marques. Ces activités de financement tiennent une place essentielle dans la stratégie du groupe.

Gefco est la deuxième entreprise de transport et de logistique en France et compte parmi les dix premières en Europe ; appuyée sur des activités d'approvisionnement des usines et de distribution des voitures et pièces de rechange du groupe PSA PEUGEOT CITROËN, Gefco constitue un pôle durable de développement du groupe et poursuit activement une politique de croissance de son activité au profit d'autres clients.

Enfin, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN est l'actionnaire majoritaire de Faurecia, deuxième équipementier européen et parmi les leaders mondiaux dans chacune de ses activités (sièges et intérieur véhicule, échappement, blocs avant), fournissant la plupart des grands constructeurs mondiaux et disposant d'une complète autonomie de gestion par rapport à l'activité automobile du groupe, dont il est l'un des fournisseurs.

Une vision de l'avenir à long terme

La stratégie du groupe PSA PEUGEOT CITROËN vise une croissance à long terme soutenue, fondée sur la satisfaction de ses clients, le développement de ses gammes de produits, l'innovation et l'excellence dans les technologies automobiles majeures, la compétence de ses équipes, la flexibilité et la maîtrise des coûts et la poursuite d'objectifs ambitieux de qualité tant pour les produits que pour les services.

PSA PEUGEOT CITROËN est engagé dans la voie d'une croissance durable. L'objectif du groupe est d'atteindre 4 000 000 de véhicules et de collections vendus ; l'augmentation des ventes sera réalisée tant en Europe occidentale, où le groupe dispose de sensibles marges de progrès notamment dans les pays où ses parts de marché sont encore éloignées de son potentiel, qu'en Europe centrale et orientale, en Amérique latine et en Chine.

La stratégie de PSA PEUGEOT CITROËN repose sur sa capacité à mettre sur le marché le plus rapidement possible des voitures différentes et innovantes pour satisfaire des clients de plus en plus exigeants et divers dans leurs attentes. Nos clients attendent des voitures séduisantes capables de les satisfaire par leur style, leurs performances, leur confort, leur originalité, les technologies utiles pour le plus grand nombre qu'elles mettent en œuvre et le plaisir de conduire qu'elles procurent. Ils attendent également des voitures leur permettant d'être des citoyens responsables face aux enjeux de sécurité, de réduction de la pollution atmosphérique, de recyclage, de qualité de vie dans les villes.

Une politique de R & D au service des clients

Les succès des années à venir se joueront sur les capacités du groupe à innover et à créer des avantages concurrentiels. C'est pourquoi PSA PEUGEOT CITROËN développe des produits innovants, à fort potentiel d'image et attractifs pour la clientèle, et affirme une position de leader dans des domaines clés de la technologie automobile, principalement ceux liés à l'environnement, à la sécurité et au confort des automobilistes.

Le plan produit des deux marques est basé à la fois sur un renouvellement rapide des gammes de modèles et sur un élargissement de l'offre grâce notamment à des nouveaux concepts de véhicules.

La technologie diesel est désormais reconnue pour ses qualités environnementales, grâce notamment au développement par PSA PEUGEOT CITROËN des motorisations à injection directe haute pression, dont le moteur HDi est la référence du marché, et à l'introduction en première mondiale par le groupe du filtre à particules. Le groupe élargit son offre de motorisations diesel utilisant ces technologies et confirme son avance dans ce domaine grâce à de nouveaux développements.

Le groupe poursuit également le développement des technologies d'hybridation dont le premier stade a été le lancement, en 2004, du système Stop & Start sur la Citroën C3.

Valoriser les hommes et les femmes du groupe _

La stratégie du groupe requiert de disposer, dans tous les pays où il se développe et à tous les niveaux de l'organisation, d'équipes compétentes, motivées et en mesure d'assurer et d'accompagner la croissance et l'internationalisation du groupe. Pour ce faire, le groupe pratique un dialogue social soutenu, fondé sur une politique contractuelle active et la reconnaissance de la représentation syndicale dans tous les pays. Le groupe s'attache notamment à lutter contre toute forme de discrimination, faciliter la gestion des différences dans la cohésion sociale et assurer

l'égalité de traitement dans l'évolution professionnelle des salariés. Par ailleurs, le groupe vise à associer l'ensemble du personnel à l'échelle mondiale à la stratégie du groupe et à ses résultats ; il met à ce titre un accent particulier sur la participation des salariés aux résultats du groupe. La formation du personnel, pour le préparer dans tous les pays aux évolutions rapides du groupe, constitue également un axe majeur. Enfin, la sécurité et la protection des salariés sont une priorité absolue pour PSA PEUGEOT CITROËN dans tous les pays.

S'engager pour un développement durable

L'objectif du groupe est de proposer aux acheteurs de voitures Peugeot et Citroën, des voitures dont les qualités et les prestations répondent tout à la fois aux objectifs de protection de l'environnement et d'amélioration de la sécurité comme aux aspirations automobiles de chacun en matière de style, d'agrément de conduite et de satisfaction à l'usage. La réduction des émissions de gaz carbonique des automobiles est le premier champ d'action de PSA PEUGEOT CITROËN. Par ses travaux et par leur application en grande série, notre groupe agit efficacement pour contribuer à réduire l'effet de serre.

Afin que l'usage de la voiture puisse être respectueux de la sécurité de tous, le groupe déploie tous ses efforts pour garantir un usage responsable des voitures ainsi que la sécurité active et passive que les clients sont en droit d'attendre des marques Peugeot et Citroën.

PSA PEUGEOT CITROËN s'engage résolument pour permettre l'insertion harmonieuse de la voiture dans l'environnement urbain. Constructeur automobile, le groupe est un acteur majeur de la mobilité. Il veut contribuer à un développement durable de cette mobilité sans compromettre ni la qualité de l'air ni la qualité de la vie.

En adhérant au Global Compact des Nations unies, PSA PEUGEOT CITROËN a inscrit son action dans la perspective d'un développement durable respectueux de bonnes pratiques éthiques, sociales et environnementales, dans tous les pays du monde où il est présent. Un plan d'actions prioritaires promeut ces principes au sein du groupe et auprès de ses fournisseurs. Le groupe suit par ailleurs les lignes directrices de la Global Reporting Initiative pour son reporting social, environnemental et sociétal.

L'efficacité industrielle

Afin de maîtriser ses coûts, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN a mis en place une ambitieuse stratégie de plates-formes. Elle repose sur trois nouvelles plates-formes, progressivement déployées sur les modèles des deux marques ; les véhicules construits sur une même plate-forme partagent au moins 60 % de leur prix de revient. L'organisation industrielle spécialise progressivement chaque usine d'assemblage européenne sur une plate-forme. Cette stratégie génère une réduction substantielle des charges et des délais de développement, des dépenses d'industrialisation, des coûts de production et des prix d'achat des pièces et équipements, tout en favorisant la diversité des modèles ; elle permet d'assurer une maîtrise des budgets de développement et une stabilisation des investissements et d'accélérer en parallèle le rythme d'introduction des nouveaux modèles. En 2006, 2 400 000 voitures du groupe seront assemblées en Europe sur ces trois plates-formes, auxquelles viendront s'ajouter 420 000 véhicules produits sur les plates-formes en coopération.

Pour accélérer son développement et réduire ses coûts au-delà de ce qu'apporte la stratégie interne de plates-formes, le groupe met en œuvre une politique originale de coopérations. Celles-ci portent sur le partage entre des constructeurs indépendants, de manière ponctuelle et durable, du développement et de la

production de composants ou de bases de véhicules pour lesquels l'effet de taille a un sens. À cet égard, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN s'est depuis des décennies distingué par sa capacité à conclure des coopérations stratégiques respectant la personnalité et l'autonomie des partenaires, avec Renault pour les moteurs V6 essence et les boîtes de vitesses automatiques de moyenne gamme, avec Fiat pour les monospaces et les véhicules utilitaires légers, avec Ford pour une gamme complète de moteurs diesel, avec Toyota pour des petits véhicules européens d'entrée de gamme ou avec BMW pour des moteurs essence de faible cylindrée à fort contenu technologique. Cette politique se poursuit avec Fiat et Tofas pour la production et le développement en commun d'un petit véhicule utilitaire et avec Mitsubishi Motors Corporation dans le domaine des véhicules à quatre roues motrices.

Ces accords permettent de partager les coûts de développement et de mettre en commun les compétences des partenaires et leurs moyens. Ils apportent les économies d'échelle indispensables à la compétitivité. Ce type de partenariat dans l'indépendance constitue pour PSA PEUGEOT CITROËN la bonne réponse aux défis et aux opportunités qu'apportent la mondialisation des marchés et l'évolution des attentes des clients.

La rentabilité

Le groupe PSA PEUGEOT CITROËN a retenu comme outil de mesure de son efficacité industrielle et commerciale la rentabilité des capitaux qu'il emploie.

Le groupe veut obtenir, en toutes circonstances, une rentabilité des capitaux employés d'au moins 8,5 % (après impôt) couvrant le coût d'accès à ces capitaux.

L'objectif permanent du groupe est d'obtenir un taux de rentabilité des capitaux employés, mesuré après impôt, de 13,5 % et une marge opérationnelle de 6 % du chiffre d'affaires.

Perspectives 2005

Pour 2005, PSA Peugeot Citroën a retenu une prévision de marché stable ou en légère progression pour les voitures particulières et les véhicules utilitaires légers en Europe occidentale et des perspectives plus favorables en dehors d'Europe. Dans ce contexte, le groupe poursuit sa politique dynamique de renouvellement de produits. Après Peugeot 407 berline et SW et Citroën C4 berline et coupé introduites en 2004 et qui connaîtront leur première année pleine de commercialisation, le groupe accélère le rythme des lancements de modèles dans les mois qui viennent avec Peugeot 1007, Peugeot 107 et Citroën C1, Peugeot 407 coupé et Citroën C6. Les nouveaux modèles lancés de mai 2004 à l'été 2005 représenteront un volume potentiel de ventes de plus d'un million d'unités en année pleine, soit près du tiers des ventes mondiales du groupe.

Toutefois, le groupe anticipe le maintien d'un climat concurrentiel soutenu en Europe et prévoit de maintenir une politique commerciale sélective afin de préserver sa rentabilité. PSA Peugeot Citroën vise ainsi une croissance modérée de ses ventes en 2005.

Pour 2005, le groupe prévoit une nouvelle réduction de ses coûts de production industriels, un effet positif sur ses marges commerciales de l'introduction des nouveaux modèles et une stabilisation de la contribution des activités non automobiles. Cependant, la hausse des prix des matières premières devrait avoir un impact négatif pour la division automobile estimé entre 250 et 300 millions d'euros. Dans ce contexte, l'objectif de PSA PEUGEOT CITROËN est d'atteindre une marge opérationnelle consolidée entre 4 % et 4,5 % du chiffre d'affaires.

Groupe **PSA PEUGEOT CITROËN**

| Le gouvernement de l'ent | creprise |
|--------------------------|----------|
|--------------------------|----------|

| | Le Conseil de Surveillance | 14 |
|---|--|----|
| | Le Directoire et l'exécutif du groupe | 16 |
| ' | Le contrôle interne et externe | 17 |
| | Organes de surveillance et de direction Mandats exercés au cours de l'exercice 2004 | 20 |
| | Organes de surveillance et de direction Rémunérations de l'exercice 2004 | 24 |

Le gouvernement de l'entreprise Le Conseil de Surveillance

La société Peugeot S.A. a adopté depuis 1972 la forme de société à Conseil de Surveillance et Directoire qui permet de distinguer les fonctions de direction et de gestion assumées par le Directoire et les fonctions de contrôle dévolues au Conseil de Surveillance. Cette séparation répond particulièrement bien aux préoccupations d'équilibre des pouvoirs entre les fonctions exécutives et les fonctions de contrôle qui inspirent les principes du gouvernement d'entreprise.

Le Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance, conformément à la loi, a une mission de contrôle permanent de la gestion de la société par le Directoire. Il tient des statuts de la société le pouvoir d'autoriser les opérations sur capital, les émissions obligataires, la passation ou la dénonciation d'accords avec d'autres entreprises analogues engageant l'avenir de la société, ainsi que toute opération majeure de nature à modifier de manière substantielle le périmètre d'activité ou la structure financière de la société et du groupe qu'elle contrôle. Enfin, le Conseil de Surveillance s'assure que la stratégie mise en œuvre par le Directoire est conforme aux orientations à long terme du groupe telles que le Conseil de Surveillance les a définies. Le Conseil de Surveillance se réunit au moins une fois par trimestre sur un ordre du jour établi par son président.

Le Conseil de Surveillance est composé de douze membres, auxquels sont adjoints deux censeurs ; les membres du Conseil sont nommés par l'Assemblée Générale pour une durée de six ans. Les autres mandats exercés par les membres du Conseil de Surveillance et les censeurs figurent en page 20 du présent document de référence, de même que les dates de nomination et d'expiration des mandats en cours au Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.

Le Conseil de Surveillance considère que sa composition reflète de manière appropriée la présence de l'actionnaire de référence constitué par le groupe familial Peugeot dans le capital de Peugeot S.A.

Le Conseil de Surveillance comprend trois membres qui représentent directement ou indirectement l'actionnaire de référence, M. Thierry Peugeot, M. Jean-Philippe Peugeot, Mme Marie-Hélène Roncoroni ainsi que deux membres qui leur sont apparentés, M. Pierre Banzet et M. Marc Friedel.

M. Jean-Louis Dumas, M. Jean-Louis Masurel et M. Joseph F. Toot, Jr. n'ont aucun lien avec la société, son groupe ou sa direction et apportent leur expérience financière internationale au fonctionnement du Conseil de Surveillance.

M. Jean Boillot a été président d'Automobiles Peugeot jusqu'en 1990 et apporte depuis lors au Conseil de Surveillance son expérience des activités industrielles et commerciales dans les métiers de l'automobile.

M. François Michelin, ancien gérant de la Compagnie générale des Établissements Michelin, apporte au Conseil son expérience du développement à l'international.

M. Ernest-Antoine Seillière de Laborde, président de Wendel Investissements, fait bénéficier le Conseil de sa connaissance approfondie de l'industrie ; Wendel est un actionnaire significatif de Valeo, groupe industriel de l'équipement automobile.

M. Jean-Paul Parayre, ancien président du Directoire de Peugeot S.A. et président du Conseil de Surveillance de Vallourec, apporte sa contribution au Conseil de Surveillance grâce à sa connaissance de l'industrie automobile et du fonctionnement du groupe.

En application de la recommandation COB du 17 janvier 2003, le Conseil de Surveillance a procédé à un examen de sa composition et considère que peuvent être qualifiés d'indépendants MM. Jean Boillot, Jean-Louis Dumas, Jean-Louis Masurel et Joseph F. Toot, Jr.

Au regard de l'indépendance des membres du Conseil de Surveillance et par référence aux critères proposés pour les sociétés à conseil d'administration par le rapport du groupe de travail présidé par M. Daniel Bouton, le Conseil de Surveillance retient les critères d'indépendance proposés, à l'exception toutefois de celui concernant la durée limitée à douze ans pour les mandats successifs, ainsi que de celui concernant le fait de ne pas avoir été, au cours des cing dernières années, mandataire d'une société consolidée.

Il apparaît en effet au Conseil que l'expérience de l'industrie automobile acquise au Conseil est particulièrement souhaitable, s'agissant en particulier d'une activité reposant sur le moyen et le long terme et que le fait d'avoir été, à une époque récente, administrateur d'une société du groupe n'emporte aucun risque quant aux conflits d'intérêts que les règles sur l'indépendance entendent prévenir.

Il est précisé qu'aucun membre du Conseil de Surveillance n'exerce une fonction de direction générale ou une fonction salariée dans une société du groupe.

Lorsque, dans le futur, des nominations de nouveaux membres du Conseil de Surveillance seront proposées à l'assemblée des actionnaires, le Conseil de Surveillance, se fondant sur les travaux du comité des rémunérations et des nominations, apportera toute l'attention requise dans la sélection du ou des candidats retenus, notamment au regard des critères d'indépendance sus-indiqués.

Chaque membre du Conseil de Surveillance doit détenir au moins 25 actions Peugeot S.A.

ACTIVITÉ DU CONSEIL EN 2004

Le Conseil de Surveillance s'est réuni quatre fois au cours de l'exercice 2004 ; le taux de présence de ses membres aux réunions a été de 89,3 %.

Ces réunions ont été consacrées notamment à l'examen des rapports périodiques du Directoire sur l'activité et les résultats des différents secteurs d'activité du groupe, à l'examen des comptes consolidés et sociaux et à des autorisations d'engagements.

LE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL

Le règlement intérieur du Conseil de Surveillance précise notamment ses missions de contrôle permanent ainsi que les missions de contrôle périodique à l'occasion de l'examen du rapport d'activité du Directoire et de la présentation par le Directoire des comptes annuels, des comptes consolidés et du rapport de gestion destiné à l'assemblée des actionnaires.

Le règlement rappelle que le Conseil de Surveillance doit, conformément à l'article 9 des statuts de Peugeot S.A., donner son autorisation préalable pour les actes suivants du Directoire :

- réaliser toutes augmentations de capital en numéraire ou par incorporation de réserves ainsi que toutes réductions de capital, autorisées par l'Assemblée Générale,
- réaliser toutes émissions d'obligations, convertibles ou non, autorisées par l'Assemblée,
- établir tous projets de traité de fusion ou d'acte d'apport partiel d'actif,
- passer ou dénoncer tous accords industriels ou commerciaux engageant l'avenir de la société Peugeot S.A. avec toutes autres entreprises ayant un objet analogue ou connexe à celui de la société, et plus généralement réaliser toutes opérations majeures de nature à modifier de manière substantielle le périmètre d'activité ou la structure financière de la société et du groupe qu'elle contrôle.

En outre, le Directoire ne peut accomplir que sur décision prise à l'unanimité de ses membres ou, à défaut, sur autorisation préalable du Conseil de Surveillance, certains actes dépassant des seuils fixés par le Conseil de Surveillance à 50 millions d'euros pour l'achat, la vente, l'échange ou l'apport de tout immeuble d'exploitation et fonds de commerce de la société Peugeot S.A., 50 millions d'euros pour l'achat, l'acquisition ou cession de toute participation dans d'autres entreprises et représentant directement ou indirectement un investissement, une dépense ou une garantie de crédit ou de passif, immédiats ou différés et 100 millions d'euros pour tout emprunt, autre qu'obligataire, de Peugeot S.A..

Le règlement intérieur précise les modes d'information du Conseil de Surveillance, d'établissement de son ordre du jour, les missions de chacun des comités spécialisés du Conseil de Surveillance, ainsi que les obligations incombant aux membres du Conseil de Surveillance, notamment celles tenant à leur qualité d'initiés permanents.

LES COMITÉS SPÉCIALISÉS DU CONSEIL

Le Conseil de Surveillance a institué trois comités spécialisés : un comité stratégique, un comité des rémunérations et des nominations et un comité financier.

Le comité stratégique

Ce comité, créé en 1998, a pour mission de réfléchir à l'avenir à long terme et aux grandes orientations du groupe. Dans ce cadre, il prend connaissance du plan stratégique à long terme du Directoire. Il est saisi des projets d'opérations

importantes et prépare notamment les délibérations du Conseil prises en application de l'article 9 des statuts, qui prévoit une autorisation préalable du Conseil de Surveillance pour certaines opérations stratégiques.

Ce comité est composé de sept membres qui sont désignés à titre personnel et ne peuvent pas se faire représenter : M. Jean-Philippe Peugeot, président, M. Jean Boillot, M. Jean-Louis Dumas, M. François Michelin, M. Jean-Paul Parayre, M. Thierry Peugeot, M. Ernest-Antoine Seillière de Laborde.

Le comité stratégique s'est réuni à trois reprises au cours de l'exercice 2004. Deux de ces réunions ont été consacrées à l'examen de la stratégie de la division automobile et la troisième à la stratégie qualité.

Le comité des rémunérations et des nominations

Ce comité, créé en 1998, est chargé de préparer les décisions du Conseil de Surveillance en ce qui concerne la rémunération des membres du Directoire et de celle des membres du Conseil de Surveillance et des comités ainsi que, le cas échéant, l'attribution d'options d'achat d'actions aux membres du Directoire. Sa mission ayant été élargie en 2003, ce comité a également un rôle de préparation des délibérations du Conseil de Surveillance en ce qui concerne les nominations de nouveaux membres du Directoire ou du Conseil ; il a ainsi pour mission de déterminer les critères de choix, de préparer la procédure de sélection et les propositions de nomination ou de renouvellement.

Ce comité est composé de trois membres qui sont désignés à titre personnel et ne peuvent pas se faire représenter : M. Thierry Peugeot, président, M. François Michelin et M. Ernest-Antoine Seillière de Laborde.

Il a délibéré quatre fois en 2004 et une fois en février 2005 pour préparer les décisions du Conseil de Surveillance sur la détermination de la part fixe et de la part variable de la rémunération de chacun des membres du Directoire et sur le nombre d'options d'achat d'actions qui leur sont attribuées.

Le comité financier

Le comité financier, mis en place en 2002, donne son avis au Conseil de Surveillance sur les comptes sociaux et consolidés de la société. Il peut être saisi pour examen de tout projet nécessitant l'autorisation préalable du Conseil, notamment en cas d'opérations ayant une incidence sur le capital. Son rôle est de procéder à un examen détaillé de l'élaboration des comptes semestriels et annuels, des opérations financières du groupe les plus significatives et à la revue du tableau de bord financier du groupe. Il suit les engagements hors bilan et les éléments permettant d'apprécier les risques encourus par le groupe.

Le comité financier, qui a accès à l'ensemble des informations qui lui sont nécessaires, rencontre, comme le président du Conseil de Surveillance, tant le responsable du contrôle interne que les Commissaires aux Comptes, avec ou sans la présence des responsables opérationnels du groupe. Il est composé de trois membres qui sont désignés à titre personnel et ne peuvent pas se faire représenter : M. Marc Friedel, président, M. Jean-Louis Masurel et Mme Marie-Hélène Roncoroni.

Le gouvernement de l'entreprise Le Directoire et l'exécutif du groupe

Il a tenu cinq réunions en 2004. Au cours de l'exercice, il a étudié la mise en place des normes IFRS dans le groupe et a mené le processus de sélection des Commissaires aux Comptes dont la nomination est prévue à la prochaine Assemblée Générale. En présence des Commissaires aux Comptes, il s'est également réuni en février 2005 pour examiner les modalités d'arrêté des comptes du groupe pour l'exercice 2004, avant leur présentation au Conseil de Surveillance du 22 février 2005.

RÉMUNERATION DU CONSEIL

Les membres du Conseil de Surveillance ainsi que les censeurs sont rémunérés par des jetons de présence dont le montant annuel autorisé a été fixé à 340 000 euros par l'Assemblée Générale du 26 mai 2004. En 2004, les membres du Conseil de Surveillance et les censeurs ont perçu au total un montant de 318 000 euros au titre de leurs fonctions au Conseil et/ou aux comités du Conseil. Le président et les vice-présidents du Conseil de Surveillance perçoivent une rémunération supplémentaire particulière fixée par le Conseil de Surveillance. Le détail des sommes perçues par chaque membre du Conseil de Surveillance et par les censeurs figure en page XX du présent document de référence.

Le Directoire et l'exécutif du groupe

LE DIRECTOIRE

Le Directoire de Peugeot S.A. est composé de trois membres : M. Jean-Martin Folz, président, M. Frédéric Saint-Geours et M. Claude Satinet qui sont également respectivement directeurs généraux d'Automobiles Peugeot et d'Automobiles Citroën.

LE COMITÉ EXÉCUTIF

La direction exécutive du groupe PSA PEUGEOT CITROËN est assurée par le comité exécutif du groupe, composé de neuf membres. Au 1er janvier 2005, le comité exécutif est composé des trois membres du Directoire, de M. Yann Delabrière (Finances, Contrôle, Performance), M. Gilles Michel (Plates-Formes, Techniques, Achats), M. Jean-Marc Nicolle (Stratégie et Produit Groupe), M. Robert Peugeot (Innovation et Qualité), M. Roland Vardanega (Industriel et Fabrications) et M. Jean-Luc Vergne (Relations et Ressources Humaines). Il est complété par un état-major composé de M. Xavier Fels (Relations Extérieures), M. Jean-Louis Grégoire (Politique Cadres), M. Jean-Claude Hanus (Juridique) et Mme Liliane Lacourt (Communication), directement rattachés au président du Directoire. Le comité exécutif et l'état-major se réunissent chaque semaine pour examiner toutes les questions relatives à l'animation générale du groupe et à la direction de la division automobile. Des comités spécifiques à chacune des autres activités du groupe se réunissent par ailleurs chaque mois pour en superviser l'activité.

L'animation du groupe repose sur un comité des directeurs, regroupant les principaux responsables opérationnels du groupe et comprenant au 1^{er} mars 2005, 52 membres, ainsi que le comité exécutif et l'état-major. Le comité des directeurs se réunit mensuellement.

RÉMUNÉRATION DES ORGANES EXÉCUTIFS

Les modalités de rémunération des membres du comité exécutif, de l'état-major et du comité des directeurs du groupe suivent des principes analogues à ceux des cadres du groupe. Cette rémunération comprend une partie fixe et une partie variable, fondée sur la réalisation des objectifs assignés à chaque cadre dirigeant et sur la réalisation des objectifs de marge opérationnelle, de qualité et de sécurité du groupe pour l'exercice considéré. L'objectif de marge opérationnelle retenu pour l'exercice 2005 est de 4,5 % du chiffre d'affaires.

La rémunération globale attribuée au comité exécutif et à l'état-major au titre de l'exercice 2004 s'est élevée à 8,2 millions d'euros, dont la part variable a représenté 35,18 % du total. Pour les membres du comité des directeurs en fonction au 31 décembre 2004, la part variable a représenté 23,74 % du total des rémunérations attribuées.

Le détail des rémunérations perçues par les membres du Directoire au titre de l'exercice 2004 figure en page XX du présent document de référence.

OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Les membres du comité exécutif (y compris les membres du Directoire), de l'état-major et du comité des directeurs participent aux programmes d'options d'achat d'actions Peugeot S.A. qui ont été mis en place chaque année depuis 1999, suivant les principes généraux d'attribution de ces programmes.

Le Directoire, en plein accord avec le Conseil de Surveillance et dans les limites fixées par l'Assemblée Générale des actionnaires, a fixé pour règle, à compter de 2002, pour l'attribution éventuelle dans une année donnée d'options d'achat d'actions au bénéfice des dirigeants et salariés de la société ou des sociétés qui lui sont liées, que le cours de référence de ce plan d'option serait la moyenne des premiers cours cotés lors des 20 séances de bourse suivant la publication

par Peugeot S.A. de ses résultats consolidés du premier semestre et de n'effectuer aucun rabais sur ce cours moyen.

En 2004, le Directoire, faisant usage de l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale du 26 mai 2004, a mis en place le 24 août, un plan d'options d'achat d'actions Peugeot S.A. portant sur 1 004 000 actions à un prix de 47,59 euros par option.

Le détail des options d'achat d'actions Peugeot S.A. allouées aux membres du Directoire au cours de l'exercice 2004 figure en page XX du présent document de référence.

À fin 2004, les options d'achat d'actions détenues par les membres du comité exécutif (y compris les membres du Directoire) et de l'état-major portaient sur 1 764 500 titres, sur un total de 4 831 300 options attribuées.

Le détail des plans d'options d'achat d'actions en vigueur au 31 décembre 2004, le nombre global des options attribuées aux onze plus importants bénéficiaires non mandataires sociaux du plan d'option d'achat 2004, ainsi que le nombre des options levées en 2004 figurent en page XX du présent document de référence.

Faurecia met en place ses propres plans d'attribution d'options. Le conseil d'administration de Faurecia a décidé le principe d'attributions éventuelles d'options de souscription, sans aucun rabais sur la moyenne des cours de bourse prise en considération. En 2004, Faurecia a mis en place le 14 avril un plan d'options de souscription d'actions Faurecia portant sur 268 000 actions à un prix de 58,18 euros par option.

Le contrôle interne et externe

Le contrôle du groupe est assuré à la fois par des structures internes (Conseil de Surveillance, audit interne) et externes (Commissaires aux Comptes et, s'agissant de Banque PSA Finance, Commission Bancaire de la Banque de France).

LE CONTRÔLE INTERNE

Le contrôle interne couvre l'ensemble des processus et procédures mis en oeuvre par tout le personnel du groupe afin de fournir une assurance raisonnable quant à la tenue des trois objectifs suivants : réalisation et optimisation des opérations ; fiabilité des opérations financières ; conformité aux lois et réglementations en vigueur. Le contrôle interne contribue à la réalisation des objectifs en matière de performance et de rentabilité ; il ne fournit cependant pas une garantie absolue contre toute erreur humaine.

L'organisation générale du contrôle interne de PSA PEUGEOT CITROËN repose sur le fonctionnement opérationnel du groupe. Celui-ci est basé sur une organisation globale qui suit la chaîne des responsabilités opérationnelles et la mise en commun transversale des fonctions technologiques, industrielles et financières.

La structure générale des délégations et des subdélégations de pouvoirs prend en compte l'organisation mise en place dans le groupe. Les pouvoirs précisent le rôle et les responsabilités de chacun, en mentionnant les domaines dans lesquels la délégation s'applique, en rappelant les attributions et en précisant, quand cela est nécessaire, les réglementations auxquelles il faut veiller et les pratiques qu'il faut mettre en oeuvre.

Le groupe a publié en 2003 une Charte Éthique qui formalise les principes d'action et de comportement auxquels chacun dans le groupe doit se conformer. Cette charte est en permanence à la disposition des membres du personnel

sur le site intranet du groupe. Un Délégué à l'Ethique a été nommé par le Directoire afin de répondre aux questions des collaborateurs en cas de difficulté d'interprétation ou de doute sur les modalités d'application de la charte.

La direction de l'audit interne est placée sous l'autorité directe du président du Directoire. Le directeur de l'audit interne a autorité hiérarchique sur l'audit interne central et autorité fonctionnelle sur l'ensemble des services d'audit rattachés aux directions de la division automobile et aux autres directions du groupe. Cela lui permet de veiller à ce que l'organisation globale de l'audit interne couvre efficacement l'ensemble des activités du groupe, de s'assurer de la qualité des missions menées et de vérifier la mise en oeuvre effective des plans d'actions issus des missions d'audit.

L'audit interne est chargé de :

- garantir la bonne application du contrôle interne ;
- évaluer l'application et l'efficacité des processus et modes de fonctionnement les plus critiques ;
- proposer des améliorations visant à faire progresser la performance des directions et filiales du groupe.

Pour réaliser sa mission, l'audit interne s'appuie sur un plan d'audit annuel, validé par le comité exécutif auquel il rapporte deux fois par an.

Le contrôle interne repose d'abord sur un dispositif concernant les procédures financières et comptables.

L'élaboration des états financiers consolidés est assurée par une direction centrale, en charge des normes comptables du groupe et de la consolidation.

Le contrôle de gestion repose sur un maillage et sur une organisation à trois niveaux : une direction centrale, la gestion de chacune des divisions du groupe et la gestion de chaque unité opérationnelle.

Le gouvernement de l'entreprise Le contrôle interne et externe

L'information financière mise à disposition par le groupe procède des états financiers consolidés du groupe, arrêtés par le Directoire et soumis au Conseil de Surveillance, et des analyses de gestion de ces états financiers. Elle est systématiquement validée par les Commissaires aux Comptes avant publication.

Concernant la trésorerie, l'organisation du groupe repose sur une centralisation des décisions de financement et des relations bancaires ainsi que de la gestion de trésorerie des entités du groupe sur la zone euro, du traitement des flux en devises et des opérations associées sur le marché des changes et des opérations de marché relatives aux taux d'intérêt. Les traitements des flux et des soldes de trésorerie des entités hors zone euro font l'objet d'un pilotage central détaillé, pour les opérations qui sont mises en œuvre localement.

La direction fiscale du groupe est en charge de gérer l'ensemble de la situation fiscale du groupe, en s'assurant du respect des législations et réglementations en vigueur tout en veillant à l'optimisation de la charge effective d'impôt. Elle centralise à cet effet la gestion de la situation fiscale des entités du groupe en France, la gestion des contrôles et des contentieux fiscaux, la fiscalité des opérations structurantes telles qu'acquisitions, cessions ou réorganisations de sociétés et la fiscalité des flux transfrontaliers. Elle supervise les autres opérations menées localement.

Pour les activités opérationnelles, les procédures mises en place et leur contrôle visent à maîtriser chaque fonction au sein de la division automobile.

Pour la recherche et développement, le développement de chaque nouveau véhicule ou organe est organisé en structure projet, avec ses objectifs de rentabilité et de coûts ; il est contrôlé tout au long du projet par une équipe spécifique.

La fonction achat du groupe détermine et conduit au plan mondial la politique d'achat pour les activités automobiles du groupe. Son organisation vise à faire participer les fournisseurs à la conception des produits et des moyens et à faire réaliser les pièces automobiles, les biens d'équipements et les prestations de service qui satisfont aux exigences du groupe en termes de qualité, coûts et délais. L'équipe d'audit interne de la direction des achats évalue le bon niveau de maîtrise du contrôle interne, l'application et l'efficacité des procédures et propose des améliorations.

La production industrielle est placée sous l'autorité d'une direction unique qui dirige, anime et contrôle l'ensemble des sites industriels, avec pour objectifs majeurs de garantir la production demandée en quantité, conformément aux référentiels techniques et qualité et en maîtrisant les coûts et les délais. Le contrôle interne de la direction des fabrications s'appuie sur un ensemble de procédures de fonctionnement définies de manière unique. Il s'articule autour d'un pilotage opérationnel de chaque usine, d'un reporting central disponible en temps réel pour les indicateurs physiques et d'un système d'amélioration permanent suivi par un ensemble d'indicateurs commun à l'ensemble des sites industriels.

Les marques Peugeot et Citroën ont pour mission de définir et de commercialiser leurs produits et services sur un périmètre mondial en développant leur image et leurs parts de marché. Le contrôle interne de chaque marque s'appuie sur la description des processus et des procédures de fonctionnement dans les directions centrales, les filiales d'importation et les points de vente. Il s'articule autour d'un pilotage opérationnel par la direction générale de chaque marque, relayé dans chaque direction, filiale et point de vente, et d'un système de contrôle et d'amélioration continue.

Les autres divisions du groupe appliquent sous des formes propres à leur organisation les mêmes normes et principes que la division automobile.

Banque PSA Finance est par ailleurs soumise, compte tenu de son statut, aux dispositions de la réglementation bancaire et les applique de manière stricte.

En tant que société indépendante, Faurecia dispose de son système de contrôle interne qui est décrit dans son propre document de référence.

Les procédures et le contrôle des fonctions ressources humaines, qualité, prévention et gestion des risques, informatique assurent un support au fonctionnement du groupe, à sa croissance et à sa rentabilité.

Le groupe, en s'appuyant sur la forte mobilisation de l'ensemble de ses responsables, a pour objectif de poursuivre le renforcement de son système de contrôle interne à travers une démarche volontariste d'amélioration permanente.

LES AUDITEURS

Conformément à la loi française sur les sociétés commerciales, la certification des comptes consolidés et des comptes sociaux de Peugeot S.A. est effectuée par deux Commissaires aux Comptes qui procèdent ainsi à un examen conjoint de l'ensemble des comptes, des modalités de leur établissement et des procédures de contrôle interne du groupe.

Les deux Commissaires aux Comptes, PricewaterhouseCoopers Audit et Constantin Associés ont été mandatés par l'Assemblée Générale du 2 juin 1999 sur proposition du Directoire de Peugeot S.A. et après réalisation d'un appel d'offres ouvert, et leur mandat expire lors de l'Assemblée Générale du 25 mai 2005 qui statuera sur les comptes de l'exercice 2004.

PricewaterhouseCoopers Audit et Constantin Associés exercent, à travers les membres de leur réseau dans chaque pays, les fonctions d'auditeur légal de l'ensemble des sociétés consolidées par intégration globale du groupe, à l'exception des sociétés du groupe Faurecia. Ils sont ainsi en mesure d'exercer pleinement leur mission sur les comptes consolidés du groupe PSA PEUGEOT CITROËN. Depuis l'exercice 2003, les Commissaires aux Comptes exercent un audit en continu des principales sociétés françaises de la division automobile et de l'activité de financement, qui permet d'améliorer les conditions d'exercice de leur mission.

Le Conseil de Surveillance a procédé à un appel d'offres afin de proposer à l'Assemblée Générale des actionnaires la nomination de nouveaux Commissaires aux Comptes, à l'échéance des mandats en cours. À la suite de la procédure d'appel d'offres qui a été menée par son comité financier, le Conseil de Surveillance propose à l'Assemblée de renouveler le mandat de Commissaire aux Comptes titulaire de PricewaterhouseCoopers Audit, étant précisé que dans l'hypothèse où ce renouvellement serait approuvé par l'Assemblée, de nouveaux signataires des comptes seraient désignés pour cette mission par PricewaterhouseCoopers Audit. Il propose à l'Assemblée de nommer Mazars et Guérard comme deuxième Commissaire aux Comptes titulaire.

Pour Faurecia, les deux Commissaires aux Comptes, PricewaterhouseCoopers Audit, et Ernst & Young Audit ont été mandatés par l'Assemblée Générale du 1er juin 2001 et leur mandat expirera lors de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2006.

Les Commissaires aux Comptes des sociétés en coopération avec d'autres constructeurs automobiles, qui sont consolidées par mise en équivalence, sont désignés avec les partenaires de chaque coopération.

La rémunération des auditeurs s'est élevée pour l'exercice 2004 à 11,6 millions d'euros, dont 9,4 millions d'euros pour PricewaterhouseCoopers, 0,8 million d'euros pour Ernst & Young et 1,2 million d'euros pour Constantin. Par ailleurs, les sociétés membres du réseau PricewaterhouseCoopers et du réseau Ernst & Young ont respectivement été rémunérées à hauteur de 0,6 million d'euros et 0,5 million d'euros pour des prestations autres que l'audit consistant pour l'essentiel en missions de conseil juridique et fiscal réalisées à l'étranger.

Les conditions dans lesquelles des missions autres que l'audit des sociétés du groupe peuvent être confiées aux cabinets de Commissaires aux Comptes, ont été redéfinies de manière restrictive en conformité avec la loi de sécurité financière.

Organes de surveillance et de direction

Mandats exercés au cours de l'exercice 2004

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Thierry Peugeot

Président du Conseil de Surveillance

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 19 décembre 2002

Échéance du mandat en cours : 2010

Né le 19 août 1957

Vice-président des Établissements Peugeot Frères

Administrateur de :

Société Foncière, Financière et de Participations - FFP

La Française de Participations Financières - LFPF

Société Anonyme de Participations - SAPAR

Immeubles et Participations de l'Est - IPE

Faurecia

Compagnie Industrielle de Delle

AMC Promotion

Représentant permanent de la Compagnie Industrielle de Delle au Conseil

d'Administration de LISI

Gérant de la SCI du Doubs

Jean Boillot

Vice-président du Conseil de Surveillance

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 18 avril 1990

Échéance du mandat en cours : 2007

Né le 6 février 1926

Président d'Automobiles Peugeot jusqu'en 1990

Jean-Philippe Peugeot

Vice-président du Conseil de Surveillance

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 16 mai 2001

Échéance du mandat en cours : 2007

Né le 7 mai 1953

Président des Établissements Peugeot Frères

Président du Conseil d'Administration de Nutrition et Communication

Vice-président de Société Foncière, Financière et de Participations - FFP

Administrateur de :

La Française de Participations Financières - LFPF

Immeubles et Participations de l'Est

Linedata Services

Pierre Banzet

Membre du Conseil de Surveillance

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 23 juin 1994

Échéance du mandat en cours : 2005

Né le 18 juillet 1929

Professeur de médecine honoraire

Membre de l'Académie de médecine

Jean-Louis Dumas

Membre du Conseil de Surveillance

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 16 mai 2001

Échéance du mandat en cours : 2007

Né le 2 février 1938

Gérant et associé commandité de Hermès International

Président du Conseil d'Administration de :

Hermès Greater China

Hermès Japon

Hermès Retail (Malaysia)

La Montre Hermès

Sport Soie

Hermès of Hawaii*

Hermès of Paris*

Hermtex*

Hermès de Paris (Mexico)*

Hermès Canada*

Hermès Suisse*

Vice-président et membre du Conseil de Surveillance de Gaulme

Gérant de :

Berfa

Emile Hermès

SCI Briand Villiers I

SCI Briand Villiers II

Société Immobilière du Faubourg Saint-Honoré - SIFAH

SCI Auger Hoche*

Administrateur de :

Compagnie des Cristalleries de Saint-Louis

Hermès Sellier

Hermès de Paris (Mexico)

L'Oréal

J.L. & Co*

Hermès Ibérica*

Hermès Korea*

Hermès Korea Travel Retail

Boissy Mexico*

John Lobb Japan*

Hermès Italie*

Saint-Honoré Chile*

Administrateur suppléant de Boissy Mexico

Représentant permanent de Hermès International

À la présidence de :

Hermès Interactif

Motsch George V

Isamyol 8

Isamyol 9

Isamyol 10

Isamyol 11

Isamyol 12

À la présidence du Conseil de direction de

Compagnie Hermès de Participations

Au Conseil d'Administration de

Financière Saint-Éloi

À la gérance de :

Immauger*

SCI Boissy Belley*

SCI Boissy Bogny*

SCI Boissy Les Mûriers*

SCI Boissy Nontron*

SCI Boissy Saint-Honoré*

SCI Edouard VII*

SCI Les Jonquilles Soleil*

Marc Friedel

Membre du Conseil de Surveillance

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 26 juin 1996

Échéance du mandat en cours : 2008

Né le 21 juillet 1948

Consultant

Représentant permanent de Sofinaction (Groupe CIC) au

Conseil d'Administration de la Société Nancéienne Varin-Bernier (SNVB)

Jean-Louis Masurel

Membre du Conseil de Surveillance

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 27 août 1987

Échéance du mandat en cours : 2005

Né le 18 septembre 1940

Gérant de :

Vins de Fontfroide

Domaine de Trians EURL

Président d'Arcos Investissements S.A.

Président du Conseil d'Administration de Sogetel

Vice-président du Conseil de Surveillance de Oudart S.A.

Administrateur de :

Société des Bains de Mer à Monaco (SBM)

Banque du Gothard Sam (Monaco)

Oudart Gestion S.A.

Compagnie de Transports Financière et Immobilière - Cotrafi

Gondrand

François Michelin

Membre du Conseil de Surveillance

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 21 octobre 1992

Échéance du mandat en cours : 2006

Né le 15 juin 1926

Ancien gérant de la Compagnie Générale des Établissements Michelin Président de Participation et Développement Industriels S.A. - Pardevi Gérant de :

Compagnie Financière Michelin (Suisse) Michelin Reifenwerke (Allemagne)

Jean-Paul Parayre

Membre du Conseil de Surveillance

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 11 décembre 1984

Échéance du mandat en cours : 2005

Né le 5 juillet 1937

Président du Conseil de Surveillance de :

Vallourec

Stena Maritime

Administrateur de :

Bolloré Investissement

SDV Cameroun

SNEF

Stena Line (Suède)

Stena International B.V.

Membre du Conseil consultatif de V & M do Brasil (Brésil)

Organes de surveillance et de direction - Mandats exercés au cours de l'exercice 2004

Marie-Hélène Roncoroni

Membre du Conseil de Surveillance

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 2 juin 1999

Échéance du mandat en cours : 2005

Née le 17 novembre 1960

Vice-président de Société Foncière, Financière et de Participations – FFP Administrateur de :

La Française de Participations Financières – LFPF

Société Anonyme de Participations – Sapar

Établissements Peugeot Frères

Immeubles et Participations de l'Est

Représentant permanent de :

Société Anonyme de Participation - Sapar au Conseil d'Administration

de la société des Immeubles de Franche-Comté

Immeubles de Franche-Comté au Conseil d'Administration

de la Société Anonyme Comtoise de Participation

Ernest-Antoine Seillière de Laborde

Membre du Conseil de Surveillance

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 22 juin 1994

Échéance du mandat en cours : 2006

Né le 20 décembre 1937

Président de :

Wendel Investissement

Legrand Holding

Société Lorraine de Participations Sidérurgiques - SLPS

Vice-président du Conseil d'Administration de Cap Gemini,

Président du Conseil de Surveillance de Oranje - Nassau Groep B.V.

Membre du Conseil de Surveillance de Hermès International S.A.

Administrateur d'EDITIS

Représentant permanent de :

Sofiservice au Conseil d'Administration de Bureau Veritas

Joseph F. Toot Jr

Membre du Conseil de Surveillance

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 24 mai 2000

Échéance du mandat en cours : 2006

Né le 13 juin 1935

Administrateur de :

Rockwell Automation

Rockwell Collins

The Timken Company

Bertrand Peugeot

Censeur

Date du premier mandat de censeur au Conseil de Surveillance : 8 juin 1999

Échéance du mandat en cours : 2005

Né le 30 octobre 1923

Administrateur de Paris Loire

Roland Peugeot

Censeur

Date du premier mandat de censeur au Conseil de Surveillance : 16 mai 2001

Échéance du mandat en cours : 2007

Né le 20 mars 1926

Président d'honneur de :

Établissements Peugeot Frères

Football Club Sochaux Montbéliard - FCSM

Représentant permanent des Établissements Peugeot Frères au Conseil d'Administration de La Française de Participations Financières - LFPF

DIRECTOIRE

Jean-Martin Folz

Président du Directoire

Date du premier mandat au Directoire : 15 mai 1997 Échéance du mandat en cours : 13 avril 2008

Né le 11 janvier 1947

Président de :

Automobiles Peugeot

Automobiles Citroën

Administrateur de :

Banque PSA Finance

Peugeot Citroën Automobiles

Faurecia

Saint-Gobain

Solvay (Belgique)

Frédéric Saint-Geours

Membre du Directoire

Date du premier mandat au Directoire : 1 ° juillet 1998 Échéance du mandat en cours : 13 avril 2008

Né le 20 avril 1950

Directeur général délégué de la société Automobiles Peugeot Président du Conseil d'Administration de Peugeot Motor Company Plc

Membre du Conseil de Surveillance de Peugeot Deutschland GmbH

Administrateur de Peugeot España

Représentant permanent d'Automobiles Peugeot

Au Conseil d'Administration de :

Gefco

Banque PSA Finance

Claude Satinet

Membre du Directoire

Date du premier mandat au Directoire : 1er juillet 1998 Échéance du mandat en cours : 13 avril 2008

Né le 19 juillet 1944

Directeur général délégué de la société Automobiles Citroën

Président de :

Citer

Citroën Belux

Président du Conseil d'Administration de :

Citroën Danmark A/S

Citroën Italia

Citroën UK Ltd

Citroën (Suisse) S.A.

Président du Conseil des Commissaires de Citroën Nederland B.V.

Membre du Conseil de Surveillance de Citroën Deutschland AG

Administrateur de :

Automoviles Citroën España

Autotransporte Turistico Español S.A.

Comercial Citroën S.A.

Citroën Sverige AB

Représentant permanent d'Automobiles Citroën :

À la présidence du Conseil d'Administration d'Automoveis Citroën

Au Conseil d'Administration de :

Gefco

Banque PSA Finance

^(*) Mandats ou fonctions ayant pris fin dans l'année 2004.

Organes de surveillance et de direction

Rémunérations de l'exercice 2004

RÉMUNÉRATIONS PERÇUES AU COURS DE L'EXERCICE 2004

Rémunérations totales, directes ou indirectes, et avantages en nature versés en 2004 par les sociétés du groupe aux membres du Conseil de Surveillance et aux censeurs :

| | Fonction | |
|--|---|---------------|
| M. Thierry Peugeot | Président du Conseil de Surveillance | 457 000 euros |
| M. Jean Boillot | Vice-président du Conseil de Surveillance | 44 860 euros |
| M. Jean-Philippe Peugeot | Vice-président du Conseil de Surveillance | 49 860 euros |
| M. Pierre Banzet | Membre du Conseil de Surveillance | 17 000 euros |
| M. Jean-Louis Dumas | Membre du Conseil de Surveillance | 22 000 euros |
| M. Marc Friedel | Membre du Conseil de Surveillance | 27 000 euros |
| M. Jean-Louis Masurel | Membre du Conseil de Surveillance | 22 000 euros |
| M. François Michelin | Membre du Conseil de Surveillance | 27 000 euros |
| M. Jean-Paul Parayre | Membre du Conseil de Surveillance | 22 000 euros |
| Mme Marie-Hélène Roncoroni | Membre du Conseil de Surveillance | 22 000 euros |
| M. Ernest-Antoine Seillière de Laborde | Membre du Conseil de Surveillance | 27 000 euros |
| M. Joseph F. Toot | Membre du Conseil de Surveillance | 17 000 euros |
| M. Roland Peugeot | Censeur | 17 000 euros |
| M. Bertrand Peugeot | Censeur | 17 000 euros |

Les rémunérations ci-dessus, versées par Peugeot S.A., comprennent, outre les jetons de présence des membres du Conseil de Surveillance, les rémunérations particulières versées au président et aux vice-présidents du Conseil de Surveillance, ainsi que celles versées aux présidents et membres du comité stratégique, du comité des rémunérations et des nominations et du comité financier.

M. Thierry Peugeot bénéficie de la mise à disposition d'un véhicule de fonction. Il a perçu en outre une rémunération de 21 000 euros au titre de son mandat d'administrateur de la société Faurecia.

Rémunérations totales, directes ou indirectes, et avantages en nature versés en 2004 par les sociétés du groupe aux membres du Directoire :

| | Alloués au titre | Alloués au titre de l'année 2004 | | Versés dans l'année 2004 (*) | |
|--------------------------------|------------------|----------------------------------|-----------------|------------------------------|--|
| | Rémunération | Rémunération Dont | | Dont | |
| | totale | part variable | totale | part variable | |
| M. Jean-Martin Folz, Président | 1 740 000 euros | 45,30 % | 1 707 065 euros | 41,84 % | |
| M. Frédéric Saint-Geours | 780 831 euros | 36,86 % | 771 970 euros | 33,79 % | |
| M. Claude Satinet | 780 831 euros | 36,86 % | 771 970 euros | 33,79 % | |

(*) La part variable liée aux résultats d'une année n est versée au premier trimestre de l'année n+1.

Dans ces rémunérations, est valorisé l'avantage que constitue pour chacun des membres du Directoire la mise à disposition d'un véhicule de fonction. En outre, M. Jean-Martin Folz a perçu une rémunération de 21 000 euros au titre de son mandat d'administrateur de la société Faurecia.

OPÉRATIONS CONCLUES AVEC LES ORGANES DE SURVEILLANCE ET DE DIRECTION

À la date du présent document de référence, il n'existe pas d'opérations conclues avec les membres du Conseil de Surveillance, les membres du Directoire ou un actionnaire détenant plus de 5 % du capital de la société, qui ne présentent pas le caractère d'opérations courantes. En particulier, aucun prêt, ni aucune garantie n'ont été consentis par la société en faveur des membres du Conseil de Surveillance ou du Directoire.

OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS CONSENTIES ET LEVÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2004

Options d'achat d'actions attribuées à, et levées par les membres du Directoire en 2004 :

| | | Options attribuées | | | Actions achetées | | | |
|--------------------------------|------------|--------------------|------------|---------|------------------|--------|------------|---------|
| | Plan | Nombre | Date | Prix | Plan | Nombre | Date | Prix |
| | | | d'échéance | d'achat | | | d'échéance | d'achat |
| M. Jean-Martin Folz, Président | 24/08/2004 | 75 000 | 23/08/2012 | 47,59€ | - | - | - | - |
| M. Frédéric Saint-Geours | 24/08/2004 | 40 000 | 23/08/2012 | 47,59€ | - | - | - | - |
| M. Claude Satinet | 24/08/2004 | 40 000 | 23/08/2012 | 47,59€ | - | _ | - | _ |

Options d'achat d'actions attribuées globalement en 2004 aux onze premiers salariés non mandataires sociaux :

| Plan | Nombre total | Date d'échéance | Prix d'achat |
|------------|--------------|-----------------|--------------|
| 24/08/2004 | 300 000 | 23/08/2012 | 47,59€ |

Options d'achat d'actions attribuées antérieurement et levées en 2004 par les dix premiers salariés non mandataires sociaux :

| Plan | Nombre total | Date d'échéance | Prix d'achat | Nombre de salariés |
|------------|--------------|-----------------|--------------|--------------------|
| 31/03/1999 | 68 200 | 30/03/2007 | 20,83€ | 10 |
| 05/10/2000 | 22 062 | 04/10/2008 | 35,45 € | 5 |

Chapitre 4 _____

Groupe **PSA PEUGEOT CITROËN**

Les activités du groupe en 2004

| 7 | Automobile | 28 |
|----------|--------------------|----|
| 7 | Banque PSA Finance | 35 |
| 7 | Gefco | 36 |
| a | Faurecia | 37 |
| 7 | Autres activités | 39 |

Les activités du groupe en 2004 Activité automobile

Activité automobile

Un marché mondial en hausse de 5,1 %

L'Europe occidentale en légère hausse. La croissance en Chine fortement ralentie. L'Amérique latine rebondit.

En 2004, le marché automobile est en hausse de près de 5,1 %, avec environ 60,3 millions de voitures particulières et véhicules utilitaires légers vendus.

L'Europe de l'Ouest est en légère progression de 2,9 % avec 16 445 600 immatriculations de véhicules neufs. Les États-Unis enregistrent eux aussi une légère hausse de 1,5 % avec environ 16,9 millions de véhicules vendus.

Les marchés asiatiques continuent leur progression avec une hausse de 7,2 % à 16,6 millions de véhicules neufs, un volume désormais légèrement supérieur à l'Europe de l'Ouest.

En particulier dans cette zone, le marché chinois est marqué par un ralentissement de sa croissance. En 2004, quelque 4,8 millions de voitures particulières et véhicules utilitaires légers ont été vendus, dont 2,5 millions de voitures particulières produites sur le territoire chinois, à comparer avec un marché d'environ 4,2 millions d'unités dont 2,2 millions de voitures particulières l'année

précédente. La croissance s'établit donc à 14,6 % pour l'ensemble du marché, contre plus de 40,8 % en 2003. Le marché des voitures particulières de fabrication locale progresse quant à lui de 15,9 % en 2004 contre plus de 76 % en 2003. Ce ralentissement est notamment dû aux restrictions de crédit et à l'attentisme des consommateurs face aux annonces de baisse de prix. Le marché automobile japonais suit la tendance constatée en Europe de l'Ouest et aux USA, avec une faible progression de 0,7 % à 5,7 millions de véhicules.

En Amérique latine, après deux années de baisse, les marchés se reprennent avec une hausse globale de 15,8 % pour atteindre un volume de 3,5 millions de véhicules. Le marché automobile argentin poursuit son rebond vigoureux. Son volume a plus que doublé en 2004. Le marché brésilien reprend son développement avec une hausse de 10 %.

Stimulés en début d'année par la perspective de l'élargissement de l'Union européenne, les marchés automobiles d'Europe centrale et orientale, incluant la Turquie, ont connu une hausse de 21 % en 2004 entièrement réalisée sur les premiers mois de l'année.

3 375 300 véhicules vendus par le groupe

L'année 2004 a été marquée par :

- une croissance des ventes en volume de 2,7 %,
- le succès des lancements des Peugeot 407 et Citroën C4,
- une nouvelle hausse de la part des ventes hors Europe occidentale.

Avec 3 375 300 véhicules vendus dans le monde cette année, contre 3 286 100 en 2003, les ventes de PSA PEUGEOT CITROËN sont en progression de $2,7\,\%$.

La poursuite de la croissance du groupe PSA PEUGEOT CITROËN a été réalisée en 2004 dans un environnement marqué par la stabilité du marché français et l'accroissement des offres promotionnelles sur le marché européen. Sur le marché d'Europe occidentale, en progression de 2,9 %, le groupe enregistre des immatriculations en recul de 2,3 % à 2 403 500 véhicules. Ce recul est attribuable à une transition dans l'offre produit mais aussi à la volonté du groupe

de privilégier la rentabilité par rapport aux volumes dans un contexte commercial européen tendu. Hors de cette zone, les ventes du groupe à 950 600 unités, progressent de 16,3 %. Désormais 28,2 % des ventes sont réalisées hors Europe occidentale.

Les ventes mondiales de Peugeot augmentent de 5,9 % à 2 027 200 véhicules vendus, notamment grâce au succès du lancement de la Peugeot 407. Peugeot franchit ainsi pour la première fois le seuil des 2 millions de véhicules vendus. Les ventes de Citroën reculent légèrement de 1,8 % à 1 348 100 unités vendues. Un repli imputable à une offensive produit importante n'arrivant qu'en fin d'année avec la Citroën C4 et la nouvelle C5, mais aussi à un ralentissement important de la croissance du marché chinois. L'objectif de vente annoncé par Citroën est atteint.

Le groupe représente ainsi 5,6 % du marché mondial.

Une part de marché en léger retrait en Europe

Début d'une vague de renouvellement de l'offre produit. Léger recul des immatriculations européennes du groupe PSA PEUGEOT CITROËN de 2,3 %.

PSA PEUGEOT CITROËN second constructeur européen.

En 2004 le groupe PSA PEUGEOT CITROËN a immatriculé 2 403 500 voitures particulières et véhicules utilitaires légers en Europe occidentale. Avec des immatriculations en recul de 2,3 % sur un marché en progression de 2,9 %, la part de marché du groupe sur l'ensemble des dix-sept pays européens s'établit à 14,6 % contre 15,4 % l'an dernier. L'année 2004 a été, comme annoncé, marquée par une première vague de renouvellement des gammes Peugeot et Citroën : lancements de la Peugeot 407 mi-2004, des Citroën C4 et de la nouvelle Citroën C5 en fin d'année. Le retrait de la performance du groupe s'explique donc par cette transition dans l'offre produit, mais aussi par une politique commerciale sélective. Dans un contexte commercial tendu, le groupe a favorisé le maintien de ses marges.

La pénétration du groupe PSA PEUGEOT CITROËN est supérieure à 10 % dans treize des dix-sept pays d'Europe de l'Ouest et elle est comprise entre 8,5 et 10 %, en Suisse, en Autriche et en Irlande. En Allemagne, la part de marché du groupe recule très légèrement à 5,6 %.

Sur le marché européen des véhicules utilitaires légers, le groupe garde la tête des constructeurs avec 368 000 véhicules et une part de marché de 19 %. Sur le marché des véhicules particuliers, il maintient sa position de second constructeur avec 2 035 500 immatriculations, en baisse de 3,3 % par rapport à 2003 et affiche une pénétration de 14 % contre 14,8 % l'an dernier.

Au total, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN conserve sa position de second constructeur européen de voitures particulières et de véhicules utilitaires légers. Il est premier sur les marchés français, espagnol, belge, portugais et danois ; il est deuxième sur les marchés italien, néerlandais, grec, autrichien et suisse.

En France dans un marché automobile en hausse de 1,3 % le groupe reste leader. Il atteint une part de marché de 31,9 %, avec 772 100 véhicules immatriculés, soit un recul de 2,7 % de ses ventes.

En Espagne, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN confirme sa position de leader sur un marché en hausse de plus de 10 %. La part de marché du groupe s'élève à 21,2 % avec 392 000 véhicules. Citroën, deuxième marque du marché, et première sur le marché des véhicules utilitaires légers, enregistre 205 100 immatriculations, soit une progression de 2,8 %. Avec 186 900 immatriculations, Peugeot progresse de 6 %.

Au Royaume-Uni, troisième marché du groupe en volume, PSA PEUGEOT CITROËN atteint une part de marché de 10,8 %. Comme en 2003, et conformément à sa volonté de privilégier la rentabilité par rapport aux volumes, le groupe aura été moins actif sur les segments de marché les moins rentables, notamment le marché des grandes flottes. Dans ce contexte, les immatriculations de Peugeot et Citroën en 2004 enregistrent un recul de 9 % avec 312 600 immatriculations.

En Italie, le groupe enregistre une progression pour la troisième année consécutive. PSA PEUGEOT CITROËN augmente ses immatriculations de 1,9 % avec 269 900 véhicules. La part de marché du groupe atteint 10,9 %. Ce succès est notamment celui de Citroën qui progresse de 11,4 % et profite de la réussite des modèles Citroën C2 et C3.

En Allemagne, dans un contexte marqué par une forte accélération des offres promotionnelles, PSA PEUGEOT CITROËN atteint 5,6 % de parts de marché contre 5,9 % en 2003 et 5,4 % en 2002. Le groupe consolide sa position avec 193 300 véhicules vendus.

Forte progression des ventes hors Europe de l'Ouest

Le groupe réalise 28,2 % de ses ventes hors d'Europe occidentale.

Redressement important des ventes en Amérique latine. Une année de transition en Chine.

Hors Europe occidentale, les ventes du groupe sont en hausse de 16,3 %. Elles atteignent 950 600 véhicules dont 698 500 pour Peugeot et 252 100 pour Citroën. Ce volume représente 28,2 % des ventes totales du groupe, contre 24,9 % en 2003 et 21,7 % en 2002.

En Amérique latine, dans un contexte de reprise des marchés automobiles, les ventes de PSA PEUGEOT CITROËN se sont établies à 142 600 voitures, en progression de 31,7 %.

Au Brésil, les ventes du groupe progressent de 14,9 % dans un marché lui-même en progression de 10 %. PSA PEUGEOT CITROËN obtient ainsi une part de marché en légère augmentation à 4,3 %. L'effort particulier entamé début 2003 par le groupe pour augmenter la part en monnaie locale des coûts de fabrication a été poursuivi.

En Argentine, où la reprise économique a été particulièrement vigoureuse, le groupe suit l'évolution du marché automobile et a doublé ses ventes à 35 800 unités avec une part de marché qui atteint 12,1 %.

En Europe centrale et orientale, après une croissance de 28 % en 2003, les ventes progressent légèrement de 1,6 % à 220 400 voitures. Cette zone, a été marquée par l'élargissement de l'Union européenne au 1er mai 2004.

Les activités du groupe en 2004 Activité automobile

Dans les nouveaux pays de l'Union, la crainte des hausses de prix ultérieures a entraîné une anticipation des achats automobiles sur le début de l'année.

Dans les six principaux pays d'Europe centrale et orientale — Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovénie, Croatie, Slovaquie — plus la Turquie, la part de marché de PSA PEUGEOT CITROËN s'établit à 10.1 % contre 12.8 % en 2003.

En Russie, le groupe progresse de 20,5 % avec 14 700 véhicules. La marque Peugeot poursuit sa croissance sur ce marché avec 10 200 ventes, soit une progression de 16,1 %. Le démarrage de la filiale d'importation Peugeot en Russie en 2004 porte ses fruits. Elle assure l'importation, l'animation commerciale et le développement de la marque.

En Chine, le marché automobile a été marqué une concurrence accrue, des restrictions de crédit à la consommation, un attentisme des consommateurs face aux annonces de baisse de prix et un ralentissement de la croissance du marché

Dans ce contexte, les ventes du groupe, après avoir quasiment doublé entre 2001 et 2003, sont en baisse de 13,8 % à 89 700 unités. 2004 aura été en Chine une année de transition combinant une gamme Citroën vieillissante avec les premières ventes de la Peugeot 307 sedan. Le lancement de la marque et du réseau Peugeot qui commercialise depuis l'été 2004 la Peugeot 307 tri-corps, devrait favoriser le redressement des ventes. La poursuite du plan produit prévoyant chaque année le lancement d'un nouveau véhicule doit permettre à Dongfeng Peugeot Citroën Automobile (DPCA) de retrouver la croissance. Après la Peugeot 307 sedan, la Peugeot 206 et le renouvellement de la gamme Citroën devraient suivre.

Au Japon, sur un marché des véhicules importés en léger retrait de l'ordre de 1 %, le groupe enregistre une baisse de 10,3 % en 2004 avec 14 700 véhicules importés contre 16 400 en 2003.

Le groupe enregistre une forte progression des ventes d'éléments détachés à ses partenaires industriels iraniens. Elles passent de 199 200 unités en 2003 à 292 500 unités en 2004, dont 280 900 pour Peugeot.

Le succès des modèles et des technologies

Lancements réussis pour la Peugeot 407, la Citroën C4 et les nouvelles C5 et 607.

Maintien des performances des Peugeot 206, 307 et des Citroën C2, C3, Xsara Picasso.

Une offre technologique reconnue : HDi, FAP, boîtes de vitesses pilotées, Stop & Start, Afil.

Malgré une phase de transition en 2004 dans l'offre produit, la légère augmentation des ventes mondiales du groupe confirme l'attrait reconnu de ses modèles et de ses technologies. Peugeot 407, Citroën C4, les nouvelles Citroën C5 et Peugeot 607 ont connu des lancements réussis avec des objectifs de calendrier et de volumes de ventes respectés.

Peugeot 206

L'attractivité de la Peugeot 206 ne se dément pas avec 798 800 véhicules vendus. La Peugeot 206 demeure en Europe la voiture la plus vendue de sa catégorie et figure au quatrième rang des meilleures ventes de voitures européennes. Au Mercosur, la production de la version SW a démarré en novembre 2004. Pour la quatrième année consécutive, les ventes de la Peugeot 206 auront avoisiné les 800 000 unités. Elle fêtera bientôt son cinq millionième exemplaire.

Citroën C2, C3 et C3 Pluriel

En 2004, Citroën a confirmé le succès de sa gamme compacte. Avec 518 100 Citroën C2, C3 et C3 Pluriel, vendues dans le monde, la marque progresse de 4,7 % sur ce segment.

La Citroën C2, dans sa première année pleine, s'est vendue à 155 700 unités et a vu sa gamme s'enrichir d'une version sportive, la C2 VTS.

362 400 Citroën C3 et C3 Pluriel ont été vendues en 2004. La gamme C3 s'est enrichie de deux versions. La Citroën C3 Stop & Start, présentée au Mondial de Paris, permet une diminution de la consommation et des émissions de $\rm C0_2$ d'environ 10 % sur cycle urbain. La Citroën C3 XTR, un concept de véhicule typé loisirs, a été lancée plus tôt, en mars 2004.

Citroën Xsara Picasso

Les ventes de Citroën Xsara Picasso se sont maintenues à 220 000 exemplaires en 2004, sur un segment très concurrentiel. L'attrait du Citroën Picasso a été renforcé en février 2004 par l'arrivée de la motorisation diesel HDi 110 ch. Cette motorisation a été complétée début 2005 par le filtre à particules et Citroën Xsara Picasso devient le premier monospace compact équipé d'un FAP. Plus d'un million de monospaces Citroën Xsara Picasso ont été vendus dans le monde depuis son lancement.

Peugeot 307

La Peugeot 307 a été vendue à 581 200 exemplaires en 2004, en croissance de 3,9 % par rapport à 2004 malgré le lancement de nombreux modèles concurrents sur son segment. Les silhouettes break et CC occupent en Europe la première place de leurs sous-segments respectifs. En 2004 la production de Peugeot 307 a été lancée en Argentine. C'est aussi le cas en Chine où la 307 sedan est vendue dans un réseau 80 points de vente et de services créé pour le lancement de la marque. Commercialisée dans le monde depuis avril 2001, la Peugeot 307 a fêté en décembre 2004 le deux millionième exemplaire produit.

Citroën C4

Le renouvellement de la Citroën Xsara dans le segment des véhicules de gamme moyenne, qui représente près de 35 % des ventes européennes, constituait un enjeu important pour Citroën. Le lancement de la Citroën C4 dans ses deux versions berline et coupé mi-novembre 2004 a été un succès. 37 600 ventes ont déjà été enregistrées entre mi-novembre et décembre 2004. Citroën C4 est par ailleurs devenue la référence au test de choc piéton effectué par l'organisme EuroNCAP.

Peugeot 407

Le lancement de la Peugeot 407 a été couronné de succès. Commercialisée en version berline en avril 2004 et depuis septembre en version SW, elle a été vendue à 148 600 exemplaires et atteint ainsi le premier objectif qui lui avait été fixé. 2005 sera la première année pleine pour la Peugeot 407.

Nouvelle Citroën C5

Le lancement de la nouvelle Citroën C5 complète le renouvellement de la gamme moyenne de Citroën. Tout comme Citroën C4, la nouvelle Citroën C5 propose de nombreuses innovations : l'Afil (Alerte de franchissement involontaire de ligne) ou encore les projecteurs directionnels xénon bi-fonction. La nouvelle Citroën C5 détient le record des points obtenus aux tests de choc organisés par l'organisme EuroNCAP. Avec ses cinq étoiles associées à une note record, elle devient la voiture la plus sûre du marché tous segments confondus. Le lancement de la nouvelle Citroën C5 est intervenu en octobre 2004 et environ 25 000 commandes ont été enregistrées sur le dernier trimestre. Au total ce sont 97 900 Citroën C5 – ancienne et nouvelle générations – qui auront été vendues en 2004.

Peugeot 607

La Peugeot 607, vendue à plus de 125 000 exemplaires depuis son lancement, vient de bénéficier de la nouvelle motorisation V6 HDi FAP de 204 ch et renforce ainsi la légitimité de Peugeot dans le segment des hauts de gamme. En 2004, plus de 13 500 exemplaires de ce modèle ont été immatriculés en Europe.

Citroën Berlingo et Peugeot Partner

Avec 319 300 exemplaires vendus, dans leur neuvième année de commercialisation, les Citroën Berlingo et Peugeot Partner continuent leur progression en volume de 1,2 % par rapport à 2003. 177 300 ventes de Berlingo et 142 000 ventes de Partner ont été enregistrées en 2004.

Véhicules utilitaires légers

Au total, les ventes de véhicules utilitaires légers du groupe s'accroissent de 14,6 % à 433 800 unités, dont 228 600 unités pour Peugeot, en hausse de 25,6 %, et 205 200 unités pour Citroën, en hausse de 4,5 %.

Diesel et filtre à particules (FAP)

En 2004, la demande de véhicules diesel a de nouveau enregistré une forte croissance en Europe. Elle représente 48,3 % des ventes de voitures particulières en Europe, contre 43,7 % en 2003.

Grâce au développement des motorisations à injection directe haute pression, la technologie diesel est désormais reconnue tant pour ses qualités environnementales que pour ses performances et son confort de conduite. Avec le moteur HDi qui équipe la quasi-totalité des gammes Peugeot et Citroën, le groupe se positionne comme la référence du marché. PSA PEUGEOT CITROËN a étendu en 2004 son offre de motorisations diesel HDi. Le nouveau moteur HDi 2,7 litres V6 200 ch a été lancé sur la Peugeot 607 en décembre. Le HDi 2,0 litres 136 ch a été introduit sur la Citroën C5 en septembre puis sur Citroën C4. La motorisation HDi 1,6 litre 110 ch a été commercialisée tout d'abord sur Citroën Picasso en février, puis sur Peugeot 206 en mai 2004. Ce moteur est ensuite apparu sur les Peugeot 307, 407, et sur les Citroën C4 et C5. Enfin, le moteur HDi 1,6 litre 90 ch a été lancé sur Citroën C4 en novembre. Les nombreux lancements de moteurs HDi confirment l'avance du groupe dans ce domaine. En 2005 de nouveaux moteurs diesel sont prévus.

Au total en 2004 environ 1 530 100 véhicules équipés de moteurs HDi ont été vendus, en hausse de 9,1 % par rapport à 2003. Depuis le lancement du HDi en 1998, 6 338 300 moteurs ont été produits. L'ensemble des motorisations diesel a représenté 51,2 % des ventes du groupe en 2004 contre 49,7 % l'année précédente. La part de Peugeot et Citroën sur le marché européen des voitures particulières équipées de motorisations diesel s'est établie à 15,9 %.

Par ailleurs, le groupe reste leader mondial incontesté du filtre à particules (FAP). Le millionième véhicule équipé d'un filtre à particules est sorti des usines PSA PEUGEOT CITROËN à la fin du mois de janvier 2005. Lancé en première mondiale en mai 2000 sur la Peugeot 607, le FAP a été progressivement déployé au sein des deux gammes Peugeot et Citroën sur tous les segments. Il est disponible aujourd'hui en équipement d'origine sur neuf familles de véhicules du groupe : les Peugeot 206, 307, 407, 607 et 807, ainsi que les Citroën C4, C5, C8 et Xsara Picasso. PSA PEUGEOT CITROËN est aujourd'hui le seul constructeur automobile au monde à avoir diffusé cette technologie en très grande série. Alors que les premières générations de filtres à particules nécessitaient un entretien à 80 000 km, le FAP Octosquare a été lancé en 2004. Cette nouvelle version du filtre à particules ne nécessite plus aucun entretien.

Boîtes de vitesses pilotées

Après leur introduction en 2003 sur les Citroën C2, C3, et C3 Pluriel, le groupe développe une toute nouvelle boîte de vitesses Mécanique Compacte Pilotée (MCP). Cette boîte, qui offre performances et souplesse de conduite, équipera en 2005 des modèles Peugeot et Citroën de milieu de gamme. Elle permettra un gain de 5 % environ de la consommation de carburant grâce à une gestion électronique optimisée de l'embrayage et du passage des rapports.

Les activités du groupe en 2004 Activité automobile

Système "Stop & Start"

Le système "Stop & Start" a été présenté sur Citroën C3 à l'occasion du Mondial de Paris 2004. Il s'agit d'un premier niveau d'hybridation. Le "Stop & Start" permet en effet de stopper le moteur chaque fois que le véhicule s'arrête, devant un feu rouge par exemple, puis de le redémarrer automatiquement et de manière transparente à la moindre sollicitation des commandes par le conducteur. Cette gestion intelligente des arrêts et redémarrages permet de générer 10 à 15 % d'économie de carburant en ville. Le moteur "Stop & Start" contribue également de manière significative à la réduction du bruit lié à la circulation en milieu urbain.

Au même titre que le HDi, le FAP ou les boîtes de vitesses pilotées, le système "Stop & Start" permet de réduire les consommations de carburant et les émissions de CO₂, tout en améliorant l'agrément d'utilisation des véhicules.

Alerte de franchissement involontaire de ligne (Afil)

Le groupe a développé un système de surveillance de trajectoire latérale appelé Afil (Alerte de franchissement involontaire de ligne) afin de proposer une conduite plus sécurisée et de prévenir les accidents.

L'Afil, lancé en 2004 sur la Citroën C4 et la nouvelle Citroën C5 est une innovation qui permet de détecter sur autoroute ou voie rapide, le franchissement des lignes sur le sol si le clignotant n'est pas actionné. Le conducteur, victime par exemple d'une hypovigilance, est alerté par le déclenchement d'un vibreur situé dans l'assise du siège, du côté correspondant au franchissement de la ligne.

Réduction et partage des coûts

PSA PEUGEOT CITROËN poursuit ses efforts de réduction des coûts

- épanouissement de la politique de plates-formes :
 - lancement de la Peugeot 407 sur la plate-forme 3,
- lancement de la Citroën C4 sur la plate-forme 2,
- montée en puissance de la politique de coopérations.

La politique de plates-formes

PSA PEUGEOT CITROËN a poursuivi en 2004 la mise en œuvre de sa politique de plates-formes. Cette politique porte ses fruits tant en terme d'organisation que de réduction des coûts. Des étapes clefs ont été franchies en 2004 avec le lancement sur la plate-forme 3 à Rennes de la Peugeot 407 berline et SW mais aussi de la nouvelle Citroën C5 berline et break. Sur ce site dédié à la plate-forme 3, l'année 2005 sera marquée par la préparation des lancements de 407 coupé et de C6. À Mulhouse, l'un des deux sites dédiés à la plate-forme 2, l'année 2004 aura vu le lancement réussi de la Citroën C4 berline et coupé aux côtés de la Peugeot 307.

L'application du concept de plates-formes permet une simplification de l'industrialisation du véhicule grâce à un taux élevé de communauté de pièces et composants et grâce à la reconduction de solutions techniques éprouvées. La standardisation des pièces communes est la base d'une organisation industrielle plus rationnelle touchant les approvisionnements, la logistique, la maintenance, l'équilibrage des lignes de montage. La politique de plates-formes permet de diminuer tout à la fois les coûts de production, les temps d'assemblage, ainsi que les dépenses d'investissements. Elle permet en outre d'améliorer la souplesse d'utilisation des moyens industriels en fonction des évolutions commerciales des modèles assemblés.

Le plan produit à moyen-long terme continuera de bénéficier de cette politique de plates-formes qui réduit la diversité industrielle et permet par là même de développer plus rapidement et à moindre coût une gamme de véhicules élargie.

1,45 millions de véhicules ont été produits sur les nouvelles plates-formes communes en 2004. Pour 2006 le groupe vise 2,4 millions de véhicules sur ses

trois plates-formes auxquels s'ajouteront 420 000 véhicules sur les platesformes en coopération.

La politique de coopérations

La politique de coopérations a connu en 2004 des réalisations importantes.

Trois nouvelles familles de moteurs diesel à injection directe ont été commercialisées dans le cadre de la coopération avec Ford : le nouveau moteur V6 de 2,7 litres et aussi de nouvelles versions 1,4 litre et 1,6 litre ainsi que la motorisation 2 litres de deuxième génération. Cette coopération permet à la marque Peugeot de bénéficier de la motorisation V6 2,7 litres HDi qui équipe la Peugeot 607, présentée au Mondial de l'automobile 2004 à Paris. D'autres applications de ce moteur suivront.

En décembre 2004, PSA PEUGEOT CITROËN et Ford ont annoncé une nouvelle augmentation des capacités de production des moteurs diesel de haute technologie 1,4 litre, 1,6 litre et 2 litres issus de la coopération. Ces nouveaux projets vont permettre aux deux partenaires d'atteindre le premier rang mondial des constructeurs de moteurs diesel, tout en générant des économies d'échelle sans équivalent dans l'industrie automobile. En 2005, ce sont près de 2 millions de moteurs qui seront produits pour les besoins des deux partenaires. La collaboration des deux groupes se poursuivra de manière active et de nouvelles familles de moteurs seront présentées fin 2005.

Fin 2004, après trois ans de développement en commun, PSA PEUGEOT CITROËN et Toyota Motor Corporation (TMC) ont franchi une nouvelle étape dans leur partenariat avec la présentation des nouvelles Peugeot 107, Citroën C1 et Toyota Aygo. Les trois voitures, développées sur une plate-forme commune, sortiront en 2005 des lignes de production de l'usine de Toyota Peugeot Citroën Automobiles (TPCA), située à Kolín, en République tchèque.

Ces trois véhicules ont été officiellement présentés au salon de Genève en mars 2005 en première mondiale. Essentiellement destinés au marché européen, ils reflètent bien la personnalité de leurs marques respectives tout en partageant de nombreux éléments en matière de structure, de composants et donc de coûts.

En décembre 2004, PSA PEUGEOT CITROËN et BMW Group ont présenté les premiers fruits de leur coopération, annoncée en juillet 2002, dans le domaine des petits moteurs à essence. Les moteurs présentés établissent de nouveaux standards tant en matière de performances et d'agrément de conduite que de baisse des consommations et des émissions de CO₂. Les moteurs ainsi développés équiperont, à partir de 2006, des véhicules des gammes petites et moyennes de Peugeot et Citroën de même que des futurs modèles de la marque Mini. La production annuelle envisagée à terme est de l'ordre d'un million d'unités sur le site de la Française de Mécanique à Douvrin.

Deux nouvelles coopérations sont venues s'ajouter au dispositif du groupe.

Fin octobre, PSA PEUGEOT CITROËN, Fiat et Tofas (Turk Otomobil Fabrikasi A.S.) ont signé une lettre d'intention prévoyant une étude de faisabilité pour le

développement d'un nouveau véhicule utilitaire léger. Ce nouveau modèle viendra compléter les gammes existantes et sera produit par Tofas dans une usine turque. Par ailleurs, la coopération avec Fiat dans la conception et la production des monospaces et des véhicules utilitaires se poursuit.

Début 2005, PSA PEUGEOT CITROËN et Mitsubishi Motors Corporation ont signé une lettre d'intention pour un partenariat dans le domaine des véhicules 4x4. Cet accord prévoit la production annuelle au Japon de 30 000 véhicules pour les besoins de PSA PEUGEOT CITROËN, sur la base d'une nouvelle plate-forme Mitsubishi actuellement en cours de développement. Lancés en 2007, ces nouveaux 4x4 seront dotés de styles spécifiques pour Peugeot et pour Citroën. Ils seront équipés des tout derniers moteurs diesel HDi avec filtre à particules de PSA PEUGEOT CITROËN.

Les investissements du groupe

Poursuite de la politique de maîtrise des investissements du groupe en deçà de 3 milliards d'euros.

Préparation des nombreux lancements industriels de véhicules et d'organes mécaniques.

Développement de l'efficacité de l'outil industriel et poursuite de la construction de la nouvelle usine de Trnava.

Augmentation et diversification de l'offre produit avec un nouveau centre de design.

Les investissements corporels 2004

Le groupe poursuit sa démarche de maîtrise des investissements nécessaires au métier de constructeur automobile. Les investissements corporels bruts de la division automobile s'établissent à 2 470 millions d'euros, à comparer à 2 574 millions d'euros en 2003.

Les lancements industriels de véhicules et organes mécaniques

Les investissements de 2004 correspondent tout d'abord aux lancements industriels des nouveaux modèles, la Citroën C4 à Mulhouse mais aussi la Peugeot 407 et la nouvelle Citroën C5 à Rennes. À l'international, des investissements ont été réalisés en Chine pour le lancement de la 307 sedan et au Brésil pour le lancement de la 206 SW. Une partie des investissements a également été consacrée à la préparation du lancement de la future berline haut de gamme Citroën C6 à Rennes et de la Peugeot 1007 à Poissy.

Concernant les organes mécaniques, les moyens de production dédiés aux motorisations diesel ont été développés. Les travaux relatifs aux modules de production de moteurs diesel ont été achevés sur les sites de Douvrin et Trémery. Le groupe a également investi dans l'industrialisation d'un moteur essence de petite cylindrée produit au Brésil. En outre, PSA PEUGEOT CITROËN poursuit le développement de ses unités de production de petites motorisations essence, notamment pour les besoins de sa coopération avec BMW. Enfin, le groupe a rénové ses ateliers de Valenciennes dans la perspective du lancement de la nouvelle boîte de vitesses Mécanique Compacte Pilotée (MCP).

Le développement et l'optimisation de l'outil industriel

Le groupe a consacré en 2004 une partie de ses investissements à la poursuite des efforts de développement, de rénovation et de modernisation de l'outil industriel.

Selon l'indice Harbour, qui mesure le taux d'utilisation de la capacité d'une usine sur la base de sa capacité horaire, d'une journée moyenne de 16 heures et d'une durée annuelle d'utilisation de 235 jours, le taux d'utilisation des capacités de montage du groupe en Europe de l'Ouest est resté à un niveau élevé en 2004, à 112 %, contre 114 % en 2003.

Le programme d'amélioration de la productivité industrielle par la généralisation des meilleures pratiques internes s'est poursuivi activement en 2004. Ce plan a déjà permis de réduire le temps moyen d'assemblage par véhicule de 22 % entre 2001 et 2004 dans les usines européennes. Le groupe conserve son objectif de se rapprocher des meilleures pratiques du secteur pour optimiser les coûts de production. Dans ce cadre, le groupe a investi pour faciliter le travail et la productivité des opérateurs sur les lignes de montage. Une amélioration des postes de travail et de la logistique est en cours de déploiement. De plus, les travaux de modernisation de l'outil de production se poursuivent : les unités de montage et de peinture à Mulhouse ont été rénovées ; la modernisation de l'emboutissage sur l'ensemble des sites se poursuit ; à Poissy les ateliers de montage ont été rénovés. Par ailleurs, en 2004 un montant de 229 millions d'euros a été dédié à la construction de l'usine de Trnava en Slovaquie. Cette nouvelle usine d'assemblage dont le démarrage est prévu en 2006 aura une capacité de production annuelle de 300 000 voitures. Avec l'usine de Kolin, en coopération avec Toyota, cette nouvelle unité va permettre au groupe d'augmenter sa capacité de production de 500 000 unités par an et contribuera significativement à améliorer l'efficacité industrielle. En effet ces deux centres permettront une amélioration de la logistique globale du groupe et apporteront une base de coût optimale au sein de l'Europe élargie.

Les activités du groupe en 2004 Activité automobile

Un nouveau centre de design pour augmenter et diversifier l'offre produit

Enfin, le groupe a investi en 2004 dans la construction du nouveau centre de design situé à Vélizy, et baptisé Automotive Design Network (A.D.N.). Inauguré

en octobre 2004, l'A.D.N. permet de rapprocher les équipes du style et de la technique, sans confondre les personnalités des deux marques Peugeot et Citroën.

Une croissance modérée des ventes en 2005

Une prévision de marché stable et un contexte commercial tendu en Europe occidentale.

Des perspectives plus favorables en dehors d'Europe. La poursuite de l'offensive produit Peugeot et Citroën. Maintien d'une politique commerciale sélective pour privilégier la rentabilité.

Pour 2005, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN a retenu une prévision de marché stable ou en légère progression pour les voitures particulières et les véhicules utilitaires légers en Europe occidentale et des perspectives plus favorables en dehors d'Europe.

Dans ce contexte de marché, le groupe poursuit sa politique dynamique de renouvellement de produits. Amorcé par les lancements en 2004 des Peugeot 407 berline et SW, des nouvelles Citroën C5 et Peugeot 607, des Citroën C4 berline et coupé, le renouvellement de la gamme va se poursuivre avec les lancements annoncés des Peugeot 1007, 107 et de la Citroën C1 d'ici l'été 2005. Les nouveaux modèles lancés entre mai 2004 et l'été 2005 représentent un volume potentiel de ventes de plus d'un million d'unités en année pleine, soit près du tiers des ventes mondiales du groupe. La Peugeot 407 Coupé et la Citroën C6 suivront après l'été 2005.

Le groupe profitera ainsi en 2005 de la première année pleine des nouvelles Peugeot 407, 407 SW, 307 sedan, de la Citroën C4 et de la nouvelle C5, alors que 2004 n'avait bénéficié que partiellement de ces lancements majeurs.

Sur le segment des véhicules d'entrée de gamme à fort volume, le groupe verra son socle produit renouvelé et élargi. En effet, les Peugeot 107 et Citroën C1, voitures compactes particulièrement économiques à faible consommation, dotées de motorisations de dernière génération (1 litre essence et 1,4 litre diesel), et équipées des technologies les plus récentes, sortiront de l'usine de Kolin à l'été. Particulièrement adaptés à la conduite en ville, ces nouveaux modèles ont été conçus pour répondre aux besoins des marchés européens, qui devraient connaître une demande croissante pour ce type de véhicules d'entrée de gamme. Ces deux voitures seront produites à hauteur de 100 000 unités chacune en année pleine. Par ailleurs, la nouvelle Peugeot 1007, petite berline mono volume innovante, notamment avec ses portes latérales coulissantes électriques, sera également commercialisée dans la première partie de l'année 2005. Elle sera produite à Poissy à hauteur de 130 000 exemplaires en année pleine, sur la plate-forme des véhicules de gamme compacte.

Enfin l'offre moyenne et haut de gamme sera complétée par la Peugeot 407 Coupé et la Citroën C6, dévoilées au Salon de Genève et qui seront produites dans l'usine de Rennes, dédiée à la plate-forme haut de gamme.

Cependant, le groupe anticipe le maintien d'un climat concurrentiel soutenu en Europe et prévoit de maintenir une politique commerciale sélective afin de préserver sa rentabilité. PSA PEUGEOT CITROËN vise en conséquence une croissance modérée de ses ventes en 2005.

Banque PSA Finance

En 2004, Banque PSA Finance a confirmé ses orientations stratégiques avec la poursuite de son développement international, la modernisation de ses systèmes opérationnels et le développement de son offre produit. Dans un contexte de marché très concurrentiel, ces évolutions et la capacité de Banque PSA Finance d'adapter rapidement son offre aux exigences des marchés ont permis une consolidation de ses positions commerciales et une forte amélioration de sa rentabilité.

ACCÉLÉRATION DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Banque PSA Finance a accéléré son programme de développement international où elle accompagne la croissance des marques Peugeot et Citroën avec une offre de financements et de services associés analogue à celle de l'Europe occidentale. En Europe centrale, Banque PSA Finance a consolidé son assise avec le début des opérations en Hongrie et la création d'une nouvelle succursale en Pologne. En Amérique latine, l'amélioration de la situation économique générale de l'Argentine a permis le démarrage effectif de l'activité de financement à la clientèle finale. Par ailleurs, Banque PSA Finance a pris pied fin 2004 au Mexique, portant le nombre total de pays couverts par la banque à dix-huit. Enfin, une étape importante a été franchie en Chine avec la conclusion d'un accord avec Bank of China pour développer les activités de Banque PSA Finance dans le cadre d'une coentreprise qui sera constituée en 2005.

MODERNISATION DES SYSTÈMES OPÉRATIONNELS

Banque PSA Finance a poursuivi activement en 2004 le déploiement de son nouveau système d'information et de gestion qui équipe désormais la Grande-Bretagne, l'Allemagne l'Autriche et la Suisse et qui sera étendu au reste de l'Europe jusqu'en 2006. D'importants travaux ont également été poursuivis pour permettre la convergence du système opérationnel français avec ceux désormais installés à l'étranger. Ces investissements majeurs permettent à Banque PSA Finance d'accroître sensiblement sa réactivité commerciale au travers d'une offre produit plus évolutive et d'une meilleure qualité de services et se traduisent par une optimisation des coûts de fonctionnement.

UNE OFFRE GLOBALE DE FINANCEMENTS ET DE SERVICES

Sur le plan commercial, Banque PSA Finance a poursuivi ses actions pour adapter rapidement son offre aux exigences des marchés où elle intervient, prenant appui sur la qualité de ses liens avec les marques et leurs réseaux de concessionnaires et d'agents. La banque a maintenu sa priorité au développement des produits d'offre globale, associant à un financement des services tant financiers qu'automobiles (extension de garantie, assurance automobile), dont la diffusion, sous forme d'abonnement, est plus attractive pour les clients. Un effort particulier a été réalisé sur l'enrichissement de l'offre en matière d'assurance, avec l'objectif de fournir une solution propre à chacune des deux marques et commercialisée sous le label de chacune d'elle. Les produits d'offre globale représentent une part croissante dans les contrats de financement de la banque et devraient continuer à croître dans les années à venir.

POURSUITE DE LA CROISSANCE DES ENCOURS

La production de nouveaux crédits automobiles à la clientèle de Peugeot et de Citroën s'est élevée, en 2004, à 831 800 véhicules neufs et d'occasion, en repli de 1,7 %. Exprimée en valeur, la production s'est accrue de 1,1 % à 8 700 millions d'euros, sous l'effet de l'évolution des gammes de véhicules et du développement des produits d'offre globale où la part financée est généralement plus élevée.

Dans un contexte de faible croissance des marchés automobiles et d'intensification de la concurrence, Banque PSA Finance a globalement préservé les parts de marché acquises en 2003, son taux de pénétration, rapport entre le nombre de véhicules financés et les immatriculations des marques Peugeot et Citroën dans les pays où la banque est implantée s'établissant à 26,3 % contre 26,4 % en 2003.

Le nombre de financements de véhicules d'occasion s'est élevé en 2004 à 192 300 véhicules, en progression de 1,6 % par rapport à 2003.

Concernant les réseaux de distribution, Banque PSA Finance a financé 2 117 300 véhicules, en progression de 1,9 % par rapport à 2003. L'accroissement de 6,5 % du montant financé traduit l'évolution des gammes de véhicules des deux marques. Le financement des pièces de rechange continue de croître à un rythme soutenu.

Les encours de crédit progressent significativement sous l'effet des volumes importants de nouveaux contrats générés en 2003 et 2004. Les encours s'élèvent à 21 200 millions d'euros, y compris encours titrisés, en hausse de 8 % par rapport à l'année précédente.

Les activités du groupe en 2004 Gefco

Gefco

Les activités de Gefco ont connu une nouvelle progression en 2004, se traduisant par une hausse de 5,5 % de son chiffre d'affaires, à 2 894 millions d'euros. Ce développement s'inscrit dans la stratégie de croissance de Gefco, fondée sur l'intégration logistique, dédiée à l'industrie, et sur le développement international. Gefco offre en effet des solutions logistiques complètes en amont comme en aval de l'outil de production de ses clients, avec le souci de l'optimisation des flux nationaux et internationaux et, dans le domaine automobile, des prestations spécifiques telles que différenciation retardée, assemblage, mise en place de livraisons synchrones en bord de ligne, prise en charge de préparations de commande ou de contrôles spécifiques.

TRANSPORT MULTIMODAL

La part transport de l'activité, qui est sous-traitée pour l'essentiel, a augmenté moins vite (4 %) que le chiffre d'affaires et se répartit à hauteur de 78 % pour la route, 13 % pour la mer, 7 % pour le fer et 2 % pour l'aérien.

Dans le domaine routier, les prises de commandes en Europe de l'Est (République tchèque notamment) ont conduit Gefco à mettre en place une organisation adaptée dans cette zone.

Dans le domaine maritime, la réorganisation des trafics a notamment permis l'ouverture d'une deuxième autoroute de la mer, Toulon - Rome, la première reliant Saint-Nazaire à Vigo depuis plusieurs années.

Dans le domaine ferroviaire, la directive européenne de libéralisation des trafics internationaux a permis à Gefco d'ouvrir deux nouvelles lignes, l'une entre Mulhouse et Parme, l'autre entre Mulhouse et Salzbourg.

Dans le domaine aérien, de nouveaux accords ont été conclus avec Air France et Lufthansa dans le cadre des alliances entre Gefco et ses partenaires.

PLATES-FORMES LOGISTIQUES

Trois nouveaux centres de gestion des flux de voitures ont été mis en service en 2004 pour une surface totale de 500 000 m²: Civitavecchia (Italie), Kolin (République tchèque) et Krefeld (Allemagne).

Six nouvelles plates-formes d'approvisionnement et de distribution d'équipements automobiles et de deux-roues motorisés ont été ouvertes et totalisent une surface de 130 000 m². Un nouveau centre de collecte et de lavage des bacs plastiques a été inauguré dans l'Est de la France, portant à huit le nombre de ces installations en Europe.

SCHÉMAS DE TRANSPORT ET PILOTAGE DES FLUX

Les réseaux de distribution de voitures en Italie, Espagne et Allemagne ont été réorganisés afin d'augmenter leurs débits et d'en abaisser les coûts de fonctionnement. La refonte des réseaux en Europe orientale a été engagée.

Le réseau européen de Messagerie et transport de lots a été densifié par l'ouverture de nouvelles agences à Lauenau (Allemagne), Delemont (Suisse), Poznan (Pologne), Kolin (République tchèque), Vérone (Italie), Getafe (Espagne), Santos (Brésil) et par l'ouverture de 75 nouvelles liaisons routières internationales, portant leur nombre à 475.

La capacité à gérer les flux d'approvisionnement en juste-à-temps a été renforcée sur sept plates-formes, en France et en Espagne, désormais capables de flux synchrones avec des temps de réquisition de pièces réduits jusqu'à 40 minutes.

INTERNATIONALISATION

Les ventes hors de France ont progressé de 7,3 % et s'établissent à 1 019 millions d'euros.

Après la création de la filiale russe en 2003, Gefco a concrétisé en juillet 2004 la création d'une société commune en Chine avec DTW, principal opérateur privé de transport et logistique dans ce pays. Deux autres filiales ont été ouvertes en septembre 2004 en Autriche et en Slovaquie. Deux projets ont été engagés en fin d'année et se sont traduits dans un premier temps par l'ouverture en Roumanie et en Hongrie de bureaux de représentation commerciale.

VENTES

Les prestations de Gefco au groupe PSA PEUGEOT CITROËN ont progressé de 4,3 % en 2004. En effet, dans le cadre de son contrat de maîtrise d'œuvre logistique avec PSA PEUGEOT CITROËN, Gefco a accompagné le développement de son principal client. Les faits marquants de l'année concernent le lancement de la Peugeot 407 et celui des Citroën C4 et nouvelle C5, ainsi que la mise en place des schémas logistiques amont et aval de la nouvelle usine de Trnava en Slovaquie.

Les ventes hors groupe PSA PEUGEOT CITROËN ont progressé de 7,7 % et franchissent le cap du milliard d'euros en s'établissant à 1 064 millions d'euros.

Les principaux secteurs industriels ciblés, à l'origine de cette évolution, sont ceux des constructeurs automobiles (Toyota, Fiat, Ford, Lada, Opel, Kia, GM), des équipementiers automobiles (Delphi, Bosch, Lear, Valeo, Johnson Controls, Visteon, Koyo, Behr, Treves, Plastic Omnium, TRW, Arvin Meritor), des fabricants de deux-roues motorisés (Suzuki, Honda, Triumph, KTM, Piaggio, Aprila), des producteurs de produits de beauté (L'Oréal, Beiersdorf), de l'industrie high tech (Sony, Philips, Sharp), de l'industrie chimique (Bayer, Basf, Air Liquide) et de l'industrie de consommation (Tchibo, Rubbermaid).

Pour soutenir ces ventes, le groupe Gefco a renouvelé en 2004 une large partie de sa gamme de produits dans les domaines Automotive (nouvelles offres Car Maker, Car Fleet, Car Partner, Car Dealer) et Supply (cinq nouvelles offres Gefbox, 3 nouvelles offres Logistics Solutions et rajeunissement de la gamme Overseas).

Faurecia

En 2004, Faurecia a franchi une nouvelle étape dans l'amélioration de ses résultats. Ces résultats ont été rendus possibles par une croissance interne soutenue, supérieure à celle de la production européenne d'automobiles, et l'amélioration continue de ses performances opérationnelles.

Faurecia a ainsi vu son chiffre d'affaires augmenter avec pratiquement l'ensemble de ses clients et pour chacune de ses quatre activités.

SIÈGES D'AUTOMOBILE

Sur le marché des sièges et mécanismes de sièges d'automobile, Faurecia a conforté en 2004 sa position de leader européen et de troisième groupe mondial. Le niveau d'activité a été soutenu en Europe, en Amérique du Nord et en Asie et a bénéficié du lancement et de la montée en cadence de nombreux véhicules. La progression a été particulièrement marquée avec les groupes Daimler Chrysler, General Motors, BMW, PSA PEUGEOT CITROËN, Renault et Nissan.

L'expansion de l'activité a été confortée par le démarrage de cinq nouvelles unités de production. Aux États-Unis, un nouveau site dans le Michigan est dédié à la production de sièges complets pour la Pontiac G6 de General Motors. En Europe, les sièges complets de la Smart Forfour sont réalisés dans un nouveau site aux Pays-Bas. Deux sites ont par ailleurs été ouverts en Chine, à Wuxi pour des mécanismes et composants de sièges et à Changchun pour la livraison de sièges en juste à temps à FAW-VW. Enfin un nouveau site dédié à la fabrication de coiffes de sièges pour la Toyota Yaris est opérationnel en Roumanie. Parallèlement à ce renforcement industriel, des opérations de restructuration ont été réalisées avec la fermeture de deux sites à Redon (France) et Norfinch (Canada).

AUTRES MODULES DE L'INTÉRIEUR VÉHICULE

En ce qui concerne les autres modules de l'intérieur véhicule, Faurecia a consolidé sa position de premier constructeur européen et de deuxième mondial sur le marché des planches de bord et de leader mondial pour les panneaux de portes. S'agissant du module acoustique, Faurecia se place au deuxième rang en Europe et à la quatrième place au niveau mondial. Faurecia livre ses modules à la quasitotalité des constructeurs mondiaux. L'expansion de l'activité des autres modules de l'intérieur véhicule a été marquée par le démarrage en 2004 d'une nouvelle unité de planches de bord et de panneaux de portes en cuir à Kosice (Slovaquie). Plus de trente nouveaux contrats ont été signés au cours de l'année 2004 pour des véhicules dont les démarrages s'échelonneront entre 2005 et 2007 ; ils permettront de conforter le niveau d'activité pour les années à venir.

SYSTÈMES D'ÉCHAPPEMENT

Faurecia est leader européen et deuxième fournisseur mondial de systèmes d'échappement. Avec un chiffre d'affaires, hors ventes de monolithes, en hausse de 8,9 %, à taux de change et périmètre constants, la croissance de l'activité résulte des succès commerciaux en Europe, de la consolidation des activités en Asie, ainsi que d'importantes prises de commandes en Amérique du Nord.

La progression a été particulièrement soutenue en Amérique du Nord grâce aux lancements des Ford Focus, Ford Freestyle, Chevrolet Cavalier et Jeep Liberty notamment. En Europe, le développement des programmes acquis en 2003 s'est ajouté aux lancements de l'Audi A6, de la Mercedes Classe A et de la Ford Focus.

L'année 2004 a été marquée en outre par la poursuite du renforcement de la présence de Faurecia en Chine, avec l'inauguration d'un site de production de silencieux, de catalyseurs et de lignes complètes d'échappement à Changchun. Un nouveau site de production a également été ouvert au Mexique ainsi que quatre sites de juste à temps en France, en Allemagne, aux États-Unis et au Mexique.

BLOC AVANT

En 2004, Faurecia a confirmé sa position de leader européen. L'activité commerciale a été soutenue en 2004, avec de nouvelles commandes de boucliers et de groupes moto-ventilateurs en Europe et des modules de bloc avant. En outre, Faurecia a été retenue pour fournir le bloc avant d'une nouvelle plate-forme de Chrysler aux États-Unis qui sera lancée à partir de 2005.

PÉRIMÈTRE

Faurecia a cédé en 2004 deux activités n'appartenant pas à son corps de métier :

- L'activité Colonnes de direction a été cédée en juillet 2004 à la société japonaise
 Fuji Kiko Co Ltd. Cette activité, assurée pour l'essentiel sur le site de Beaulieu (Doubs), produit des axes et des colonnes de direction complètes. L'opération a permis d'adosser Faurecia Systèmes de Direction à un groupe ayant une forte présence internationale et spécialisé sur ce produit.
- D'autre part, la division automobile de PSA PEUGEOT CITROËN a repris en novembre 2004 l'activité Mécanique et Environnement de Faurecia Systèmes d'Échappement. Cette activité, assurée pour l'essentiel sur le site d'Hérimoncourt (Doubs), porte sur la fabrication de moteurs en petites séries, ainsi que sur la collecte et la rénovation d'organes mécaniques usagés.

Ces deux activités représentent un chiffre d'affaires annuel global de 170 millions d'euros et un effectif de 950 personnes.

Les activités du groupe en 2004 Faurecia

EFFICACITÉ INDUSTRIELLE

L'année 2004 a été marquée par une nouvelle amélioration de la performance industrielle de Faurecia et par une forte amélioration de la qualité grâce au déploiement du Système d'Excellence Faurecia combiné à une exigence renforcée de qualité de la part des fournisseurs. Par ailleurs, la sécurité dans les usines a continué à s'accroître fortement.

Dans le domaine des achats, Faurecia a poursuivi ses progrès via la réduction du nombre de ses fournisseurs, l'accroissement de la quote-part d'achats effectués dans les pays à moindre coût, la progression des achats en ligne et l'amélioration de la qualité des pièces achetées.

Dans le domaine de la gestion de programme, Faurecia a stabilisé les coûts de démarrage de nouveaux produits.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Avec son réseau de 28 centres de recherche et développement dans le monde, réunissant 5 000 ingénieurs, Faurecia aura alloué à la recherche 5,5 % de son chiffre d'affaires en 2004.

Un nouveau centre de développement a été ouvert au Japon, à Shin Yokohama. Ce centre regroupe les équipes de développement technique pour l'ensemble des activités ainsi que les équipes marketing et commerciales basées au Japon. Il permet à Faurecia de renforcer sa présence au Japon et sa proximité avec les constructeurs japonais en vue de les accompagner dans leur développement international.

PERSPECTIVES 2005

Dans un contexte de croissance faible et de hausse des matières premières, la marge opérationnelle de Faurecia devrait connaître un repli au premier semestre 2005 par rapport à l'année précédente.

Malgré cette conjoncture difficile, le groupe Faurecia reste confiant sur sa dynamique de progrès qui lui permettra de reprendre la progression de sa marge opérationnelle, semestre après semestre, une fois l'impact des hausses de matières premières absorbé.

Autres activités

PEUGEOT MOTOCYCLES

Le marché européen des scooters et cyclomoteurs a connu en 2004 une nouvelle baisse de 4,3 % à 1 021 000 unités. La baisse a été particulièrement marquée pour les engins de moins de 50 cm³, où elle a atteint 11 %, tandis que le segment des scooters de plus de 50 cm³ a été en hausse de 6,9 %, à 420 000 véhicules.

Sur ce marché, dans l'ensemble peu dynamique, les ventes de Peugeot Motocycles ont progressé significativement, passant de 156 400 unités en 2003 à 160 100 unités en 2004. La part de marché de Peugeot Motocycles s'est accrue en conséquence, passant de 12,3 % en 2003 à 13,3 % en 2004. Cette performance est principalement due au succès du Ludix, nouveau scooter d'entrée de gamme lancé par Peugeot Motocycles en 2004. Le Ludix, avec sa gamme particulièrement riche, offre une grande variété de types de châssis, de carrosseries et de motorisations. Pour sa première année de commercialisation, 45 000 Ludix ont été vendus.

Le chiffre d'affaires de Peugeot Motocycles s'est établi à 237,5 millions d'euros en 2004.

Les grands projets industriels portant sur la modernisation et la réorganisation de l'outil industriel (Beaulieu-Mandeure et Dannemarie) ont été achevés en 2004, avec d'importants progrès en productivité, en qualité, et en logistique (stock, taux de service).

2005 devrait être une année de transition, avec de fortes actions de réduction des coûts et des effectifs, et l'extension des gammes actuelles (Ludix, JetForce), avant l'année 2006 où de nouveaux scooters de plus de 50 cm³ apparaîtront.

SCMPL

La Société de Constructions Mécaniques Panhard et Levassor - SCMPL, spécialisée dans la conception et la production de véhicules blindés légers destinés aux marchés militaires, a réalisé en 2004 un chiffre d'affaires de 67,5 millions d'euros contre 61,7 millions d'euros en 2003.

SCMPL a poursuivi en 2004 ses livraisons de véhicules blindés légers (VBL) en France et à l'export, avec notamment la pénétration d'un nouveau marché au Moyen-Orient.

L'entreprise a par ailleurs renforcé ses efforts en matière de recherche et développement de nouveaux produits et services, gage de son avenir à moyen et long terme. Les dépenses correspondantes ont représenté sur l'exercice 4,8 % du chiffre d'affaires.

En janvier 2005, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN a annoncé son intention de céder SCMPL à la Société Nouvelle des Automobiles Auverland. La finalisation de cette opération devrait intervenir avant le 30 avril 2005.

PROCESS CONCEPTION INGÉNIERIE

Process Conception Ingénierie - PCI, spécialisée dans la conception et la réalisation de biens d'équipements industriels dans les domaines de l'assemblage, de l'emboutissage, du ferrage et de l'usinage, a réalisé en 2004 un chiffre d'affaires de 313 millions d'euros.

Le montant des prises de commandes en 2004 s'est élevé à 378 millions d'euros, à comparer à 247 millions d'euros en 2003.

PCI a confirmé en 2004 son positionnement de fournisseur de premier rang au service de ses principaux donneurs d'ordre.

PEUGEOT CITROËN MOTEURS

Dans un marché diesel soutenu, l'activité de Peugeot Citroën Moteurs - PCM a de nouveau progressé en 2004. PCM a réalisé un chiffre d'affaires de 170 millions d'euros, en progression de 20 % pour un volume de 64 607 moteurs contre 48 800 unités pour l'exercice précédent, en hausse de 32,3 %.

Groupe **PSA PEUGEOT CITROËN**

Le développement durable

| Notre engagement social | 42 |
|--|----|
| Indicateurs sociaux | 49 |
| Préserver l'environnement et les ressources naturelles | 66 |
| Indicateurs environnementaux - Consommations et émissions voitures | 71 |
| Indicateurs environnementaux - Consommations et émissions sites | 73 |
| Assumer ses responsabilités à l'égard de la société | 79 |

A Le développement durable Notre engagement social

Notre engagement social

La politique sociale du groupe PSA PEUGEOT CITROËN vise à allier performance économique et progrès humain en favorisant la cohésion sociale autour de valeurs communes fortes : le dialogue, la solidarité et le respect des personnes dans leur diversité.

Elle se décline selon quatre orientations :

- une politique de l'emploi internationaliser les équipes et diversifier les profils des compétences ;
- un dialogue social porteur d'innovations durables ;
- une politique de rémunération globale fondée sur la performance et l'équité ;
- des organisations du travail orientées vers la compétitivité de l'entreprise et donnant la priorité à la sécurité et aux conditions de travail des salariés.

L'année 2004 a été marquée par de nouvelles réalisations qui constituent des progrès et des innovations sociales durables.

Une politique de l'emploi : internationaliser les équipes et diversifier les profils des compétences _____

PSA PEUGEOT CITROËN créateur d'emploi dans le monde

En 2004, PSA PEUGEOT CITROËN a recruté près de 18 500 salariés. Sur cinq ans, plus de 83 500 recrutements en contrats à durée indéterminée ont été effectués, dont près de 45 000 en France.

Effectifs inscrits au 31 décembre 2004

| | France | Europe hors France | Hors Europe | Total |
|--------------------|---------|--------------------|-------------|---------|
| Automobile | 100 540 | 34 030 | 4 910 | 139 480 |
| Banque PSA Finance | 890 | 1 390 | 80 | 2 360 |
| Gefco | 5 250 | 3 250 | 340 | 8 840 |
| Faurecia | 19 290 | 25 970 | 9 170 | 54 430 |
| Autres activités | 1 980 | 50 | 110 | 2 140 |
| Total | 127 950 | 64 690 | 14 610 | 207 250 |

Les effectifs de la joint-venture DPCA – Dongfeng Peugeot Citroën Automobile – ne sont pas consolidés dans le périmètre du groupe. DPCA comptait 6 500 salariés au 31 décembre 2004.

À structure comparable, hors cessions et acquisitions, le groupe a créé durant les cinq dernières années près de 28 000 emplois, dont près de 17 750 dans la division automobile.

Créations nettes d'emplois sur la période 2000-2004

| | Effectifs au | Solde acquisitions/ | Créations nettes | Effectifs au |
|-------------------|--------------|---------------------|------------------|--------------|
| | 31/12/1999 | cessions | d'emplois | 31/12/2004 |
| France | 115 460 | 2 060 | 10 430 | 127 950 |
| Monde hors France | 50 330 | 11 570 | 17 390 | 79 290 |

L'évolution de la structure des emplois du groupe

En cinq ans, le pourcentage des ouvriers dans l'effectif global est passé de 61,2 % en 1999 à 57,4 % en 2004 ; celui des cadres de 11,3 % en 1999 à 15,6 % en 2004. La part des techniciens et administratifs est restée stable à hauteur de 27 %.

Assurer l'égalité des chances et attirer les meilleures compétences

Le groupe veille à ce qu'aucune étape du processus de recrutement ne soit discriminante. Cela implique des libellés de postes non discriminants, des critères de sélection objectifs, la sensibilisation et la formation des recruteurs, un guide de procédures de recrutements et un suivi de la bonne application des règles internes.

Renforcer la mixité et développer la diversité

La diversité croissante des salariés constitue un atout pour l'innovation, la créativité et l'accompagnement des changements. Elle permet également à l'entreprise de s'entourer des meilleures compétences et de mieux refléter la société et son environnement, ce qui facilite la compréhension et la satisfaction des clients. En 2004, un accord sur la diversité et la cohésion sociale a été signé en France dans la division automobile.

Une grande partie des recrutements du groupe concerne les jeunes de moins de 30 ans (près de 60 %). Cependant le groupe continue de recruter des salariés confirmés, afin d'assurer un équilibre entre les générations et d'enrichir ses compétences.

2004 a également été la première année d'application de l'accord du 4 novembre 2003 sur l'emploi féminin et l'égalité des chances entre les femmes et les hommes. L'accord prévoit de recruter, pour chaque filière professionnelle, une proportion de femmes équivalente à celle des candidatures reçues.

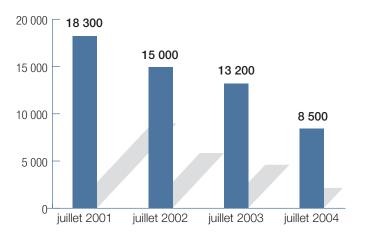
Cette démarche conduit à une progression du taux de féminisation des effectifs. Pour la division automobile France, le taux de féminisation des recrutements pour l'année 2004 s'élève à près de 26 % alors qu'il s'élevait à 11,5 % en 1999 ; les effectifs comptent désormais 16,4 % de femmes.

Une gestion responsable de l'emploi à durée limitée pour faire face aux accroissements temporaires d'activité

Le recours à l'emploi à durée limitée répond aux variations et aux à-coups de la demande, aux lancements des nouveaux produits, à la préparation des investissements et des gains de productivité associés, au remplacement des absences non prévues et à la nécessité de faire face à des événements industriels, comme le démarrage d'un nouvel atelier.

Cependant, sur les quatre dernières années, une politique de diminution du recours au travail temporaire a été engagée. Elle a conduit à augmenter le nombre de recrutements permanents et à favoriser des solutions ponctuelles lorsqu'elles étaient possibles.

Personnel temporaire division automobile France (en moyenne mensuelle)



Le groupe a signé en 2003 avec sept entreprises de travail temporaire une charte qui encadre les conditions de recrutement du personnel temporaire en France, le nombre de missions successives, les délais de prévenance, le décompte de la durée du travail, les modes de sélection exempts de toute forme de discrimination, la formation, l'accès aux structures sociales, les avantages sociaux, la protection sociale. Des audits réguliers sont effectués afin de vérifier dans tous les sites le respect de ces mesures.

L'ENRICHISSEMENT DES COMPÉTENCES ET LA VALORISATION DU CAPITAL HUMAIN

Une nouvelle démarche pour la gestion des compétences et des expertises

Au cours de l'année 2004, une nouvelle démarche sur la gestion individuelle et collective des compétences et des expertises a été engagée afin de développer une vision prospective des futurs besoins de l'entreprise.

Quelques 22 filières représentatives des principaux métiers du groupe ont ainsi été identifiées, au sein desquelles sont précisés des postes clés, des profils de compétences et des parcours qualifiants.

L'objectif est également d'élargir les perspectives de mobilité de tous les salariés en donnant à chacun les moyens d'être acteur de sa carrière. Dans le courant de l'année 2005, un service intranet sera entièrement dédié à la mobilité.

Le développement durable Notre engagement social

Des carrières ouvertes et dynamisées

Les promotions et les changements de qualifications concernent chaque année environ 17 % des effectifs et 30 % des cadres sont issus de la promotion interne

Les entretiens individuels annuels permettent à tous les collaborateurs d'exprimer leurs souhaits en matière de formation, de mobilité et d'évolution de responsabilité. À cette occasion, des objectifs de progrès individuels et professionnels sont fixés.

Les comités de carrières concourent à optimiser les parcours professionnels et les organigrammes prévisionnels. Ils identifient également des cadres à haut potentiel auxquels sont proposées des formations managériales adaptées.

Par ailleurs, une réflexion est menée sur l'emploi et la motivation des seniors.

Une gestion internationale des compétences et des ressources humaines

Le groupe donne priorité au développement des compétences locales. Les détachements internationaux répondent aux besoins d'apport d'expertises ou concernent des fonctions de management. En 2004, près de 1 200 salariés ont été concernés par un détachement, et plus de 4 000 par une mission de longue durée hors de leur pays d'origine.

Préparer et développer les compétences de demain par la formation continue

En 2004, près de 3,9* millions d'heures de formation ont été dispensées pour le groupe, soit un niveau équivalent à celui de 2003. La formation concerne l'ensemble des catégories professionnelles. En 2004, plus de 75 % des salariés ont bénéficié d'actions de formation, avec en moyenne 25,5 heures par salarié.

Nombre d'heures moyen de formation par salarié en 2004 (périmètre groupe hors Faurecia)

| France | Europe hors France | Hors europe | Moyenne monde |
|--------|--------------------|-------------|---------------|
| 24,5 | 24,5 | 54 | 25,5 |

En 2004 une profonde évolution de l'offre de formation dans la division automobile a été engagée par la création des instituts des métiers. Ces instituts définissent et complètent l'offre de formation à partir de la cartographie des connaissances utiles de chaque métier. Ils enrichissent et diversifient les méthodes pédagogiques. Au-delà du maintien de l'employabilité des collaborateurs, le groupe développe la reconnaissance de l'acquisition de nouvelles compétences. À titre d'exemple, en France, 545 Certificats de Qualification Paritaire de la Métallurgie - CQPM - ont été acquis en 2004. Au Royaume-Uni plus de 300 acquisitions d'expériences ont été validées. En Espagne, de nombreuses formations dispensées dans les sites sont reconnues au niveau de la branche professionnelle.

Un dialogue social porteur d'innovations durables

UN DIALOGUE SOCIAL PERMANENT

La politique de dialogue social s'applique dans tous les pays et a donné lieu pour la division automobile à des accords sur l'exercice du droit syndical. Après l'accord signé en France en juin 2001, des accords analogues ont été conclus en Espagne, au Royaume-Uni et en Argentine.

La représentation de tous les salariés du groupe en Europe est assurée par un comité de groupe européen dont le rôle, les moyens et la représentativité européenne ont été renforcés par l'accord d'octobre 2003 signé avec la totalité des organisations syndicales européennes représentatives. En 2004, les thèmes de la diversité et de l'intégration des jeunes ont fait l'objet d'échanges approfondis, en vue d'étendre les meilleures pratiques dans les différents pays.

Par ailleurs, dans le monde, au sein de la division automobile, près de 40 accords d'entreprise ont été signés.

Enfin, PSA PEUGEOT CITROËN a mis en place un reporting social qui constitue à la fois un outil de progrès social et un outil de pilotage. Il permet d'engager un dialogue social, de veiller au déploiement, dans chaque entité, de la politique sociale du groupe et rend compte des réalisations accomplies dans tous les pays où il est implanté. Cette collecte d'informations fait chaque année l'objet de multiples audits et d'une démarche de certification par des Commissaires aux Comptes permettant ainsi une amélioration régulière.

UN ENGAGEMENT EN FAVEUR DU RESPECT DES DROITS DES SALARIÉS

L'engagement du groupe en matière de respect de la liberté syndicale, de promotion du droit de négociation collective, de refus des discriminations et de promotion d'égalité des chances est formalisé et porté au plus haut niveau de l'entreprise.

PSA PEUGEOT CITROËN s'est doté d'une charte éthique en 2003, diffusée dans l'ensemble du groupe. Aux termes de la charte, chaque salarié peut solliciter le Délégué à l'Éthique du groupe en cas de difficulté ou de question sur l'application de celle-ci. Il est rendu compte régulièrement de son activité au Conseil de Surveillance.

Le respect des droits fondamentaux et l'égalité des chances font l'objet de nombreuses actions sous des formes variées : des accords collectifs du travail, un renforcement des règlements internes et des formations aux droits de l'homme.

Par son adhésion au "Global Compact", PSA PEUGEOT CITROËN est activement engagé dans la lutte pour l'abolition de toutes les formes de travail des enfants et du travail forcé.

Cet engagement figure dans la charte éthique interne au groupe. Il a été également porté dans la charte, signée en 2003 avec les entreprises de travail temporaire partenaires, relative aux conditions d'emploi du personnel temporaire.

Ces engagements figurent dans tous les documents contractuels liant le groupe à ses fournisseurs.

^{*} Hors Faurecia.

FAVORISER LA DIVERSITÉ ET GARANTIR L'ÉGALITÉ DES CHANCES

Les accords sur la diversité et la cohésion sociale

Le groupe a conclu en 2004, en France et en Argentine, deux accords collectifs sur la diversité et la cohésion sociale dans la division automobile.

L'accord conclu en France prévoit notamment :

- la mise en place d'outils et de procédures permettant de garantir l'égalité des chances et de traitement, notamment dans l'accès à l'emploi, dans les processus de formation et d'évolution professionnelle et de carrières;
- le développement de démarches d'insertion, en particulier le recrutement de jeunes diplômés issus de zones urbaines sensibles ;
- la création d'un observatoire paritaire de la diversité chargé de proposer, si nécessaire, des plans d'actions complémentaires;
- une campagne de communication auprès de l'ensemble des collaborateurs sur les thèmes du respect des différences et de la lutte contre toute forme de discrimination, s'appuyant sur des programmes publics nationaux ou européens.

À titre d'exemple, Faurecia a procédé aux États Unis au recrutement de salariés issus de quartiers sensibles dans le cadre d'un accord avec l'organisation nationale de l'emploi.

Label égalité professionnelle

PSA PEUGEOT CITROËN est la première entreprise en France à recevoir le label créé par le ministère de la Parité et l'Égalité Professionnelle pour son engagement en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

INFORMER ET ÊTRE À L'ÉCOUTE DES SALARIÉS

Le groupe propose aux salariés une information détaillée via différents supports de communication, journaux internes, affichages, sites intranet. À titre d'exemple, le site intranet de la direction des ressources humaines reçoit 50 000 visiteurs en moyenne par mois.

En France, dans la division automobile, une enquête de perception interne a été réalisée, début 2004, par l'Institut TNS Sofres auprès de 2 200 personnes. Les résultats soulignent la bonne qualité du climat interne. Les salariés s'expriment de façon positive sur leur travail et sur le groupe en général. Cette mesure fait apparaître un niveau de satisfaction supérieur aux moyennes mondiale et française.

FAIRE PARTICIPER LES SALARIÉS

Les démarches participatives contribuent directement à l'amélioration des conditions de travail et à l'organisation. Elles se concrétisent par des réunions de groupe de progrès, cercles de qualité et par le système d'idées appelé "Déclic".

En 2004, dans les sites français de la division automobile, plus de 190 000 suggestions "Déclic" ont été proposées et 120 000 ont été appliquées, donnant lieu au versement pour leurs auteurs de 5,4 millions d'euros de gratifications.

Une politique de rémunération fondée sur la performance et l'équité

UNE POLITIQUE SALARIALE COHÉRENTE AVEC LES EFFORTS ET LES RÉSULTATS DE L'ENTREPRISE

La politique de rémunération repose sur cinq principes :

- appliquer des rémunérations compétitives par rapport aux pratiques de marché et cohérentes avec les résultats de l'entreprise;
- différencier les évolutions individuelles et rémunérer la performance ;
- redistribuer aux salariés une part des fruits de la croissance et de la création de valeur;
- développer l'épargne salariale ;
- renforcer la protection sociale et répondre aux attentes des salariés concernant leur retraite.

Des accords salariaux partout dans le monde

En 2004, la politique salariale a donné lieu à la signature de nombreux accords dans la division automobile : en France (2004), en Espagne (2004-2007), Pay-deal au Royaume-Uni (2003-2004), convenio en Argentine (2004-2005), accords au Brésil, en Allemagne...

La politique salariale du groupe s'est traduite, depuis plusieurs années, par le maintien du pouvoir d'achat pour tous les salariés et, le plus souvent, en fonction de la croissance de l'activité et des résultats de l'entreprise, par un gain net.

Dans tous les pays, les rémunérations sont supérieures aux minimums légaux ou professionnels.

Encourager la performance des managers

La rémunération des managers de la division automobile est fixée en fonction des performances individuelles, de la maîtrise de la fonction et du marché des salaires dans le pays considéré.

Une rémunération variable est destinée aux cadres qui occupent des postes à forte responsabilité. Cette part variable est déterminée par la combinaison d'objectifs individuels et d'objectifs communs pour le groupe : pour 2004, les trois objectifs communs ont été la marge opérationnelle, la qualité des véhicules et la sécurité au travail.

Près de 3 600 cadres participent au dispositif de part variable en 2004. Ils étaient 800 en 1999, lors de la mise en place de ce régime.

L'association du personnel aux objectifs et aux résultats du groupe

Un intéressement aux résultats opérationnels de l'entreprise est versé à l'ensemble du personnel dans le monde.

166* millions d'euros sont distribués aux salariés du groupe dans le monde, au titre des dispositifs d'intéressement pour l'exercice 2004.

^{*} Hors Faurecia.

ÉPARGNE SALARIALE, RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE ET PRÉVOYANCE, UNE RÉPONSE ADAPTÉE AUX PRÉOCCUPATIONS DE CHACUN

Une offre d'épargne salariale diversifiée

Afin de soutenir plus efficacement les salariés dans leurs projets personnels, le groupe a mis en place différents systèmes d'épargne salariale.

En France, le plan d'épargne entreprise proposé aux salariés de la division automobile, de Banque PSA Finance et de Gefco comprend trois volets :

- Le plan d'épargne en actions du groupe.
- Le plan d'épargne diversifié qui donne la possibilité d'investir dans l'économie solidaire et offre une alternative au plan d'épargne en actions du groupe.
- Le plan d'épargne prévoyance, qui permet de préparer des projets à long terme ou d'épargner pour la retraite.

Les versements volontaires sur le plan d'épargne en actions du groupe et le plan d'épargne prévoyance, ainsi que les versements de l'intéressement sur le plan d'épargne actions groupe donnent lieu à un abondement de l'entreprise. En 2004, 13.6 millions d'euros ont ainsi été versés aux salariés.

En vue d'harmoniser sa politique de rémunération, le groupe déploie ce système d'épargne collectif hors de France, avec la mise en place d'un plan d'épargne en Espagne (2002), au Royaume-Uni (2003) et en Allemagne (2003).

Une progression de l'actionnariat salarié

L'actionnariat salarié, dans le cadre des dispositifs collectifs d'épargne salariale, est en constante progression depuis cinq ans, de 0,75 % du capital détenu en 2000 à 2,25 % au 31 décembre 2004.

Des dispositifs sont progressivement mis en œuvre pour permettre aux salariés des filiales étrangères de participer au développement de l'actionnariat salarié. De tels systèmes sont opérationnels en Allemagne, en Grande-Bretagne et en Espagne.

Au total, plus de 50 000 salariés du groupe, dont plus de 4 000 collaborateurs de sociétés non françaises, sont actionnaires de Peugeot S.A.

Retraite : des dispositifs pour préparer l'avenir des salariés

Des régimes de retraite supplémentaire à cotisations définies ont été instaurés par le groupe dans un certain nombre de pays.

En France, le régime de retraite supplémentaire concerne près de 43 000* personnes. Ce dispositif à cotisations définies est financé à hauteur des deux tiers par l'entreprise et de un tiers par les salariés. L'épargne des salariés est investie dans des fonds communs de placement sous la surveillance d'une commission paritaire.

Dans le cadre d'une politique mondiale fondée sur un objectif de taux de remplacement, des dispositifs de retraite sont mis en place progressivement pour compléter les régimes nationaux de sécurité sociale.

Au Royaume-Uni, un régime à cotisations définies ("Stakeholder plan") a été mis en place en 2002 ; en Espagne, en 2002 et 2004, pour tous les salariés ; au Brésil, en 2003.

Assurer un haut niveau de protection sociale

Dans tous les pays, le groupe met en place des régimes de prévoyance couvrant au minimum les risques liés au décès, à l'invalidité et l'incapacité. La mise en place de ces couvertures est guidée par une étude approfondie des bonnes pratiques locales. Des régimes de groupe de couverture santé avec contribution de l'employeur existent dans plusieurs pays, notamment en Espagne, en Grande Bretagne, au Brésil...

Avantages sociaux

Toutes les sociétés et tous les sites contribuent aux activités sociales et culturelles et à l'amélioration des conditions de vie au travail (restauration, transport, aide sociale...) en fonction des besoins et contraintes nationales ou locales.

À l'échelle du groupe, dans le monde, 198 millions euros ont été versés en 2004 au titre des avantages sociaux. Cette somme représente près de 3 % de la masse salariale. Par ces versements, le groupe contribue à l'amélioration des conditions de vie de l'ensemble des salariés.

Des organisations orientées vers la compétitivité de l'entreprise avec des priorités données à la sécurité et aux conditions de travail des salariés

DE NOUVELLES ORGANISATIONS DE TRAVAIL NÉGOCIÉES POUR UNE FLEXIBILITÉ MAÎTRISÉE

Aménager la durée du travail et préserver la compétitivité

Les accords d'aménagement de la durée du travail sont en permanence améliorés et adaptés par la négociation collective et le dialogue social.

En France, un accord signé en avril 2004 dans la division automobile améliore les conditions de paiement des heures supplémentaires effectuées dans le cadre de la pluri-annualisation, et aménage les limites du Compte Épargne Temps. Dans la plupart des pays, et partout où la législation le permet, la durée du travail s'apprécie dans un cadre pluriannuel.

En Espagne, les centres de Madrid et de Vigo ont conclu des accords portant sur une banque d'heures pluriannuelle.

* Hors Faurecia.

Au Brésil, la mise en place d'une troisième équipe à l'unité mécanique de Porto Real s'est traduite par un accord de flexibilité, avec réduction du temps de présence dans l'usine.

En Argentine, l'accord d'annualisation du site a reçu l'homologation du ministère du Travail en juillet 2004.

Adapter les régimes du travail et l'organisation des congés

Dans plusieurs pays, la mise en place de nouvelles organisations de production s'est traduite par le développement de nouveaux régimes de travail : équipes de nuit ou de fin de semaine venant compléter l'organisation en deux équipes successives.

Des calendriers de congés adaptés à une demande mondiale ont été négociés avec les partenaires sociaux en France et à l'étranger.

Une approche sociale des évolutions d'activités

En cas d'évolution ou de transformation importante d'activités, des mesures sont mises en œuvre pour accompagner les salariés. L'anticipation des décisions et le respect d'un délai de prévenance sont déterminants dans la réussite sociale de ces changements.

Les adaptations d'emplois nécessaires ont donné lieu à des mesures de reclassement interne et de reconversion. Elles ont permis d'éviter les licenciements économiques en 2004 dans la division automobile.

Ainsi, lors du passage de quatre à trois équipes à Ryton en Grande-Bretagne, annoncé le 25 mars 2004, un accord a été conclu sur le calendrier et les mesures d'accompagnement. Au-delà des reclassements proposés au sein de l'entreprise, le groupe a œuvré avec les organismes d'aide à l'emploi et la communauté d'affaires locaux afin d'offrir toutes les pistes et assistances possibles aux salariés dans leur recherche d'emploi.

Ces mesures font systématiquement l'objet d'une information et d'une consultation des organisations syndicales ou des représentants du personnel, dans tous les pays.

DES EXIGENCES SOCIALES PARTAGÉES AVEC NOS FOURNISSEURS

Des règles sociales et de sécurité pour les entreprises extérieures sur les sites

L'organisation du travail tient compte de la présence plus importante de salariés d'entreprises extérieures (activités de service et de maintenance d'installations techniques, entreprises de chantiers, fournisseurs). En 2004, près de 22 000 salariés d'entreprises extérieures ont travaillé dans les sites du groupe.

Le groupe a engagé des plans d'action pour veiller à l'application des règles sociales et de sécurité dans la division automobile. Ces actions ont contribué à réduire de moitié le nombre d'accidents de travail lors des travaux annuels, malgré un nombre de chantiers en sensible augmentation.

Des exigences sociales à l'égard des fournisseurs

En 2004, les exigences sociales et de sécurité à l'égard des fournisseurs et de leurs sous-traitants ont été renforcées. Elles portent en particulier sur le respect des engagements du "Global Compact" et des conventions internationales de l'OIT: protection des travailleurs, non-discrimination de toute nature, interdiction du travail des enfants et du travail forcé.

En janvier 2004, une sensibilisation des 1 500 premiers fournisseurs à l'adhésion au "Global Compact" a été réalisée. Elle sera progressivement étendue et renouvelée à partir de 2005.

LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL : UNE PRIORITÉ ABSOLUE DANS TOUS LES PAYS

La politique de PSA PEUGEOT CITROËN est fondée sur la conviction qu'il ne peut y avoir de progrès sans sécurité des hommes et des femmes au travail ; la seule cible acceptable est de travailler sans accident. L'objectif est de développer dans tous les secteurs une véritable culture de la sécurité.

L'amélioration des résultats de sécurité constatée en 2003 s'est poursuivie en 2004.

La mobilisation de tous les acteurs pour la sécurité

Les axes prioritaires de la politique de sécurité du travail sont identiques dans tous les pays et comprennent :

- la prise en compte de la prévention des accidents dès la phase de conception des véhicules et des investissements nouveaux ;
- la responsabilisation de chacun ;
- l'implication et l'évaluation de l'encadrement qui est garant de l'application de la politique de sécurité ;
- l'association des partenaires sociaux aux démarches de prévention des risques ;
- le respect de la politique de sécurité du groupe par les entreprises extérieures.

Le groupe a défini en 2003 et déployé en 2004, dans l'ensemble des sites, un système unique de management de la sécurité au travail.

En application de sa charte sur le travail temporaire, le groupe a engagé une démarche d'intégration des travailleurs temporaires au processus de prévention. L'objectif est d'atteindre des résultats de sécurité du personnel intérimaire comparables à ceux des salariés du groupe.

De nombreuses actions sont également mises en oeuvre pour diminuer le risque d'accident de trajet entre le domicile et le lieu de travail : formations à la sécurité routière, et au secourisme, sensibilisation à la conduite dangereuse, contrôles techniques de véhicules...

Des résultats en nette amélioration et des objectifs ambitieux

Le taux de fréquence des accidents avec arrêt de travail (branche automobile monde, hors filiales commerciales) est de 2,95 à fin 2004 pour un objectif de 3,4. Ce résultat correspond à une amélioration de 23 % par rapport à 2003.

Les résultats progressent en France et à l'international :

- Au Brésil, l'usine de Porto Real, avec un taux de fréquence de 1,67, se situe au meilleur niveau des établissements industriels du groupe dans le monde, et parmi les meilleurs constructeurs automobiles du Brésil.
- En Argentine, le taux de fréquence des accidents de l'usine de Buenos Aires a été divisé par 2 en 2004.

L'AMÉLIORATION PERMANENTE DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE L'ERGONOMIE

Intégrer la dimension humaine dans l'environnement de travail

Une politique ambitieuse d'amélioration des conditions de travail vise à assurer à tous les salariés des conditions et un environnement de travail correspondant aux meilleurs standards internationaux et à faire face au vieillissement en mettant en œuvre des solutions permettant le maintien dans l'emploi.

La démarche d'amélioration des conditions de travail et de progrès ergonomiques s'engage en amont, dans les projets de développement de véhicules et d'investissements industriels.

A Le développement durable Notre engagement social

Des résultats très significatifs

Dans la division automobile, la priorité a été donnée à la réduction des postes réputés "lourds". La proportion de ces postes est de 19 % en 2004, contre 35 % en 1999.

Le taux de postes réputés lourds a pratiquement été divisé par deux depuis le lancement de la démarche ergonomique en 1999 et la cible est d'atteindre 8 %.

Par ailleurs, le nombre de postes "légers" pouvant être tenus par tous les salariés a été augmenté, il est de 37 % en 2004 contre 26 % en 1999. Cet effort va se poursuivre avec l'objectif d'atteindre 60 % de postes "légers".

La mobilité d'un poste à l'autre permet également d'améliorer les conditions de travail en évitant les efforts trop répétitifs.

UNE POLITIQUE DE SANTÉ ACTIVE, COMPOSANTE ESSENTIELLE DE LA PERFORMANCE HUMAINE ET ÉCONOMIQUE DE L'ENTREPRISE

Un programme "santé" a été mis en place en 2004. Il comprend notamment une veille sanitaire, orientée vers les pathologies pouvant apparaître ou se développer à l'occasion de l'activité professionnelle.

Des campagnes d'information et de prévention sont engagées en particulier contre le tabagisme, l'alcoolisme, les toxicomanies et le Sida ; par ailleurs, d'autres campagnes sont menées en faveur de l'hygiène alimentaire, en partenariat avec les prestataires de restauration.

DONNER AUX PERSONNES HANDICAPÉES TOUTE LEUR PLACE DANS LE MONDE DU TRAVAIL

Dans le cadre de sa politique d'amélioration des conditions de travail, l'entreprise veille à maintenir dans l'emploi les personnes handicapées.

Le groupe emploie directement dans le monde près de 6 600* salariés handicapés, au sens des législations locales.

En France, dans la division automobile, le niveau d'emploi de personnes handicapées, complété par des contrats de sous-traitance avec le "secteur protégé", représente près de 10 % des emplois, pour un taux incitatif national de 6 %.

En outre, PSA PEUGEOT CITROËN poursuit depuis de nombreuses années des partenariats avec les entreprises du "secteur protégé".

^{*} Hors Faurecia.

Indicateurs sociaux

Les indicateurs sociaux exposés ci-dessous correspondent à l'application du décret n° 2002-221 du 20 février 2002. Ils ont été établis sur le périmètre des sociétés consolidées du groupe PSA PEUGEOT CITROËN, hors Faurecia - division équipement automobile du groupe - pour les chapitres enrichissement des

compétences, rémunération, organisation du travail et sécurité du travail. Faurecia, société cotée dont Peugeot S.A. détient 72 % du capital et qui dispose, compte tenu de son activité, d'une complète autonomie de gestion, établit et publie dans son propre rapport annuel les indicateurs relevant de son activité.

Une politique de l'emploi : internationaliser les équipes et diversifier les profils des compétences

UNE CROISSANCE DES EFFECTIFS DE 25 % SUR CINQ ANS

Évolution des effectifs sur cinq ans par divisions

(situation au 31 décembre de l'année)

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|--------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Automobile | 128 510 | 130 640 | 133 880 | 135 180 | 139 480 |
| Banque PSA Finance | 2 070 | 2 140 | 2 160 | 2 150 | 2 360 |
| Gefco | 7 490 | 7 680 | 8 050 | 8 360 | 8 840 |
| Autres activités | 2 500 | 2 300 | 2 280 | 2 360 | 2 140 |
| Faurecia | 31 870 | 49 690 | 52 230 | 51 860 | 54 430 |
| Total | 172 440 | 192 450 | 198 600 | 199 910 | 207 250 |

Évolution des effectifs du groupe par zones géographiques

(situation au 31 décembre de l'année)

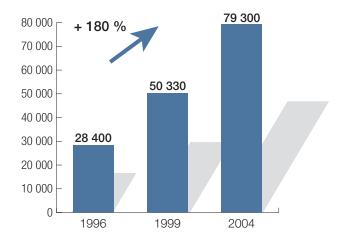
| | 2000 | 2004 | Variation 2000/2004 |
|----------------------------------|---------|---------|---------------------|
| France | 117 855 | 127 955 | 8,5 % |
| Europe occidentale (hors France) | 44 420 | 57 085 | 28,5 % |
| Europe centrale | 2 370 | 7 600 | 220 % |
| Afrique | 65 | 1 425 | 2 092 % |
| Amérique du Sud | 4 425 | 6 630 | 50 % |
| Amérique du Nord et centrale | 3 175 | 5 010 | 57,7 % |
| Asie | 130 | 1 545 | 1 088 % |
| Total | 172 440 | 207 250 | 20,2 % |
| | | | |

Le renforcement de la présence du groupe dans le monde se traduit par une internationalisation croissante des effectifs : près de 38,3 % des salariés travaillent dans un autre pays que la France, contre 28 % en 1998.

79 300 salariés travaillent aujourd'hui hors de France contre 28 400 en 1996.

Le développement durable Indicateurs sociaux

Internationalisation des effectifs du groupe



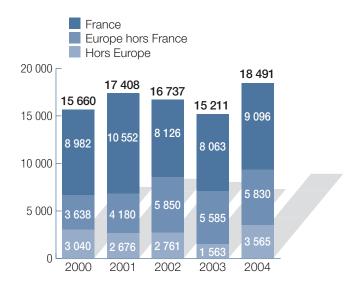
LA DYNAMIQUE DES RECRUTEMENTS

Recrutements CDI 2004 et cumul 2000/2004 groupe

| | France | Europe hors France | Hors Europe | Total | Cumul 2000/2004 |
|-------------------------|--------|--------------------|-------------|--------|-----------------|
| Automobile 2004 | 6 770 | 2 270 | 730 | 9 770 | 47 920 |
| 2003 | 5 690 | 2 480 | 515 | 8 685 | |
| 2002 | 6 120 | 2 860 | 820 | 9 800 | |
| Banque PSA Finance 2004 | 40 | 260 | 10 | 310 | 1 150 |
| 2003 | 45 | 80 | 10 | 135 | |
| 2002 | 130 | 110 | 10 | 250 | |
| Gefco 2004 | 610 | 440 | 110 | 1 160 | 6 070 |
| 2003 | 500 | 455 | 60 | 1 015 | |
| 2002 | 510 | 530 | 60 | 1 100 | |
| Faurecia 2004 | 1 640 | 2 860 | 2 710 | 7 210 | 27 920 |
| 2003 | 1 770 | 2 590 | 970 | 5 330 | |
| 2002 | _ | _ | _ | 5 500 | |
| Autres activités 2004 | 40 | 0 | 10 | 50 | 470 |
| 2003 | 55 | 5 | 5 | 65 | |
| 2002 | 80 | 10 | 0 | 90 | |
| Total 2004 | 9 100 | 5 830 | 3 570 | 18 500 | 83 530 |
| 2003 | 8 060 | 5 610 | 1 560 | 15 230 | |
| 2002 | 6 840 | 3 510 | 890 | 16 740 | |

La stratégie de croissance déployée par l'entreprise est portée par le recrutement de plus de 83 500 personnes, en contrats permanents, sur cinq ans. Le taux de recrutements en contrats à durée indéterminée (rapport recrutements CDI/effectif total) atteint 8,9 % en 2004 contre 7,6 % en 2003.

Évolution des recrutements en contrats à durée indéterminée sur cinq ans



RENFORCER LA MIXITÉ ET DÉVELOPPER LA DIVERSITÉ

Évolution du taux de féminisation des effectifs inscrits sur cinq ans au sein de la division automobile France hors filiales commerciales

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|----------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Ouvriers | 12,26 % | 12,03 % | 12,54 % | 13,43 % | 14,98 % |
| ETAM | 20,23 % | 20,75 % | 20,52 % | 20,66 % | 20,54 % |
| Cadres | 13,95 % | 15,05 % | 15,63 % | 16,66 % | 16,6 % |
| Total | 14,2 % | 14,36 % | 14,77 % | 15,55 % | 16,43 % |

Évolution du nombre et du taux de féminisation des recrutements en contrats à durée indéterminée sur cinq ans au sein de la division automobile France hors filiales commerciales

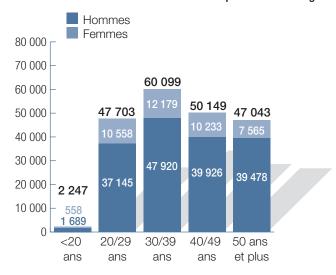
| | | Ouvriers | | ETAM | | Cadres | | Total |
|------|--------|----------|--------|------|--------|--------|--------|-------|
| | Femmes | % | Femmes | % | Femmes | % | Femmes | % |
| 2000 | 160 | 4,7 | 251 | 25,7 | 277 | 22,8 | 688 | 11,7 |
| 2001 | 322 | 9 | 298 | 27,7 | 354 | 27 | 974 | 16,3 |
| 2002 | 445 | 20 | 173 | 22,5 | 222 | 23,2 | 840 | 21,3 |
| 2003 | 567 | 21,6 | 170 | 23,9 | 252 | 23,9 | 989 | 22,5 |
| 2004 | 973 | 28,7 | 157 | 19,6 | 242 | 21,3 | 1372 | 25,8 |

En 2004, près de 27,5 % des recrutements réalisés dans le monde au sein des différentes divisions concernent des femmes. Le taux de féminisation des recrutements atteint plus de 20,5 % pour les ingénieurs et cadres, 32,2 % pour les ETAM et près 27,2 % pour le personnel ouvrier.

A Le développement durable Indicateurs sociaux

LE RENOUVELLEMENT DES GÉNÉRATIONS

Effectifs en contrats à durée indéterminée par tranches d'âge



Compte tenu du nombre de recrutements réalisés depuis la fin des années 1990, le groupe connaît un profond renouvellement des générations.

L'EMPLOI À DURÉE LIMITÉE

Effectifs inscrits en contrats à durée déterminée

(nombre moyen annuel)

| | | Hors F | rance | |
|-------------------------|--------|--------------------|-------------|-------|
| | France | Europe hors France | Hors Europe | Total |
| Automobile 2004 | 3 515 | 4 295 | 465 | 8 275 |
| 2003 | 1 615 | 4 750 | 310 | 6 675 |
| 2002 | 1 800 | | 4 930 | 6 730 |
| Banque PSA Finance 2004 | 15 | 105 | - | 120 |
| 2003 | 10 | 110 | _ | 120 |
| 2002 | 10 | | 100 | |
| Gefco 2004 | 135 | 180 | _ | 315 |
| 2003 | 140 | 155 | 5 | 300 |
| 2002 | 120 | | 170 | 290 |
| Autres activités 2004 | 65 | - | 90 | 155 |
| 2003 | 45 | 5 | 5 | 55 |
| 2002 | 40 | | 0 | 40 |
| Total 2004 | 3 730 | 4 580 | 555 | 8 865 |
| Total 2003 | 1810 | 5 020 | 320 | 7 150 |
| Total 2002 | 1 970 | | 5 200 | |

Le nombre de salariés en contrats à durée déterminée reste stable en 2004.

À titre indicatif, Faurecia compte 6 160 salariés en contrat à durée déterminée non compris dans ce tableau.

Nombre de travailleurs temporaires 2004

(nombre moyen annuel)

| | | Ног | Hors France | | |
|-------------------------|--------|--------------------|-------------|--------|--|
| | France | Europe hors France | Hors Europe | Total | |
| Automobile 2004 | 8 840 | 355 | 130 | 9 325 | |
| 2003 | 9 600 | 1 020 | 95 | 10 715 | |
| 2002 | 11 350 | | 350 | 11 700 | |
| Banque PSA Finance 2004 | 25 | 35 | _ | 60 | |
| 2003 | 15 | 40 | - | 55 | |
| 2002 | 20 | | 20 | | |
| Gefco 2004 | 900 | 390 | 60 | 1 350 | |
| 2003 | 920 | 400 | 35 | 1 355 | |
| 2002 | 720 | | 420 | 1 140 | |
| Autres activités 2004 | 120 | - | 25 | 145 | |
| 2003 | 325 | | _ | 325 | |
| 2002 | 20 | | _ | 20 | |
| Total 2004 | 9 885 | 780 | 215 | 10 880 | |
| Total 2003 | 10 860 | 1 460 | 130 | 12 450 | |
| Total 2002 | 12 110 | | 790 | 12 900 | |

En France, pour la division automobile, le nombre moyen de travailleurs temporaires s'établissait en décembre 2004 à 8 840 (indicateur bilan social : nombre d'heures facturées par an, rapporté à la durée annuelle au travail des salariés). En données brutes (nombre de travailleurs temporaires présents en moyenne hebdomadaire ayant eu au moins un contrat), ce nombre s'élève à 7 760.

En 2004, pour le périmètre monde (y compris Faurecia), près de 5 800 salariés, recrutés en contrats à durée indéterminée, avaient réalisé antérieurement une mission de travail temporaire ou une activité en contrat à durée déterminée.

À titre indicatif, Faurecia compte 8 260 travailleurs temporaires non compris dans ce tableau.

Le développement durable Indicateurs sociaux

AUTRES INDICATEURS EMPLOI

Démissions* en 2004

| | | Hors | France | |
|-------------------------|--------|--------------------|-------------|-------|
| | France | Europe hors France | Hors Europe | Total |
| Industriel 2004 | 550 | 195 | 65 | 810 |
| 2003 | 670 | 30 | 55 | 755 |
| 2002 | 760 | | 430 | 1 190 |
| Commercial 2004 | 625 | 480 | 55 | 1 160 |
| 2003 | 665 | 505 | 50 | 1 220 |
| 2002 | 730 | | 840 | |
| Banque PSA Finance 2004 | 20 | 80 | 5 | 105 |
| 2003 | 20 | 70 | 5 | 95 |
| 2002 | 50 | | 50 | |
| Gefco 2004 | 125 | 265 | 25 | 415 |
| 2003 | 120 | 290 | 30 | 440 |
| 2002 | 190 | | 420 | 610 |
| Autres activités 2004 | 20 | 0 | 0 | 20 |
| 2003 | 20 | 5 | 5 | 30 |
| 2002 | 20 | | 0 | 20 |
| Total 2004 | 1 340 | 1 020 | 150 | 2 510 |
| Total 2003 | 1 495 | 900 | 145 | 2 540 |
| Total 2002 | 1 750 | | 1 740 | 3 490 |

^{*} Démissions dans le cadre d'un contrat à durée indéterminée.

Le volume de démissions enregistrées en 2004 reste stable par rapport à 2003 et représente 1,7 % de l'effectif en contrat à durée indéterminée (hors Faurecia). On compte 2 925 démissions au sein de Faurecia, non compris dans le tableau ci-dessus.

Ruptures de contrats de travail et licenciements à l'initiative de l'employeur

| | | Но | rs France | |
|-------------------------|--------|--------------------|-------------|-------|
| | France | Europe hors France | Hors Europe | Total |
| Automobile 2004 | 695 | 680 | 270 | 1 645 |
| 2003 | 775 | 385 | 210 | 1 370 |
| 2002 | 840 | | 610 | 1 450 |
| Banque PSA Finance 2004 | 10 | 15 | 5 | 30 |
| 2003 | 10 | 15 | 5 | 30 |
| 2002 | 10 | | 10 | 20 |
| Gefco 2004 | 105 | 95 | 20 | 220 |
| 2003 | 85 | 150 | 15 | 250 |
| 2002 | 80 | | 80 | 160 |
| Autres activités 2004 | 20 | 0 | 5 | 25 |
| 2003 | 20 | 0 | 0 | 20 |
| 2002 | 50 | | 0 | 50 |
| Total 2004 | 830 | 790 | 300 | 1 920 |
| Total 2003 | 890 | 550 | 230 | 1 670 |
| Total 2002 | 980 | | 700 | 1 680 |

Les données comprennent les ruptures de contrats liées aux procédures d'inaptitude, d'invalidité et de licenciements pour motifs personnels.

Faurecia a enregistré en 2004, 2 130 licenciements à l'initiative de l'employeur ou ruptures de contrats de travail, donnée non précisée dans ce tableau.

Licenciements pour motif économique en 2004

| | | Hors | France | | |
|-------------------------|--------|--------------------|-------------|-------|--|
| | France | Europe hors France | Hors Europe | Total | |
| Automobile 2004 | 30 | 520 | 45 | 595 | |
| 2003 | 5 | 50 | 20 | 75 | |
| 2002 | 0 | | 1 070 | 1 070 | |
| Banque PSA Finance 2004 | 0 0 | | 0 | 0 | |
| 2003 | 5 | 0 | 0 | 5 | |
| 2002 | 50 | | 0 | 50 | |
| Gefco 2004 | 5 | 35 | 0 | 40 | |
| 2003 | 15 | 0 | 0 | 15 | |
| 2002 | 5 | | 5 | 10 | |
| Total 2004 | 35 | 555 | 45 | 635 | |
| Total 2003 | 25 | 50 | 20 | 95 | |
| Total 2002 | 55 | | 1 075 | | |

En 2004, le nombre de licenciements pour motif économique en Europe s'explique par l'arrêt de la quatrième équipe à Ryton en Angleterre. Des mesures de reclassement ou d'accompagnement dans la recherche d'emploi ont été mises en œuvre.

À titre indicatif, on compte 530 licenciements pour motif économique au sein de Faurecia, non compris dans ce tableau.

Le développement durable Indicateurs sociaux

L'enrichissement des compétences et la valorisation du capital humain

UNE GESTION INTERNATIONALE DES COMPÉTENCES ET DES RESSOURCES HUMAINES

En 2004, au sein du groupe, près de 1 200* salariés dont 820 originaires de France, ont été concernés par un détachement, et plus de 4 000 par une mission de longue durée hors de leur pays d'origine.

PRÉPARER ET DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES DE DEMAIN PAR LA FORMATION CONTINUE

Nombre d'heures moyen de formation par salarié pour le périmètre groupe

(hors Faurecia)

| | France | Europe hors France | Hors Europe | Moyenne monde |
|------|--------|--------------------|-------------|---------------|
| 2003 | 26 | 21 | 59 | 26 |
| 2004 | 24,5 | 24,5 | 54 | 25,5 |

Nombre d'heures moyen de formation par catégorie socioprofessionnelle

(périmètre division automobile France hors filiales commerciales)

| | | Employés, techniciens, | Ingénieurs | |
|------|----------|------------------------|------------|---------|
| | Ouvriers | agents de maîtrise | et cadres | Moyenne |
| 2003 | 25 | 33 | 43 | 30 |
| 2004 | 24 | 29 | 35 | 27 |

Nombre d'heures moyen de formation par catégorie socioprofessionnelle en 2004

(périmètre division automobile Monde hors filiales commerciales)

| | Employés, techniciens, Ingénieurs Ouvriers agents de maîtrise et cadres | | |
|---------|---|----|----------|
| Moyenne | | | Ouvriers |
| 30 | 39 | 41 | 24 |

Réalisation du plan de formation groupe

(hors Faurecia)

| | | Nombre d'heures total de formation (en milliers d'heures) | | neures moyen n par salariés | Dépenses de formation (en milliers d'euros) | | |
|--------------------|-------|--|------|--------------------------------|---|---------|--|
| | 2003 | 2004 | 2003 | 2004 | 2003 | 2004 | |
| France | 2 784 | 2 645 | 26,5 | 24,4 | 123 506 | 145 547 | |
| Europe hors France | 810 | 940 | 21,2 | 24,3 | 23 386 | 27 635 | |
| Hors Europe | 277 | 295 | 59,2 | 54,2 | 1 743 | 2 503 | |
| Total | 3 871 | 3 880 | 26,1 | 25,4 | 148 635 175 | | |

En moyenne, chaque salarié du groupe a suivi 25,5 heures de formation durant l'année 2004.

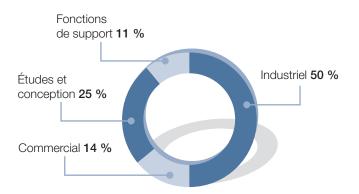
^{*} Y compris Faurecia.

Près de 1 620 salariés dans le monde sont ainsi appelés régulièrement à former d'autres personnes du groupe.

Près de 3,9 millions heures de formation ont été dispensées au sein du groupe PSA PEUGEOT CITROËN, hors Faurecia.

Durant l'année 2004, près de 7 200 jeunes ont été accueillis comme stagiaires, dont 28,4 % de femmes. Ils sont venus perfectionner leur formation initiale dans l'une de nos entités dans le monde. L'intégration des jeunes dans l'entreprise se concrétise également par les formules en alternance, telles que l'apprentissage : 1 260 jeunes ont été concernés en 2004, dont 20 % de femmes.

Répartition des dépenses de formation par secteur d'activité



La dynamique contractuelle en 2004

Dans le groupe près de 40 accords ont été signés dans la division automobile monde.

En France, l'année 2004 a été marquée par la signature de sept accords d'entreprise, quatre accords ont été signés par cinq organisations syndicales sur six ; deux ont été signés par toutes les organisations syndicales.

Tous les salariés sont représentés par des organisations syndicales indépendantes ou par d'autres représentants élus. L'ensemble du personnel est concerné par des accords de conventions collectives.

A titre d'exemple :

France :

- accord salarial 2004;
- accords d'entreprise relatif à l'harmonisation des primes et indemnités appliquées aux cycles horaires ;
- accord complémentaire à l'accord cadre du 4 mars 1999 portant sur l'amélioration et la durée du travail, la formation et l'emploi ;
- accord relatif au déblocage anticipé des droits issus de la participation ;
- accord sur la diversité et la cohésion sociale dans l'entreprise ;
- accord d'entreprise portant sur la durée effective, l'organisation du temps de travail et les congés.

Espagne:

- accord salarial ("convenios" conclus pour quatre années 2004-2007) ;
- accord sur l'exercice syndical pour toutes les entités en Espagne ;
- accord égalité hommes/femmes.

Brésil :

- accord salarial ;
- programme de participation aux résultats ;
- accord sur les conditions de mise en place d'une troisième équipe à l'unité mécanique de Porto Real.

Argentine:

- accord salarial;
- accord sur l'annualisation du temps de travail ;
- accord sur la diversité ;
- accord sur les conditions de mise en œuvre d'une deuxième équipe au centre de production de Buenos Aires.

Grande Bretagne:

- accords salariaux.

Allemagne :

- accords salariaux;
- accords sur le temps de travail;
- accord sur la charte informatique.

Tous les salariés sont représentés par des organisations syndicales indépendantes ou par des représentants du personnel et sont concernés par des accords de conventions collectives.

Une politique de rémunération fondée sur la performance et l'équité _

UNE POLITIQUE SALARIALE COHÉRENTE AVEC LES EFFORTS ET LES RÉSULTATS DE L'ENTREPRISE

Répartition de la masse salariale

| | France | Europe | Hors Europe |
|------|--------------|--------------|-------------|
| 2002 | 4 662 481 K€ | 1 415 349 K€ | 80 110 K€ |
| 2003 | 4 824 888 K€ | 1 462 711 K€ | 66 401 K€ |
| 2004 | 5 107 033 K€ | 1 502 183 K€ | 77 303 K€ |

En 2004, les rémunérations ont représenté 4 786 839 K€ et les charges sociales 1 899 680 K€. La masse salariale du groupe (hors Faurecia) s'élève à 6 686 519 K€.

L'ASSOCIATION DU PERSONNEL AUX OBJECTIFS ET AUX RÉSULTATS DU GROUPE

Intéressement et participation

| (en millions d'euros) | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|---|------|------|------|------|------|
| Total France-Intéressement et participation (accord groupe) | 145 | 196 | 205 | 140 | 135 |
| Intéressement ou participation des autres filiales françaises | 6 | 7 | 7 | 10 | 10 |
| Intéressement des filiales étrangères | 23 | 29 | 33 | 22 | 21 |
| Total | 174 | 232 | 245 | 172 | 166 |

ÉPARGNE SALARIALE ET PRÉVOYANCE

Plans d'épargne (PEAG, PEE et PEP)

| | salariés du | Montant versé par les salariés du 01/01 au 31/12 (en millions d'euros) | | abondement brut 01 au 31/12 ions d'euros) | Nombre de salariés ayant effectué un versement du 01/01 au 31/12* | |
|--------------------|-------------|--|-------|---|---|---------|
| | 2003 | 2004 | 2003 | 2004 | 2003 | 2004 |
| Automobile | 36,29 | 96,82 | 13,92 | 12,55 | 35 611 | 122 681 |
| Banque PSA Finance | 1,7 | 1,57 | 0,41 | 0,41 0,34 | | 1320 |
| Gefco | 0,9 | 1,45 | 0,38 | 0,60 | 1 680 | 1225 |
| Autres activités | 0,42 | 0,3 | 0,17 | 0,12 | 452 | 106 |
| Total | 39,31 | 39,31 100,14 | | 13,61 | 38 357 | 125 332 |
| | 00,01 | | 14,88 | . 5,0 . | 22 001 | 120 |

^{*} Versement : intéressement, participation, versements volontaires.

Plan international d'épargne salariale

| | Nombre o | Nombre de participants | | | Abondement (en millions d'euros) | | |
|-----------------|----------|------------------------|------|----------|----------------------------------|-------|--|
| | 2003 | 2004 | 2003 | 2004 | 2003 | 2004 | |
| Grande-Bretagne | 1 540 | 1 629 | 1,4 | 2 ,01 | 0,45 | 0,65 | |
| Espagne | 1 555 | 2 136 | 0,9 | 0,69 | 0,34 | 0,25 | |
| Allemagne | 452 | 452 573 | | 0,4 0,56 | 0,13 | 0,18 | |
| Total | 3 547 | 3 547 4 338 | | | 0,92 | 1, 08 | |

RÉGIMES DE RETRAITES SUPPLÉMENTAIRES À COTISATIONS DÉFINIES

Retraites supplémentaires

| | du 01/0 | Montant des cotisations employeurs M du 01/01 au 31/12 (en milliers d'euros) | | sé par les salarié 01 au 31/12 <i>liers d'euros</i>) | Nombre de salariés concernés | | |
|--------------------|---------|--|--------|---|---------------------------------|--------|--|
| | 2003 | 2004 | 2003 | 2004 | 2003 | 2004 | |
| France | 21 027 | 23 839,4 | 10 498 | 11 908,2 | 43 655 | 42 760 | |
| Europe hors France | 5 754 | 11 976,1 | 2 314 | 3 522,2 | 2 095 | 9 255 | |
| Hors Europe | 151 | 151 286,1 26 932 36 101,6 | | 367,8 | 1 145 | 1 440 | |
| Total | 26 932 | | | 15 798,2 | 46 895 | 53 455 | |

De nouveaux régimes de retraite à cotisations définies ont été instaurés par le groupe, tant en France qu'en Espagne, au Royaume-Uni, en Allemagne, au Brésil et en Suisse, dès 2001.

Ils visent à compléter les régimes nationaux de sécurité sociale et anticipent la baisse prévisible des taux de remplacement.

Le développement durable Indicateurs sociaux

Des organisations orientées vers la compétitivité de l'entreprise avec des priorités données à la sécurité et aux conditions de travail des salariés

DE NOUVELLES ORGANISATIONS DE TRAVAIL NÉGOCIÉES POUR UNE FLEXIBILITÉ MAÎTRISÉE

Des durées du travail toujours inférieures ou égales aux durées légales et professionnelles

Le groupe PSA PEUGEOT CITROËN a appliqué en France les dispositions réglementaires relatives à la réduction du temps de travail, dès 1999.

Des dispositifs de réduction du temps de travail préservant et améliorant la compétitivité de l'entreprise ont également été mis en place dans les autres pays.

Dans tous les pays où le groupe est implanté, PSA PEUGEOT CITROËN pratique des durées de travail toujours inférieures ou égales aux durées légales et professionnelles.

Régimes horaires particuliers

| | | France Europe hors | | | rope hors Fr | rance Hors Europe | | | | Total | | | |
|--------------------|---------------------------------|--------------------|--------|--------|--------------|-------------------|-------|------|------|-------|--------|--------|--------|
| | | 2002 | 2003 | 2004 | 2002 | 2003 | 2004 | 2002 | 2003 | 2004 | 2002 | 2003 | 2004 |
| Automobile | Doublage (1) | 29 880 | 31 450 | 33 180 | 9 650 | 9 110 | 8 980 | 860 | 885 | 1 010 | 40 390 | 41 445 | 43 170 |
| Automobilo | Triplage ou nuit ⁽²⁾ | 16 270 | 15 390 | 16 115 | 4 800 | 3 865 | 3 450 | 10 | 50 | 40 | 21 080 | 19 305 | 19 605 |
| | Fin de semaine (3) | 3 690 | 2 290 | 2 670 | 1 230 | 1 620 | 925 | _ | 25 | 35 | 4 920 | 3 935 | 3 630 |
| Banque PSA Finance | Doublage | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ |
| | Triplage ou nuit | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ |
| | Fin de semaine | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ |
| Gefco | Doublage | 860 | 1 095 | 1300 | 120 | 145 | 240 | 20 | 10 | 45 | 1000 | 1 250 | 1 585 |
| | Triplage ou nuit | 170 | 195 | 110 | 360 | 385 | 310 | _ | _ | _ | 530 | 580 | 420 |
| | Fin de semaine | 10 | 5 | _ | 90 | 55 | 40 | _ | _ | _ | 100 | 60 | 40 |
| Autres activités | Doublage | 810 | 780 | 745 | _ | _ | _ | _ | _ | _ | 810 | 780 | 745 |
| | Triplage ou nuit | 20 | 30 | 15 | _ | _ | _ | _ | _ | _ | 20 | 30 | 15 |
| | Fin de semaine | - | 5 | _ | _ | - | _ | _ | _ | _ | _ | 5 | _ |
| Total | Doublage | 31 550 | 33 325 | 35 225 | 9 770 | 9 255 | 9 220 | 880 | 895 | 1 055 | 42 200 | 43 475 | 45 500 |
| | Triplage ou nuit | 16 460 | 15 615 | 16 240 | 5 160 | 4 250 | 3 760 | 10 | 50 | 40 | 21 630 | 19 915 | 20 040 |
| | Fin de semaine | 3 700 | 2 300 | 2 670 | 1 320 | 1 675 | 965 | _ | 25 | 35 | 5 020 | 4 000 | 3 670 |

⁽¹⁾ Doublage : travail en deux équipes.

Afin de satisfaire la demande commerciale, des régimes de travail adaptés ont été mis en place. Ces derniers concernent essentiellement les centres de production.

⁽²⁾ Triplage : travail en trois équipes.

⁽³⁾ Fin de semaine : horaires réduits de fin de semaine (ex : VSD...).

MIEUX CONCILIER VIE PROFESSIONNELLE ET VIE PERSONNELLE ET FAMILIALE

Effectifs inscrits en contrats à durée indéterminée à temps partiel

| | | Ho | | |
|-------------------------|--------|--------------------|-------------|-------|
| | France | Europe hors France | Hors Europe | Total |
| Automobile 2004 | 2 300 | 3 100 | _ | 5 400 |
| 2003 | 2 120 | 1 650 | 0 | 3 770 |
| 2002 | 2 190 | | 1 830 | |
| Banque PSA Finance 2004 | 45 | 220 | - | 265 |
| 2003 | 45 | 145 | 30 | 220 |
| 2002 | 30 | | 170 | |
| Gefco 2004 | 195 | 120 | 5 | 320 |
| 2003 | 95 | 130 | 0 | 225 |
| 2002 | 0 | | 140 | |
| Autres activités 2004 | 115 | 5 | - | 120 |
| 2003 | 70 | 120 | 0 | 190 |
| 2002 | 100 | | 0 | |
| Total 2004 | 2 655 | 3 445 | 5 | 6 105 |
| Total 2003 | 2 330 | 2 045 | 30 | 4 405 |
| Total 2002 | 2 320 | | 2 140 | 4 460 |

Un salarié à temps partiel est un salarié dont la durée normale de travail, calculée sur une base hebdomadaire ou en moyenne sur une période d'emploi pouvant aller jusqu'à un an, est inférieure à celle d'un travailleur à temps plein comparable.

En 2004, plus de 7 000* salariés travaillent à temps partiel dans le monde, répartis en plus de 51,3 % de femmes et 48,7 % d'hommes. Plus de 42 % des salariés à temps partiel travaillent à mi-temps.

Le nombre de salariés à temps partiel est en sensible progression en Europe.

À titre indicatif, Faurecia compte 915 salariés à temps partiel, non compris dans le tableau ci-dessus.

^{*} Y compris Faurecia.

A Le développement durable Indicateurs sociaux

AUTRES INDICATEURS RELATIFS À L'ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL

Heures supplémentaires

| | France | Europe hors France | Hors Europe | Total |
|-------------------------|-----------|--------------------|-------------|-----------|
| Automobile 2004 | 2 033 990 | 611 370 | 430 535 | 3 075 895 |
| 2003 | 1 123 195 | 249 450 | 56 550 | 1 429 195 |
| 2002 | 1 576 360 | 1 517 800 | 258 520 | 3 352 680 |
| Banque PSA Finance 2004 | 20 890 | 21 405 | - | 42 295 |
| 2003 | 1 575 | 1 665 | _ | 3 240 |
| 2002 | 1 920 | 16 760 | _ | 18 680 |
| Gefco 2004 | 374 920 | 82 695 | 30 700 | 488 315 |
| 2003 | 152 200 | 13 965 | 11 155 | 177 320 |
| 2002 | 338 640 | 35 790 | 15 000 | 389 430 |
| Autres activités 2004 | 12 595 | 160 | 2 060 | 14 815 |
| 2003 | 5 655 | 50 | 205 | 5 910 |
| 2002 | 25 780 | 100 | _ | 25 880 |
| Total 2004 | 2 442 395 | 715 630 | 463 295 | 3 621 320 |
| Total 2003 | 1 282 625 | 265 130 | 67 910 | 1 615 665 |
| Total 2002 | 1 942 700 | 1 570 450 | 273 520 | 3 786 670 |

Dans la plupart des pays, le temps de travail s'apprécie dans un cadre annualisé, voire pluriannuel.

Certaines heures figurant dans le tableau ci-dessus sont appelées communément H+ et naissent de l'application de la modulation (exemple : samedis travaillés ou allongements d'horaires). Elles sont compensées par des H- pour permettre, par exemple, des périodes de fermeture ou pour accoler des jours non travaillés à des congés ou des ponts.

Pour faire face à l'augmentation de l'activité, des solutions plus structurelles ont été retenues : mise en place d'équipes supplémentaires, organisation du "non stop" pour les congés.

Ainsi, les usines du groupe fonctionnent à 112 % de leur capacité de production par rapport au standard sur deux équipes.

Heures de chômage partiel

| | France | Europe hors France | Hors Europe | Total |
|-------------------------|---------|--------------------|-------------|-----------|
| Automobile 2004 | 25 | 137 070 | _ | 137 095 |
| 2003 | 746 200 | 53 755 | 479 005 | 1 278 960 |
| 2002 | 275 750 | _ | 802 350 | 1 078 100 |
| Banque PSA Finance 2004 | _ | _ | _ | - |
| 2003 | _ | _ | _ | - |
| 2002 | _ | 370 | _ | 370 |
| Gefco 2004 | 1 745 | 7 590 | _ | 9 335 |
| 2003 | _ | 560 | 550 | 1 110 |
| 2002 | _ | 670 | 7 800 | 8 470 |
| Autres activités 2004 | 265 | _ | _ | 265 |
| 2003 | _ | _ | _ | - |
| 2002 | 10 450 | _ | _ | 10 450 |
| Total 2004 | 2 035 | 144 660 | _ | 146 695 |
| Total 2003 | 746 200 | 54 315 | 479 555 | 1 280 070 |
| Total 2002 | 286 200 | 1 040 | 810 150 | 1 097 390 |

Les 146 695 heures chômées résultent des soldes annualisés, non compensés par les heures supplémentaires collectives effectuées dans l'année.

En France, le recours au chômage partiel a fortement diminué en particulier grâce aux accords signés avec les partenaires sociaux sur la modulation pluriannuelle du temps de travail.

Heures d'absences rémunérées hors congés

| | France | | Europe ho | ors France | Hors Europe | | To | otal |
|-------------------------|-----------|----------|------------|------------|-------------|----------|-----------|-----------|
| | Absences | Autres | Absences | Autres | Absences | Autres | Absences | Autres |
| | maladies | absences | maladies | absences | maladies | absences | maladies | absences |
| Automobile 2004 | 3 977 570 | 452 785 | 1 470 860 | 588 170 | 142 685 | 417 550 | 5 591 115 | 1 458 505 |
| Donnée 2003 | 4 31 | 7 035 | 2 099 | 9 020 | 11 | 1 770 | 6 52 | 7 825 |
| Donnée 2002 | 4 63 | 1 750 | 1 78 | 7 160 | 12 | 1 870 | 6 54 | 0 780 |
| Banque PSA finance 2004 | 36 105 | 34 405 | 49 585 | 17 145 | 235 | 10 | 85 925 | 51 560 |
| Donnée 2003 | 88 | 360 | 68 670 510 | | 510 | 157 540 | | |
| Donnée 2002 | 85 | 080 | 48 100 | | _ | | 133 180 | |
| Gefco 2004 | 236 945 | 63 920 | 177 030 | 57 815 | 1 555 | 235 | 415 530 | 121 970 |
| Donnée 2003 | 302 | 2 790 | 123 | 930 | 4 | 175 | 430 | 895 |
| Donnée 2002 | 238 | 3 540 | 80 | 020 | 1 | 630 | 320 | 190 |
| Autres activités 2004 | 123 980 | 10 965 | 3 780 | 8 025 | 560 | 120 | 128 320 | 19 110 |
| Donnée 2003 | 146 450 | | 6 335 | | 3 285 | | 156 070 | |
| Donnée 2002 | 140 390 | | 1 1 | 10 | - 14 | | 500 | |
| Total 2004 | 4 374 600 | 562 075 | 1 701 255 | 671 155 | 145 035 | 417 915 | 6 220 890 | 1 651 145 |
| Total 2003 | 4 854 635 | | 2 29 | 7 955 | 11 | 9 740 | 7 27 | 2 330 |
| Total 2002 | 5 09 | 5 760 | 1 910 | 390 | 12 | 3 500 | 7 13 | 5 650 |

Ces chiffres correspondent au cumul des absences liées à la maladie et aux accidents du travail et de trajet. Sur un peu plus de 270 millions d'heures travaillées, l'absentéisme global hors congés s'établit autour de 2,9 %.

Le développement durable Indicateurs sociaux

LA SOUS-TRAITANCE

Les achats du groupe PSA PEUGEOT CITROËN portent principalement sur les pièces automobiles, tant pour les usines mécaniques que pour les usines terminales.

Ces achats représentent environ 70 % du prix de revient de fabrication de nos véhicules, réalisés auprès de 850 fournisseurs. Pour le reste, il s'agit d'achats de biens d'équipements et de services.

Les conditions générales d'achats du groupe PSA PEUGEOT CITROËN respectent totalement les principes du développement durable.

Il est notamment demandé aux fournisseurs d'appliquer dans leurs domaines des lois et règlements en vigueur dans tous les pays, les meilleurs standards en matière environnementale ainsi que les conventions internationales de l'Organisation Internationale du Travail.

Sont particulièrement visées celles relatives à la protection des travailleurs, à l'interdiction du travail forcé et du travail des enfants, les règles relatives à la santé et à la sécurité au travail, ainsi que la préservation des droits des salariés.

La sécurité au travail : une priorité absolue dans tous les pays

ACCIDENTS DU TRAVAIL AVEC ARRÊT

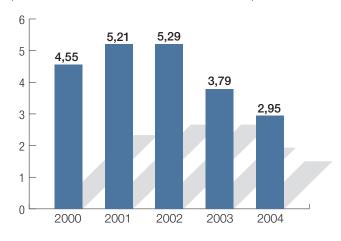
Le taux de fréquence des accidents avec arrêt du groupe (branche automobile monde, hors filiales commerciales) est de 2,95 à fin 2004. L'objectif annuel de 3,4 a donc été atteint et dépassé. Ce résultat correspond à une amélioration de 23 % par rapport à 2003, en continuité avec celle de 28 % de 2003 par rapport à 2002

Les résultats progressent en France et à l'international :

- au Brésil, l'usine de Porto Real, avec un taux de fréquence de (1,67), se situe au meilleur niveau des établissements industriels du groupe dans le monde, et parmi les meilleurs constructeurs automobiles du Brésil;
- en Argentine, le taux de fréquence de l'usine de Buenos Aires a été divisé par deux en 2004.

Taux de fréquence des accidents avec arrêt

(Périmètre division automobile monde hors filiales commerciales)



* Taux de fréquence : nombre d'accidents de travail/nombre d'heures travaillées x 1 million.

Le taux de gravité (nombre de jours d'arrêts consécutifs à un accident de travail/nombre d'heures travaillées) s'établit à 0,22 en cumul à fin 2004 contre 0,28 en 2003 et 0,35 en 2002.

DONNER AUX PERSONNES HANDICAPÉES TOUTE LEUR PLACE DANS LE MONDE DU TRAVAIL

Personnels handicapés

| | | Hors France | | | | | |
|-------------------------|--------|--------------------|-------------|-------|--|--|--|
| | France | Europe hors France | Hors Europe | Total | | | |
| Automobile 2004 | 5 760 | 710 | 5 | 6 475 | | | |
| 2003 | 6 010 | 415 | 5 | 6 430 | | | |
| 2002 | 4 550 | 5 | 5 070 | | | | |
| Banque PSA Finance 2004 | 0 | 15 | 0 | 15 | | | |
| 2003 | 5 | 10 | 0 | 15 | | | |
| 2002 | 5 | | 10 | | | | |
| Gefco 2004 | 115 | 40 | 0 | 155 | | | |
| 2003 | 70 | 40 | 0 | 110 | | | |
| 2002 | 80 | , | 40 | 120 | | | |
| Autres activités 2004 | 15 | 0 | 0 | 15 | | | |
| 2003 | 5 | 0 | 0 | 5 | | | |
| 2002 | 90 | | 0 | 90 | | | |
| Total 2004 | 5 890 | 765 | 5 | 6 660 | | | |
| Total 2003 | 6 090 | 465 | 5 | 6 560 | | | |
| Total 2002 | 4 725 | 5 | 570 | 5 295 | | | |

Dans le monde, le groupe emploie directement 6 660 salariés handicapés.

La notion de salarié handicapé est définie par les différentes législations locales. En France, pour le périmètre de la division automobile hors filiales commerciales, le niveau d'emploi de personnes handicapées complété par des contrats de sous-traitance avec le secteur protégé place l'entreprise à un taux d'emploi de près de 10 %, bien au-delà du taux incitatif de 6 %.

Préserver l'environnement et les ressources naturelles

PSA PEUGEOT CITROËN s'est fixé une politique environnementale ambitieuse. Fondée sur les principes du développement durable, cette politique s'inscrit dans la stratégie industrielle du groupe.

Elle concerne non seulement les véhicules, qu'il faut tendre à intégrer harmonieusement à l'environnement, mais aussi les sites industriels. Le groupe a en effet pour objectif de protéger l'environnement et de préserver la qualité de vie du voisinage de ses sites.

Les voitures et l'environnement

PSA PEUGEOT CITROËN est convaincu de la nécessité d'une meilleure insertion de l'automobile au sein de l'environnement. Le groupe s'est ainsi engagé dans la lutte pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Pour ce faire, PSA PEUGEOT CITROËN travaille sans cesse sur la mise au point de nouvelles technologies visant à réduire les émissions de ses véhicules. Ces technologies doivent pouvoir être appliquées sur des voitures de grande diffusion, puisque dans le domaine des émissions de CO₂, seul le nombre de voitures vendues permet d'avoir un impact réel. Le groupe a également manifesté son engagement pour l'utilisation des biocarburants et pour la conception de véhicules hautement recyclables. Il est aussi impliqué dans des projets de mécénats écologiques.

UN DÉFI PERMANENT : LUTTER CONTRE L'EFFET DE SERRE

Suite aux efforts réalisés sur la réduction des émissions de polluants et aux résultats obtenus, PSA PEUGEOT CITROËN s'est fixé à présent comme objectif prioritaire la réduction des émissions de ${\rm CO_2}$ pour les véhicules de ses deux marques, Peugeot et Citroën.

Le groupe a donc développé des nouvelles technologies pour les moteurs essence mais surtout pour le diesel, puisqu'à performance égale, ce dernier consomme moins.

La seconde génération de diesels, nommée HDi (injection directe diesel "common rail"), et lancée par PSA PEUGEOT CITROËN permet ainsi de diminuer les émissions de ${\rm CO}_2$ de 20 % par rapport à un diesel à injection conventionnelle, et de 30 % par rapport à un véhicule à essence. Ces moteurs, au-delà de leurs avantages environnementaux, ont atteint un niveau exceptionnel de plaisir de conduite, et figurent désormais parmi les plus plébiscités en Europe. En 2004, le taux de diésélisation du marché européen a atteint 48 %.

En 2004, PSA PEUGEOT CITROËN a produit 1,53 million de voitures équipées de moteurs diesels HDi "common rail", et depuis 1998, le groupe en a produit plus de 6 millions.

Le groupe a par ailleurs poursuivi la stratégie de "downsizing" qui consiste à obtenir avec des moteurs de cylindrée plus réduite, et donc consommant moins, des performances équivalentes à celles des anciens moteurs. Ainsi, la politique de downsizing permet-elle une réduction des consommations de 10 % tout en

conservant le couple et la puissance. Le groupe a commercialisé plus de $330\,000\,\text{v}$ éhicules émettant moins de $120\,\text{g}$ de CO_2 par km parcouru en 2004, et plus de $800\,000\,\text{v}$ éhicules de ce type au cumul.

LE STOP AND START, LA RÉDUCTION DES CONSOMMATIONS ET DES ÉMISSIONS DE CO₂ POUR TOUS

Dans le domaine de l'environnement, la politique du groupe est très pragmatique. Elle part du constat que le véritable véhicule hybride doté de deux motorisations et capable de fonctionner en mode ZEV (véhicule zéro émission), n'est pas aujourd'hui diffusable en grande série compte tenu de son coût.

Avec le Stop and Start, l'objectif du groupe PSA PEUGEOT CITROËN est de proposer une solution dotée du meilleur rapport coût/efficacité possible, et disponible rapidement.

Il s'agit par l'adjonction d'une machine électrique de faible puissance de permettre au moteur de s'arrêter automatiquement dès que le véhicule est à l'arrêt et au point mort — par exemple devant un feu rouge ou dans des encombrements — et de redémarrer instantanément et sans bruit à la première sollicitation du conducteur. Ce système procure un gain de 5 à 8 % de consommation et donc d'émissions de CO₂ sur cycle mixte européen et jusqu'à 15 % en circulation très dense. Cette technologie s'avère particulièrement efficace lorsqu'elle est associée à des motorisations qui ont déjà fait l'objet d'un downsizing car elle augmente ainsi l'effet recherché de baisse de la consommation.

En outre, et toujours dans le domaine de la protection de l'environnement, un gain très significatif en bruit est également obtenu. Des essais menés en région parisienne ont révélé que les voitures étaient à l'arrêt pendant 35 % du temps de roulage, un chiffre qui plaide en faveur du déploiement du Stop and Start.

L'introduction progressive à partir de 2004/2005 de véhicules équipés de Stop and Start dans l'offre commerciale du groupe, constitue une première sur le marché européen pour cette technologie émergente. Plusieurs milliers de véhicules du groupe devraient être équipés avant la fin 2006. Pour l'avenir, le groupe fonde sa confiance dans le développement de cette technique sur le confort de conduite et l'économie de consommation qu'elle apporte, notamment en ville. Une forte accélération est donc attendue, surtout à partir de 2008.

AMÉLIORER LA OUALITÉ DE L'AIR

En trente ans, les émissions de véhicules neufs ont été divisées par vingt. Ultime chaînon de la dépollution, le filtre à particules vient renforcer les performances écologiques de la motorisation diesel. Inventé par PSA PEUGEOT CITROËN, la technologie du filtre à particules démontre clairement la volonté du groupe de contribuer à l'amélioration de la qualité de l'air en milieu urbain. Le filtre à particules est un système de post-traitement qui élimine les émissions particulaires. Il est désormais proposé sur les Peugeot 206, 307, 407, 607, 807 et les Citroën C4, Xsara Picasso, C5, C8, et il équipera les futurs modèles du groupe.

Depuis son lancement en mai 2000, le filtre à particules a connu un essor important : il a déjà équipé plus d'un million de véhicules à moteur diesel.

Le groupe commercialise déjà sa troisième génération de filtre à particules : le filtre sans entretien. Ce filtre, bénéficiant d'une architecture totalement nouvelle, dite Octosquare, a été commercialisé pour la première fois en 2004 et sera déployé sur l'ensemble de la gamme à fin 2005.

Ce filtre à particules a reçu de nombreux prix depuis son lancement :

- Prix Paul Pitsch du magazine AMS, Allemagne.
- Prix de l'environnement par le magazine Quattroruote, Italie.
- Prix ARBÖ par l'Automobile Club, Autriche.
- Prix de l'environnement par l'Automobile Club, Angleterre.
- Grand Prix Equip'Auto, France.

PROMOUVOIR LES BIOCARBURANTS

Une meilleure maîtrise des émissions de ${\rm CO_2}$ par les véhicules automobiles passe aussi par la recherche d'énergies alternatives et de nouveaux modes de propulsion.

Pionnier en la matière, PSA PEUGEOT CITROËN s'est fortement impliqué dans la promotion des biocarburants susceptibles d'être utilisés dans les moteurs essence ou diesel : les biodiesels, constitués d'EMHV (Esters Méthyliques d'Huiles Végétales) sont incorporés en mélange au gazole ; en mélange avec l'essence, le biocarburant est l'éthanol ou son dérivé l'ETBE (Éthyl Tertio Butyl Éther).

Les biocarburants sont issus de céréales, de la betterave (pour l'éthanol et son dérivé l'ETBE) ou des plantes oléagineuses comme le colza ou le soja (pour le diester). Ils représentent une opportunité considérable pour limiter les émissions de gaz à effet de serre. En effet, les plantes dont sont issus les biocarburants piègent le CO₂ atmosphérique par photosynthèse pour leur croissance. L'adjonction de biocarburants dans les hydrocarbures fossiles apporte un gain net en matière d'émission de CO₂. Le groupe estime que 1 000 litres de diesel remplacés par des biocarburants permettent une réduction de 2,5 tonnes des émissions de CO₂. Les biocarburants limitent également les émissions de certains polluants, comme les particules, qui sont réduites de 20 à 30 % avec du Diester 30.

Le groupe encourage l'utilisation des biocarburants, qui est possible dans des proportions importantes sans modifications techniques pour tous les véhicules Peugeot et Citroën. Le groupe utilise ainsi du Diester 30 (30 % d'EMHV pour 70 % de gazole), pour ses flottes internes.

PSA PEUGEOT CITROËN soutient également le développement des biocarburants en validant les différentes utilisations qui peuvent être envisagées dans le cadre de politiques énergétiques locales. Il apporte régulièrement son témoignage de constructeur automobile dans les débats techniques, économiques et politiques que suscitent les biocarburants.

Le groupe est ainsi membre associé de l'association "Partenaires Diester", anciennement Club des Villes Diester, qui a trois objectifs principaux :

- Constituer un réseau d'échanges d'informations autour de l'utilisation du Diester à des taux supérieurs au taux banalisé de 5 % (principalement au taux de 30 %).
- Promouvoir le Diester, ses qualités techniques et ses avantages écologiques, auprès de tous les gestionnaires de flottes captives.
- Assurer un rôle d'interlocuteur privilégié auprès des pouvoirs publics français et européens.

Toujours dans le domaine des biocarburants, PSA PEUGEOT CITROËN a engagé une expérimentation avec le Ladétel, un laboratoire brésilien de développement des technologies propres, spécialisé dans les biocarburants. Le but : mesurer les performances du biodiesel B30, constitué à base d'ester éthylique d'huile végétale, 100 % renouvelable. Le groupe a ainsi fourni deux véhicules, une Peugeot 206 1,9 l diesel et une Xsara Picasso 2,0 l HDi, pour réaliser des tests d'endurance sur plus de 100 000 km et des tests sur bancs moteurs. Les premiers résultats présentés en septembre 2004 sont très encourageants et montrent une réelle réduction nette des émissions de CO₂.

L'ÉCO-CONCEPTION POUR UN MEILLEUR RECYCLAGE

PSA PEUGEOT CITROËN prend en compte dès la conception de ses véhicules leur recyclage. C'est l'éco-conception. Il s'agit par exemple d'utiliser des nouveaux matériaux, connus pour leur aptitude au recyclage ou à la valorisation, et à en limiter la diversité afin de faciliter le tri post-broyage.

Les critères de sélection des matériaux entrant dans la composition des véhicules sont de plus en plus stricts. Les plus récents comprennent :

- L'utilisation d'une seule famille de plastique par grande fonction afin de pouvoir recycler l'intégralité d'un sous-ensemble, sans démontage préalable des différentes pièces.
- La réduction de la diversité des matières plastiques dans les véhicules afin d'optimiser le fonctionnement et la rentabilité des filières de récupération spécifiques.
- Le marquage normalisé de toutes les pièces plastiques afin de pouvoir en assurer l'identification, le tri et la traçabilité.
- L'utilisation de matières recyclées.

Le groupe applique chacun de ces critères, et respecte également les directives européennes. Depuis 2002, PSA PEUGEOT CITROËN a mobilisé plus de 800 de ses fournisseurs, afin qu'ils s'engagent à produire une attestation de conformité pour l'ensemble de leurs approvisionnements, ou un certificat de conformité pour chaque pièce fournie dans le cadre des projets de futurs véhicules. Les pièces ainsi fournies sont conformes à la réglementation.

Les nouveaux modèles commercialisés par le groupe sont réutilisables et valorisables au moins à 95 % de leur poids moyen, selon la norme ISO en vigueur et nos propres calculs.

Les usines de la division automobile et l'environnement

UNE ORGANISATION ET DES PRINCIPES FORTS

Sur le plan industriel le groupe est engagé dans une politique d'environnement volontariste, visant à ce que l'activité de chaque site industriel garantisse pour le voisinage la protection des milieux naturels et la qualité de vie. Pour maintenir et amplifier les efforts de réduction des émissions, la stratégie industrielle du groupe intègre la protection de l'environnement dans une perspective d'amélioration continue, fondée sur une organisation rigoureuse, l'allocation de moyens financiers significatifs et un outil de reporting efficace dénommé "Observatoire de l'environnement industriel" (OEI). C'est ainsi que le groupe intervient efficacement sur les aspects environnementaux les plus significatifs de ses activités. Cette politique est mondiale.

Au niveau central, la Direction de la Prévention et de la Gestion des Risques comporte un département consacré à l'environnement, qui anime et coordonne l'action générale et dispose d'un budget d'investissement spécifique. Sur chaque site, un responsable de l'environnement s'appuie sur une structure ad hoc et sur des correspondants désignés dans chaque atelier de l'établissement. La direction technique dispose également de spécialistes en environnement qui viennent en assistance des usines, notamment lors des projets industriels. En 2004, ce sont ainsi environ 500 personnes qui se sont impliquées dans la gestion de l'environnement industriel du groupe.

UNE POLITIQUE DE CERTIFICATION ACTIVE

Un système de management environnemental est en place sur tous les sites de production du groupe. Il est fondé sur la norme ISO 14001. Cette norme est un standard de management et d'organisation reconnu internationalement. Elle vise à exprimer une politique environnementale, décrire les procédures suivies pour sa mise en œuvre, garantir la conformité réglementaire et tendre vers l'amélioration continue, principe de base de la bonne gestion de l'environnement.

Dans le cadre de la démarche ISO 14001, chaque membre du personnel reçoit une formation ou une sensibilisation à l'environnement adaptée à sa fonction et à son activité. Cette politique vaut aussi pour les stagiaires, les intérimaires et les personnels sous contrats à durée déterminée qui bénéficient d'une sensibilisation à la prise en compte de l'environnement au cours de leur parcours d'intégration.

Dans la division automobile, un nouveau site a été certifié au cours de l'année 2004. Elle comporte ainsi aujourd'hui 23 sites certifiés ISO 14001.

Dans le cadre de cette certification, les sites développent une communication transparente avec leur environnement. Cela concerne d'abord les pouvoirs publics, tenus informés des résultats recueillis dans le cadre de l'autosurveillance des sites. Cela concerne aussi le dialogue avec les riverains des sites : toutes les demandes d'information sont systématiquement prises en compte et débouchent, si nécessaire, sur des actions correctrices.

RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DE GAZ DANS L'ATMOSPHÈRE

La maîtrise des émissions de composés organiques volatils

Les émissions de composés organiques volatils (COV) par les usines de production automobile s'établissent, en France, à un niveau inférieur à 1 % du total des émissions de ces composés, toutes sources anthropiques confondues.

La politique du groupe en la matière est volontariste et se décline selon trois axes :

- 1. Optimiser les ateliers :
- En réduisant, la consommation de peintures, et donc de solvants, par la mise en œuvre de matériel à meilleur rendement d'application.
- En choisissant des peintures à teneurs en solvants réduites.
- En recyclant les solvants usés.
- 2. Mettre en œuvre des technologies propres (peintures hydrodiluables, apprêts poudre) dans les nouveaux ateliers.
- 3. Installer des équipements de traitement de l'air par incinération des COV.

Ainsi en France, les émissions de COV des ateliers de peinture du groupe s'élevaient selon les sites entre 10 et 13 kg par véhicule en 1988 ; en 2004, la moyenne est tombée à 4,78 kg par véhicule. Pour l'ensemble des usines du groupe dans le monde, l'émission est de 5,34 kg de COV émis par véhicule.

En poursuivant la mise en œuvre systématique des meilleures solutions technicoéconomiques, le groupe continue à améliorer ses performances et devrait dans les prochaines années franchir à la baisse le seuil de 5 kg/véhicule pour tendre à terme vers 4 kg.

En tout état de cause, les limites fixées pour 2007 par la Directive européenne sur la réduction des émissions de COV seront respectées.

Les autres polluants réglementés sont en baisse

La substitution progressive des combustibles fortement soufrés par des combustibles à moindre teneur en soufre a permis de diviser par six les émissions de dioxyde de soufre (SO_2) des installations de combustion du groupe à l'échelle mondiale depuis 1995.

Cette baisse va se poursuivre dans les prochaines années.

Les données fournies par l'Observatoire de l'Environnement Industriel mis en place par le groupe pour enregistrer les résultats environnementaux de ses sites attestent d'une réduction des émissions d'oxydes d'azote (NOx) de 15 % à l'échelle mondiale depuis 1995.

MAÎTRISER LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE

L'utilisation d'énergie est au cœur même des process industriels de la construction d'automobiles (fonderie, refroidissement d'outils, cuisson des peintures, traitement thermique...). Le groupe s'attache à développer des plans d'actions pour réduire la consommation d'énergie sur l'ensemble de ses sites de production. Parmi les initiatives les plus remarquables ces dernières années figure la cogénération mise en place sur trois sites du groupe.

Participation au système d'échange de quotas de CO₂

Les modalités de transposition de la directive européenne relative au système de quotas d'émissions de gaz à effet de serre, retenues pour la période 2005 à 2007, conduisent à la prise en compte de sept établissements en France, et un en Angleterre pour le CO_2 de leurs installations de combustion de puissance supérieure à 20 MW.

Le calcul des affectations de quotas pour la première période du système est fondé sur les données historiques (1996-2002).

Depuis 1996, malgré une croissance forte de l'activité mesurée en véhicules produits sur les sites considérés, l'émission totale de CO₂ a été contenue et a même baissé de manière significative en ce qui concerne les installations de puissance supérieure à 20 MW.

Cette maîtrise des émissions de CO₂ est le résultat des actions de réduction des consommations d'énergie fossiles réalisées depuis 1990. La diminution des émissions des chaudières sur les sites considérés est de l'ordre de 40 % depuis 1996.

RÉDUIRE LA CONSOMMATION ET LES REJETS DANS L'EAU

Économiser l'eau est un objectif majeur pour chaque site industriel. La généralisation du comptage et l'affichage des modes opératoires les plus économes sont la règle commune.

Cette politique a permis, entre 1995 et 2004, de réduire de près de 45 % la consommation d'eau par véhicule produit.

Chaque site est raccordé au réseau public de traitement des eaux usées ou équipé en interne d'une filière complète d'épuration, et suit également la qualité de ses rejets à partir d'indicateurs, définis au cas par cas, permettant d'estimer, notamment, les flux de matières en suspension (MES) et la demande chimique en oxygène (DCO) émise dans le milieu naturel.

Entre 1995 et 2004, les résultats des usines dans le monde entier exprimés en flux journaliers bruts de MES et DCO ont été réduits respectivement de 28 % et de 14 %. Les risques de pollution par eutrophisation et par acidification sont négligeables compte tenu des caractéristiques des effluents des sites automobiles du groupe.

RÉDUIRE ET VALORISER AU MIEUX LES DÉCHETS DES SITES DE PRODUCTION AUTOMOBILE

La politique mise en œuvre par le groupe depuis plus de dix ans pour réduire, valoriser, récupérer et recycler les déchets a permis d'atteindre en 2004 un taux de valorisation des déchets de la production automobile de 80 % à l'échelle mondiale (hors déchets métalliques qui sont recyclés à près de 100 %).

Les moyens mis en place ont permis d'augmenter considérablement la récupération, le recyclage, la valorisation des déchets au cours de la dernière décennie entraînant une diminution spectaculaire des quantités de déchets mis en décharge en France : de l'ordre de 66 % en 1989, leur pourcentage est descendu à 11 % en 2004.

Les déchets métalliques (tôles, copeaux...) sont récupérés en quasi-totalité et trouvent des débouchés naturels en sidérurgie ou dans les fonderies. La gestion de ces sous-produits qui représentent quelque 710 000 tonnes/an, revêt donc un intérêt à la fois environnemental, mais aussi économique.

En tenant compte de ces déchets métalliques, le taux de valorisation global des déchets industriels du groupe est de l'ordre de 93 %.

En 2004, les fonderies de ferreux du groupe ont absorbé directement une part importante de ces sous-produits (100 000 tonnes). Indirectement, elles ont également recyclé environ 170 000 tonnes de sous-produits ferreux achetés à l'extérieur du groupe.

CONNAÎTRE LES SOLS POUR MIEUX LES PROTÉGER

Le groupe s'attache à connaître les pollutions anciennes qui peuvent être présentes dans les sols de ses sites.

Soit à l'instigation des pouvoirs publics, ou de sa propre initiative, le groupe a procédé à une étude de pollution des sols sur de nombreux sites, conformément à la procédure conçue par le Bureau de Recherche Géologique et Minière.

Après des investigations poussées, les experts ont conclu que les sites étudiés appartenaient à la catégorie pour laquelle une autosurveillance est nécessaire. Au cas par cas des sites, ces analyses sont complétées de quelques actions ponctuelles de dépollution ou mesures de prévention.

Le groupe poursuit une politique rigoureuse de prévention de la pollution des sols, notamment en dotant les stockages de produits liquides de dispositifs de rétention.

Les autres divisions et l'environnement

Faurecia

Les établissements de Faurecia mettent en place progressivement des systèmes de management environnementaux basés sur la norme ISO 14001. 73 établissements se sont dotés au cours de l'année 2004 de tels systèmes, certifiés par un organisme tiers à la norme ISO 14001, alors qu'ils n'étaient que 50 en 2003 et 37 en 2000.

Par ailleurs, Faurecia progresse dans son mode de reporting. L'impact environnemental des activités est évalué depuis fin 2003 grâce à une enquête semestrielle, réalisée dans l'ensemble des établissements à travers le monde. D'exercice en exercice les résultats s'affinent. Pour l'exercice de décembre 2004, le taux de réponse de cette enquête a dépassé pour la première fois les 90 %.

Gefco

Pour contribuer à la protection de l'environnement et à la réduction des émissions de "gaz à effet de serre" (CO₂), Gefco a intensifié en 2004 l'optimisation de ses schémas de transport.

Le rééquilibrage entre l'activité transport (+ 3,9 %) et l'activité logistique (+ 8,7 %) s'est poursuivi. Le taux de remplissage des lignes routières s'est amélioré en 2004 : le tonnage kilomètre transporté a crû de 5,5 % quand les capacités utilisées n'augmentaient que de 1,2 %, tous transports confondus.

Concernant le maritime, Gefco développe le cabotage tout autour de l'Europe et en Méditerranée, contribuant ainsi à limiter la croissance du transport par voie terrestre.

Sur le plan ferroviaire, Gefco a investi en 2004 dans 245 nouveaux wagons, ce qui va porter à 4 245 wagons le parc Gefco, deuxième parc européen privé, et permet de réduire le trafic routier pour la livraison des voitures.

Enfin, l'activité "emballages durables" consistant à offrir aux clients un conditionnement par bacs plastique réutilisables, de préférence aux cartons perdus, a augmenté de 25 % en 2004.

Indicateurs environnementaux Consommations et émissions voitures

Cette liste ne vise pas l'exhaustivité. Deux critères de sélection ont été retenus : les meilleures ventes ; les performances environnementales.

Pour chaque modèle, la version essence et la version diesel la plus performante en termes d'émissions de CO₂ et de consommation de carburant sont représentées dans ce tableau.

En caractère gras, apparaissent les modèles les plus vendus, en version essence et en version diesel.

Dans un certain nombre de cas (206 diesel, C2 essence et diesel, C3 diesel, 407 essence, C5 diesel, Berlingo essence et diesel, Partner essence et diesel, C8 essence), les modèles les plus vendus sont aussi les plus sobres.

PEUGEOT

| | | | | | Consommations | 3 | | |
|--------------------|---------|-----------|-----------|------------|---------------|------------|----------|-------|
| | Énergie | Cylindrée | Puissance | Urbaine | Route | Mixte | CO_2 | Bruit |
| | E/D | (cm³) | (kW) | (I/100 km) | (I/100 km) | (I/100 km) | (g/km) | (dBa) |
| Peugeot 206 | | | | | | | | |
| 1,11 | Е | 1 124 | 44,1 | 8,2 | 5,0 | 6,2 | 148 g/km | 73,5 |
| 1,41 | E | 1 360 | 55 | 8,4 | 5,0 | 6,3 | 149 g/km | 71,7 |
| 1,4 HDi | D | 1 398 | 50 | 5,5 | 3,6 | 4,3 | 113 g/km | 71 |
| Peugeot 307 | | | | | | | | |
| 1,4l | Е | 1 360 | 55 | 8,7 | 5,5 | 6,7 | 159 g/km | 71,7 |
| 1,6l 16V | E | 1 587 | 80 | 9,5 | 5,8 | 7,2 | 169 g/km | 72,4 |
| 1,4 HDi | D | 1 398 | 50 | 5,5 | 4,0 | 4,5 | 120 g/km | 71,8 |
| 2,0 HDi 90 ch | D | 1 997 | 66 | 6,9 | 4,3 | 5,2 | 138 g/km | 72,8 |
| Peugeot 407 | | | | | | | | |
| 1,81 | E | 1 749 | 85 | 11,3 | 6,0 | 7,9 | 187 g/km | 73,7 |
| 1,6 HDi | D | 1 560 | 80 | 7,0 | 4,6 | 5,5 | 145 g/km | 73,5 |
| 2,0 HDi | D | 1 997 | 100 | 7,7 | 4,9 | 5,9 | 155 g/km | 72,9 |
| Peugeot 607 | | | | | | | | |
| 2,21 | Е | 2 230 | 116 | 12,7 | 7,2 | 9,2 | 219 g/km | 73,6 |
| 3,01 V6 BVA | E | 2 946 | 152 | 14,4 | 7,8 | 10,2 | 245 g/km | 72,9 |
| 2,0 HDi | D | 1 997 | 79 | 8,0 | 4,8 | 6,0 | 160 g/km | 73,7 |
| 2,2 HDi FAP | D | 2 179 | 98 | 8,8 | 5,4 | 6,6 | 177 g/km | 72,7 |
| Peugeot 807 | | | | | | | | |
| 2,01 | Е | 1 997 | 100 | 12,3 | 7,3 | 9,1 | 218 g/km | 71,5 |
| 2,21 | E | 2 230 | 116 | 12,9 | 7,8 | 9,7 | 231 g/km | 72,8 |
| 2,0 HDi | D | 1 997 | 80 | 9,2 | 5,9 | 7,0 | 186 g/km | 72,9 |
| 2,2 HDi FAP | D | 2 179 | 94 | 10,1 | 5,9 | 7,4 | 199 g/km | 73,1 |
| Partner Combispace | | | | | | | | |
| 1,61 | Е | 1 587 | 80 | 9,5 | 6,2 | 7,4 | 175 g/km | 71,2 |
| 2,0 HDi | D | 1 997 | 66 | 7,3 | 5,0 | 5,8 | 154 g/km | 71,2 |

En gras : véhicule le plus vendu de sa catégorie (version essence, version diesel).

En maigre : véhicule émettant le moins de CO₂ dans sa catégorie (version essence, version diesel).

 $[\]ensuremath{^{\star}}$: Une seule version diesel disponible.

CITROËN

| | | | | | Consommations | } | | |
|-----------------------|---------|-----------|-----------|------------|---------------|------------|----------|-------|
| | Énergie | Cylindrée | Puissance | Urbaine | Route | Mixte | CO_2 | Bruit |
| | E/D | (cm³) | (kW) | (I/100 km) | (I/100 km) | (I/100 km) | (g/km) | (dBa) |
| Citroën C2 | | | | | | | | |
| 1,1 | E | 1 124 | 44,1 | 7,6 | 4,9 | 5,9 | 141 g/km | 70,8 |
| HDi 70 | D | 1 398 | 50 | 5,3 | 3,6 | 4,2 | 108 g/km | 71,9 |
| Citroën C3 | | | | | | | | |
| Stop&Start | Е | 1 360 | 65 | 6,9 | 4,9 | 5,7 | 135 g/km | 70,8 |
| 1,4i | E | 1 360 | 54 | 8,2 | 4,9 | 6,1 | 145 g/km | 71,8 |
| HDi 70 | D | 1 398 | 50 | 5,1 | 3,7 | 4,2 | 109 g/km | 71,9 |
| Citroën C3 Pluriel | | | | | | | | |
| 1,4i | Е | 1 360 | 54 | 8,9 | 5,5 | 6,8 | 163 g/km | 73,8 |
| HDi 70 | D | 1 398 | 50 | 5,5 | 4,0 | 4,5 | 120 g/km | 72,6 |
| Citroën Berlingo | | | | | | | | |
| 1,6i 16V | Е | 1 587 | 80 | 9,5 | 6,2 | 7,4 | 175 g/km | 71,2 |
| HDi 90 | D | 1 997 | 66 | 7,2 | 4,9 | 5,7 | 152 g/km | 72,2 |
| Citroën C4 | | | | | | | | |
| 1,4i 16V | Е | 1 360 | 60 | 8,7 | 5,2 | 6,4 | 153 g/km | 71,6 |
| 1,6i 16V | Е | 1 587 | 80 | 10,6 | 5,8 | 7,6 | 180 g/km | 73,5 |
| HDi 92 | D | 1 560 | 66 | 5,9 | 4,1 | 4,7 | 125 g/km | 72,6 |
| HDi 110 | D | 1 560 | 80 | 6,0 | 4,0 | 4,7 | 125 g/km | 73,4 |
| Citroën Xsara Break | | | | | | | | |
| 1,6i 16V | Е | 1 587 | 80 | 9,3 | 5,5 | 6,9 | 160 g/km | 73,5 |
| HDi 90 | D | 1 997 | 66 | 7,5 | 4,3 | 5,5 | 144 g/km | 72 |
| Citroën Xsara Picasso | | | | | | | | |
| 1,6i | Е | 1 587 | 70 | 10,0 | 6,1 | 7,5 | 178 g/km | 74 |
| 1,8i 16V | Е | 1 749 | 85 | 10,7 | 6,0 | 7,7 | 184 g/km | 74 |
| HDi 90 | D | 1 997 | 66 | 7,0 | 4,6 | 5,5 | 147 g/km | 72 |
| HDi 110 | D | 1 560 | 80 | 6,3 | 4,1 | 4,9 | 131 g/km | 72 |
| Citroën C5 | | | | | | | | |
| 1,8i 16V | Е | 1 749 | 85 | 11,3 | 6,0 | 7,9 | 187 g/km | 72,7 |
| 2,0i 16V | Е | 1 997 | 103 | 11,1 | 6,3 | 8,0 | 190 g/km | 71,2 |
| HDi 110 | D | 1 560 | 80 | 6,8 | 4,5 | 5,4 | 142 g/km | 73,2 |
| Citroën C8 | | · | | | | | | |
| 2,0i 16V | E | 1 997 | 100 | 12,3 | 7,3 | 9,1 | 218 g/km | 71,5 |
| HDi 16V 109 FAP | D | 1 997 | 79 | 9,4 | 5,9 | 7,2 | 189 g/km | 73,4 |
| HDi 16V 130 FAP | D | 2 179 | 94 | 10,1 | 5,9 | 7,4 | 199 g/km | 73,4 |

En gras : véhicule le plus vendu de sa catégorie (version essence, version diesel).

En maigre : véhicule émettant le moins de ${\rm CO_2}$ dans sa catégorie (version essence, version diesel).

Indicateurs environnementaux Consommations et émissions sites

Les indicateurs environnementaux exposés ci-dessous correspondent à l'application du décret n° 2002-221 du 20 février 2002. Les données reportées concernent les usines, les principaux sites d'études ainsi que les sites logistiques des sociétés consolidées par intégration globale du groupe PSA PEUGEOT CITROËN, hors Faurecia, division équipement automobile du groupe. Faurecia, société cotée dont Peugeot S.A. détient 72 % du capital et qui dispose, compte tenu de son activité, d'une complète autonomie de gestion, établit et publie dans son propre rapport annuel les indicateurs relevant de son activité.

Pour les besoins de sa production et de ses salariés, PSA PEUGEOT CITROËN consomme des matières premières, qui sont principalement :

 - l'eau, pour remplir les fonctions telles que l'usinage, le lavage, le refroidissement, les sanitaires, etc. Tenant compte de la disponibilité locale de cette ressource, l'alimentation des sites se fait à partir du réseau de distribution public, ou de captages privés dans les nappes souterraines et les cours d'eau à proximité, le cas échéant; les énergies (combustibles fossiles et énergie électrique) dont l'utilisation est le coeur même de certains process (par exemple, le traitement thermique, la fonderie, la cuisson des peintures, etc.) ou encore, indispensable au chauffage, à l'éclairage, la climatisation des locaux...

L'utilisation de ces matières premières et des produits entrant dans les process de fabrication tels que la ferraille en fonderie, les tôles d'acier et d'aluminium en emboutissage ou tels que les produits de traitement de surface, les peintures, les fluides de coupe, les colles, les mastics, etc. génère des sous-produits que les sites du groupe s'attachent à limiter et à maîtriser au mieux.

De même, pour leurs émissions dans l'air, l'eau, les sols.

Nota préalable : Quelques ajustements des résultats 2002/2003 ont été réalisés pour tenir compte de précisions obtenues après la publication du rapport annuel. Ces modifications dès lors qu'elles entraînent un écart supérieur à 1% de l'indicateur concerné sont commentées.

PRÉLÉVÈMENT D'EAU

| (Unité : m²) | | Eau de ville | Eau de surface | Eau souterraine | Total |
|--------------|------|--------------|----------------|-----------------|------------|
| PCA | 2004 | 3 811 089 | 7 172 250 | 10 336 343 | 21 319 682 |
| | 2003 | 4 010 182 | 8 660 020 | 11 090 804 | 23 761 006 |
| | 2002 | 3 777 921 | 8 806 617 | 10 295 041 | 22 879 579 |
| SCMPL | 2004 | 10 540 | - | - | 10 540 |
| | 2003 | 10 500 | - | - | 10 500 |
| | 2002 | 13 490 | - | - | 13 490 |
| PCI | 2004 | 21 767 | - | - | 21 767 |
| | 2003 | 25 819 | - | - | 25 819 |
| | 2002 | 26 028 | - | - | 26 028 |
| PMTC | 2004 | 13 809 | 32 047 | - | 45 856 |
| | 2003 | 20 798 | 85 317 | - | 106 115 |
| | 2002 | 23 748 | 86 158 | - | 109 906 |
| Gefco | 2004 | 242 589 | 34 250 | 18 490 | 295 329 |
| | 2003 | 262 020 | 30 748 | 12 665 | 305 433 |
| | 2002 | 204 023 | - | 18 480 | 222 503 |
| Total | 2004 | 4 099 794 | 7 238 547 | 10 354 833 | 21 693 174 |
| | 2003 | 4 329 319 | 8 776 085 | 11 103 469 | 24 208 873 |
| | 2002 | 4 045 210 | 8 892 775 | 10 313 521 | 23 251 506 |

Les données Gefco 2003 ont été précisées (répartition entre eau de surface et eau souterraine).

REJETS BRUTS DANS L'EAU, SORTIE USINE

| (Unité : kg/j) | | DCO (1) | DBO ₅ (2) | MES (3) |
|----------------|------|----------|----------------------|----------|
| PCA | 2004 | 7 930,59 | 2 394,86 | 1 865,18 |
| | 2003 | 7 968,79 | 2 899,55 | 2 057,26 |
| | 2002 | 7 616,62 | 2 761,38 | 1 976,83 |
| SCMPL | 2004 | 0,93 | - | 0,05 |
| | 2003 | 0,51 | - | 0,05 |
| | 2002 | 0,67 | - | 0,08 |
| PCI | 2004 | nc | nc | nc |
| | 2003 | nc | nc | nc |
| | 2002 | nc | nc | nc |
| PMTC | 2004 | 2,35 | 0,86 | 0,35 |
| | 2003 | 5,65 | 0,17 | 0,35 |
| | 2002 | 0,55 | 0,08 | 0,05 |
| Gefco | 2004 | nc | nc | nc |
| | 2003 | nc | nc | nc |
| | 2002 | nc | nc | nc |
| Total | 2004 | 7 933,87 | 2 395,72 | 1 865,58 |
| | 2003 | 7 974,95 | 2 899,72 | 2 057,66 |
| | 2002 | 7 617,84 | 2 761,46 | 1 976,96 |

⁽¹⁾ Demande chimique en oxygène ; (2) Demande biochimique en oxygène en 5 jours ; (3) Matières en suspension ; nc = non concerné.

Une part importante de ces rejets (environ 90 %) fait l'objet d'un traitement complémentaire en station d'épuration collective, avant rejet au milieu naturel.

CONSOMMATIONS ÉNERGÉTIQUES

Consommations d'énergie fossile

| (Unité : MWh pci) | | Fioul HTS ⁽¹⁾ | Fioul BTS (2) | Fioul TBTS (3) | FOD (4) | Gaz naturel | Charbon | Coke (*) |
|-------------------|------|--------------------------|---------------|----------------|---------|-------------|---------|----------|
| . , | | 710011110 | 11001 110 | | | | | |
| PCA | 2004 | - | - | 223 789 | 20 239 | 2 716 966 | 37 678 | 129 679 |
| | 2003 | - | 233 422 | 68 800 | 24 981 | 2 607 990 | 37 621 | 162 167 |
| | 2002 | - | 266 411 | 23 500 | 40 035 | 2 431 850 | 37 043 | 183 244 |
| SCMPL | 2004 | - | - | - | - | 11 014 | - | - |
| | 2003 | - | - | - | - | 6 454 | - | - |
| | 2002 | - | - | - | - | 6 860 | - | - |
| PCI | 2004 | - | - | - | - | 14 192 | - | - |
| | 2003 | - | - | - | - | 12 245 | - | - |
| | 2002 | - | - | - | - | 11 463 | - | - |
| PMTC | 2004 | - | - | - | 1 | 15 696 | - | - |
| | 2003 | - | - | - | 30 | 17 858 | - | - |
| | 2002 | - | - | - | 30 | 13 514 | - | - |
| Gefco | 2004 | - | - | - | 12 954 | 86 274 | - | - |
| | 2003 | 33 | - | - | 11 012 | 71 169 | - | - |
| | 2002 | - | - | - | 10 726 | 18 856 | - | - |
| Total | 2004 | 0 | 0 | 223 789 | 33 194 | 2 844 142 | 37 678 | 129 679 |
| | 2003 | 33 | 233 422 | 68 800 | 36 023 | 2 715 716 | 37 621 | 162 167 |
| | 2002 | 0 | 266 411 | 23 500 | 50 791 | 2 482 543 | 37 043 | 183 244 |

⁽¹⁾ Fioul haute teneur en soufre ; (2) Fioul basse teneur en soufre ; (3) Fioul très basse teneur en soufre ; (4) Fioul domestique.

^(*) Ne comprend pas le coke utilisé en fonderie à Charleville à des fins d'enrichissement en carbone de la fonte, et qui en conséquence ne constitue pas un combustible.

Nota : Les indicateurs énergétiques sont exprimés ici dans une unité cohérente (MWh pci) par application de coefficients de conversion reconnus officiellement.

| (Unité : MWh) | | Électricité | Vapeur |
|---------------|------|-------------|---------|
| PCA | 2004 | 2 962 212 | 401 738 |
| | 2003 | 2 909 900 | 302 928 |
| | 2002 | 2 850 035 | 299 310 |
| SCMPL | 2004 | 4 835 | - |
| | 2003 | 4 769 | - |
| | 2002 | 2 714 | - |
| PCI | 2004 | 12 046 | - |
| | 2003 | 10 795 | - |
| | 2002 | 10 465 | - |
| PMTC | 2004 | 15 169 | 10 157 |
| | 2003 | 17 493 | 12 687 |
| | 2002 | 15 609 | 10 655 |
| Gefco | 2004 | 53 014 | - |
| | 2003 | 47 753 | - |
| | 2002 | 35 013 | - |
| Total | 2004 | 3 047 276 | 411 895 |
| | 2003 | 2 990 710 | 315 615 |
| | 2002 | 2 913 836 | 309 965 |

Pour PMTC, la consommation de vapeur est dorénavant prise en compte.

La consommation d'électricité 2003 de Gefco est revue à la baisse (- 1,2 %) après rectification des données sur une filiale.

ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES ISSUES DE L'UTILISATION DE COMBUSTIBLES

Nota: Les émissions sont calculées à partir des consommations d'énergies en application de la circulaire du 15 avril 2002.

Émissions de gaz à effet de serre (GES)

| (Unité : t) | | CO ₂ (1) | N ₂ O (2) | CH ₄ (3) | Total éq. CO ₂ |
|-------------|------|---------------------|----------------------|---------------------|---------------------------|
| PCA | 2004 | 675 461 | 26,4 | 43,7 | 684 556 |
| | 2003 | 686 896 | 25,9 | 43,0 | 695 834 |
| | 2002 | 658 288 | 24,3 | 40,4 | 666 678 |
| SCMPL | 2004 | 2 242 | 0,1 | 0,2 | 2 277 |
| | 2003 | 1 314 | 0,1 | 0,1 | 1 334 |
| | 2002 | 1 397 | 0,1 | 0,1 | 1 417 |
| PCI | 2004 | 2 889 | 0,1 | 0,2 | 2 934 |
| | 2003 | 2 493 | 0,1 | 0,2 | 2 531 |
| | 2002 | 2 334 | 0,1 | 0,2 | 2 368 |
| PMTC | 2004 | 3 199 | 0,1 | 0,2 | 3 247 |
| | 2003 | 3 643 | 0,2 | 0,3 | 3 698 |
| | 2002 | 2 759 | 0,1 | 0,2 | 2 800 |
| Gefco | 2004 | 21 034 | 0,9 | 1,3 | 21 325 |
| | 2003 | 17 448 | 0,7 | 1,1 | 17 687 |
| | 2002 | 6 712 | 0,2 | 0,3 | 6 790 |
| Total | 2004 | 704 825 | 27,6 | 45,6 | 714 339 |
| | 2003 | 711 794 | 27,0 | 44,6 | 721 085 |
| | 2002 | 671 489 | 24,8 | 41,2 | 680 054 |

(1) Dioxyde de carbone ; (2) Protoxyde d'azote ; (3) Méthane.

Autes émissions

| (Unité : t) | | SO ₂ ⁽¹⁾ | N ₂ O (2) |
|-------------|------|--------------------------------|----------------------|
| PCA | 2004 | 545,6 | 758,2 |
| | 2003 | 1 041,1 | 784,4 |
| | 2002 | 1 098,2 | 743,8 |
| SCMPL | 2004 | 0,0 | 2,4 |
| | 2003 | 0,0 | 1,4 |
| | 2002 | 0,0 | 1,5 |
| PCI | 2004 | 0,0 | 3,1 |
| | 2003 | 0,0 | 2,6 |
| | 2002 | 0,0 | 2,5 |
| PMTC | 2004 | 0,0 | 3,4 |
| | 2003 | 0,1 | 3,4 |
| | 2002 | 0,0 | 2,9 |
| Gefco | 2004 | 4,6 | 23,3 |
| | 2003 | 6,1 | 19,4 |
| | 2002 | 5,6 | 7,9 |
| Total | 2004 | 550,3 | 790,4 |
| | 2003 | 1 047,2 | 811,2 |
| | 2002 | 1 103,9 | 758,6 |

⁽¹⁾ Dioxyde de soufre ; (2) Dioxyde d'azote.

Entre 2003 et 2004, la diminution des émissions de SO_2 de PCA (-48%) est liée à la substitution du fioul BTS par du fioul TBTS.

ÉMISSIONS DE COV DES INSTALLATIONS DE PEINTURE DE CARROSSERIE

| | | COV (t) (1) Ratio (| (kg/véh.) |
|-------|------|---------------------|-----------|
| PCA | 2004 | 14 782 | 5,34 |
| | 2003 | 15 521 | 5,62 |
| | 2002 | 15 862 | 5,65 |
| SCMPL | 2004 | 1 | - |
| | 2003 | 1 | - |
| | 2002 | 1 | - |
| PMTC | 2004 | 73 | - |
| | 2003 | 171 | - |
| | 2002 | 139 | - |
| Total | 2004 | 14 856 | - |
| | 2003 | 15 694 | - |
| | 2002 | 16 002 | - |

⁽¹⁾ Composés organiques volatiles.

La dimunition des émissions de COV par véhicule produit de PCA (– 5 %) est notamment liée à l'arrêt de l'ancien atelier de peinture et à la montée en cadence du nouvel atelier à Mulhouse.

QUANTITÉS DE DÉCHETS TRAITÉS PAR NATURE ET PAR FILIÈRES D'ÉLIMINATION

Périmètre PCA (hors déchets métalliques recyclés à près de 100 %)

| ` | . , , | , | | | | |
|----------------------------|-------|-------------|--------------|-----------|-------------|---------|
| | | Mise | | Recyclage | Autres | |
| (Unité : t) | | en décharge | Valorisation | interne | traitements | Total |
| Spécifiques fonderie | 2004 | 15 722 | 93 884 | 111 219 | 387 | 221 212 |
| | 2003 | 29 080 | 97 649 | 96 205 | 413 | 223 346 |
| | 2002 | 39 907 | 121 002 | 77 473 | 362 | 238 744 |
| DIB (1) | 2004 | 26 103 | 96 639 | 5 660 | 972 | 129 374 |
| | 2003 | 28 220 | 95 551 | 5 415 | 866 | 130 052 |
| | 2002 | 32 158 | 106 691 | 4 684 | 757 | 144 290 |
| Boues + liquides + DIS (2) | 2004 | 10 343 | 36 356 | 153 | 29 267 | 76 119 |
| | 2003 | 11 430 | 33 024 | 145 | 31 188 | 75 787 |
| | 2002 | 11 891 | 33 085 | 248 | 36 588 | 81 812 |
| Total | 2004 | 52 168 | 226 879 | 117 032 | 30 626 | 426 705 |
| | 2003 | 68 730 | 226 224 | 101 765 | 32 467 | 429 186 |
| | 2002 | 83 956 | 260 778 | 82 405 | 37 707 | 464 846 |
| | | | | | | |

Les données PCA 2003 ont été revues à la baisse après rectification des données sur un site.

Périmètre PCI + PMTC + SCMPL

| | | Mise | | Autres | |
|----------------------------|------|-------------|--------------|-------------|-------|
| (Unité : t) | | en décharge | Valorisation | traitements | Total |
| Spécifiques fonderie | 2004 | - | - | 242 | 242 |
| | 2003 | - | - | 225 | 225 |
| | 2002 | - | - | 174 | 174 |
| DIB (1) | 2004 | 632 | 1 436 | 100 | 2 168 |
| | 2003 | 780 | 1 378 | 156 | 2 314 |
| | 2002 | 801 | 1 318 | 193 | 2 312 |
| Boues + Liquides + DIS (2) | 2004 | 31 | 249 | 1 136 | 1 416 |
| | 2003 | 8 | 231 | 1 316 | 1 556 |
| | 2002 | 9 | 371 | 1 033 | 1 413 |
| Total | 2004 | 662 | 1 685 | 1 478 | 3 826 |
| | 2003 | 788 | 1 610 | 1 697 | 4 095 |
| | 2002 | 810 | 1 689 | 1 400 | 3 899 |

Périmètre Gefco

| | | Mise | utres | |
|---------------------------|------|----------------------------------|-------|--------|
| (Unité : t) | | en décharge Valorisation traitem | ents | Total |
| DIB ⁽¹⁾ | 2004 | 7 858 1 080 | 467 | 9 405 |
| | 2003 | nd nd | nd | 6 969 |
| | 2002 | nd nd | nd | 5 598 |
| Boues + Liquides + DIS(2) | 2004 | 331 93 | 235 | 659 |
| | 2003 | nd nd | nd | 374 |
| | 2002 | nd nd | nd | 523 |
| Total | 2004 | 8 189 1 173 | 702 | 10 064 |
| | 2003 | nd nd | nd | 7 343 |
| | 2002 | nd nd | nd | 6 121 |

⁽¹⁾ Déchets industriels banals ; (2) Déchets industriels spéciaux ; nd = non disponible.

La répartition des déchets par filière d'élimination est appréciée à compter de 2004.

AUTRES ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX

Prise en compte de l'équilibre biologique et maîtrise des nuisances olfactives et sonores

Les exigences d'équilibre et de préservation des milieux naturels, de la flore et de la faune, et les mesures à prendre pour la tranquillité des riverains sont appréciées et arrêtées à l'occasion des études d'impact ou des compléments d'études d'impact. Ces études sont effectuées avant chaque installation nouvelle ou équipements nouveaux, implantés sur les sites industriels du groupe.

Ces études d'impact préalablement réalisées sont réglementairement soumises à l'avis du public et à l'approbation des autorités administratives.

Indemnités versées en exécution d'une décision judiciaire pour atteinte à l'environnement

À ce titre, le groupe n'a eu à verser aucune indemnité en 2004.

Assumer ses responsabilités à l'égard de la société

PSA PEUGEOT CITROËN s'est fixé une politique environnementale ambitieuse et déploie ses efforts pour permettre un usage responsable des voitures et garantir la sécurité que les clients sont en droit d'attendre des marques Peugeot et Citroën.

En outre, PSA PEUGEOT CITROËN s'engage résolument pour permettre l'insertion harmonieuse de la voiture dans l'environnement urbain.

Construire des voitures sûres pour tous

La sécurité des automobilistes et des autres usagers de la route est en tête des préoccupations de PSA PEUGEOT CITROËN. En 2004 le groupe y a consacré près de 10 % de son budget de recherche et développement (branche automobile). PSA PEUGEOT CITROËN poursuit continuellement les recherches de solutions permettant de prévenir l'accident (sécurité active) et de réduire ses conséquences (sécurité passive). Le groupe joue pleinement son rôle d'acteur de la sécurité routière en étudiant les facteurs humains, déterminants dans la chaîne de l'accident, et en proposant des aides à la conduite pertinentes destinées à assister les conducteurs. Il entretient également des contacts étroits avec les pouvoirs publics en charge des infrastructures et fait des propositions innovantes dans ce domaine.

Les études accidentologiques du LAB (Laboratoire d'Accidentologie, de Biomécanique et d'étude du comportement humain, commun à PSA PEUGEOT CITROËN et Renault) ont pour objet de faire progresser la connaissance des causes et conséquences des accidents ainsi que celle du comportement humain en cas de choc. Elles révèlent que les seules mesures de sécurité passive auraient été insuffisantes pour éviter près de 40 % des accidents mortels. Aussi, l'évitement d'accident constitue un axe essentiel de recherches pour PSA PEUGEOT CITROËN.

LA SÉCURITÉ ACTIVE : UN DOMAINE D'EXCELLENCE DU GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN

Éviter l'accident

Fort de la réputation mondiale de la tenue de route des voitures Peugeot et Citroën, le groupe continue d'améliorer le compromis entre confort et comportement dynamique, synonyme de sécurité, le train arrière de la Peugeot 407 en est une parfaite illustration.

L'ABS (Système antiblocage de roues) est généralisé à toutes nos gammes et équipe quelque 90 % de nos voitures vendues en Europe. En 2004, la diffusion du système ESP (Electronic Stability Programme) s'est poursuivie au sein des gammes Peugeot et Citroën. Ce dispositif, qui intervient en complément de sécurité, permet d'aider les conducteurs à maîtriser leur véhicule lorsqu'ils se sont mis en situation de dérive pouvant conduire à une sortie de route.

Les acquis en ergonomie posturale sont pris en compte dès le début des projets afin d'aboutir à des prestations de confort exceptionnelles, pour tous les occupants, quels que soient leur âge et leur morphologie.

L'expertise dans le domaine de l'ergonomie cognitive (ergonomie des échanges d'informations entre le conducteur et son environnement) garantit la bonne prise

en compte des informations fournies par le véhicule au conducteur, quelles que soient les conditions, assurant ainsi la sérénité dans l'exécution des tâches de conduite.

Les tests sur circuits

PSA PEUGEOT CITROËN dispose de deux centres d'essais où il est possible de reproduire toutes les conditions de roulage envigeasables et de soumettre les véhicules à des contraintes extrêmes, afin d'assurer un très haut niveau de sécurité. Les ingénieurs de PSA PEUGEOT CITROËN disposent dans ces domaines d'une expertise reconnue et d'équipements tels que la piste multiadhérences de Belchamp et la piste "synthèse comportement", destinée à la mise au point des systèmes d'ESP et d'ASR (Antipatinage des roues). Toutes les conditions de routes peuvent ainsi être recréées pour valider les progrès apportés aux véhicules. Enfin, en octobre 2004, le site de Belchamp a été équipé d'une nouvelle aire plane destinée à la mise au point des systèmes de sécurité active, où pourront être reproduits, en toute sécurité et dans des conditions de laboratoire, toutes les situations de danger et de comportement des conducteurs.

LA SÉCURITÉ PASSIVE : DES VOITURES AU MEILLEUR NIVEAU MONDIAL

Des plates-formes et structures conçues pour protéger

Lorsque l'accident ne peut être évité, les véhicules Peugeot et Citroën offrent une protection des occupants parmi les meilleures au monde. Dès la conception des plates-formes communes du groupe et pendant tout le développement des véhicules, la sécurité passive constitue une priorité absolue. En effet, quelle que soit la configuration des collisions, frontales, latérales, arrière ou encore retournement, les caractéristiques de résistance et d'absorption d'énergie des structures des voitures permettent aux occupants de bénéficier d'une protection de haut niveau.

L'habitacle est traité comme une véritable cellule de survie munie des dispositifs de retenue les plus sophistiqués.

Des systèmes de retenue efficaces pour protéger tous les occupants

Quels que soient l'âge et la place des occupants, leur protection doit ête optimale. Depuis les fixations ISOFIX, garantissant la bonne utilisation des sièges pour enfants, jusqu'aux ceintures à limiteurs d'effort à 450 DaN et aux airbags à deux niveaux d'énergie sur certains modèles, tout est calculé pour que chaque passager bénéficie du meilleur niveau de protection.

Les limiteurs d'effort équipant déjà les ceintures à l'avant font progressivement leur apparition aux places arrière. Ils permettent de contrôler la retenue des occupants en limitant les contraintes sur le thorax afin de minimiser la fréquence des blessures thoraciques et abdominales en particulier pour les personnes âgées impliquées dans des accidents sévères.

L'optimisation des airbags se poursuit avec les générateurs à deux niveaux d'énergie en fonction de la sévérité du choc. La Peugeot 407, commercialisée en début d'année 2004, dispose de neuf airbags dont un airbag de colonne, destiné à protéger les genoux du conducteur ; un tel dispositif équipe également la nouvelle Citroën C5.

Les statistiques d'accidentologie montrent que, encore aujourd'hui, près de 20 % des victimes d'accidents mortels ne portaient pas leur ceinture et toutes les incitations à utiliser cet équipement présentent donc une réelle contribution à la sécurité. Les témoins de non-bouclage de ceinture alertent le conducteur lorsque l'une des ceintures n'est pas attachée ; en cas de non-bouclage de la ceinture du conducteur, celui-ci est alerté par un signal sonore et visuel pendant plus de 90 secondes dès que le véhicule roule à une certaine vitesse ; côté passager avant, une alerte uniquement visuelle est fournie après détection de présence, afin de ne pas déranger un conducteur seul à bord, des témoins de non-bouclage aux places arrière ont aussi fait leur apparition sur la nouvelle Citroën C5 lancée à l'automne. Ces types de dispositifs constituent une vraie fonction de sécurité.

Des repose-pieds actifs contribuent à la prévention des lésions graves au niveau des chevilles, des lésions souvent invalidantes et longues à traiter.

Enfin, des appuie-tête et dossiers actifs atténuent l'incidence des chocs arrière modérés qui génèrent des lésions longues et difficiles à traiter.

La protection des piétons est prise en compte dès le début du développement de chaque nouveau véhicule. L'architecture et le style du véhicule sont conçus pour réduire les conséquences d'une collision avec un piéton. Des tests sont effectués sur le capot, les pare-chocs et la jupe basse du véhicule afin de rendre le contact le moins agressif possible. Cette mise au point représente une contrainte lourde du processus de développement d'autant que doivent être simultanément prises en compte toutes les autres configurations de choc.

Appels d'urgence

PSA PEUGEOT CITROËN propose déjà sur de nombreux modèles une fonction "Appel d'urgence". Lorsqu'un accident sérieux a eu lieu et que les airbags se sont déclenchés, ce dispositif met en relation, le cas échéant automatiquement, le conducteur avec un service d'assistance disponible 24h/24h. Grâce au GPS et au téléphone mobile GSM embarqué, l'assistance localise à distance le lieu de l'accident, même si le conducteur a perdu connaissance. Ce dispositif peut réduire les délais d'intervention et ainsi améliorer considérablement l'efficacité des secours.

Agir pour la sécurité routière

Pour PSA PEUGEOT CITROËN, l'enjeu majeur du progrès de la sécurité routière est aujourd'hui l'amélioration du comportement du conducteur. C'est pourquoi le groupe développe des actions de sensibilisation visant à promouvoir des comportements plus sûrs.

PROMOUVOIR DES INITIATIVES EN FAVEUR D'UNE CONDUITE PLUS RESPONSABLE

Faire progresser la sécurité routière avec l'Éducation Nationale

Le groupe est signataire en France d'un accord cadre avec l'Éducation Nationale portant sur des actions de sensibilisation des jeunes à la sécurité routière en liaison avec les sites industriels du groupe et les directions régionales des marques.

"Défi Sécurité" avec la Sécurité Routière

En partenariat avec la Sécurité Routière et le Conseil National des Professions de l'Automobile (CNPA), les marques Peugeot et Citroën participent depuis 2000 à l'opération "Défi Sécurité"; pendant l'été les réseaux des deux marques réalisent gratuitement quatre contrôles sur tout véhicule se présentant dans les concessions (état des pneumatiques, qualité et réglage de l'éclairage et conformité des sièges enfants).

Sensibiliser les jeunes aux dangers de l'alcool au volant

Citroën apporte son soutien à l'opération "Capitaine de soirée" : elle encourage les 18-24 ans à choisir, lors d'une soirée, l'un d'entre eux qui s'engage à ne pas consommer de boisson alcoolisée afin de reconduire ses passagers en toute sécurité. En dotant d'un véhicule C3 Pluriel le tirage au sort associé à l'édition 2004, la marque a contribué à donner plus d'ampleur à l'opération.

Par ailleurs, depuis 1999, PSA PEUGEOT CITROËN soutient l'association Voiture & Co qui a lancé les retours de soirée sécurisés. L'association propose de raccompagner les personnes sans voiture par des conducteurs qui se sont soumis préalablement à des tests d'alcoolémie. Les passagers qui n'ont pu trouver de conducteurs sont raccompagnés par des véhicules mis à disposition par la marque Citroën. En 2004, Voiture & Co a couvert plus de 150 événements totalisant près de 3 200 passagers raccompagnés. En 2005, l'association, qui a rejoint le Conseil National de la Sécurité Routière, organisera un colloque européen sur le thème des jeunes et la sécurité routière.

FAVORISER L'ACQUISITION DES BONS COMPORTEMENTS AU VOLANT

La "Conduite Sécurisée" pour améliorer son comportement au volant

En 2004 le groupe a continué à déployer plus largement sur ses sites un dispositif de conduite sécurisée qui s'adresse aux salariés du groupe ainsi qu'aux jeunes conducteurs de la région : stages gratuits, séances pratiques et théoriques permettant de mieux appréhender ses propres limites et celles de son véhicule. À ce jour, plus de 1 500 personnes ont été formées sur des sites du groupe en France et au Brésil.

Le site de Vigo (Espagne) a reconduit son soutien au programme "Conduite Sécurisée" organisé par le gouvernement de la Galice. Cette campagne de formation a permis de sensibiliser environ 3 000 jeunes grâce à un volet théorique permettant

de mieux comprendre le véhicule ainsi que les bonnes attitudes au volant et un volet pratique réalisé sur circuit fermé. Le centre de Vigo a fourni 21 véhicules pour l'opération et formé également 141 collaborateurs. Cette année, le programme a comporté des journées dédiées aux personnes handicapées.

Sensibilisation des personnels du groupe à la sécurité routière

En 2004, les principaux sites du groupe ont organisé des journées de sensibilisation permettant aux personnels du groupe de tester leur conduite au travers d'exercices spécifiques, de participer à des essais de freinage d'urgence, de débattre avec des représentants de la Prévention Routière. D'autres sites ou filiales ont initié des actions complémentaires à l'instar de Gefco, qui a réédité auprès de ses conducteurs de camion le "Challenge Bon Conducteur" récompensant les meilleures performances en matière de respect de la réglementation routière et de sinistralité.

Promouvoir la qualité des mobilités

La mobilité des biens et des personnes est devenue un élément fondamental du développement économique et social. Elle conditionne l'accès au travail, à la santé, à l'emploi, à la culture, en particulier dans les villes où vit une majorité de la population mondiale. Contribuer à une mobilité durable pour PSA PEUGEOT CITROËN c'est concevoir des produits respectueux de l'environnement et dotés des meilleurs équipements de sécurité mais également prendre en compte des questions majeures parmi lesquelles l'accès de tous à la mobilité, la fluidité du trafic automobile, l'équilibre entre tous les modes de transport.

FAVORISER LA MOBILITÉ DURABLE

Une première en Europe : des camions électriques avec Gefco

Depuis octobre 2003 Gefco innove en utilisant des camions électriques, pour desservir dans le centre de Paris les différents points de vente du groupe L'Oréal. Ces camions électriques ne produisent aucune émission polluante, ne rejettent pas de gaz à effet de serre et n'émettent aucun bruit. Leur vitesse maximale est de 70 km/h et leur autonomie peut aller jusqu'à 100 km, ce qui correspond aux exigences d'exploitation d'un camion de messagerie en milieu urbain. L'extension de l'expérimentation dans d'autres grandes villes européennes est envisagée avec le soutien de l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie).

Des navettes au gaz naturel pour desservir les sites du groupe

Le groupe a mis en place entre ses sites de Vélizy et de La Garenne un système de navette fonctionnant au gaz naturel pour véhicules, technologie particulièrement propre. Le système qui limite le recours à un mode de déplacement individuel, contribue ainsi au respect de l'environnement et à la fluidification du trafic.

Covoiturage pour les salariés de Vélizy

PSA PEUGEOT CITROËN est particulièrement engagé en faveur du covoiturage. Lancée en 1998 sur le centre de Vélizy, cette expérience concerne près de 400 collaborateurs soit 10 % des effectifs du site. Ce système aujourd'hui bien établi à Vélizy contribue à améliorer les conditions de circulation et de stationnement à proximité du centre.

Un Plan de Déplacement d'Entreprise sur le site de Sochaux

En 2004, Sochaux a parachevé son Plan de Déplacement d'Entreprise (PDE). Trois axes de travail ont été identifiés : réduction de l'usage de la voiture par une seule personne, sécurisation des déplacements, diminution de l'empreinte écologique des déplacements. Quinze actions sont en cours de développement parmi lesquelles la mise en place d'un service de covoiturage, le développement de services de proximité sur le site, la création de pistes cyclables sur le site, la création d'un service de navettes, la réduction de la nuisance des poids lourds dans l'agglomération, l'amélioration de l'offre de transport collectif public, la promotion des possibilités offertes par le train, l'offre de leçons "d'éco-conduite" pour moins de gaspillage énergétique.

ENCOURAGER LES ACTIONS INNOVANTES

L'Institut pour la Ville en Mouvement (IVM)

En 2000 PSA PEUGEOT CITROËN a créé l'Institut pour la Ville en Mouvement (IVM). Cette association dotée d'un conseil scientifique pluridisciplinaire, a pour objectif de développer des expérimentations sociales, organisationnelles et techniques innovantes contribuant à l'amélioration des mobilités urbaines. Elle constitue un carrefour où peuvent se rencontrer dans un esprit d'échange et de partenariat, autour de projets concrets, l'ensemble des acteurs de la ville : scientifiques, urbanistes, associations d'insertion, pouvoirs publics et acteurs

privés. Ses dix projets en cours s'articulent autour de trois orientations majeures : amélioration de la mobilité des groupes sociaux confrontés à des difficultés spécifiques, amélioration de la qualité et de la performance des déplacements urbains, développement des connaissances et des cultures de la mobilité urbaine.

Le programme aveugles et malvoyants de l'IVM

Les études menées par l'IVM ont démontré que les déficients visuels possèdent très peu d'informations sur leur environnement. C'est pourquoi l'IVM a engagé avec différents partenaires une série d'actions pour améliorer la mobilité urbaine des personnes aveugles ou malvoyantes. Après avoir présenté le prototype Homère, service d'aide à la reconnaissance d'itinéraires pour aveugles et malvoyants, l'IVM a organisé en 2004 un colloque sur les diverses technologies susceptibles d'aider à la détection des obstacles, au guidage, à la localisation dans la ville et à la préparation des déplacements des déficients visuels. Actuellement l'IVM prépare en partenariat avec la région lle-de-France et la RATP la conception et la réalisation d'un prototype de guide en relief des réseaux de transports ainsi qu'un prototype de plaque d'orientation en relief destinée à être installée dans certaines stations de métro.

Un transport à la demande pour les préadolescents

Une enquête réalisée par l'IVM en 2001 auprès d'un échantillon représentatif des 10-13 ans a mis en évidence que 90 % d'entre eux dépendent entièrement de leurs parents pour leurs déplacements extrascolaires. C'est pourquoi en 2004, l'IVM a lancé un système de transport à la demande dans le Sud de la France en partenariat avec l'ADEME, la Fondation Transdev, des industriels locaux et une compagnie de taxis. Initialement destiné aux enfants et préadolescents ce système s'adresse aujourd'hui également aux personnes âgées.

L'exposition "Bouge l'architecture! ..."

Présentée au Mondial de l'automobile 2002 à Paris, l'exposition "Bouge l'architecture" a poursuivi en 2004 son itinéraire dans différentes villes d'Europe et du monde (Stuttgart, Rome, Nantes, Chicago, Fribourg, Mexico). Cette exposition met l'accent sur d'authentiques améliorations imaginées par les équipes d'architectes, d'urbanistes, de paysagistes et portant sur les lieux du mouvement : parkings, ponts, gares, bureaux, centres commerciaux, rondspoints. En Chine l'exposition a été présentée en 2004 à Canton, Wuhan et Pékin où s'est tenu en octobre un symposium international sur le thème "Mobilités urbaines : les enjeux, les problématiques de la recherche en Chine et à l'étranger" réunissant des experts européens, chinois, brésiliens et japonais.

Soutenir le développement local

PSA PEUGEOT CITROËN s'engage auprès des communautés proches de ses implantations; attentifs aux enjeux locaux, ses sites industriels et filiales commerciales s'efforcent d'apporter un soutien adapté à des besoins toujours différents.

CONTRIBUER À LA PROGRESSION DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS

Un partenariat avec l'Éducation Nationale depuis plus de 30 ans

PSA PEUGEOT CITROËN collabore avec l'Éducation Nationale à travers un partenariat national et international. Ce dispositif permet aux jeunes de découvrir le monde du travail et d'approfondir leurs connaissances. Il permet également de définir les formations les mieux adaptées, tenant compte de l'évolution des technologies. En 2004, ce partenariat s'est concrétisé par le recrutement de près de 2 900 jeunes, des visites annuelles de sites impliquant 10 000 lycéens, étudiants et enseignants, plus de 6 900 lycéens et étudiants accueillis en stage et le don de 550 véhicules à des établissements scolaires.

La formation à la maintenance automobile à l'étranger

Depuis 1999 ce partenariat s'est étendu hors de France avec l'ouverture de centres de formation à la maintenance automobile pour les salariés des réseaux des marques ainsi que les enseignants et étudiants locaux. Six centres opérationnels au Mexique, au Brésil et en Chine, forment chaque année près de 1 000 personnes dont 230 enseignants et étudiants locaux. Entre 2004 et 2006, 300 professeurs de l'enseignement technique de la province du Hubei (Chine) bénéficieront également d'une formation aux dernières techniques automobiles. En 2004, un campus des métiers a également été ouvert en Slovaquie, le groupe fournissant les équipements nécessaires aux lycées et universités partenaires du projet.

En complément, le groupe soutient avec l'Éducation Nationale française un dispositif de formations techniques de courte durée à l'étranger, "Professeurs techniques sans frontières", également ouvert aux enseignants locaux. En 2004, le dispositif couvre quatorze pays.

L'enseignement des sciences à l'école primaire avec "La main à la pâte"

Dans le cadre de son implantation industrielle à Trnava en Slovaquie, PSA PEUGEOT CITROËN soutient depuis 2004 avec l'association "La main à la pâte", la mise en place d'un projet pilote d'enseignement des sciences dans des écoles primaires de la ville, privilégiant l'acquisition des connaissances par l'exploration, l'expérimentation et la discussion.

Aux États-Unis la promotion des sciences auprès du plus grand nombre

Faurecia aux États-Unis, s'est donné pour objectif de promouvoir les carrières scientifiques auprès des jeunes notamment. C'est ainsi que Faurecia apporte son soutien à deux organismes éducatifs : FIRST (For Inspiration and Recognition of Science and Technology) organise des concours d'étudiants créant des robots ; Faurecia sponsorise également le laboratoire de mobilité du New Detroit Science Center et ses ateliers d'expérimentations illustrant le rôle des sciences dans la vie quotidienne.

LUTTER CONTRE L'EXCLUSION AVEC LE SAMU SOCIAL DE PARIS ET LE MONDE ASSOCIATIF

PSA PEUGEOT CITROËN a signé en 2000 une convention avec le Samu Social de Paris par laquelle il s'est engagé à renouveler progressivement son parc de véhicules. Ces véhicules permettent aux équipes du Samu Social d'aller à la rencontre des grands exclus et de les accompagner vers des centres d'hébergement ou de soins. En complément le groupe a poursuivi par des dons de véhicules, sa politique de soutien à des associations œuvrant par la mobilité contre l'exclusion sociale et professionnelle, ou en faveur de la qualité de vie des handicapés. Ces associations interviennent dans différents domaines : location sociale de véhicules pour personnes en insertion, actions auprès de publics en situation de grande exclusion, formation de personnes défavorisées au Brésil.

RÉPONDRE AUX SITUATIONS D'URGENCE

PSA PEUGEOT CITROËN a contribué à l'effort d'aide international en faveur des pays d'Asie du Sud-Est touchés par le raz de marée de décembre 2004. Le groupe a fait don de vingt véhicules utilitaires à quatre ONG particulièrement engagées sur le terrain : la Croix-Rouge, Médecins du Monde, Action contre la Faim et le Secours Populaire.

ACCENTUER L'ENGAGEMENT AVEC LES PLANS LOCAUX DE MÉCÉNAT

En 2004, le groupe a souhaité accentuer l'engagement de chacun de ses sites de production auprès des populations locales. C'est pourquoi les sites industriels du groupe ont mis en place des plans locaux de mécénat qui se sont traduits en France et à l'étranger par de multiples initiatives dans les domaines de l'environnement, de la mobilité, de la sécurité routière et du développement local.

Groupe **PSA PEUGEOT CITROËN**

Résultats et financement en 2004

| Résultats | 86 |
|---|-----|
| Financement du groupe | 93 |
| Rentabilité des capitaux employés | 98 |
| Gestion des risques opérationnels et financiers | 100 |
| Passage aux normes IFRS | 103 |

Résultats et financement en 2004 Résultats

Résultats

2004 a vu une nouvelle croissance des volumes de ventes du groupe et le succès des lancements de Peugeot 407 et Citroën C4, dans un environnement marqué par la stabilité du marché français et l'accroissement des offres promotionnelles

sur le marché européen. Dans ce contexte, le groupe a atteint son objectif d'une marge opérationnelle du même ordre que celle de 2003.

Chiffre d'affaires consolidé en hausse de 4,7 % _

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2004 s'élève à 56 797 millions d'euros en hausse de 4,7 % sur l'exercice 2003, à 54 238 millions d'euros. Par semestre, il s'établit à 28 942 millions d'euros pour le premier semestre, en hausse de 4,2 %, et à 27 855 millions d'euros pour le second semestre, en

hausse de 5,2 %. Sur le quatrième trimestre, il connaît une accélération significative (+ 6,6 %, à 15 053 millions d'euros) due à la montée en cadence des nouveaux modèles.

CHIFFRE D'AFFAIRES DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

Le chiffre d'affaires consolidé des activités industrielles et commerciales du groupe s'est établi comme suit :

| (an arillian adlasses) | 2004 | 2003 | 2002 |
|------------------------|---------|---------|---------|
| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
| Automobile | 45 791 | 43 684 | 43 951 |
| Gefco | 2 894 | 2 742 | 2 646 |
| Faurecia | 10 720 | 10 123 | 9 866 |
| Autres activités | 899 | 968 | 1 003 |
| Éliminations | (5 007) | (4 834) | (4 560) |
| Total | 55 297 | 52 683 | 52 906 |
| | | | |

Le chiffre d'affaires de l'automobile, à 45 791 millions d'euros, est en augmentation de 4,8 % par rapport à 2003. Cette évolution résulte de l'augmentation des ventes mondiales de Peugeot et Citroën et de l'effet de mix produit lié à la hausse des volumes des modèles lancés récemment ; elle est atténuée par l'impact négatif du mix géographique résultant de la baisse relative des ventes en Europe occidentale. Cette évolution enregistre également la hausse des ventes de composants et d'organes, notamment de moteurs, dans le cadre de la politique de coopérations du groupe. Par semestre, le chiffre d'affaires de la division automobile progresse de 5,7 % au second semestre, à 22 503 millions d'euros, après une hausse de 4,0 % sur les six premiers mois de l'année, à 23 288 millions d'euros. Sur le dernier trimestre, le chiffre d'affaires automobile augmente significativement de 8,3 %, à 12 275 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires de Gefco s'élève à 2 894 millions d'euros, en hausse de 5,5 % sur 2003. La progression est de 4,3 % pour les prestations de Gefco au groupe PSA PEUGEOT CITROËN, tandis que, hors groupe, le chiffre d'affaires progresse de 7,7 % à 1 064 millions d'euros. Le chiffre d'affaires Network (Lots et Messagerie) est en croissance de 4,3 % à 1 467 millions d'euros ; cette croissance traduit le développement de l'activité hors groupe (+ 7,0 %).

Le chiffre d'affaires Automotive s'établit à 1 058 millions d'euros (+ 3,6 %) en liaison avec la croissance des volumes de la division automobile, notamment hors d'Europe occidentale. Le chiffre d'affaires Supply (Logistique et Maritime / Aérien) s'élève à 343 millions d'euros, en hausse de 16,3 % grâce au développement international et à la progression de l'activité logistique.

Le chiffre d'affaires de Faurecia, à 10 720 millions d'euros, est en progression de 5,9 % sur 2003. La progression de l'activité avec le groupe PSA PEUGEOT CITROËN est de 7,2 %, tandis que, hors groupe, le chiffre d'affaires s'établit à 8 157 millions d'euros, en hausse de 5,5 %. Hors effets de change et variation du prix des métaux précieux inclus dans les systèmes d'échappement, et à périmètre constant, le chiffre d'affaires est en progression de 7,9 %.

Le chiffre d'affaires des sièges d'automobile s'élève à 4 785 millions d'euros en hausse de 9,9 % par rapport à 2003 et de 10,8 % à taux de change constant. Le niveau d'activité est resté soutenu, plusieurs modèles équipés par Faurecia poursuivant leur montée en cadence.

Le chiffre d'affaires des autres modules de l'intérieur véhicule s'élève à 3 501 millions d'euros, stable par rapport à 2003 et en augmentation de 4,1%

à taux de change et périmètre constants. L'activité a été marquée par un ralentissement en Amérique du Nord et une moindre facturation d'outillages en fin d'année. Le changement de périmètre correspond à la cession de l'activité systèmes de direction et à la déconsolidation du chiffre d'affaires cockpit de l'usine de Gand (Belgique) apportée courant 2003 à la joint-venture SAS entre Faurecia et Siemens VDO.

Le chiffre d'affaires des systèmes d'échappement, à 1 715 millions d'euros, augmente de 8 % par rapport à 2003 et de 8,9 % hors ventes de catalyseurs, à taux de change et périmètre constants.

Le chiffre d'affaires du bloc avant s'élève à 719 millions d'euros en augmentation de $6,4\,\%$.

CHIFFRE D'AFFAIRES DE BANQUE PSA FINANCE

La production de financements de ventes de voitures à la clientèle finale a porté en 2004 sur 831 800 véhicules, en baisse de 1,7 % sur le niveau de 2003. Pour les voitures neuves, la baisse a atteint 2,6 %, à 639 500 unités. Banque PSA Finance a ainsi financé, dans les pays où la banque opère, 26,3 % des ventes de Peugeot et Citroën, une pénétration stable par rapport à 2003. Les financements de voitures d'occasion se sont inscrits en hausse de 1,6 %, à 192 300 unités.

L'encours de crédit de Banque PSA Finance s'établit à fin 2004 à 21 232 millions d'euros, y compris les encours titrisés qui ne figurent pas au bilan de Banque PSA Finance. En juin 2001, Crédipar, filiale française de la banque, a cédé à un fonds

commun de créances, dont les parts ont été placées auprès d'investisseurs institutionnels internationaux, 1 000 millions d'euros de créances de financement automobile ; compte tenu de leur amortissement, le montant des créances titrisées s'élève à 337 millions d'euros à fin 2004. En juillet 2002, Crédipar et la succursale espagnole de la banque ont cédé au même fonds commun de créances 1 500 millions d'euros de créances de financement automobile ; compte tenu de leur amortissement, le montant des créances titrisées s'élève à 1 133 millions d'euros à fin 2004. En février 2004, PSA Finance Deutschland a cédé au même fonds commun de créances 1 000 millions d'euros de créances de financement automobile ; ce niveau est depuis lors maintenu par de nouvelles cessions de créances au fur et à mesure de l'amortissement des créances déjà titrisées. À fin 2004, c'est ainsi un encours total, net de provisions, de 2 417 millions d'euros de créances qui font l'objet de titrisation.

L'encours de crédit, y compris encours titrisés, est à fin 2004 en hausse de 8,0 % par rapport aux encours à fin 2003. Cette évolution résulte des progressions de 19,6 % des encours sur les réseaux en raison notamment de l'extension du financement aux concessionnaires à de nouveaux pays (Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie), et de 4,5 % des encours sur la clientèle finale. La progression de cette dernière résulte des volumes importants de nouveaux contrats générés en 2003 et 2004.

En 2004, les règles de passage en pertes des créances ont été modifiées pour se mettre en conformité avec la nouvelle réglementation comptable française et préparer le passage aux normes IFRS; les chiffres d'encours à fin 2003 ont été ajustés en conséquence.

| (en millions d'euros) | 31/12/2004 | 31/12/2003 | 31/12/2002 |
|--|------------|------------|------------|
| Encours de crédit (y compris encours titrisés) | | | |
| - à la clientèle finale | 15 811 | 15 136 | 13 878 |
| - aux réseaux de concessionnaires | 5 421 | 4 531 | 4 809 |
| Total Banque PSA Finance | 21 232 | 19 667 | 18 687 |
| | | | |

Après cession à des fonds communs de créances lors des trois opérations de titrisation analysées ci-dessus, l'évolution est la suivante :

| (en millions d'euros) | 31/12/2004 | 31/12/2003 | 31/12/2002 |
|--|------------|------------|------------|
| Encours de crédit (après cession des créances titrisées) | | | |
| - à la clientèle finale | 13 394 | 13 007 | 11 378 |
| - aux réseaux de concessionnaires | 5 421 | 4 531 | 4 809 |
| Total Banque PSA Finance | 18 815 | 17 538 | 16 187 |

Le chiffre d'affaires de Banque PSA Finance correspond, pour les créances portées à son bilan, aux produits bruts d'intérêt sur ces créances. Pour les créances titrisées ayant fait l'objet d'une cession, il correspond aux revenus des parts résiduelles des fonds communs de créances détenues par la banque,

c'est-à-dire aux produits d'intérêt, nets des coûts de financement et du coût du risque. Par ailleurs, le chiffre d'affaires inclut les produits financiers générés par la réserve de trésorerie permanente constituée dans le bilan de Banque PSA Finance dans le cadre de sa stratégie de financement.

Le chiffre d'affaires ainsi constitué s'est établi comme suit :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|--------------------------|-------|-------|-------|
| Hors groupe | 1 500 | 1 555 | 1 530 |
| Intragroupe | 241 | 169 | 170 |
| Total Banque PSA Finance | 1 741 | 1 724 | 1 700 |

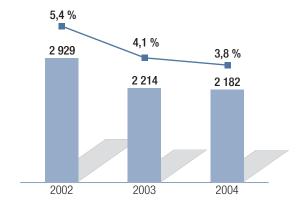
En 2004, il est en progression de 1,0 % sur celui de 2003. Il intègre les revenus tirés de la vente de services liés à des financements, tels que services de maintenance ou d'assurance (136 millions d'euros, contre 123 millions d'euros en 2003).

Marge opérationnelle consolidée à 2 182 millions d'euros

En février 2004, le groupe a annoncé que son objectif était d'atteindre une marge opérationnelle consolidée du même ordre qu'en 2003 où elle s'était élevée à 2 195 millions d'euros (2 214 millions d'euros après modification de la méthode de classement du résultat sur certaines opérations en devises).

Marge opérationnelle

(en millions d'euros - en % du chiffre d'affaires)



Marge opérationnelle semestrielle

(en millions d'euros - en % du chiffre d'affaires)



La marge opérationnelle du groupe s'établit à 2182 millions d'euros, soit 3,8 % du chiffre d'affaires consolidé, à comparer aux 2214 millions d'euros et 4 % du chiffre d'affaires en 2003. Par semestre, elle s'établit à 1068 millions d'euros, soit 3,7 % du chiffre d'affaires pour le premier semestre et à 1114 millions d'euros, soit 4,0 % du chiffre d'affaires pour le second semestre. La marge opérationnelle semestrielle du groupe a atteint un point bas au deuxième semestre 2003 et se redresse depuis lors.

MARGE OPÉRATIONNELLE DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|----------------------------------|-------|-------|-------|
| Automobile | 1 120 | 1 300 | 2 199 |
| Gefco | 150 | 5 143 | 134 |
| Faurecia | 360 | 303 | 256 |
| Autres activités et éliminations | 22 | 2 50 | 21 |
| Total | 1 670 | 1 796 | 2 610 |
| | | | |

La marge opérationnelle automobile s'élève à 1 126 millions d'euros, soit 2,5 % du chiffre d'affaires, à comparer à 1 300 millions d'euros et 3,0 % du chiffre d'affaires en 2003. Par semestre, elle s'établit à 537 millions d'euros, soit 2,3 % du chiffre d'affaires de la division pour le premier semestre et à 589 millions d'euros, soit 2,6 % du chiffre d'affaires pour le second semestre.

Les principaux éléments expliquant la variation de la marge opérationnelle automobile de 2003 à 2004 sont les suivants :

- L'évolution des volumes et du mix des ventes a un effet positif global de 53 millions d'euros. L'évolution des volumes a un effet positif de 60 millions d'euros ; l'effet de mix géographique est négatif de 109 millions d'euros en raison, notamment, de la baisse relative des ventes en Europe occidentale par rapport aux autres destinations ; l'impact du mix produit est positif de 102 millions d'euros grâce au lancement réussi de Peugeot 407 ; les premiers effets favorables du lancement de Citroën C4 sont encore peu significatifs et vont se renforcer sur l'exercice 2005.
- L'effet prix, très négatif sur la première moitié de l'année (193 millions d'euros), est au total de l'année négatif de 330 millions d'euros. Il est lié à la concurrence accrue, notamment en France et en Italie, mais se réduit au second semestre par rapport au premier par les effets favorables des lancements des nouveaux modèles.
- Les réductions de coûts de production génèrent un gain brut de 640 millions d'euros, atténué par l'impact de la hausse des coûts de matières premières estimé à 117 millions d'euros. Au total, la réduction des coûts de production s'élève à 523 millions d'euros. Hors effet des matières premières, le programme d'économies dépasse l'objectif du groupe de générer chaque année de l'ordre de 600 millions d'euros de baisse des coûts de production.
- L'augmentation des rémunérations du personnel a un impact estimé à 205 millions d'euros. Cette évolution intègre une baisse de 17 millions d'euros des sommes provisionnées au titre des systèmes de participation légale aux bénéfices et d'intéressement contractuel aux résultats. Le total de l'intéressement et de la participation à verser au titre de l'exercice 2004 s'élève à 155 millions d'euros dans la division automobile (182 millions d'euros pour l'ensemble du groupe).
- Les variations de change ont un effet négatif de 45 millions d'euros. La baisse en moyenne annuelle de 2 % du cours de l'euro face à la livre sterling a un impact positif de 56 millions d'euros. L'appréciation de l'euro face aux devises d'Europe centrale et d'Amérique latine a un effet négatif de 34 millions d'euros et 9 millions d'euros respectivement. La hausse de près de 10 % de l'euro face au dollar a un effet négatif de 25 millions d'euros.
- L'accroissement des amortissements et des frais d'exploitation liés aux investissements a un impact négatif de 107 millions d'euros.
- Enfin, parmi les autres éléments de variation dont l'impact total est négatif de 63 millions d'euros, les budgets de recherche et de développement sont maîtrisés (effet positif de 8 millions d'euros), en ligne avec l'objectif de stabilisation annoncé en début d'année 2004, tandis que l'augmentation de la contribution sociale de solidarité en France a un effet négatif de 20 millions d'euros.

La marge opérationnelle de Gefco s'est élevée à 156 millions d'euros et 5,4 % du chiffre d'affaires, en progression de 9,1 % sur celle de 2003 à 143 millions d'euros et 5,2 % du chiffre d'affaires. Cette progression s'explique par :

- la poursuite de la croissance des ventes et l'amélioration du taux de marge commerciale;
- un programme de compétitivité continu ayant porté à la fois sur les dépenses d'achats et sur la valeur ajoutée :
- dont les effets ont été en partie atténués par l'impact des hausses de coûts, notamment des achats de transport.

La marge opérationnelle de Faurecia s'établit à 366 millions d'euros, soit 3,4 % du chiffre d'affaires, à comparer à 303 millions d'euros et 3 % du chiffre d'affaires en 2003.

Cette évolution est principalement liée à :

- une activité soutenue au premier comme au second semestre, avec un chiffre d'affaires en hausse de 6,5 % au second semestre et 5,9 % sur l'ensemble de l'année :
- une amélioration de la performance industrielle de Faurecia venant compenser pour partie l'impact combiné de la pression toujours forte sur les prix de vente et de la hausse des matières premières qui a commencé à se faire sentir plus particulièrement au dernier trimestre;
- la stabilisation des frais de démarrage des nouvelles productions de 2004, traduisant le bon contrôle des programmes;
- la maîtrise des frais administratifs et commerciaux, stables à 2,9 % du chiffre d'affaires.

FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (activités industrielles et commerciales)

Sous référentiel comptable français et comme pour les années précédentes, les dépenses de recherche et développement de l'année 2004 sont intégralement enregistrées en charge de l'exercice, à la différence des comptes des principaux constructeurs automobiles européens qui capitalisent une partie de leurs frais de développement.

Les frais de recherche et de développement s'élèvent pour 2004 à 2 118 millions d'euros, en progression de 1,0 % par rapport à 2003.

Pour la division automobile, ils se montent à 1 832 millions d'euros, contre 1 840 millions d'euros en 2003. Comme souligné plus haut, cette stabilisation correspond aux objectifs de maîtrise des budgets de recherche et développement annoncés par le groupe au début de 2004, après une période de forte croissance depuis 2000.

Pour l'année 2004, les frais de recherche et développement de l'activité automobile représentent 4,0 % du chiffre d'affaires de la division. En y incluant les frais de développement sur les véhicules existants tels que nouvelles versions, nouvelles motorisations, restylages, qui sont inclus dans les coûts des biens vendus afin de mieux refléter les prix de revient de fabrication et d'avoir une plus juste appréciation des marges commerciales, ils s'établissent à 2 263 millions d'euros et 4.9 % du chiffre d'affaires automobile.

Résultats et financement en 2004 Résultats

Les frais de recherche et de développement de Faurecia se sont établis en brut à 596 millions d'euros, soit 5,6 % du chiffre d'affaires. Nets des refacturations aux clients, ils se montent à 273 millions d'euros, soit 2,5 % du chiffre d'affaires. En net, ils sont en hausse de 13,4 % sur le niveau de 2003.

MARGE OPÉRATIONNELLE DE BANQUE PSA FINANCE

La marge opérationnelle de Banque PSA Finance s'élève à 512 millions d'euros, en forte augmentation par rapport aux 418 millions d'euros et aux 319 millions d'euros atteints respectivement en 2003 et 2002.

L'année 2004 a été marquée par une nouvelle hausse de l'activité qui a eu un effet positif de 50 millions d'euros sur la marge opérationnelle. L'amélioration du taux de marge du portefeuille de crédit, particulièrement prononcée en 2002 et 2003, s'est poursuivie avec un impact favorable de 8 millions d'euros. La maîtrise des frais d'exploitation, stables après impact de l'effet de change,

se confirme dans un contexte de croissance continue de l'activité. Le coût du risque de crédit, maintenu à un bon niveau par rapport à l'ensemble de la profession, s'est légèrement amélioré avec un impact positif sur la marge opérationnelle de 7 millions d'euros. Par ailleurs, l'effet du changement de méthodes comptables sur le provisionnement des créances, détaillé en note 1 P. 2. aux états financiers consolidés a un impact favorable de 18 millions d'euros sur la marge opérationnelle ; au total, le coût du risque sur encours de crédit (y compris encours titrisés) est ainsi passé de 0,48 % à 0,36 %.

Les titrisations de créances opérées en 2001, 2002 et 2004 sont sans effet sur la marge opérationnelle, la norme comptable retenue conduisant à prendre en compte, via les revenus des parts résiduelles conservées par Banque PSA Finance, les marges des créances titrisées au fur et à mesure de leur réalisation.

Rapportée à l'encours moyen de crédit, la marge opérationnelle s'améliore à nouveau fortement à 2,6 %, contre 2,2 % en 2003 et 1,8 % en 2002.

FRAIS DE PERSONNEL

Les frais de personnel du groupe s'établissent comme suit :

| | | 1 | |
|---|-------|-------|-------|
| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
| Automobile | 6 066 | 5 775 | 5 569 |
| Gefco | 344 | 320 | 290 |
| Faurecia | 1 940 | 1 863 | 1 877 |
| Autres activités et holding | 158 | 150 | 184 |
| Total activités industrielles et commerciales | 8 508 | 8 108 | 7 920 |
| Banque PSA Finance | 120 | 109 | 115 |
| Total PSA PEUGEOT CITROËN | 8 628 | 8 217 | 8 035 |
| | | | |

Les frais de personnel s'établissent en 2004 en hausse de 5,0 % sur 2003. Outre la hausse des rémunérations individuelles, cette évolution traduit celle des effectifs inscrits à fin décembre :

| | 2004 | 2003 | 2002 |
|---|---------|---------|---------|
| Automobile | 139 000 | 134 700 | 133 300 |
| Gefco | 8 800 | 8 400 | 8 000 |
| Faurecia | 54 400 | 51 900 | 52 200 |
| Autres activités et holding | 2 600 | 2 700 | 2 900 |
| Total activités industrielles et commerciales | 204 800 | 197 700 | 196 400 |
| Banque PSA Finance | 2 400 | 2 200 | 2 200 |
| Total PSA PEUGEOT CITROËN | 207 200 | 199 900 | 198 600 |
| | | | |

Dans la division automobile, la hausse des effectifs de recherche et développement s'est accompagnée d'une baisse parallèle du recours à des bureaux d'études extérieurs. Les effectifs de Faurecia augmentent en liaison avec la croissance de l'activité et le développement international.

Résultat net part du groupe à 1 357 millions d'euros

Le résultat net – part du groupe – est un profit de 1 357 millions d'euros. Il est en baisse par rapport au résultat net de 2003 qui s'est élevé à 1 497 millions d'euros. Le résultat net part du groupe représente 2,4 % du chiffre d'affaires, à comparer à 2,8 % en 2003.

Le résultat net par action pour 2004 est de 5,64 euros par action, après un résultat net par action de 6,14 euros en 2003 ; il n'existe pas de titres en circulation de nature à créer dans le futur des actions Peugeot S.A. susceptibles de diluer ce résultat.

Au cours de l'exercice 2004, le groupe a racheté 6 295 002 actions de la société Peugeot S.A. dans le cadre des autorisations données par les Assemblées Générales des actionnaires des 28 mai 2003 et 26 mai 2004, à un cours moyen de 45,58 euros par action.

Le nombre d'actions composant le capital de Peugeot S.A. s'établit à fin 2004 à 243 109 146 actions, dont 10 230 439 sont détenues par la société ellemême. À fin 2003, le nombre d'actions composant le capital de Peugeot S.A. s'élevait à 243 109 146 actions, dont 4 086 884 détenues par la société.

Le nombre d'actions moyen de l'année servant de base au calcul du résultat par action s'est élevé à 240 485 711 actions pour l'année 2004, contre 243 902 478 pour 2003.

COÛT DE CESSATION D'ACTIVITÉ DE CERTAINS SALARIÉS ÂGÉS (activités industrielles et commerciales)

Pour l'exercice 2004, ce poste a représenté une charge de 24 millions d'euros correspondant principalement à l'actualisation des provisions antérieures.

À fin 2004, le total des provisions restant inscrites au bilan au titre du plan de cessation d'activité anticipé en France de salariés âgés des activités automobile et équipement automobile s'élève à 345 millions d'euros dont 326 millions d'euros pour la division automobile et 9 millions d'euros pour Faurecia. À la clôture de l'exercice 2004, 10 585 personnes sont concernées par ces accords, dont 569 au titre du groupe Faurecia. Le périmètre n'est plus susceptible de révision ultérieure.

FRAIS DE RATIONALISATION (activités industrielles et commerciales)

Les frais de rationalisation s'élèvent pour 2004 à 69 millions d'euros, dont 57 millions d'euros liés aux coûts de restructuration de Faurecia, notamment en France et en Allemagne.

RÉSULTAT FINANCIER (activités industrielles et commerciales)

Le résultat financier est pour 2004 une charge nette de 99 millions d'euros, à comparer à une charge de 30 millions d'euros en 2003. Cette charge inclut pour 69 millions d'euros le coût sur 2004 des primes d'options de vente de livre sterling et de yen japonais, à comparer à un coût de 7 millions d'euros en 2003.

Pour 2004, les placements financiers ont généré des produits pour un total de 148 millions d'euros ; ces placements, rémunérés sur base d'un taux d'intérêt, ont représenté un encours moyen journalier de 5 866 millions d'euros, à un taux d'intérêt moyen estimé de 2,25 %. Les dettes à court, moyen et long termes ont porté sur un montant moyen journalier de 5 702 millions d'euros, à un taux d'intérêt moyen estimé de 3,12 %, pour un coût total de 178 millions d'euros.

AUTRES REVENUS ET CHARGES

Les autres produits et charges sont pour 2004 un profit de 199 millions d'euros, à comparer à un profit de 192 millions d'euros en 2003. Ils se répartissent comme suit :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|---|------|------|------|
| Activités industrielles et commerciales | 202 | 197 | 9 |
| Activités de financement | (3) | (5) | (3) |
| Total PSA PEUGEOT CITROËN | 199 | 192 | 6 |

Les produits dégagés en 2004 et en 2003 résultent principalement de plus-values réalisées sur la cession de titres de placement pour 181 millions d'euros et 160 millions d'euros respectivement.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES

La charge d'impôt sur le périmètre de consolidation par intégration globale s'analyse sur l'ensemble du groupe, en combinant activités industrielles et commerciales et activités de financement, compte tenu du régime d'intégration fiscale français, qui englobe les activités des divisions automobile, financement, transport et logistique et autres activités en France. Elle s'établit comme suit :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|---|------|------|------|
| Activités industrielles et commerciales | 494 | 563 | 666 |
| Activités de financement | 182 | 122 | 111 |
| Total PSA PEUGEOT CITROËN | 676 | 685 | 777 |

La charge d'impôt sur le résultat des sociétés intégrées s'élève pour 2004 à 676 millions d'euros ; elle représente 30,9 % du résultat avant impôt de 2 189 millions d'euros, soit un niveau proche de celui de 2003 où la charge d'impôt s'est élevée à 685 millions d'euros et 29,6 % du résultat avant impôt.

RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Le résultat des sociétés mises en équivalence constitue pour 2004 une perte de 8 millions d'euros, à comparer à un profit de 46 millions d'euros en 2003.

Ce montant qui correspond essentiellement aux intérêts du groupe dans les sociétés de gestion des coopérations avec d'autres groupes de construction automobile, intègre la contribution négative de 18 millions d'euros de la société Toyota Peugeot Citroën Automobiles correspondant aux coûts de démarrage de la nouvelle usine de Kolin qui produira à partir de 2005 les nouvelles Citroën C1, Peugeot 107 et Toyota Aygo; il intègre également une contribution de Dongfeng Peugeot Citroën Automobile (DPCA) négative de 38 millions d'euros à comparer à une contribution positive de 32 millions d'euros en 2003.

Pour 2004, année qui a constitué une période de transition dans l'attente des effets du renouvellement de la gamme de produits, le chiffre d'affaires de DPCA s'est établi à 8 491 millions de yuans, en baisse de 21,9 % sur les douze mois précédents. La marge opérationnelle est négative de 571 millions de yuans en raison du recul du chiffre d'affaires, de la forte pression concurrentielle qui s'est exercée en Chine tout au long de l'année et des coûts de lancement de nouveaux produits. Après les frais financiers de 153 millions de yuans et des résultats de change négatifs de 228 millions de yuans, le résultat net s'établit en perte de 985 millions de yuans.

AMORTISSEMENT DES ÉCARTS D'ACQUISITION

Les dotations aux amortissements des écarts d'acquisition s'élèvent à 128 millions d'euros, à comparer à 158 millions d'euros en 2003.

Pour 2004, ils comprennent pour l'essentiel les amortissements, calculés sur une durée de vingt ans, des écarts d'acquisition de Crédipar (5 millions d'euros) pour la division financement et, pour Faurecia, de Bertrand Faure (42 millions d'euros), de Faurecia Exhaust Systems (9 millions d'euros) et des activités automobiles de Sommer Allibert (60 millions d'euros). En 2003, il comprenait l'amortissement exceptionnel de l'écart d'acquisition de Gefco KN (28 millions d'euros), rendu nécessaire par l'impact négatif sur le redressement des marges de cette société du ralentissement conjoncturel de l'activité économique en Allemagne depuis 2001.

Financement du groupe

Stratégie de financement

Le groupe PSA PEUGEOT CITROËN comprend d'une part, des activités industrielles et commerciales, d'autre part, des activités de financement qui ont des caractéristiques financières significativement distinctes et requièrent donc des stratégies de financement cohérentes mais spécifiques dans leurs modalités.

ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

Pour les activités industrielles et commerciales, la stratégie de financement du groupe est basée sur l'obtention régulière de flux de trésorerie d'exploitation capables de couvrir les investissements corporels requis par le développement de ces activés et la modernisation des usines de production permettant d'amener ces usines au meilleur niveau mondial d'efficacité. Ces flux de trésorerie doivent dégager, au-delà de la couverture des investissements, une trésorerie permettant la croissance des dividendes, l'amélioration régulière de la position financière nette des activités industrielles et commerciales et la politique de rachat d'actions.

La stratégie de financement vise à disposer, au-delà d'une position financière nette positive, de réserves de trésorerie importantes pour faire face à toutes éventualités. En conséquence, le groupe se porte emprunteur de fonds à long terme lorsqu'il dispose de conditions favorables sur le plan financier pour le faire, soit auprès d'établissements financiers nationaux ou supranationaux dédiant leurs financements à des investissements dont les caractéristiques correspondent à ceux du groupe, soit auprès des marchés financiers.

Faurecia dispose par ailleurs de financements spécifiques, dédiés notamment au financement des acquisitions d'entreprises effectuées au cours des dernières années. Compte tenu de la mise en oeuvre de cette stratégie, la trésorerie des activités industrielles et commerciales, nette des banques créditrices, s'élève à fin 2004 à 4 250 millions d'euros.

Peugeot S.A. dispose par ailleurs, afin de compléter le cas échéant ces réserves de trésorerie, de lignes de crédit confirmées non tirées disponibles pour l'ensemble des sociétés du groupe et régulièrement renouvelées, qui s'élèvent à fin 2004 à 2 400 millions d'euros. Faurecia dispose de son côté de lignes de crédit confirmées, à hauteur de 1 778 millions d'euros, qui ne sont tirées qu'à hauteur de 447 millions d'euros à fin 2004.

BANQUE PSA FINANCE

Comme pour les activités industrielles, la stratégie de financement de Banque PSA Finance vise à mettre en place les moyens permettant d'assurer la pérennité de l'activité opérationnelle de la banque face à toute éventualité, en particulier sur les marchés financiers. Ces moyens sont en premier lieu des réserves de liquidités, qui excèdent en permanence 2 250 millions d'euros et se sont établies à fin 2004 à 2 790 millions d'euros ; ces réserves couvrent le risque de liquidité court terme de la banque. Ils consistent ensuite en une adéquation entre les

échéances des ressources de financement tirées et celles des actifs de crédit de la clientèle finale ; cette adéquation permet d'assurer qu'à tout instant et pour chaque échéance future, la banque dispose de ressources supérieures aux actifs à financer et couvre ainsi le risque de liquidité à terme. En juillet 2004, Banque PSA Finance a renoncé par anticipation à la ligne de 3 000 millions d'euros à échéance juillet 2005 et a conclu une nouvelle ligne syndiquée de 3 300 millions d'euros à échéance 2010. Banque PSA Finance dispose ainsi de lignes de crédit confirmées non tirées pour un montant total au 31 décembre 2004 de 6 000 millions d'euros, dont 3 300 millions d'euros à échéance juillet 2010 et 2 700 millions d'euros à échéance juin 2008.

La stratégie de financement de la banque repose également, pour en conforter la sécurité, sur la diversification la plus large de ses sources de financement (marchés interbancaires, papier commercial, certificats de dépôt, marché obligataire, medium term notes) et des types d'investisseurs avec lesquels ces opérations sont effectuées, afin d'éviter que des perturbations sur un marché financier déterminé puissent avoir des incidences significatives sur son fonctionnement. Dans ce cadre et à cette fin de diversification, la banque a développé depuis le début 2001 sa présence sur le marché de la titrisation en Europe, qui présente désormais une liquidité très large et des conditions de financement comparables à celles des autres sources de financement. La banque a ainsi procédé en juin 2001, juillet 2002 et février 2004 à trois opérations de cessions d'actifs de crédit à la clientèle finale pour respectivement 1 000, 1 500 et 1 000 millions d'euros, à un fonds commun de créances dont les titres ont été placés auprès d'un large panel d'investisseurs européens.

Le financement de la banque repose enfin sur des fonds propres qui sont maintenus à un niveau élevé. À fin 2004, les fonds propres de la banque s'établissent à 8,5 % des encours de crédits totaux (y compris encours titrisés) et à 9,5 % hors encours titrisés. Le ratio de solvabilité européen de la banque s'établit à 9,9 % à fin 2004.

COVENANTS FINANCIERS

Afin d'assurer la sécurité de l'ensemble des financements, tirés ou non tirés, de Banque PSA Finance, de PSA PEUGEOT CITROËN et de Faurecia, la politique du groupe est de limiter strictement dans les contrats de financement les clauses qui permettent aux prêteurs d'exiger une modification de l'échéancier contractuel des remboursements ou une modification des conditions financières du contrat. Sont exclues notamment les clauses liées aux changements de notation ("rating triggers") ou les clauses liées à des changements des conditions économiques ("material adverse change"), sauf, dans ce dernier cas, pour les contrats avec certains prêteurs supranationaux qui exigent ce type de protection du fait de leur statut. Les clauses de remboursement anticipé liées à des ratios financiers sont, lorsqu'elles doivent être acceptées dans le cadre de pratiques habituelles de marché, rédigées de manière à en limiter l'impact éventuel.

La ligne de crédit non tirée à disposition de Peugeot S.A. comporte une clause de cette nature ; elle requiert que l'endettement net des activités industrielles et commerciales du groupe soit inférieur à une fois et demie ses fonds propres. À fin 2004, les activités industrielles et commerciales disposent d'une trésorerie nette de l'endettement de 1 428 millions d'euros. Le non-respect de ce ratio financier par Peugeot S.A. a pour effet de suspendre la possibilité de tirages supplémentaires et ne constitue pas un cas de remboursement anticipé des tirages existants.

La ligne de crédit confirmée de Faurecia comporte également une clause de cette nature qui requiert d'une part, le respect d'un ratio maximum de 3,5 entre l'endettement net ajusté et l'EBITDA et, d'autre part, le respect d'un ratio minimum de 4,5 entre l'EBITDA et les intérêts nets. À fin 2004, ces deux ratios s'établissent respectivement à 2,19 et 9,51. Le non-respect par Faurecia des valeurs maximale/minimale de ces ratios financiers à une date de référence donnée, ouvre la possibilité à chaque prêteur de demander individuellement, et pour sa propre quote-part seulement, l'accélération du remboursement des tirages en cours et la résiliation de sa participation au contrat qui poursuit ses effets avec les autres prêteurs.

De manière à assurer l'indépendance du financement de Banque PSA Finance et de Faurecia, les contrats de financement des sociétés de chacune de ces divisions ne comportent aucune clause de défaut croisé avec les autres entités du groupe PSA PEUGEOT CITROËN.

NOTATION

Peugeot S.A. et Banque PSA Finance font l'objet, pour les programmes de dettes à court et long terme qu'elles émettent sur les marchés financiers ou qui sont émis par leurs filiales avec leurs garanties, de notations sollicitées de la part de Standard & Poor's et de Moody's Investor Service.

Le 25 juin 2002, Standard & Poor's a confirmé les notations A- pour les dettes à long terme et A2 pour les dettes à court terme de Peugeot S.A., Banque PSA Finance et leurs filiales. Standard & Poor's a, dans le même temps, changé la perspective d'évolution de ces notations de stable à positive. Les notes et la perspective ont été confirmées pour Peugeot S.A. et Banque PSA Finance les 17 novembre 2004 et 18 février 2004 respectivement.

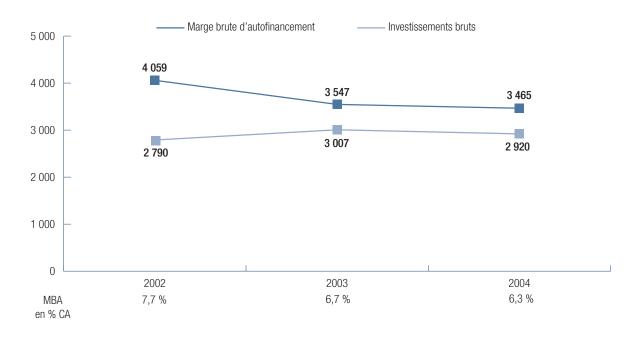
Le 28 mai 2002, Moody's Investor Service a relevé la notation de Banque PSA Finance de A3 à A2 pour les dettes à long terme et de P2 à P1 pour les dettes à court terme, avec une perspective stable d'évolution de ces notations. Le 15 novembre 2002, Moody's Investor Service a confirmé la notation de Peugeot S.A. et ses filiales garanties, A3 pour les dettes à long terme et P2 pour les dettes à court terme, et changé la perspective d'évolution de ces notations de stable à positive. Les notes et la perspective ont été confirmées pour Peugeot S.A. et Banque PSA Finance les 29 novembre 2004 et 24 février 2005 respectivement.

Analyse des flux de trésorerie

FLUX D'EXPLOITATION DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

Les flux d'exploitation des activités industrielles et commerciales s'élèvent à 4 363 millions d'euros pour l'année 2004, à comparer à 3 323 millions d'euros en 2003.

Marge brute d'autofinancement et investissements corporels des activités industrielles et commerciales



La marge brute d'autofinancement des activités industrielles et commerciales atteint 3 465 millions d'euros en 2004, soit 6,3 % du chiffre d'affaires, contre 3 547 millions d'euros et 6,7 % du chiffre d'affaires en 2003. Cette évolution combine le retrait du résultat net des sociétés intégrées et la hausse de 175 millions d'euros des dotations aux amortissements, conséquence de l'augmentation des investissements intervenue au début des années 2000. Elle est pour 2004 affectée négativement par les versements exceptionnels faits en France aux fonds externes relatifs aux retraites pour les amener à un niveau satisfaisant de couverture des engagements. Le total des versements aux fonds externes s'élève ainsi à 219 millions d'euros.

Les besoins en fonds de roulement des activités industrielles et commerciales se sont réduits de 898 millions d'euros en 2004, après une augmentation en 2003, de 224 millions d'euros.

Cette réduction résulte principalement de la hausse du crédit fournisseur liée à l'accroissement de la production de la division automobile au cours du dernier trimestre de 2004 par rapport à son niveau du dernier trimestre de 2003 ; à l'effet de volume s'ajoute également un effet de mix significatif en raison du lancement de la Peugeot 407. Au total, le crédit fournisseur de la division automobile est en hausse de 585 millions d'euros à fin 2004 par rapport au niveau de fin 2003. Ce crédit fournisseur est également en hausse de 164 millions d'euros sur Faurecia et 36 millions d'euros sur Gefco, également en raison du niveau de l'activité.

Les stocks sont en hausse de 414 millions d'euros, principalement en raison des stocks constitués pour les lancements de Peugeot 407 et de Citroën C4.

Y compris réseaux propres, les stocks de voitures neuves à fin 2004 sont en hausse de 33 500 voitures par rapport à leur niveau du 31 décembre 2003, et en hausse de 21 900 voitures par rapport au 30 juin 2004.

| (en unités) | Constructeur | Réseau propre | Total |
|------------------|--------------|---------------|---------|
| 31 décembre 2002 | 216 500 | 53 000 | 269 500 |
| 30 juin 2003 | 287 000 | 60 500 | 347 500 |
| 31 décembre 2003 | 239 600 | 48 900 | 288 500 |
| 30 juin 2004 | 242 500 | 57 600 | 300 100 |
| 31 décembre 2004 | 267 900 | 54 100 | 322 000 |

L'évolution des stocks est compensée par une réduction de 465 millions d'euros des autres besoins en fonds de roulement, correspondant principalement d'une part aux actions d'optimisation entreprises pour réduire les crédits de taxe à la valeur ajoutée à récupérer, d'autre part, de l'évolution normale des dettes à l'égard du personnel, en liaison avec la hausse des effectifs et les régimes de congés en France et enfin une hausse en fin d'année des dettes sur les fournisseurs d'immobilisations liée principalement au calendrier de la construction de l'usine de Trnava.

FLUX D'EXPLOITATION DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les flux d'exploitation des activités de financement ont dégagé un solde négatif de 286 millions d'euros contre un solde positif de 251 millions d'euros en 2003. La marge brute d'autofinancement, qui reflète les résultats nets de l'activité, s'établit pour 2004 à 414 millions d'euros contre 343 millions d'euros en 2003. La variation

Par activité, les investissements corporels du groupe s'établissent comme suit :

des actifs et passifs d'exploitation dégage en 2004 un solde négatif de 700 millions d'euros, après un solde négatif de 92 millions d'euros en 2003. Ce solde correspond à la variation combinée des actifs de crédits, des refinancements mis en place, des placements correspondant à la réserve de sécurité disponible à tout moment et des dettes et créances diverses liées à l'exploitation.

FLUX D'INVESTISSEMENTS

Les investissements corporels bruts du groupe s'établissent à 2 931 millions d'euros, à comparer à 3 020 millions d'euros en 2003. Ce montant, qui intègre 229 millions d'euros de dépenses d'investissements au titre de l'usine de Trnava (Slovaquie), est conforme à l'objectif du groupe qui vise à consacrer à moyen terme une enveloppe annuelle maximum de 3 000 millions d'euros aux investissements corporels.

Investissements corporels bruts

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|---|-------|-------|-------|
| Automobile | 2 470 | 2 574 | 2 357 |
| Gefco | 64 | 54 | 51 |
| Faurecia | 372 | 354 | 351 |
| Autres activités | 14 | 25 | 31 |
| Total activités industrielles et commerciales | 2 920 | 3 007 | 2 790 |
| Banque PSA Finance | 11 | 13 | 12 |
| Total PSA PEUGEOT CITROËN | 2 931 | 3 020 | 2 802 |
| | | | |

Résultats et financement en 2004 Financement du groupe

Les cessions d'immobilisations corporelles s'établissent en 2004 à 43 millions d'euros, contre 149 millions d'euros en 2003.

Les acquisitions de titres de participation et de sociétés consolidées se sont établies à 179 millions d'euros. Elles correspondent principalement, pour un total de 128 millions d'euros, au rachat d'actions de Dongfeng Peugeot Citroën Automobile détenues par des institutions financières chinoises et françaises, faisant passer la part du groupe de 31,9 % à 50,0 % et, pour un total de 25 millions d'euros, au rachat par Faurecia d'actions SAI Automotive AG détenues par des actionnaires minoritaires, pour détenir désormais 100 % des activités allemandes de Sommer Allibert.

FLUX DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Y compris les activités de financement, le flux des opérations financières a représenté une consommation de 1 092 millions d'euros, à comparer à une consommation de 71 millions d'euros en 2003.

Ce flux comprend notamment en emplois le versement de dividendes par Peugeot S.A. à hauteur de 321 millions d'euros, à comparer à 325 millions d'euros en 2003. Il inclut également le rachat de 6 295 002 actions Peugeot S.A., à un cours moyen de 45,58 euros, correspondant à un montant global de 287 millions d'euros ; 248 millions d'euros ont été affectés en achats d'actions propres et 39 millions d'euros ont été affectés à la couverture des plans d'options et inscrits en valeurs mobilières de placement.

Situation financière du groupe

CAPITAUX PROPRES

Le résultat de l'exercice 2004 a permis de conforter à nouveau les capitaux propres du groupe. Ces capitaux propres s'élèvent à fin 2004 à 12 697 millions d'euros, à comparer à 11 864 millions d'euros à fin 2003.

Les capitaux propres par action, calculés sur le nombre d'actions hors autodétention, s'élèvent à fin 2004 à 54,52 euros, en progression de 9,8 % sur le niveau de 49.64 euros atteint à fin 2003.

Les capitaux propres par action couvrent ainsi 117 % du cours de l'action à fin 2004 (46,70 euros).

POSITION FINANCIÈRE NETTE DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

La position financière nette des activités industrielles et commerciales, dont le calcul est détaillé en note 40 aux états consolidés, est l'indicateur qui reflète le mieux la situation financière du groupe à l'égard des tiers financiers. Il intègre la trésorerie nette, c'est-à-dire le solde des postes de trésorerie, de placements

à court terme et de financements à court terme des activités industrielles et commerciales ainsi que le solde de leurs emprunts à long terme.

Au 31 décembre 2004, la position financière nette des activités industrielles et commerciales est positive de 1 428 millions d'euros, à comparer à un solde positif de 563 millions d'euros à fin 2003.

Pour 2004, le passage d'une position financière nette positive de 563 millions d'euros à fin décembre 2003 à une position financière nette positive de 1 428 millions d'euros à fin décembre 2004, résulte de l'écart dégagé entre d'une part, les flux générés par l'exploitation des sociétés industrielles et commerciales à 4 363 millions d'euros et, d'autre part, le flux net des investissements (3 115 millions d'euros), le paiement des dividendes par les sociétés industrielles et commerciales (331 millions d'euros) et les rachats d'actions (287 millions d'euros). Ont impacté positivement la position financière nette les plus values dégagées sur la cession de titres de placement (181 millions d'euros) et l'affectation en valeurs mobilières de placement de 39 millions d'euros d'actions Peugeot S.A. destinées à la couverture du plan d'options d'achat décidé en 2004.

Engagements de retraites complémentaires et d'indemnités complémentaires

Les salariés du groupe PSA PEUGEOT CITROËN bénéficient dans certains pays de prestations de retraites, qui sont versées annuellement aux retraités, ou d'indemnités de départ, qui sont versées en une fois au moment du départ en retraite.

Ces systèmes sont soit de type prestations définies, auquel cas le salarié bénéficie de la part du groupe d'un complément de retraite fixé en fonction de paramètres tels que son âge, la durée de sa carrière, le montant de ses rémunérations, le montant des retraites versées par les organismes de Sécurité sociale, soit de type contributions définies, auquel cas le complément de retraite est fixé, lors du départ en retraite, par le capital accumulé résultant des contributions versées par

le salarié et l'entreprise à des fonds extérieurs ainsi que le rendement des fonds ainsi constitués et placés sur les marchés financiers.

Le groupe privilégie les systèmes à contributions définies, mieux à même d'assurer la sécurité de la retraite pour les salariés et d'éviter d'exposer l'entreprise aux risques financiers résultant des engagements pris. À cet effet, le groupe a, en 2002, mis en place de tels régimes à contributions définies en Espagne et au Brésil. En France, le groupe a décidé de mettre fin à l'acquisition de nouveaux droits dans le cadre du régime à prestations définies prévalant jusqu'au 30 juin 2002, sauf pour les salariés âgés de plus de 59 ans. Celui-ci a été remplacé par un régime à cotisations définies qui bénéficie à l'ensemble

des salariés ayant une rémunération au-delà du plafond de cotisations du régime français obligatoire de Sécurité sociale. Ce nouveau système est alimenté par des cotisations de l'entreprise et du salarié fixées respectivement à 4 et 2 % de la part de la rémunération supérieure au plafond de la Sécurité sociale. Les obligations de l'entreprise au titre des droits acquis avant le 30 juin 2002 par les salariés âgés de moins de 59 ans dans l'ancien régime à prestations définies ont fait l'objet en 2002 d'une externalisation complète sous forme du paiement d'une prime unique de 384 millions d'euros à une compagnie d'assurance-vie de premier plan ; en conséquence, les engagements du groupe à ce titre lui ont été définitivement transférés. En parallèle à cette importante réforme, les régimes de compléments de retraite à prestations définies accordés par le groupe aux salariés des filiales implantées en Grande-Bretagne ont été fermés à tous les salariés recrutés à partir de mai 2002. Ceux-ci bénéficient désormais d'un nouveau régime à cotisations définies abondé par l'entreprise en fonction des versements qu'ils effectuent. Les autres salariés continuent de bénéficier des anciens régimes à prestations définies, au financement desquels ils participent par le versement d'une cotisation, portée en 2002 à 4 % de la rémunération, contre 3 % précédemment.

Pour les régimes de retraites correspondant aux régimes à prestations définies qui subsistent après ces réformes, le groupe calcule la valeur actuelle des prestations futures à verser aux salariés et aux retraités suivant le modèle de la norme FAS 87. Afin de couvrir ces engagements, le groupe a versé à des institutions externes chargées de la gestion des fonds, sous des formes juridiques dépendant du pays d'application, des sommes destinées au paiement futur des charges correspondantes. Ces sommes sont régulièrement complétées afin d'être ajustées au montant des engagements, la politique générale du groupe étant d'externaliser ces engagements. Des provisions sont constituées dans le bilan du groupe pour compléter ces fonds.

L'ensemble des engagements étant fixé à chaque fin d'exercice dans les conditions indiquées ci-dessus et compte tenu des fonds gérés par les institutions externes, les charges comptabilisées au cours de l'exercice correspondent :

- aux droits supplémentaires acquis par les salariés au cours de cet exercice, les droits étant généralement dépendants de l'ancienneté acquise dans le groupe ;
- à la variation de l'actualisation des droits existants en début d'exercice, compte tenu de l'écoulement d'une année ;
- à l'amortissement des éléments différés provenant d'une part de changements de certaines hypothèses lors des réestimations périodiques, d'autre part, de l'écart constaté entre le rendement réel des fonds externes et le rendement normalisé des fonds externalisés;
- sous déduction du rendement normalisé attendu pour l'exercice à venir sur les fonds externalisés

À fin 2004, la valeur actuelle des prestations futures à servir s'élève à 3 236 millions d'euros, à comparer à 3 194 millions d'euros à fin 2003. Les engagements se sont réduits de 65 millions d'euros au titre des écarts de réestimation notamment au Royaume-Uni en liaison avec le réajustement de l'échéancier de versement des prestations, et de 132 millions d'euros du fait du paiement des prestations en 2004. Les engagements se sont accrus de 252 millions d'euros correspondant aux nouveaux droits acquis par les salariés et à l'effet de réactualisation des droits précédemment acquis.

Les fonds servant à la couverture des engagements sont passés de 1 792 millions d'euros à 2 148 millions d'euros, du fait de l'impact du rendement attendu des fonds (123 millions d'euros), des dotations (284 millions d'euros) et des prestations de l'exercice (111 millions d'euros) ainsi que de la prise en compte, pour 66 millions d'euros, d'écarts de réestimation relatifs principalement à l'excédent du rendement des fonds par rapport au rendement attendu. La performance financière a ainsi atteint 8,8 % en France et 10,3 % au Royaume-Uni.

À fin 2004, les éléments différés, qui sont amortis sur la durée moyenne de service aux bénéficiaires, s'établissent à 1 028 millions d'euros, en baisse sur le niveau de 1 242 millions d'euros à fin 2003. Cette baisse résulte pour 130 millions d'euros des modifications des écarts de réestimation des engagements et de fonds et pour 83 millions d'euros de l'amortissement annuel des éléments différés.

Les provisions figurant au bilan, qui participent à la couverture des engagements, s'élèvent à 280 millions d'euros, contre 307 millions d'euros à fin 2003.

En dehors du Royaume-Uni, aucune obligation d'abonder les fonds ne pèse sur le groupe hormis celle d'assurer les prestations aux bénéficiaires au fur et à mesure de leurs échéances. Au Royaume-Uni, la réglementation pourrait conduire le groupe, sur la base des valeurs actuelles des fonds, à verser sur chacune des trois prochaines années un maximum de 70 millions d'euros de fonds complémentaires.

La charge comptabilisée conformément aux normes décrites ci-dessus s'est élevée à 206 millions d'euros en 2004, à comparer à 165 millions d'euros en 2003.

Rentabilité des capitaux employés

Définition et méthodes

Le taux de rentabilité des capitaux employés est la mesure d'efficacité économique retenue par le groupe.

Les capitaux employés correspondent aux moyens que l'entreprise met en œuvre pour son activité opérationnelle.

Le résultat économique considéré pour calculer le taux de rentabilité des capitaux employés correspond pour l'essentiel à la marge opérationnelle corrigée des autres résultats reflétant la performance économique des actifs rentrant dans la définition des capitaux employés.

Le taux de rentabilité des capitaux employés avant impôts est le rapport du résultat économique au montant des capitaux employés de fin d'année. La définition et le calcul des capitaux employés, du résultat économique et du taux de rentabilité des capitaux employés, sont détaillés en note 42 aux états financiers consolidés.

Pour obtenir un taux de rentabilité des capitaux employés après impôts, le groupe a choisi de retenir un taux d'impôt normatif de 33 1/3 % qui reflète en moyenne le taux qui s'applique à ses opérations courantes.

Capitaux employés

Les capitaux employés à fin décembre 2004 s'élèvent à 16 660 millions d'euros, en hausse de 717 millions d'euros sur le niveau atteint à fin 2003. Pour la division automobile, les capitaux employés sont en hausse de 468 millions d'euros. Cette hausse résulte principalement d'une progression de 783 millions d'euros des immobilisations corporelles nettes, dont 263 millions d'euros correspondant à la quote-part du groupe dans Toyota Peugeot Citroën Automobiles et Dongfeng Peugeot Citroën Automobile ; la progression dans le périmètre consolidé par intégration globale résulte du montant des investissements de l'exercice, net des amortissements pratiqués en 2004. Les besoins en fonds de roulement sont en réduction de 457 millions d'euros, consécutifs principalement à la hausse du crédit fournisseur en liaison avec la hausse de la production de la division automobile.

Pour Banque PSA Finance, la hausse de 340 millions d'euros résulte principalement de la progression des capitaux propres de la banque, elle-même liée à la rentabilité des opérations en 2004.

Les capitaux employés de Faurecia sont en baisse de 95 millions d'euros. La stabilité des immobilisations corporelles nettes traduit la maîtrise des investissements tandis que celle des besoins en fonds de roulement reflète principalement la maîtrise des créances clients. Au total, la baisse des capitaux employés résulte principalement de la baisse des écarts d'acquisition du fait de leur amortissement progressif.

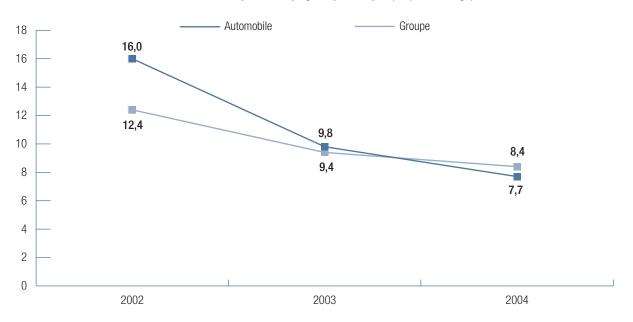
Capitaux employés

| (en millions d'euros) | 31/12/2004 | 31/12/2003 | 31/12/2002 |
|--|------------|------------|------------|
| Automobile | 10 594 | 10 126 | 9 560 |
| Banque PSA Finance | 2 126 | 1 786 | 1 680 |
| Gefco | 447 | 448 | 405 |
| Faurecia | 3 776 | 3 871 | 3 943 |
| Autres activités et écritures de consolidation | (283) | (288) | (307) |
| Total PSA PEUGEOT CITROËN | 16 660 | 15 943 | 15 280 |

Rentabilité des capitaux employés

La rentabilité après impôt des capitaux employés diminue pour s'établir à 8,4 % après 9,4 % en 2003. Cette baisse reflète la stabilité de la marge opérationnelle du groupe face à des capitaux employés en hausse. La rentabilité après impôt des capitaux employés diminue pour la division automobile de 9,8 % en 2003 à 7,7 % en 2004.

Rentabilité des capitaux employés après impôt (en pourcentage)



Gestion des risques opérationnels et financiers

Risques opérationnels

Le groupe s'est doté d'une organisation pour prévenir et gérer les risques opérationnels, qui a pour objectif de mettre en place les moyens de minimiser les conséquences d'événements pouvant compromettre son exploitation et de prévenir les risques de dysfonctionnement dans la conduite de ses projets ou dans la mise en œuvre de son organisation.

Le groupe assure la cohérence et la transversalité des actions menées au travers d'une direction centrale, la direction de la prévention et de la gestion des risques, qui élabore les méthodes de recensement et d'évaluation des risques et participe à la définition et au contrôle des plans de maîtrise des risques ; cette direction centrale s'appuie sur un réseau de correspondants ou d'experts dans les directions ou établissements du groupe qui sont chargés de déployer la politique de prévention et de suivre l'avancement des plans d'actions préventifs et correctifs. Dans ce cadre, les risques sont appréciés d'une manière détaillée au moyen d'une méthode unique et des programmes sont mis en oeuvre annuellement pour les maîtriser. Les vulnérabilités potentielles sont ainsi identifiées en amont et les moyens de protection ou de prévention sont dimensionnés aux enjeux.

Les principaux risques opérationnels du groupe sont ceux qui peuvent interrompre ou compromettre la continuité de son exploitation dans ses activités de conception, de production ou de distribution de ses produits, ou qui peuvent mettre en péril son personnel ou ses actifs matériels ou immatériels. Il s'agit en particulier des risques de détérioration des installations de recherche, des sites informatiques, des unités de production ou de distribution, par des événements climatiques ou humains, ou des risques d'atteinte à l'intégrité ou à la confidentialité des systèmes d'information et des données qu'ils contiennent, ainsi qu'à l'image de l'entreprise.

RISQUES LIÉS AUX INSTALLATIONS INDUSTRIELLES

Des programmes de prévention systématiques traitent en particulier des risques incendie, des carences des fournisseurs sur les approvisionnements et de la protection des parcs de véhicules. Le groupe investit dans des programmes de protection et de sauvegarde des données, de sécurisation des centres informatiques et de formation de son personnel à une meilleure maîtrise de l'information. Le groupe attache une importance particulière à la maîtrise de l'impact environnemental des sites industriels. La prévention des nuisances et des risques environnementaux est intégrée dans l'exploitation courante des moyens de production et des équipements généraux. Un pilotage central des fonctions dédiées à l'environnement industriel est assuré par la direction de la prévention et de la gestion des risques qui assure également un reporting environnemental centralisé.

Les organisations dédiées à la gestion environnementale, en particulier dans les établissements industriels du secteur automobile, satisfont aux exigences de la norme ISO 14001 relative au management environnemental. À l'échelle mondiale à fin 2004, 23 sites de production principaux du groupe ont été certifiés ISO 14001 dans le domaine automobile.

Un plan d'investissement annuel dédié à la réduction des nuisances et des risques environnementaux accompagne le déploiement du programme de certification. Par ailleurs, les projets industriels font l'objet d'un examen entre les concepteurs, le site industriel concerné, les experts des directions techniques, et les spécialistes centraux de l'environnement afin d'identifier les enjeux et de déterminer les réponses à y apporter.

RISQUES FOURNISSEURS

Les processus industriels sont dépendants des fournisseurs qui représentent plus de 70 % du prix de revient de fabrication des véhicules. Les risques liés à la qualité des fournisseurs, à leur solvabilité, leur pérennité et à la fiabilité des pièces qu'ils livrent font l'objet d'une surveillance étroite.

Pour ce faire, les fournisseurs sont sélectionnés selon sept principaux critères : la compétitivité, la qualité, l'aptitude à développer et à industrialiser de nouveaux produits, l'efficacité de la logistique, les capacités de recherche et développement, la présence à l'international et la pérennité.

Cette pérennité est appréciée sur les plans financier et stratégique, selon les axes suivants :

- situation financière.
- examen de la stratégie et des perspectives de croissance,
- évolution de la dépendance.

Les stratégies d'achat sont décidées par le comité de direction des achats lors du comité politique achats mensuel sur la base des critères ci-dessus.

POLITIQUE D'ASSURANCE

La politique d'assurance du groupe s'appuie sur les démarches de prévention des risques ; elle est orientée vers la couverture de sinistres majeurs et prend en compte des franchises adaptées. Conclus avec des assureurs et réassureurs de premier rang, avec l'appui de cabinets de conseil en assurance spécialisés dans la couverture des grands risques, les programmes mondiaux d'assurance que le groupe a mis en place couvrent notamment au 1er janvier 2005 :

- les dommages matériels subis par le groupe ainsi que les pertes d'exploitation consécutives, jusqu'à un montant de 1 508 millions d'euros, hors Faurecia, et de 228 millions d'euros pour Faurecia ;

- les dommages corporels, matériels et immatériels subis par des tiers, qui pourraient engager la responsabilité civile du groupe, notamment du fait des produits fabriqués. Hors Faurecia, la couverture porte jusqu'à un montant de 152 millions d'euros; Faurecia dispose à ce titre de couvertures spécifiques;
- les véhicules neufs sur parcs jusqu'à 100 millions d'euros, ainsi que les véhicules et pièces en cours de transport dans une limite de 50 millions d'euros.

Les bonnes statistiques de sinistres, les résultats des démarches de prévention des risques et un marché de l'assurance redevenu moins tendu ont permis au groupe de maintenir pour 2005 les garanties des programmes d'assurance à un niveau élevé, tout en réduisant les primes par rapport à celles de l'exercice précédent. Le niveau de ces primes est en ligne avec le marché, compte tenu de la bonne qualité des risques du groupe.

Risques juridiques _

Le groupe PSA PEUGEOT CITROËN est exposé à des risques juridiques liés à sa situation d'employeur, de concepteur et de distributeur de véhicules, d'acheteur de composants et de fournisseur de services.

Ces différents risques sont maîtrisés par la mise en oeuvre de politiques de prévention dans les domaines de l'hygiène et de la sécurité du travail, de l'environnement industriel, de la propriété industrielle et intellectuelle, ainsi que la priorité donnée à la maîtrise de la sécurité des véhicules et à la qualité de ses produits ou services.

Dans son activité automobile, le groupe peut, en particulier, se trouver confronté, dans certains cas, à des litiges pouvant naître à l'occasion de ses relations avec son réseau de distribution et avec sa clientèle. La distribution des véhicules et des services après-vente dans les pays de l'Union européenne a été modifiée par le Règlement d'exemption européen n° 1400/02 du 31 juillet 2002 sur la distribution automobile, dont la mise en oeuvre définitive est intervenue au 1er octobre 2003. Afin de se mettre en conformité avec ce règlement, chaque marque du groupe a procédé à une réorganisation de son dispositif de distribution, jusqu'alors basé sur une distribution sélective et quantitative dans le cadre d'un contrat de concession réunissant les fonctions de vente et d'après-vente. Ce dispositif est désormais organisé autour de trois contrats juridiquement distincts :

- un contrat de vente de véhicules neufs, sur la base de critères qualitatifs et quantitatifs, le nombre de concessionnaires étant fixé pour chaque pays ;

- un contrat de réparateurs agréés et un contrat de distributeurs de pièces de rechange, devant répondre chacun à des critères de sélection qualitatifs.

Les trois types de contrats correspondants ont été mis en place avec les réseaux au 1^{er} octobre 2003. Ni leur entrée en vigueur, ni leur exécution n'ont donné lieu à ce jour à des litiges significatifs.

À fin 2004, les sociétés du groupe ne sont pas exposées à des litiges ayant eu ou pouvant avoir un impact significatif sur ses comptes.

À la suite des vérifications menées en 1999 et en 2003 par les services de la Commission européenne chez Automobiles Peugeot, Peugeot Deutschland GmbH et Peugeot Nederland BV, la Commission européenne a fait parvenir une communication de griefs à chacune de ces trois sociétés, aux termes de laquelle il leur est reproché d'avoir mis en place des pratiques ayant eu pour objet, ou pour effet, de restreindre les ventes de véhicules à l'exportation depuis l'Allemagne ou les Pays-Bas pendant des périodes comprises entre 1995 et 2003.

Automobiles Peugeot et ses deux filiales concernées ont fait parvenir leur réponse à la Commission le 30 juillet 2004 en contestant l'existence d'infractions aux règles européennes de la concurrence. Depuis lors, la Commission a demandé communication de documents complémentaires. Compte tenu de l'état de la procédure, le groupe n'a constitué aucune provision dans ses comptes.

Risques financiers _

RISQUES DE LIQUIDITÉ

Les risques liés à l'accès aux sources de financement ainsi que les moyens mis en oeuvre pour limiter l'effet de ces risques sont décrits dans le paragraphe "Stratégie de financement", notamment en ce qui concerne les clauses de contrats de financement qui pourraient en accélérer le remboursement ou en limiter la disponibilité.

RISQUES DE CHANGE ET DE TAUX D'INTÉRÊT

Le groupe PSA PEUGEOT CITROËN est exposé dans ses activités industrielles et commerciales, et essentiellement dans son activité automobile, aux risques

financiers pouvant résulter de la variation des cours de change de certaines monnaies du fait de la localisation respective de ses sites de production, situés principalement dans la zone euro, et de ses zones de vente. Ces risques ont été limités depuis le début 1999 par la mise en oeuvre de l'euro, de sorte que les risques concernent désormais principalement la livre sterling et, dans une moindre mesure, les monnaies des pays d'Europe centrale, les monnaies des pays d'Amérique latine, la livre turque et le yen japonais. La gestion du risque de change de l'activité automobile est basée sur un principe de facturation des entités de production du groupe aux entités de commercialisation dans la monnaie locale de ces dernières, sauf dans les cas exceptionnels où cette monnaie n'est pas convertible. Ces facturations inter-sociétés font l'objet, de

manière systématique, d'une couverture de change à terme de leur règlement, qui est fixée sur la base du cycle d'exploitation des filiales, via la filiale spécialisée du groupe, PSA International, ou sous son contrôle lorsque la monnaie n'est pas convertible.

Conformément à ces principes, le groupe n'effectue pas d'opération de couverture de change sur ses ventes futures ; la marge opérationnelle est donc sujette dans le futur à des variations en fonction de l'évolution des taux de change. Cependant, afin de limiter les écarts négatifs qui peuvent résulter de variations de certaines monnaies, la division automobile a acquis des options de vente de yens et de livres sterling qui assurent un taux minimum de change pour ses ventes de véhicules au Japon et au Royaume-Uni. À fin 2004, les options de vente de yens portent sur un montant de 21,3 milliards de yens, couvrant des ventes au Japon jusqu'à septembre 2005 ; leur prix d'exercice moyen est de 122,4 yens pour un euro. Les options de vente de livres sterling portent sur un montant de 1 437 millions de livres sterling, couvrant 70 % des ventes de l'année 2005 au Royaume-Uni et leur prix d'exercice moyen est de 0,7058 livre sterling pour un euro. Les achats d'options de vente de yens et de livres sterling se sont poursuivis au début de 2005 en fonction des opportunités de marché.

Sur la base des chiffres de 2004, le groupe estime qu'une variation de 1 % de l'euro contre toutes monnaies a un impact de l'ordre de 71 millions d'euros sur la marge opérationnelle consolidée. En particulier, une variation de 1 % de la livre sterling contre euro a un impact de l'ordre de 29 millions d'euros sur la marge opérationnelle consolidée. L'estimation de ces impacts ne prend pas en compte l'effet potentiel de l'exercice des options de change acquises par le groupe.

Le groupe n'est pas exposé de manière significative dans ses activités industrielles et commerciales aux variations de taux d'intérêt.

RISQUES DE CONTREPARTIE

Le groupe accorde une attention particulière à la sécurité des paiements des biens et services qu'il délivre à ses clients. Les relations avec les concessionnaires des marques Peugeot et Citroën sont gérées dans le cadre de l'organisation de financement des ventes décrites ci-dessus. Les paiements des autres clients du groupe font l'objet de mécanismes appropriés de sécurisation. Par ailleurs, les règlements intragroupe font l'objet de manière systématique de couverture du risque politique à chaque fois que nécessaire.

Les opérations effectuées sur les marchés financiers pour la gestion des risques de change et de taux d'intérêt du groupe, la gestion de ses flux de paiement et la gestion de sa trésorerie l'exposent à des risques de contrepartie. Le groupe minimise ces risques par des procédures de contrôle interne limitant le choix à des contreparties de premier plan.

RISQUES SPÉCIFIQUES LIÉS A L'ACTIVITÉ DE FINANCEMENT

La division financement du groupe a pour principales activités, d'une part, de financer les stocks de véhicules neufs et de pièces de rechange des concessionnaires et, d'autre part, d'offrir à la clientèle finale une gamme complète de financements sous forme de crédit ou de location avec option d'achat et de services associés.

La division financement est ainsi exposée à des risques relatifs à la solvabilité de ses débiteurs. Les risques sur les concessionnaires, qui sont répartis sur un grand nombre de contreparties, sont gérés en interne par des comités de crédit dans chaque pays et un comité central de crédit, qui agissent dans le cadre de limites définies et contrôlées. Les risques sur la clientèle finale, qui sont répartis sur un plus grand nombre de contreparties, sont gérés par des procédures de score, les risques sur les clients d'importance unitaire significative étant gérés suivant des procédures analogues à celles décrites ci-dessus pour la gestion des risques sur les concessionnaires.

Les risques font systématiquement l'objet de provisions, qui sont constituées pour l'activité clientèle finale dès l'apparition d'un impayé, en fonction des données historiques de risques de pertes et de recouvrement. Pour l'activité de financement des réseaux, les risques individuels significatifs font l'objet, lorsqu'ils sont avérés, de provisions spécifiques.

Le refinancement de cette activité est assuré pour l'essentiel par les capitaux propres qui lui sont assignés, par des opérations de titrisations de créances et principalement par émissions de titres sur les marchés financiers et emprunts auprès de banques. Ces mécanismes exposent la division financement à des risques liés à l'adéquation des échéances, des devises et des conditions de taux d'intérêt de l'actif et du passif. La politique du groupe vise à neutraliser l'effet des variations de taux d'intérêt et de fluctuation des cours de change sur la marge opérationnelle de l'activité de financement. Les risques sont gérés en conséquence par l'utilisation d'instruments financiers appropriés, de manière à assurer la convergence effective des structures de taux d'intérêt et de devises des actifs et des passifs.

Afin d'assurer un maximum de coût de refinancement pour les nouveaux encours de crédit à la clientèle finale qui seront accordés en euros en 2005, Banque PSA Finance a acheté des swaptions (options de swap de taux d'intérêt) à échéance des deuxième, troisième et quatrième trimestres 2005, pour un montant notionnel de 3 662 millions d'euros. Les maturités des swaps sousjacents (de un à cinq ans) correspondent aux maturités des encours prévisionnels à produire sur ces mêmes périodes.

La nécessité de disposer à chaque instant des ressources nécessaires au refinancement de cette activité expose le groupe à un risque de liquidité. Celui-ci est couvert dans le cadre de la stratégie de financement par le biais d'une adéquation des échéances des financements à celles des actifs, par des liquidités disponibles, par des lignes de crédit confirmées non tirées, par une diversification forte des ressources de financement et enfin par une capitalisation adéquate de Banque PSA Finance.

Passage aux normes IFRS

Introduction

À partir de l'exercice 2005, le groupe PSA PEUGEOT CITROËN aura, comme toutes les sociétés cotées sur un marché financier de l'Union européenne, à se conformer, pour ses états financiers consolidés, aux normes comptables internationales IFRS.

Le groupe a entamé dès 2002 le travail interne de préparation à ces nouvelles normes, qui s'est achevé à fin 2004 par la rédaction des normes internes et la formation des équipes.

Le 17 décembre 2004, le groupe a mis à disposition de tous ceux — actionnaires, investisseurs institutionnels, analystes financiers, agences de notation et journalistes — qui sont directement concernés par l'information financière diffusée par le groupe une analyse détaillée de l'impact de ces nouvelles normes sur ses états financiers, sous forme de seize fiches techniques accessibles sur le site Internet de PSA PEUGEOT CITROËN.

À l'occasion de la publication de ses résultats 2004, le groupe diffuse pour la première fois, les comptes du seul exercice 2004 (*) établis en normes IFRS, en parallèle des comptes établis conformément au référentiel comptable français, qui constituent la référence légalement obligatoire pour cet exercice 2004. Les comptes IFRS 2004 sont établis, conformément aux dispositions de la norme IFRS 1 "Première application du référentiel IFRS", suivant les normes IFRS applicables au 1 décembre 2004. En particulier les comptes IFRS 2004 sont établis conformément à

l'intégralité de la norme IAS 39 "Instruments financiers : comptabilisation et évaluation", le groupe n'étant concerné par aucune des dispositions de cette norme rejetées dans leur forme actuelle par la Commission européenne.

Les informations IFRS diffusées comprennent :

- dans le présent document, une synthèse des principales normes qui impactent les états financiers du groupe et de leur incidence sur les principaux indicateurs financiers du groupe (chiffre d'affaires, marge opérationnelle, résultat net, marge brute d'autofinancement, investissements, trésorerie disponible après investissements, position financière nette, capitaux propres et capitaux employés) ainsi qu'une synthèse globale de l'incidence des normes IFRS sur ces indicateurs. Sont également joints le compte de résultats, le bilan, le tableau de financement 2004 en normes IFRS;
- dans le document spécifique IFRS, se trouvent les états financiers 2004 en normes IFRS et les notes qui les accompagnent. Ces notes incluent des tableaux de passage détaillés entre états financiers normes françaises et états financiers IFRS. Ces tableaux de passage renvoient aux fiches techniques d'analyse des normes, qui sont également incluses dans ce document et comprennent l'incidence chiffrée de chaque norme sur les états financiers du groupe.

L'ensemble de ces éléments a fait l'objet de diligences d'audit de la part des auditeurs statutaires du groupe.

(1) Il n'a pas été possible de reconstituer a posteriori un exercice 2003 en normes IFRS.

Principaux impacts du passage aux normes IFRS

Les points principaux sur lesquels les normes IFRS diffèrent substantiellement des normes appliquées par le groupe jusqu'en 2004 sont les suivants :

FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA DIVISION AUTOMOBILE

Selon la pratique actuelle, la totalité des frais de recherche et de développement est comptabilisée en charges de l'exercice courant.

En application de la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles", les frais de recherche et les frais de démarrage constituent des charges de l'exercice tandis que les frais de développement sont, dès lors qu'ils se réfèrent à un projet qui débouchera sur une production future, immobilisés et amortis. Ainsi, la division automobile immobilise les frais de développement des véhicules, correspondant aux frais engagés entre le gel du style du véhicule futur (les dépenses antérieures

à ce jalon sont des frais de recherche) et le passage en production de présérie (les dépenses postérieures à ce jalon sont des frais de démarrage). Après démarrage de la production de série, l'actif incorporel correspondant est amorti sur une période de cinq ans et peut faire éventuellement l'objet d'une dépréciation exceptionnelle dans l'hypothèse où les flux de trésorerie futurs attendus de l'exploitation du véhicule ne couvrent pas la valeur de l'actif.

Le même traitement s'applique au développement des moteurs et boîtes de vitesses avec des modalités adaptées, en particulier une durée d'amortissement de dix ans.

Les frais de développement immobilisés correspondent aux seuls coûts directs (principalement personnels affectés aux projets et prototypes). Les frais indirects (loyers, informatique, répartition de frais généraux) sont intégralement pris en charges de l'exercice.

Conformément à la norme IFRS 1 "Première application du référentiel IFRS", l'immobilisation des frais de développement est appliquée rétrospectivement. Les données sont disponibles et le traitement rétrospectif a été appliqué pour tous les projets véhicules mis en production depuis début 1999, c'est-à-dire de manière presque complète compte tenu de la durée d'amortissement de cinq ans, et pour tous les projets moteurs et boîtes de vitesse lancés depuis début 1999.

Les impacts avant impôts sur les états financiers IFRS sont les suivants :

- au bilan d'ouverture du 1^{er} janvier 2004 est inscrit un actif incorporel d'un montant de 2 321 millions d'euros, correspondant aux frais de développement immobilisés pour chacune des années antérieures, nets des amortissements pratiqués avant le 1^{er} janvier 2004, en contrepartie du même montant en capitaux propres;
- pour l'exercice 2004, un montant de 676 millions d'euros de frais de développement est activé, correspondant à 37 % des frais de recherche et de développement de la division automobile (30 % en incluant les frais de développement sur les véhicules existants). Est par contre pris en charge un montant de 427 millions d'euros correspondant à l'amortissement des frais de développement immobilisés au bilan d'ouverture et au cours de l'exercice 2004.

L'impact net en marge opérationnelle de l'exercice 2004 est ainsi positif de 249 millions d'euros.

L'impact sur les flux d'investissement de l'exercice 2004 est de 676 millions d'euros.

L'impact sur les capitaux employés à fin 2004 est de 2 570 millions d'euros.

Pour les exercices à venir, l'impact en marge opérationnelle variera essentiellement en fonction de deux paramètres, la croissance du total des frais de recherche et de développement et la variation de la part des frais de développement par rapport aux frais de recherche et de démarrage, au sens de la norme IAS 38 telle qu'appliquée par le groupe (cf. ci-dessus). Compte tenu de la durée d'amortissement retenue, le montant des amortissements des frais de développement d'organes mécaniques ira croissant.

Pour 2005, compte tenu de la stabilisation des frais de recherche et de développement opérée depuis 2003 et du calendrier des projets automobiles, l'impact net en marge opérationnelle est estimé positif de 70 millions d'euros. Il devrait être à nouveau réduit en 2006.

FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT DE FAURECIA

Selon la pratique actuelle, les études engagées pour fabriquer et livrer des composants dans le cadre d'une commande spécifique reçue d'un client sont enregistrées en stocks et travaux en cours et le chiffre d'affaires est constaté au fur et à mesure des facturations prévues dans le contrat.

Lorsque les études sont payées au fur et à mesure des livraisons de pièces, sans garantie formelle du client sur le financement intégral des dépenses réalisées, les conditions de comptabilisation d'un revenu ne sont pas réunies au sens de l'IAS 18 "Revenus". Celles-ci ne peuvent donc pas être considérées comme vendues

au regard des normes IFRS. Dans ce cas, les coûts encourus entre l'acceptation par le client de la proposition commerciale de Faurecia et la mise en production série des pièces sont enregistrés en immobilisations incorporelles, conformément à IAS 38. Ces coûts sont amortis au rythme des quantités de pièces livrées au client avec un minimum cumulé chaque année correspondant à un amortissement linéaire sur cinq ans.

En cas de paiement garanti contractuellement par le client, les coûts encourus sont enregistrés en stocks et travaux en cours et le chiffre d'affaires est constaté au rythme des étapes techniques validées par le client.

Conformément à la norme IFRS 1, le retraitement des coûts d'études est appliqué rétrospectivement.

Les impacts avant impôts sur les états financiers IFRS sont les suivants :

- au bilan d'ouverture est inscrit un actif incorporel d'un montant de 427 millions d'euros, correspondant aux coûts d'études immobilisés pour chacune des années antérieures, nets des amortissements pratiqués avant le 1^{er} janvier 2004. Les stocks de travaux en cours sont ajustés en conséquence à la baisse d'un montant de 423 millions d'euros. La contrepartie du solde de ces deux écritures est un accroissement des capitaux propres de 4 millions d'euros ;
- pour l'exercice 2004, un montant de 150 millions d'euros est activé. Est pris en charge un amortissement de 141 millions d'euros correspondant aux coûts d'études immobilisés au bilan d'ouverture et au cours de l'exercice 2004.

L'impact net en marge opérationnelle de l'exercice 2004 est ainsi de 5 millions d'euros, correspondant à 9 millions d'euros inclus en frais d'études, de recherche et de développement, nets de 4 millions d'euros d'amortissement d'outillages inclus en coût des biens et services vendus.

L'impact sur les flux d'investissement de l'exercice 2004 est de 150 millions d'euros.

L'impact sur les capitaux employés à fin 2004 est de 9 millions d'euros.

VENTES AVEC CLAUSE DE RACHAT

Depuis 1997, le groupe traite les ventes directes de véhicules neufs assorties d'une clause de rachat d'une durée de moins de trois ans — en pratique principalement les ventes à des sociétés de location courte durée — comme des locations.

En application des normes IAS 17 "Contrats de location" et IAS 18, ce traitement est étendu à toutes les ventes avec clauses de rachat, quelle que soit leur durée; cette extension concerne principalement les contrats de location longue durée ou de location avec option d'achat, notamment ceux financés par Banque PSA Finance. En pratique, la différence entre le prix de vente du véhicule neuf et le prix de rachat convenu, étalée sur la durée du contrat, est reconnue comme un loyer. En parallèle le véhicule est immobilisé au bilan et amorti, sous déduction de la valeur estimée de revente du véhicule d'occasion. La vente finale du véhicule d'occasion est, le cas échéant, reconnue en chiffre d'affaires ainsi que le bénéfice éventuel.

Cette norme est également appliquée de manière rétrospective (IFRS 1).

Au bilan d'ouverture au 1er janvier 2004, les véhicules concernés par les opérations en cours sont immobilisés à l'actif pour un montant net d'amortissements de 1 437 millions d'euros ; le chiffre d'affaires correspondant est inscrit en passif non courant pour 1 962 millions d'euros et les provisions pour ventes avec clauses de rachat et garantie sont annulées pour 128 millions d'euros ; la marge dégagée sur la vente et non encore comptabilisée via les loyers et les amortissements vient en diminution des capitaux propres pour 397 millions d'euros.

Sur l'exercice 2004, le chiffre d'affaires est ajusté à la baisse de 551 millions d'euros. L'impact en marge opérationnelle est positif de 54 millions d'euros en raison du raccourcissement de la durée des contrats de vente avec clauses de rachat aux particuliers intervenu en France et au Royaume-Uni. À l'avenir, l'impact sur le chiffre d'affaires et la marge opérationnelle dépendra de l'évolution du volume et des caractéristiques (de durée notamment) des ventes avec clauses de rachat, qui ne devraient cependant pas connaître au total de variation brutale d'un exercice à l'autre ; l'impact sur le chiffre d'affaires devrait donc rester constant et l'impact sur la marge opérationnelle devrait être non significatif.

L'impact net sur les flux d'investissement de l'exercice 2004 est de 54 millions d'euros ; il comprend le solde net de l'immobilisation de nouvelles voitures au cours de l'exercice, de la sortie de l'encours des véhicules d'occasion récupérés auprès de la clientèle, des amortissements et de la dette correspondant à l'annulation du chiffre d'affaires.

L'impact sur les capitaux employés à fin 2004 est de 343 millions d'euros.

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Le groupe comptabilise les engagements de retraite à l'égard de son personnel conformément à la norme comptable américaine FAS 87. La norme IAS 19 "Avantages du personnel", qui couvre les engagements de retraites, ne diffère pas significativement sur ce point de FAS 87. L'application de IAS 19 est donc sans incidence significative sur le traitement comptable des engagements de retraite du groupe, à l'exception du point ci-dessous.

L'application de la norme IAS 19 a conduit à reconsidérer le traitement des compléments de retraite accordés aux personnels ayant appartenu à la filiale française du groupe Chrysler rachetée par le groupe en 1978. Ces personnels ont, lors de cette acquisition et de la fusion avec la société Automobiles Peugeot qui l'a suivie, conservé les bénéfices acquis au titre du régime favorable qui leur était appliqué antérieurement ; en parallèle un contrat a été signé avec une compagnie d'assurance de premier plan au terme duquel celle-ci assure le service des rentes correspondant à ces compléments de retraite en contrepartie de primes versées par le groupe au départ en retraite de chacun des salariés concernés. Ce contrat a été traité à ce jour comme une externalisation parfaite des engagements à compter de ces départs en retraite. Les primes à verser pour les salariés en activité sont comprises dans les engagements de retraite du groupe. L'application de la norme IAS 19 conduit à réintégrer le versement des rentes aux retraités aux engagements du groupe et en contrepartie à intégrer aux fonds disponibles en couverture de ces engagements les provisions et

réserves constituées par la compagnie d'assurance pour faire face à ces engagements. Les engagements et les fonds sont en conséquence ajustés à la hausse d'un montant de 598 millions d'euros. Cette modification est sans incidence significative sur les résultats de l'exercice 2004.

Les normes IAS 19 et FAS 87 distinguent, dans le calcul de ces engagements, une fraction dite "écarts actuariels", qui correspond principalement à l'évolution des engagements due aux changements survenus au cours du temps en ce qui concerne les hypothèses économiques, financières ou actuarielles servant au calcul des engagements (par exemple changement de taux d'actualisation dû à une évolution des taux d'intérêt ou évolution des tables de mortalité). L'impact de ces changements pouvant être très lourd, les deux normes prévoient que les écarts actuariels sont amortis sur la durée résiduelle de service des bénéficiaires.

La norme IFRS 1 permet l'intégration des écarts actuariels existant au 1^{er} janvier 2004 aux provisions pour retraites, avec pour contrepartie un ajustement des capitaux propres.

Les écarts actuariels au 31 décembre 2003 s'élèvent à 1 242 millions d'euros. Leur montant élevé provient notamment des nombreuses révisions à la baisse des taux d'actualisation opérées dans le passé, liées à la baisse tendancielle des taux d'intérêt. L'impact de IFRS 1 entraîne donc l'annulation de ces écarts actuariels, une hausse des provisions pour retraites de 1 097 millions d'euros, une diminution des autres actifs non courants de 145 millions d'euros ainsi qu'une baisse corrélative des capitaux propres de 1 242 millions d'euros.

Pour l'exercice 2004 et les exercices ultérieurs, l'amortissement des écarts actuariels antérieurs au 1^{er} janvier 2004 disparaît, avec un impact de 82 millions d'euros pour 2004 et proche de ce montant pour les exercices ultérieurs.

Par ailleurs, les charges de retraites calculées selon IAS 19 et FAS 87 comprennent notamment la variation au cours de l'exercice de l'actualisation des droits existants en début d'exercice (la charge de "désactualisation") et sont atténuées par les produits financiers dégagés par les fonds externalisés auprès de compagnies d'assurance ou de fonds de pension pour couvrir les engagements pris à l'égard des salariés. Selon la pratique actuelle, ces deux éléments rentrent dans le calcul des charges opérationnelles du groupe. L'orientation des normes IAS et la pratique des groupes automobiles qui appliquent à ce jour les normes IAS conduit à retenir leur classement en autres produits et charges.

L'impact sur l'exercice 2004 est une amélioration de la marge opérationnelle de 36 millions d'euros et une dégradation corrélative des autres produits et charges. L'impact sur les exercices ultérieurs devrait être d'un ordre de grandeur équivalent.

TITRES D'AUTOCONTRÔLE

Les actions de Peugeot S.A. et de Faurecia qui ont été acquises par le groupe en vue de couvrir les options d'achat accordées au personnel du groupe sont classées à l'actif en titres de placement. À fin 2004, cet actif s'élève à 185 millions d'euros.

Selon IAS 32 "Instruments financiers: informations à fournir et présentation", ces actions sont imputées en diminution des capitaux propres. L'impact sur la position financière nette du groupe est négatif de 185 millions d'euros au 31 décembre 2004.

ÉCARTS D'ACOUISITION

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition de nouvelles activités et la valeur des actifs nets de ces nouvelles activités à la date d'acquisition. Pour PSA PEUGEOT CITROËN, ils concernent principalement les acquisitions de Bertrand Faure, APAS et Sommer Allibert par Faurecia pour des montants respectifs de 584, 137 et 1 039 millions d'euros au 1^{er} janvier 2004. Ils concernent également l'acquisition de 50 % de Crédipar par Banque PSA Finance pour un montant de 75 millions d'euros. Le total des écarts d'acquisition au 1^{er} janvier 2004 s'élève à 2 039 millions d'euros.

Conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1, le groupe a appliqué la norme IFRS 3 "Regroupements d'entreprises" rétrospectivement à toutes les acquisitions faites depuis janvier 2001. Pour Sommer Allibert, il a procédé à une réévaluation rétrospective des actifs et passifs à la date de leur acquisition par Faurecia. Cette réévaluation a porté principalement sur l'actif incorporel de valeur de clientèle de Sommer Allibert, qui a été estimé à 477 millions d'euros (307 millions d'euros, nets d'impôts différés), correspondant aux profits après impôts actualisés dégagés par les contrats de fournitures de produits en cours à la date d'acquisition, après déduction d'une rémunération des capitaux employés. Compte tenu de la durée résiduelle de ces contrats, cet actif est amorti sur quatre ans. Sa valeur nette au 1er janvier 2004 est ainsi de 119 millions d'euros (77 millions d'euros nets d'impôts différés). L'écart d'acquisition dégagé à l'origine par l'acquisition de Sommer Allibert (1 212 millions d'euros) a été en conséquence ajusté à la baisse d'un montant de 419 millions d'euros incluant notamment la valeur de clientèle nette des impôts différés correspondants pour 307 millions d'euros et un retraitement des actifs d'impôts différés pour 68 millions d'euros.

Selon la pratique actuelle, les écarts d'acquisition sont amortis sur une durée de vingt ans. Selon IFRS 3, les écarts d'acquisition ne sont plus amortis. Dans les deux normes, ils font l'objet de tests de pertes de valeur, au minimum une fois par an, la mise en œuvre de ces tests étant détaillée de manière précise dans IFRS 3. La première application de cette méthode n'a dégagé aucune perte de valeur dans le bilan d'ouverture du 1er janvier 2004. Compte tenu de l'application rétrospective de IFRS 3 aux acquisitions intervenues depuis janvier 2001, les écarts dégagés sur ces acquisitions ne sont plus amortis et sont donc maintenus à leur valeur d'origine.

L'impact de la norme IFRS 3 sur le bilan d'ouverture au 1er janvier 2004 est ainsi :

- un ajustement à la baisse de l'écart d'acquisition de Sommer Allibert de 419 millions d'euros à l'origine, en contrepartie, au 1^{et} janvier 2004, de la valeur nette de clientèle de Sommer Allibert pour 119 millions d'euros et d'une diminution des capitaux propres de 300 millions d'euros ;
- une annulation des amortissements pratiqués sur cet écart d'acquisition pour 173 millions d'euros;

- l'annulation des amortissements liés aux autres acquisitions pour 25 millions d'euros :
- un ajustement de provisions pour 4 millions d'euros.

L'impact sur les capitaux propres au 1^{er} janvier 2004 lié à ces ajustements correspond à une diminution de 98 millions d'euros.

L'impact sur la marge opérationnelle de l'exercice 2004 est négatif de 119 millions d'euros, correspondant au dernier amortissement de la valeur de clientèle. Cet impact sera nul à compter de l'exercice 2005.

L'abandon de l'amortissement des écarts d'acquisition a un impact positif de 128 millions d'euros sur le résultat net. Cet impact se prolongera sur les exercices ultérieurs

TITRISATIONS

Banque PSA Finance a procédé à plusieurs opérations de titrisation sous forme de cession de créances de financement à la clientèle finale à un fonds commun de créances. Ce fonds a émis des parts qui ont été placées auprès d'investisseurs institutionnels. Dans le référentiel comptable actuel, ces créances sont considérées comme définitivement cédées et ne figurent plus à l'actif du bilan. Cette cession n'a cependant pas dégagé de résultat significatif car les marges dégagées par les créances cédées continuent d'être enregistrées par Banque PSA Finance au fur et à mesure de la durée des contrats de crédit.

Selon l'interprétation SIC 12 des normes IAS, ces créances ne sont pas considérées comme cédées, Banque PSA Finance demeurant exposé aux avantages et risques économiques qui y sont liés. Les créances sont donc réintégrées au bilan et, en contrepartie, les parts émises par le fonds commun de créances apparaissent en dettes de Banque PSA Finance.

Au 1^{er} janvier 2004, l'actif de Banque PSA Finance et ses dettes sont accrus de 2 259 millions d'euros. A fin 2004, l'accroissement s'élève à 2 597 millions d'euros.

L'impact sur le chiffre d'affaires, qui résulte de la substitution des dividendes versés par le fonds commun de créances par le produit des intérêts des créances est de 133 millions d'euros pour 2004. Il n'y a pas d'impact en résultat, ni en situation nette d'ouverture.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Selon la pratique actuelle, la valeur des équipements industriels au bilan inclut d'une part la valorisation des coûts de mise en service — principalement le coût des équipes d'ingénierie du groupe — d'autre part le coût de financement avant utilisation. Par ailleurs, les éventuelles subventions reçues sont inscrites au passif et reprises en résultat au fur et à mesure de l'amortissement de l'actif correspondant.

En application de la norme IAS 16 "Immobilisations corporelles", la valeur des équipements ne comprend plus ni coût interne de mise en service non affectable directement aux immobilisations, ni coût de financement intercalaire; les subventions d'investissement viennent en déduction de la valeur de l'actif.

Par ailleurs, le retraitement de certains contrats de location en actif financé par une dette (par exemple crédit-bail) effectué actuellement en conformité avec les US GAAP, est appliqué de manière plus large en application de la norme IAS 17.

Ces changements sont appliqués de manière rétrospective.

Au 1er janvier 2004, la valeur des actifs est en conséquence ajustée à la baisse, pour un montant de 275 millions d'euros, avec en contrepartie une augmentation de la dette (98 millions d'euros), une diminution des autres passifs de 81 millions d'euros et une baisse des capitaux propres (292 millions d'euros).

Pour l'exercice 2004, la marge opérationnelle est améliorée de 33 millions d'euros et les charges financières augmentées de 43 millions d'euros. Les investissements sont réduits de 69 millions d'euros. Ces ajustements se prolongent sur les exercices ultérieurs à un niveau analogue.

À fin 2004, la dette est augmentée de 100 millions d'euros.

ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS, ENCOURS DE CRÉDIT DE BANQUE PSA FINANCE, OPÉRATIONS EN DEVISES ET COUVERTURES DE RISQUES DE TAUX

L'ensemble de ces éléments est concerné par la norme IAS 21 – "Effets des variations des cours des monnaies étrangères" ainsi que par la norme IAS 39 – "Instruments financiers : comptabilisation et évaluation" qui est appliquée intégralement, le groupe n'étant concerné par aucune des dispositions de cette norme rejetées dans leur forme actuelle par la Communauté européenne.

Ces normes constituent un ensemble techniquement complexe, dont l'analyse technique et les impacts chiffrés détaillés sont présentés dans le document spécifique IFRS et les fiches techniques qui y sont incluses.

Toutefois, la structure des opérations financières du groupe, notamment en matière d'instruments dérivés de taux et de change, limite l'impact de ces normes aux éléments significatifs suivants.

Certains éléments de bilan sont réévalués, avec une variation symétrique de l'actif et du passif du groupe sans effet significatif sur les résultats ou la position financière nette du groupe. Il en va ainsi des encours de crédit de Banque PSA Finance dont la valeur à l'actif inclut désormais les commissions versées aux apporteurs, ainsi que les dépôts de garantie, les frais de dossiers et les participations éventuelles des constructeurs qui figuraient auparavant au passif. L'impact sur la valorisation des encours de crédit au 1er janvier 2004 est de 65 millions d'euros. Il en est également ainsi de la réévaluation des actifs et des passifs couverts par des swaps de taux ou de change, qui sont désormais inscrits de manière symétrique au bilan pour leur valeur de marché à la date du bilan. Ceci concerne notamment les encours de crédit et le refinancement de Banque PSA Finance, ainsi que la trésorerie et l'endettement des sociétés industrielles et commerciales du groupe.

Certaines de ces réévaluations ont un impact sur les capitaux propres du groupe principalement pour les couverture futures de change par achat d'options de vente de devises contre euros (cf. Gestion des risques financiers, 1 ci-dessus)

et les couvertures futures de taux d'intérêt par achats d'options de swap de taux d'intérêt (cf. Gestion des risques financiers, 2 ci-dessus).

Certains actifs financiers sont réévalués avec effet sur la position financière nette des sociétés industrielles et commerciales et les capitaux propres du groupe. Ils concernent principalement des titres de placement à court terme et des titres de détention durable détenus par le groupe, selon la définition des comptes du groupe aux normes françaises.

L'impact de la norme IAS 39 à fin 2004 sur la position financière des sociétés industrielles et commerciales est positif de 148 millions d'euros.

IMPÔTS

Des impôts différés liés aux retraitements ci-dessus sont calculés sur tous les écarts taxables dans le futur, avec impact en résultat ou directement en capitaux propres, selon le traitement de la base.

La distinction actif/passif d'impôts à court terme et actif/passif d'impôts à long terme est abandonnée et remplacée par une distinction entre courant et différé, avec un impact sur la marge brute d'autofinancement et variation du besoin en fonds de roulement, le total des flux d'exploitation étant inchangé.

DÉFINITION DES CAPITAUX EMPLOYÉS ET DE LA RENTABILITÉ DES CAPITAUX EMPLOYÉS

La mise en œuvre des normes IAS/IFRS a conduit à modifier la définition des capitaux employés utilisée jusqu'ici par le groupe pour la mettre en cohérence avec les concepts comptables et les modalités d'application de ces normes.

En conséquence, sont désormais considérés comme capitaux employés :

- l'ensemble des actifs non financiers, nets des passifs non financiers, des sociétés industrielles et commerciales, tels qu'ils figurent au bilan consolidé du groupe;
- l'actif net de Banque PSA Finance.

Par rapport à la définition utilisée jusqu'à présent, les principales différences portent sur :

- l'inclusion des actifs et passifs d'impôts ;
- l'exclusion des créances détenues par Banque PSA Finance sur les concessionnaires des marques Peugeot et Citroën, qui constituent des actifs d'exploitation des sociétés de financement. La valeur consolidée de Banque PSA Finance n'est de ce fait plus corrigée de la quote-part de ses fonds propres affectée selon les règles prudentielles à la couverture de ces créances;
- l'inclusion des provisions qui étaient exclues des capitaux employés parce que leur dotation n'affectait pas la marge opérationnelle.

Le même souci de cohérence a conduit à réviser le résultat économique pris en compte pour le calcul de la rentabilité des capitaux employés.

Ce résultat économique est désormais constitué du résultat avant charges et produits dégagés par la position financière nette et avant impôts. Un taux d'impôt égal au taux effectif du groupe est appliqué pour déterminer le résultat économique net d'impôt à rapporter aux capitaux employés.

Synthèse des impacts des normes IFRS sur les principaux agrégats financiers du groupe (en millions d'euros)_____

IMPACT SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES 2004

| - Titrisation BPF 133 | | | |
|--------------------------------------|-------------|--------------------------------------|------------------------|
| A DDE (07.4) | ion BPF 133 | - Autres BPF Chiffre d'affaires IFRS | (274) 56 105 |
| - Ventes avec clause de rachat (551) | | Chiffre d'affaires publié | 56 797 |

IMPACT SUR LA MARGE OPÉRATIONNELLE 2004

| Marge opérationnelle publiée | 2 182 |
|---|-------|
| - R&D division automobile | 249 |
| - R&D Faurecia | 5 |
| - Amortissement valeur de clientèle Sommer Allibert | (119) |
| - Ventes avec clause de rachat | 54 |
| - Engagements de retraite | 118 |
| - Immobilisations corporelles | 33 |
| - Autres impacts | 12 |
| Marge opérationnelle IFRS | 2 534 |

La marge opérationnelle s'établit à 4,5 % du chiffre d'affaires consolidé.

IMPACT SUR LE RÉSULTAT NET PART DU GROUPE 2004

| Résultat net part du groupe publié | 1 357 |
|---|-------|
| - Écarts en marge opérationnelle | 352 |
| - Frais financiers | |
| Engagements de retraite | (36) |
| Immobilisations corporelles | (43) |
| - IAS 39 et IAS 21 | 33 |
| - Écarts d'acquisition | 128 |
| - Autres impacts hors impôts | (3) |
| - Impôts | (114) |
| - Mises en équivalence | 21 |
| - Écarts sur minoritaires | (14) |
| Résultat net part du groupe IFRS | 1 681 |

Le résultat net part du groupe représente 3,0 % du chiffre d'affaires consolidé. Par action, il s'établit à 7,12 euros sur la base des actions en circulation et 7,11 euros sur base totalement diluée.

IMPACT SUR LA MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT 2004 DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

| Marge brute d'autofinancement publiée | 3 465 |
|---|-------|
| - Écarts sur le résultat net avant minoritaires | 336 |
| - Amortissements | |
| R&D division automobile | 427 |
| R&D Faurecia | 145 |
| Valeur de clientèle Sommer Allibert | 119 |
| Écarts d'acquisition | (123) |
| Immobilisations corporelles | (30) |
| Engagements de retraites | (82) |
| - Variation des impôts différés | 109 |
| - Reclassement de variations de provisions | (72) |
| - Autres impacts | (57) |
| Marge brute d'autofinancement IFRS | 4 237 |

La marge brute d'autofinancement représente 7,7 % du chiffre d'affaires des sociétés industrielles et commerciales.

IMPACT SUR LES FLUX D'INVESTISSEMENTS 2004 DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

| Flux d'investissements publiés | 3 115 |
|--------------------------------|-------|
| - R&D division automobile | 676 |
| - R&D Faurecia | 150 |
| - Immobilisations corporelles | (69) |
| - Ventes avec clause de rachat | 54 |
| - Autres impacts | (42) |
| Flux d'investissements IFRS | 3 884 |

IMPACT SUR LES CAPITAUX PROPRES AU 1^{ER} JANVIER 2004

| Capitaux propres publiés (y compris minoritaires) | 12 551 |
|---|---------|
| - R&D division automobile | 2 321 |
| - R&D Faurecia | 4 |
| - Vente avec clauses de rachat | (397) |
| - Engagements de retraite | (1 242) |
| - Titres d'autocontrôle | (150) |
| - Immobilisations corporelles | (292) |
| - IAS 21 et 39 | 350 |
| - Écart d'acquisition | (98) |
| - Autres impacts hors impôts | 41 |
| - Impôts | (340) |
| - Écart de conversion | (149) |
| Capitaux propres IFRS (y compris minoritaires) | 12 599 |

Les capitaux propres par action s'établissent à 50,2 euros.

IMPACT SUR LA POSITION FINANCIÈRE NETTE DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES **AU 31 DÉCEMBRE 2004**

| Position financière nette IFRS | 1 347 |
|---|-------|
| - Autres impacts | (44) |
| - Titres d'autocontrôle | (185) |
| - Réévaluation des actifs et passifs financiers à la juste valeur | 148 |
| Position financière nette publiée | 1 428 |

IMPACT SUR LES CAPITAUX EMPLOYÉS AU 31 DÉCEMBRE 2004

| Capitaux employés publiés | 16 660 |
|--------------------------------|---------|
| - Changement de définitions | (4 687) |
| - R&D division automobile | 2 570 |
| - R&D Faurecia | 9 |
| - Ventes avec clause de rachat | (343) |
| - Engagements de retraites | (1 161) |
| - Immobilisations corporelles | (206) |
| - Impôts différés | (574) |
| - Autres impacts | (60) |
| Capitaux employés IFRS | 12 208 |

La rentabilité des capitaux employés après impôts s'établit ainsi pour 2004 à 13,3 % selon les normes IFRS.

Groupe **PSA PEUGEOT CITROËN**

Données statistiques

IMMATRICULATIONS DE VOITURES PARTICULIÈRES SUR LES MARCHÉS EUROPÉENS

| | 2004 | 2003 | 2002 |
|------------------------------------|------------|------------|------------|
| France | 2 013 700 | 2 009 200 | 2 145 100 |
| Allemagne | 3 266 800 | 3 236 900 | 3 252 900 |
| Autriche | 311 300 | 300 100 | 279 500 |
| Belgique-Luxembourg | 531 900 | 502 400 | 511 000 |
| Danemark | 121 600 | 96 100 | 111 600 |
| Espagne | 1 517 500 | 1 382 100 | 1 331 900 |
| Finlande | 142 500 | 147 200 | 116 900 |
| Grèce | 289 700 | 257 300 | 268 500 |
| Irlande | 154 100 | 145 200 | 156 100 |
| Italie | 2 258 900 | 2 247 100 | 2 279 600 |
| Norvège | 115 700 | 89 900 | 88 700 |
| Pays-Bas | 483 900 | 488 900 | 510 700 |
| Portugal | 197 500 | 189 800 | 226 100 |
| Royaume-Uni | 2 567 300 | 2 579 100 | 2 563 600 |
| Suède | 264 200 | 261 200 | 254 600 |
| Suisse | 270 100 | 270 300 | 295 000 |
| Total Europe occidentale (17 pays) | 14 506 700 | 14 202 800 | 14 391 800 |
| | | | |

Source : CCFA.

IMMATRICULATIONS DE VÉHICULES UTILITAIRES LÉGERS SUR LES MARCHÉS EUROPÉENS

| | 2004 | 2003 | 2002 |
|------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| France | 408 500 | 381 600 | 404 900 |
| Allemagne | 193 600 | 186 400 | 193 200 |
| Autriche | 28 800 | 25 600 | 22 400 |
| Belgique-Luxembourg | 62 200 | 55 800 | 54 000 |
| Danemark | 46 100 | 32 800 | 32 300 |
| Espagne | 334 100 | 297 400 | 269 100 |
| Finlande | 18 100 | 15 500 | 15 400 |
| Grèce | 23 000 | 18 300 | 18 800 |
| Irlande | 30 300 | 30 900 | 35 000 |
| Italie | 213 600 | 203 700 | 272 800 |
| Norvège | 33 200 | 27 200 | 24 800 |
| Pays-Bas | 87 200 | 77 500 | 81 100 |
| Portugal | 71 300 | 69 200 | 79 500 |
| Royaume-Uni | 336 000 | 309 900 | 271 600 |
| Suède | 31 300 | 28 500 | 28 800 |
| Suisse | 21 500 | 20 200 | 22 500 |
| Total Europe occidentale (17 pays) | 1 938 800 | 1 780 500 | 1 826 200 |

Source : CCFA.

IMMATRICULATIONS DE VOITURES PARTICULIÈRES ET VÉHICULES UTILITAIRES LÉGERS EN EUROPE PAR CONSTRUCTEUR

| | 2 | 2004 | 2 | 003 | 2 | 002 |
|-----------------------|-----------|------------|-----------|------------|-----------|------------|
| | Unités | Part de | Unités | Part de | Unités | Part de |
| | | marché (%) | | marché (%) | | marché (%) |
| Marque Peugeot | 1 317 300 | 8,0 | 1 355 900 | 8,5 | 1 437 600 | 8,9 |
| Marque Citroën | 1 086 200 | 6,6 | 1 103 500 | 6,9 | 1 074 500 | 6,6 |
| PSA PEUGEOT CITROËN | 2 403 500 | 14,6 | 2 459 400 | 15,4 | 2 512 100 | 15,5 |
| Groupe Volkswagen | 2 783 400 | 16,9 | 2 714 000 | 17,0 | 2 800 600 | 17,3 |
| Renault | 1 778 600 | 10,8 | 1 773 300 | 11,1 | 1 830 100 | 11,3 |
| Groupe Ford | 1 852 400 | 11,3 | 1 769 500 | 11,1 | 1 828 700 | 11,3 |
| Groupe General Motors | 1 537 700 | 9,4 | 1 518 800 | 9,5 | 1 548 600 | 9,6 |
| Groupe Fiat | 1 305 600 | 7,9 | 1 294 700 | 8,1 | 1 460 100 | 9,0 |
| Daimler-Chrysler | 1 073 300 | 6,5 | 1 074 100 | 6,7 | 1 115 200 | 6,9 |
| Groupe Toyota | 808 800 | 4,9 | 758 100 | 4,7 | 711 000 | 4,4 |
| BMW | 705 200 | 4,3 | 631 200 | 4,0 | 622 200 | 3,8 |
| Marques japonaises | 1 331 000 | 8,1 | 1 259 000 | 7,9 | 1 151 800 | 7,1 |
| Coréens | 645 100 | 3,9 | 501 200 | 3,1 | 424 100 | 2,6 |
| Autres marques | 221 000 | 1,3 | 230 000 | 1,4 | 213 500 | 1,3 |
| | | | | | | |

Source : CCFA.

GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN - IMMATRICULATIONS DE VOITURES PARTICULIÈRES SUR LES MARCHÉS EUROPÉENS

| | 2 | 2004 | 2 | 2003 | 2 | 002 |
|------------------------------------|-----------|------------|-----------|------------|-----------|------------|
| | Unités | Part de | Unités | Part de | Unités | Part de |
| | | marché (%) | | marché (%) | | marché (%) |
| France | 620 000 | 30,8 | 650 700 | 32,4 | 720 200 | 33,6 |
| Allemagne | 181 000 | 5,5 | 189 100 | 5,8 | 174 600 | 5,4 |
| Autriche | 28 300 | 9,1 | 28 800 | 9,6 | 24 300 | 8,7 |
| Belgique-Luxembourg | 108 500 | 20,4 | 112 000 | 22,3 | 109 700 | 21,5 |
| Danemark | 24 700 | 20,3 | 24 800 | 25,8 | 30 400 | 27,2 |
| Espagne | 318 200 | 21,0 | 303 200 | 21,9 | 295 200 | 22,2 |
| Finlande | 16 700 | 11,7 | 17 700 | 12,0 | 14 500 | 12,4 |
| Grèce | 31 700 | 10,9 | 31 500 | 12,3 | 39 600 | 14,8 |
| Irlande | 11 800 | 7,7 | 11 700 | 8,1 | 13 500 | 8,6 |
| Italie | 252 100 | 11,2 | 248 900 | 11,1 | 226 100 | 9,9 |
| Norvège | 11 100 | 9,6 | 10 500 | 11,7 | 10 100 | 11,4 |
| Pays-Bas | 68 900 | 14,2 | 80 500 | 16,5 | 75 100 | 14,7 |
| Portugal | 35 300 | 17,9 | 37 200 | 19,6 | 41 500 | 18,4 |
| Royaume-Uni | 273 400 | 10,7 | 302 500 | 11,7 | 339 300 | 13,2 |
| Suède | 27 900 | 10,6 | 27 800 | 10,7 | 22 500 | 8,9 |
| Suisse | 25 900 | 9,6 | 27 800 | 10,3 | 27 000 | 9,1 |
| Total Europe occidentale (17 pays) | 2 035 500 | 14,0 | 2 104 700 | 14,8 | 2 163 600 | 15,0 |

GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN - IMMATRICULATIONS DE VÉHICULES UTILITAIRES LÉGERS SUR LES MARCHÉS EUROPÉENS

| | 2 | 004 | 2 | 2003 | 2 | 002 |
|------------------------------------|---------|------------|---------|------------|---------|------------|
| | Unités | Part de | Unités | Part de | Unités | Part de |
| | | marché (%) | | marché (%) | | marché (%) |
| France | 152 100 | 37,2 | 142 900 | 37,5 | 144 400 | 35,7 |
| Allemagne | 12 300 | 6,4 | 11 600 | 6,2 | 11 800 | 6,1 |
| Autriche | 2 900 | 10,1 | 2 600 | 10,2 | 2 000 | 8,9 |
| Belgique-Luxembourg | 14 000 | 22,5 | 14 500 | 25,9 | 14 100 | 26,1 |
| Danemark | 7 300 | 15,9 | 6 400 | 19,5 | 6 500 | 20,0 |
| Espagne | 73 800 | 22,1 | 72 600 | 24,4 | 66 100 | 24,6 |
| Finlande | 2 400 | 13,4 | 2 500 | 15,9 | 1 900 | 12,5 |
| Grèce | 1 300 | 5,9 | 1 400 | 7,6 | 1 400 | 7,4 |
| Irlande | 3 800 | 12,6 | 4 200 | 13,5 | 4 700 | 13,5 |
| Italie | 17 800 | 8,3 | 16 000 | 7,9 | 18 800 | 6,9 |
| Norvège | 4 800 | 14,3 | 3 600 | 13,3 | 3 400 | 13,4 |
| Pays-Bas | 11 500 | 13,2 | 12 000 | 15,5 | 12 200 | 15,0 |
| Portugal | 16 500 | 23,2 | 15 800 | 22,8 | 15 900 | 20,0 |
| Royaume-Uni | 39 100 | 11,7 | 40 800 | 13,2 | 38 500 | 14,2 |
| Suède | 5 500 | 17,5 | 5 300 | 18,5 | 4 900 | 17,0 |
| Suisse | 2 900 | 13,3 | 2 500 | 12,0 | 2 000 | 8,8 |
| Total Europe occidentale (17 pays) | 368 000 | 19,0 | 354 700 | 19,9 | 348 600 | 19,1 |

GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN - IMMATRICULATIONS DE VOITURES PARTICULIÈRES ET VÉHICULES UTILITAIRES LÉGERS **SUR LES MARCHÉS EUROPÉENS**

| | 2 | 004 | 2 | 003 | 2 | 002 |
|------------------------------------|-----------|------------|-----------|------------|-----------|------------|
| | Unités | Part de | Unités | Part de | Unités | Part de |
| | | marché (%) | | marché (%) | | marché (%) |
| France | 772 100 | 31,9 | 793 700 | 33,2 | 864 600 | 33,9 |
| Allemagne | 193 300 | 5,6 | 200 600 | 5,9 | 186 300 | 5,4 |
| Autriche | 31 200 | 9,2 | 31 400 | 9,6 | 26 300 | 8,7 |
| Belgique-Luxembourg | 122 500 | 20,6 | 126 500 | 22,7 | 123 800 | 21,9 |
| Danemark | 31 900 | 19,1 | 31 200 | 24,2 | 36 900 | 25,6 |
| Espagne | 392 000 | 21,2 | 375 800 | 22,4 | 361 400 | 22,6 |
| Finlande | 19 100 | 11,9 | 20 200 | 12,4 | 16 400 | 12,4 |
| Grèce | 33 000 | 10,6 | 32 900 | 12,0 | 41 000 | 14,3 |
| Irlande | 15 600 | 8,5 | 15 900 | 9,0 | 18 200 | 9,5 |
| Italie | 269 900 | 10,9 | 264 900 | 10,8 | 244 900 | 9,6 |
| Norvège | 15 800 | 10,6 | 14 100 | 12,1 | 13 400 | 11,8 |
| Pays-Bas | 80 400 | 14,1 | 92 500 | 16,3 | 87 200 | 14,7 |
| Portugal | 51 900 | 19,3 | 53 000 | 20,5 | 57 500 | 18,8 |
| Royaume-Uni | 312 600 | 10,8 | 343 400 | 11,9 | 377 900 | 13,3 |
| Suède | 33 400 | 11,3 | 33 100 | 11,4 | 27 400 | 9,7 |
| Suisse | 28 800 | 9,9 | 30 200 | 10,4 | 28 900 | 9,1 |
| Total Europe occidentale (17 pays) | 2 403 500 | 14,6 | 2 459 400 | 15,4 | 2 512 100 | 15,5 |

MARQUE PEUGEOT - IMMATRICULATIONS DE VOITURES PARTICULIÈRES ET VÉHICULES UTILITAIRES LÉGERS **SUR LES MARCHÉS EUROPÉENS**

| | | 2004 | 2 | 2003 | 2 | 002 |
|------------------------------------|-----------|------------|-----------|------------|-----------|------------|
| | Unités | Part de | Unités | Part de | Unités | Part de |
| | | marché (%) | | marché (%) | | marché (%) |
| France | 440 200 | 18,2 | 450 700 | 18,9 | 507 800 | 19,9 |
| Allemagne | 126 400 | 3,7 | 128 200 | 3,7 | 113 200 | 3,3 |
| Autriche | 19 200 | 5,7 | 20 100 | 6,2 | 17 600 | 5,8 |
| Belgique-Luxembourg | 63 100 | 10,6 | 64 000 | 11,5 | 64 300 | 11,4 |
| Danemark | 18 200 | 10,9 | 17 700 | 13,7 | 21 200 | 14,8 |
| Espagne | 186 900 | 10,1 | 176 400 | 10,5 | 171 900 | 10,7 |
| Finlande | 11 000 | 6,8 | 10 700 | 6,6 | 8 500 | 6,5 |
| Grèce | 15 700 | 5,0 | 16 700 | 6,1 | 22 700 | 7,9 |
| Irlande | 10 200 | 5,5 | 9 500 | 5,4 | 10 700 | 5,6 |
| Italie | 114 800 | 4,6 | 125 600 | 5,1 | 143 500 | 5,6 |
| Norvège | 10 400 | 7,0 | 9 500 | 8,1 | 8 700 | 7,6 |
| Pays-Bas | 51 500 | 9,0 | 59 100 | 10,4 | 55 900 | 9,4 |
| Portugal | 29 000 | 10,8 | 29 900 | 11,6 | 31 900 | 10,4 |
| Royaume-Uni | 183 500 | 6,3 | 201 000 | 7,0 | 224 300 | 7,9 |
| Suède | 21 100 | 7,2 | 19 800 | 6,8 | 17 200 | 6,1 |
| Suisse | 16 100 | 5,5 | 17 000 | 5,9 | 18 200 | 5,7 |
| Total Europe occidentale (17 pays) | 1 317 300 | 8,0 | 1 355 900 | 8,5 | 1 437 600 | 8,9 |

MARQUE CITROËN - IMMATRICULATIONS DE VOITURES PARTICULIÈRES ET VÉHICULES UTILITAIRES LÉGERS SUR LES MARCHÉS EUROPÉENS

| | 2 | 004 | 2 | 003 | 2 | 002 |
|------------------------------------|-----------|------------|-----------|------------|-----------|------------|
| | Unités | Part de | Unités | Part de | Unités | Part de |
| | | marché (%) | | marché (%) | | marché (%) |
| France | 331 900 | 13,7 | 343 000 | 14,4 | 356 800 | 14,0 |
| Allemagne | 66 900 | 1,9 | 72 500 | 2,1 | 73 200 | 2,1 |
| Autriche | 12 000 | 3,5 | 11 300 | 3,5 | 8 700 | 2,9 |
| Belgique-Luxembourg | 59 400 | 10,0 | 62 500 | 11,2 | 59 500 | 10,5 |
| Danemark | 13 700 | 8,2 | 13 500 | 10,5 | 15 600 | 10,9 |
| Espagne | 205 100 | 11,1 | 199 400 | 11,9 | 189 500 | 11,8 |
| Finlande | 8 100 | 5,1 | 9 400 | 5,8 | 7 900 | 6,0 |
| Grèce | 17 300 | 5,5 | 16 200 | 5,9 | 18 200 | 6,4 |
| Irlande | 5 500 | 3,0 | 6 400 | 3,7 | 7 500 | 3,9 |
| Italie | 155 200 | 6,3 | 139 300 | 5,7 | 101 400 | 4,0 |
| Norvège | 5 400 | 3,7 | 4 700 | 4,0 | 4 800 | 4,2 |
| Pays-Bas | 28 800 | 5,1 | 33 400 | 5,9 | 31 300 | 5,3 |
| Portugal | 22 800 | 8,5 | 23 100 | 8,9 | 25 500 | 8,4 |
| Royaume-Uni | 129 100 | 4,5 | 142 300 | 4,9 | 153 600 | 5,4 |
| Suède | 12 300 | 4,2 | 13 300 | 4,6 | 10 300 | 3,6 |
| Suisse | 12 700 | 4,4 | 13 200 | 4,5 | 10 700 | 3,4 |
| Total Europe occidentale (17 pays) | 1 086 200 | 6,6 | 1 103 500 | 6,9 | 1 074 500 | 6,6 |

GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN - PRODUCTION PAR MODÈLE

| (voitures particulières et véhicules utilitaires légers) | 2004 | 2003 | 2002 |
|--|-------------|-------------|-------------|
| Marque Peugeot | | | |
| 106 | - | 35 900 | 69 500 |
| 206 | 795 100 | 816 500 | 843 900 |
| 306 | - | 1 200 | 15 500 |
| 307 | 583 700 | 573 300 | 534 500 |
| 405 | 209 200 | 126 100 | 124 000 |
| 406 | 25 900 | 101 000 | 125 500 |
| 407 | 165 000 | - | - |
| 504/Paykan | 1 800 | 3 200 | 3 100 |
| 607 | 18 100 | 21 500 | 27 200 |
| 807 | 31 200 | 35 100 | 14 800 |
| Expert | 32 600 | 28 500 | 28 600 |
| Partner | 143 000 | 135 700 | 118 100 |
| J9 | 4 200 | 3 200 | - |
| Boxer | 45 200 | 40 600 | 42 500 |
| Autres | 1 200 | 800 | - |
| Total | 2 056 200 | 1 922 600 | 1 947 200 |
| (dont véhicules équipés de moteurs diesel) | (965 700) | (911 600) | (888 700) |
| (dont voitures particulières) | (1 859 100) | (1 744 100) | (1 764 500) |
| (dont véhicules utilitaires légers) | (197 100) | (178 500) | (182 700) |
| Marque Citroën | | | |
| Saxo | - | 59 900 | 155 600 |
| C2 | 149 300 | 71 000 | - |
| C3 | 375 600 | 383 100 | 204 300 |
| ZX | 64 800 | 96 000 | 79 400 |
| Xsara | 293 900 | 354 100 | 449 800 |
| C4 | 51 700 | - | - |
| C5 | 100 600 | 110 700 | 157 100 |
| Xantia | 11 900 | 3 800 | - |
| C8 | 24 000 | 27 700 | 11 900 |
| Jumpy | 29 700 | 29 800 | 24 900 |
| C15 | 24 700 | 29 200 | 30 600 |
| Berlingo | 176 200 | 179 500 | 162 300 |
| Jumper | 46 500 | 42 100 | 39 000 |
| Total | 1 348 900 | 1 386 900 | 1 314 900 |
| (dont véhicules équipés de moteurs diesel) | (778 400) | (740 900) | (735 300) |
| (dont voitures particulières) | (1 145 400) | (1 189 000) | (1 129 500) |
| (dont véhicules utilitaires légers) | (203 500) | (197 900) | (185 500) |
| Total PSA PEUGEOT CITROËN | 3 405 100 | 3 309 500 | 3 262 100 |
| (dont véhicules équipés de moteurs diesel) | (1 744 100) | (1 652 500) | (1 624 000) |
| (dont voitures particulières) | (3 004 500) | (2 933 100) | (2 894 000) |
| (dont véhicules utilitaires légers) | (400 600) | (376 400) | (368 100) |

GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN - VENTES MONDIALES CONSOLIDÉES

| (voitures particulières et véhicules utilitaires légers) | 2004 | 2003 | 2002 |
|--|-----------|-----------|-----------|
| Ventes Europe occidentale | | | |
| France: | | | |
| Peugeot | 440 000 | 445 100 | 513 300 |
| Citroën | 332 500 | 343 300 | 358 000 |
| PSA PEUGEOT CITROËN | 772 500 | 788 400 | 871 300 |
| Autres pays d'Europe occidentale : | | | |
| Peugeot | 888 700 | 907 000 | 948 500 |
| Citroën | 763 500 | 773 400 | 737 200 |
| PSA PEUGEOT CITROËN | 1 652 200 | 1 680 400 | 1 685 700 |
| Total Europe occidentale | | | |
| Peugeot | 1 328 700 | 1 352 100 | 1 461 800 |
| Citroën | 1 096 000 | 1 116 700 | 1 095 200 |
| PSA PEUGEOT CITROËN | 2 424 700 | 2 468 800 | 2 557 000 |
| Ventes hors d'Europe occidentale | | | |
| Europe centrale et orientale et Turquie : | | | |
| Peugeot | 147 100 | 142 100 | 109 100 |
| Citroën | 73 300 | 74 800 | 59 600 |
| PSA PEUGEOT CITROËN | 220 400 | 216 900 | 168 700 |
| Afrique: | | | |
| Peugeot | 62 900 | 56 700 | 55 400 |
| Citroën | 27 100 | 19 000 | 17 300 |
| PSA PEUGEOT CITROËN | 90 000 | 75 700 | 72 700 |
| Amérique: | | | |
| Peugeot | 114 000 | 89 100 | 90 700 |
| Citroën | 40 000 | 29 800 | 30 200 |
| PSA PEUGEOT CITROËN | 154 000 | 118 900 | 120 900 |
| Asie-Océanie : | | | |
| Peugeot | 347 500 | 246 100 | 212 800 |
| Citroën | 107 700 | 128 900 | 105 600 |
| PSA PEUGEOT CITROËN | 455 200 | 375 000 | 318 400 |
| Autres: | | | |
| Peugeot | 27 000 | 27 500 | 25 600 |
| Citroën | 4 000 | 3 300 | 4 200 |
| PSA PEUGEOT CITROËN | 31 000 | 30 800 | 29 800 |
| Total ventes hors Europe occidentale | | | |
| Peugeot | 698 500 | 561 500 | 493 600 |
| Citroën | 252 100 | 255 800 | 216 900 |
| PSA PEUGEOT CITROËN | 950 600 | 817 300 | 710 500 |
| Total ventes mondiales | | | |
| Peugeot | 2 027 200 | 1 913 600 | 1 955 400 |
| Citroën | 1 348 100 | 1 372 500 | 1 312 100 |
| PSA PEUGEOT CITROËN | 3 375 300 | 3 286 100 | 3 267 500 |

EFFECTIFS DU GROUPE

| | | 1 | |
|-----------------------------|---------|---------|---------|
| | 2004 | 2003 | 2002 |
| Automobile | 139 000 | 134 700 | 133 300 |
| Dont: | | | |
| - France | 100 100 | 98 000 | 95 600 |
| - Autres pays | 38 900 | 36 700 | 37 700 |
| Banque PSA Finance | 2 400 | 2 200 | 2 200 |
| Gefco | 8 800 | 8 400 | 8 000 |
| Faurecia | 54 400 | 51 900 | 52 200 |
| Autres activités et holding | 2 600 | 2 700 | 2 900 |
| Total PSA PEUGEOT CITROËN | 207 200 | 199 900 | 198 600 |
| Dont : | | | |
| - France | 128 000 | 124 700 | 123 700 |
| - Autres pays | 79 200 | 75 200 | 74 900 |
| | | | |

GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN - OUTIL INDUSTRIEL

| Sites de montage | Modèles fabriqués au 1 ^{er} janvier 2005 | Production 2004 |
|---------------------------|---|-----------------|
| Usines terminales | , , , , , , , , , , , , , , , , , , , | |
| Aulnay (France) | C2, C3 | 418 800 |
| Madrid (Espagne) | C3, C3 Pluriel | 138 100 |
| Mangualde (Portugal) | Citroën Berlingo, Peugeot Partner | 53 400 |
| Mulhouse (France) | 206, 206 CC, 307, C4 | 379 100 |
| Palomar (Argentine) | 206, 307, Citroën Berlingo, Peugeot Partner | 50 100 |
| Poissy (France) | 1007, 206 | 302 400 |
| Porto Real (Brésil) | 206, 206 SW, C3, Xsara Picasso | 65 400 |
| Rennes (France) | C5, 407, 407 SW | 291 900 |
| Ryton (Grande-Bretagne) | 206, 206 SW | 179 800 |
| Sochaux (France) | 307, 307 SW, 307 CC, 607 | 424 300 |
| Vigo (Espagne) | Xsara Picasso, C15, Citroën Berlingo, Peugeot Partner | 481 500 |
| Usines mécanique et bruts | | |
| Asnières (France) | Décolletage, hydraulique | - |
| Caen (France) | Liaisons au sol et transmissions | - |
| Charleville (France) | Fonderie d'aluminium et de ferreux | - |
| Melun-Sénart (France) | Pièces de rechange | - |
| Metz (France) | Boîtes de vitesses | 1 790 900 |
| Saint-Ouen (France) | Emboutissage | - |
| Sept-Fons (France) | Fonderie de ferreux | - |
| Trémery (France) | Moteurs essence EW et moteurs Diesel DV et DW | 1 855 900 |
| Valenciennes (France) | Boîtes de vitesses | 1 800 800 |
| Vesoul (France) | Expédition CKD, pièces de rechange | - |

FILIALES COMMUNES AVEC D'AUTRES CONSTRUCTEURS (Situation au 31 décembre 2004)

| Filiales | Production | Production 2004 |
|----------------------------------|---------------------------|---------------------|
| France | | |
| Française de Mécanique | | |
| 50 % Peugeot Citroën Automobiles | Fonderie de ferreux | |
| 50 % Renault | Moteurs: - TU + TUF + TUD | 1 170 100 |
| | - DV | 497 100 |
| | - D (Renault) | 397 100 |
| | - ES | 13 200 |
| Sevelnord | Peugeot 807 | Production totale : |
| 50 % Peugeot Citroën Automobiles | Peugeot Expert | 162 300 |
| 50 % Fiat | Citroën C8 | |
| | Citroën Jumpy | |
| | Fiat Ulysse | |
| | Fiat Scudo | |
| | Lancia Phedra | |
| Étranger | | |
| Società Europea Veicoli | | Production totale : |
| Leggeri - (Italie) | | 195 600 |
| 50 % Peugeot Citroën Automobiles | Peugeot Boxer | |
| 50 % Fiat | Citroën Jumper | |
| | Fiat Ducato | |

Groupe **PSA PEUGEOT CITROËN**

Comptes consolidés

| États financiers consolidés - Normes françaises | 123 |
|---|-----|
| Notes aux états financiers consolidés - Normes françaises | 128 |
| États financiers consolidés comparés sur cinq ans - Normes françaises | 189 |
| Liste des sociétés consolidées | 193 |
| États financiers consolidés - Normes IFRS | 201 |
| Notes aux états financiers consolidés - Normes IFRS | 208 |

Comptes de résultats consolidés

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|---|-------------|-------------|-------------|
| ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES | | | |
| Chiffre d'affaires | 55 297 | 52 683 | 52 906 |
| Charges opérationnelles | | | |
| Coûts des biens et services vendus | (43 729) | (41 176) | (40 378) |
| Frais généraux et commerciaux | (7 780) | (7 613) | (8 053) |
| rais d'études, de recherche et de développement | (2 118) | (2 098) | (1 865) |
| | (53 627) | (50 887) | (50 296) |
| Marge opérationnelle | 1 670 | 1 796 | 2 610 |
| Coût des départs anticipés de certains salariés | (24) | (19) | (158) |
| Autres produits et (charges) | | | |
| rais de rationalisation des structures (note 8) | (69) | (42) | (124) |
| Produits (frais) financiers nets (note 9) | (99) | (30) | (28) |
| autres revenus et (charges) nets (note 10) | 202 | 197 | 9 |
| | 34 | 125 | (143) |
| tésultat avant impôts des sociétés intégrées | 1 680 | 1 902 | 2 309 |
| mpôts sur les résultats (note 12) | (494) | (563) | (666) |
| tésultat net des sociétés industrielles et commerciales intégrées | 1 186 | 1 339 | 1 643 |
| CTIVITÉS DE FINANCEMENT | | | |
| hiffre d'affaires | | | |
| lors groupe | 1 500 | 1 555 | 1 530 |
| ntragroupe | 241 | 169 | 170 |
| | 1 741 | 1 724 | 1 700 |
| charges opérationnelles (note 11) | (1 229) | (1 306) | (1 381) |
| Narge opérationnelle | 512 | 418 | 319 |
| autres produits et (charges) | (3) | (5) | (3) |
| lésultat avant impôts des sociétés intégrées | 509 | 413 | 316 |
| mpôts sur les résultats (note 12) | (182) | (122) | (111) |
| tésultat net des sociétés de financement intégrées | 327 | 291 | 205 |
| lésultat net des sociétés intégrées du groupe | 1 513 | 1 630 | 1 848 |
| art dans le résultat net des sociétés en équivalence (note 17 C) | (8) | 46 | 22 |
| mortissements des écarts d'acquisition | (128) | (158) | (163) |
| ésultat net de l'ensemble consolidé | 1 377 | 1 518 | 1 707 |
| énéfice net revenant aux intérêts minoritaires | (20) | (21) | (17) |
| ésultat net - Part du groupe | 1 357 | 1 497 | 1 690 |
| ésultat net par action de 1 euro (note 50) | | | |
| nombre d'actions moyen en circulation | 240 485 711 | 243 902 478 | 254 201 332 |
| en euros par action | 5,64 | 6,14 | 6,65 |
| ésultat net dilué par action de 1 euro (note 50) | | | |
| nombre d'actions potentiel moyen | 240 485 711 | 243 902 478 | 254 201 332 |
| en euros par action | 5,64 | 6,14 | 6,65 |

Bilans consolidés - Actif

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|--|--------------------|---------------------------|---------------------------|
| ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES | | | |
| Écarts d'acquisition (note 13) | 1 899 | 1 964 | 2 120 |
| Immobilisations incorporelles (note 14) | 208 | 181 | 194 |
| Immobilisations corporelles (note 15) | 12 689 | 12 158 | 11 545 |
| Immobilisations financières | | | |
| Créances et titres de détention durable (note 16) | 1 877 | 591 | 929 |
| Titres mis en équivalence (note 17) | 593 | 550 | 351 |
| Titres de participation (note 18) | 65 | 63 | 85 |
| | 2 535 | 1 204 | 1 365 |
| Autres actifs immobilisés | | | |
| Impôts différés à long terme | 376 | 415 | 308 |
| Autres valeurs immobilisées (note 19) | 312 | 239 | 257 |
| | 688 | 654 | 565 |
| Actifs d'exploitation et réalisables à court terme | | | |
| Stocks (note 20) | 7 078 | 6 660 | 6 167 |
| Clients et effets à recevoir (note 21) | 3 138 | 3 363 | 3 381 |
| Impôts sur les sociétés à court terme (note 24) | 582 | 702 | 980 |
| Autres débiteurs (note 25) | 2 297 | 2 636 | 2 619 |
| À recevoir des activités de financement | 255 | 210 | 238 |
| | 13 350 | 13 571 | 13 385 |
| Actifs financiers à court terme | | | |
| Prêts | 238 | 301 | 397 |
| Titres de placement (note 26) | 602 | 937 | 1 089 |
| Trésorerie (note 27) | 4 951 | 4 880 | 4 532 |
| Comptes ordinaires et prêts aux activités de financement | 205 | 205 | 97 |
| | 5 996 | 6 323 | 6 115 |
| Total activités industrielles et commerciales | 37 365 | 36 055 | 35 289 |
| ACTIVITÉS DE FINANCEMENT | | | |
| Écarts d'acquisition (note 13) | 70 | 75 | 80 |
| Actifs immobilisés | | | |
| Immobilisations incorporelles (note 14) | 62 | 42 | 30 |
| Immobilisations corporelles (note 15) | 50 | 51 | 51 |
| Titres de participation (note 18) | 1 | 13 | - |
| Impôts différés à long terme | 26 | 40 | 47 |
| Titres d'investissement (note 16) | 48 | 185 | 186 |
| Autres | 37 | 45 | 160 |
| Auties | 224 | 376 | 330 |
| Créances sur la clientèle | 224 | 370 | 330 |
| Créances de financement (note 22) | 18 495 | 17 185 | 15 732 |
| Autres prêts accordés à la clientèle (note 23) | 140 | 17 103 | 295 |
| Créances sur les activités industrielles et commerciales | | 139 | 208 |
| Creances sur les activites industrielles et commerciales | 174 | | |
| Autres actifs d'exploitation | 18 809 | 17 436 | 16 235 |
| | 71 | 0.4 | 60 |
| Impôts sur les sociétés à court terme (note 24) | 71 991 | 84 | 63 |
| Autres débiteurs (note 25) | | 953 | 923 |
| À recevoir des activités industrielles et commerciales | 78 1 140 | <i>79</i> 1 116 | <i>65</i> 1 051 |
| Actifs financiers à court terme | 1 140 | 1 110 | 1 001 |
| | 0.004 | 0.060 | 0.061 |
| Titres de placement (note 26) | 2 334 | 2 268 | 2 261 |
| Trésorerie (note 27) | 524 | 738 | 762 |
| T. 1. 10.11/. 1. 6 | 2 858 | 3 006 | 3 023 |
| Total activités de financement | 23 101 | 22 009 | 20 719 |
| Total groupe | 60 466 | 58 064 | 56 008 |
| | | | |

Bilans consolidés - Passif

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|---|---|---|---|
| Capitaux propres - Part du groupe (note 28) | | | |
| Capital social | 243 | 243 | 259 |
| Réserves et résultats nets consolidés | 13 463 | 12 364 | 11 875 |
| Titres d'autocontrôle | (264) | (16) | (568) |
| Écarts de conversion | (745) | (727) | (582) |
| | 12 697 | 11 864 | 10 984 |
| ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES | | | |
| Intérêts minoritaires (note 29) | 614 | 617 | 640 |
| Provisions et passifs à long terme | | | |
| Impôts différés à long terme | 1 457 | 1 329 | 1 104 |
| Provisions (note 30) | 1 513 | 1 623 | 1 727 |
| Autres passifs à long terme (note 31) | 131 | 96 | 95 |
| | 3 101 | 3 048 | 2 926 |
| Emprunts à long terme (note 32) | 3 370 | 3 609 | 3 499 |
| Dettes d'exploitation à court terme | | | |
| Fournisseurs d'exploitation et effets à payer | 10 735 | 10 021 | 9 912 |
| Impôts sur les sociétés à court terme (note 35) | 292 | 368 | 646 |
| Autres créanciers (note 36) | 5 464 | 5 401 | 5 228 |
| Dû aux activités de financement | 94 | 96 | 84 |
| | 16 585 | 15 886 | 15 870 |
| Dettes financières à court terme | | | |
| Emprunts à long terme partie à moins d'un an (note 32) | 118 | 270 | 311 |
| Autres financements à court terme et découverts bancaires (note 33) | 2 799 | 2 350 | 2 451 |
| Découverts bancaires auprès des activités de financement | 158 | 122 | 189 |
| · | 3 075 | 2 742 | 2 951 |
| Total activités industrielles et commerciales | 26 745 | 25 902 | 25 886 |
| ACTIVITÉS DE FINANCEMENT | | | |
| Intérêts minoritaires (note 29) | 45 | 70 | 91 |
| Provisions et passifs à long terme | | | |
| Impôts différés à long terme | 237 | 170 | 150 |
| Provisions (note 30) | 62 | 53 | 53 |
| Dettes subordonnées et autres | 7 | 0.4 | |
| | | 64 | 108 |
| | 306 | 64 287 | 108 311 |
| Dettes financières | | | |
| Dettes financières Dettes envers les établissements de crédit | | | |
| | 306 | 287 | 311 |
| Dettes envers les établissements de crédit Autres emprunts | 306 7 058 | 287 5 887 | 311 6 643 |
| Dettes envers les établissements de crédit | 7 058 11 689 | 287 5 887 12 009 | 6 643 10 426 |
| Dettes envers les établissements de crédit Autres emprunts | 7 058 11 689 92 | 5 887 12 009 169 | 6 643 10 426 145 |
| Dettes envers les établissements de crédit Autres emprunts Comptes ordinaires créditeurs | 7 058 11 689 92 | 5 887 12 009 169 | 6 643 10 426 145 |
| Dettes envers les établissements de crédit Autres emprunts Comptes ordinaires créditeurs Dettes à la clientèle Dépôts de la clientèle | 7 058 11 689 92 18 839 | 5 887 12 009 169 18 065 | 6 643 10 426 145 17 214 |
| Dettes envers les établissements de crédit Autres emprunts Comptes ordinaires créditeurs Dettes à la clientèle | 7 058 11 689 92 18 839 | 5 887 12 009 169 18 065 | 311 6 643 10 426 145 17 214 |
| Dettes envers les établissements de crédit Autres emprunts Comptes ordinaires créditeurs Dettes à la clientèle Dépôts de la clientèle Dépôts des activités industrielles et commerciales | 306 7 058 11 689 92 18 839 224 144 | 5 887 12 009 169 18 065 | 311 6 643 10 426 145 17 214 200 <i>97</i> |
| Dettes envers les établissements de crédit Autres emprunts Comptes ordinaires créditeurs Dettes à la clientèle Dépôts de la clientèle Dépôts des activités industrielles et commerciales Autres dettes d'exploitation | 306 7 058 11 689 92 18 839 224 144 | 5 887 12 009 169 18 065 | 311 6 643 10 426 145 17 214 200 <i>97</i> |
| Dettes envers les établissements de crédit Autres emprunts Comptes ordinaires créditeurs Dettes à la clientèle Dépôts de la clientèle Dépôts des activités industrielles et commerciales Autres dettes d'exploitation Impôts sur les sociétés à court terme (note 35) | 306 7 058 11 689 92 18 839 224 144 368 | 287 5 887 12 009 169 18 065 191 132 323 | 311 6 643 10 426 145 17 214 200 97 297 |
| Dettes envers les établissements de crédit Autres emprunts Comptes ordinaires créditeurs Dettes à la clientèle Dépôts de la clientèle Dépôts des activités industrielles et commerciales Autres dettes d'exploitation Impôts sur les sociétés à court terme (note 35) | 306 7 058 11 689 92 18 839 224 144 368 | 287 5 887 12 009 169 18 065 191 132 323 | 311 6 643 10 426 145 17 214 200 97 297 |
| Dettes envers les établissements de crédit Autres emprunts Comptes ordinaires créditeurs Dettes à la clientèle Dépôts de la clientèle Dépôts des activités industrielles et commerciales Autres dettes d'exploitation Impôts sur les sociétés à court terme (note 35) Autres créanciers (note 36) | 306 7 058 11 689 92 18 839 224 144 368 71 1 079 | 287 5 887 12 009 169 18 065 191 132 323 75 1 195 | 311 6 643 10 426 145 17 214 200 97 297 64 923 |
| Dettes envers les établissements de crédit Autres emprunts Comptes ordinaires créditeurs Dettes à la clientèle Dépôts de la clientèle Dépôts des activités industrielles et commerciales Autres dettes d'exploitation Impôts sur les sociétés à court terme (note 35) Autres créanciers (note 36) | 306 7 058 11 689 92 18 839 224 144 368 71 1 079 316 | 287 5 887 12 009 169 18 065 191 132 323 75 1 195 283 | 311 6 643 10 426 145 17 214 200 97 297 64 923 238 |

Tableaux de flux de trésorerie consolidés

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|---|---------|---------|---------|
| ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES | | | |
| Résultat net des sociétés intégrées | 1 186 | 1 339 | 1 643 |
| Élimination des charges nettes sans effet sur la trésorerie | | | |
| - Dotations aux amortissements | 2 389 | 2 214 | 2 165 |
| - Dotations nettes aux provisions | (164) | (29) | 352 |
| - Variation des impôts différés à long terme | 172 | 115 | (80) |
| - Résultats sur cessions et autres | (124) | (113) | (38) |
| Dividendes reçus des sociétés en équivalence | 6 | 21 | 17 |
| Marge brute d'autofinancement | 3 465 | 3 547 | 4 059 |
| Variations des actifs et passifs d'exploitation (note 37) | 898 | (224) | 330 |
| Flux des activités industrielles et commerciales liés à l'exploitation | 4 363 | 3 323 | 4 389 |
| Cessions de titres de participation | 2 | 6 | 5 |
| Cessions de sociétés consolidées | 28 | - | - |
| Cessions d'immobilisations corporelles | 37 | 142 | 172 |
| Investissements en immobilisations corporelles | (2 920) | (3 007) | (2 790) |
| Acquisitions de sociétés consolidées | (166) | (225) | (56) |
| Acquisitions de titres de participation | (11) | (19) | (25) |
| Changements de périmètre et autres (note 38) | (85) | (20) | (268) |
| Flux des activités industrielles et commerciales liés aux investissements | (3 115) | (3 123) | (2 962) |
| ACTIVITÉS DE FINANCEMENT | | | |
| Résultat net des sociétés intégrées | 327 | 291 | 205 |
| Élimination des charges nettes sans effet sur la trésorerie | 87 | 52 | 34 |
| Marge brute d'autofinancement | 414 | 343 | 239 |
| Variations des actifs et passifs d'exploitation (note 37) | (700) | (92) | (282) |
| Flux des activités de financement liés à l'exploitation | (286) | 251 | (43) |
| Flux des activités de financement liés aux investissements | (24) | (52) | 80 |
| TOUTES ACTIVITÉS | | | |
| Dividendes versés | | | |
| - Aux actionnaires de Peugeot S.A. | (321) | (325) | (294) |
| - Aux minoritaires des filiales intégrées | (39) | (41) | (43) |
| Acquisitions de titres d'autocontrôle | (248) | (147) | (517) |
| Variations des autres actifs et passifs financiers (note 39) | (518) | 428 | (1 666) |
| Autres | 34 | 14 | 46 |
| Flux des opérations financières | (1 092) | (71) | (2 474) |
| Mouvements de conversion | 11 | (4) | (27) |
| Augmentation (diminution) de la trésorerie | (143) | 324 | (1 037) |
| Trésorerie au début de l'exercice | 5 618 | 5 294 | 6 331 |
| Trésorerie de clôture | 5 475 | 5 618 | 5 294 |
| | | | |

Variations des capitaux propres consolidés -Part du groupe

| | | | | Titres | |
|---|----------|---------|-------------|----------|------------|
| | Capitaux | Capital | Réserves | d'auto- | Écarts de |
| (en millions d'euros) | propres | social | et résultat | contrôle | conversion |
| Au 31 décembre 2001 | 10 282 | 259 | 10 479 | (51) | (405) |
| Bénéfice de l'exercice 2002 | 1 690 | - | 1 690 | - | - |
| Dividendes versés (1,15 euro par action de 1 euro) | (294) | - | (294) | - | - |
| Titres d'autocontrôle achetés | (517) | - | - | (517) | - |
| Mouvement des écarts de conversion | (177) | - | - | - | (177) |
| Au 31 décembre 2002 | 10 984 | 259 | 11 875 | (568) | (582) |
| Bénéfice de l'exercice 2003 | 1 497 | - | 1 497 | - | - |
| Dividendes versés (1,35 euro par action de 1 euro) | (325) | - | (325) | - | - |
| Titres d'autocontrôle achetés | (147) | - | - | (147) | - |
| Titres d'autocontrôle annulés | - | (16) | (683) | 699 | - |
| Mouvement des écarts de conversion | (145) | - | - | - | (145) |
| Au 31 décembre 2003 | 11 864 | 243 | 12 364 | (16) | (727) |
| Changement de méthode à l'ouverture 2004 (note 1 P) | 51 | - | 63 | - | (12) |
| Au 1 ^{er} janvier 2004 | 11 915 | 243 | 12 427 | (16) | (739) |
| Bénéfice de l'exercice 2004 | 1 357 | - | 1 357 | - | - |
| Dividendes versés (1,35 euro par action de 1 euro) | (321) | - | (321) | - | - |
| Titres d'autocontrôle achetés | (248) | - | - | (248) | - |
| Mouvement des écarts de conversion | (6) | - | - | - | (6) |
| Au 31 décembre 2004 | 12 697 | 243 | 13 463 | (264) | (745) |

Notes aux états financiers consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2004, 2003 et 2002

| 7 | Généralités | Note 1 - Principes comptables | 129 |
|---|--------------------------------|---|-------------------|
| | | Note 2 - Périmètre de consolidation | 133 |
| | | Note 3 - Information par secteurs d'activités et zones géographiques | 134 |
| | | Note 4 - Information de synthèse au niveau du groupe | 136 |
| _ | Comptes de résultats | Note 5 - Chiffres d'affaires trimestriels | 137 |
| 7 | oomptes de resultats | Note 6 - Frais de personnel | |
| | | • | 137 |
| | | Note 7 - Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles des activités industrielles et commerciales | 137 |
| | | Note 8 - Frais de rationalisation des structures des activités industrielles et commerciales | 138 |
| | | Note 9 - Produits (frais) financiers nets des activités industrielles et commerciales | 138 |
| | | Note 10 - Autres revenus et (charges) nets des activités industrielles et commerciales | 139 |
| | | Note 11 - Charges opérationnelles des activités de financement | 139 |
| | | Note 12 - Impôts sur les résultats | 139 |
| | Bilans - Actif | Note 12 Écorte d'acquisition | 1 // 1 |
| 7 | Dilaiis - Actii | Note 13 - Ecarts d'acquisition | 141 143 |
| | | Note 14 - Immobilisations incorporelles | |
| | | Note 15 - Immobilisations corporelles | 144 |
| | | Note 16 - Créances et titres de détention durable | 146 |
| | | Note 17 - Titres mis en équivalence | 147 |
| | | Note 18 - Titres de participation | 150 |
| | | Note 19 - Autres valeurs immobilisées | 151 |
| | | Note 20 - Stocks | 151 |
| | | Note 21 - Clients et effets à recevoir nets | 152 |
| | | Note 22 - Créances de financement | 153 |
| | | Note 23 - Autres prêts accordés à la clientèle par les activités de financement | 156 |
| | | Note 24 - Actifs d'impôts sur les sociétés à court terme | 156 |
| | | Note 25 - Autres débiteurs | 157 |
| | | Note 26 - Titres de placement | 157 |
| | | Note 27 - Trésorerie | 158 |
| | | | |
| | Bilans - Passif | Note 28 - Capitaux propres - Part du groupe | 159 |
| 7 | Dilatis Tassii | | |
| | | Note 29 - Intérêts minoritaires | 162 |
| | | Note 30 - Provisions à long terme | 162 |
| | | Note 31 - Autres passifs à long terme des activités industrielles et commerciales | 163 |
| | | Note 32 - Emprunts à long terme des activités industrielles et commerciales | 164 |
| | | Note 33 - Autres financements à court terme et découverts bancaires des activités industrielles et commerciales | 165 |
| | | Note 34 - Emprunts des activités de financement | 166 |
| | | Note 35 - Passifs d'impôts sur les sociétés à court terme | 168 |
| | | Note 36 - Autres créanciers | 169 |
| | Tableaux de flux de trésorerie | Note 37 - Variation des actifs et passifs d'exploitation | 169 |
| 1 | Tablodax do Hax do trocorono | Note 38 - Changements de périmètre et autres | 171 |
| | | | 171 |
| | | Note 39 - Variation des autres actifs et passifs finationers | 171 |
| 1 | Informations complémentaires | Note 40 - Position financière nette des activités industrielles et commerciales | 171 |
| | | Note 41 - Lignes de crédit | 172 |
| | | Note 42 - Rentabilité des capitaux employés | 172 |
| | | Note 43 - Départs anticipés de certains salariés | 174 |
| | | Note 44 - Engagements de retraites complémentaires, indemnités de départ et engagements sociaux assimilés | 175 |
| | | Note 45 - Gestion des risques de change et de taux d'intérêt | 179 |
| | | Note 46 - Risque actions | 183 |
| | | Note 47 - Évaluation des instruments financiers | 184 |
| | | Note 48 - Engagements hors bilan et facteurs de risques | 185 |
| | | | |
| | | | |
| | | Note 49 - Échéancier des obligations et engagements | 187 |
| | | Note 49 - Échéancier des obligations et engagements | 187 187 |
| | | Note 49 - Échéancier des obligations et engagements Note 50 - Résultat net par action Note 51 - Rémunération des dirigeants | 187 187 188 |
| | | Note 49 - Échéancier des obligations et engagements | 187 187 |

Note 1 - Principes comptables

Le groupe établit ses comptes consolidés suivant les principes comptables français.

Un changement de méthode à l'ouverture est intervenu dans l'établissement des provisions sur créances de la clientèle et dans la comptabilisation des pertes sur créances de l'activité financement. Ce changement est détaillé ci-après en note 1 P.

Les comptes consolidés de l'exercice 2004 ainsi que les notes annexes y afférentes ont été arrêtés par le Directoire de Peugeot S.A. le 10 février 2005.

L'effet du passage des comptes du groupe à une comptabilisation suivant les normes internationales est traité dans un document spécifique afférent aux comptes IFRS du seul exercice 2004. Ces informations sont publiées séparément des présents comptes.

A. CONSOLIDATION

Les sociétés dans lesquelles Peugeot S.A. exerce directement ou indirectement un contrôle majoritaire sont intégrées globalement.

Les sociétés dans lesquelles Peugeot S.A. détient directement ou indirectement une participation comprise entre 20 et 50 % du capital et exerce une influence notable, sont mises en équivalence.

Par simplification, ne sont pas consolidées celles de ces sociétés pour lesquelles aucun des critères suivants n'est atteint :

- chiffre d'affaires : 50 millions d'euros,
- total du bilan : 20 millions d'euros.
- endettement financier : 5 millions d'euros.

Dans ce cas leurs titres sont inscrits en titres de participation (note 18). La consolidation de l'ensemble de ces sociétés n'aurait pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées sont éliminées.

Les résultats des sociétés acquises sont intégrés à partir de la date d'acquisition.

B. CONVERSION

1. Éléments libellés en monnaies étrangères

Les éléments exprimés en devises étrangères sont convertis comme suit :

- les transactions en devises sont converties au taux de la couverture de change dont elles font généralement l'objet ;
- à la clôture de l'exercice, les soldes monétaires non couverts exprimés en devises sont évalués au taux de clôture ;
- les pertes ou profits résultant de la conversion des transactions en devises sont inclus dans les comptes de résultats, à l'exception de ceux résultant de certaines transactions à caractère d'investissement financier permanent entre une filiale et sa société mère, qui sont comptabilisés directement dans les réserves consolidées incluses dans les capitaux propres.

2. États financiers des filiales étrangères

- Les bilans des sociétés étrangères sont convertis au taux de clôture.
- Les éléments des comptes de résultats des sociétés étrangères sont convertis mois par mois au taux moyen de chaque mois.
- Les pertes ou profits résultant de la conversion des états financiers des sociétés étrangères sont comptabilisés dans les écarts de conversion inclus dans les capitaux propres.

C. RECOURS À DES ESTIMATIONS

L'établissement des états financiers, conformément aux principes comptables généralement admis, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers.

D. CHIFFRE D'AFFAIRES

1. Activités industrielles et commerciales

Le chiffre d'affaires des activités industrielles et commerciales comprend la vente de biens et services, constituée en particulier par les ventes de véhicules.

Ventes de véhicules

Les ventes de véhicules neufs sont comptabilisées en chiffre d'affaires à la date de transfert des risques et avantages liés à la propriété ; celle-ci correspond généralement à la date de leur mise à disposition des concessionnaires indépendants ou lors de la livraison pour les ventes directes, sous déduction de certaines remises liées à des programmes d'incitation aux ventes.

Lorsque les ventes de véhicules neufs à la clientèle finale sont assorties d'une option de reprise à un prix convenu (contrat de buy-back) pour une durée au plus égale à trois ans, elles ne sont pas enregistrées en chiffre d'affaires lors de la livraison des véhicules, mais comptabilisées comme des locations. La marge représentant la différence entre le prix de vente et le prix de rachat convenu est considérée comme un loyer et étalée linéairement sur la période de location, dans la limite du profit net global de l'opération.

L'éventuel bénéfice complémentaire de cession finale est constaté sur la période sur laquelle intervient la vente du véhicule d'occasion.

Si la marge nette globale est une perte, elle est provisionnée dès la conclusion du contrat de buy-back.

2. Activités de financement

Le chiffre d'affaires des activités de financement comprend les produits financiers constitués essentiellement des revenus de financement des ventes et les revenus des services associés à ces financements.

Revenus du financement des ventes

Les sociétés de financement du groupe ont pour activité le financement des réseaux commerciaux et de la clientèle finale de l'activité automobile. Les financements sont réalisés sous la forme de crédits classiques ou d'opérations

de crédit-bail, de location avec option d'achat ou de location longue durée. Ces financements sont traités comme des crédits financiers et figurent au bilan pour un montant brut correspondant au capital non remboursé, augmenté des intérêts restant à courir jusqu'à la date de remboursement des crédits accordés (note 22 B).

Les revenus financiers dégagés sur ces financements des ventes sont comptabilisés sur la durée des crédits selon une méthode actuarielle qui permet de constater un taux d'intérêt constant sur la période.

Le revenu des parts résiduelles émises par les FCC auxquels ont été cédées les créances titrisées est inclus dans les revenus de financement des ventes.

Les commissions et autres rémunérations versées aux apporteurs d'affaires sont affectées aux coûts du financement des ventes sur la durée des crédits.

Les autres frais engagés pour l'obtention et le suivi des contrats de crédit sont passés en charge au moment où ils sont exposés.

E. PROGRAMME D'INCITATION AUX VENTES

Les coûts des programmes, décidés ou à venir, sont déduits des résultats sur la période de l'enregistrement des ventes. Ils sont provisionnés sur la base historique des trois derniers mois, pays par pays.

Ceux d'entre eux dont le montant variable est lié au chiffre d'affaires sont enregistrés en diminution de celui-ci.

Le groupe réalise certaines opérations promotionnelles sous forme de bonifications d'intérêts sur des crédits accordés à des conditions inférieures aux conditions habituelles du marché. La charge correspondante est constatée lors de la vente.

F. GARANTIES

Une provision est constituée pour couvrir le coût estimé de la garantie des véhicules et des pièces détachées au moment de leur vente aux réseaux ou à la clientèle finale. Les produits résultant de la vente aux clients, de contrats d'extension de garantie et d'entretien, sont reconnus sur la durée de la prestation fournie.

G. FRAIS D'ÉTUDES, DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

Les frais d'études, de recherche et de développement, y compris ceux de la recherche en méthode de production, sont passés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les frais d'adaptation des produits de l'activité équipement automobile, refacturables aux clients, ne sont pas des frais d'études, de recherche et de développement et sont intégrés aux stocks.

H. MARGE OPÉRATIONNELLE

Le groupe utilise la marge opérationnelle comme principal indicateur de performance. La marge opérationnelle correspond au résultat net des sociétés intégrées avant prise en compte :

- des coûts de départs anticipés de certains salariés,
- des frais de rationalisation des structures,
- des produits ou frais financiers nets des activités industrielles et commerciales,
- des plus ou moins-values de cessions d'immobilisations autres que les véhicules automobiles,
- des résultats sur titres de participation,
- des différences de change des activités industrielles et commerciales,
- des pertes et profits et variations de provisions non opérationnels couvrant des évènements très exceptionnels,
- des impôts sur les résultats.

I. ÉCARTS D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation. Les écarts d'acquisition sont amortis selon le mode linéaire sur une durée maximum de vingt ans.

Par ailleurs, le groupe effectue sur les unités de reporting des tests de perte de valeur qui peuvent déboucher sur d'éventuels amortissements exceptionnels de ces écarts d'acquisition.

J. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les coûts de développement des logiciels informatiques à usage interne, pour la part relative aux coûts internes ou externes affectés directement à la création ou à l'amélioration des performances, sont portés à l'actif du bilan. Ces coûts sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation estimée des logiciels qui, depuis le 1^{er} janvier 2004, s'échelonne entre quatre et douze ans.

Les autres coûts d'acquisition et de développement des logiciels sont immédiatement portés en charges.

Les autres immobilisations incorporelles (brevets et marques essentiellement) sont amorties sur le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue, sans excéder vingt ans.

K. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de fabrication, incluant les intérêts intercalaires. Les réévaluations ne sont pas prises en compte dans les états financiers consolidés.

Les frais d'entretien et de réparation sont passés en charges, sauf ceux engagés pour une augmentation de productivité ou la prolongation de la durée d'utilisation d'un bien.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire fondée sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations, dont les principales sont les suivantes :

| | Durées d'utilisation, en années |
|--|---------------------------------|
| Constructions | 20 - 30 |
| Matériels et outillages | 4 - 16 |
| Matériels informatiques | 3 - 4 |
| Matériels de transport et de manutention | 4 - 7 |
| Agencements et installations | 10 - 20 |

Les immobilisations financées au moyen de contrats de crédit-bail sont présentées à l'actif pour leur valeur vénale au moment de l'acquisition et amorties selon le mode et les durées d'utilisation ci-dessus. La dette correspondante est inscrite au passif (note 32 D).

Les outillages spécifiques sont amortis sur la durée de vie estimée des modèles correspondants, qui est généralement plus courte que la durée de vie technique des matériels concernés, en raison de la cadence de remplacement des modèles.

L. ÉVALUATION DES ÉLÉMENTS DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

Les immobilisations font l'objet d'un amortissement complémentaire irréversible lorsque leur valeur d'utilité apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

La valeur d'utilité des écarts d'acquisition est appréciée par référence à des flux futurs actualisés (note 13 A 2).

Pour les autres immobilisations, la nécessité d'un amortissement complémentaire, lorsqu'il existe un indicateur de perte de valeur, est appréhendée par référence à la valeur de la somme des flux financiers futurs non actualisés attendus de ces actifs, dans le cadre des conditions d'exploitation prévues par le groupe.

Le montant de l'amortissement complémentaire est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la somme des flux financiers futurs actualisés ou la valeur de marché.

M. TITRES

1. Titres d'investissement

Les titres d'investissement détenus par les sociétés du groupe comprennent exclusivement des titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les conserver en principe jusqu'à leur échéance. Ils sont comptabilisés à leur valeur de remboursement. Les décotes ou primes sont étalées sur la durée de détention des titres. Ils sont inscrits au bilan dans le poste créances et titres de détention durable.

2. Titres de participation

Les titres de participation représentent les intérêts du groupe dans le capital des sociétés non consolidées. Ils figurent au bilan à leur coût d'acquisition. En cas de baisse durable de leur valeur d'utilité, des provisions pour dépréciation sont constatées. La valeur d'utilité est déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque société. Les critères généralement retenus sont : la quote-part des capitaux propres, les perspectives de rentabilité et le cours de bourse.

3. Titres de placement

Les titres que le groupe a l'intention de conserver sont enregistrés en immobilisations financières au poste titres de détention durable et ceux qui sont cessibles à court terme sont enregistrés en actifs financiers à court terme au poste titres de placement.

Ces titres sont enregistrés à leur coût d'acquisition hors frais accessoires d'achat et intérêts courus pour les obligations. À la clôture de l'exercice, ils sont provisionnés en cas de perte durable de valeur.

N. IMPOSITION DIFFÉRÉE

1. Sur opérations et risques comptabilisés

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux reportables, selon la méthode du report variable. Les actifs nets d'impôts différés sont dépréciés lorsque leur réalisation future présente un caractère aléatoire (note 12 D).

2. Sur distributions futures

Un passif d'impôt différé est constaté à hauteur des impôts de distribution devant être supportés sur les dividendes que le groupe a prévu de faire verser par ses filiales consolidées (note 12 A).

Aucune provision n'est constituée au titre de distributions non prévues de réserves des sociétés consolidées, celles-ci étant considérées comme durablement investies dans les filiales.

O. STOCKS

Les stocks et les travaux en cours sont évalués au plus bas du prix de revient ou de la valeur de remplacement (pour les produits achetés) ou de production (pour les produits fabriqués), sans toutefois excéder la valeur nette de réalisation. Les prix de revient sont calculés selon la méthode "premier entré - premier sorti". Le prix de revient incorpore, sur la base d'un niveau d'activité normal, les charges directes et indirectes de production.

P. PROVISIONS POUR CRÉANCES DOUTEUSES

1. Activités industrielles et commerciales

La probabilité de recouvrement des créances commerciales est analysée lors de chaque clôture des comptes. En cas de dépassement d'échéance, les créances impayées font l'objet de dépréciation si, à l'issue de l'analyse et des négociations éventuellement en cours, leur recouvrement apparaît incertain.

Comptes consolidés - Normes françaises Notes aux états financiers consolidés

2. Activités de financement

Un changement de méthode est intervenu dans l'établissement des provisions sur créances sur la clientèle et dans la comptabilisation des pertes sur ces créances :

Risque général:

Par prudence et dans l'attente des interprétations définitives de la place du CRC 2002-03 relatif au risque de contrepartie, le groupe avait maintenu dans ses comptes 2003 la provision générale sur encours sain sans impayé. La place ayant depuis donné une interprétation restrictive de ce texte, il a été décidé d'abandonner la provision générale sur encours sain sans impayé.

Risque avéré:

Les données statistiques sur les pertes antérieurement constatées sont maintenant collectées et analysées dans le cadre de la future mise en œuvre des recommandations dites Bâle 2. Cette collecte permet de dégager un taux de pertes moyennes actualisées par catégorie de crédit. L'utilisation de ces statistiques dans l'évaluation du risque encouru permet d'améliorer l'information financière. L'impact au 1^{er} janvier 2004 de ce changement de méthode a été constaté en situation nette ; il est détaillé ci dessous en paragraphe 2.3.

2.1. Ancienne méthode (jusqu'au 31 décembre 2003)

2.1.1. Tout crédit considéré comme irrécouvrable, et en tout état de cause dans le cas du financement à la clientèle finale, dès lors qu'il présentait un impayé de plus de cent cinquante jours, était passé en pertes pour le montant total de la créance.

$\emph{2.1.2.}$ Les provisions étaient constituées de la manière suivante :

Provisions sur créances de financement réseaux :

- une provision pour risque avéré portant sur les créances douteuses, spécifique au dossier ;
- une provision pour risque général sur les encours sains, égale à 0,5 % de la moyenne glissante sur douze mois de l'encours sain.

Provisions sur créances de financement à la clientèle finale :

- une provision pour risque avéré statistique en fonction de l'évolution historique du risque :
- une provision pour risque général sur les encours sains, égale au pourcentage de pertes sur encaissements le plus élevé des trois derniers exercices, avec un minimum de 0,5 %, appliqué à l'encours sain fin de mois.

2.2. Nouvelle méthode

2.2.1. Seules les créances considérées comme irrécouvrables sont passées en pertes pour le montant totale de la créance. Dans ce cas l'éventuelle provision correspondante antérieurement constatée est utilisée. Tout montant recouvré ultérieurement est crédité au compte de résultat.

Les créances douteuses avec impayés de plus de cent cinquante jours sont maintenues au bilan. Dans le cadre du règlement CRC 2002-03 relatif au risque de crédit avéré, ces créances sont classées en encours douteux compromis. Dès lors, il y a systématiquement déchéance du terme et la comptabilisation des produits financiers correspondants est suspendue.

2.2.2. Les provisions sont constituées en fonction d'événements spécifiques caractérisant le risque de perte de valeur d'une créance. En conséquence, aucune provision sur encours sain sans impayé n'est constatée.

Provisions sur créances de financement réseaux :

Comme précédemment pour la provision pour risque de crédit avéré, la provision pour perte de valeur sur créances douteuses reste calculée au cas par cas.

Provisions sur créances de financement à la clientèle finale :

- pour les créances saines, l'existence d'un impayé caractérise le risque de perte de valeur de la créance. Dès le premier jour d'impayé, la totalité de l'encours restant dû est déprécié en fonction de sa probabilité de passage en créances douteuses et du taux de pertes moyennes actualisées;
- pour les créances douteuses (créances avec impayés de plus de quatre-vingtdix jours) et les créances douteuses compromises (créances avec impayés de plus de cent cinquante jours), Banque PSA Finance a constitué une base historique qui intègre les données de recouvrement effectif de ces créances. Cette base permet d'apprécier le taux de pertes moyennes actualisées, sur la base duquel sont calculées les provisions sur créances douteuses et douteuses compromises.

2.3. Effet du changement de méthode au 1er janvier 2004

L'effet net du changement de méthode à l'ouverture de l'exercice a été imputé directement en situation nette sans effet significatif sur le résultat de l'exercice 2004. Il comprend l'effet des changements décrits ci-dessus ainsi que l'impact en impôts différés correspondant.

2.4. Données pro forma

Lorsque cela est nécessaire, les informations chiffrées de l'exercice 2003 calculées sur la base de la nouvelle méthode sont données dans une information 2003 pro forma.

O. TRÉSORERIE

Ce poste est exclusivement constitué de liquidités en comptes courants bancaires, de parts d'OPCVM de trésorerie et de titres de créances négociables, qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêt.

R. RETRAITES COMPLÉMENTAIRES, INDEMNITÉS DE DÉPART ET ENGAGEMENTS SOCIAUX ASSIMILÉS

Les salariés du groupe perçoivent, en complément des allocations de retraite conformes aux législations en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés qui les emploient, des suppléments de retraite et des indemnités de départ à la retraite.

Les principes qui soutiennent la comptabilisation de ces engagements sont donnés avec les calculs y afférents dans la note 44.

Les engagements sociaux assimilés qui font l'objet d'un provisionnement sont :

- pour les filiales françaises, le versement de primes à l'occasion de la remise des médailles du travail (note 44 B).
- pour certaines filiales implantées aux États-Unis d'Amérique, la couverture des frais médicaux (note 44 C).

S. ACTIONS PROPRES

1. Couverture des options d'achat d'actions

Les actions de la société mère, comme celles de ses filiales qui sont détenues dans le but de couvrir des plans d'options d'achat d'actions, accordés à des membres du personnel salarié du groupe, sont inscrites à l'actif du bilan en "Titres de placement". Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Elles sont provisionnées, si nécessaire, à hauteur du prix de levée de l'option d'achat ou de la valeur d'inventaire si celle-ci est inférieure.

2. Actions d'autocontrôle de la société Peugeot S.A.

Lorsque le groupe rachète ses propres actions dans un autre but que la couverture des options d'achat, celles-ci sont affectées pour leur coût d'acquisition, en diminution des capitaux propres, comme actions d'autocontrôle.

Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

Note 2 - Périmètre de consolidation

A. NOMBRE DE SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

1. Ventilation à la clôture

| | | _ | |
|--|------|------|------|
| | 2004 | 2003 | 2002 |
| Intégration globale | | | |
| Sociétés industrielles et commerciales | 307 | 306 | 288 |
| Sociétés de financement | 30 | 26 | 27 |
| | 337 | 332 | 315 |
| Mise en équivalence | | | |
| Sociétés industrielles et commerciales | 31 | 31 | 29 |
| | 31 | 31 | 29 |
| Nombre de sociétés à la clôture | 368 | 363 | 344 |
| | | | |

2. Évolution durant l'exercice

| | 2004 | 2003 | 2002 |
|---|------|------|------|
| Nombre de sociétés à l'ouverture | 363 | 344 | 317 |
| Nouvelles sociétés | | | |
| - Constructeurs automobiles | - | 1 | 2 |
| - Importateurs automobiles | 1 | 1 | 4 |
| - Concessionnaires automobiles | 4 | 10 | 4 |
| - Équipementiers automobiles | 8 | 13 | 12 |
| - Transporteurs | 2 | 1 | - |
| - Autres sociétés industrielles et commerciales | 2 | 4 | 14 |
| - Sociétés de financement | 4 | - | 1 |
| Sociétés déconsolidées | (7) | (1) | (4) |
| Sociétés absorbées et autres | (9) | (10) | (6) |
| Nombre de sociétés à la clôture | 368 | 363 | 344 |
| | | | |

B. ÉVOLUTION SIGNIFICATIVE DU PÉRIMÈTRE EN 2004

Dongfeng Peugeot Citroën Automobile - DPCA

Fin 2004, comme suite aux accords signés le 25 octobre 2002 entre PSA PEUGEOT CITROËN et DongFeng Motor, la société Dongfeng Peugeot Citroën Automobile – DPCA a vu la participation de chacun de ses deux actionnaires de référence portée à 50 %, par rachat des participations minoritaires détenues par des banques françaises et des institutions financières chinoises.

La mise en équivalence a évolué à due concurrence (note 17 C).

C. IMPACTS DES CHANGEMENTS DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION SUR LES DONNÉES CONSOLIDÉES

L'impact du rachat des minoritaires de Dongfeng Peugeot Citroën Automobile – DPCA est donné en note 17.

L'impact des autres changements du périmètre de consolidation sur les données consolidées de résultat n'est pas significatif.

Note 3 - Information par secteurs d'activités et zones géographiques

A. SECTEURS D'ACTIVITÉS

1. Activités industrielles et commerciales

Pour ces activités, le groupe est géré en trois segments principaux :

- La division automobile qui regroupe les activités de conception, de fabrication et de commercialisation de voitures particulières et véhicules utilitaires de marque Peugeot et de marque Citroën.
- La division équipement automobile, constituée du groupe Faurecia, spécialisé dans les métiers des pièces d'intérieur véhicule, des sièges automobiles, des blocs avant et des systèmes d'échappement.

- La division transport et logistique, constituée du groupe Gefco, spécialisé dans la logistique et le transport de véhicules et de marchandises.

Les autres activités, hors financement, du groupe incluent notamment celle de la société Peugeot S.A. tête de groupe et les activités qui lui sont directement rattachées ; en particulier, la fabrication de motocycles et la conception de biens d'équipements industriels.

La ventilation de l'activité du groupe dans ces secteurs, pour les principaux indicateurs de sa performance, est la suivante :

| 2004 | | Équipement | Transport | | | |
|---|------------|------------|---------------|--------|--------------|--------|
| (en millions d'euros) | Automobile | automobile | et logistique | Autres | Éliminations | Total |
| Chiffre d'affaires | | | | | | |
| - de l'activité (hors groupe) | 45 551 | 8 157 | 1 064 | 525 | - | 55 297 |
| - ventes interactivités (groupe) | 240 | 2 563 | 1 830 | 374 | (5 007) | - |
| Total | 45 791 | 10 720 | 2 894 | 899 | (5 007) | 55 297 |
| Marge opérationnelle | 1 126 | 366 | 156 | 29 | (7) | 1 670 |
| Produits (frais) financiers nets | (53) | (74) | (9) | 37 | - | (99) |
| Bénéfice avant impôts des sociétés intégrées | 1 073 | 230 | 144 | 240 | (7) | 1 680 |
| Résultat brut des sociétés mises en équivalence | (31) | 15 | - | - | - | (16) |
| Immobilisations incorporelles | 146 | 23 | 39 | - | - | 208 |
| Immobilisations corporelles | 10 776 | 1 489 | 308 | 116 | - | 12 689 |
| Investissements en immobilisations corporelles | 2 470 | 372 | 64 | 14 | - | 2 920 |
| Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles, | | | | | | |
| y compris outillages spécifiques | 1 975 | 350 | 37 | 27 | - | 2 389 |
| Frais d'études, de recherche et de développement | 1 832 | 273 | - | 13 | - | 2 118 |
| Marge brute d'autofinancement | 2 681 | 527 | 146 | 116 | (5) | 3 465 |

| 2003 | | Équipement | Transport | | | |
|---|------------|------------|---------------|--------|--------------|--------|
| (en millions d'euros) | Automobile | automobile | et logistique | Autres | Éliminations | Total |
| Chiffre d'affaires | | | | | | |
| - de l'activité (hors groupe) | 43 453 | 7 733 | 988 | 509 | - | 52 683 |
| - ventes interactivités (groupe) | 231 | 2 390 | 1 754 | 459 | (4 834) | - |
| Total | 43 684 | 10 123 | 2 742 | 968 | (4 834) | 52 683 |
| Marge opérationnelle | 1 300 | 303 | 143 | 50 | - | 1 796 |
| Produits (frais) financiers nets | 26 | (83) | (9) | 36 | - | (30) |
| Bénéfice avant impôts des sociétés intégrées | 1 337 | 187 | 132 | 246 | - | 1 902 |
| Résultat brut des sociétés mises en équivalence | 53 | 4 | - | - | - | 57 |
| Immobilisations incorporelles | 125 | 20 | 36 | - | - | 181 |
| Immobilisations corporelles | 10 262 | 1 484 | 282 | 130 | - | 12 158 |
| Investissements en immobilisations corporelles | 2 574 | 354 | 54 | 25 | - | 3 007 |
| Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles, | | | | | | |
| y compris outillages spécifiques | 1 843 | 316 | 35 | 20 | - | 2 214 |
| Frais d'études, de recherche et de développement | 1 840 | 241 | - | 17 | - | 2 098 |
| Marge brute d'autofinancement | 2 888 | 411 | 130 | 118 | - | 3 547 |

| 2002 | | Équipement | Transport | | | |
|---|------------|------------|---------------|--------|--------------|--------|
| (en millions d'euros) | Automobile | automobile | et logistique | Autres | Éliminations | Total |
| Chiffre d'affaires | | | | | | |
| - de l'activité (hors groupe) | 43 727 | 7 662 | 979 | 538 | - | 52 906 |
| - ventes interactivités (groupe) | 224 | 2 204 | 1 667 | 465 | (4 560) | - |
| Total | 43 951 | 9 866 | 2 646 | 1 003 | (4 560) | 52 906 |
| Marge opérationnelle | 2 199 | 256 | 134 | 26 | (5) | 2 610 |
| Produits (frais) financiers nets | 56 | (93) | (11) | 20 | - | (28) |
| Bénéfice avant impôts des sociétés intégrées | 2 002 | 92 | 114 | 106 | (5) | 2 309 |
| Résultat brut des sociétés mises en équivalence | 8 | 8 | - | - | - | 16 |
| Immobilisations incorporelles | 138 | 22 | 34 | - | - | 194 |
| Immobilisations corporelles | 9 636 | 1 516 | 266 | 127 | - | 11 545 |
| Investissements en immobilisations corporelles | 2 357 | 351 | 51 | 31 | - | 2 790 |
| Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles, | | | | | | |
| y compris outillages spécifiques | 1 801 | 310 | 33 | 21 | - | 2 165 |
| Frais d'études, de recherche et de développement | 1 631 | 215 | - | 19 | - | 1 865 |
| Marge brute d'autofinancement | 3 650 | 265 | 112 | 36 | (4) | 4 059 |

2. Activités de financement

La division financement, qui correspond au groupe Banque PSA Finance, assure le financement des ventes aux clients des marques Peugeot et Citroën ainsi que celui de leurs réseaux de distribution.

Cette activité de nature particulière par rapport aux autres activités du groupe est présentée de façon individualisée dans les comptes consolidés pour une meilleure lisibilité de ceux-ci.

B. ZONES GÉOGRAPHIQUES

Les postes ci-dessous sont ventilés : pour le chiffre d'affaires par zone de commercialisation à la clientèle, pour les autres informations par zone d'implantation des sociétés consolidées.

1. Activités industrielles et commerciales

| | Europe | Autres pays | Amérique | Reste | |
|-------------------------------|------------|-------------|----------|----------|--------|
| (en millions d'euros) | de l'Ouest | d'Europe | latine | du monde | Total |
| 2004 | | | | | |
| Chiffre d'affaires | 45 751 | 2 550 | 1 379 | 5 617 | 55 297 |
| Immobilisations incorporelles | 192 | 3 | 2 | 11 | 208 |
| Immobilisations corporelles | 11 644 | 530 | 334 | 181 | 12 689 |
| Investissements | 2 486 | 294 | 82 | 58 | 2 920 |
| 2003 | | | | | |
| Chiffre d'affaires | 44 190 | 2 416 | 1 162 | 4 915 | 52 683 |
| Immobilisations incorporelles | 165 | 2 | 2 | 12 | 181 |
| Immobilisations corporelles | 11 437 | 240 | 317 | 164 | 12 158 |
| Investissements | 2 796 | 104 | 56 | 50 | 3 007 |
| 2002 | | | | | |
| Chiffre d'affaires | 45 374 | 2 174 | 1 246 | 4 112 | 52 906 |
| Immobilisations incorporelles | 179 | 2 | 2 | 11 | 194 |
| Immobilisations corporelles | 10 878 | 186 | 317 | 164 | 11 545 |
| Investissements | 2 657 | 50 | 42 | 42 | 2 790 |

2. Activités de financement

L'activité de la division financement s'exerce essentiellement en Europe de l'Ouest.

Note 4 - Information de synthèse au niveau du groupe _____

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|---|--------|--------|--------|
| Chiffre d'affaires | | | |
| Activités industrielles et commerciales | 55 297 | 52 683 | 52 906 |
| Activités de financement hors groupe | 1 500 | 1 555 | 1 530 |
| Chiffre d'affaires consolidé (note 5) | 56 797 | 54 238 | 54 436 |
| Europe de l'Ouest | 47 217 | 45 712 | 46 874 |
| Autres pays d'Europe | 2 550 | 2 416 | 2 174 |
| Amérique latine | 1 413 | 1 195 | 1 276 |
| Reste du monde | 5 617 | 4 915 | 4 112 |
| Marge opérationnelle | | | |
| Activités industrielles et commerciales | 1 670 | 1 796 | 2 610 |
| Activités de financement hors groupe | 512 | 418 | 319 |
| Marge opérationnelle consolidée | 2 182 | 2 214 | 2 929 |
| Résultat avant impôt des sociétés intégrées | | | |
| Activités industrielles et commerciales | 1 680 | 1 902 | 2 309 |
| Activités de financement hors groupe | 509 | 413 | 316 |
| Résultat avant impôt des sociétés intégrées | 2 189 | 2 315 | 2 625 |
| Impôt groupe | (676) | (685) | (777) |
| Résultat net des sociétés intégrées | 1 513 | 1 630 | 1 848 |
| Immobilisations incorporelles | 270 | 223 | 224 |
| Immobilisations corporelles | 12 739 | 12 209 | 11 596 |
| Total bilan | | | |
| Cumul des activités industrielles et commerciales et des activités de financement | 60 466 | 58 064 | 56 008 |
| Élimination des comptes interactivités | (712) | (633) | (608) |
| Total bilan consolidé toutes activités | 59 754 | 57 431 | 55 400 |
| Investissements en immobilisations corporelles | | | |
| Activités industrielles et commerciales | 2 920 | 3 007 | 2 790 |
| Activités de financement | 11 | 13 | 12 |
| Investissements consolidés | 2 931 | 3 020 | 2 802 |
| Cessions d'immobilisations corporelles | | | |
| Activités industrielles et commerciales | 37 | 142 | 172 |
| Activités de financement | 6 | 7 | 5 |
| Cessions consolidées | 43 | 149 | 177 |
| Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles | 2 396 | 2 221 | 2 174 |
| Marge brute d'autofinancement | | | |
| Activités industrielles et commerciales | 3 465 | 3 547 | 4 059 |
| Activités de financement | 414 | 343 | 239 |
| Marge brute d'autofinancement consolidée | 3 879 | 3 890 | 4 298 |
| | | | |

Note 5 - Chiffres d'affaires trimestriels

Les chiffres d'affaires du groupe se répartissent comme suit par trimestre :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|---------------------------|--------|--------|--------|
| 1 ^{er} trimestre | 13 762 | 13 841 | 13 439 |
| 2° trimestre | 15 180 | 13 922 | 13 932 |
| 3º trimestre | 12 802 | 12 360 | 12 804 |
| 4° trimestre | 15 053 | 14 115 | 14 261 |
| Total | 56 797 | 54 238 | 54 436 |
| | | | |

Note 6 - Frais de personnel _____

Les frais de personnel inscrit à l'effectif des sociétés du groupe se ventilent comme suit :

A. ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|-----------------------|-------|-------|-------|
| Automobile | 6 066 | 5 775 | 5 569 |
| Faurecia | 1 940 | 1 863 | 1 877 |
| Gefco | 343 | 320 | 290 |
| Autres | 157 | 150 | 184 |
| Total | 8 506 | 8 108 | 7 920 |
| | | | |

B. ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|-----------------------|------|------|------|
| Total | 120 | 109 | 115 |

Note 7 - Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles des activités industrielles et commerciales

Les amortissements inclus dans les charges opérationnelles concernent les actifs suivants :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|------------------------------------|-------|-------|-------|
| Outillages spécifiques | 633 | 666 | 681 |
| Autres immobilisations corporelles | 1 766 | 1 555 | 1 491 |
| Subventions d'équipements | (10) | (7) | (7) |
| Total | 2 389 | 2 214 | 2 165 |

Note 8 - Frais de rationalisation des structures des activités industrielles et commerciales

A. VENTILATION PAR NATURE

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|--------------------------------|------|------|------|
| Coûts de réduction d'effectifs | 67 | 39 | 114 |
| Coûts d'arrêt de production | 2 | 3 | 10 |
| Total | 69 | 42 | 124 |

B. EFFECTIFS CONCERNÉS PAR LES RÉDUCTIONS

| (en nombre de personnes) | 2004 | 2003 | 2002 |
|--------------------------|-------|-------|-------|
| France | 460 | 376 | 500 |
| Espagne | 15 | 17 | 583 |
| Royaume-Uni | 710 | 10 | 87 |
| Autres pays d'Europe | 541 | 619 | 840 |
| États-Unis | 132 | - | 31 |
| Chili | - | 99 | - |
| Argentine | 2 | 15 | 588 |
| Autres pays hors Europe | 15 | 7 | - |
| Total | 1 875 | 1 143 | 2 629 |

Note 9 - Produits (frais) financiers nets des activités industrielles et commerciales

Les produits (frais) financiers nets des activités industrielles et commerciales s'analysent ainsi :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|------------------------------------|-------|-------|-------|
| Frais financiers | (512) | (533) | (519) |
| Produits financiers | 375 | 458 | 447 |
| Intérêts intercalaires capitalisés | 38 | 45 | 44 |
| Total | (99) | (30) | (28) |

Note 10 - Autres revenus et (charges) nets des activités industrielles et commerciales

Les autres revenus et charges incluent les montants suivants :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|--|------|------|-------|
| Plus-values nettes sur cessions de titres de placement court terme | 185 | 161 | 89 |
| Plus-values nettes sur cessions d'autres éléments d'actifs | 5 | 23 | - |
| Modification des régimes de retraite complémentaire | - | 2 | (101) |
| Produits de change nets | 9 | 11 | 9 |
| Dotations nettes aux provisions pour risques et dépréciation d'actifs long terme | (2) | (8) | (8) |
| Revenus des titres de participation | - | 8 | 20 |
| Autres | 5 | - | - |
| Total | 202 | 197 | 9 |
| | | | |

En 2002, la modification des régimes de retraite complémentaire avait engendré une charge de 101 millions d'euros ; les modalités ont été définies dans la note 46 A des états financiers de l'exercice 2002.

Note 11 - Charges opérationnelles des activités de financement _

| | | 1 | |
|--|---------|---------|---------|
| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
| Intérêts et charges bancaires | (600) | (680) | (783) |
| Commissions d'apporteurs | (254) | (233) | (212) |
| Autres coûts d'acquisition | (20) | (18) | (21) |
| Frais de structure | (290) | (299) | (303) |
| Pertes nettes sur créances douteuses (*) | (65) | (76) | (62) |
| Total | (1 229) | (1 306) | (1 381) |
| | (65) | (76) | (62 |

^(*) L'année 2004 est calculée sur la base de la nouvelle méthode de comptabilisation des créances douteuses détaillée en note 1 P 2.

Note 12 - Impôts sur les résultats

A. La charge d'impôt totale sur les résultats des sociétés intégrées se ventile ainsi :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|---|-------|-------|-------|
| Impôts courants (note 12 B) | | | |
| - Impôts sur les bénéfices | (459) | (530) | (726) |
| - Impôts sur distributions intragroupe effectuées | (8) | (6) | (8) |
| Impôts différés | | | |
| - Impôts différés de la période | (205) | (122) | (30) |
| - Impôts sur distributions intragroupe prévues | - | (2) | 4 |
| - Provisions sur actifs d'impôts différés (note 12 D) | (20) | (25) | (17) |
| - Effets du changement de taux en France (note 12 C) | 16 | - | - |
| Total | (676) | (685) | (777) |
| Activités industrielles et commerciales | (494) | (563) | (666) |
| Activités de financement | (182) | (122) | (111) |
| | | | |

- **B.** La charge d'impôts courants est égale aux montants d'impôt sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays. Depuis le 1^{er} janvier 2000, la société Peugeot S.A. a renouvelé son option pour le régime d'intégration fiscale de droit commun prévu à l'article 223 A du Code général des impôts pour elle-même et les filiales françaises contrôlées au moins à 95 %.
- **C.** La charge d'impôts différés est déterminée selon la méthode comptable précisée en note 1 N.

Le taux de base de l'impôt sur les sociétés en France est de 33,33 %.

La loi sur le financement de la Sécurité sociale n° 99-1140 du 29 décembre 1999 a instauré un complément d'imposition égal à 3,3 % de l'impôt de base dû; pour les sociétés françaises le taux légal d'imposition se trouve ainsi majoré de 1,1 %.

La loi de finances n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 a décidé la disparition progressive de la contribution additionnelle qui était fixée depuis 2002 à 3 % de l'impôt de base dû. Elle passera à 1,5 % au 1 $^{\rm er}$ janvier 2005 et sera supprimée en 2006.

La loi de finances rectificative n° 2004-1485 du 30 décembre 2004 a décidé :

- la diminution de la taxation de toutes les plus et moins-values à long terme de 19 % à 15 % à compter de 2005,
- la disparition progressive de la taxation des plus-values nettes à long terme réalisées sur la cession des titres de participation. Cette taxation sera ramenée à 8 % en 2006 et supprimée à compter de 2007.

Les encours nets d'impôts différés ont été diminués en conséquence au 31 décembre 2004.

De plus, la même loi de finances rectificative a décidé pour 2005 le transfert obligatoire de la réserve spéciale des plus-values à long terme, à concurrence d'un maximum de 200 millions d'euros, à un compte de réserve ordinaire, en exonération des compléments d'impôt, sous réserve du paiement d'une taxe libératoire de 2,5 %. Une charge d'impôt a été constatée dans les comptes de l'exercice 2004 à hauteur de 6 millions d'euros pour l'ensemble des sociétés du groupe concernées.

D. Au 31 décembre, les actifs d'impôts différés sur déficits s'analysent comme suit :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|------------------------------|-------|-------|-------|
| Valeurs brutes | 426 | 430 | 419 |
| Provisions pour dépréciation | (230) | (216) | (165) |
| Valeurs nettes | 196 | 214 | 254 |

La provision couvre ceux de ces actifs dont la réalisation future présente un caractère aléatoire.

E. Les impôts différés reconnus sur des bases non actualisées ont une position globalement passive. Ils n'ont fait l'objet d'aucune actualisation dans la mesure où les échéances de reversement ne peuvent être déterminées avec certitude.

F. La réconciliation entre le taux légal en France et le taux effectif d'impôt du compte de résultat consolidé s'établit comme suit :

| (35,4) | (35,4) | (05.4) |
|--------|-------------------------------------|---|
| | (00,1) | (35,4) |
| 0,7 | - | - |
| (0,3) | (0,1) | (0,9) |
| 2,3 | 1,9 | 1,4 |
| 1,1 | 1,9 | 0,9 |
| 1,6 | 3,2 | 5,1 |
| (0,9) | (1,1) | (0,7) |
| (30,9) | (29,6) | (29,6) |
| | (0,3) 2,3 1,1 1,6 (0,9) | 0,7 - (0,3) (0,1) 2,3 1,9 1,1 1,9 1,6 3,2 (0,9) (1,1) |

L'effet du changement de taux en France correspond à la réévaluation des impôts différés à la clôture en fonction de la modification des taux d'imposition votés (note 12 C).

Note 13 - Écarts d'acquisition _____

A. ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

1. Détail par société détenue

| 2004 | | | |
|--|----------------|----------------|----------------|
| (en millions d'euros) | Valeurs brutes | Amortissements | Valeurs nettes |
| Faurecia | | | |
| - sur opération Bertrand Faure | 839 | (297) | 542 |
| - sur opération Sommer Allibert | 166 | (29) | 137 |
| Groupe Sommer Allibert | 1 212 | (234) | 978 |
| Faurecia Exhaust Systems | 159 | (40) | 119 |
| Autres filiales de Faurecia | 72 | (14) | 58 |
| Dongfeng Peugeot Citroën Automobile | 56 | (2) | 54 |
| Peugeot Automotiv Pazarlama AS (Popas) | 12 | (1) | 11 |
| Total | 2 516 | (617) | 1 899 |

| 2003 | | | |
|--|----------------|----------------|----------------|
| (en millions d'euros) | Valeurs brutes | Amortissements | Valeurs nettes |
| Faurecia | | | |
| - sur opération Bertrand Faure | 839 | (255) | 584 |
| - sur opération Sommer Allibert | 166 | (21) | 145 |
| Groupe Sommer Allibert | 1 212 | (173) | 1 039 |
| Faurecia Exhaust Systems | 171 | (34) | 137 |
| Autres filiales de Faurecia | 54 | (19) | 35 |
| Gefco GmbH & Co KG | 36 | (36) | - |
| Dongfeng Peugeot Citroën Automobile | 12 | (1) | 11 |
| Peugeot Automotiv Pazarlama AS (Popas) | 12 | (1) | 11 |
| Automoviles Citroën España | 2 | - | 2 |
| Total | 2 504 | (540) | 1 964 |

| 2002 | | | | | |
|--|----------------|----------------|----------------|--|--|
| (en millions d'euros) | Valeurs brutes | Amortissements | Valeurs nettes | | |
| Faurecia | | | | | |
| - sur opération Bertrand Faure | 839 | (213) | 626 | | |
| - sur opération Sommer Allibert | 166 | (12) | 154 | | |
| Groupe Sommer Allibert | 1 211 | (110) | 1 101 | | |
| Faurecia Exhaust Systems | 206 | (31) | 175 | | |
| Autres filiales de Faurecia | 39 | (16) | 23 | | |
| Peugeot Citroën do Brasil Automoveis | 34 | (34) | - | | |
| Gefco GmbH & Co KG | 36 | (7) | 29 | | |
| Peugeot Automotiv Pazarlama AS (Popas) | 12 | - | 12 | | |
| Total | 2 543 | (423) | 2 120 | | |

2. Évolution du poste écarts d'acquisition

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|---|--|-------|-------|
| Valeurs nettes à l'ouverture | 1 964 | 2 120 | 2 225 |
| Réévaluation de l'écart d'acquisition sur Sommer Allibert | - | 1 | 99 |
| Nouveaux écarts | 77 | 32 | 14 |
| Effets de la conversion | (17) | (32) | (58) |
| Amortissements courants | (125) | (129) | (128) |
| Amortissements exceptionnels | - | (28) | (32) |
| Valeurs nettes à la clôture | 1 899 | 1 964 | 2 120 |
| | The state of the s | | |

Faurecia

À fin 2004, la valeur comptable des actifs de chacun des domaines d'activité du groupe Faurecia, incluant les écarts d'acquisition, a fait l'objet d'une comparaison avec la somme des flux futurs de trésorerie, actualisés, issus des dernières prévisions.

L'extrapolation des prévisions de la dernière année du plan à moyen terme (2008), projetée à l'infini, est déterminée en appliquant un taux de croissance de 1,5 %.

Un expert indépendant a été consulté pour déterminer le coût moyen pondéré du capital utilisable pour actualiser les flux de trésorerie futurs. Compte tenu des hypothèses retenues, le taux d'actualisation a été fixé à 7,9 %.

La comparaison des valeurs comptables de ces actifs aux sommes des flux de trésorerie actualisés correspondants, ne justifie pas de dépréciation des écarts d'acquisition inscrits au bilan.

En 2003 et 2002, la comparaison effectuée sur la base des prévisions 2007 et 2006 du plan à moyen terme, d'un taux de croissance de 1,5 % pour les deux années et d'un taux d'actualisation de 8,0 % en 2003 et 7,5 % en 2002 avait conduit à la même conclusion.

Gefco GmbH & Co KG

En 2003, la valeur comptable des actifs de Gefco GmbH & Co KG, incluant les écarts d'acquisition, a fait l'objet d'une comparaison avec la somme des flux de trésorerie futurs, actualisés, issus des dernières prévisions.

Le taux d'actualisation retenu est de 7,8 % et l'extrapolation de la dernière année du plan 2006 projetée à l'infini est déterminée en appliquant un taux de croissance de 2 %.

Cette comparaison a conduit à pratiquer un amortissement exceptionnel complémentaire. À la clôture de l'exercice, la totalité de l'écart d'acquisition dégagé à l'origine est ramené à une valeur nulle.

Peugeot Citroën do Brasil Automoveis

L'amortissement exceptionnel en 2002 concerne Peugeot Citroën do Brasil Automoveis et correspond à l'extinction de l'écart d'acquisition comptabilisé sur cette société conformément au principe énoncé en note 1 L.

B. ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Ce poste ne concerne que la société Crédipar.

Il s'élève à une valeur brute de 100 millions d'euros, amortie sur vingt ans, à hauteur de 30 millions d'euros au 31 décembre 2004, soit une valeur nette de 70 millions d'euros.

Les cash-flows futurs couvrant le montant de l'écart d'acquisition à l'actif, aucune dépréciation n'est à constater.

Note 14 - Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent en particulier des coûts de développement des logiciels tels que définis en note 1 J.

La ventilation des immobilisations incorporelles se présente comme suit :

A. ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

| 2004 | | | |
|--------------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| (en millions d'euros) | Valeurs brutes | Amortissements | Valeurs nettes |
| Logiciels | 433 | (264) | 169 |
| Autres immobilisations incorporelles | 156 | (117) | 39 |
| Total | 589 | (381) | 208 |

| 2003 | | | |
|--------------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| (en millions d'euros) | Valeurs brutes | Amortissements | Valeurs nettes |
| Logiciels | 355 | (213) | 142 |
| Autres immobilisations incorporelles | 154 | (115) | 39 |
| Total | 509 | (328) | 181 |

| 2002 | | | |
|--------------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| (en millions d'euros) | Valeurs brutes | Amortissements | Valeurs nettes |
| Logiciels | 325 | (170) | 155 |
| Autres immobilisations incorporelles | 153 | (114) | 39 |
| Total | 478 | (284) | 194 |

B. ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

| 2004 | | | |
|--------------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| (en millions d'euros) | Valeurs brutes | Amortissements | Valeurs nettes |
| Logiciels | 86 | (24) | 62 |
| Autres immobilisations incorporelles | 5 | (5) | - |
| Total | 91 | (29) | 62 |

| 2003 | | | |
|--------------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| (en millions d'euros) | Valeurs brutes | Amortissements | Valeurs nettes |
| Logiciels | 62 | (20) | 42 |
| Autres immobilisations incorporelles | 5 | (5) | - |
| Total | 67 | (25) | 42 |

| 2002 | | | |
|--------------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| (en millions d'euros) | Valeurs brutes | Amortissements | Valeurs nettes |
| Logiciels | 36 | (7) | 29 |
| Autres immobilisations incorporelles | 6 | (5) | 1 |
| Total | 42 | (12) | 30 |

Note 15 - Immobilisations corporelles_

A. ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

1. Valeur des immobilisations corporelles

| 2004 | | | |
|--|----------------|----------------|----------------|
| (en millions d'euros) | Valeurs brutes | Amortissements | Valeurs nettes |
| Terrains | 408 | (12) | 396 |
| Constructions | 5 170 | (2 600) | 2 570 |
| Matériels et outillages | 15 279 | (9 612) | 5 667 |
| Matériels de transport et de manutention | 471 | (368) | 103 |
| Agencement, installations et autres | 976 | (612) | 364 |
| Immobilisations en cours | 1 570 | - | 1 570 |
| | 23 874 | (13 204) | 10 670 |
| Véhicules donnés en location | 256 | (49) | 207 |
| Outillages spécifiques | 8 138 | (6 326) | 1 812 |
| | 8 394 | (6 375) | 2 019 |
| Total | 32 268 | (19 579) | 12 689 |

| 2003 | | | |
|--|----------------|----------------|----------------|
| (en millions d'euros) | Valeurs brutes | Amortissements | Valeurs nettes |
| Terrains | 396 | (11) | 385 |
| Constructions | 4 687 | (2 406) | 2 281 |
| Matériels et outillages | 14 457 | (9 137) | 5 320 |
| Matériels de transport et de manutention | 489 | (369) | 120 |
| Agencement, installations et autres | 890 | (568) | 322 |
| Immobilisations en cours | 2 003 | - | 2 003 |
| | 22 922 | (12 491) | 10 431 |
| Véhicules donnés en location | 292 | (70) | 222 |
| Outillages spécifiques | 7 564 | (6 059) | 1 505 |
| | 7 856 | (6 129) | 1 727 |
| Total | 30 778 | (18 620) | 12 158 |

| 2002 | | | |
|--|----------------|----------------|----------------|
| (en millions d'euros) | Valeurs brutes | Amortissements | Valeurs nettes |
| Terrains | 382 | (10) | 372 |
| Constructions | 4 376 | (2 244) | 2 132 |
| Matériels et outillages | 14 020 | (8 862) | 5 158 |
| Matériels de transport et de manutention | 514 | (382) | 132 |
| Agencement, installations et autres | 844 | (548) | 296 |
| Immobilisations en cours | 1 564 | - | 1 564 |
| | 21 700 | (12 046) | 9 654 |
| Véhicules donnés en location | 306 | (72) | 234 |
| Outillages spécifiques | 7 400 | (5 743) | 1 657 |
| | 7 706 | (5 815) | 1 891 |
| Total | 29 406 | (17 861) | 11 545 |

2. Intérêts intercalaires capitalisés au cours de l'exercice

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|-----------------------|------|------|------|
| | 38 | 45 | 44 |

3. Variation du poste immobilisations corporelles

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|----------------------------------|---------|---------|---------|
| Valeur brute | | | |
| À l'ouverture de l'exercice | 30 778 | 29 406 | 28 691 |
| Acquisitions | 2 920 | 3 007 | 2 790 |
| Cessions | (1 360) | (1 458) | (1 406) |
| Variation du périmètre et divers | (76) | (48) | (43) |
| Écart de conversion | 6 | (129) | (626) |
| À la clôture de l'exercice | 32 268 | 30 778 | 29 406 |
| Amortissements | | | |
| À l'ouverture de l'exercice | 18 620 | 17 861 | 17 230 |
| Dotations de l'exercice | 2 399 | 2 221 | 2 172 |
| Reprises sur cessions | (1 327) | (1 340) | (1 234) |
| Variation du périmètre et divers | (103) | (65) | (58) |
| Écart de conversion | (10) | (57) | (249) |
| À la clôture de l'exercice | 19 579 | 18 620 | 17 861 |
| | | | |

B. ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

La valeur des immobilisations corporelles des activités de financement se présente comme suit :

| 2004 | | | |
|-----------------------|----------------|----------------|----------------|
| (en millions d'euros) | Valeurs brutes | Amortissements | Valeurs nettes |
| Constructions | 48 | (17) | 31 |
| Matériels et autres | 53 | (34) | 19 |
| | 101 | (51) | 50 |

| 2003 | | | |
|-----------------------|----------------|----------------|----------------|
| (en millions d'euros) | Valeurs brutes | Amortissements | Valeurs nettes |
| Constructions | 48 | (16) | 32 |
| Matériels et autres | 52 | (33) | 19 |
| | 100 | (49) | 51 |

| 2002 | | | |
|-----------------------|----------------|----------------|----------------|
| (en millions d'euros) | Valeurs brutes | Amortissements | Valeurs nettes |
| Constructions | 48 | (15) | 33 |
| Matériels et autres | 52 | (34) | 18 |
| | 100 | (49) | 51 |

Note 16 - Créances et titres de détention durable

A. ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

Les créances et titres de détention durable comprennent :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|---|-------|------|------|
| Titres d'investissement (note 1 M 1) | - | - | 6 |
| Créances rattachées à des participations | 33 | 44 | 53 |
| Prêts "Aide à la construction" | 53 | 43 | 37 |
| Autres prêts et créances | 68 | 61 | 51 |
| | 154 | 148 | 147 |
| Titres de placement à plus d'un an (note 1 M 3) | | | |
| - Placements à liquidité restreinte | 66 | 66 | 66 |
| - Autres (*) | 1 657 | 377 | 716 |
| Total | 1 877 | 591 | 929 |
| | | | |

^(*) En 2004, l'augmentation des autres titres de placement à plus d'un an provient essentiellement de placements des liquidités du groupe en titres de créances négociables dont les échéances sont comprises entre un et trois ans. La qualité du rating des émetteurs et la liquidité de ces titres sur les marchés permettraient, si le groupe le souhaitait, leur cession à très court terme.

Les plus-values latentes au 31 décembre sur les placements à liquidité restreinte s'élèvent à :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|-----------------------|------|------|------|
| | 117 | 105 | 67 |

B. ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les titres d'investissement des activités de financement s'élèvent à :

| (en millions d'euros) | 2004 | 185 | 2002 |
|-----------------------|------|-----|------|
| | 40 | 100 | 100 |

En 2004, ils ont diminué sensiblement en raison de l'intégration dans le bilan consolidé des actifs correspondant aux investissements de Vernon Wholesale Investment Company Limited, filiale à 100 % de Banque PSA Finance au Royaume-Uni. En conséquence, une partie des titres d'investissement au bilan de cette filiale s'élimine (137 millions d'euros).

Note 17 - Titres mis en équivalence

Les sociétés mises en équivalence définies dans la note 1 A sont très généralement des sociétés industrielles et commerciales qui ont pour objet de produire, soit des pièces et équipements destinés à la construction automobile, soit des véhicules complets.

A. ÉVOLUTION DE LA VALEUR D'ÉQUIVALENCE

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|--|------|------|------|
| À l'ouverture de l'exercice | 550 | 351 | 215 |
| Dividendes et transferts de résultat | (6) | (21) | (17) |
| Quote-part du résultat net | (8) | 47 | 22 |
| Entrées en consolidation et augmentations de capital | | | |
| - Dongfeng Peugeot Citroën Automobile | - | 37 | 104 |
| - Toyota Peugeot Citroën Automobiles | - | 118 | 33 |
| - Sevelnord | - | 20 | - |
| - Stafim | 5 | N/A | N/A |
| - Gefco Tunisie | - | N/A | N/A |
| Rachats de minoritaires de Dongfeng Peugeot Citroën Automobile | 76 | 21 | - |
| Acquisitions | 3 | 13 | 13 |
| Sorties | (20) | - | - |
| Mouvements de conversion | (7) | (36) | (19) |
| À la clôture de l'exercice | 593 | 550 | 351 |
| | | | |

B. QUOTE-PART DES CAPITAUX PROPRES DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

| (en millions d'euros) | Dernier % de détention | 2004 | 2003 | 2002 |
|---------------------------------------|------------------------|------|------|------|
| Coopération avec Renault | | | | |
| Française de Mécanique | 50 % | 68 | 72 | 93 |
| Société de Transmissions Automatiques | 20 % | 3 | 3 | 3 |
| Coopération avec Fiat | | | | |
| Sevelnord | 50 % | 69 | 55 | 19 |
| Gisevel | 50 % | 11 | 8 | 6 |
| Sevelind | 50 % | (19) | (41) | (58) |
| Sevel SpA | 50 % | 111 | 106 | 120 |
| Coopération avec Toyota | | | | |
| Toyota Peugeot Citroën Automobiles | 50 % | 135 | 144 | 33 |
| Dongfeng Peugeot Citroën Automobile | 50 % | 174 | 152 | 92 |
| Autres | | | | |
| Siemens Automotiv Hydraulics | 48 % | 3 | 3 | 3 |
| Stafim | 34 % | 5 | N/A | N/A |
| Gefco Tunisie | 50 % | - | N/A | N/A |
| Sociétés du groupe Faurecia | | 33 | 48 | 40 |
| Total | | 593 | 550 | 351 |

C. QUOTE-PART DES RÉSULTATS NETS DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

| (en millions d'euros) | Dernier % de détention | 2004 | 2003 | 2002 |
|---|------------------------|------|------|------|
| Coopération avec Renault | | | | |
| Française de Mécanique | 50 % | (4) | (11) | 16 |
| Société de Transmissions Automatiques | 20 % | - | - | - |
| Coopération avec Fiat | | | | |
| Sevelnord | 50 % | 14 | 16 | (15) |
| Gisevel | 50 % | 3 | 2 | 1 |
| Sevelind | 50 % | 22 | 17 | 15 |
| Sevel SpA | 50 % | 5 | (9) | (10) |
| Coopération avec Toyota | | | | |
| Toyota Peugeot Citroën Automobiles | 50 % | (18) | (2) | - |
| Dongfeng Peugeot Citroën Automobile (*) | 50 % | (38) | 32 | 10 |
| Autres | | | | |
| Siemens Automotiv Hydraulics | 48 % | - | - | - |
| Stafim | 34 % | 1 | N/A | N/A |
| Gefco Tunisie | 50 % | - | N/A | N/A |
| Sociétés du groupe Faurecia | | 7 | 1 | 5 |
| Total | | (8) | 46 | 22 |
| | Soit : Résultat brut | (16) | 57 | 16 |
| | Impôts | 8 | (11) | 6 |
| | Résultat net | (8) | 46 | 22 |

^(*) Depuis le 31 décembre 2003, les comptes de cette société, retraités aux normes du groupe, ne sont plus en décalage par rapport à la date de clôture des comptes du groupe. À fin décembre 2002, le décalage était de trois mois. Les comptes de l'exercice 2003 enregistrent en conséquence les résultats de l'activité de quinze mois (octobre 2002 à décembre 2003). Rapporté à une activité propre à chaque exercice (hors charges exceptionnelles non récurrentes), le résultat de 2003 serait de 27 millions d'euros et celui de 2002 de 26 millions d'euros.

D. QUOTE-PART DES ÉLÉMENTS FINANCIERS CARACTÉRISTIQUES DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

1. Information globale

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|--|-------|-------|-------|
| Capitaux employés | | | |
| - Immobilisations corporelles | 1 161 | 896 | 886 |
| - Besoin en fonds de roulement (*) | 289 | 292 | 256 |
| - Autres capitaux employés | 15 | (19) | 6 |
| Total | 1 465 | 1 169 | 1 148 |
| Investissements en immobilisations corporelles | 365 | 233 | 159 |
| Position financière nette | | | |
| - Dettes à long et moyen termes | (570) | (323) | (297) |
| - Autres éléments financiers | (237) | (242) | (435) |
| Total | (807) | (565) | (732) |
| | | | |

^(*) Un réajustement des comptes courants d'associés de Gisevel et Sevelind a été pratiqué en 2004 ; les montants correspondants de 2003 et 2002 ont été alignés pour permettre la comparaison.

2. Détail par société des éléments significatifs

2.1. Capitaux employés totaux

| (en millions d'euros) | Dernier % de détention | 2004 | 2003 | 2002 |
|---------------------------------------|------------------------|-------|-------|-------|
| Coopération avec Renault | | | | |
| Française de Mécanique | 50 % | 197 | 214 | 278 |
| Société de Transmissions Automatiques | 20 % | 10 | 11 | 14 |
| Coopération avec Fiat | | | | |
| Sevelnord | 50 % | 145 | 147 | 193 |
| Gisevel | 50 % | 37 | 40 | 42 |
| Sevelind | 50 % | 34 | 41 | 50 |
| Sevel SpA | 50 % | 240 | 212 | 218 |
| Coopération avec Toyota | | | | |
| Toyota Peugeot Citroën Automobiles | 50 % | 278 | 143 | 26 |
| Dongfeng Peugeot Citroën Automobile | 50 % | 452 | 319 | 259 |
| Autres | | | | |
| Siemens Automotiv Hydraulics | 48 % | 4 | 3 | 2 |
| Stafim | 34 % | (1) | N/A | N/A |
| Gefco Tunisie | 50 % | - | N/A | N/A |
| Sociétés du groupe Faurecia | | 69 | 39 | 66 |
| Total | | 1 465 | 1 169 | 1 148 |
| · | | | | |

2.2. Position financière nette

| (en millions d'euros) | Dernier % de détention | 2004 | 2003 | 2002 |
|---------------------------------------|------------------------|-------|-------|-------|
| Coopération avec Renault | | | | |
| Française de Mécanique | 50 % | (106) | (115) | (162) |
| Société de Transmissions Automatiques | 20 % | (5) | (3) | (7) |
| Coopération avec Fiat | | | | |
| Sevelnord | 50 % | (58) | (86) | (161) |
| Gisevel | 50 % | (26) | (33) | (36) |
| Sevelind | 50 % | (53) | (82) | (108) |
| Sevel SpA | 50 % | (90) | (97) | (74) |
| Coopération avec Toyota | | | | |
| Toyota Peugeot Citroën Automobiles | 50 % | (169) | - | 7 |
| Dongfeng Peugeot Citroën Automobile | 50 % | (280) | (159) | (168) |
| Autres | | | | |
| Siemens Automotiv Hydraulics | 48 % | (3) | (1) | - |
| Stafim | 34 % | 6 | N/A | N/A |
| Gefco Tunisie | 50 % | - | N/A | N/A |
| Sociétés du groupe Faurecia | | (23) | 11 | (23) |
| Total | | (807) | (565) | (732) |
| | | | | |

E. DETTES ET CRÉANCES VIS-À-VIS DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|------------------------------|---------|---------|-------|
| Prêts - Part à plus d'un an | 26 | 36 | 45 |
| Prêts - Part à moins d'un an | 57 | 98 | 118 |
| Créances d'exploitation | 318 | 275 | 192 |
| Dettes d'exploitation | (1 121) | (1 134) | (945) |
| Crédits à court terme | (241) | (81) | (30) |

Note 18 - Titres de participation _

A. ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

1. Valeur des titres de participation

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|-----------------------|------|------|------|
| Valeur brute | 105 | 104 | 131 |
| Provisions | (40) | (41) | (46) |
| Valeur nette | 65 | 63 | 85 |

2. Ventilation de la valeur nette par titre

| (en millions d'euros) | Dernier % de détention | 2004 | 2003 | 2002 |
|---------------------------------------|------------------------|------------|------------|------|
| Establecimientos Mecanicos - Jeppener | 100 % | Consolidée | Consolidée | 5 |
| Koyo Steering Dijon Saint-Étienne | N/A | Cédée | Cédée | 5 |
| Football Club de Sochaux Montbéliard | 100 % | 14 | 14 | 4 |
| Peugeot Rus Avto | 100 % | 5 | - | - |
| Peugeot Automobile Nigéria | 40 % | 8 | 8 | 8 |
| Concessionnaires non consolidés | | 14 | 16 | 18 |
| Portefeuille du groupe Faurecia | | 1 | 6 | 17 |
| Autres titres | | 23 | 19 | 28 |
| Total | | 65 | 63 | 85 |

3. Évolution de la valeur nette

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|-----------------------------------|------|------|-------|
| Valeur nette à l'ouverture | 63 | 85 | 238 |
| Titres acquis ou souscrits | 11 | 19 | 25 |
| Titres reçus en apports | 5 | 3 | 9 |
| Premières consolidations | (9) | (32) | (179) |
| Titres cédés | (2) | (6) | (6) |
| Dotations nettes aux provisions | (3) | (5) | (3) |
| Variation de conversion et autres | - | (1) | 1 |
| Valeur nette à la clôture | 65 | 63 | 85 |

B. ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Au 31 décembre 2003, le poste "Titres de participation" des activités de financement correspond pour 12 millions d'euros sur un total de 13 millions d'euros, à la souscription en novembre 2003 à l'augmentation de capital de la société PSA Finance Ceska Republika qui est consolidée depuis sa mise en activité en 2004.

Note 19 - Autres valeurs immobilisées

Cette rubrique comprend :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|---|------|------|------|
| Excédents versés sur engagements de retraites (note 44 A 3) | 214 | 142 | 167 |
| Autres | 98 | 97 | 90 |
| Total | 312 | 239 | 257 |

Note 20 - Stocks

Ils comprennent:

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|--|-------|-------|-------|
| Valeur brute | | | |
| Matières premières et approvisionnements | 883 | 872 | 865 |
| Produits semi-ouvrés et encours | 1 375 | 1 281 | 1 298 |
| Marchandises et véhicules d'occasion | 1 378 | 1 373 | 1 144 |
| Produits finis et pièces de rechange | 3 943 | 3 648 | 3 429 |
| | 7 579 | 7 174 | 6 736 |
| Provision pour dépréciation | (501) | (514) | (569) |
| Total | 7 078 | 6 660 | 6 167 |
| | | | |

Le détail de l'évolution du poste est donné en note 37 A 2.

Note 21 - Clients et effets à recevoir nets

A. TITRISATIONS

Faurecia et certaines de ses filiales françaises ont conclu en novembre 2000 une convention de cession de créances commerciales à un véhicule de titrisation bancaire, pour une durée d'un an renouvelable jusqu'en novembre 2005 pour un montant maximum de 400 millions d'euros.

Une deuxième convention a été signée en décembre 2002 avec un second véhicule de titrisation bancaire par d'autres filiales françaises, allemandes et

espagnoles de Faurecia, pour une durée d'un an renouvelable jusqu'en décembre 2007, pour un montant maximum de 460 millions d'euros.

Dans les deux cas, les cessions de créances sont réalisées sans recours, le seul risque résiduel pour Faurecia étant limité à un dépôt de garantie constitué au profit du véhicule de titrisation. Ce dépôt est inscrit en "Débiteurs divers".

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|--|------|------|------|
| Encours total net du dépôt subordonné | 669 | 679 | 651 |
| dont créances cédées non recouvrées | 261 | 295 | 281 |
| Dépôt subordonné | 82 | 101 | 102 |
| Dettes financières de reconsolidation des créances | 179 | 176 | 167 |

Du fait de la constatation d'une dette financière à court terme, en contrepartie de la reconsolidation des créances titrisées, l'effet résiduel sur l'endettement financier du groupe PSA PEUGEOT CITROËN au 31 décembre n'est pas significatif.

B. ANALYSE DU POSTE DE BILAN

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|------------------------------------|-------|-------|-------|
| Clients et effets en portefeuille | 3 254 | 3 486 | 3 520 |
| Provisions pour créances douteuses | (116) | (123) | (139) |
| Total | 3 138 | 3 363 | 3 381 |

Les créances sur les concessionnaires de l'activité automobile, cédées aux sociétés de financement du groupe, sont exclues de ce poste et figurent au bilan consolidé à la rubrique "Créances de financement".

Les avoirs sur chiffre d'affaires correspondant aux moyens commerciaux décidés ou estimés sur les véhicules neufs en stock dans le réseau indépendant, et les avoirs émis ou à émettre au titre des moyens commerciaux sur les véhicules vendus aux clients, non encore réglés par le groupe, sont classés en "Clients et effets à recevoir".

Le détail de l'évolution du poste est donné en note 37 A 2.

Note 22 - Créances de financement

A. TITRISATIONS

Le groupe Banque PSA Finance a procédé à trois opérations de titrisation par l'intermédiaire d'un Fonds Commun de Créances à compartiment "Auto ABS" crée en juin 2001 :

• Le 28 juin 2001, Din et Sofi, fusionnées le 1^{et} janvier 2002 avec Crédipar, filiale française du groupe Banque PSA Finance ont cédé 1 milliard d'euros de créances de financement automobile au "Compartiment 2001-1" du Fonds Commun de Créances Auto ABS. Le compartiment a émis des parts prioritaires notées AAA/Aaa (950 millions d'euros), des parts subordonnées notées A/A2 (50 millions d'euros) et des parts résiduelles (10 000 euros). Les parts résiduelles ont été souscrites par Crédipar. Un dépôt de garantie de 20 millions d'euros a été versé par Crédipar pour garantir les parts prioritaires et subordonnées.

Le fonds qui procédait mensuellement, jusqu'en juillet 2003, à l'acquisition de créances additionnelles auprès de Crédipar afin de maintenir l'encours global à 1 milliard d'euros est, depuis, en phase d'amortissement pendant une durée prévisionnelle de trois ans.

Au 31 décembre 2004, cet encours est de 337 millions d'euros ; il était de 721 millions d'euros au 31 décembre 2003.

Conformément aux conditions fixées par la note d'émission, le dépôt de garantie a commencé de s'amortir en juillet 2004.

Au 31 décembre 2004, ce dépôt de garantie s'élève à 16 millions d'euros.

 Le 11 juillet 2002, 550 millions d'euros et 950 millions d'euros de créances de financement automobile ont été cédées respectivement par Crédipar et par la succursale espagnole de Banque PSA Finance, à un second compartiment "Compartiment 2002-1" du Fonds Commun de Créances Auto ABS.

Le compartiment a émis des parts prioritaires (1 440 millions d'euros) notées AAA/Aaa, des parts subordonnées (60 millions d'euros) notées A/A2 et des parts résiduelles (30 000 euros). Les parts résiduelles ont été souscrites par Banque PSA Finance. Un dépôt de garantie de 30 millions d'euros versé par Banque PSA Finance permet de garantir les parts prioritaires et subordonnées.

Le fonds a procédé mensuellement à l'acquisition de créances additionnelles auprès de Crédipar et de la succursale espagnole de Banque PSA Finance afin de maintenir l'encours global à 1,5 milliard d'euros. Cette période de rechargement s'est achevée en juillet 2004. Le fonds est entré, depuis, en phase d'amortissement pour une durée prévisionnelle de trois ans.

Au 31 décembre 2004, cet encours est de 1 133 millions d'euros.

• Le 25 février 2004, PSA Finance Deuschland GmbH, filiale allemande du groupe Banque PSA Finance a cédé 1 milliard d'euros de créances de financement automobile au "Compartiment 2004-1" du Fonds Commun de Créances Auto ABS. Le compartiment a émis des parts prioritaires notées AAA/Aaa (970 millions d'euros), des parts subordonnées notées A/A2 (30 millions d'euros) et des parts résiduelles (10 000 euros). Les parts résiduelles ont été souscrites par PSA Finance Deuschland GmbH. Un dépôt de garantie de 18 millions d'euros versé par PSA Finance Deuschland GmbH permet de garantir les parts prioritaires et subordonnées.

Le fonds procède mensuellement à l'acquisition de créances additionnelles auprès de PSA Finance Deuschland GmbH afin de maintenir l'encours global à 1 milliard d'euros.

Cette période de rechargement peut durer jusqu'en février 2007. À l'issue de cette période, le fonds entrera en phase d'amortissement pour une durée prévisionnelle de trois ans.

Dans les trois cas, les créances titrisées ne figurent plus à l'actif du bilan. Ces cessions n'ont pas dégagé de résultat significatif. Les parts résiduelles ont été classées en titres de placement. Dans la continuité des principes appliqués par le groupe (provisionnement prospectif), les provisions existant avant la cession et relatives au portefeuille titrisé ont été conservées en couverture des risques liés au dépôt de garantie.

Les dépôts de garantie sont comptabilisés en "Autres prêts accordés à la clientèle".

B. ANALYSE

1. Total des créances

Compte tenu de ce qui précède, les créances de financement des ventes s'analysent comme suit :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 pro forma (*) | 2003 | 2002 |
|-------------------------------------|---------|--------------------|---------|---------|
| Crédits à la clientèle finale | 15 051 | 14 539 | 14 395 | 12 301 |
| Crédits aux réseaux de distribution | 5 266 | 4 420 | 4 420 | 4 653 |
| | 20 317 | 18 959 | 18 815 | 16 954 |
| Revenus différés | (1 525) | (1 444) | (1 444) | (1 033) |
| Provisions pour créances douteuses | (297) | (246) | (186) | (189) |
| Total | 18 495 | 17 269 | 17 185 | 15 732 |

^(*) Voir note 1 P 2 sur le changement de méthode de comptabilisation des créances douteuses.

Les créances sur la clientèle finale représentent les crédits accordés aux clients des marques Peugeot et Citroën, par les sociétés de financement, pour l'acquisition de véhicules automobiles.

Les crédits aux réseaux de distribution comprennent les créances des sociétés des marques Peugeot et Citroën sur leurs réseaux de concessionnaires, cédées aux sociétés de financement du groupe, et les crédits accordés par ces dernières aux réseaux, pour financer leur besoin en fonds de roulement.

2. Part financée par la division automobile

La part des créances de la division automobile cédées aux sociétés de financement dont elle prend en charge le coût de financement, s'élève à :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|-----------------------|-------|-------|-------|
| | 3 198 | 2 659 | 2 774 |

Les coûts de financement correspondants sont inscrits dans les "Coûts des biens et services vendus" des activités industrielles et commerciales pour :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|-----------------------|------|------|------|
| | 132 | 126 | 157 |

3. Échéanciers des créances brutes

| 2004 | | | | Années | |
|-------------------------------------|--------|-------|-------|-------------|--------|
| (en millions d'euros) | 2005 | 2006 | 2007 | ultérieures | Total |
| Crédits à la clientèle finale | 5 419 | 5 116 | 2 445 | 2 071 | 15 051 |
| Crédits aux réseaux de distribution | 5 213 | 26 | 15 | 12 | 5 266 |
| Total | 10 632 | 5 142 | 2 460 | 2 083 | 20 317 |
| | | | | | |

| 2003 pro forma (*) | | | | Années | |
|-------------------------------------|--------|-------|-------|-------------|--------|
| (en millions d'euros) | 2004 | 2005 | 2006 | ultérieures | Total |
| Crédits à la clientèle finale | 5 766 | 4 394 | 2 168 | 2 211 | 14 539 |
| Crédits aux réseaux de distribution | 4 401 | 8 | 5 | 6 | 4 420 |
| Total | 10 167 | 4 402 | 2 173 | 2 217 | 18 959 |

| 2003 | | | | Années | |
|-------------------------------------|--------|-------|-------|-------------|--------|
| (en millions d'euros) | 2004 | 2005 | 2006 | ultérieures | Total |
| Crédits à la clientèle finale | 5 622 | 4 394 | 2 168 | 2 211 | 14 395 |
| Crédits aux réseaux de distribution | 4 401 | 8 | 5 | 6 | 4 420 |
| Total | 10 023 | 4 402 | 2 173 | 2 217 | 18 815 |

| 2002 | | | | Années | |
|-------------------------------------|-------|-------|-------|-------------|--------|
| (en millions d'euros) | 2003 | 2004 | 2005 | ultérieures | Total |
| Crédits à la clientèle finale | 4 584 | 3 742 | 2 464 | 1 511 | 12 301 |
| Crédits aux réseaux de distribution | 4 582 | 29 | 15 | 27 | 4 653 |
| Total | 9 166 | 3 771 | 2 479 | 1 538 | 16 954 |

^(*) Voir note 1 P 2 sur le changement de méthode de comptabilisation des créances douteuses.

4. Évolution des créances douteuses

| | | 1 | | |
|-------------------------------|-------|--------------------|------|------|
| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 pro forma (*) | 2003 | 2002 |
| Crédits à la clientèle finale | | | | |
| Créances douteuses brutes | 359 | 343 | 144 | 139 |
| Provisions | (240) | (179) | (19) | - |
| Net | 119 | 164 | 125 | 139 |
| Crédits aux réseaux | | | | |
| Créances douteuses brutes | 22 | 28 | 28 | 27 |
| Provisions | (12) | (20) | (20) | (5) |
| Net | 10 | 8 | 8 | 22 |
| Tous crédits | | | | |
| Créances douteuses brutes | 381 | 371 | 172 | 166 |
| Provisions | (252) | (199) | (39) | (5) |
| Net | 129 | 172 | 133 | 161 |
| | | | | |

^(*) Voir note 1 P 2 sur le changement de méthode de comptabilisation des créances douteuses.

Note 23 - Autres prêts accordés à la clientèle par les activités de financement _____

Les échéances des prêts en cours au 31 décembre sont les suivantes :

| 2004 | 2003 | 2002 |
|------|---------------|--------------------|
| 82 | 92 | 131 |
| 58 | 20 | 151 |
| - | - | 13 |
| 140 | 112 | 295 |
| | 82 58 - | 82 92 58 20 |

Note 24 - Actifs d'impôts sur les sociétés à court terme

A. ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|----------------------------|------|------|------|
| Impôts courants : acomptes | 231 | 387 | 657 |
| Impôts différés | 351 | 315 | 323 |
| Total | 582 | 702 | 980 |

B. ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|----------------------------|------|------|------|
| Impôts courants : acomptes | 32 | 48 | 27 |
| Impôts différés | 39 | 36 | 36 |
| Total | 71 | 84 | 63 |

Note 25 - Autres débiteurs -

A. ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|---|-------|-------|-------|
| États et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés (1) | 981 | 1 275 | 1 311 |
| Véhicules sous clause de rachat ⁽²⁾ | 489 | 439 | 426 |
| Personnel | 136 | 183 | 179 |
| Fournisseurs débiteurs | 132 | 164 | 155 |
| Débiteurs divers | 559 | 575 | 548 |
| Total | 2 297 | 2 636 | 2 619 |

⁽¹⁾ En 2004, l'évolution de ce poste provient principalement d'une diminution des "crédits de TVA" consécutive à une modification des flux de facturation au sein du groupe.

B. ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|-----------------------------|------|------|------|
| Charges constatées d'avance | 570 | 566 | 586 |
| Débiteurs divers | 421 | 387 | 337 |
| Total | 991 | 953 | 923 |

Note 26 - Titres de placement

A. ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|---|------|------|-------|
| Titres affectés aux plans d'options accordés aux salariés | | | |
| - Actions Peugeot S.A. | 171 | 135 | 97 |
| - Actions Faurecia | 14 | 15 | 15 |
| Autres actions cotées | 62 | 137 | 236 |
| Autres titres de placement | 355 | 650 | 741 |
| Total | 602 | 937 | 1 089 |
| | | | |

Les plus-values latentes sur les autres actions cotées s'élèvent à :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|-----------------------|------|------|------|
| | 42 | 209 | 292 |

⁽²⁾ Comme indiqué dans la note 1 D, les ventes directes de véhicules neufs assorties d'une option de reprise à un prix convenu pour une durée inférieure ou égale à trois ans ne sont pas reconnues en chiffre d'affaires mais considérées comme des locations. Le prix de revient de fabrication de ces véhicules est inscrit dans ce poste.

B. ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Ce poste comprend en particulier les réserves de sécurité constituées par le groupe Banque PSA Finance dans le cadre de sa stratégie de financement, et investies en OPCVM et en titres de créances négociables.

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|--|-------|-------|-------|
| Réserves de sécurité de Banque PSA Finance | 2 299 | 2 236 | 2 261 |
| Autres titres de placement | 35 | 32 | - |
| Total | 2 334 | 2 268 | 2 261 |

Note 27 - Trésorerie

Celle-ci, telle que définie dans la note 1 Q, comprend :

A. ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|---------------------------------------|-------|-------|-------|
| Placements à moins de trois mois | 4 213 | 4 294 | 3 856 |
| Comptes courants bancaires et caisses | 738 | 586 | 676 |
| Total | 4 951 | 4 880 | 4 532 |

B. ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|---|------|------|------|
| Créances sur établissements de crédit | 443 | 576 | 544 |
| Comptes courants des banques centrales et valeurs reçues à l'encaissement | 81 | 162 | 218 |
| Total | 524 | 738 | 762 |

Note 28 - Capitaux propres – Part du groupe _____

A. COMPOSITION DU CAPITAL

Le capital au 31 décembre 2004 est fixé à 243 109 146 euros, divisé en actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune. Il est entièrement libéré. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. Conformément à l'article 38 des statuts, toutes les actions inscrites depuis quatre ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double.

B. ÉVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL

| (en nombre d'actions) | 2004 | 2003 | 2002 |
|----------------------------------|-------------|--------------|-------------|
| À l'ouverture de l'exercice | 243 109 146 | 259 109 146 | 259 109 146 |
| Annulation d'actions (note 28 C) | - | (16 000 000) | - |
| À la clôture de l'exercice | 243 109 146 | 243 109 146 | 259 109 146 |

C. RÉDUCTION DE CAPITAL

Dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée délibérant comme Assemblée Générale extraordinaire du 28 mai 2003 dans sa treizième résolution, le groupe a annulé, le 24 novembre 2003, 16 000 000 actions de 1 euro. La différence entre le coût d'acquisition et la valeur nominale des titres a été imputée sur les réserves pour 683 millions d'euros.

D. OPTIONS D'ACHATS D'ACTIONS PAR CERTAINS SALARIÉS

Le Directoire de Peugeot S.A. a consenti, chaque année depuis 1999, au profit de certains membres du personnel salarié et de certains dirigeants et mandataires sociaux de la société et de ses filiales, des plans d'achats d'actions à prix unitaire convenu. Compte tenu de la division du nominal des actions en 2001, les caractéristiques actuelles de ces plans sont les suivantes :

| | Plan 2004 | Plan 2003 | Plan 2002 | Plan 2001 | Plan 2000 | Plan 1999 |
|--------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Date de décision du Directoire | 24/08/2004 | 21/08/2003 | 20/08/2002 | 20/11/2001 | 05/10/2000 | 31/03/1999 |
| Date de maturité | 24/08/2007 | 21/08/2006 | 20/08/2005 | 20/11/2004 | 05/10/2002 | 31/03/2001 |
| Date d'expiration | 23/08/2012 | 20/08/2011 | 20/08/2009 | 19/11/2008 | 04/10/2008 | 31/03/2007 |
| Nombre de bénéficiaires | 182 | 184 | 178 | 147 | 154 | 97 |
| Prix d'exercice en euros | 47,59 | 39,09 | 46,28 | 46,86 | 35,46 | 20,83 |
| Nombre d'options accordées | 1 004 000 | 996 500 | 860 100 | 798 600 | 709 200 | 462 900 |

Pour l'ensemble de ces plans, l'évolution du nombre d'options (actions de 1 euro) en cours de validité est la suivante :

| (en nombre d'options) | 2004 | 2003 | 2002 |
|-----------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Total à l'ouverture de l'exercice | 3 763 200 | 2 783 200 | 1 940 100 |
| Options attribuées | 1 004 000 | 996 500 | 860 100 |
| Options levées | (151 447) | (16 500) | (17 000) |
| Total à la clôture de l'exercice | 4 615 753 | 3 763 200 | 2 783 200 |
| Dont: Plan 1999 | 272 415 | 401 800 | 415 300 |
| Plan 2000 | 684 138 | 706 200 | 709 200 |
| Plan 2001 | 798 600 | 798 600 | 798 600 |
| Plan 2002 | 860 100 | 860 100 | 860 100 |
| Plan 2003 | 996 500 | 996 500 | - |
| Plan 2004 | 1 004 000 | - | - |
| | | | |

E. PROGRAMMES DE RACHAT D'ACTIONS

Dans le cadre des autorisations données par les Assemblées Générales ordinaires, des actions de la société Peugeot S.A. ont été rachetées par le groupe. La part du capital social détenu a évolué de la façon suivante :

| | Autorisations | | Réalisations | |
|--|-----------------|------------|--------------|------------|
| (en nombre d'actions) | | 2004 | 2003 | 2002 |
| Détentions à l'ouverture | | 4 086 884 | 15 208 709 | 2 994 287 |
| Achats d'actions | | | | |
| Assemblée Générale ordinaire du 16 mai 2001 | 10 % du capital | N/A | N/A | 789 000 |
| Assemblée Générale ordinaire du 15 mai 2002 | 25 000 000 | N/A | 3 095 007 | 11 511 167 |
| Assemblée Générale ordinaire du 28 mai 2003 | 25 000 000 | 1 615 000 | 1 799 668 | N/A |
| Assemblée Générale ordinaire du 26 mai 2004 | 24 000 000 | 4 680 002 | N/A | N/A |
| Annulations d'actions (note 28 C) | | | | |
| Assemblée Générale extraordinaire du 28 mai 2003 | 10 % du capital | - | (16 000 000) | - |
| Ventes d'actions | | | | |
| Levées d'options d'achat | | (151 447) | (16 500) | (17 000) |
| Autres | | - | - | (68 745) |
| Détentions à la clôture | | 10 230 439 | 4 086 884 | 15 208 709 |
| - Options d'achat (note 28 D) | | 4 615 753 | 3 763 200 | 2 783 200 |
| - Autocontrôle (note 28 G) | | 5 614 686 | 323 684 | 12 425 509 |

F. RÉSERVES ET RÉSULTATS NETS CONSOLIDÉS

Les différents éléments constituant les réserves consolidées, qui comprennent le résultat de l'exercice, sont les suivants :

| 2004 | 2003 | 2002 |
|--------|----------------------|-------------------------------------|
| 28 | 28 | 28 |
| 6 051 | 5 342 | 4 721 |
| 7 384 | 6 994 | 7 126 |
| 13 463 | 12 364 | 11 875 |
| | 28 6 051 7 384 | 28 28 6 051 5 342 7 384 6 994 |

Au 31 décembre, les autres réserves sociales de Peugeot S.A. comprennent :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|---|-------|-------|-------|
| Réserves distribuables | | | |
| - Libres d'impôt sur les sociétés | 2 033 | 2 144 | 2 062 |
| - Après paiement de la taxe exceptionnelle (1) | 200 | - | - |
| - Après déduction d'un complément d'impôt (2) | 1 068 | 1 056 | 961 |
| - Après versement du précompte | - | 2 142 | 1 698 |
| - Après prélèvement exceptionnel de 25 % ⁽³⁾ | 2 750 | - | - |
| Total | 6 051 | 5 342 | 4 721 |
| Impôt dû sur distribution hors précompte (2) | 213 | 229 | 210 |
| | | | |

⁽¹⁾ Comme indiqué en note 12 C, 200 millions d'euros seront transférés en 2005 de la réserve spéciale des plus-values à long terme vers un compte de réserve ordinaire distribuable, sous réserve du paiement d'une taxe exceptionnelle de 2,5 %. À ce titre, une charge d'impôt de 5 millions d'euros a été constatée dans les comptes de l'exercice 2004.

G. TITRES D'AUTOCONTRÔLE

Ce poste enregistre le coût d'acquisition de tous les titres de Peugeot S.A. rachetés, hors ceux qui ont été annulés et ceux qui ont été affectés aux plans d'options attribuées aux salariés et mandataires sociaux et classés dans le poste "Titres de placement" (note 26).

H. ÉCARTS DE CONVERSION

Les écarts de conversion inscrits dans les capitaux propres - part du groupe tels que définis dans la note 1 B se répartissent comme suit au 31 décembre :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|-------------------------------------|-------|-------|-------|
| Filiales étrangères de la zone euro | (249) | (249) | (249) |
| Filiales étrangères hors zone euro | | | |
| - Argentine | (407) | (395) | (373) |
| - Autres | (89) | (83) | 40 |
| Total | (745) | (727) | (582) |
| | | | |

⁽²⁾ Pour l'année 2004, il s'agit de la part de la réserve des plus-values à long terme que le groupe n'a pas encore décidé de transférer et qui reste potentiellement soumise à imposition complémentaire.

⁽³⁾ La loi de finances pour 2004 a supprimé le précompte prévu par l'article 223 sexies du CGI et a instauré pour les seules distributions mises en paiement en 2005 un prélèvement exceptionnel de 25 % (imputable par tiers sur l'impôt sur les sociétés dû au titre des trois exercices suivants).

Note 29 - Intérêts minoritaires

La variation du poste intérêts minoritaires s'analyse comme suit :

A. ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|--|------|------|------|
| À l'ouverture de l'exercice | 617 | 640 | 689 |
| Part du résultat des filiales | 16 | 8 | (4) |
| Dividendes versés aux minoritaires | (10) | (14) | (12) |
| Souscriptions des minoritaires aux augmentations de capital des filiales | - | 5 | 2 |
| Changements de structure et autres mouvements | (9) | 2 | (8) |
| Mouvements des écarts de conversion | - | (24) | (27) |
| Total à la clôture | 614 | 617 | 640 |
| | | | |

B. ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|-------------------------------------|------|------|------|
| À l'ouverture de l'exercice | 70 | 91 | 103 |
| Part du résultat des filiales | 4 | 13 | 21 |
| Dividendes versés aux minoritaires | (29) | (27) | (31) |
| Mouvements des écarts de conversion | - | (7) | (2) |
| Total à la clôture | 45 | 70 | 91 |
| | | | |

Note 30 - Provisions à long terme

A. ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

1. Détail des provisions à long terme

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|--|-------|-------|-------|
| Provisions pour charges opérationnelles à plus d'un an | | | |
| Retraites et assimilées (note 44) | 271 | 300 | 240 |
| Personnel hors retraites | 130 | 111 | 90 |
| Litiges | 105 | 73 | 71 |
| Garantie à plus d'un an | 343 | 333 | 279 |
| Ventes avec clause de rachat (*) | 44 | 48 | 60 |
| Risque véhicules hors d'usage | 53 | 45 | 43 |
| Risque Argentine | 20 | 31 | 47 |
| Pertes futures sur contrats | 26 | 46 | 63 |
| Autres | 153 | 184 | 232 |
| | 1 145 | 1 171 | 1 125 |
| Autres provisions à long terme | | | |
| Départs anticipés de certains salariés (note 43) | 235 | 317 | 400 |
| Restructuration | 67 | 65 | 127 |
| Autres | 66 | 70 | 75 |
| | 368 | 452 | 602 |
| Total | 1 513 | 1 623 | 1 727 |
| | | | |

^(*) Les contrats de ventes avec clause de rachat d'une durée de plus de trois ans donnent lieu à la comptabilisation d'une provision pour risques lors de leur conclusion lorsqu'il est anticipé une perte à la revente. Le groupe estime qu'aucune perte additionnelle n'est attendue à ce titre.

2. Évolution des provisions à long terme

| | | 7 | |
|----------------------------------|-------|----------|-------|
| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
| À l'ouverture de l'exercice | 1 623 | 1 727 | 1 394 |
| Variations par résultat | | | |
| - Dotations | 456 | 387 | 861 |
| - Utilisations | (553) | (414) | (412) |
| - Reprises de provisions | (62) | (61) | (89) |
| | (159) | (88) | 360 |
| Autres variations | | | |
| Écart de conversion | (3) | (17) | (69) |
| Variation de périmètre et autres | 52 | 1 | 42 |
| Total à la clôture | 1 513 | 1 623 | 1 727 |
| | | 」 | |

Les reprises de provisions significatives concernent :

- en 2004, pour 20 millions d'euros, la taxe professionnelle de 1999 de Peugeot Citroën Automobiles, et pour 13 millions d'euros, différents risques chez Peugeot Citroën Argentina,
- en 2003, pour 33 millions d'euros, la taxe professionnelle de 2000 de Peugeot Citroën Automobiles, et pour 8 millions d'euros, différents risques chez Peugeot Citroën Argentina,
- en 2002, pour 34 millions d'euros la taxe sur la parité d'échange (Flex) sur Peugeot Citroën do Brasil.

B. ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les provisions à long terme des activités de financement comprennent :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|--|------|------|------|
| Provisions pour charges opérationnelles à plus d'un an | | | |
| Retraites et assimilées (note 44) | 9 | 7 | 7 |
| Autres | 38 | 36 | 38 |
| | 47 | 43 | 45 |
| Autres provisions à long terme | 15 | 10 | 8 |
| Total | 62 | 53 | 53 |
| | | | |

Note 31 - Autres passifs à long terme des activités industrielles et commerciales

Ce poste comprend :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|---------------------------------|------|------|------|
| Subventions d'équipement nettes | 114 | 81 | 51 |
| Autres passifs | 17 | 15 | 44 |
| Total | 131 | 96 | 95 |

Note 32 - Emprunts à long terme des activités industrielles et commerciales

A. ÉCHÉANCES DES EMPRUNTS À LONG TERME

Les échéances des emprunts à long terme sont les suivantes :

| 2004 | | | |
|------------------------|-----------------------|-----------------|-------|
| (en millions d'euros) | Emprunts obligataires | Autres emprunts | Total |
| 2006 | 69 | 101 | 170 |
| 2007 | - | 283 | 283 |
| 2008 | - | 483 | 483 |
| 2009 | - | 162 | 162 |
| Années ultérieures | 2 091 | 181 | 2 272 |
| | 2 160 | 1 210 | 3 370 |
| Partie à moins d'un an | - | 118 | 118 |
| Total | 2 160 | 1 328 | 3 488 |
| 2003 | | | |
| (en millions d'euros) | Emprunts obligataires | Autres emprunts | Total |
| 2005 | - | 207 | 207 |
| 2006 | 69 | 108 | 177 |
| 2007 | - | 772 | 772 |
| 2008 | - | 123 | 123 |
| Années ultérieures | 2 090 | 240 | 2 330 |
| | 2 159 | 1 450 | 3 609 |
| Partie à moins d'un an | - | 270 | 270 |
| Total | 2 159 | 1 720 | 3 879 |
| 2002 | | | |
| (en millions d'euros) | Emprunts obligataires | Autres emprunts | Total |
| 2004 | - | 390 | 390 |
| 2005 | - | 139 | 139 |
| 2006 | 69 | 146 | 215 |
| 2007 | - | 997 | 997 |
| Années ultérieures | 1 490 | 268 | 1 758 |

B. DEVISES DE REMBOURSEMENT

Partie à moins d'un an

Total

La part à long terme des emprunts s'analyse comme suit par devise de remboursement :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|-----------------------|-------|-------|-------|
| Euros | 2 960 | 3 198 | 2 892 |
| Livres sterling | 307 | 307 | 492 |
| Reals brésiliens | 80 | 95 | 100 |
| Autres | 23 | 9 | 15 |
| Total | 3 370 | 3 609 | 3 499 |
| | | | |

1 559

1 559

1 940

311

2 251

3 499

311

3 810

C. TAUX MOYEN D'INTÉRÊT

Au 31 décembre, avant prise en compte des instruments financiers dérivés, le taux moyen pondéré des intérêts sur les emprunts à long terme ressort à :

| 2004 | 2003 | 2002 |
|--------|--------|--------|
| 5,21 % | 5,07 % | 5,03 % |

D. DETTES SUR LOCATIONS CAPITALISÉES

La valeur actualisée des loyers futurs incluse en autres emprunts, et concernant des immobilisations en location comptabilisées comme des acquisitions, est la suivante par échéance :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|-------------------------------------|------|------|------|
| 2003 | - | - | 32 |
| 2004 | - | 31 | 32 |
| 2005 | 33 | 29 | 30 |
| 2006 | 34 | 30 | 30 |
| 2007 | 31 | 29 | - |
| 2008 | 29 | - | - |
| Années ultérieures | 72 | 100 | 127 |
| | 199 | 219 | 251 |
| Moins frais financiers inclus | (23) | (24) | (30) |
| Valeur actualisée des loyers futurs | 176 | 195 | 221 |
| | | | |

E. DÉTAIL DE LA PART LONG TERME DES EMPRUNTS OBLIGATAIRES

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|---|-------|-------|-------|
| GIE PSA Trésorerie | | | |
| - emprunt 2001 à taux fixe, échéance 2011 | 1 492 | 1 491 | 1 490 |
| - emprunt 2003 à taux fixe, échéance 2033 | 599 | 599 | - |
| Peugeot S.A. | | | |
| - emprunt 1998 indexé sur le cours de bourse de l'action Peugeot S.A. | 69 | 69 | 69 |
| Total | 2 160 | 2 159 | 1 559 |

Note 33 - Autres financements à court terme et découverts bancaires des activités industrielles et commerciales

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|-----------------------|-------|-------|-------|
| Créances négociables | 850 | 850 | 664 |
| Crédits à court terme | 1 248 | 977 | 1 142 |
| Banques créditrices | 701 | 523 | 645 |
| Total | 2 799 | 2 350 | 2 451 |

Les créances négociables correspondent à des billets de trésorerie en euros émis par Faurecia.

Note 34 - Emprunts des activités de financement

A. ÉCHÉANCES DES EMPRUNTS À LONG TERME

| 2004 | | Autres dettes | Dettes envers | |
|------------------------|--------------|---------------|--------------------|--------|
| | Emprunts | constituées | les établissements | |
| (en millions d'euros) | obligataires | par un titre | de crédit | Total |
| 2006 | 91 | 2 539 | 1 285 | 3 915 |
| 2007 | - | 1 223 | 347 | 1 570 |
| 2008 | - | 1 257 | 266 | 1 523 |
| 2009 | - | 136 | 100 | 236 |
| Années ultérieures | - | 300 | 210 | 510 |
| | 91 | 5 455 | 2 208 | 7 754 |
| Partie à moins d'un an | - | 6 143 | 4 850 | 10 993 |
| Total | 91 | 11 598 | 7 058 | 18 747 |

| 2003 | | Autres dettes | Dettes envers | |
|------------------------|--------------|---------------|--------------------|--------|
| | Emprunts | constituées | les établissements | |
| (en millions d'euros) | obligataires | par un titre | de crédit | Total |
| 2005 | - | 3 246 | 1 302 | 4 548 |
| 2006 | 91 | 1 538 | 937 | 2 566 |
| 2007 | - | 1 099 | 327 | 1 426 |
| 2008 | - | 1 237 | 163 | 1 400 |
| Années ultérieures | - | 437 | 54 | 491 |
| | 91 | 7 557 | 2 783 | 10 431 |
| Partie à moins d'un an | - | 4 361 | 3 104 | 7 465 |
| Total | 91 | 11 918 | 5 887 | 17 896 |

| 2002 | | Autres dettes | Dettes envers | |
|------------------------|--------------|---------------|--------------------|--------|
| | Emprunts | constituées | les établissements | |
| (en millions d'euros) | obligataires | par un titre | de crédit | Total |
| 2004 | - | 1 142 | 1 558 | 2 700 |
| 2005 | - | 1 199 | 135 | 1 334 |
| 2006 | 91 | 902 | 473 | 1 466 |
| 2007 | - | 729 | 146 | 875 |
| Années ultérieures | - | 532 | 100 | 632 |
| | 91 | 4 504 | 2 412 | 7 007 |
| Partie à moins d'un an | - | 5 831 | 4 231 | 10 062 |
| Total | 91 | 10 335 | 6 643 | 17 069 |

Notes aux états financiers consolidés

B. DEVISES DE REMBOURSEMENT

La part à plus d'un an des emprunts s'analyse comme suit par devise de remboursement :

| | | 1 | |
|-----------------------|-------|--------|-------|
| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
| Euros | 7 259 | 9 196 | 6 072 |
| Livres sterling | 234 | 843 | 577 |
| Dollars US | 15 | 174 | 200 |
| Yens | 129 | 144 | 71 |
| Autres | 117 | 74 | 87 |
| Total | 7 754 | 10 431 | 7 007 |
| | | | |

C. DÉTAIL DE LA PART À PLUS D'UN AN DES EMPRUNTS OBLIGATAIRES NON CONVERTIBLES

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|---|------|------|------|
| Banque PSA Finance (emprunt 1998 à 0,57 % indexé sur l'indice CAC 40) | 91 | 91 | 91 |
| Total | 91 | 91 | 91 |

D. DÉTAIL DES AUTRES DETTES CONSTITUÉES PAR UN TITRE

1. Part à plus d'un an

| Traita piao a arrair | | | | |
|----------------------------------|--------------------|-------|-------|-------|
| (en millions d'euros) | Monnaie d'émission | 2004 | 2003 | 2002 |
| BMTN à plus d'un an | | | | |
| - Peugeot Finance International | EUR | - | - | 1 |
| - Crédipar | EUR | 69 | 75 | 82 |
| - Banque PSA Finance | EUR | 288 | 616 | 586 |
| EMTN à plus d'un an | | | | |
| - Peugeot Finance International | USD | - | - | 9 |
| | EUR | - | 154 | 17 |
| - Banque PSA Finance | USD | 15 | 174 | 191 |
| | EUR | 4 511 | 5 955 | 3 214 |
| | CZK | 59 | 55 | 48 |
| | JPY | 129 | 144 | 71 |
| | GBP | 234 | 234 | 31 |
| | HKD | - | - | 12 |
| Titres subordonnés remboursables | | | | |
| - Banque PSA Finance | | 150 | 150 | 150 |
| - Autres | | - | - | 92 |
| Total | | 5 455 | 7 557 | 4 504 |
| | | | | |

Comptes consolidés - Normes françaises Notes aux états financiers consolidés

2. Part à moins d'un an

| (en millions d'euros) | Monnaie d'émission | 2004 | 2003 | 2002 |
|---|--------------------|-------|-------|-------|
| Billets de trésorerie | | | | |
| - Sofira | EUR | 1 107 | 1 025 | 1 332 |
| Papier commercial | | | | |
| - Peugeot Finance International | EUR | - | - | 30 |
| BMTN à moins d'un an | | | | |
| - Crédipar | EUR | - | 10 | 42 |
| - Banque PSA Finance | EUR | 329 | 28 | 183 |
| EMTN à moins d'un an | | | | |
| - Peugeot Finance International | EUR | 18 | 2 | 31 |
| | USD | - | 8 | 19 |
| - Banque PSA Finance | EUR | 3 091 | 1 951 | 1 516 |
| | USD | 147 | 78 | 48 |
| | GBP | - | 31 | 154 |
| | JPY | 47 | 349 | 806 |
| | CZK | - | 33 | 47 |
| | CHF | - | 19 | - |
| | HKD | - | 10 | - |
| Certificats de dépôts | | | | |
| - Banque PSA Finance | EUR | 1 402 | 815 | 1 620 |
| Autres dettes représentées par un titre | | | | |
| - Banco PSA Finance Brasil | BRL | 2 | 2 | 3 |
| Total | | 6 143 | 4 361 | 5 831 |

Note 35 - Passifs d'impôts sur les sociétés à court terme _____

A. ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|---|------|------|------|
| Impôts courants dus | 234 | 344 | 633 |
| Impôts différés sur distributions intragroupe prévues | 5 | 4 | 3 |
| Autres impôts différés | 53 | 20 | 10 |
| Total | 292 | 368 | 646 |

B. ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

| 2004 | 2003 | 2002 |
|------|------|------|
| 35 | 46 | 30 |
| 36 | 29 | 34 |
| 71 | 75 | 64 |
| _ | | |

Note 36 - Autres créanciers ___

A. ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|---|-------|-------|-------|
| États et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés | 942 | 955 | 986 |
| Départs anticipés de certains salariés | 110 | 106 | 86 |
| Personnel | 1 045 | 965 | 988 |
| Fournisseurs d'immobilisations | 639 | 568 | 525 |
| Véhicules sous clause de rachat | 662 | 603 | 584 |
| Clients créditeurs | 388 | 468 | 537 |
| Garantie à moins d'un an | 526 | 578 | 505 |
| Dettes aux organismes sociaux | 545 | 506 | 483 |
| Produits constatés d'avance | 290 | 252 | 205 |
| Charges à payer sur emprunts et découverts bancaires | 61 | 74 | 80 |
| Créditeurs divers | 256 | 326 | 249 |
| Total | 5 464 | 5 401 | 5 228 |
| | | | |

Comme indiqué dans la note 1 D, les ventes directes de véhicules neufs assorties d'une option de rachat sur une durée au plus égale à trois ans, ne sont pas reconnues en chiffre d'affaires mais considérées comme des locations. Le prix de vente des véhicules neufs, déduction faite des loyers courus, est inscrit au bilan au poste "Autres créanciers".

B. ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|--|-------|-------|------|
| Produits constatés d'avance et charges à payer | 508 | 690 | 456 |
| Créditeurs divers | 571 | 505 | 467 |
| Total | 1 079 | 1 195 | 923 |

Note 37 - Variation des actifs et passifs d'exploitation _____

A. ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

1. Détail des flux liés à l'exploitation

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|--|-------|-------|-------|
| Augmentation des stocks | (414) | (521) | (129) |
| (Augmentation) diminution des clients | 21 | (32) | (56) |
| Augmentation des fournisseurs | 780 | 171 | 954 |
| Variation des impôts | 47 | 6 | (204) |
| Autres variations | 511 | 110 | (300) |
| Diminution (augmentation) des créances nettes sur les activités de financement | (47) | 42 | 65 |
| Total | 898 | (224) | 330 |
| | | | |

2. Détail de la variation des postes de bilan

| 2004 | | | Changement | | |
|--|-----------|----------------|--------------|------------|---------|
| | | Flux | de périmètre | Écart de | |
| (en millions d'euros) | Ouverture | d'exploitation | et autres | conversion | Clôture |
| Stocks | (6 660) | (414) | (14) | 10 | (7 078) |
| Clients | (3 363) | 21 | 194 | 10 | (3 138) |
| Fournisseurs | 10 021 | 780 | (41) | (25) | 10 735 |
| Impôts | (334) | 47 | - | (3) | (290) |
| Autres | 2 765 | 511 | (116) | 7 | 3 167 |
| Créances nettes sur les activités de financement | (113) | (47) | - | (1) | (161) |
| Total | 2 316 | 898 | 23 | (2) | 3 235 |

| 2003 | | | Changement | | |
|--|-----------|----------------|--------------|------------|---------|
| | | Flux | de périmètre | Écart de | |
| (en millions d'euros) | Ouverture | d'exploitation | et autres | conversion | Clôture |
| Stocks | (6 167) | (521) | (70) | 98 | (6 660) |
| Clients | (3 381) | (32) | 6 | 44 | (3 363) |
| Fournisseurs | 9 912 | 171 | 31 | (93) | 10 021 |
| Impôts | (334) | 6 | (4) | (2) | (334) |
| Autres | 2 609 | 110 | 62 | (16) | 2 765 |
| Créances nettes sur les activités de financement | (155) | 42 | - | - | (113) |
| Total | 2 484 | (224) | 25 | 31 | 2 316 |

| 2002 | | | Changement | | |
|--|-----------|----------------|--------------|------------|---------|
| | | Flux | de périmètre | Écart de | |
| (en millions d'euros) | Ouverture | d'exploitation | et autres | conversion | Clôture |
| Stocks | (6 218) | (129) | (61) | 241 | (6 167) |
| Clients | (3 451) | (56) | 19 | 107 | (3 381) |
| Fournisseurs | 9 173 | 954 | 35 | (250) | 9 912 |
| Impôts | (127) | (204) | (5) | 2 | (334) |
| Autres | 2 824 | (300) | 57 | 28 | 2 609 |
| Créances nettes sur les activités de financement | (220) | 65 | - | - | (155) |
| Total | 1 981 | 330 | 45 | 128 | 2 484 |

B. ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Le détail des flux liés à l'exploitation est le suivant :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|---|---------|---------|-------|
| Augmentation des créances de financement des ventes | (1 185) | (1 684) | (260) |
| (Augmentation) diminution des placements à court terme | (63) | 25 | (855) |
| Augmentation des dettes financières | 763 | 1 026 | 1 188 |
| Variation des impôts | (8) | (5) | (54) |
| Autres variations | (217) | 413 | (217) |
| Augmentation (diminution) des dettes nettes vis-à-vis des activités industrielles et commerciales | 10 | 133 | (84) |
| Total | (700) | (92) | (282) |

Note 38 - Changements de périmètre et autres

Le poste "Changements de périmètre et autres" du tableau des flux de trésorerie des activités industrielles et commerciales se ventile comme suit :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|--|------|------|-------|
| Variations de la trésorerie liées aux changements de périmètre | 4 | 7 | (95) |
| Investissements en immobilisations incorporelles | (93) | (68) | (85) |
| Augmentation de capital de Banque PSA Finance souscrite par Peugeot S.A. | - | - | (100) |
| Divers | 4 | 41 | 12 |
| Total | (85) | (20) | (268) |

Note 39 - Variation des autres actifs et passifs financiers _____

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|---|---------|-------|---------|
| Augmentation des emprunts | 491 | 716 | 337 |
| Remboursement des emprunts et conversion d'obligations | (882) | (648) | (346) |
| (Augmentation) diminution des prêts et créances long terme | (1 104) | 312 | (430) |
| Diminution des placements à court terme | 518 | 323 | 12 |
| Augmentation (diminution) des financements à court terme | 422 | (100) | (1 258) |
| (Augmentation) diminution du financement net de l'activité de financement | | | |
| par les activités industrielles et commerciales | 37 | (175) | 19 |
| Total | (518) | 428 | (1 666) |
| | 1 | | |

Note 40 - Position financière nette des activités industrielles et commerciales _____

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|--|---------|---------|---------|
| Position hors groupe | | | |
| Trésorerie | 4 951 | 4 880 | 4 532 |
| Placements à court terme | 602 | 937 | 1 089 |
| Financements à court terme et découverts bancaires | (2 799) | (2 350) | (2 451) |
| Emprunts à long terme - Partie à moins d'un an | (118) | (270) | (311) |
| Prêts à moins d'un an | 238 | 301 | 397 |
| Emprunts à long terme | (3 370) | (3 609) | (3 499) |
| Créances et titres de détention durable | 1 877 | 591 | 929 |
| | 1 381 | 480 | 686 |
| Position vis-à-vis des sociétés de financement | | | |
| Actifs financiers à court terme | 205 | 205 | 97 |
| Dettes financières à court terme | (158) | (122) | (189) |
| | 47 | 83 | (92) |
| Total | 1 428 | 563 | 594 |

Note 41 - Lignes de crédit

Le groupe PSA PEUGEOT CITRÖEN bénéficie, dans le cadre des lignes de crédits renouvelables dont les échéances s'échelonnent jusqu'en 2008, de possibilités d'emprunt dans les limites suivantes :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|------------------------------------|--------|-------|-------|
| Peugeot S.A. et GIE PSA Trésorerie | 2 400 | 2 400 | 2 400 |
| Faurecia | 1 778 | 1 545 | 1 545 |
| Groupe Banque PSA Finance | 6 000 | 5 700 | 4 850 |
| Lignes de crédits confirmées | 10 178 | 9 645 | 8 795 |

Peugeot S.A., le GIE PSA Trésorerie et le groupe Banque PSA Finance n'utilisent pas ces possibilités d'emprunt.

Seul Faurecia utilise les siennes à hauteur de :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|--------------------------|------|------|------|
| Utilisations de Faurecia | 447 | 450 | 605 |

Note 42 - Rentabilité des capitaux employés

A. CAPITAUX EMPLOYÉS

Les capitaux employés correspondent aux moyens que l'entreprise met en œuvre pour ses activités opérationnelles. Leur définition diffère entre les activités industrielles et commerciales et les activités de financement.

Activités industrielles et commerciales

Les capitaux employés comprennent les actifs immobilisés et provisions affectés à l'exploitation et les besoins en fonds de roulement.

Les immobilisations affectées à l'exploitation comprennent :

- les écarts d'acquisition nets, avant effet des amortissements exceptionnels ;
- les immobilisations corporelles et incorporelles nettes ;
- les titres de participation ;
- les autres valeurs immobilisées.

Les besoins en fonds de roulement comprennent :

- les valeurs d'exploitation ;
- les comptes clients ;
- les créances sur les concessionnaires hors groupe, cédées aux sociétés du groupe Banque PSA Finance, dont le coût de financement est pris en charge par la division automobile;
- les autres débiteurs ;
- les comptes fournisseurs ;
- les autres créanciers, hors les créances relatives au départ anticipé de certains salariés.

Par ailleurs, sont incluses dans les capitaux employés, les provisions à caractère opérationnel, définies comme celles dont la dotation a affecté la marge opérationnelle, ainsi que les provisions pour restructuration.

En ce qui concerne les sociétés mises en équivalence, qui correspondent à des entreprises faisant partie intégrante du dispositif opérationnel du groupe, les capitaux employés correspondent à la quote-part du groupe dans les capitaux employés de ces entreprises.

Activités de financement

Les capitaux employés correspondent à la situation nette consolidée de Banque PSA Finance qui regroupe l'ensemble des entités qui concourent à cette activité. Toutefois, au niveau du groupe dans son ensemble, du fait de la prise en compte, dans les capitaux employés des activités industrielles et commerciales, des créances cédées par les sociétés de la division automobile à Banque PSA Finance, les capitaux employés retenus excluent la quote-part de la situation nette de Banque PSA Finance égale à la part dans l'encours de crédit de Banque PSA Finance de ces créances.

Les capitaux employés s'établissent en conséquence comme suit :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|---|----------|----------|---------|
| Activités industrielles et commerciales | | | |
| Écarts d'acquisition | | | |
| - Valeur nette | 1 899 | 1 964 | 2 120 |
| - Annulation des amortissements exceptionnels | - | 28 | 32 |
| Immobilisations incorporelles | 208 | 181 | 194 |
| Immobilisations corporelles | 12 689 | 12 158 | 11 545 |
| Titres de participation | 65 | 63 | 85 |
| Autres valeurs immobilisées | 312 | 239 | 257 |
| Stocks | 7 078 | 6 660 | 6 167 |
| Clients | 3 138 | 3 363 | 3 381 |
| Créances sur les concessionnaires hors groupe, cédées aux sociétés de financement, | | | |
| dont le coût de financement est pris en charge par la division automobile | 3 198 | 2 659 | 2 774 |
| Autres débiteurs | 2 297 | 2 636 | 2 619 |
| Provisions pour charges opérationnelles | (1 145) | (1 171) | (1 125) |
| Subventions d'équipements | (114) | (81) | (51) |
| Fournisseurs | (10 735) | (10 021) | (9 912) |
| Autres créanciers hors coût de départ anticipé de certains salariés | (5 354) | (5 295) | (5 142) |
| Quote-part du groupe dans les capitaux employés par les sociétés mises en équivalence | 1 465 | 1 169 | 1 148 |
| Provision pour restructuration | (67) | (65) | (127) |
| Activités de financement | | | |
| Quote-part de fonds propres de Banque PSA Finance | 1 726 | 1 456 | 1 315 |
| Total | 16 660 | 15 943 | 15 280 |
| | | | |

B. RÉSULTAT ÉCONOMIQUE

Le résultat économique retenu pour calculer la rentabilité des capitaux employés est la marge opérationnelle, ajustée des autres éléments de résultat correspondant à la définition retenue pour les capitaux employés, c'est-à-dire les coûts de financement des créances sur les concessionnaires hors groupe cédées aux

sociétés du groupe Banque PSA Finance et pris en charge par la division automobile, les différences de change, les frais de rationalisation, les amortissements d'écarts d'acquisition (hors effet des amortissements exceptionnels), la quote-part du résultat brut (hors départs anticipés de certains salariés) des sociétés en équivalence et les revenus des titres de participation.

Le résultat économique s'établit en conséquence comme suit :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|--|-------|-------|-------|
| Marge opérationnelle des activités industrielles et commerciales | 1 670 | 1 796 | 2 610 |
| Marge opérationnelle des activités de financement | 512 | 418 | 319 |
| Marge opérationnelle du groupe | 2 182 | 2 214 | 2 929 |
| Coûts de financement des créances sur les concessionnaires hors groupe | 132 | 126 | 157 |
| Différence de change | 9 | 11 | 9 |
| Frais de rationalisation | (69) | (42) | (125) |
| Amortissements des écarts d'acquisition | | | |
| - Amortissements de l'exercice | (128) | (158) | (163) |
| - Annulation de l'effet des amortissements exceptionnels (note 13 A) | - | 28 | 32 |
| Quote-part du résultat brut des sociétés en équivalence (note 17 C) | (16) | 57 | 16 |
| Revenus des titres de participation | - | 8 | 20 |
| Total | 2 110 | 2 244 | 2 875 |

C. RENTABILITÉ DES CAPITAUX EMPLOYÉS

La rentabilité instantanée des capitaux employés (avant impôts), rapport du résultat économique au total des capitaux employés à la clôture de l'exercice, s'établit en conséquence comme suit :

| (en pourcentage) | 2004 | 2003 | 2002 |
|------------------|------|------|------|
| | 12,7 | 14,1 | 18,8 |

Note 43 - Départs anticipés de certains salariés

A. ACCORDS GROUPE

Dans le cadre du décret 2000-105 du 9 février 2000 qui prévoit des mesures d'accompagnement de l'État pour la cessation d'activité de certains travailleurs salariés âgés de plus de cinquante cinq ans, des accords d'entreprise ont été conclus entre le groupe et les organisations représentant les salariés.

1. Division automobile

L'accord d'entreprise du 4 mars 1999, confirmé par l'accord de branche signé le 26 juillet 1999 par l'UIMM (Union des Industries Métallurgiques et Minières) et la majorité des organisations syndicales représentant les salariés, a prévu un plan de départs anticipés des salariés âgés en France.

2. Division équipement automobile

En mars 2001, sur la base de l'accord de branche précité et à l'issue de nouvelles négociations entre l'UIMM et les organisations syndicales, une liste complémentaire d'entreprises de la métallurgie éligibles à ce dispositif a été arrêtée. Cette liste intègre le groupe Faurecia.

B. DETTE ESTIMÉE

1. Mode d'évaluation

La dette globale estimée incombant au groupe a été calculée sur la base des sommes à verser aux intéressés sous déduction des participations de l'État. Elle a été actualisée au taux de 3 % et intègre une hypothèse d'inflation de 2 %. Elle est comptabilisée au bilan au poste "Autres créanciers" pour la partie concernant les paiements à moins d'un an et en "Provisions à long terme" pour les paiements postérieurs.

2. Évolution

| | Autres | Provisions | |
|--|------------|------------|-------|
| (en millions d'euros) | créanciers | long terme | Total |
| Au 31 décembre 2003 | 106 | 317 | 423 |
| Reprises liées aux utilisations de l'année | (102) | - | (102) |
| Sorties et révision de l'effectif concerné | - | (8) | (8) |
| Ajustement de l'actualisation | (4) | 36 | 32 |
| Transfert de plus à moins d'un an | 110 | (110) | - |
| Au 31 décembre 2004 | 110 | 235 | 345 |

La charge de 24 millions d'euros se compose sur l'exercice des effets cumulés de la révision de l'effectif pour un produit de 8 millions d'euros et d'une charge d'actualisation de 32 millions d'euros. La reprise de 102 millions d'euros est compensée par une charge qui correspond aux sommes versées au fonds UNEDIC qui doit servir les allocations aux bénéficiaires, diminuées de celles reçues de l'État au titre des mesures d'accompagnement.

C. EFFECTIF CONCERNÉ

À la clôture de l'exercice, dix-mille cinq cent quatre-vingt cinq personnes sont concernées par ces accords dont cinq cent soixante-neuf au titre du groupe Faurecia.

Note 44 - Engagements de retraites complémentaires, indemnités de départ et engagements sociaux assimilés

A. ENGAGEMENTS DE RETRAITES ET D'INDEMNITÉS DE DÉPART

Les salariés du groupe bénéficient dans certains pays de compléments de retraites qui sont versés annuellement aux retraités ou d'indemnités de départ à la retraite qui sont versées en une fois au moment du départ à la retraite. Les principaux pays concernés sont la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne.

Cette note traite de la comptabilisation des engagements de retraites liés à des régimes de prestations définies par opposition aux régimes de cotisations définies qui libèrent l'entreprise de tout engagement futur vis-à-vis des salariés.

1. Principes d'évaluation et de comptabilisation

Les engagements sociaux sont évalués suivant le modèle de la méthode définie par la norme américaine FAS 87 par des actuaires indépendants. Ces évaluations sont effectuées tous les ans pour les principaux régimes et tous les trois ans pour les autres, sauf lorsque des modifications d'hypothèses nécessitent des chiffrages à une fréquence plus rapprochée. Les dernières évaluations actuarielles ont été effectuées au 31 décembre 2004 pour les principaux régimes. Ces calculs intègrent :

 une hypothèse de date de la retraite fixée généralement à soixante ans pour les salariés français, portée au-delà de soixante ans pour ceux qui, à cet âge, n'ont pas atteint le nombre d'annuités de cotisations pour obtenir une retraite complète au titre du régime général de l'assurance vieillesse;

- un taux d'actualisation financière ;
- un taux d'inflation.

Les éléments différés incluent :

- d'une part, les écarts actuariels constatés lors des réestimations des engagements ainsi que l'effet du changement de certaines hypothèses actuarielles, et l'écart constaté entre le rendement réel des fonds externes et le montant des produits financiers calculés sur la base des rendements estimés des placements à long terme;
- d'autre part, des écarts de transition résultant de la constatation d'un écart lors de la mise en œuvre du FAS 87 et des attributions complémentaires de droits (coût des services passés) provenant de la modification de régimes avec effet rétroactif.

Ces écarts ne sont pas comptabilisés au bilan mais amortis sur la durée moyenne résiduelle de service des bénéficiaires.

Les fonds externes sont appelés à couvrir la totalité des engagements de retraites y compris la partie correspondant aux éléments différés non encore comptabilisés. La part des fonds externes qui couvre tout ou partie des éléments différés est inscrite à l'actif en "Autres valeurs immobilisées".

2. Hypothèses retenues

Les taux utilisés au cours des trois derniers exercices pour l'évaluation des engagements de retraite sont les suivants :

| | Zone euro | Royaume-Uni |
|----------------------|-----------|-------------|
| Taux d'actualisation | | |
| 2004 | 4,50 % | 5,00 % |
| 2003 | 4,50 % | 5,00 % |
| 2002 | 5,25 % | 6,00 % |
| Taux d'inflation | | |
| 2004 | 2,00 % | 2,25 % |
| 2003 | 2,00 % | 2,25 % |
| 2002 | 1,75 % | 2,25 % |

| | France | Royaume-Uni |
|---------------------------|--------|-------------|
| Taux de rendement attendu | | |
| 2004 | 6,00 % | 7,00 % |
| 2003 | 6,00 % | 7,00 % |
| 2002 | 6,50 % | 7,25 % |

Les hypothèses de mortalité et de rotation du personnel tiennent compte des conditions économiques propres à chaque pays ou société du groupe.

3. Engagements, montants des fonds et provisions nettes

3.1. Montants à la clôture

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|--|-------|-------|-------|
| Valeur actuelle des prestations pour services rendus | | | |
| Sociétés françaises | 1 240 | 1 209 | 1 047 |
| Sociétés étrangères | 1 996 | 1 985 | 1 678 |
| Total A | 3 236 | 3 194 | 2 725 |
| Couverture des engagements | | | |
| Valeur vénale au 31 décembre des fonds constitués les années antérieures | | | |
| Sociétés françaises | 641 | 634 | 636 |
| Sociétés étrangères | 1 223 | 1 095 | 947 |
| Total (1) | 1 864 | 1 729 | 1 583 |
| Montants versés dans des fonds externes au cours de l'exercice | | | |
| Sociétés françaises | 219 | 8 | 9 |
| Sociétés étrangères | 65 | 55 | 76 |
| Total (2) | 284 | 63 | 85 |
| Total des fonds externes au 31 décembre | | | |
| Sociétés françaises | 860 | 642 | 645 |
| Sociétés étrangères | 1 288 | 1 150 | 1 023 |
| Total B = (1) + (2) | 2 148 | 1 792 | 1 668 |
| Éléments différés | | | |
| Écarts de transition | | 0 | _ |
| Sociétés françaises | 3 | 2 | 5 |
| Sociétés étrangères Tetal (2) | 3 6 | (2) | (14) |
| Total (3) | 0 | - | (9) |
| Coûts des services passés | | | |
| Sociétés françaises | 11 | 12 | 13 |
| Sociétés étrangères | 8 | 13 | 17 |
| Total (4) | 19 | 25 | 30 |
| Écarts actuariels | 104 | 400 | 077 |
| Sociétés françaises | 461 | 496 | 377 |
| Sociétés étrangères Tatal (C) | 542 | 721 | 583 |
| Total (5) | 1 003 | 1 217 | 960 |
| Éléments différés totaux | 475 | 510 | 005 |
| Sociétés françaises | 475 | 510 | 395 |
| Sociétés étrangères | 553 | 732 | 586 |
| Total $C = (3) + (4) + (5)$ | 1 028 | 1 242 | 981 |
| Total net $D = A - B - C$ | 60 | 160 | 76 |
| Éléments comptabilisés au bilan | | | |
| Provisions | | | |
| Sociétés françaises | 106 | 171 | 113 |
| Sociétés étrangères | 174 | 136 | 134 |
| Total | 280 | 307 | 247 |
| Dont activités industrielles et commerciales | 271 | 300 | 240 |
| Dont activités de financement | 9 | 7 | 7 |
| Excédents des fonds externes | 000 | 440 | 107 |
| Sociétés françaises | 202 | 112 | 107 |
| Sociétés étrangères | 18 | 35 | 64 |
| Total | 220 | 147 | 171 |
| Dont activités industrielles et commerciales | 214 | 142 | 167 |
| Dont activités de financement | 6 | 5 | 4 |
| Total net bilan | 60 | 160 | 76 |

3.2. Évolution durant l'exercice 2004

| (en millions d'euros) | | |
|--|---|---------|
| Valeur actuelle des prestations pour services rendus | | |
| À l'ouverture de l'exercice | | 3 194 |
| Droits supplémentaires acquis et actualisation d'une année | | 252 |
| Prestations servies sur l'exercice | | (132) |
| Écarts de réestimation 2004 | | (65) |
| Effet de changement de régimes | | (10) |
| Variation du périmètre de consolidation | | (1) |
| Change et autres variations | | (2) |
| À la clôture de l'exercice | А | 3 236 |
| Couverture des engagements | | |
| À l'ouverture de l'exercice | | 1 792 |
| Rendement attendu des fonds | | 123 |
| Dotations et prestations versées sur l'exercice | | 173 |
| Écarts de réestimation 2004 | | 66 |
| Variation du périmètre de consolidation | | (1) |
| Change et autres variations | | (5) |
| À la clôture de l'exercice | В | 2 148 |
| Éléments différés | | |
| À l'ouverture de l'exercice | | (1 242) |
| Amortissement des éléments différés sur l'exercice | | 83 |
| Nouveaux éléments différés 2004 | | 130 |
| Effet de changement de régimes | | 4 |
| Variation du périmètre de consolidation | | 1 |
| Change et autres variations | | (4) |
| À la clôture de l'exercice | С | (1 028) |
| Éléments comptabilisés au bilan | | |
| À l'ouverture de l'exercice | | 160 |
| Dotations de l'exercice | | 212 |
| Versements aux fonds externes | | (305) |
| Effet de changement et de liquidation de régimes | | (6) |
| Change et autres variations | | (1) |
| À la clôture de l'exercice | D | 60 |

4. Charges comptabilisées

L'ensemble des engagements étant fixé à chaque fin d'exercice dans les conditions indiquées ci-dessus, les charges comptabilisées au cours de l'exercice correspondent:

- aux droits supplémentaires acquis par les salariés ;
- à la variation de l'actualisation des droits existant en début d'exercice ;
- à l'amortissement des éléments différés.

Ces charges sont atténuées par le produit des fonds externes calculé sur la base du rendement normalisé de placements à long terme, l'écart entre le rendement réel (soit 8,8 % en 2004 pour les fonds français et 10,3 % pour ceux du Royaume-Uni) et le rendement attendu étant porté en écart actuariel.

Ces charges font partie intégrante des charges de personnel du groupe. Les charges de retraite sont ventilées pour chaque exercice comme suit :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|---|-------|-------|-------|
| Sociétés françaises | (42) | (40) | (37) |
| Sociétés étrangères | (53) | (43) | (44) |
| Droits acquis par les salariés pendant l'exercice | (95) | (83) | (81) |
| Sociétés françaises | (55) | (48) | (64) |
| Sociétés étrangères | (102) | (89) | (90) |
| Actualisation des droits acquis | (157) | (137) | (154) |
| Sociétés françaises | 43 | 40 | 58 |
| Sociétés étrangères | 80 | 71 | 82 |
| Rendement des fonds | 123 | 111 | 140 |
| Sociétés françaises | (32) | (26) | (21) |
| Sociétés étrangères | (51) | (31) | (14) |
| Amortissement des éléments différés | (83) | (57) | (35) |
| Sociétés françaises | 6 | - | (82) |
| Sociétés étrangères | - | 1 | 1 |
| Effets des fermetures et modifications de régimes | 6 | 1 | (81) |
| Sociétés françaises | (80) | (74) | (146) |
| Sociétés étrangères | (126) | (91) | (65) |
| Total | (206) | (165) | (211) |
| Dont activités industrielles et commerciales | (202) | (162) | (208) |
| Dont activités de financement | (4) | (3) | (3) |
| | | | |

B. MÉDAILLES DU TRAVAIL

Le groupe évalue ses engagements liés aux primes versées aux salariés à l'occasion de la remise des médailles du travail, accordées sous réserve de certaines conditions d'ancienneté. La valeur de ces engagements est calculée en appliquant la méthode et les hypothèses utilisées pour les évaluations des compléments de retraite et indemnités de départ décrites dans le paragraphe A ci-dessus. Ces engagements sont entièrement provisionnés dans les comptes consolidés.

| 2004 | 2003 | 2002 |
|------|---------|--------------|
| 29 | 23 | 22 |
| 3 | 3 | 3 |
| 32 | 26 | 25 |
| | 29 3 | 29 23 3 3 |

C. FRAIS MÉDICAUX

En complément des engagements de retraite décrits ci-dessus, Faurecia Exhaust Systems, filiale américaine de Faurecia, a l'engagement de prendre en charge des frais médicaux concernant le personnel.

Cet engagement est entièrement provisionné et s'élève à la clôture à :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|-----------------------|------|------|------|
| | 17 | 19 | 24 |

Note 45 - Gestion des risques de change et de taux d'intérêt

A. PRINCIPES GÉNÉRAUX

1. Risque de change

Les sociétés industrielles et commerciales gèrent leurs positions de change sur les transactions en devises, avec pour objectif de couvrir les risques de fluctuation des parités monétaires qui concernent essentiellement la division automobile. Cette gestion consiste principalement pour la division automobile à souscrire, dès l'enregistrement des factures libellées en devises, des contrats à terme ferme, pour l'essentiel par l'intermédiaire de la filiale spécialisée PSA International S.A. (PSAI). Par ailleurs, PSAI a mis en place des couvertures pour des opérations futures en yens et en livres sterling (note 45 C 3).

Dans le cadre de son activité propre, PSAI effectue dans des limites strictes, contrôlées en permanence, des transactions hors couverture sur des produits de change. Ces opérations, qui sont les seules de cette nature réalisées par les sociétés du groupe PSA PEUGEOT CITROËN ont des effets peu significatifs sur le résultat consolidé du groupe.

2. Risque de taux

Les excédents et besoins de trésorerie des activités industrielles et commerciales, hors équipement automobile, de la zone euro et de la zone sterling, sont centralisés auprès du GIE PSA Trésorerie qui place les excédents nets sur les marchés financiers. Ces placements sont essentiellement des placements à court terme indexés sur des taux variables.

L'endettement brut des sociétés industrielles et commerciales, hors équipement automobile, correspond principalement à des ressources longues qui ont été, à l'origine, consenties pour partie à taux fixe, pour partie à taux révisable. Cet endettement est, par utilisation d'instruments dérivés, transformé intégralement à taux variable pour s'adosser aux excédents de trésorerie.

Les sociétés de financement, dont l'activité est la distribution de prêts généralement consentis à taux fixes aux réseaux commerciaux et aux clients de l'activité automobile du groupe, se refinancent essentiellement avec des ressources indexées sur des taux révisables ou variables, quelle que soit leur maturité.

Banque PSA Finance (société centralisatrice pour les sociétés de financement de la zone euro) et les sociétés de financement au Royaume-Uni (pour leur propre activité) assurent l'adéquation de la structure des taux actifs et passifs en mettant en place des swaps de couverture ou des achats d'option.

Par ailleurs, depuis l'exercice 2004, Banque PSA Finance a mis en place des couvertures d'encours de crédits futurs à consentir en euros, à taux fixe (note 45 D 2).

Faurecia utilise des options de taux plafond (CAP), des swaps et d'autres structures optionnelles, en euros et en dollars, pour couvrir les intérêts d'emprunts payables entre janvier 2003 et décembre 2007.

Tant pour les activités industrielles et commerciales que pour les activités de financement, un risque de taux résiduel est ponctuellement conservé pour profiter d'opportunités de marché. Ce risque, qui fait l'objet quotidiennement d'une mesure en terme de valeur à risque (VAR) n'a pas d'impact significatif en terme de résultat.

3. Risque de contrepartie sur instruments financiers

Le groupe minimise le risque de contrepartie par des procédures de contrôle interne limitant le choix des contreparties à des banques et établissements financiers de premier plan. Les limites sont fixées pour chacune des contreparties en fonction notamment de leur notation par les agences de rating. Le respect de ces limites est contrôlé quotidiennement par les organes en charge du contrôle interne. Le groupe n'est pas exposé à un risque lié à des concentrations significatives.

B. RÈGLES COMPTABLES

Les résultats dégagés par les positions de couverture sur transactions réalisées ou futures sont comptabilisés de manière symétrique à celle des résultats sur les éléments couverts.

Les positions hors couverture sont évaluées à chaque clôture comptable à leur valeur de marché, et la différence d'évaluation est prise en résultat.

En 2004, la méthode de comptabilisation du risque de change a été affinée de la façon suivante :

- l'amortissement sur la période de facturation des primes des options de couvertures de flux futurs, antérieurement imputé en marge opérationnelle, est classé dorénavant en produits (frais) financiers nets. Il correspond à l'amortissement de la valeur temps payé à l'achat des primes;
- l'écart de comptabilisation des couvertures entre taux standard et taux effectif, antérieurement imputé en autres revenus et (charges) nets - produits (pertes) de change nets - est classé dorénavant en marge opérationnelle.

Cette méthode de comptabilisation appliquée aux données antérieures les a modifiées de la façon suivante :

| (en millions d'euros) | 2003 | 2002 |
|-----------------------------|------|------|
| Marge opérationnelle | 19 | 16 |
| Produits (frais) financiers | (7) | (3) |
| Autres revenus et (charges) | (12) | (13) |
| Résultat net | - | - |

C. ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

Au 31 décembre, après élimination des opérations réciproques, les contrats à terme ferme de change en cours qui permettent de couvrir les transactions sur importations et exportations, et les instruments financiers souscrits dans le cadre de leur gestion des taux d'intérêts sur actifs et passifs financiers, portent sur les montants suivants :

1. Contrats de couverture d'opérations réalisées

| | | 1 | |
|--|--------|--------|--------|
| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
| Risque de change | | | |
| Contrats sur transactions commerciales | | | |
| - Contrats de change à terme | 1 322 | 1 006 | 1 116 |
| - Options de change | 368 | 125 | 164 |
| Total | 1 690 | 1 131 | 1 280 |
| Contrats sur opérations financières | | | |
| - Contrats de change à terme | 642 | 449 | 261 |
| - Swaps de devises | 474 | 659 | 647 |
| Total | 1 116 | 1 108 | 908 |
| Risque de taux d'intérêts | | | |
| Contrats sur opérations financières | | | |
| - Swaps de taux d'intérêts | 7 832 | 7 685 | 9 574 |
| - Achats de caps | 2 970 | 3 779 | 2 229 |
| - Collars | - | 100 | 45 |
| - FRA / Forward | - | 3 315 | 100 |
| - Autres | 562 | - | - |
| Total | 11 364 | 14 879 | 11 948 |
| | | | |

2. Échéances des contrats au 31 décembre 2004

| | | Inférieures | | Supérieures |
|--|--------|-------------|-----------|-------------|
| (en millions d'euros) | Total | à 1 an | 1 à 5 ans | à 5 ans |
| Risque de change | | | | |
| Contrats sur transactions commerciales | | | | |
| - Contrats de change à terme | 1 322 | 1 322 | - | - |
| - Options de change | 368 | 368 | - | - |
| Total | 1 690 | 1 690 | - | - |
| Contrats sur opérations financières | | | | |
| - Contrats de change à terme | 642 | 642 | - | - |
| - Swaps de devises | 474 | 264 | 119 | 91 |
| Total | 1 116 | 906 | 119 | 91 |
| Risque de taux d'intérêts | | | | |
| Contrats sur opérations financières | | | | |
| - Swaps de taux d'intérêts | 7 832 | 2 395 | 3 246 | 2 191 |
| - Achats de caps | 2 970 | 1 770 | 1 200 | - |
| - Autres | 562 | 141 | 421 | - |
| Total | 11 364 | 4 306 | 4 867 | 2 191 |

3. Contrats de couverture de change sur opérations futures

Afin d'assurer un taux minimum de change pour ses ventes de véhicules au Japon, le groupe a acquis des options de vente de yens contre euros. À la clôture, les montants nominaux couverts sont les suivants :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|-----------------------|------|------|------|
| | 174 | 511 | 706 |

Afin d'assurer un taux minimum de change pour ses transactions en livres sterling, le groupe a acquis des options de vente de livres sterling contre euros. Les montants nominaux couverts sont les suivants :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|-----------------------|-------|-------|------|
| | 2 036 | 2 312 | - |

Le groupe Faurecia utilise des contrats de change à terme ferme et optionnels pour couvrir des transactions commerciales non encore dénouées et des opérations prévisionnelles de l'année 2005. À la clôture, les montants nominaux couverts pour les opérations prévisionnelles sont les suivants :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|-----------------------|------|------|------|
| | 120 | 145 | 135 |

4. Opérations hors couverture

Les opérations réalisées sur le marché des instruments financiers, en dehors des contrats de couverture, par PSA International, filiale financière du groupe spécialisée dans la gestion du risque de change, sont des contrats généralement constitués d'opérations bouclées, c'est-à-dire de contrats de change de sens

inverse et de même montant, qui de ce fait, permettent de figer des marges, sans l'exposer à l'évolution future des taux de change. Au cours de l'exercice 2004, le résultat enregistré sur les opérations hors couverture de taux de change est un profit avant impôt de 4,5 millions d'euros (5,1 millions d'euros en 2003 et 4,6 millions d'euros en 2002).

5. Risque de change

La position nette des activités industrielles et commerciales dans les principales devises étrangères est la suivante :

| (en millions d'euros) | GBP | YEN | USD | PLN | CHF | BRL | Autres |
|------------------------------|-------|-------|-------|------|------|------|--------|
| Total actifs | 562 | 206 | 308 | 119 | 37 | 11 | 535 |
| Total passifs | (590) | - | (108) | (40) | - | (21) | (100) |
| Position nette avant gestion | (28) | 206 | 200 | 79 | 37 | (10) | 435 |
| Position hors bilan | 16 | (250) | (223) | (52) | (37) | 9 | (461) |
| Position nette après gestion | (12) | (44) | (23) | 27 | _ | (1) | (26) |

Il s'agit de la position du groupe induite par toutes les opérations comptabilisées au bilan au 31 décembre 2004. Par ailleurs, le groupe a acquis des options de vente de yens contre euros pour ses ventes futures de véhicules au Japon et des options de vente de livres sterling pour l'ensemble de ses transactions en livres sterling (note 45 C 3).

6. Risque de taux

| (en millions d'euros) | Du jour le jour à 1 an | De 1 à 5 ans | Supérieur à 5 ans | Total |
|------------------------------|------------------------|--------------|-------------------|---------|
| Total actifs | 7 329 | 87 | 74 | 7 490 |
| Total passifs | (3 825) | (418) | (2 203) | (6 446) |
| Position nette avant gestion | 3 504 | (331) | (2 129) | 1 044 |
| Position hors bilan | (2 382) | 292 | 2 090 | - |
| Position nette après gestion | 1 122 | (39) | (39) | 1 044 |

Ce tableau positionne les actifs et les dettes en fonction de leur date d'échéance pour ceux à taux fixe et en fonction de la prochaine révision de taux pour ceux qui sont à taux révisable.

Le hors bilan classe les swaps et autres opérations dérivées en positif pour la partie prêteur du swap et en négatif pour la partie emprunteur du swap. Une diminution des taux de 1 % entraînerait un manque à gagner de 2 millions d'euros.

D. ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Au 31 décembre, après élimination des opérations réciproques, les contrats sur instruments financiers qui permettent d'adosser les taux et devises de la dette de refinancement à ceux des prêts consentis à la clientèle portent sur les montants suivants :

1. Contrats de couverture d'opérations réalisées

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|-------------------------------------|--------|--------|--------|
| Risque de change | | | |
| Swaps de devises | 663 | 1 050 | 1 488 |
| Contrats de change à terme | 1 018 | 877 | 1 253 |
| Total | 1 681 | 1 927 | 2 741 |
| Risque de taux d'intérêts | | | |
| Contrats sur opérations financières | | | |
| - Swaps de taux d'intérêts | 24 851 | 23 857 | 23 120 |
| - Achats de caps et collars | - | - | 192 |
| - Futures | 13 | 14 | 340 |
| - Options de swaps | 255 | - | - |
| Total | 25 119 | 23 871 | 23 652 |
| | | | |

2. Échéances des contrats au 31 décembre 2004

| | | Inférieures | | | | |
|-------------------------------------|--------|-------------|-----------|---------|--|--|
| (en millions d'euros) | Total | à 1 an | 1 à 5 ans | à 5 ans | | |
| Risque de change | | | | | | |
| Swaps de devises | 663 | 210 | 453 | - | | |
| Contrats de change à terme | 1 018 | 1 018 | - | - | | |
| Total | 1 681 | 1 228 | 453 | - | | |
| Risque de taux d'intérêts | | | | | | |
| Contrats sur opérations financières | | | | | | |
| - Swaps de taux d'intérêts | 24 851 | 10 660 | 12 539 | 1 652 | | |
| - Futures | 13 | 13 | - | - | | |
| - Options de swaps | 255 | 255 | - | - | | |
| Total | 25 119 | 10 928 | 12 539 | 1 652 | | |

3. Contrats de couverture de taux sur opérations futures

Afin de garantir un coût maximum de refinancement pour les nouveaux encours de crédit détail qui seront accordés en euros en 2005, Banque PSA Finance a acheté des options de swaps de taux d'intérêt à échéance des deuxième,

troisième et quatrième trimestres 2005. Les notionnels et les maturités des swaps (de un à cinq ans), objet de ces options correspondent aux maturités des encours prévisionnels à produire sur cette même période. Au 31 décembre 2004, le notionnel s'élève à 3 662 millions d'euros.

4. Risque de change

La position nette des activités de financement dans les principales devises étrangères est la suivante :

| (en millions d'euros) | GBP | YEN | USD | CHF | Autres |
|------------------------------|-------|-------|-------|-------|--------|
| Total actifs | 910 | - | 17 | 282 | 55 |
| Total passifs | - | (175) | (162) | - | (59) |
| Position nette avant gestion | 910 | (175) | (145) | 282 | (4) |
| Position hors bilan | (910) | 175 | 145 | (282) | 4 |
| Position nette après gestion | - | _ | - | - | - |

5. Risque de taux

| (en millions d'euros) | Du jour le jour à 1 an | De 1 à 5 ans | Supérieur à 5 ans | Total |
|------------------------------|------------------------|--------------|-------------------|----------|
| Total actifs | 15 485 | 6 198 | - | 21 683 |
| Total passifs | (16 089) | (2 526) | (452) | (19 067) |
| Position nette avant gestion | (604) | 3 672 | (452) | 2 616 |
| Position hors bilan | 1 182 | (1 602) | 452 | 32 |
| Position nette après gestion | 578 | 2 070 | - | 2 648 |

Ce tableau positionne les actifs et les dettes en fonction de leur date d'échéance pour ceux à taux fixe et en fonction de la prochaine révision de taux pour ceux qui sont à taux révisable.

Le hors bilan classe les swaps et autres opérations dérivées en positif pour la partie prêteur du swap et en négatif pour la partie emprunteur du swap.

Une diminution des taux de 1 % entraînerait un manque à gagner de 1,4 million d'euros.

La position nette après gestion dont les échéances sont comprises entre un à cinq ans, correspond aux actifs nets couverts par les fonds propres du groupe Banque PSA Finance.

Note 46 - Risque actions

Le risque action est le risque lié à une variation défavorable du prix de titres de capital detenus.

| | Portefeuille d'actions tierces | Portefeuille |
|--------------------------|--------------------------------|-------------------|
| (en millions d'euros) | ou OPCVM actions | d'actions propres |
| Position nette à l'actif | 161 | 185 |
| Hors bilan | - | - |
| Position nette globale | 161 | 185 |
| Sensibilité | (3) | - |

Le portefeuille d'actions tierces ou OPCVM est composé de titres à liquidité restreinte pour 66 millions d'euros (note 16), d'autres actions cotées classées en titres de placement pour 62 millions d'euros (note 26) et de 33 millions d'actions détenues dans le cadre de mandats de gestion.

Le portefeuille d'actions propres a été constitué pour satisfaire aux besoins des plans d'options d'achats accordés aux salariés (note 26).

Les titres sont comptabilisés à leur valeur d'inventaire, égale au plus faible du coût d'acquisition et de la valeur de marché. Pour l'essentiel des titres en portefeuille, la valeur de marché, nette d'une décote de 10 %, est supérieure à la valeur comptable. De ce fait, la sensibilité au résultat est limitée à 3 millions d'euros.

Note 47 - Évaluation des instruments financiers

Une évaluation de la juste valeur des instruments financiers du groupe est effectuée dans la mesure où les données des marchés financiers permettent une estimation pertinente de leur valeur vénale dans une optique non liquidatrice. Cette évaluation est faite sur le modèle de la méthode définie par la norme américaine FAS 107.

Les principales méthodes d'évaluation retenues sont les suivantes :

- Les titres de participation, comme indiqué en note 1 M, représentent les intérêts du groupe dans le capital de sociétés non consolidées. La juste valeur de ce type d'instrument financier n'a pu être déterminée en l'absence de valeur de marché probante.
- Les titres de placement et les emprunts obligataires à taux fixe cotés sur des marchés organisés ont été évalués en retenant le dernier cours de bourse de l'exercice.
- La juste valeur des prêts et emprunts à taux fixe à plus de trois mois d'échéance a été calculée par actualisation des flux futurs, en retenant les taux proposés sur les marchés à fin décembre. Les prêts et emprunts à taux fixe retournés à taux variable par des swaps de taux d'intérêts ont une valeur de marché très proche de leur valeur au bilan.
- Pour les prêts et emprunts à taux variable, les disponibilités et les financements à court terme, la valeur bilancielle est considérée comme étant très proche de la juste valeur.
- La juste valeur des créances de financement des ventes a été estimée en actualisant les flux futurs au taux auquel les prêts similaires ont été octroyés à fin décembre.

A. INSTRUMENTS FINANCIERS DE BILAN

À la clôture des exercices, la valeur au bilan et la juste valeur des instruments financiers sont les suivantes :

| | | 2004 | 20 | 003 | 200 |)2 |
|---|----------|--------|----------|--------|----------|--------|
| | Valeur | Juste | Valeur | Juste | Valeur | Juste |
| (en millions d'euros) | au bilan | valeur | au bilan | valeur | au bilan | valeur |
| ACTIF | | | | | | |
| Activités industrielles et commerciales | | | | | | |
| Créances et titres de détention durable | 1 877 | 1 994 | 591 | 696 | 929 | 996 |
| Titres de participation | 65 | 65 | 63 | 63 | 85 | 85 |
| Prêts à court terme | 238 | 238 | 301 | 301 | 397 | 397 |
| Titres de placement court terme | 602 | 644 | 937 | 1 146 | 1 089 | 1 381 |
| Trésorerie | 4 951 | 4 951 | 4 880 | 4 880 | 4 532 | 4 532 |
| Activités de financement | | | | | | |
| Titres d'investissement et prêts à long terme | 79 | 79 | 225 | 225 | 196 | 196 |
| Créances de financement | 18 495 | 18 552 | 17 185 | 17 211 | 15 732 | 15 926 |
| Autres prêts accordés à la clientèle | 140 | 140 | 112 | 112 | 295 | 295 |
| Titres de placement | 2 334 | 2 836 | 2 268 | 2 268 | 2 261 | 2 261 |
| Trésorerie | 524 | 524 | 738 | 738 | 762 | 762 |
| PASSIF | | | | | | |
| Activités industrielles et commerciales | | | | | | |
| Emprunts à long terme | 3 370 | 3 358 | 3 609 | 3 596 | 3 499 | 3 481 |
| Emprunts à long terme partie à moins d'un an | 118 | 118 | 270 | 270 | 311 | 311 |
| Autres financements à court terme | | | | | | |
| et découverts bancaires | 2 799 | 2 799 | 2 350 | 2 350 | 2 451 | 2 451 |
| Activités de financement | | | | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit | 7 058 | 7 058 | 5 887 | 5 887 | 6 643 | 6 643 |
| Autres emprunts | 11 689 | 11 689 | 12 009 | 12 009 | 10 426 | 10 426 |

B. INSTRUMENTS FINANCIERS HORS BILAN

Les positions sur instruments dérivés non adossés à un poste de bilan sont pour l'essentiel :

Des options de ventes de yens dont les caractéristiques sont les suivantes :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|-----------------------|------|------|------|
| Montant nominal | 174 | 511 | 765 |
| Primes payées | 4 | 11 | 20 |
| Juste valeur | 19 | 53 | 43 |

Des options de ventes de livres sterling dont les caractéristiques sont les suivantes :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|-----------------------|-------|-------|------|
| Montant nominal | 2 036 | 2 312 | N/A |
| Primes payées | 32 | 50 | N/A |
| Juste valeur | 52 | 58 | N/A |
| | | | |

Les contrats de change à terme ferme et optionnels contractés par Faurecia pour couvrir des transactions commerciales de l'année 2004 mais non encore dénouées et des opérations prévisionnelles de l'année 2005 ont les caractéristiques suivantes :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|-----------------------|------|------|------|
| Montant nominal | 119 | 145 | 135 |
| Primes payées | - | - | - |
| Juste valeur | 9 | 4 | - |

Note 48 - Engagements hors bilan et facteurs de risques

A. OPÉRATIONS SPÉCIFIQUES

Les engagements spécifiques aux opérations suivantes sont donnés dans les notes traitant des sujets concernés :

- Titrisation de créances des activités industrielles et commerciales note 21 A.
- Titrisation des créances des activités de financement note 22 A.
- Engagements de retraites complémentaires, indemnités de départ et engagements sociaux assimilés note 44.
- Gestion des risques de taux de change et de taux d'intérêt note 45.
- Risque actions note 46.

B. OPÉRATIONS COURANTES

1. Engagements à la clôture

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|--|-------|-------|-------|
| Activités industrielles et commerciales | | | |
| Commandes fermes pour l'acquisition d'actifs industriels | 2 059 | 1 750 | 2 083 |
| Commandes d'études et assimilés | 27 | 37 | 40 |
| Engagements de location non résiliables | 734 | 770 | 767 |
| Engagement de souscription et de rachat de titres (1) | - | 131 | 217 |
| Total | 2 820 | 2 688 | 3 107 |
| Activités de financement | | | |
| Engagements de financement en faveur de la clientèle | 899 | 1 045 | 1 012 |
| Engagements de garantie d'ordre de la clientèle et d'établissement de crédit | 122 | 101 | 69 |
| Autres engagements donnés sur titres | | | 290 |
| Total | 1 021 | 1 146 | 1 371 |
| Avals, cautions et garanties donnés | 559 | 246 | 202 |
| Actifs nantis, gagés ou hypothéqués | 426 | 498 | 458 |
| | | | |

⁽¹⁾ L'engagement portait sur la société chinoise mise en équivalence Dongfeng Peugeot Citroën Automobile – DPCA.

2. Détail des actifs nantis, gagés ou hypothéqués au 31 décembre 2004

| (en millions d'euros) | Date d'échéance | Montant |
|-------------------------------|-----------------|---------|
| Immobilisations incorporelles | N/A | N/A |
| Immobilisations corporelles | Indéfini | 23 |
| Immobilisations financières | | |
| | 2005 | 31 |
| | 2006 | 4 |
| | 2007 | 125 |
| | 2008 | 73 |
| | 2009 | 78 |
| | >2009 | 92 |
| | | 403 |
| | Total | 426 |
| Total du bilan | | 60 466 |
| | Pourcentage | 0,7 % |

C. AUTRES FACTEURS DE RISQUES

1. Contrôles fiscaux

Les sociétés du groupe font l'objet périodiquement de contrôles fiscaux, tant en France que dans les pays où elles sont implantées. Les provisions nécessaires sont constituées pour les dettes d'impôts estimées qui pourraient en résulter.

2. Véhicules hors d'usage

La directive 2000/53/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 relative aux véhicules hors d'usage prévoit en particulier que :

"Les États membres prennent les mesures nécessaires pour que la remise du véhicule à une installation de traitement autorisée (...), s'effectue sans aucuns frais pour le dernier détenteur (...).

Les États membres prennent les mesures nécessaires pour que les producteurs prennent à leur compte tout ou partie significative des coûts de la mise en place de cette mesure et/ou la reprise gratuite des véhicules (...),

- à partir du 1^{er} juillet 2002 pour les véhicules mis sur le marché à partir de cette date :
- à partir du 1er janvier 2007 pour l'ensemble des véhicules du parc."

Au 31 décembre 2004 :

Douze pays ont une législation ancienne ou récente entièrement conforme à la directive ; les estimations actuelles montrent que :

- pour dix d'entre eux, aucun coût résiduel significatif ne devrait rester à la charge du groupe;
- pour l'Allemagne et les Pays-Bas la provision actualisée s'élève à 53 millions d'euros.

Dix pays ont une législation incomplète, soit qu'il manque des arrêtés d'applications (France par exemple), soit que la transcription ne couvre qu'une partie de la directive (Royaume-Uni en particulier). Aucun coût résiduel ne devrait ressortir des textes déjà votés.

Trois pays (Irlande, Estonie et Pologne) ne disposent d'aucun document officiel. Il semble probable que les transcriptions interviendront dans le courant de l'année 2005.

Pour ces derniers pays comme pour les pays pour lesquels la législation est incomplète, en l'absence de texte réglementaire, il n'est pas possible de déterminer avec certitude si un coût résiduel doit rester à la charge du groupe.

3. Enquête en cours de la Commission européenne

À la suite des vérifications menées en 1999 et en 2003 par les services de la Commission européenne chez Automobiles Peugeot, Peugeot Deutschland GmbH et Peugeot Nederland BV, la Commission européenne a fait parvenir une communication de griefs à chacune de ces trois sociétés, aux termes de laquelle il leur est reproché d'avoir mis en place des pratiques ayant eu pour objet, ou pour effet, de restreindre les ventes de véhicules à l'exportation depuis l'Allemagne ou les Pays-Bas pendant des périodes comprises entre 1995 et 2003.

Automobiles Peugeot et ses deux filiales concernées ont fait parvenir leur réponse à la Commission le 30 juillet 2004 en contestant l'existence d'infractions aux règles européennes de la concurrence. Depuis lors, la Commission a demandé communication de documents complémentaires.

Compte tenu de l'état de la procédure, le groupe n'a constitué aucune provision dans ses comptes.

4. Droit individuel à la formation

Conformément aux dispositions de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle, les sociétés françaises du groupe accordent à leurs salariés un droit individuel d'une durée de 20 heures minimum par année civile, cumulable sur une durée maximale de six ans ; au terme de ce délai et à défaut de son utilisation l'ensemble des droits restera plafonné à 120 heures. Aucune charge n'a été comptabilisée dans l'exercice 2004, en application de l'avis n° 2004-F du 13 octobre 2004 du comité d'urgence du CNC.

Note 49 - Échéancier des obligations et engagements

L'échéancier des obligations et engagements du groupe, ventilé ci-dessous, fait référence aux notes suivantes :

- Emprunts à long terme des activités industrielles et commerciales notes 32 A et 32 D,
- Emprunts des activités de financement note 34 A,
- Lignes de crédit note 41,
- Engagements hors bilan note 48.

A. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

1. Activités industrielles et commerciales

| (en millions d'euros) | Paiements dus par période | | | | |
|--|---------------------------|----------------|--------------|-----------------|--|
| | Total | À moins d'1 an | De 1 à 5 ans | À plus de 5 ans | |
| Emprunts | 3 488 | 118 | 1 098 | 2 272 | |
| Obligations en matière de location financement | 199 | 33 | 94 | 72 | |
| Contrat de location simple | 734 | 129 | 335 | 270 | |
| Obligations d'achat irrévocables | 2 086 | 2 064 | 22 | - | |
| Total | 6 507 | 2 344 | 1 549 | 2 614 | |

2. Activités de financement

| | | Paiements dus par période | | | | |
|-----------------------|--------|---------------------------|--------------|-----------------|--|--|
| (en millions d'euros) | Total | À moins d'1 an | De 1 à 5 ans | À plus de 5 ans | | |
| Emprunts | 18 597 | 10 993 | 7 094 | 510 | | |
| Total | 18 597 | 10 993 | 7 094 | 510 | | |

B. AUTRES ENGAGEMENTS COMMERCIAUX

1. Activités industrielles et commerciales

| | Montant des engagements par période | | | | |
|---|-------------------------------------|----------------|--------------|-----------------|--|
| (en millions d'euros) | Total | À moins d'1 an | De 1 à 5 ans | À plus de 5 ans | |
| Lignes de crédit confirmées non utilisées - (engagements reçus) | (9 731) | (131) | (6 300) | (3 300) | |
| Garanties - engagements donnés | 985 | 125 | 644 | 216 | |

2. Activités de financement

Les engagements de financement en faveur de la clientèle des sociétés de financement pour un montant de 899 millions d'euros sont à échéance non définie.

Note 50 - Résultat net par action_

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice.

Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social corrigées des détentions par le groupe d'actions propres, autres que celles inscrites en "Titres de placement" (note 28 G). Sur cette base, il n'y a pas d'instrument dilutif du résultat.

Note 51 - Rémunération des dirigeants

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|--|------|------|------|
| Montants des rémunérations allouées | | | |
| - aux organes de Direction | 8,2 | 7,3 | 7,8 |
| - aux membres du Conseil de Surveillance | 0,8 | 0,7 | 0,5 |
| Total | 9,0 | 8,0 | 8,3 |

Les organes de Direction du groupe sont le Directoire, le comité exécutif et l'état-major.

À la clôture, les options d'actions de la société Peugeot S.A. attribuées lors des plans consentis depuis 1999 détenues par les membres des organes de Direction, sont de :

| (en nombre d'options) | 2004 | 2003 | 200 |
|---------------------------|-----------|-----------|---------|
| Options d'achat d'actions | 1 764 500 | 1 373 600 | 977 600 |

Note 52 - Honoraires des Commissaires aux Comptes

Pour 2004, les honoraires versés aux Commissaires aux Comptes et aux autres cabinets d'audit se ventilent comme suit :

| | Pricewaterho | ouseCoopers | Cor | nstantin | Erns | st & Young | А | utres | Tota | al |
|-----------------------------------|--------------|-------------|-------|----------|------|------------|------|-------|------|------|
| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2004 | 2003 | 2004 | 2003 | 2004 | 2003 | 2004 | 2003 |
| Audit | | | | | | | | | | |
| Commissariat aux Comptes, | | | | | | | | | | |
| certification, examen des | | | | | | | | | | |
| comptes individuels et consolidés | 8,7 | 7,9 | 1,2 | 1,1 | 0,8 | 0,8 | 0,1 | 0,1 | 10,8 | 9,9 |
| Missions accessoires | 0,7 | 1,4 | - | - | - | 0,1 | 0,1 | - | 0,8 | 1,5 |
| Sous-total | 9,4 | 9,3 | 1,2 | 1,1 | 0,8 | 0,9 | 0,2 | 0,1 | 11,6 | 11,4 |
| Part du total | 94 % | 84 % | 100 % | 100 % | 62 % | 69 % | 67 % | 100 % | 91 % | 84 % |
| Autres prestations | | | | | | | | | | |
| Juridiques et fiscales | 0,6 | 1,7 | - | - | 0,4 | 0,3 | 0,1 | - | 1,1 | 2,0 |
| Audit interne | - | - | - | - | 0,1 | 0,1 | - | - | 0,1 | 0,1 |
| Autres prestations de conseil | - | 0,1 | - | - | - | - | - | - | - | 0,1 |
| Sous-total | 0,6 | 1,8 | - | - | 0,5 | 0,4 | 0,1 | - | 1,2 | 2,2 |
| Part du total | 6 % | 16 % | 0 % | 0 % | 38 % | 31 % | 33 % | - | 9 % | 16 % |
| Total | 10,0 | 11,1 | 1,2 | 1,1 | 1,3 | 1,3 | 0,3 | 0,1 | 12,8 | 13,6 |
| Dont équipementier | 3,4 | 4,0 | - | - | 1,2 | 1,2 | - | - | 4,6 | 5,2 |
| Autres divisions | 6,6 | 7,1 | 1,2 | 1,1 | 0,1 | 0,1 | 0,3 | 0,1 | 8,2 | 8,4 |

Note 53 - Événement postérieur à la clôture

Annonce de la cession de Panhard à Auverland

Le 12 janvier 2005, le groupe a annoncé son intention de céder sa participation dans la Société de Constructions Mécaniques Panhard et Levassor au groupe Auverland.

Panhard, filiale à 100 % de Peugeot S.A. est spécialisée dans la conception et la production de véhicules blindés légers qui équipent largement l'armée française et ont été vendus à quarante-cinq armées étrangères dans le monde ; son chiffre d'affaires pour 2004 s'est élevé à 67,5 millions d'euros et son effectif global est de deux cent soixante et une personnes.

La finalisation de l'opération devrait intervenir avant le 31 mars 2005.

Comptes de résultats consolidés comparés sur cinq ans

| 2004 | 2003 | 2002 | 2001 | 2000 |
|-------------|--|---|--|---|
| | | | | |
| 55 297 | 52 683 | 52 906 | 50 288 | 42 978 |
| | | | | |
| (43 729) | (41 176) | (40 378) | (38 647) | (31 946) |
| (7 780) | (7 613) | (8 053) | (7 504) | (7 550) |
| (2 118) | (2 098) | (1 865) | (1 733) | (1 625) |
| (53 627) | (50 887) | (50 296) | (47 884) | (41 121) |
| 1 670 | 1 796 | 2 610 | 2 404 | 1 857 |
| (24) | (19) | (158) | (31) | 32 |
| | | | | |
| (69) | (42) | (124) | (115) | (41) |
| (99) | (30) | (28) | (48) | 86 |
| 202 | 197 | 9 | 193 | 21 |
| 34 | 125 | (143) | 30 | 66 |
| 1 680 | 1 902 | 2 309 | 2 403 | 1 955 |
| (494) | (563) | (666) | (750) | (601) |
| | | | | |
| 1 186 | 1 339 | 1 643 | 1 653 | 1 354 |
| | | | | |
| | | | | |
| 1 500 | 1 555 | 1 530 | 1 375 | 1 203 |
| 241 | 169 | 170 | 212 | 184 |
| 1 741 | 1 724 | 1 700 | 1 587 | 1 387 |
| (1 229) | (1 306) | (1 381) | (1 339) | (1 123) |
| 512 | 418 | 319 | 248 | 264 |
| (3) | (5) | (3) | (4) | (3) |
| 509 | 413 | 316 | 244 | 261 |
| (182) | (122) | (111) | (85) | (112) |
| 327 | 291 | 205 | 159 | 149 |
| 1 513 | 1 630 | 1 848 | 1 812 | 1 503 |
| (8) | 46 | 22 | 9 | 19 |
| (128) | (158) | (163) | (140) | (199) |
| 1 377 | 1 518 | 1 707 | 1 681 | 1 323 |
| (20) | (21) | (17) | 10 | (11) |
| 1 357 | 1 497 | 1 690 | 1 691 | 1 312 |
| | | | | |
| | 0.40.000.470 | | 000 057 440 | 004 000 000 |
| 240 485 711 | 243 902 478 | 254 201 332 | 263 357 148 | 261 283 962 |
| | (43 729) (7 780) (2 118) (53 627) 1 670 (24) (69) (99) 202 34 1 680 (494) 1 186 1 500 241 1 741 (1 229) 512 (3) 509 (182) 327 1 513 (8) (128) 1 377 (20) | (43 729) (41 176) (7 780) (7 613) (2 118) (2 098) (53 627) (50 887) 1 670 1 796 (24) (19) (69) (42) (99) (30) 202 197 34 125 1 680 1 902 (494) (563) 1 186 1 339 1 500 1 555 241 169 1 741 1 724 (1 229) (1 306) 512 418 (3) (5) 509 413 (182) (122) 327 291 1 513 1 630 (8) 46 (128) (158) 1 377 1 518 (20) (21) | (43 729) (41 176) (40 378) (7 780) (7 613) (8 053) (2 118) (2 098) (1 865) (53 627) (50 887) (50 296) 1 670 1 796 2 610 (24) (19) (158) (69) (42) (124) (99) (30) (28) 202 197 9 34 125 (143) 1 680 1 902 2 309 (494) (563) (666) 1 186 1 339 1 643 1 500 1 555 1 530 241 169 170 1 741 1 724 1 700 (1 229) (1 306) (1 381) 512 418 319 (3) (5) (3) 509 413 316 (182) (122) (111) 327 291 205 1 513 1 630 1 848 (8) 46 22 (128) (158) (163) <t< td=""><td>(43 729) (41 176) (40 378) (38 647) (7 780) (7 613) (8 053) (7 504) (2 118) (2 098) (1 865) (1 733) (53 627) (50 887) (50 296) (47 884) 1 670 1 796 2 610 2 404 (24) (19) (158) (31) (69) (42) (124) (115) (99) (30) (28) (48) 202 197 9 193 34 125 (143) 30 1 680 1 902 2 309 2 403 (494) (563) (666) (750) 1 186 1 339 1 643 1 653 1 500 1 555 1 530 1 375 241 169 170 212 1 741 1 724 1 700 1 587 (1 229) (1 306) (1 381) (1 339) 512 418 319 248 (3) (5) (3) (4) 509 413 316 244<</td></t<> | (43 729) (41 176) (40 378) (38 647) (7 780) (7 613) (8 053) (7 504) (2 118) (2 098) (1 865) (1 733) (53 627) (50 887) (50 296) (47 884) 1 670 1 796 2 610 2 404 (24) (19) (158) (31) (69) (42) (124) (115) (99) (30) (28) (48) 202 197 9 193 34 125 (143) 30 1 680 1 902 2 309 2 403 (494) (563) (666) (750) 1 186 1 339 1 643 1 653 1 500 1 555 1 530 1 375 241 169 170 212 1 741 1 724 1 700 1 587 (1 229) (1 306) (1 381) (1 339) 512 418 319 248 (3) (5) (3) (4) 509 413 316 244< |

Bilans consolidés comparés sur cinq ans - Actif

| | | _ | | | |
|--|-----------|-----------|-----------|------------|------------------|
| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 | 2001 | 2000 |
| ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES | | | | | |
| Écarts d'acquisition | 1 899 | 1 964 | 2 120 | 2 225 | 1 054 |
| Immobilisations incorporelles | 208 | 181 | 194 | 183 | 136 |
| Immobilisations corporelles | 12 689 | 12 158 | 11 545 | 11 461 | 10 359 |
| Immobilisations financières | 1 077 | F04 | 000 | CO 4 | 1 110 |
| Créances et titres de détention durable | 1 877 | 591 | 929 | 624 | 1 110 |
| Titres mis en équivalence Titres de participation | 593 65 | 550 63 | 351 85 | 215 238 | 203 254 |
| Prêts aux activités de financement | 00 | 03 | 60 | 230 | 339 |
| riels aux activites de illiancement | 2 535 | 1 204 | 1 365 | 1 077 | 1 906 |
| Autres actifs immobilisés | 2 000 | 1 204 | 1 000 | 1 077 | 1 300 |
| Impôts différés à long terme | 376 | 415 | 308 | 184 | 86 |
| Autres valeurs immobilisées | 312 | 239 | 257 | 204 | 176 |
| | 688 | 654 | 565 | 388 | 262 |
| Actifs d'exploitation et réalisables à court terme | | | | | |
| Stocks | 7 078 | 6 660 | 6 167 | 6 218 | 5 171 |
| Clients et effets à recevoir | 3 138 | 3 363 | 3 381 | 3 451 | 2 962 |
| Impôts sur les sociétés à court terme | 582 | 702 | 980 | 935 | 485 |
| Autres débiteurs | 2 297 | 2 636 | 2 619 | 2 585 | 2 207 |
| À recevoir des activités de financement | 255 | 210 | 238 | 306 | 311 |
| Actifs financiers à court terme | 13 350 | 13 571 | 13 385 | 13 495 | 11 136 |
| Prêts | 238 | 301 | 397 | 260 | 207 |
| Titres de placement | 602 | 937 | 1 089 | 1 013 | 1 246 |
| Trésorerie | 4 951 | 4 880 | 4 532 | 5 520 | 3 143 |
| Comptes ordinaires et prêts aux activités de financement | 205 | 205 | 97 | 123 | 1 077 |
| complete ordinarios of prote dan dountes de manorment | 5 996 | 6 323 | 6 115 | 6 916 | 5 673 |
| Total activités industrielles et commerciales | 37 365 | 36 055 | 35 289 | 35 745 | 30 526 |
| ACTIVITÉS DE FINANCEMENT | | | | | |
| Écarts d'acquisition | 70 | 75 | 80 | 86 | 90 |
| Actifs immobilisés | | | | | |
| Immobilisations incorporelles | 62 | 42 | 30 | 21 | 20 |
| Immobilisations corporelles | 50 | 51 | 51 | 52 | 131 |
| Titres de participation | 1 | 13 | - | - | - |
| Impôts différés à long terme | 26 | 40 | 47 | 29 | 28 |
| Titres d'investissement | 48 | 185 | 186 | 187 | 187 |
| Autres | 37 | 45 | 16 | 19 | 38 |
| Créances sur la clientèle | 224 | 376 | 330 | 308 | 404 |
| Créances de financement | 18 495 | 17 185 | 15 732 | 15 740 | 14 155 |
| Autres prêts accordés à la clientèle | 140 | 112 | 295 | 242 | 205 |
| Créances sur les activités industrielles et commerciales | 174 | 139 | 208 | 241 | 299 |
| | 18 809 | 17 436 | 16 235 | 16 223 | 14 659 |
| Autres actifs d'exploitation | | | | | |
| Impôts sur les sociétés à court terme | 71 | 84 | 63 | 53 | 16 |
| Autres débiteurs | 991 | 953 | 923 | 742 | 550 |
| À recevoir des activités industrielles et commerciales | 78 | 79 | 65 | 41 | 99 |
| | 1 140 | 1 116 | 1 051 | 836 | 665 |
| Actifs financiers à court terme | 0.004 | 0.000 | 0.004 | 1 100 | 0.4 |
| Titres de placement | 2 334 | 2 268 | 2 261 | 1 406 | 31 |
| Trésorerie | 524 | 738 | 762 | 811 | 251 |
| À recevoir des activités industrielles et commerciales | 2 858 | 3 006 | 3 023 | 2 218 | 13 295 |
| Total activités de financement | 23 101 | 22 009 | 20 719 | 19 671 | 16 113 |
| | | | | | |
| Total groupe | 60 466 | 58 064 | 56 008 | 55 416 | 46 639 |

Bilans consolidés comparés sur cinq ans - Passif

| • | | | | | |
|--|--|--|---|---|--|
| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 | 2001 | 2000 |
| Capitaux propres - Part du groupe | | | | | |
| Capital social | 243 | 243 | 259 | 259 | 278 |
| Primes d'émission, de fusion et d'apport | - | - | - | - | 276 |
| Réserves et résultats nets consolidés | 13 463 | 12 364 | 11 875 | 10 479 | 9 515 |
| Titres d'autocontrôle | (264) | (16) | (568) | (51) | (507) |
| Écarts de conversion | (745) | (727) | (582) | (405) | (201) |
| | 12 697 | 11 864 | 10 984 | 10 282 | 9 361 |
| ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES | | | | | |
| Intérêts minoritaires | 614 | 617 | 640 | 689 | 579 |
| Provisions et passifs à long terme | | | | | |
| Impôts différés à long terme | 1 457 | 1 329 | 1 104 | 1 163 | 1 129 |
| Provisions | 1 513 | 1 623 | 1 727 | 1 394 | 1 322 |
| Autres passifs à long terme | 131 | 96 | 95 | 69 | 70 |
| | 3 101 | 3 048 | 2 926 | 2 626 | 2 521 |
| Emprunts à long terme | 3 370 | 3 609 | 3 499 | 3 635 | 1 977 |
| Dettes d'exploitation à court terme | | | | | |
| Fournisseurs d'exploitation et effets à payer | 10 735 | 10 021 | 9 912 | 9 173 | 8 503 |
| Impôts sur les sociétés à court terme | 292 | 368 | 646 | 808 | 625 |
| Autres créanciers | 5 464 | 5 401 | 5 228 | 5 409 | 4 413 |
| Dû aux activités de financement | 94 | 96 | 84 | 86 | 117 |
| | 16 585 | 15 886 | 15 870 | 15 476 | 13 658 |
| Dettes financières à court terme | | | | | |
| Emprunt obligataire convertible | - | - | - | - | 113 |
| Autres emprunts à long terme partie à moins d'un an | 118 | 270 | 311 | 299 | 408 |
| Autres financements à court terme et découverts bancaires | 2 799 | 2 350 | 2 451 | 3 920 | 2 924 |
| Découverts bancaires auprès des activités de financement | 158 | 122 | 189 | 197 | 293 |
| | 3 075 | 2 742 | 2 951 | 4 416 | 3 738 |
| Total activités industrielles et commerciales | 26 745 | 25 902 | 25 886 | 26 842 | 22 473 |
| ACTIVITÉS DE FINANCEMENT | | | | | |
| Intérêts minoritaires | 45 | 70 | 91 | 103 | 79 |
| Titres subordonnés à durée indéterminée | | | | | |
| Provisions et passifs long terme | | | | | |
| Impôts différés à long terme | 237 | 170 | 150 | 122 | 119 |
| Provisions | 62 | 53 | 53 | 45 | 31 |
| Dettes subordonnées et autres | 7 | 64 | 108 | 113 | 113 |
| | 306 | 287 | 311 | 280 | 263 |
| Dettes financières | | | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit | 7 058 | 5 887 | 6 643 | 5 503 | 4 084 |
| | 1 000 | 0 001 | 0 040 | 0 000 | 1 00 1 |
| | | | | 10 597 | 7 451 |
| Autres emprunts | 11 689 92 | 12 009 169 | 10 426 145 | | |
| Autres emprunts Comptes ordinaires créditeurs | 11 689 | 12 009 | 10 426 | 10 597 | 7 451 |
| Autres emprunts | 11 689 | 12 009 | 10 426 | 10 597 | 7 451 |
| Autres emprunts Comptes ordinaires créditeurs Comptes courants créditeurs | 11 689 | 12 009 | 10 426 | 10 597 | 7 451 440 |
| Autres emprunts Comptes ordinaires créditeurs Comptes courants créditeurs | 11 689 92 | 12 009 169 - | 10 426 145 | 10 597 172 - | 7 451 440 <i>1 279</i> |
| Autres emprunts Comptes ordinaires créditeurs Comptes courants créditeurs des activités industrielles et commerciales | 11 689 92 | 12 009 169 - | 10 426 145 | 10 597 172 - | 7 451 440 <i>1 279</i> |
| Autres emprunts Comptes ordinaires créditeurs Comptes courants créditeurs des activités industrielles et commerciales Dettes à la clientèle Dépôts de la clientèle | 11 689 92 - 18 839 | 12 009 169 - 18 065 | 10 426 145 - 17 214 | 10 597 172 - 16 272 | 7 451 440 <i>1 279</i> 13 254 |
| Autres emprunts Comptes ordinaires créditeurs Comptes courants créditeurs des activités industrielles et commerciales Dettes à la clientèle | 11 689 92 - 18 839 | 12 009 169 - 18 065 | 10 426 145 - 17 214 | 10 597 172 - 16 272 | 7 451 440 1 279 13 254 |
| Autres emprunts Comptes ordinaires créditeurs Comptes courants créditeurs des activités industrielles et commerciales Dettes à la clientèle Dépôts de la clientèle Dépôts des activités industrielles et commerciales Autres dettes d'exploitation | 11 689 92 - 18 839 224 144 368 | 12 009 169 18 065 191 132 323 | 10 426 145 - 17 214 200 <i>97</i> | 10 597 172 16 272 212 123 335 | 7 451 440 1 279 13 254 161 159 |
| Autres emprunts Comptes ordinaires créditeurs Comptes courants créditeurs des activités industrielles et commerciales Dettes à la clientèle Dépôts de la clientèle Dépôts des activités industrielles et commerciales Autres dettes d'exploitation | 11 689 92 - 18 839 224 144 368 | 12 009 169 18 065 191 132 323 | 10 426 145 - 17 214 200 <i>97</i> | 10 597 172 - 16 272 212 123 | 7 451 440 1 279 13 254 161 159 |
| Autres emprunts Comptes ordinaires créditeurs Comptes courants créditeurs des activités industrielles et commerciales Dettes à la clientèle Dépôts de la clientèle Dépôts des activités industrielles et commerciales Autres dettes d'exploitation Impôts sur les sociétés à court terme | 11 689 92 - 18 839 224 144 368 | 12 009 169 18 065 191 132 323 | 10 426 145 - 17 214 200 97 297 | 10 597 172 16 272 212 123 335 | 7 451 440 1 279 13 254 161 159 320 |
| Autres emprunts Comptes ordinaires créditeurs Comptes courants créditeurs des activités industrielles et commerciales Dettes à la clientèle Dépôts de la clientèle Dépôts des activités industrielles et commerciales Autres dettes d'exploitation Impôts sur les sociétés à court terme | 11 689 92 - 18 839 224 144 368 | 12 009 169 18 065 191 132 323 | 10 426 145 - 17 214 200 <i>97</i> 297 | 10 597 172 16 272 212 123 335 | 7 451 440 1 279 13 254 161 159 320 |
| Autres emprunts Comptes ordinaires créditeurs Comptes courants créditeurs des activités industrielles et commerciales Dettes à la clientèle Dépôts de la clientèle Dépôts des activités industrielles et commerciales Autres dettes d'exploitation Impôts sur les sociétés à court terme Autres créanciers | 11 689 92 - 18 839 224 144 368 71 1 079 | 12 009 169 18 065 191 132 323 75 1 195 | 10 426 145 17 214 200 <i>97</i> 297 64 923 | 10 597 172 16 272 212 123 335 | 7 451 440 1 279 13 254 161 159 320 43 556 |
| Autres emprunts Comptes ordinaires créditeurs Comptes courants créditeurs des activités industrielles et commerciales Dettes à la clientèle Dépôts de la clientèle Dépôts des activités industrielles et commerciales Autres dettes d'exploitation Impôts sur les sociétés à court terme Autres créanciers | 11 689 92 - 18 839 224 144 368 71 1 079 316 | 12 009 169 18 065 191 132 323 75 1 195 283 | 10 426 145 17 214 200 97 297 64 923 238 | 10 597 172 16 272 212 123 335 106 890 306 | 7 451 440 1 279 13 254 161 159 320 43 556 290 |

Tableaux de flux de trésorerie consolidés comparés sur cinq ans

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 | 2001 | 2000 |
|---|------------|----------|-----------|---------|---------|
| ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES | | | | | |
| Résultat net des sociétés intégrées | 1 186 | 1 339 | 1 643 | 1 653 | 1 354 |
| Élimination des charges nettes sans effet sur la trésorerie | | | | | |
| - Dotations aux amortissements | 2 389 | 2 214 | 2 165 | 1 974 | 1 877 |
| - Dotations nettes aux provisions | (164) | (29) | 352 | 8 | (158) |
| - Variation des impôts différés à long terme | 172 | 115 | (80) | (107) | (32) |
| - Résultats sur cessions et autres | (124) | (113) | (38) | (97) | 186 |
| Dividendes reçus des sociétés en équivalence | 6 | 21 | 17 | 9 | (6) |
| Marge brute d'autofinancement | 3 465 | 3 547 | 4 059 | 3 440 | 3 221 |
| Variations des actifs et passifs d'exploitation | 898 | (224) | 330 | (422) | (238) |
| Flux des activités industrielles et commerciales | | | | | |
| liés à l'exploitation | 4 363 | 3 323 | 4 389 | 3 018 | 2 983 |
| Cessions de titres de participation | 2 | 6 | 5 | 23 | 23 |
| Cessions de sociétés consolidées | 28 | - | - | - | 30 |
| Cessions d'immobilisations corporelles | 37 | 142 | 172 | 443 | 100 |
| Investissements en immobilisations corporelles | (2 920) | (3 007) | (2 790) | (2 938) | (2 898) |
| Acquisitions de sociétés consolidées | (166) | (225) | (56) | (1 575) | (18) |
| Acquisitions de titres de participation | (11) | (19) | (25) | (33) | (164) |
| Changements de périmètre et autres | (85) | (20) | (268) | 54 | (134) |
| Flux des activités industrielles et commerciales | | | | | |
| liés aux investissements | (3 115) | (3 123) | (2 962) | (4 026) | (3 061) |
| ACTIVITÉS DE FINANCEMENT | | | | | |
| Résultat net des sociétés intégrées | 327 | 291 | 205 | 159 | 149 |
| Élimination des charges nettes sans effet sur la trésorerie | 87 | 52 | 34 | 1 | 73 |
| Marge Brute d'autofinancement | 414 | 343 | 239 | 160 | 222 |
| Variations des actifs et passifs d'exploitation | (700) | (92) | (282) | 325 | (887) |
| Flux des activités de financement | (222) | | (12) | | (2.2.) |
| liés à l'exploitation | (286) | 251 | (43) | 485 | (665) |
| Flux des activités de financement | (0.4) | (50) | 00 | 60 | 404 |
| liés aux investissements | (24) | (52) | 80 | 68 | 104 |
| TOUTES ACTIVITÉS | | | | | |
| Dividendes versés | (201) | (205) | (00.4) | (017) | (110) |
| - Aux actionnaires de Peugeot S.A. | (321) | (325) | (294) | (217) | (118) |
| - Aux minoritaires des filiales intégrées | (39) | (41) | (43) | (13) | (12) |
| Augmentations du capital et des primes | (0.40) | - (4.47) | - (517) | 109 | 132 |
| Acquisitions de titres d'autocontrôle | (248) | (147) | (517) | (458) | (257) |
| Rachats d'obligations convertibles | - (E40) | - | - (4,000) | - 0.070 | (555) |
| Variations des autres actifs et passifs financiers | (518) | 428 | (1 666) | 3 872 | 1 468 |
| Autres | 34 | 14 | 46 | 123 | 38 |
| Flux des opérations financières | (1 092) | (71) | (2 474) | 3 416 | 696 |
| Mouvements de conversion | 11 | (4) | (27) | (24) | (12) |
| Augmentation (diminution) de la trésorerie | (143) | 324 | (1 037) | 2 937 | 45 |
| Trésorerie au début de l'exercice | 5 618 | 5 294 | 6 331 | 3 394 | 3 349 |
| Trésorerie au 31 décembre | 5 475 | 5 618 | 5 294 | 6 331 | 3 394 |

Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2004

| Sociétés | I/E * | % de | % |
|---|-------|----------|-----------|
| | | contrôle | consolidé |
| HOLDING ET AUTRES | | | |
| Peugeot S.A. | | | |
| Paris - France | | - | - |
| Grande Armée Participations | | | |
| Paris - France | 1 | 100,00 | 100,00 |
| PSA International S.A. | | | |
| Genève - Suisse | 1 | 99,92 | 99,92 |
| G.I.E. PSA Trésorerie | | | |
| Paris - France | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Financière Pergolèse | | | |
| Paris - France | 1 | 100,00 | 100,00 |
| D.J. 06 | | | |
| Paris - France | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Pergolèse Investissement | | | |
| Paris - France | 1 | 100,00 | 100,00 |
| GIMP | | | |
| Paris - France | 1 | 100,00 | 100,00 |
| D.J. 10 | | | |
| Paris - France | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Pergolèse Immobilier | | | |
| Paris - France | 1 | 100,00 | 100,00 |
| D.J. 11 | | | |
| Paris - France | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Pergolèse International | | | |
| Paris - France | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Société Anonyme de Réassurance | | | |
| Luxembourgeoise - Saral | | | |
| Luxembourg - Luxembourg | I | 100,00 | 100,00 |
| Process Conception Ingenierie S.A. | | | |
| Meudon - France | 1 | 100,00 | 100,00 |
| PCI Industrieanlagen GmbH | | | |
| Wiesbaden - Allemagne | 1 | 100,00 | 100,00 |
| PCI do Brasil Ltda | | | |
| Rio de Janeiro - Brésil | 1 | 100,00 | 100,00 |
| PCI Argentina S.A. | | | |
| Buenos Aires - Argentine | 1 | 100,00 | 99,99 |
| Société de Construction d'Équipements | | | |
| de Mécanisations et de Machines - SCEMM | | | |
| Saint-Étienne - France | I | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Citroën Moteurs | | | |
| Nanterre - France | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Société de Constructions Mécaniques | | | |
| Panhard & Levassor | | | |
| Paris - France | 1 | 99,99 | 99,99 |
| Peugeot Motocycles | | | |
| | | | |

| Sociétés | I/E * | % de | % |
|---|-------|----------|-----------|
| | | contrôle | consolidé |
| Peugeot Motocycles Italia S.p.A. | | | |
| Milan - Italie | I | 100,00 | 76,24 |
| Peugeot Motocycles Deutschland GmbH | | | |
| Morfelden - Allemagne | I | 100,00 | 74,97 |
| ACTIVITÉ AUTOMOBILE | | | |
| Peugeot Citroën Automobiles S.A. | | | |
| Vélizy-Villacoublay - France | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Citroën Sochaux S.N.C. | | | |
| Sochaux - France | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Citroën Mulhouse S.N.C. | | | |
| Sausheim - France | I | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Citroën Aulnay S.N.C. | | | |
| Aulnay-sous-Bois - France | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Citroën Rennes S.N.C. | | | |
| Chartres-de-Bretagne - France | I | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Citroën Poissy S.N.C. | | | |
| Poissy - France | I | 79,98 | 79,98 |
| Peugeot Citroën Mécanique du Nord-Ouest S.N | I.C. | | |
| Paris - France | I | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Citroën Mécanique de l' Est S.N.C. | | | |
| Paris - France | | 100,00 | 100,00 |
| Société Mécanique Automobile de l'Est | | | |
| Trémery - France | | 100,00 | 100,00 |
| Mécanique et Environnement | | | |
| Hérimoncourt - France | | 100,00 | 100,00 |
| Société Européenne de Véhicules Légers du N | lord | | |
| Sevelnord Derio France | г | E0.00 | E0 00 |
| Paris - France | Ε | 50,00 | 50,00 |
| Societa Europea Veicoli Leggeri - Sevel S.p.A. Atessa - Italie | Ε | 50,00 | 50,00 |
| G.I.E. PSA Peugeot Citroën | | 30,00 | 30,00 |
| Paris - France | I | 100,00 | 100,00 |
| Gisevel | | 100,00 | 100,00 |
| Paris - France | Ε | 50,00 | 50,00 |
| Sevelind | | 00,00 | 00,00 |
| Paris - France | Ε | 50,00 | 50,00 |
| Française de Mécanique | | 00,00 | 00,00 |
| Douvrin - France | Ε | 50,00 | 50,00 |
| Société de Transmissions Automatiques | | , | , |
| Barlin - France | Ε | 20,00 | 20,00 |
| Siemens Automotive Hydrolics | | , | , - |
| Asnières - France | Ε | 48,00 | 48,00 |
| Peugeot Citroën Logistic Deutschland GmbH | | | - |
| Saarbruck - Allemagne | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Citroën Automobiles UK | | | |
| Coventry - Royaume-Uni | 1 | 100,00 | 100,00 |
| | | | |

^{*}I : Intégration globale - E : Mise en équivalence

| Peugeot Citroën Automoviles España S.A. Pontevedra - Espagne | 1 | | |
|---|--------|---------|---------|
| | I | | |
| | | 99,96 | 99,96 |
| Peugeot Citroën Automoveis | | | |
| Mangualde - Portugal | 1 | 98,11 | 98,11 |
| Toyota Peugeot Citroën Automobiles Czech | s.r.o. | | |
| Kolin - République tchèque | Ε | 50,00 | 50,00 |
| PCA Slovakia s.r.o. | | | |
| Trnava - Slovaquie | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Citroën do Brasil Automoveis Ltda | | | |
| Rio de Janeiro - Brésil | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Citroën Argentina S.A. | | | |
| Buenos Aires - Argentine | 1 | 99,90 | 99,90 |
| Cociar S.A. | | | |
| Buenos Aires - Argentine | 1 | 100,00 | 99,60 |
| Aupe S.A. | | | |
| Buenos Aires - Argentine | 1 | 100,00 | 99,60 |
| CISA | | | |
| Buenos Aires - Argentine | 1 | 100,00 | 99,60 |
| Arc de Triomphe S.A. | | | |
| Buenos Aires - Argentine | 1 | 100,00 | 99,60 |
| Establecimientos Mecanicos Jeppener | | | |
| Buenos Aires - Argentine | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Dongfeng Peugeot Citroën Automobile | | | |
| Wuhan - Chine | Ε | 26,88 | 26,88 |
| Automobiles Peugeot | | | |
| Paris - France | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Motor Company Plc | | , | , |
| Coventry - Royaume-Uni | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Securities Ltd | | | |
| Coventry - Royaume-Uni | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Société Commerciale Paris Franche-Comté | | | |
| Paris - France | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Botzaris Automobiles | | , | , |
| Paris - France | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Société Commerciale Automobile | - | | , |
| Paris - France | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Parisud S.A. | • | . 55,50 | . 00,00 |
| Malakoff - France | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Sodexa | • | 100,00 | 1.00,00 |
| Courbevoie - France | 1 | 99,99 | 99,99 |
| Seine-et-Marne Automobile | • | 55,55 | 00,00 |
| Cesson - France | 1 | 100,00 | 100,00 |
| | ı | 100,00 | 100,00 |
| Société Brestoise des Garages de Bretagne Brest - France | 1 | 100,00 | 100,00 |
| | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Etablissements Boniface Saint-Étienne - France | , | 100.00 | 100.00 |
| Saint-Eileillie - Flance | | 100,00 | 100,00 |

| Sociétés | I/E * | % de contrôle | % consolidé |
|--|-------|------------------|----------------|
| Société Industrielle Automobile | | COTTUDIO | consonae |
| de Champagne-Ardenne | | | |
| Cormontreuil - France | I | 100,00 | 100,00 |
| Société Industrielle Automobile du Havre | ' | 100,00 | 100,00 |
| Le Havre - France | I | 100,00 | 100,00 |
| Société Industrielle Automobile du Languedoc | ' | 100,00 | 100,00 |
| Toulouse - France | I | 99,97 | 99,97 |
| Société Industrielle Automobile de Lorraine | ' | 33,37 | 33,31 |
| Vandoeuvre-Lès-Nancy - France | I | 100,00 | 100,00 |
| Société Industrielle Automobile de Mulhouse | ' | 100,00 | 100,00 |
| Mulhouse - France | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Société Industrielle Automobile du Nord | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Societe industrielle Automobile du Nord Lille - France | , | 100.00 | 100.00 |
| | I | 100,00 | 100,00 |
| Nord Cotentin Automobile - N.C.A. Tourlaville - France | 1 | 00.07 | 00.07 |
| | - 1 | 99,97 | 99,97 |
| Peugeot Moteur et Systèmes | , | 100.00 | 100.00 |
| Paris - France | I | 100,00 | 100,00 |
| Société Industrielle Automobile de Normandie | | 100.00 | 100.00 |
| Rouen - France | ı | 100,00 | 100,00 |
| Société Industrielle Automobile de l'Ouest | | | |
| Orvault - France | ı | 100,00 | 100,00 |
| Société Industrielle Automobile Paris-Nord S.A | | | |
| Bondy - France | I | 100,00 | 100,00 |
| Société Industrielle Automobile de Provence | | | |
| Marseille - France | I | 100,00 | 100,00 |
| Société Industrielle Automobile du Sud-Ouest | | | |
| Le Bouscat - France | I | 100,00 | 100,00 |
| Société Lyonnaise d'Industrie | | | |
| et de Commerce Automobile | | | |
| Vénissieux - France | I | 99,94 | 99,94 |
| Régionale Française Automobile | | | |
| Cesson Sévigné - France | I | 100,00 | 100,00 |
| Grands Garages de l'Hérault | | | |
| Montpellier - France | I | 100,00 | 100,00 |
| Grands Garages de Nice et du Littoral | | | |
| Nice - France | I | 100,00 | 100,00 |
| Grands Garages du Limousin | | | |
| Limoge - France | I | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Azur | | | |
| Mougins - France | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Belgique Luxembourg S.A. | | | |
| Nivelles - Belgique | I | 100,00 | 100,00 |
| S.A. Peugeot Distribution Service N.V. | | | |
| Schaerbeek - Belgique | I | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Nederland N.V. | | | |
| Utrecht - Pays-Bas | 1 | 100,00 | 100,00 |
| | | | |

^{*}I : Intégration globale - E : Mise en équivalence

| Sociétés | I/E * | % de contrôle | % consolidé |
|--|-------|------------------|----------------|
| Peugeot Deutschland GmbH | | | |
| Sarrebruck - Allemagne | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Bayern GmbH | | | |
| Munich - Allemagne | 1 | 100,00 | 99,99 |
| Peugeot Berlin Brandenburg GmbH | | | |
| Berlin - Allemagne | 1 | 100,00 | 99,99 |
| Peugeot Westfalen GmbH | | | |
| Dortmund - Allemagne | 1 | 100,00 | 99,99 |
| Peugeot Niederrhein GmbH | | | |
| Düsseldorf - Allemagne | 1 | 100,00 | 99,99 |
| Peugeot Main / Taunus GmbH | | | |
| Francfort - Allemagne | 1 | 100,00 | 99,99 |
| Peugeot Sudbaden GmbH | | | |
| Sarrebruck - Allemagne | I | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Hanse GmbH | | | |
| Hambourg - Allemagne | 1 | 100,00 | 99,99 |
| Peugeot Nordhessen GmbH | | | |
| Löhfendel - Allemagne | | 100,00 | 99,99 |
| Peugeot Hannover GmbH | | | |
| Hanovre - Allemagne | I | 100,00 | 99,99 |
| Peugeot Rheinland GmbH | | | |
| Cologne - Allemagne | I | 100,00 | 99,99 |
| Peugeot Rein-Neckar GmbH | | | |
| Rein-Neckar - Allemagne | I | 100,00 | 99,99 |
| Peugeot Saartal GmbH | | | |
| Sarrebruck - Allemagne | ı | 100,00 | 99,99 |
| Peugeot Sachsen GmbH | | | |
| Dresde - Allemagne | | 100,00 | 99,99 |
| Peugeot Schwaben GmbH | | | |
| Stuttgart - Allemagne | | 100,00 | 99,99 |
| Peugeot Weser-Ems GmbH | | | |
| Brême - Allemagne | | 100,00 | 99,99 |
| Peugeot Mainz Wiesbaden GmbH | _ | 400 | 95 - |
| Wiesbaden - Allemagne | I | 100,00 | 99,99 |
| Peugeot Automobili Italia S.p.A. | , | 05.00 | 05.00 |
| Milan - Italie | | 95,00 | 95,00 |
| Peugeot Milan | , | 100.00 | 00.00 |
| Milan - Italie | | 100,00 | 99,98 |
| Peugeot Gianicolo S.p.A. | , | 100.00 | 00.00 |
| Rome - Italie | | 100,00 | 99,98 |
| Talbot Exports Ltd | , | 00.00 | 00.00 |
| Coventry - Royaume-Uni | | 98,00 | 98,00 |
| Robins and Day Ltd | , | 100.00 | 100.00 |
| Coventry - Royaume-Uni | | 100,00 | 100,00 |
| Realtal UK Ltd | , | 100.00 | 100.00 |
| Coventry - Royaume-Uni | | 100,00 | 100,00 |
| Robins and Day Investments Ltd | , | 00.00 | 00.00 |
| Coventry - Royaume-Uni | I | 98,00 | 98,00 |
| *1 : Intégration globale - E : Mise en équivalence | | , | / - |

| Sociétés | <i>VE</i> * | % de contrôle | % consolidé |
|---------------------------------------|-------------|------------------|----------------|
| Boomcite Ltd | | | |
| Coventry - Royaume-Uni | 1 | 100,00 | 100,00 |
| David Kerr (Chelmsford) Ltd | | | |
| Coventry - Royaume-Uni | I | 62,50 | 62,50 |
| Peter Ambrose (Castleford) Ltd | | | |
| Coventry - Royaume-Uni | I | 60,00 | 60,00 |
| Peugeot España S.A. | | | |
| Madrid - Espagne | I | 100,00 | 100,00 |
| Hispanomociòn S.A. | | | |
| Madrid - Espagne | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Portugal Automoveis S.A. | | | |
| Lisbonne - Portugal | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot (Suisse) S.A. | | | |
| Berne - Suisse | 1 | 99,92 | 99,92 |
| Lowen Garage AG | | | |
| Berne - Suisse | 1 | 100,00 | 97,00 |
| Acacias Motors S.A. | | | |
| Genève - Suisse | 1 | 64,48 | 64,48 |
| Peugeot Austria GmbH | | | |
| Vienne - Autriche | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Autohaus GmbH | | | |
| Vienne - Autriche | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Polska S.p.z.o.o. | | | |
| Varsovie - Pologne | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Ceska Republica s.r.o. | | | |
| Prague - République tchèque | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Slovakia s.r.o. | | | |
| Bratislava - Slovaquie | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Hungaria Kft | | | |
| Budapest - Hongrie | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Slovenija d.o.o. P.Z.D.A. | | | |
| Ljubljana - Slovénie | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Hrvatska d.o.o. | | | |
| Zagreb - Croatie | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Otomotiv Pazarlama AS - Popas | | | |
| Istanbul - Turquie | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Tekoto Motorlu Tastlar Istanbul | | | |
| Istanbul - Turquie | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Tekoto Motorlu Tastlar Ankara | | | |
| Ankara - Turquie | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Tekoto Motorlu Tastlar Bursa | | | |
| Bursa - Turquie | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Tekoto Motorlu Tastlar Antalya | | | |
| Antalya - Turquie | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Algérie S.p.A. | | | |
| Alger - Algérie | 1 | 90,70 | 90,70 |
| Stafim | | | , |
| Tunis - Tunisie | Ε | 33,80 | 33,80 |
| | | , | , |

^{*}I : Intégration globale - E : Mise en équivalence

| Sociétés | I/E * | % de contrôle | % consolidé |
|--------------------------------------|-------|------------------|----------------|
| Peugeot Égypte S.A.E. | | | |
| Le Caire - Égypte | 1 | 90,09 | 90,09 |
| Peugeot Motors of America | | | |
| Little Falls - États-Unis d'Amérique | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Chile | | | |
| Santiago du Chili - Chili | 1 | 96,92 | 96,92 |
| Automotores Franco Chilena S.A. | | | |
| Santiago du Chili - Chili | I | 100,00 | 99,73 |
| Peugeot Mexico S.A. de C.V. | | | |
| Mexico - Mexique | I | 100,00 | 100,00 |
| Servicios Auto. Franco Mexicana | | | |
| Mexico - Mexique | I | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Japan KK Co Ltd | | | |
| Tokyo - Japon | I | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Motors South Africa | | | |
| Johannesburg - Afrique du Sud | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Automobiles Citroën | | | |
| Paris - France | I | 100,00 | 100,00 |
| Société Commerciale Citroën | | | |
| Paris - France | I | 100,00 | 100,00 |
| Citroën Champ de Mars | | | |
| Paris - France | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Citroën Dunkerque | | | |
| Paris - France | I | 100,00 | 100,00 |
| Citer | | | |
| Paris - France | I | 98,40 | 98,40 |
| Citroën Paris | | | |
| Paris - France | I | 100,00 | 100,00 |
| Société Nouvelle Armand Escalier | | | |
| Antibes - France | I | 100,00 | 100,00 |
| LM2B | | | |
| Sarcelles - France | I | 99,92 | 99,92 |
| Centrauto | | | |
| Sarcelles - France | I | 99,96 | 99,96 |
| Prince S.A. | | | |
| Aulnay-sous-Bois - France | I | 99,96 | 99,96 |
| Citroën Argenteuil | | | |
| Bois-Colombes - France | I | 100,00 | 100,00 |
| Citroën Orléans | | | |
| Olivet-La-Source - France | I | 99,98 | 99,98 |
| Cie Picarde de Logistique Automobile | | | |
| Beauvais - France | I | 100,00 | 100,00 |
| Citroën Belux S.A NV | | | |
| Bruxelles - Belgique | I | 100,00 | 100,00 |
| Citroën Nederland B.V. | | | |
| Amsterdam - Pays-Bas | I | 100,00 | 100,00 |
| Citroën Deutschland AG | | | |
| Cologne - Allemagne | I | 99,95 | 99,95 |
| | | | |

| Sociétés | I/E * | % de contrôle | % consolidé |
|---|-------|------------------|----------------|
| Citroën Commerce GmbH | | | |
| Cologne - Allemagne | 1 | 100,00 | 99,95 |
| Citroën Italia S.p.A. | | | |
| Milan - Italie | 1 | 94,82 | 94,82 |
| Citroën U.K. Ltd | | | |
| Coventry - Royaume-Uni | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Citroën Sverige AB | | | |
| Vallingby - Suède | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Citroën Danmark A/S | | | |
| Copenhague - Danemark | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Citroën Norge A/S | | | |
| Skaarer - Norvège | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Citroën (Suisse) S.A. | | | |
| Genève - Suisse | 1 | 99,75 | 99,75 |
| Citroën Osterreich GmbH | | | |
| Vienne - Autriche | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Automoveis Citroën S.A. | | | |
| Lisbonne - Portugal | 1 | 99,97 | 99,97 |
| Automoviles Citroën España | | | |
| Madrid - Espagne | 1 | 99,71 | 99,71 |
| Comercial Citroën S.A. | | | |
| Madrid - Espagne | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Autotransporte Turistico Español S.A. (Atesa) | | | |
| Madrid - Espagne | 1 | 100,00 | 96,57 |
| Garaje Eloy Granollers S.A. | | | |
| Granollers - Espagne | 1 | 100,00 | 99,41 |
| Motor Talavera | | | |
| Talavera - Espagne | 1 | 100,00 | 99,41 |
| Rafael Ferriol S.A. | | | |
| Alboraya - Espagne | 1 | 100,00 | 99,41 |
| Citroën Hungaria Kft | | | |
| Budapest - Hongrie | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Citroën Polska S.p.z.o.o. | | | |
| Varsovie - Pologne | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Citroën Slovenija d.o.o. | | | |
| Komer - Slovénie | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Citroën - Hrvatska d.o.o. | | | |
| Zagreb - Croatie | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Citroën Slovakia s.r.o. | | | |
| Brastislava - Slovaquie | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Citroën Ceska Republica s.r.o. | | | |
| Prague - République tchèque | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Citroën do Brasil | | | , - |
| São Paulo - Brésil | 1 | 51,00 | 51,00 |
| Citroën Japon | | | , - |
| Tokyo - Japon | 1 | 100,00 | 100,00 |
| -) | - | . 55,00 | . 55,50 |

^{*}I : Intégration globale - E : Mise en équivalence

| Sociétés | I/E * | % de contrôle | % consolidé |
|---|-------|------------------|----------------|
| ACTIVITÉ ÉQUIPEMENT AUTOMOBILE | | | |
| Faurecia | | | |
| Boulogne-Billancourt - France | 1 | 71,40 | 71,40 |
| Faurecia Investments | | , | , |
| Boulogne-Billancourt - France | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Financière Faurecia | | , | , |
| Boulogne-Billancourt - France | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Société Foncière pour l'Équipement Automobi | ile | , | , - |
| SFEA | | | |
| Boulogne-Billancourt - France | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Siéges d'Automobile S.A. | | · | |
| Boulogne-Billancourt - France | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Systèmes d'Échappement | | | , |
| Boulogne-Billancourt - France | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Blériot Investissements | - | ,00 | , .0 |
| Boulogne-Billancourt - France | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Services Groupe | - | | , 10 |
| Boulogne-Billancourt - France | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Global Purchasing | - | . 55,00 | . 1, 10 |
| Boulogne-Billancourt - France | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Siemar | | 100,00 | 7 1, 10 |
| Sandouville - France | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Industries | | 100,00 | 7 1, 10 |
| Boulogne-Billancourt - France | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Trecia | ' | 100,00 | 71,40 |
| Étupes - France | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Siebret | • | 100,00 | 7 1, 10 |
| Redon - France | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Sielest | | 100,00 | 7 1, 10 |
| Pulversheim - France | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Siedoubs | | 100,00 | 71,40 |
| Montbéliard - France | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Sienor | | 100,00 | 71,40 |
| Lieu-Saint-Amand - France | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Sieval | | 100,00 | 71,40 |
| Boulogne-Billancourt - France | 1 | 100,00 | 71 // |
| Sieto | , | 100,00 | 71,40 |
| Sieto Somain - France | 1 | 100,00 | 71,40 |
| | - 1 | 100,00 | 11,40 |
| Société de Textile de l'Ostrevant Sotexo Somain - France | 1 | 100.00 | 71,40 |
| | ı | 100,00 | 11,40 |
| Sieloir Romorantin - France | 1 | 100.00 | 71 10 |
| | 1 | 100,00 | 71,40 |
| ECSA - Études et Construction de Sièges | | | |
| pour l'Automobile Crévin - France | 1 | 100.00 | 71 // |
| | 1 | 100,00 | 71,40 |
| EAK - Composants pour l'Automobile S.A. | , | E1 00 | OG //1 |
| Valentigney - France | | 51,00 | 36,41 |

| EAK - Composants pour l'Automobile SNC Valentigney - France | Sociétés | I/E * | % de contrôle | % consolidé |
|--|---|-------|------------------|----------------|
| Valentigney - France I 51,00 36,41 Faurecia Automotive Intérieur France Nanterre - France I 100,00 71,40 Faurecia Automotive Holdings Nanterre - France I 100,00 71,40 Faurecia Bloc Avant Nanterre - France I 100,00 71,40 Faurecia Intérieur Industrie SNC Nanterre - France I 100,00 71,40 Faurecia Exhaust International Nanterre - France I 100,00 71,40 Faurecia Automotive Industrie SNC Nanterre - France I 100,00 71,40 Faurecia Automotive Industrie SNC Nanterre - France I 100,00 71,40 Automotive Sandouville Nanterre - France I 100,00 71,40 Automotive Sandouville Nanterre - France I 100,00 71,40 SAS Automotive France E 50,00 35,70 Sté Automobile du Cuir de Vesoul Vesoul - France I 100,00 71,40 Fourecia Industrie NV Gand - Belgique I 100,00 <t< td=""><td>FAK - Composants pour l'Automobile SNC</td><td></td><td>oona olo</td><td>CONDONAC</td></t<> | FAK - Composants pour l'Automobile SNC | | oona olo | CONDONAC |
| Faurecia Automotive Intérieur France | | 1 | 51.00 | 36.41 |
| Faurecia Automotive Holdings Nanterre - France | | | , | , |
| Nanterre - France | Nanterre - France | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Bloc Avant Nanterre - France | Faurecia Automotive Holdings | | | |
| Nanterre - France | Nanterre - France | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Intérieur Industrie SNC Nanterre - France | Faurecia Bloc Avant | | | |
| Nanterre - France | Nanterre - France | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Exhaust International Nanterre - France | Faurecia Intérieur Industrie SNC | | | |
| Nanterre - France | Nanterre - France | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Automotive Industrie SNC Nanterre - France | Faurecia Exhaust International | | | |
| Nanterre - France | Nanterre - France | I | 100,00 | 71,40 |
| Automotive Sandouville Nanterre - France Sté Automobile du Cuir de Vesoul Vesoul - France I 100,00 71,40 Société Internationale de Participations S.I.P. Bruxelles - Belgique I 100,00 71,40 Faurecia Industrie NV Gand - Belgique I 100,00 71,40 Faurecia AST Luxembourg S.A. Eselborn - Luxembourg I 100,00 71,40 Faurecia Autositze GmbH & Co KG Stadthagen - Allemagne I 100,00 71,40 Faurecia Kunstoffe Automobilsysteme GmbH Ingolstadt - Allemagne I 100,00 71,40 Faurecia Abgastechnik GmbH Furth - Allemagne I 100,00 71,40 Faurecia Deutschland Holding GmbH & Co KG Stadthagen - Allemagne I 100,00 71,40 Faurecia Innenraum Systeme Köln GmbH Cologne - Allemagne I 100,00 71,40 Faurecia Verwaltungs GmbH Stadthagen - Allemagne I 100,00 71,40 Faurecia Automotive GmbH Francfort - Allemagne I 100,00 71,40 Faurecia Innenraum Systeme GmbH Hagenbach - Allemagne I 100,00 71,40 Faurecia Innenraum Systeme GmbH Hagenbach - Allemagne I 100,00 71,40 Faurecia Innenraum Systeme GmbH Hagenbach - Allemagne I 100,00 71,40 Faurecia Innenraum Systeme GmbH Hagenbach - Allemagne I 100,00 71,40 Faurecia Innenraum Systeme GmbH Hagenbach - Allemagne I 100,00 71,40 Faurecia Innenraum Systeme GmbH Hagenbach - Allemagne I 100,00 71,40 Faurecia Innenraum Systeme GmbH | | | | |
| Nanterre - France I 100,00 71,40 SAS Automotive France Nanterre - France E 50,00 35,70 Sté Automobile du Cuir de Vesoul Vesoul - France I 100,00 71,40 Société Internationale de Participations S.I.P. Bruxelles - Belgique I 100,00 71,40 Faurecia Industrie NV Gand - Belgique I 100,00 71,40 Faurecia And ST Luxembourg I 100,00 71,40 Faurecia Autositze GmbH & Co KG Stadthagen - Allemagne I 100,00 71,40 Faurecia Kunstoffe Automobilsysteme GmbH lngolstadt - Allemagne I 100,00 71,40 Faurecia Abgastechnik GmbH Eurth - Allemagne I 100,00 71,40 Faurecia Deutschland Holding GmbH & Co KG Stadthagen - Allemagne I 100,00 71,40 Faurecia Innenraum Systeme Köln GmbH I 100,00 71,40 71,40 Faurecia Automotive GmbH I 100,00 71,40 Faurecia Innenraum Systeme GmbH I 100,00 71,40 Faurecia | | | 100,00 | 71,40 |
| SAS Automotive France Nanterre - France Nanterre - France Nesoul - France Neso | | | | |
| Nanterre - France | | | 100,00 | 71,40 |
| Sté Automobile du Cuir de Vesoul Vesoul - France | | _ | 50.00 | 05.70 |
| Vesoul - France | | Ŀ | 50,00 | 35,70 |
| Société Internationale de Participations S.I.P. Bruxelles - Belgique | | , | 100.00 | 71 40 |
| Bruxelles - Belgique | | ı | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Industrie NV Gand - Belgique | - | , | 100.00 | 71 40 |
| Gand - Belgique | | - 1 | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia AST Luxembourg S.A. Eselborn - Luxembourg | | , | 100.00 | 71 40 |
| Eselborn - Luxembourg | | - 1 | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Autositze GmbH & Co KG Stadthagen - Allemagne | _ | , | 100.00 | 71 // |
| Stadthagen - Allemagne | - | | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Kunstoffe Automobilsysteme GmbH Ingolstadt - Allemagne | | 1 | 100.00 | 71 40 |
| Ingolstadt - Allemagne | | • | 100,00 | 7 1,10 |
| Faurecia Abgastechnik GmbH Furth - Allemagne | | 1 | 100.00 | 71.40 |
| Furth - Allemagne | | | , | , |
| Leistritz Abgastechnik Stollberg GmbH Pfaffenhain - Allemagne | _ | 1 | 100.00 | 71.40 |
| Pfaffenhain - Allemagne I 100,00 71,40 Faurecia Deutschland Holding GmbH & Co KG Stadthagen - Allemagne I 100,00 71,40 Faurecia Innenraum Systeme Köln GmbH Cologne - Allemagne I 100,00 71,40 Faurecia Verwaltungs GmbH Stadthagen - Allemagne I 100,00 71,40 Faurecia Automotive GmbH Faurecia Innenraum Systeme GmbH Hagenbach - Allemagne I 100,00 71,40 Industriepark Sassenburg GmbH | • | | | , - |
| Faurecia Deutschland Holding GmbH & Co KG Stadthagen - Allemagne | - | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Innenraum Systeme Köln GmbH Cologne - Allemagne | Faurecia Deutschland Holding GmbH & Co KG | | | |
| Cologne - Allemagne I 100,00 71,40 Faurecia Verwaltungs GmbH Stadthagen - Allemagne I 100,00 71,40 Faurecia Automotive GmbH Francfort - Allemagne I 100,00 71,40 Faurecia Innenraum Systeme GmbH Hagenbach - Allemagne I 100,00 71,40 Industriepark Sassenburg GmbH | Stadthagen - Allemagne | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Verwaltungs GmbH Stadthagen - Allemagne | Faurecia Innenraum Systeme Köln GmbH | | | |
| Stadthagen - Allemagne I 100,00 71,40 Faurecia Automotive GmbH I 100,00 71,40 Francfort - Allemagne I 100,00 71,40 Faurecia Innenraum Systeme GmbH Hagenbach - Allemagne I 100,00 71,40 Industriepark Sassenburg GmbH | Cologne - Allemagne | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Automotive GmbH Francfort - Allemagne | Faurecia Verwaltungs GmbH | | | |
| Francfort - Allemagne I 100,00 71,40 Faurecia Innenraum Systeme GmbH Hagenbach - Allemagne I 100,00 71,40 Industriepark Sassenburg GmbH | Stadthagen - Allemagne | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Innenraum Systeme GmbH Hagenbach - Allemagne / 100,00 71,40 Industriepark Sassenburg GmbH | Faurecia Automotive GmbH | | | |
| Hagenbach - Allemagne / 100,00 71,40 Industriepark Sassenburg GmbH | Francfort - Allemagne | I | 100,00 | 71,40 |
| Industriepark Sassenburg GmbH | | | | |
| • | - | 1 | 100,00 | 71,40 |
| | | | | |
| | | I | 100,00 | 71,40 |
| SAS Autosystemtechnik GmbH & Co KG | | _ | | |
| Karlsruhe - Allemagne E 50,00 35,70 | Karlsruhe - Allemagne | Ε | 50,00 | 35,70 |

^{*}I : Intégration globale - E : Mise en équivalence

| Sociétés | I/E * | % de contrôle | % consolide |
|---|-------|------------------|----------------|
| SAS Autosystemtechnik Verwaltung GmbH | | | |
| Karlsruhe - Allemagne | Ε | 50,00 | 35,70 |
| Faurecia Netherlands Holding BV | | | |
| Roermond - Pays-Bas | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Automotive Seating BV | | | |
| Roermond - Pays-Bas | I | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Exhaust Systems AB | | | |
| Torsas - Suède | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Interior Systeme Sweden AB | | | |
| Torsas - Suède | 1 | 100,00 | 71,40 |
| United Parts Exhaust Systems AB | | | |
| Torsas - Suède | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Asientos Para Automovil España S.A. | | | |
| Madrid - Espagne | I | 100,00 | 71,40 |
| Asientos de Castilla Leon S.A. | | | · |
| Madrid - Espagne | I | 100,00 | 71,40 |
| Asientos de Galicia SL | | | · |
| Vigo - Espagne | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Asientos del Norte S.A. | | | , |
| Vitoria - Espagne | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Industrias Cousin Frères SL | | | , - |
| Burlada - Espagne | I | 50,01 | 35,71 |
| Tecnoconfort | • | 00,01 | 30, |
| Pampelune - Espagne | I | 50,00 | 35,70 |
| Faurecia Sistemas de Escape España S.A. | | 00,00 | 00,70 |
| Vigo - Espagne | I | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Automotive España S.A. | | .00,00 | , |
| Madrid - Espagne | I | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Interior Systems España S.A. | | 100,00 | 7 1, 10 |
| Valence - Espagne | I | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Interior Systems Salc España SL | • | 100,00 | 7 1, 10 |
| Valence - Espagne | I | 100,00 | 71,40 |
| Cartera e Inversiones Enrich S.A. | ' | 100,00 | 7 1,40 |
| Madrid - Espagne | I | 100,00 | 71,40 |
| Componentes de Vehiculos de Galicia | | 100,00 | 7 1, 10 |
| Porrino - Espagne | Ε | 50,00 | 35,70 |
| Copo Iberica | | 00,00 | 00,70 |
| Vigo - Espagne | Ε | 50,00 | 35,70 |
| SAS Autosystemtechnick S.A. | | 00,00 | 00,70 |
| Pampelune - Espagne | Ε | 50,00 | 35,70 |
| Valencia Modulos de Puerta SL | | 00,00 | 00,70 |
| Valence - Espagne | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Assentos de Automovel Limitada | , | 100,00 | <i>i</i> 1,4€ |
| Saint-Jean-de-Madère - Portugal | 1 | 100,00 | 71 // |
| - | ı | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Sistemas de Escape Portugal LDA Concelho de Braganca - Portugal | 1 | 100,00 | 71,40 |
| | ' | 100,00 | 11,40 |
| Cacal | | | |
| Sasal Saint-Jean-de-Madère - Portugal | 1 | 100,00 | 71,40 |

| 70 | |
|-----|--|
| 40 | |
| 40_ | |
| 40 | |
| 40 | |
| 40 | |
| 40 | |
| 40 | |
| 40 | |
| 40 | |
| 71 | |
| 70 | |
| 40_ | |
| 40 | |
| 40 | |
| 40_ | |
| 40 | |
| 70 | |
| 70 | |
| 70 | |
| 40 | |
| 40 | |
| 40 | |
| 40_ | |
| | |

Sociétés

| | | contrôle | consolidé |
|---|----------|----------|-----------|
| Vanpro Assentos Limitada | | | |
| Palmela - Portugal | Ε | 50,00 | 35,70 |
| SAI Automotive Portugal | | | |
| Palmela - Portugal | I | 100,00 | 71,40 |
| SAS Autosystemtechnik de Portugal Unipesso | al Ltda | | |
| Palmela - Portugal | Ε | 50,00 | 35,70 |
| EDA - Estofagem de Assentos Lda | | | |
| Palmela - Portugal | I | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Automotiv Seating UK Ltd | | | |
| Coventry - Royaume-Uni | I | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Midlands Ltd | | | |
| Coventry - Royaume-Uni | I | 100,00 | 71,40 |
| SAI Automotive Telford Ltd | | | |
| Telford - Royaume-Uni | I | 100,00 | 71,40 |
| SAI Automotive Fradley Ltd | | | |
| Fradley - Royaume-Uni | I | 100,00 | 71,40 |
| SAI Automotive Washington Ltd | | | |
| Washington - Royaume-Uni | I | 100,00 | 71,40 |
| SAI Automotive SAL UK Ltd | | | |
| Coventry - Royaume-Uni | ı | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Fotele Samachodowe Sp.zo.o. | | | |
| Grojec - Pologne | ı | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Walbrzych Sp.z.o.o. | | | |
| Walbrzych - Pologne | I | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Gorzow Sp.z.o.o. | | | |
| Gorzow - Pologne | ı | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Legnica Sp.z.o.o. | | | |
| Legnicza - Pologne | ı | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Systemy Kierownicze Sp.z.o.o. | | | |
| Walbrzych - Pologne | ı | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Seating Talmaciu Srl | | | |
| Roumanie | | 100,00 | 71,40 |
| Arced d.o.o. | _ | ==== | |
| Novo Mesto - Slovénie | Ε | 50,00 | 35,70 |
| Faurecia Interior Systems Bratislava s.r.o. | | | |
| Bratislava - Slovaquie | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Slovakia s.r.o. | , | 100.00 | 7.1 10 |
| Bratislava - Slovaquie | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Leather Kosice s.r.o. | , | 100.00 | 74 40 |
| Bratislava - Slovaquie | <u> </u> | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Magyarorszag Kipufogo - Rendszer k | | 100.00 | 74 40 |
| Vasvar - Hongrie | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Exhaust Systems s.r.o. | , | 100.00 | 74 40 |
| Bakov - République tchèque | I | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Lecotex AS | , | 05.00 | CO 40 |
| Tabor - République tchèque | 1 | 95,93 | 68,49 |
| SAI Automotive Bohemia s.r.o. | , | 100.00 | 74 40 |
| Mlada Boleslav - République tchèque | | 100,00 | 71,40 |

I/E *

% de

^{*}I : Intégration globale - E : Mise en équivalence

| Sociétés | I/E * | % de contrôle | consolide |
|--|-------|------------------|-----------|
| SAS Autosystemtechnik s.r.o. | | oona olo | CONSONAC |
| Mlada Boleslav - République tchèque | Ε | 50,00 | 35,70 |
| Teknik Malzeme Ticaret ve Sanayi A.S. | | , | |
| Bursa - Turquie | Ε | 50,00 | 35,70 |
| Faurecia Polifleks Otomotiv Sanayi ve Ticaret | | 00,00 | 00,. 0 |
| Istanbul - Turquie | 1 | 96,82 | 69,13 |
| Société Tunisienne d'Équipements Automobi | | , | , |
| Ben Arous - Tunisie | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Automotive Seating Canada Ltd | | , | , |
| Mississauga - Canada | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Canada Investment Company | • | 100,00 | 7 1, 10 |
| Montréal - Canada | 1 | 100,00 | 71,40 |
| WBF Technologies | • | 100,00 | 7 1, 10 |
| Mississauga - Canada | Ε | 50,00 | 35,70 |
| Faurecia USA Holdings Inc. | | 00,00 | 00,70 |
| Wilmington - États-Unis d'Amérique | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Automotive Holdings Inc. | | 100,00 | 11,70 |
| Wilmington - États-Unis d'Amérique | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Automotive seating Inc. | | 100,00 | 71,40 |
| Troy - États-Unis d'Amérique | 1 | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Riverside LLC | - 1 | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Riverside LLC Wilmington - États-Unis d'Amérique | 1 | 50.00 | 25.70 |
| | | 50,00 | 35,70 |
| Faurecia Exhaust Systems Inc. | , | 100.00 | 71 40 |
| Wilmington - États-Unis d'Amérique | | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Interior Systems USA Inc. | , | 100.00 | 71 40 |
| Farnington Hills - États-Unis d'Amérique | . 1 | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Interior Systems USA Fountain Inn I | | 100.00 | 71 40 |
| Fountain Inn - États-Unis d'Amérique | | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Interior Systems USA Detroit Inc. | | 100.00 | 74 40 |
| Détroit - États-Unis d'Amérique | I | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Automotive do Brasil Ltda | | | |
| Quatro-Barras - Brésil | I | 100,00 | 71,40 |
| Faurecia Sistemas de Escapamento do Brasi | | | |
| São Paulo - Brésil | ı | 100,00 | 71,40 |
| SAS Automotive do Brasil Ltda | _ | | |
| São Jose dos Pinhais PR - Brésil | Ε | 50,00 | 35,70 |
| Faurecia Sistemas de Escape Argentina S.A. | | | |
| Buenos Aires - Argentine | | 100,00 | 71,40 |
| Bertrand Faure Argentina S.A. | | | |
| Buenos Aires - Argentine | Ε | 50,00 | 35,70 |
| PAB S.A. | | | |
| Buenos Aires - Argentine | Ε | 50,00 | 35,70 |
| SAS Automotriz Argentina | | | |
| Buenos Aires - Argentine | Ε | 50,00 | 35,70 |
| Faurecia Duroplast Mexico S.A. de CV | | | |
| Puebla - Mexique | 1 | 50,00 | 35,70 |

| | | | | Torryo bapon | _ | 00,00 |
|---|----------|--------|-------|---|---|--------|
| recia Automotive Holdings Inc. | | | | Cfxas - Changchun Faurecia Xuyang | | |
| nington - États-Unis d'Amérique | I | 100,00 | 71,40 | Automotive Seating Co Ltd | | |
| recia Automotive seating Inc. | | | | Changchun - Chine | 1 | 60,00 |
| - États-Unis d'Amérique | I | 100,00 | 71,40 | Scheesc - Shanghai Honghu Ecia | | |
| recia Riverside LLC | | | | Exhaust Systems Company Ltd | | |
| nington - États-Unis d'Amérique | 1 | 50,00 | 35,70 | Sanghai - Chine | 1 | 51,00 |
| recia Exhaust Systems Inc. | | | | Faurecia Tongda Exhaust System Wuhan Co Ltd | | |
| nington - États-Unis d'Amérique | I | 100,00 | 71,40 | Wuhan - Chine | I | 60,00 |
| recia Interior Systems USA Inc. | | | | Faurecia Exhaust Systems Changchun | | |
| nington Hills - États-Unis d'Amérique | 1 | 100,00 | 71,40 | Changchun - Chine | 1 | 51,00 |
| recia Interior Systems USA Fountain Inn Inc | <u>.</u> | , | , | Faurecia Wuxi Seating Components Co Ltd | | |
| ntain Inn - États-Unis d'Amérique | . 1 | 100,00 | 71,40 | Chine | 1 | 100,00 |
| recia Interior Systems USA Detroit Inc. | - | | , | Faurecia GSK Wuhan Automotive Seating Co Ltd | | |
| roit - États-Unis d'Amérique | 1 | 100,00 | 71,40 | Wuhan - Chine | 1 | 51,00 |
| recia Automotive do Brasil Ltda | | 100,00 | 71,10 | Faurecia Changchun Automotive Systems Co Ltd | | |
| tro-Barras - Brésil | 1 | 100,00 | 71,40 | Changchun - Chine | I | 100,00 |
| | | 100,00 | 71,40 | Daeki Faurecia Corp | | |
| recia Sistemas de Escapamento do Brasil Li | iaa | 100.00 | 71 40 | Shiheung City - Corée | I | 50,77 |
| Paulo - Brésil | - 1 | 100,00 | 71,40 | Fesk - Faurecia Exhaust System Korea | | |
| S Automotive do Brasil Ltda | _ | 50.00 | 05.70 | Shiheung City - Corée | I | 100,00 |
| Jose dos Pinhais PR - Brésil | Ε | 50,00 | 35,70 | Faurecia Automotive Seating India Private Ltd | | |
| recia Sistemas de Escape Argentina S.A. | | | | Bangalore - Inde | I | 100,00 |
| nos Aires - Argentine | I | 100,00 | 71,40 | Faurecia Exhaust Systems South Africa Ltd | | |
| trand Faure Argentina S.A. | | | | Johannesburg - Afrique du Sud | 1 | 100,00 |
| nos Aires - Argentine | Ε | 50,00 | 35,70 | Faurecia Autoplastic South Africa (Pty) Ltd | | |
| B S.A. | | | | Port Elisabeth - Afrique du Sud | I | 100,00 |
| nos Aires - Argentine | Ε | 50,00 | 35,70 | ACTIVITÉ DE TRANSPORT ET LOGISTIQUE | | |
| S Automotriz Argentina | | | | Gefco | | |
| nos Aires - Argentine | Ε | 50,00 | 35,70 | Courbevoie - France | 1 | 99,94 |
| recia Duroplast Mexico S.A. de CV | | | | Gefco Benelux S.A. | | |
| bla - Mexique | 1 | 50,00 | 35,70 | Ath - Belgique | 1 | 100,00 |
| Intégration globale - E : Mise en équivalence | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

Sociétés

S.A.de C.V. Puebla - Mexique

Mexico - Mexique

Mexico - Mexique

Mexico - Mexique

Faurecia Japon KK Tokyo - Japon

Faurecia NHK Co Ltd

Faurecia NHK Kyushu Ltd

Tokyo - Japon

Tokyo - Japon

Tokyo - Japon

Faurecia Exhaust Mexicana

Exhaust Servicios Mexicana

Faurecia Interior System KK

Servicios Corporativos de Personal Especializado

Faurecia Interior Systems Mexico S.A. de C.V.

I/E *

% de contrôle

50,00

96,82

100,00

100,00

90,00

100,00

50,00

50,00

Ε

Ε

%

consolidé

35,70

69,13

71,40

71,40

64,26

71,40

35,70

35,70

42,84

36,41

42,84

36,41

71,40

36,41

71,40

36,25

71,40

71,40

71,40

71,40

99,94

99,94

^{*1 :} Int

| Sociétés | I/E * | % de contrôle | % consolidé |
|--|--------|------------------|----------------|
| Gefco Deutschland GmbH | | CONTUOIC | CONSUME |
| Morfelden - Allemagne | 1 | 100,00 | 99,94 |
| Gefco Suisse S.A. | • | .00,00 | 00,01 |
| Fahy - Suisse | 1 | 98,64 | 98,58 |
| Gefco Italia S.p.A. | | ,- | , |
| Milan - Italie | 1 | 95,00 | 94,94 |
| Gefco U.K. Ltd | | | |
| Londres - Royaume-Uni | 1 | 100,00 | 99,94 |
| Gefco España S.A. | | | |
| Madrid - Espagne | 1 | 99,99 | 99,93 |
| Gefco Portugal Transitarios Ltd | | | |
| Lisbonne - Portugal | I | 100,00 | 99,94 |
| Gefco Polska Sp. z.o.o. | | | |
| Varsovie - Pologne | 1 | 100,00 | 99,94 |
| Gefco Ceska Republica s.r.o. | | | |
| Prague - République tchèque | I | 100,00 | 99,94 |
| Gefco Tasimacilik ve Lojistik AS | | | |
| Istanbul - Turquie | 1 | 100,00 | 99,94 |
| Gefco Tunisie | | | |
| Tunis - Tunisie | Ε | 46,00 | 46,97 |
| Gefco Maroc | | | |
| Casablanca - Maroc | I | 99,92 | 99,86 |
| Gefco Participacoes Ltda | | | |
| Rio de Janeiro - Brésil | | 100,00 | 99,94 |
| Gefco do Brasil Ltda | | | |
| Rio de Janeiro - Brésil | | 100,00 | 99,94 |
| Gefco Argentina S.A. | | | |
| Buenos Aires - Argentine | I | 100,00 | 99,94 |
| ACTIVITÉS DE FINANCEMENT | | | |
| Banque PSA Finance | | | |
| Paris - France | I | 100,00 | 100,00 |
| Société Financière de Banque - Sofib | | | |
| Levallois-Perret - France | I | 100,00 | 100,00 |
| Sofira - Société de Financement | | | |
| des Réseaux Automobiles | | | |
| Levallois-Perret - France | 1 | 98,00 | 98,00 |
| Société Nouvelle de Développement Automob SNDA | oile - | | |
| Paris - France | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Compagnie Générale de Crédit aux Particulier Crédipar | 'S - | | |
| Levallois-Perret - France | 1 | 100,00 | 100,00 |
| GIE Foncier Crédipar | | , | , |
| Levallois-Perret - France | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Dicoma Gestion | | -, | -, |
| Levallois-Perret - France | 1 | 99,98 | 99,98 |
| *I · Intégration globale - F · Mise en équivalence | | , | |

| *I : Integration globale - | E : Mise en equivalence |
|-----------------------------------|-------------------------|
|-----------------------------------|-------------------------|

| Sociétés | I/E * | % de contrôle | % consolidé |
|---|----------|------------------|----------------|
| Loca-Din | | 001111010 | Concondo |
| Levallois-Perret - France | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Compagnie pour la Location de Véhicules - (| CLV | , | , |
| Levallois-Perret - France | 1 | 100,00 | 100,00 |
| PSA Finance Belux | | , | , |
| Bruxelles - Belgique | 1 | 100,00 | 100,00 |
| PSA Finance Nederland B.V. | | | • |
| Rotterdam - Pays-Bas | 1 | 100,00 | 100,00 |
| PSA Financial Holding B.V. | | | |
| Rotterdam - Pays-Bas | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Finance International N.V. | | , | , |
| Rotterdam - Pays-Bas | 1 | 100,00 | 100,00 |
| PSA Finance Deutschland GmbH | | , | , |
| Neu-Isenburg - Allemagne | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Peugeot Commercial Paper GmbH | - | ,00 | |
| Francfort - Allemagne | 1 | 100,00 | 100,00 |
| PSA Factor Italia S.p.A. | <u> </u> | , | 3-,-0 |
| Milan - Italie | 1 | 100,00 | 100,00 |
| PSA Wholesale Ltd | - | .00,00 | .00,00 |
| Londres - Royaume-Uni | 1 | 100,00 | 100,00 |
| Arche Investments Ltd | • | 100,00 | 100,00 |
| Londres - Royaume-Uni | 1 | 100,00 | 100,00 |
| PSA Finance Plc | | 100,00 | 100,00 |
| Londres - Royaume-Uni | 1 | 50,00 | 50,00 |
| Vernon Wholesale Investments Co Ltd | | 00,00 | 00,00 |
| Londres - Royaume-Uni | 1 | 100,00 | 100,00 |
| PSA Finance Suisse S.A. | | 100,00 | 100,00 |
| Ostermudigen - Suisse | 1 | 99,98 | 99,98 |
| PSA Finance Austria Bank AG | | 33,30 | 33,30 |
| Vienne - Autriche | 1 | 100,00 | 100,00 |
| | | 100,00 | 100,00 |
| PSA Gestao Comercio e Aluger de Veiculos | 1 | 07.00 | 07.00 |
| Lisbonne - Portugal PSA Finance Polska | , | 97,00 | 97,00 |
| | 1 | 100.00 | 100.00 |
| Varsovie - Pologne | | 100,00 | 100,00 |
| PSA Finance Hungaria Rt | 1 | 100.00 | 100.00 |
| Budapest - Hongrie | 1 | 100,00 | 100,00 |
| PSA Finance Ceska Republika | , | 100.00 | 100.00 |
| Prague - République tchèque | | 100,00 | 100,00 |
| PSA Finance Slovakia | , | 100.00 | 100.00 |
| Bratislava - Slovaquie | | 100,00 | 100,00 |
| Banco PSA Finance Brasil S.A. | , | 00.00 | 00.00 |
| São Paulo - Brésil | | 99,98 | 99,98 |
| PSA Finance Arrendamiento Comercial | | 00.04 | 000: |
| São Paulo - Brésil | | 99,94 | 99,94 |
| PSA Finance Argentina | _ | | |
| Buenos Aires - Argentine | I | 50,00 | 50,00 |

Groupe **PSA PEUGEOT CITROËN**

| Comptes consolidés pour l'exercice clos |
|---|
| le 31 décembre 2004 - Suivant le référentiel IFRS |

| États financiers consolidés - Normes IFRS | 20 |
|---|----|
| Notes aux états financiers consolidés - Normes IFRS | 20 |

Compte de résultat consolidé

| | 31 décembre 2004 IFRS | | | | | | |
|--|-----------------------|-------|--------------|----------|--|--|--|
| (en millions d'euros) | SIC | FIN | Éliminations | Total | | | |
| Chiffre d'affaires (note 5) | 54 745 | 1 601 | (241) | 56 105 | | | |
| Coûts des biens et services vendus | (43 336) | (708) | 241 | (43 803) | | | |
| Frais généraux et commerciaux | (7 538) | (370) | - | (7 908) | | | |
| Frais d'études, de recherche et développement (note 8) | (1 860) | - | - | (1 860) | | | |
| Marge opérationnelle | 2 011 | 523 | - | 2 534 | | | |
| Autres produits et (charges) (note 9) | 20 | (4) | - | 16 | | | |
| Produits sur prêts et placements de trésorerie (note 10) | 314 | - | - | 314 | | | |
| Charges de financement (note 11) | (372) | - | - | (372) | | | |
| Résultat avant impôt des sociétés intégrées | 1 973 | 519 | - | 2 492 | | | |
| Impôts courants | (347) | (120) | - | (467) | | | |
| Impôts différés | (256) | (67) | - | (323) | | | |
| Impôts sur les résultats (note 12) | (603) | (187) | - | (790) | | | |
| Résultat net des sociétés mises en équivalence (note 16) | 13 | - | - | 13 | | | |
| Résultat net consolidé | 1 383 | 332 | - | 1 715 | | | |
| Dont part du groupe | 1 353 | 328 | - | 1 681 | | | |
| Dont part des minoritaires | 30 | 4 | - | 34 | | | |
| Résultat net par action de 1 euro (note 13) | | | | 7,11 | | | |
| Résultat net dilué par action de 1 euro (note 13) | | | | 7,12 | | | |

SIC: Activités industrielles et commerciales.

Bilans consolidés - Actif

| 31 décembre 2004 II | | cembre 2004 IFF | RS | | 1er janvier 20 | 004 IFRS | | |
|--|--------|-----------------|--------------|--------|----------------|----------|--------------|--------|
| (en millions d'euros) | SIC | FIN | Éliminations | Total | SIC | FIN | Éliminations | Total |
| Écarts d'acquisition (note 14) | 1 795 | 75 | - | 1 870 | 1 743 | 75 | - | 1 818 |
| Immobilisations incorporelles (note 14) | 3 292 | 62 | - | 3 354 | 3 049 | 42 | - | 3 091 |
| Immobilisations corporelles (note 15) | 14 342 | 50 | - | 14 392 | 13 797 | 51 | - | 13 848 |
| Titres mis en équivalence (note 16) | 614 | - | - | 614 | 548 | - | - | 548 |
| Titres de participation (note 17) | 65 | 1 | - | 66 | 63 | 13 | - | 76 |
| Autres actifs financiers non courants (note 18) | 2 329 | 49 | - | 2 378 | 881 | 53 | - | 934 |
| Autres actifs non courants (note 19) | 96 | 2 | - | 98 | 90 | 1 | - | 91 |
| Actifs d'impôts différés (note 12) | 524 | 30 | - | 554 | 539 | 34 | - | 573 |
| Total des actifs non courants | 23 057 | 269 | - | 23 326 | 20 710 | 269 | - | 20 979 |
| Actifs d'exploitation | | | | | | | | |
| Créances des sociétés de financement (note 20) | - | 21 272 | (192) | 21 080 | - | 19 739 | (130) | 19 609 |
| Autres prêts accordés à la clientèle (note 21) | - | 83 | (7) | 76 | - | 96 | (8) | 88 |
| Placements des sociétés de financement (note 22) | - | 2 717 | - | 2717 | - | 2 494 | - | 2 494 |
| Stocks (note 23) | 6 546 | - | - | 6 546 | 6 211 | - | - | 6 211 |
| Clients des activités industrielles | | | | | | | | |
| et commerciale (note 24) | 3 393 | - | (242) | 3 151 | 3 659 | - | (205) | 3 454 |
| Impôts courants (note 12) | 110 | 35 | (17) | 128 | 138 | 47 | (24) | 161 |
| Autres débiteurs (note 25) | 1 756 | 655 | (49) | 2 362 | 2 139 | 699 | (61) | 2 777 |
| | 11 805 | 24 762 | (507) | 36 060 | 12 147 | 23 075 | (428) | 34 794 |
| Actifs financiers courants (note 26) | 712 | - | - | 712 | 1 310 | - | - | 1 310 |
| Trésorerie (note 27) | 5 158 | 610 | (205) | 5 563 | 5 082 | 804 | (205) | 5 681 |
| Total des actifs courants | 17 675 | 25 372 | (712) | 42 335 | 18 539 | 23 879 | (633) | 41 785 |
| Total actif | 40 732 | 25 641 | (712) | 65 661 | 39 249 | 24 148 | (633) | 62 764 |

SIC : Activités industrielles et commerciales.

Bilans consolidés - Passif

| | 31 décembre 2004 IFRS | | | 1er janvier 2004 IFRS | | | | |
|---|-----------------------|--------|-------|-----------------------|------------|--------|-------|--------|
| millions d'euros) SIC FIN Éliminations | | Total | SIC | FIN Élimi | nations To | ital | | |
| Capitaux propres (note 28) | | | | | | | | |
| Capital social | | | | 243 | | | | 243 |
| Titres d'autocontrôle | | | | (433) | | | | (151) |
| Réserves et résultats nets - Part du groupe | | | | 13 113 | | | | 11 908 |
| Intérêts minoritaires | | | | 585 | | | | 599 |
| | | | | 13 508 | | | | 12 599 |
| Passifs financiers non courants (note 32) | 3 791 | - | - | 3 791 | 3 891 | - | - | 3 891 |
| Autres passifs non courants (note 33) | 2 538 | 7 | - | 2 545 | 2 536 | 64 | - | 2 600 |
| Passifs d'impôts différés (note 12) | 1 880 | 237 | - | 2 117 | 1 660 | 184 | - | 1 844 |
| Provisions (note 29) | 3 018 | 73 | - | 3 091 | 3 336 | 63 | - | 3 399 |
| Total des passifs non courants | 11 227 | 317 | - | 11 544 | 11 423 | 311 | - | 11 734 |
| Dettes d'exploitation | | | | | | | | |
| Dettes de financement (note 34) | - | 22 070 | (205) | 21 865 | - | 20 743 | (205) | 20 538 |
| Fournisseurs d'exploitation et effets à payer | 10 773 | - | (41) | 10 732 | 10 036 | - | (16) | 10 020 |
| Impôts courants (note 12) | 114 | 39 | (17) | 136 | 112 | 28 | (24) | 116 |
| Autres créanciers (note 35) | 4 165 | 1 099 | (291) | 4 973 | 4 114 | 1 247 | (266) | 5 095 |
| | 15 052 | 23 208 | (554) | 37 706 | 14 262 | 22 018 | (511) | 35 769 |
| Passifs financiers courants (note 32) | 3 061 | - | (158) | 2 903 | 2 784 | - | (122) | 2 662 |
| Total des passifs courants | 18 113 | 23 208 | (712) | 40 609 | 17 046 | 22 018 | (633) | 38 431 |
| Total passif | 29 340 | 23 525 | - | 65 661 | 28 469 | 22 329 | - | 62 764 |

SIC : Activités industrielles et commerciales.

Tableau de flux de trésorerie consolidé

| | | Exer | rcice 2004 IFRS | |
|--|---------|-------|-----------------|---------|
| (en millions d'euros) | SIC | FIN | Éliminations | Total |
| Résultat net consolidé | 1 383 | 332 | - | 1 715 |
| Élimination des charges nettes sans effet sur la trésorerie | | | | |
| - Dotations aux amortissements | 3 112 | 12 | - | 3 124 |
| - Dotations nettes aux provisions | (301) | 11 | - | (290) |
| - Variation des impôts différés | 266 | 53 | - | 319 |
| - Résultats sur cessions et autres | (195) | (2) | - | (197) |
| Réévaluation par situation nette et couverture sur endettement | (34) | 23 | - | (11) |
| Dividendes reçus des sociétés en équivalence | 6 | - | - | 6 |
| Marge brute d'autofinancement | 4 237 | 429 | - | 4 666 |
| Variations des actifs et passifs d'exploitation (note 36.1) | 1 031 | (698) | 36 | 369 |
| Flux liés à l'exploitation | 5 268 | (269) | 36 | 5 035 |
| Cessions de titres de participation | 2 | _ | - | 2 |
| Cessions de sociétés consolidées | 28 | _ | - | 28 |
| Acquisitions de sociétés consolidées | (166) | _ | - | (166) |
| Acquisitions de titres de participation | (11) | (1) | - | (12) |
| Cessions d'immobilisations corporelles | 37 | 6 | - | 43 |
| Cessions d'immobilisations incorporelles | 3 | - | - | 3 |
| Investissements en immobilisations corporelles | (2 780) | (11) | - | (2 791) |
| Investissements en immobilisations incorporelles | (918) | (25) | - | (943) |
| Changements de périmètre et autres | (79) | 6 | - | (73) |
| Flux liés aux investissements | (3 884) | (25) | - | (3 909) |
| Dividendes versés | | | | |
| - Aux actionnaires de Peugeot S.A. | (321) | - | - | (321) |
| - Intragroupe | 8 | (8) | - | - |
| - Aux minoritaires des filiales intégrées | (10) | (29) | - | (39) |
| Acquisitions d'actions propres | (282) | - | - | (282) |
| Variations des autres actifs et passifs financiers (note 36.3) | (714) | 141 | (36) | (609) |
| Autres | - | (5) | - | (5) |
| Flux des opérations financières | (1 319) | 99 | (36) | (1 256) |
| Mouvements de conversion | 11 | 1 | - | 12 |
| Augmentation (diminution) de la trésorerie | 76 | (194) | - | (118) |
| Trésorerie au début de l'exercice | 5 082 | 804 | - | 5 886 |
| Trésorerie de clôture | 5 158 | 610 | _ | 5 768 |

SIC: Activités industrielles et commerciales.

Variation des capitaux propres

| | | | | | Réserves et | | Éc | arts d'évaluation | on |
|--|----------|--------------|---------|----------|-------------|-----------|-------------|-------------------|------------|
| | | | | Titres | résultats | | Couvertures | Titres | |
| | Capitaux | Intérêts | Capital | d'auto- | nets - Part | Résultats | des flux | disponibles | |
| (en millions d'euros) | propres | minoritaires | social | contrôle | du groupe | accumulés | futurs | à la vente | Conversion |
| Au 1er janvier 2004 IFRS | 12 599 | 599 | 243 | (151) | 11 908 | 11 608 | 48 | 252 | - |
| Bénéfice de l'exercice 2004 | 1 715 | 34 | - | - | 1 681 | 1 681 | - | - | - |
| Évaluations reprises en résultat | (184) | - | - | - | (184) | - | (39) | (145) | - |
| Évaluations directes par capitaux propres | 22 | - | - | - | 22 | - | 19 | 19 | (16) |
| Valorisation des options d'achat d'actions | 7 | - | - | - | 7 | 7 | - | - | - |
| Variation de périmètre | (9) | (9) | - | - | - | - | - | - | - |
| Titres d'autocontrôle | (282) | - | - | (282) | - | - | - | - | - |
| Dividendes versés | (360) | (39) | - | - | (321) | (321) | - | - | - |
| Au 31 décembre 2004 - IFRS | 13 508 | 585 | 243 | (433) | 13 113 | 12 975 | 28 | 126 | (16) |

Notes aux états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2004 aux normes IFRS

| 1 | Generalites | Note 1 - Principes comptables | 209 216 |
|---|------------------------------|---|------------|
| | | | |
| | | Note 3 - Périmètre de consolidation | 227 |
| | | Note 4 - Information sectorielle | 227 |
| | Compte de résultat | Note 5 - Chiffre d'affaires | 229 |
| | | Note 6 - Frais de personnel | 229 |
| | | Note 7 - Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles | 229 |
| | | Note 8 - Frais d'études, de recherche et de développement | 229 |
| | | Note 9 - Autres produits et charges | 230 |
| | | Note 10 - Produits sur prêts et placements de trésorerie | 230 |
| | | Note 11 - Charges de financement | 231 |
| | | Note 12 - Impôts sur les résultats | 231 |
| | | Note 13 - Résultat net par action | 233 |
| | | Note 15 Hesultat not par action | 200 |
| | Bilans - Actif | Note 14 - Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles | 233 |
| | | Note 15 - Immobilisations corporelles | 234 |
| | | Note 16 - Titres mis en équivalence | 235 |
| | | Note 17 - Titres de participation | 238 |
| | | Note 18 - Autres actifs financiers non courants | 239 |
| | | Note 19 - Autres actifs non courants | 239 |
| | | Note 20 - Créances de financement | 239 |
| | | Note 21 - Autres prêts accordés à la clientèle | 241 |
| | | Note 22 - Placements des sociétés de financement | 241 |
| | | Note 23 - Stocks | 241 |
| | | Note 24 - Clients des activités industrielles et commerciales | 241 |
| | | Note 25 - Autres débiteurs | 242 |
| | | Note 26 - Actifs financiers courants | 242 |
| | | Note 27 - Trésorerie | 242 |
| | | | |
| | Bilans - Passif | Note 28 - Capitaux propres | 243 |
| | | Note 29 - Provisions | 246 |
| | | Note 30 - Engagements de retraites et assimilés | 247 |
| | | Note 31 - Départs anticipés de certains salariés | 249 |
| | | Note 32 - Passifs financiers courants et non courants des activités industrielles et commerciales | 250 |
| | | Note 33 - Autres passifs non courants | 252 |
| | | Note 34 - Dettes de financement des activités de financement | 252 |
| | | Note 35 - Autres créanciers | 254 |
| | Informations complémentaires | Note 36 - Notes annexes au tableau de flux de trésorerie | 254 |
| | ormanono compionionanos | Note 37 - Instruments financiers | 256 |
| | | Note 38 - Gestion des risques de marché | 257 |
| | | Note 39 - Position financière nette des activités industrielles et commerciales | |
| | | | 263 |
| | | Note 40 - Rentabilité des capitaux employés | 264 265 |
| | | Note 42 - Passifs éventuels | 266 |
| | | | |
| | | Note 43 - Transactions avec les parties liées | 267 |
| | | Note 44 - Rémunération des dirigeants | 267 268 |
| | | • | |
| | | Note 46 - Événement postérieur à la clôture | 268 |

Note 1 - Principes comptables

Conformément au règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés qui seront publiés au titre de l'exercice 2005 seront établis suivant les normes comptables internationales édictées par l'IASB (International Accounting Standards Board). Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards) et les IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations. Les états financiers 2005 comprendront un bilan d'ouverture établi selon les dispositions énoncées dans IFRS 1 "Première application du référentiel IFRS" et les comptes de l'exercice 2004.

La recommandation du CESR (Committee of European Securities Regulators) du 30 décembre 2003 sur la préparation de la transition aux IFRS, encourage les émetteurs à publier au plus tôt l'impact quantifié du changement de référentiel. Pour répondre le mieux possible à cette recommandation, les comptes joints du seul exercice 2004 ("comptes IFRS 2004") ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS publiées au 31 décembre 2004, telles qu'applicables au 31 décembre 2005. Ils constitueront l'exercice comparatif des comptes IFRS 2005, sous réserve qu'aucune modification de normes n'intervienne d'ici là.

La note 2 détaille d'une part, les principes retenus pour la constitution du bilan d'ouverture IFRS au 1^{er} janvier 2004 et d'autre part, les divergences avec les principes comptables français antérieurement appliqués et leurs effets chiffrés sur le bilan d'ouverture et sur les résultats de l'exercice 2004.

1.1. CONSOLIDATION

Les sociétés dans lesquelles Peugeot S.A. exerce directement ou indirectement un contrôle majoritaire sont intégrées globalement.

Les sociétés dans lesquelles Peugeot S.A. exerce directement ou indirectement un contrôle conjoint ou une influence notable sont mises en équivalence.

Sont consolidées les sociétés qui dépassent l'un des seuils suivants :

- chiffre d'affaires supérieur à 50 millions d'euros,
- total du bilan supérieur à 20 millions d'euros,
- endettement total supérieur à 5 millions d'euros.

Les titres des sociétés ne remplissant pas ces critères sont inscrits en titres de participation. La consolidation de l'ensemble de ces sociétés n'aurait pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

Toutes les transactions significatives réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes sont éliminés.

1.2. CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS DES FILIALES ÉTRANGÈRES

A. Cas général

Les filiales ont très généralement pour devise de fonctionnement leur monnaie locale, dans laquelle est libellé l'essentiel de leurs transactions.

Leur bilan est converti au taux de clôture ; leur compte de résultat est converti mois par mois au taux moyen de chaque mois. Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont enregistrées en écart de conversion inclus dans les capitaux propres consolidés. Les écarts d'acquisition sur ces filiales sont comptabilisés dans leur monnaie de fonctionnement.

B. Cas particuliers

Certaines filiales hors zone euro réalisent l'essentiel de leurs transactions en euro, qui est alors reconnu comme leur devise de fonctionnement. Les éléments non monétaires sont convertis au cours historique et les éléments monétaires au cours de clôture. Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont enregistrées immédiatement en résultat.

1.3. OPÉRATIONS EN DEVISES

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 "Effets des variations des cours des monnaies étrangères". En application de cette norme, les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties par la filiale dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction. Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de réévaluation correspondants sont enregistrés au compte de résultat :

- en marge opérationnelle pour les transactions commerciales de toutes les sociétés et pour les opérations de financement de Banque PSA Finance ;
- en produits sur prêts et placements ou en charges de financement pour les transactions financières réalisées par les sociétés industrielles et commerciales.

Les instruments dérivés sont évalués et comptabilisés conformément aux principes généraux décrits en note 1.14. C. En conséquence, les instruments dérivés affectés à la couverture du risque de change d'opérations en devises sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur à chaque fin de période. L'écart de réévaluation constaté est comptabilisé :

- en marge opérationnelle pour les transactions commerciales réalisées par toutes les sociétés et pour les opérations de financement de Banque PSA Finance ;
- en produits sur prêts et placements ou en charges de financement pour les transactions financières réalisées par les sociétés industrielles et commerciales ;
- directement en situation nette pour les transactions futures (pour la part efficace des couvertures). Les montants enregistrés en situation nette sont repris en résultat à la date de réalisation des opérations couvertes. La variation de valeur de la part inefficace des couvertures de flux futurs est comptabilisée en résultat en "Autres produits et charges".

1.4. RECOURS À DES ESTIMATIONS

L'établissement des états financiers conformément au cadre conceptuel des normes IFRS, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers.

1.5. CHIFFRE D'AFFAIRES

A. Activités industrielles et commerciales Division automobile

Le chiffre d'affaires des activités industrielles et commerciales comprend la vente de biens et services, constituée en particulier par les ventes et locations de véhicules.

Conformément à la norme IAS 18 "Revenus", les ventes de véhicules neufs sont comptabilisées en chiffre d'affaires à la date de transfert des risques et avantages liés à la propriété ; celle-ci correspond généralement à la date de leur mise à disposition aux concessionnaires indépendants ou à celle de la livraison pour les ventes directes à la clientèle finale.

Lorsque les ventes de véhicules neufs sont assorties d'une option de reprise à un prix convenu (contrats de ventes avec clause de rachat), elles ne sont pas enregistrées en chiffre d'affaires lors de la livraison des véhicules, mais comptabilisées comme des locations, dès lors qu'il est probable que cette option sera exercée. Ce principe s'applique :

- quelle que soit la durée de la garantie de rachat accordée ;
- que ces ventes soient réalisées directement avec la clientèle finale ou financées par Banque PSA Finance et ses filiales.

La différence entre le prix de vente du véhicule neuf et le prix de rachat convenu est reconnue linéairement comme un loyer sur la durée du contrat. Le véhicule objet du contrat est immobilisé pour son coût de revient et amorti linéairement sur la durée du contrat, sous déduction de sa valeur résiduelle, correspondant à sa valeur de revente estimée comme véhicule d'occasion. L'éventuel bénéfice complémentaire de cession finale est constaté sur la période sur laquelle intervient la vente du véhicule d'occasion. Si la marge nette globale est une perte, elle est provisionnée dès la conclusion du contrat avec clause de rachat.

Division équipement automobile

Dans la division équipement automobile, des études sont engagées et des outillages spécifiques sont fabriqués ou achetés en vue de produire des pièces ou des modules pour un programme dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client.

Les conditions de reconnaissance d'un revenu définies par IAS 18 ne sont pas réunies lorsque les études et les outillages sont payés au fur et à mesure des livraisons de pièces, sans garantie du client sur le financement intégral des dépenses réalisées. Dans ce cas, les études et les outillages ne peuvent pas être considérés comme vendus. Les études sont comptabilisées en immobilisations incorporelles (voir note 1.11.A) et les outillages en immobilisations corporelles (voir note 1.12.A).

En cas de paiement garanti contractuellement par le client, les coûts encourus pour les études et les outillages sont enregistrés en stocks et travaux en cours. Le chiffre d'affaires est constaté au rythme des étapes techniques validées par le client.

B. Activités de financement

Les sociétés de financement du groupe ont pour activité le financement des réseaux commerciaux et de la clientèle finale de l'activité automobile. Les financements sont réalisés sous la forme de crédits classiques ou d'opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat ou de location longue durée. Ces financements sont traités comme des crédits financiers et figurent au bilan pour un montant correspondant à l'engagement financier net de Banque PSA Finance (voir note 1.14. A). Les revenus financiers dégagés sur ces financements des ventes sont comptabilisés sur la durée des crédits selon une méthode actuarielle qui permet de constater un taux d'intérêt constant sur la période.

1.6. PROGRAMME D'INCITATION AUX VENTES

Les coûts des programmes, décidés ou à venir, sont déduits des résultats sur la période de l'enregistrement des ventes. Ils sont provisionnés sur la base historique des trois derniers mois, pays par pays. Ceux d'entre eux dont le montant variable est lié au chiffre d'affaires sont enregistrés en diminution de celui-ci.

Le groupe réalise certaines opérations promotionnelles sous forme de bonifications d'intérêts sur des crédits accordés à des conditions inférieures aux conditions habituelles du marché. La charge correspondante est constatée lors de la vente.

1.7. GARANTIES

Une provision est constituée pour couvrir le coût estimé de la garantie des véhicules et des pièces détachées au moment de leur vente aux réseaux ou à la clientèle finale. Les produits résultant de la vente aux clients de contrats d'extension de garantie et d'entretien sont reconnus sur la durée de la prestation fournie.

1.8. FRAIS D'ÉTUDE, DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

Selon la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles", les frais de recherche sont comptabilisés en charges et les frais de développement sont obligatoirement immobilisés s'ils remplissent certaines conditions décrites en note 1.11.A.

En application de cette norme, tous les frais de recherche, ainsi que les frais d'étude et de développement autres que ceux décrits en note 1.11. A, sont enregistrés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

1.9 MARGE OPÉRATIONNELLE

Le groupe utilise la marge opérationnelle comme principal indicateur de performance. La marge opérationnelle correspond au résultat net avant prise en compte :

- des autres produits et charges, qui comprennent principalement l'effet :
- des frais de rationalisation et départs anticipés,
- des pertes et profits et variations de provisions couvrant des événements très exceptionnels,
- d'actualisation des droits acquis liés aux engagements de retraites et du rendement des fonds externes affectés à la couverture de ceux-ci,
- de l'inefficacité des opérations de couverture de risque de change ou de taux ;
- des produits sur prêts et placements de trésorerie ;
- des charges de financement ;
- des impôts courants et différés ;
- du résultat net des sociétés mises en équivalence.

1.10. ÉCARTS D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, conformément à IFRS 3 "Regroupements d'entreprises". Ils font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. Pour ce test, les écarts d'acquisition sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie, qui correspondent à des ensembles homogènes générant conjointement des flux de trésorerie identifiables. Les modalités des tests de perte de valeur des Unités Génératrices de Trésorerie sont détaillées dans la note 1.13. En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite en marge opérationnelle.

1.11. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

A. Frais d'étude et de développement

Selon la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles", les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès que l'entreprise peut notamment démontrer :

- son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Dans la division automobile, les frais de développement des véhicules et organes mécaniques (moteurs et boîtes de vitesse), supportés entre le choix du style (engagement du projet pour les organes) et le passage en production de présérie, sont enregistrés en immobilisations incorporelles. Ces frais sont amortis à partir de l'accord de fabrication en série sur cinq ans pour les véhicules et sur dix ans pour les organes. Les dépenses immobilisées incluent les coûts des personnels affectés aux projets, le coût des prototypes et les prestations externes facturées au titre du projet considéré. Par ailleurs, les dépenses immobilisées incluent la part des dépenses de développement supportée par PSA PEUGEOT CITROËN dans le cadre d'une coopération (l'autre part étant refacturée au partenaire). Toutes les dépenses de développement facturées à PSA PEUGEOT CITROËN par ses partenaires de coopération sont aussi immobilisées. Ces dépenses excluent tous les coûts indirects imputables aux activités de recherche et développement, notamment les loyers, les amortissements des bâtiments et les coûts d'utilisation des systèmes informatiques.

Dans la division équipement automobile, des études sont engagées pour un programme dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. Les études sont parfois payées au fur et à mesure des livraisons de pièces, sans garantie du client sur le financement intégral des dépenses réalisées. Dans ce cas, les coûts encourus entre l'acceptation par le client de la proposition commerciale et la mise en production série des pièces ou modules en question,

sont enregistrés en immobilisations incorporelles. Ces coûts sont amortis au rythme des livraisons de pièces au client, avec un minimum cumulé chaque année correspondant à un amortissement linéaire sur cinq ans. En cas de paiement garanti contractuellement par le client, les coûts encourus sont enregistrés en stocks et travaux en cours.

Les autres frais de développement et d'étude sont enregistrés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus (voir note 1.8.).

B. Autres immobilisations incorporelles produites ou acquises

Les coûts de développement des logiciels informatiques à usage interne, pour la part relative aux coûts internes ou externes affectés directement à la création ou à l'amélioration des performances, sont portés à l'actif du bilan lorsqu'il est probable que ces dépenses généreront des avantages économiques futurs. Ces coûts sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation estimée des logiciels, qui varie de quatre à douze ans. Les autres coûts d'acquisition et de développement des logiciels sont immédiatement portés en charges.

Les autres immobilisations incorporelles (brevets et marques essentiellement) sont amorties sur le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue, sans excéder vingt ans.

1.12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

A. Valeur brute

Conformément à la norme IAS 16 "Immobilisations corporelles", la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation.

Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les subventions d'équipement sont enregistrées en déduction de la valeur brute des immobilisations au titre desquelles elles ont été reçues.

Les frais d'entretien et de réparation sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf ceux engagés pour une augmentation de productivité ou la prolongation de la durée d'utilité du bien.

Les immobilisations données en location comprennent les véhicules loués à des particuliers par les sociétés de location du groupe et les véhicules vendus avec clause de rachat retraités selon les principes énoncés en note 1.5.A.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, telles que définies par la norme IAS 17 "Contrats de location", sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrits ci-dessous.

Comptes consolidés - Normes IFRS Notes aux états financiers consolidés

B. Amortissement

Cas général

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base du coût d'acquisition ou de production, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. Sauf cas particuliers, notamment celui des véhicules donnés en location par le groupe, les valeurs résiduelles sont nulles. La durée d'amortissement est fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations, dont les principales sont les suivantes :

| Durées d'utilisation, en années | |
|--|---------|
| Constructions | 20 - 30 |
| Matériels et outillages | 4 - 16 |
| Matériels informatiques | 3 - 4 |
| Matériels de transport et de manutention | 4 - 7 |
| Agencements et installations | 10 - 20 |

Outillages spécifiques

Dans la division automobile, ils sont amortis sur la durée de vie estimée des modèles correspondants, qui est généralement plus courte que la durée de vie technique des matériels concernés, en raison de la cadence de remplacement de modèles.

Dans la division équipement automobile, ils sont amortis au rythme des livraisons de pièces au client avec un minimum cumulé chaque année correspondant à un amortissement linéaire sur trois ans.

Les durées d'utilité sont revues périodiquement, notamment dans le cas de décisions d'arrêt de fabrication d'un véhicule ou d'un organe mécanique.

1.13. DÉPRÉCIATION DES ÉLÉMENTS DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

Selon la norme IAS 36 "Dépréciation d'actifs", la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, catégorie limitée pour le groupe aux écarts d'acquisition.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. La valeur d'utilité de ces unités est déterminée par référence à des flux futurs de trésorerie nets, actualisés. Lorsque cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée en marge opérationnelle pour la différence ; elle est imputée en priorité sur les écarts d'acquisition.

La division automobile regroupe des UGT Véhicules correspondant chacune à un modèle de véhicule. Les immobilisations qui sont rattachées à une UGT Véhicule

comprennent les outillages et autres moyens industriels spécifiques servant à la fabrication d'un modèle et les frais de développement immobilisés liés à ce modèle (voir note 1.11.A). Les UGT Véhicules et tous les autres actifs immobilisés (y compris les écarts d'acquisition) constituent l'UGT Division Automobile.

Banque PSA Finance et Gefco constituent des UGT indépendantes, incluant leurs actifs corporels et incorporels (y compris les écarts d'acquisition).

Dans la division équipement automobile, une UGT correspond à un programme. Chaque UGT Programme inclut les immobilisations incorporelles (correspondant aux coûts de développement) et corporelles affectables à un contrat client. Les UGT ainsi définies sont regroupées en activités (Sièges d'automobile, Intérieur véhicule, Systèmes d'échappement, Bloc avant) auxquelles sont attribués les actifs de support et les écarts d'acquisition qui les concernent.

1.14. ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Les actifs financiers comprennent les immobilisations financières, les actifs courants représentant les créances d'exploitation, des titres de créances ou des titres de placement, y compris les instruments dérivés, et la trésorerie.

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires, les instruments dérivés et les dettes d'exploitation.

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définis par la norme IAS 39 "Instruments financiers : comptabilisation et évaluation". Cette norme a été adoptée par la Commission européenne le 19 novembre 2004, à l'exception de certaines dispositions relatives à l'application aux passifs financiers de l'option de juste valeur, et à l'interdiction d'appliquer la comptabilité de couverture aux encours de dépôts de la clientèle auprès des banques de dépôts. Le groupe PSA PEUGEOT CITROËN n'est concerné par aucune des dispositions de la norme IAS 39 rejetées dans leur forme actuelle par la Commission européenne.

A. Évaluation et comptabilisation des actifs financiers Actifs détenus jusqu'à échéance

Ces actifs sont exclusivement des titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les conserver en principe jusqu'à leur échéance. Ils sont comptabilisés à leur valeur de remboursement. Les décotes ou primes sont étalées en résultat sur la durée de détention des titres.

Prêts et créances

Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations, les prêts "aides à la construction", les autres prêts et créances. Ces instruments sont comptabilisés au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE). Leur valeur au bilan comprend le capital restant dû, et la part non amortie des coûts d'acquisition, surcotes ou décotes. Ils font l'objet de tests de valeur recouvrable, effectués dès l'apparition d'indices indiquant que celle-ci serait inférieure à la valeur au bilan de ces actifs, et au minimum à chaque arrêté comptable. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

Actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente comprennent les titres de participation et les titres de placement.

Les titres de participation représentent les intérêts du groupe dans le capital de sociétés non consolidées. Ils sont maintenus au bilan à leur coût d'acquisition que le groupe estime représenter leur juste valeur, en l'absence d'un marché actif. En cas de baisse durable de leur valeur d'utilité, une perte de valeur est constatée. La valeur d'utilité est déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque société. Les critères généralement retenus sont : la quote-part des capitaux propres et les perspectives de rentabilité.

Les titres de placement incluent les titres que le groupe a l'intention de conserver durablement et ceux qui sont cessibles à court terme, à l'exception des titres à revenu fixe couverts en risque de taux qui sont des actifs comptabilisés selon l'option juste valeur (voir ci-dessous). Ces titres sont évalués à leur valeur de marché que le groupe estime représenter leur juste valeur. Les variations de valeur sont enregistrées directement en contrepartie des capitaux propres. Lorsque l'évaluation à la juste valeur de ces actifs conduit à reconnaître une moins-value latente dans les capitaux propres, cette moins-value passe en résultat si la perte de valeur est durable.

Actifs comptabilisés selon l'option de juste valeur

Les titres à revenu fixe détenus par le groupe et faisant l'objet d'une couverture par des swaps de taux, sont évalués selon l'option de juste valeur : les variations de celle-ci sont comptabilisées en résultat de la période, et compensées par les variations symétriques de juste valeur des swaps.

Encours de crédit à la clientèle de Banque PSA Finance

Les encours de crédits figurant au bilan correspondent à l'engagement financier net de Banque PSA Finance au titre des crédits. De ce fait, au-delà du capital restant dû majoré des créances rattachées, les encours de crédit incluent, hors effet de l'application de la comptabilité de couverture :

- les commissions versées aux prescripteurs qui augmentent les encours de crédit;
- les participations reçues des marques qui viennent minorer les encours de crédit ;
- les frais de dossiers restant à étaler qui viennent minorer les encours de crédit ;
- les dépôts de garantie reçus lors de la mise en place de contrats de crédit-bail qui viennent minorer l'encours financé.

Les intérêts comptabilisés correspondent au rendement actuariel retiré des flux de trésorerie à recouvrer, évalués au taux d'intérêt effectif (TIE).

De manière générale, les encours de crédit font l'objet de couverture du risque de taux. L'application de la comptabilité de couverture entraîne la réévaluation à la juste valeur de la partie couverte des encours. La variation de cette juste valeur est enregistrée en contrepartie du compte de résultat, où elle est compensée par les variations symétriques de juste valeur des instruments

financiers de couverture, dans la mesure de leur efficacité (voir Instruments dérivés ci-dessous).

Les encours de crédit font l'objet de tests de perte de valeur dès l'apparition d'un indicateur révélateur de risque, c'est-à-dire dès le premier impayé. La perte de valeur est évaluée par comparaison de la valeur nette comptable de la créance avec les flux de recouvrement estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif du crédit.

Pour les encours de crédits à la clientèle finale :

- une perte de valeur est constatée sur les encours sains dès l'apparition d'un impayé ; elle est appréciée en fonction de la probabilité de passage de l'encours restant dû en créances douteuses et du taux de pertes moyennes actualisé ;
- la perte de valeur sur les encours douteux est évaluée en fonction d'un taux de pertes moyennes actualisé, sur la base duquel sont calculées les provisions sur créances douteuses et douteuses compromises.

Pour les encours de crédits aux réseaux de distribution, en cas de risques avérés, les pertes de valeur sont calculées au cas par cas.

Trésorerie

La trésorerie comprend les liquidités en comptes courants bancaires, les parts d'OPCVM de trésorerie et de titres de créances négociables, qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêt.

B. Évaluation et comptabilisation des passifs financiers

À l'exception des instruments dérivés, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Les passifs financiers couverts par des swaps de taux d'intérêt font l'objet d'une comptabilité de couverture de juste valeur. Ils sont réévalués à la juste valeur de l'emprunt liée à l'évolution des taux d'intérêt. Les variations de juste valeur liées au taux d'intérêt sont comptabilisées en résultat de la période, et compensées par les variations symétriques des swaps dans la mesure de leur efficacité.

C. Évaluation et comptabilisation des instruments dérivés

Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur. Sauf exception détaillée ci-dessous, la variation de juste valeur des instruments dérivés est toujours enregistrée en contrepartie du compte de résultat.

Les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux futurs de trésorerie :

- une couverture de juste valeur permet de couvrir le risque de variation de valeur de tout élément d'actif ou de passif, du fait de l'évolution des taux de change ;
- une couverture de flux futurs de trésorerie permet de couvrir les variations de valeur des flux futurs de trésorerie attachés à des actifs ou passifs existants ou futurs.

Comptes consolidés - Normes IFRS Notes aux états financiers consolidés

La comptabilité de couverture est applicable si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes :

- pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou de passifs existants, la partie couverte de ces éléments est évaluée au bilan à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée en contrepartie du compte de résultat, où elle est compensée par les variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture, dans la mesure de leur efficacité;
- pour les couvertures de flux futurs de trésorerie, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en contrepartie de la situation nette, la variation de juste de valeur de la partie couverte de l'élément couvert n'étant pas enregistrée au bilan. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée en autres produits et charges. Les montants enregistrés en situation nette sont repris au compte de résultat symétriquement au mode de comptabilisation des éléments couverts.

1.15. STOCKS

Conformément à la norme IAS 2 "Stocks", les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du "premier entré - premier sorti". Il incorpore, sur la base d'un niveau d'activité normal, les charges directes et indirectes de production.

Les coûts d'emprunt ne sont pas inclus dans le coût des stocks.

Dans la division équipement automobile, des études sont engagées et des outillages spécifiques sont fabriqués ou achetés en vue de produire des pièces ou des modules pour un programme, dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. En cas de paiement garanti contractuellement par le client, les coûts encourus pour les études et les outillages sont enregistrés en stocks et travaux en cours et le chiffre d'affaires est constaté au rythme des étapes techniques validées par le client.

1.16. IMPÔTS

Conformément à la norme IAS 12 "Impôts sur le résultat", des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable. Les différences sont temporaires lorsqu'elles doivent s'inverser dans un avenir prévisible.

S'agissant des participations dans les filiales ou les sociétés mises en équivalence, un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes différences temporaires entre la valeur comptable des titres et leur valeur fiscale sauf :

- si le groupe est en mesure de contrôler la date à laquelle la différence temporaire s'inversera ;
- et qu'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

En pratique :

- pour les sociétés intégrées globalement, un passif d'impôt est reconnu seulement à hauteur des impôts de distribution sur les dividendes que le groupe a prévu de faire verser par ses filiales l'année suivante;
- pour les sociétés mises en équivalence, un passif d'impôt de distribution est reconnu sur toutes les différences entre la valeur comptable et la valeur fiscale des titres;
- les gains d'impôts courants générés par des provisions ou cessions internes ne sont pas annulés par des passifs d'impôts différés, sauf si la différence est temporaire, notamment dans le cas où la cession de la filiale concernée serait envisagée.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

1.17. PROVISIONS

Conformément à la norme IAS 37 "Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels", une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution.

1.18. ENGAGEMENTS DE RETRAITES ET ASSIMILÉS

Les salariés du groupe perçoivent, en complément des allocations de retraite conformes aux législations en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés qui les emploient, des suppléments de retraite et des indemnités de départ à la retraite (note 30.1). Le groupe offre ces avantages à travers soit, des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies le groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de primes ; la charge qui correspond aux primes versées est prise en compte en résultat sur l'exercice.

Conformément à la norme IAS 19 "Avantages du personnel", dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraites et assimilés sont évalués par des actuaires indépendants, suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale.

Cette obligation finale est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent principalement :

 une hypothèse de date de la retraite fixée généralement à soixante ans pour les salariés français, portée au-delà de soixante ans pour ceux qui, à cet âge, n'ont pas atteint le nombre d'annuités de cotisations pour obtenir une retraite complète au titre du régime général de l'assurance vieillesse;

- un taux d'actualisation financière ;
- un taux d'inflation;
- des hypothèses d'augmentation de salaires et de taux de rotation du personnel.

Ces évaluations sont effectuées tous les ans pour les principaux régimes, et tous les trois ans pour les autres, sauf lorsque des modifications d'hypothèses nécessitent des chiffrages à une fréquence plus rapprochée.

Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Ces écarts sont reconnus en résultat suivant la méthode du corridor : ils sont étalés sur la durée résiduelle de vie active des bénéficiaires, pour la part excédant le plus grand de 10 % des engagements ou de 10 % de la juste valeur des actifs du régime à la date de clôture.

En application de la norme IFRS 1 "Première application du référentiel IFRS", les écarts actuariels différés au 1er janvier 2004 ont été enregistrés dans les provisions par contrepartie directe de la situation nette.

Les fonds externes sont appelés à couvrir la totalité des engagements de retraite, y compris la partie non reconnue du fait de l'étalement des écarts actuariels. Aussi, il se peut que les actifs financiers excèdent les engagements comptabilisés, générant ainsi un actif en "Autres valeurs immobilisées". La reconnaissance de cet actif est cependant limitée au cumul des pertes actuarielles nettes et du coût des services passés non comptabilisés.

Les engagements sociaux et assimilés qui font l'objet d'un provisionnement sont :

- pour les filiales françaises, le versement de primes à l'occasion de la remise des médailles du travail (note 30. 2);
- pour certaines filiales implantées aux États-Unis d'Amérique, la couverture des frais médicaux (note 30. 3).

1.19. PLANS DE SOUSCRIPTION ET D'ACHAT D'ACTIONS À PRIX UNITAIRE CONVENU

Des options d'achat et de souscription d'actions sont accordées aux dirigeants et à certains salariés du groupe. Conformément à la norme IFRS 2 "Paiement fondé sur des actions", les options sont évaluées à la date d'octroi. Le groupe utilise pour les valoriser le modèle mathématique Black & Scholes. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.

La valeur des options est notamment fonction de leur durée de vie attendue, que le groupe estime correspondre à leur période d'indisponibilité fiscale. Cette valeur est enregistrée en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date de maturité — période d'acquisition des droits — avec une contrepartie directe en capitaux propres.

Conformément à la norme IFRS 2, seuls les plans accordés après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis le 1^{er} janvier 2005 sont évalués et comptabilisés en charges de personnel. Les plans antérieurs au 7 novembre 2002 ne sont pas évalués et restent non comptabilisés.

1.20. TITRES D'AUTOCONTRÔLE

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

Note 2 - Effets de la première application des IFRS

Cette note détaille, d'une part les principes retenus pour la constitution du bilan d'ouverture IFRS au 1^{er} janvier 2004, d'autre part les divergences avec les principes comptables français antérieurement appliqués et leurs effets chiffrés sur le bilan d'ouverture et de clôture et sur les résultats de l'exercice 2004.

Les comptes IFRS 2004 sont établis conformément aux dispositions de la norme IFRS 1 "Première application du référentiel IFRS" suivant les normes IFRS/IAS applicables au 1^{er} janvier 2005, telles qu'elles sont publiées au 31 décembre 2004. En particulier, les comptes IFRS 2004 sont établis conformément aux normes :

- IAS 39 "Instruments financiers : comptabilisation et évaluation", le groupe n'étant concerné par aucune des dispositions de cette norme rejetées dans leur forme actuelle par la Commission européenne;
- IFRS 2 "Paiement fondé sur des actions". Publiée par l'IASB le 19 février 2004, cette norme a été adoptée par la Commission européenne le 7 février 2005.

2.1. MODALITÉS DE PREMIÈRE APPLICATION DES IFRS

A. Principe général

Le groupe doit appliquer rétrospectivement sur toutes les périodes présentées et sur son bilan d'ouverture les principes comptables qui sont en vigueur à la date de clôture des premiers états financiers IFRS. En conséquence, le bilan d'ouverture IFRS au 1^{er} janvier 2004 intègre les divergences suivantes par rapport au bilan au 31 décembre 2003 présenté selon le règlement CRC 99-02 :

 élimination des actifs et passifs comptabilisés sous le précédent référentiel qui ne répondent pas aux définitions ou critères de comptabilisation des IFRS;

- comptabilisation et évaluation selon les IFRS de tous les actifs et passifs qui répondent aux définitions et critères de comptabilisation de ces normes, y compris ceux qui n'étaient pas comptabilisés sous le précédent référentiel;
- reclassement éventuel de certaines rubriques du bilan conformément aux IFRS.

L'incidence de ces ajustements est comptabilisée directement en contrepartie des capitaux propres d'ouverture. Par exception, l'identification ou l'élimination d'incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprise trouvent leur contrepartie en écarts d'acquisition.

B. Dérogations facultatives retenues par le groupe

Engagements de retraites : les écarts actuariels différés liés aux engagements de retraites existants au 1^{er} janvier 2004 sont enregistrés en provisions pour retraites, en contrepartie directe d'une diminution des capitaux propres. Les écarts actuariels nés après le 1^{er} janvier 2004 sont reconnus de façon prospective.

Écarts de change liés à une activité à l'étranger : les écarts de conversion constitués au 1^{er} janvier 2004 ne sont plus reconnus en tant que composante distincte de la situation nette et ne seront pas repris ultérieurement en résultat lors de la sortie de l'entité étrangère.

Regroupements d'entreprises : les regroupements d'entreprises réalisées depuis 2001 ont été retraitées conformément à IFRS 3 "Regroupement d'entreprises".

2.2. EFFETS SUR LA SITUATION NETTE AU 1^{ER} JANVIER 2004

| (en millions d'euros) | Total | Dont part du groupe | Dont minoritaires | |
|--|---------|---------------------|-------------------|--|
| Capitaux propres CRC 99-02 | 12 551 | 11 864 | 687 | |
| Effet des changements de méthodes | 52 | 52 | - | |
| Capitaux propres CRC 99-02 | 12 603 | 11 916 | 687 | |
| A - Frais de développement | 2 325 | 2 324 | 1 | |
| B - Retraites - Écarts actuariels différés | (1 242) | (1 221) | (21) | |
| C - Ventes avec clause de rachat | (397) | (397) | - | |
| D - Écarts d'acquisition | (98) | (51) | (47) | |
| E - Immobilisations corporelles | (292) | (292) | - | |
| F - Titres d'autocontrôle | (150) | (146) | (4) | |
| G - Actifs financiers disponibles à la vente | 316 | 316 | - | |
| H - Couverture du risque de change | 46 | 46 | - | |
| I - Couverture du risque de taux | (12) | (10) | (2) | |
| M - Quote-part des titres mis en équivalence | (2) | (2) | - | |
| N - Passifs d'impôts différés sur titres argentins | (151) | (151) | - | |
| Divers | (10) | (7) | (3) | |
| Écart de conversion | 2 | 2 | - | |
| Impôts différés | (340) | (328) | (12) | |
| Capitaux Propres IAS/IFRS | 12 599 | 12 000 | 599 | |

2.3. EFFETS SUR LE RÉSULTAT 2004

| (en millions d'euros) | Total | Dont part du groupe | Dont minoritaires |
|---|-------|---------------------|-------------------|
| Résultat CRC 99-02 | 1 377 | 1 357 | 20 |
| A - Frais de développement | 254 | 254 | - |
| B - Retraites - Écarts actuariels différés | 82 | 79 | 3 |
| C - Ventes avec clause de rachat | 54 | 54 | - |
| D1 - Écarts d'acquisition | 128 | 92 | 36 |
| D2 - Relations contractuelles clients Sommer-Allibert | (119) | (86) | (33) |
| E - Immobilisations corporelles | (10) | (10) | - |
| H - Couverture du risque de change | 21 | 21 | - |
| I - Couverture du risque de taux | 12 | 11 | 1 |
| L - Stocks options | (7) | (6) | (1) |
| M - Quote-part des titres mis en équivalence | 21 | 21 | - |
| Divers | 15 | 16 | (1) |
| Impôts différés | (113) | (122) | 9 |
| Résultat IAS/IFRS | 1 715 | 1 681 | 34 |

| (en millions d'euros) Rés | ultat CRC 99-02 | Reclassements | Revalorisations | Total | Résultat IAS/IFRS |
|--|-------------------|--|--|-------------------|--|
| Chiffre d'affaires | 56 797 | | (692) (551) <i>C</i> 133 <i>K</i> (274) <i>J</i> | | Chiffre d'affaires |
| Coûts des biens et services vendus | (44 329) | (3) 2 36 B (1) 1 | (274) 3 484 (7) L 82 B (119) D 33 E 605 C (127) K (4) A | (43 803) | Coûts des biens et services vendu |
| Frais généraux et commerciaux | (8 168) | (10) (10) | (4) 71 11 | | Frais généraux et commerciaux |
| Frais d'études, de recherche et de développem | | | 258 A | , , | Frais d'études, de recherche et développement |
| Moure on évotion valle | (54 615) | 32 | 1 012 | (53 571) | Manna an Austian II- |
| Marge opérationnelle Coût des départs anticipés de certains salar | 2 182 iés (24) | 24 (9) | 320 25 | 2 534 - 16 | Marge opérationnelle Autres produits et charges |
| | | 16 2 (36) B 6 1 (93) 3 183 4 (19) 5 (68) H | 21 <i>H</i> 4 | | |
| Frais de rationalisation des structures | (69) | 314 5 69 3 (330) (4) 2 (326) 5 | (42) (43) <i>E</i> 1 / | 314 - (372) | Produits sur prêts et placements Charges de financement |
| Produits (frais) financiers nets Autres revenus et (charges) nets | (99) 199 | 99 5 (199) (9) 2 (5) 1 (183) 4 (2) | 1 7 | - - | |
| Résultat avant impôts des sociétés intégrée: | s 2 189 | - | 303 | 2 492 | Résultat avant impôts des sociétés intégrées |
| Impôts sur les résultats | (676) | | (114) | (790) | Impôts sur les résultats Résultat net des mises en |
| Part dans le résultat net des sociétés en équ | ., | | 21 20 <i>A</i> 1 <i>E</i> | | équivalence |
| | (128) | | 128 <i>D</i> | | District control of |
| Amortissements des écarts d'acquisition | | | | 1 715 | Résultat consolidé |
| Résultat net de l'ensemble consolidé | 1 377 | - | 338 | 1 715 | |
| | 1 377 | - | (14) (7) D (2) B (5) | (34) | Dont part des minoritaires |

2.4. EFFETS SUR LA SITUATION NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2004

| (en millions d'euros) | Total | Dont part du groupe | Dont minoritaires |
|--|---------|---------------------|-------------------|
| Capitaux propres CRC 99-02 | 13 356 | 12 697 | 659 |
| A - Frais de développement | 2 579 | 2 578 | 1 |
| B - Retraites - Écarts actuariels différés | (1 160) | (1 141) | (19) |
| C - Ventes avec clause de rachat | (343) | (343) | - |
| D - Écarts d'acquisition | (89) | (49) | (40) |
| E - Immobilisations corporelles | (302) | (302) | - |
| F - Titres d'autocontrôle | (185) | (181) | (4) |
| G - Actifs financiers disponibles à la vente | 159 | 159 | - |
| H - Couverture du risque de change | 36 | 36 | - |
| I - Couverture du risque de taux | 1 | 3 | (2) |
| M - Quote-part des titres mis en équivalence | 19 | 19 | - |
| N - Passifs d'impôts différés sur titres argentins | (158) | (158) | - |
| Divers | 6 | 17 | (11) |
| Écart de conversion | (2) | (2) | - |
| Impôts différés | (409) | (410) | 1 |
| Capitaux propres IAS/IFRS | 13 508 | 12 923 | 585 |

2.5. EFFETS SUR LE BILAN AU 1^{ER} JANVIER 2004

| ACTIF (en millions d'euros) | Bilan CRC 99-02 | Provision BPF | Reclassements | Revalorisations | Total | Bilan IAS/IFRS |
|---------------------------------------|--------------------|------------------|--|--|--------|--|
| Écarts d'acquisition | 2 039 | | - | (221) D | 1 818 | Écarts d'acquisition |
| Immobilisations incorporelles | 224 | | - | 2 867 2 748 <i>A</i> 119 <i>D</i> (1) | 3 091 | Immobilisations incorporelles |
| Immobilisations corporelles | 12 209 | | 357 439 <i>a</i> (82) <i>b</i> | 1 282 1 437 <i>C</i> (194) <i>E</i> | 13 848 | Immobilisations corporelles |
| | 550 | | (OZ) <i>U</i> | 26 <i>A</i> 14 | 540 | The state of the state of |
| Titres mis en équivalence | 550 | | - | (2) 6 A (7) E (1) | 548 | Titres mis en équivalence |
| Prêts, créances et titres de placemen | t 591 | | (591) <i>c</i> | - | - | |
| Titres de participation | 76 | | - | - | 76 | Titres de participation |
| | | (15) | 660 591 <i>c</i> 231 <i>d</i> (25) <i>e</i> (137) <i>f</i> | 289 106 <i>G</i> 184 <i>I</i> (1) | 934 | Autres actifs financiers non courants |
| | | | 244 284 <i>r</i> (40) <i>d</i> | (153) (145) <i>B</i> (8) | 91 | Autres actifs non courants |
| Titres d'investissement | 185 | | (185) d | - | - | |
| Autres valeurs immobilisées | 284 | | (284) <i>r</i> | - | - | |
| <u>Impôts différés à long terme</u> | 455 | | (533) (883) <i>g</i> 350 <i>h</i> | 651 | 573 | Actifs d'impôts différés |
| Actifs d'exploitation | | | | | | Actifs d'exploitation |
| Créances des sociétés de financement | nt 17 185 | 73 | 142 <i>i</i> | 2 208 2 143 <i>K</i> 65 / | 19 609 | Créances des sociétés de financement |
| Autres prêts accordés à la clientèle | 112 | 26 | - 2002 | (50) (50) <i>K</i> | 88 | Autres prêts accordés à la clientèle |
| | | | 2 293 2 268 j | 201 <i>K</i> | 2 494 | Placements des sociétés de financement |
| Stocks | 6 660 | | 25 <i>e</i> | (440) 4 | 6 211 | Stocks |
| Clients et effets à recevoir | 3 363 | | - | (449) A 90 119 K (28) H (1) | | Clients et effets à recevoir |
| Impôts sur les sociétés | 785 | | (624) (274) <i>k</i> (350) <i>h</i> | - | 161 | Impôts courants |
| Autres débiteurs | 3 589 | (1) | (779) (439) <i>a</i> (324) <i>i</i> (16) <i>l</i> | (32) (207) <i>K</i> 83 <i>I</i> 80 <i>H</i> 12 | 2 777 | Autres débiteurs |
| Actifs financiers à court terme | 3 506 | | (2 418) (150) <i>m</i> (2 268) <i>j</i> | 223 210 <i>G</i> 12 / | 1 310 | Actifs financiers à court terme |
| <u>Trésorerie</u> | 5 618 | | (6) d | 68 71 <i>K</i> (2) <i>I</i> | 5 681 | Trésorerie |
| Total actif | 57 432 | 83 | (1 724) 0 | 6 973 | 62 764 | |

| PASSIF (en millions d'euros) | Bilan CRC 99-02 | Provision BPF | Reclassements | Revalorisations | Total | Bilan IAS / IFRS |
|---------------------------------------|--------------------|------------------|---|---|--------|-------------------------------------|
| Capital social | 243 | - | - | - | 243 | Capital social |
| Réserves et résultat net consolidés | 12 364 | 63 | (888) (11) <i>m</i> (877) | 369 | 11 908 | Réserves et résultat net consolidés |
| Titres d'autocontrôle | (16) | - | (135) <i>m</i> | - | (151) | Titres d'autocontrôle |
| Écarts de conversion | (727) | (12) | 877 | (138) (151) <i>N</i> 13 | (0) | |
| ntérêts minoritaires | 687 | _ | (4) <i>m</i> | (84) | 599 | Intérêts minoritaires |
| Capitaux propres | 12 551 | 51 | (4) <i>m</i> (150) <i>m</i> | 147 | 12 599 | Capitaux propres |
| Emprunts à long terme | 3 609 | | (130) 111 | 281 | 3 891 | Passifs financiers non courants |
| empunts a long terme | 3 003 | | | 199 <i>I</i> 93 <i>E</i> (12) | | |
| | | | 637 (82) <i>b</i> 719 <i>o</i> | 1 962 <i>C</i> | 2 599 | Autres passifs non courants |
| Autres passifs à long terme | 160 | - | (160) <i>o</i> | - | - | |
| Impôts différés à long terme | 1 500 | 30 | (830) (883) <i>g</i> 53 <i>n</i> | 1 145 151 <i>N</i> 994 | 1 844 | Passifs d'impôts différés |
| Provisions | 1 676 | 1 | 729 <i>p</i> | 993 1 097 <i>B</i> (128) <i>C</i> (4) <i>D</i> (2) <i>I</i> 31 | 3 399 | Provisions |
| Dettes envers les établissements de c | crédit 5 887 | - | 12 216 12 369 q (16) / (137) f | 2 436 2 361 <i>K</i> 74 <i>I</i> 1 | 20 539 | Dettes des sociétés de financement |
| Autres emprunts | 12 009 | - | (12 009) q | - | - | |
| Comptes ordinaires créditeurs | 169 | - | (169) q | - | - | |
| Dépôts de la clientèle | 191 | - | (191) <i>q</i> | - | - | |
| Fournisseurs d'exploitation | 10 021 | - | - | - | 10 020 | Fournisseurs d'exploitation |
| Impôts sur les sociétés | 443 | - | (327) (274) <i>k</i> (53) <i>n</i> | | 116 | Impôts courants |
| Autres créanciers | 6 595 | 1 | (1 470) (559) <i>o</i> (729) <i>p</i> (182) <i>i</i> | (31) (101) <i>K</i> 64 <i>I</i> 6 <i>H</i> | 5 095 | Autres créanciers |
| Emprunts à long terme - | | | | | | Autres emprunts à long terme - |
| Partie à moins d'un an | 270 | - | - | 5 5 E | 275 | Partie à moins d'un an |
| Autres financements à court terme | 2 350 | - | - | 21 18 <i>K</i> 3 <i>I</i> | 2 370 | Autres financements à court terme |
| | | | | 16 16 / | 16 | Autres passifs financiers courants |
| Total passif | 57 432 | 83 | (1 724) 0 | 6 973 | 62 764 | |

La colonne "provision BPF" correspond à l'effet du changement de méthode intervenu au 1er janvier 2004 dans l'établissement des provisions sur créances et dans la comptabilisation des pertes sur créances de Banque PSA Finance. Ce changement de méthode et ses effets sont expliqués en note 1. P des états financiers consolidés du groupe au 31 décembre 2004. Le tableau est construit en arrondissant les chiffres de détail. Les soldes peuvent présenter un écart dû aux arrondis.

2.6. EFFETS SUR LE TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

A. Impact sur la MBA des sociétés industrielles et commerciales (en millions d'euros)

| Marge brute d'autofinancement publiée | 3 465 |
|--|-------|
| Effets sur le résultat net | 336 |
| Amortissements | |
| - R&D division automobile (A) | 427 |
| - R&D Faurecia (A) | 145 |
| - Relations contractuelles clients Sommer Allibert (D) | 119 |
| - Écarts d'acquisition (D) | (123) |
| - Immobilisations corporelles (E) | (30) |
| - Engagements de retraites (B) | (82) |
| Variation des impôts différés | 109 |
| Reclassement de variations de provisions | (72) |
| Autres impacts | (57) |
| Marge brute d'autofinancement IAS/IFRS | 4 237 |

B. Impact sur les flux d'investissements des sociétés industrielles et commerciales (en millions d'euros)

| Flux d'investissements publiés | 3 115 |
|---------------------------------|-------|
| R&D division automobile | 676 |
| R&D Faurecia | 150 |
| Immobilisations corporelles | (69) |
| Ventes avec clause de rachat | 54 |
| Autres impacts | (42) |
| Flux d'investissements IAS/IFRS | 3 884 |

2.7. NATURE DES RETRAITEMENTS

A. Frais de développement

Les frais de développement répondant aux critères décrits en note 1.11. A sont immobilisés et amortis rétrospectivement.

Dans la division automobile, les dépenses de développement immobilisées dans le bilan d'ouverture incluent :

- l'ensemble des frais directement imputables aux projets véhicules pour lesquels le jalon présérie de la dernière silhouette a été franchi après le 31 décembre 1998 :
- l'ensemble des frais directement imputables aux projets organes lancés après le 31 décembre 1998.

Pour Faurecia, les dépenses de développement immobilisées au 1er janvier 2004 incluent :

- des coûts d'études, antérieurement comptabilisés en stocks, dont le paiement n'est pas garanti contractuellement, et qui sont de ce fait reclassés en immobilisations incorporelles;
- des coûts de développement antérieurement enregistrés en charges, et qui doivent être immobilisés au regard des normes IFRS.

Dans le bilan d'ouverture IFRS au 1^{er} janvier 2004, le montant immobilisé (2 748 millions d'euros), correspond à :

- la valeur cumulée des dépenses de développement de la division automobile encourues les années antérieures (3 486 millions d'euros), nette des amortissements cumulés (1 165 millions d'euros), soit un montant de 2 321 millions d'euros;
- les études de Faurecia pour lesquelles le paiement par le client n'est pas garanti contractuellement, antérieurement comptabilisées en stocks et reclassées en immobilisations incorporelles (423 millions d'euros);
- les coûts de développement de Faurecia qui avaient été enregistrés en charges dans les comptes français les années précédentes et qui remplissent les critères IFRS d'un actif incorporel (4 millions d'euros).

La contrepartie du montant immobilisé de 2 748 millions d'euros est un accroissement des capitaux propres pour 2 325 millions d'euros, et un reclassement de stocks à immobilisations incorporelles et corporelles pour 449 millions d'euros, dont 423 millions d'euros reclassés en frais de développement, et 26 millions d'euros en immobilisations corporelles (outillages).

Par ailleurs, les frais de développement immobilisés dans les sociétés mises en équivalence ont un impact positif de 6 millions d'euros au 1^{er} janvier 2004 sur la valeur au bilan des titres mis en équivalence.

Au compte de résultat 2004, l'effet sur la marge opérationnelle consolidée est positif de 254 millions d'euros, il correspond à :

- un effet positif de 249 millions d'euros sur les frais d'études, de recherche et de développement dans la division automobile. Les montants immobilisés dans l'exercice (676 millions d'euros) excèdent la charge d'amortissement relative aux dépenses de développement précédemment activées (427 millions d'euros);
- un effet positif de 9 millions d'euros sur les frais d'études, de recherche et de développement de Faurecia. Les montants immobilisés dans l'exercice (150 millions d'euros) excèdent la charge d'amortissement relative aux dépenses de développement précédemment activées (141 millions d'euros);
- un effet négatif de 4 millions d'euros sur les coûts des biens et services vendus, lié à l'amortissement des outillages reclassés en immobilisations.

Par ailleurs, l'effet sur le résultat net des sociétés mises en équivalence est positif de 20 millions d'euros.

B. Retraites

Écarts actuariels différés

Dans le bilan d'ouverture IFRS, et conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1 "Première application du référentiel IFRS", les écarts actuariels existant au 1^{er} janvier 2004 sont imputés directement en diminution de la situation nette pour 1 242 millions d'euros, en contrepartie :

- d'une diminution des autres actifs non courants pour 145 millions d'euros, correspondant à des excédents des fonds externes comptabilisés dans les comptes français;
- d'une augmentation de la provision pour retraites de 1 097 millions d'euros.

Au compte de résultat 2004, les charges de retraites n'ont donc plus à supporter l'amortissement de ces écarts actuariels et sont minorés de 82 millions d'euros.

Les écarts actuariels générés à compter du 1^{er} janvier 2004 sont amortis selon la méthode du corridor sur la durée moyenne résiduelle de vie active des bénéficiaires.

Actualisation des droits et rendement des placements à long terme

Les effets liés à la variation de l'actualisation des droits existant en début d'exercice et les produits liés au rendement normalisé des placements à long terme, précédemment classés en coûts des biens et services vendus, sont reclassés en autres produits et charges pour un montant de 36 millions d'euros en 2004, améliorant ainsi la marge opérationnelle du même montant.

Évaluation des engagements

L'application de la norme IAS 19 "Avantages du personnel" a conduit à reconsidérer le traitement des compléments de retraite accordés aux personnels ayant appartenu à la filiale française du groupe Chrysler rachetée par le groupe en 1978. Ces personnels ont, lors de cette acquisition et de la fusion avec la société Automobiles Peugeot qui l'a suivie, conservé les bénéfices acquis au titre du régime favorable qui leur était appliqué antérieurement ; en parallèle un contrat a été signé avec une compagnie d'assurance de premier plan, au terme duquel celle-ci assure le service des rentes correspondant à ces compléments de retraite, en contrepartie de primes versées par le groupe au départ en retraite de chacun des salariés concernés.

Ce contrat a été traité à ce jour comme une externalisation parfaite des engagements à compter de ces départs en retraite. Les primes à verser pour les salariés en activité sont comprises dans les engagements de retraite du groupe.

L'application de la norme IAS 19 conduit à réintégrer, aux engagements du groupe, le versement des rentes aux retraités et en contrepartie à intégrer, aux fonds disponibles en couverture de ces engagements, les provisions et réserves constituées par la compagnie d'assurance pour faire face à ces engagements. Au 1^{er} janvier 2004, les engagements et les fonds hors bilan sont ajustés à la hausse d'un montant de 598 millions d'euros, lié aux compléments de retraite accordés aux personnels ayant appartenu à la filiale française du groupe Chrysler. Cette modification est sans incidence sur la provision retraite au bilan au 1^{er} janvier 2004, et sans effet significatif sur les résultats de l'exercice 2004.

C. Ventes avec clause de rachat

Les ventes de véhicules neufs assorties d'une clause de rachat n'entrent pas dans le chiffre d'affaires (voir note 1.5. A). Ces ventes sont remplacées par un produit de location, égal à la différence entre le prix de vente du véhicule neuf et le prix de rachat. Ce produit est enregistré sur la durée du contrat. Dans le bilan d'ouverture IFRS au 1^{er} janvier 2004 :

- les véhicules sont immobilisés à l'actif du bilan (1 437 millions d'euros), le chiffre d'affaires annulé est comptabilisé en passif non courant (1 962 millions d'euros);
- les provisions sont diminuées de 128 millions d'euros, correspondant à l'annulation des provisions pour garantie (67 millions d'euros), dont le coût est rapporté au compte de résultat à proportion de la marge dégagée sur les véhicules loués, et l'ajustement des provisions pour vente avec clause de rachat (61 millions d'euros), qui subsistent dans le seul cas où la marge globale est négative;
- les capitaux propres consolidés sont diminués d'une partie de la marge réalisée sur les véhicules vendus préalablement au 1^{er} janvier 2004 (397 millions d'euros).

Au compte de résultat 2004 :

- la vente du véhicule neuf est remplacée sur la durée du contrat par un produit de location, égal à la différence entre le prix de vente du véhicule neuf et le prix de rachat; le chiffre d'affaires consolidé est diminué d'un montant de 551 millions d'euros;
- la variation d'une clôture à l'autre, de l'encours net de véhicules vendus avec une clause de rachat génère un produit de 54 millions d'euros, enregistré en marge opérationnelle, soit une diminution du coût des biens et services vendus de 605 millions d'euros, nette de la diminution de chiffre d'affaires de 551 millions d'euros.

D. Écarts d'acquisition

La norme IFRS 1 "Première application du référentiel IFRS" permet aux entreprises d'appliquer de façon rétrospective la norme IFRS 3 "Regroupements d'entreprises" aux acquisitions antérieures au 1er janvier 2004. En raison de l'importance de l'acquisition en 2001 de Sommer Allibert, qui a donné à Faurecia sa dimension actuelle d'équipementier de taille mondiale, le groupe a retraité ses comptes comme si la norme IFRS 3 "Regroupements d'entreprises" avait été appliquée dès cette acquisition.

Les retraitements ont porté principalement sur :

- une réévaluation rétrospective des actifs et passifs de Sommer Allibert à la date de leur acquisition (janvier 2001) par Faurecia. Cette réévaluation a conduit à identifier un actif incorporel, correspondant aux relations contractuelles clients de Sommer Allibert. Cet actif a été évalué à 477 millions d'euros (307 millions d'euros, nets d'impôts différés), sur la base des profits après impôts actualisés dégagés par les contrats de fournitures de produits en cours à la date d'acquisition, après déduction d'une rémunération des capitaux employés. Compte tenu de la durée résiduelle de ces contrats, cet actif est amorti sur quatre ans. Sa valeur nette au 1^{er} janvier 2004 est ainsi de 119 millions d'euros (77 millions d'euros nets d'impôts différés) ;
- l'élimination des affectations aux provisions pour restructurations qui étaient conformes au règlement 99-02 mais qui n'auraient pas été possibles en IFRS ;
- l'élimination des autres affectations effectuées en 2002, au delà du délai d'un an après la date d'acquisition permis par la norme IFRS;
- l'annulation des amortissements constatés depuis 2001 sur l'écart d'acquisition de Sommer Allibert :
- l'annulation des amortissements constatés depuis 2001 sur les autres écarts d'acquisitions liés aux opérations réalisées par le groupe.

Compte tenu de ces différents retraitements, les écarts d'acquisition diminuent au 1er janvier 2004 de 221 millions d'euros, répartis entre :

- une diminution de l'écart d'acquisition de Sommer Allibert de 246 millions d'euros, soit 260 millions d'euros dans les comptes de Faurecia, nets d'une annulation de 14 millions d'euros d'amortissement sur le complément d'écart d'acquisition dégagé sur cette opération dans les comptes du groupe;
- l'annulation des amortissements liés aux autres écarts d'acquisition de 25 millions d'euros.

Cette diminution des écarts d'acquisition est enregistrée en contrepartie :

- d'un accroissement des immobilisations incorporelles pour 119 millions d'euros, correspondant à la valeur nette comptable des relations contractuelles clients de Sommer Allibert;
- d'une diminution des capitaux propres liée à l'acquisition de Sommer Allibert de 127 millions d'euros;
- d'un accroissement des capitaux propres de 25 millions d'euros liés à l'annulation des amortissements des autres écarts d'acquisition.

À ces retraitements s'ajoute une reprise de provision pour 4 millions d'euros, portant la diminution des capitaux propres à 98 millions d'euros.

Après prise en compte de ces ajustements, l'écart d'acquisition de Sommer Allibert s'établit à 793 millions d'euros au 1° janvier 2004, soit 772 millions d'euros dans les comptes de Faurecia et 21 millions d'euros de complément dans les comptes du groupe. Il était en normes françaises de 1 039 millions d'euros à fin 2003, soit 1 032 millions d'euros dans les comptes de Faurecia et 7 millions d'euros de complément dans les comptes du groupe.

D1 – Écart d'acquisitions – amortissement des écarts

 Le compte de résultat 2004 ne supporte plus la charge correspondant à la dotation aux amortissements des écarts d'acquisition, ce qui génère une diminution des charges de 128 millions d'euros.

D2 - Relations contractuelles clients de Sommer Allibert

 Le compte de résultat 2004 enregistre en marge opérationnelle une charge d'amortissement des relations contractuelles clients pour 119 millions d'euros.

E. Immobilisations corporelles

Dans le bilan d'ouverture IFRS au 1er janvier 2004 :

- le montant des intérêts intercalaires non encore amortis (207 millions d'euros)
 est éliminé de la valeur nette comptable des immobilisations, en contrepartie d'une diminution des capitaux propres;
- certains contrats de location financement antérieurement considérés comme des contrats de location simple sont immobilisés à l'actif (98 millions d'euros) en contrepartie d'une dette au passif (98 millions d'euros); l'impact dans les capitaux propres est non significatif;
- les subventions d'équipement (81 millions d'euros) sont comptabilisées en déduction de la valeur nette comptable des immobilisations, sans impact sur les capitaux propres;
- les frais accessoires non affectables aux immobilisations non encore amortis
 (85 millions d'euros) sont éliminés de la valeur nette comptable des immobilisations, en contrepartie d'une diminution des capitaux propres.

Au compte de résultat 2004, les effets sont positifs de 33 millions d'euros sur la marge opérationnelle et négatifs de 43 millions d'euros sur les charges de financement. Ces effets incluent :

- le changement de méthode de comptabilisation des intérêts intercalaires, qui a un impact positif sur la marge opérationnelle (42 millions d'euros) et un impact négatif en charges de financement (38 millions d'euros);
- le retraitement des contrats de location financement qui a un impact positif en marge opérationnelle de 4 millions d'euros et négatif en charges de financement de 5 millions d'euros :
- les frais accessoires non affectables directement aux immobilisations qui sont comptabilisés en charges pour un montant de 13 millions d'euros, en diminution de la marge opérationnelle.

Par ailleurs, l'impact du passage en charges des frais accessoires non affectables directement aux immobilisations, sur la valeur des titres mis en équivalence est négatif de 7 millions d'euros au 1^{er} janvier 2004, et non significatif sur le compte de résultat 2004.

F. Titres d'autocontrôle

Les actions affectées aux plans d'achat d'actions sont comptabilisées en diminution des capitaux propres pour un montant de 150 millions d'euros. Cette différence est sans effet sur le compte de résultat.

G. Actifs financiers disponibles à la vente

La réévaluation à leur juste valeur des actifs disponibles à la vente a un effet positif sur les capitaux propres consolidés au 1^{er} janvier 2004 de 316 millions d'euros, dont 106 millions d'euros en autres actifs financiers non courants, et 210 millions d'euros en actifs financiers courants.

Sur la période, les mouvements en situation nette correspondent à la reprise au compte de résultat de la plus-value des titres cédés sur l'exercice (181 millions d'euros, soit 145 millions nets d'impôts différés) et aux écarts de réévaluation des titres restant en portefeuille (25 millions d'euros, soit 19 millions d'euros nets d'impôts différés).

H. Couverture du risque de change

Les créances ou dettes libellées en devises faisant l'objet d'une couverture sont systématiquement converties au cours de clôture et non plus comptabilisées au cours de couverture. L'effet de cette réévaluation est totalement compensé par l'enregistrement à leur juste valeur des instruments financiers affectés à la couverture du risque de change lié à ces créances ou dettes.

Les options de change affectées à la couverture de flux futurs sont également comptabilisées au bilan à leur juste valeur. Au 1 $^{\rm er}$ janvier 2004, la situation nette d'ouverture est :

- augmentée de la variation de valeur intrinsèque (part efficace) des instruments de couverture affectés à la couverture de flux futurs pour 74 millions d'euros (soit 48 millions d'euros nets d'impôts) ;
- et diminuée de la variation de la part inefficace des options en cours pour 28 millions d'euros.

La marge opérationnelle enregistre :

- les variations de valeur des instruments couverts compensées par les variations symétriques des instruments de couverture ;
- les pertes ou profits de change sur les transactions commerciales qui ne feraient pas l'objet de couverture.

En IFRS, les autres produits et charges enregistrent les variations de valeur de la part inefficace des options échues durant l'exercice ou à échéances postérieures à la clôture. Par rapport aux résultats aux normes françaises qui enregistrent l'amortissement des primes payées à l'échéance de l'option, l'impact sur le résultat 2004 des normes IFRS se ventile entre :

- un reclassement pour 68 millions d'euros des charges d'amortissement des primes payées sur options de change qui passent du poste "Frais financiers nets" dans les comptes français au poste "Autres produits et charges" dans les comptes IFRS;
- un écart d'évaluation IFRS du coût des primes (part inefficace des options en IFRS) positif de 21 millions d'euros. Cette réévaluation correspond pour 28 millions d'euros aux charges enregistrées dans les comptes français en 2004 au titre des amortissements de primes, déjà pris en compte en IFRS dans la situation nette d'ouverture, et un complément de charge de 7 millions d'euros au titre des primes payées sur options, compte tenu de leur valorisation en juste valeur.

Sur la période, les mouvements en situation nette correspondent :

- à la reprise au compte de résultat de la valeur intrinsèque des options lors de la réalisation des opérations couvertes (61 millions d'euros, soit 39 millions d'euros nets d'impôts différés);
- aux écarts de réévaluation de la valeur intrinsèque des options en portefeuille au cours de l'exercice (30 millions d'euros, soit 19 millions d'euros nets d'impôts différés).

La situation nette de clôture correspond à la valeur intrinsèque des options en portefeuille au 31 décembre 2004 (43 millions d'euros, soit 28 millions d'euros nets d'impôts).

I. Couverture du risque de taux

Au $1^{\rm er}$ janvier 2004, les capitaux propres d'ouverture sont diminués ou augmentés de l'effet de la réévaluation à leur juste valeur :

- de l'ensemble des instruments dérivés ;
- de la partie couverte par des swaps de taux d'intérêts des encours de crédits ;
- des titres à revenus fixes, comptabilisés selon l'option de juste valeur, couverts économiquement par des swaps de taux d'intérêts;
- de la partie couverte par des swaps de taux d'intérêts des dettes financières.

Compte tenu de la politique de couverture mise en œuvre par le groupe, l'ensemble de cette réévaluation à la juste valeur a un impact négatif de 12 millions d'euros sur les capitaux propres d'ouverture au 1^{er} janvier 2004.

La comptabilisation à leur juste valeur des instruments dérivés n'a pas d'incidence significative sur le résultat, la politique du groupe étant d'affecter les instruments dérivés à des couvertures de juste valeur ou de flux futurs de trésorerie.

J. Comptabilisation des encours de crédit au coût amorti

L'enregistrement et l'évaluation des encours de crédit sont définis par la norme IAS 39 "Instruments Financiers : comptabilisation et évaluation".

Les prêts et créances sur la clientèle figurant à l'actif du bilan correspondent à l'engagement financier net de Banque PSA Finance au titre de ces crédits. Par conséquent, les encours de crédit incluent, outre le capital restant dû majoré des créances rattachées :

- les commissions versées aux prescripteurs ainsi que les charges administratives directes externes qui augmentent désormais les encours de crédit ;
- les participations reçues des marques, qui viennent minorer les encours de crédit;
- les frais de dossiers restant à étaler, qui constituaient des produits perçus d'avance, venant désormais minorer les encours de crédit ;
- et les dépôts de garantie reçus lors de la mise en place de contrats de crédit bail, qui viennent minorer l'encours financé.

Les encours de crédits ainsi définis ne prennent pas en compte les effets de l'application de la comptabilité de couverture (voir ci-dessous).

Les intérêts comptabilisés correspondent au rendement actuariel retiré des flux de trésorerie à recouvrer, évalués au taux d'intérêt effectif (TIE).

L'application de la méthode du coût amorti n'a pas d'effet sur le compte de résultat. En terme de présentation du compte de résultat, le revenu des crédits est présenté net de l'amortissement actuariel des coûts directs supportés par la banque, qui précédemment étaient enregistrés en charges opérationnelles, en commissions d'apporteurs et autres coûts d'acquisition. En conséquence, le chiffre d'affaires et les charges opérationnelles des activités de financement sont diminués de 274 millions d'euros en 2004.

Comptes consolidés - Normes IFRS Notes aux états financiers consolidés

K. Titrisations

K1. Règles françaises

Banque PSA Finance

Banque PSA Finance a procédé à plusieurs opérations de titrisations, sous la forme de cessions de créances à un fonds commun de créances à compartiments (FCC), avec un compartiment propre à chaque opération. Les fonds communs de créances n'étant pas contrôlés au sens des normes françaises ont été exclus du périmètre de consolidation. De ce fait, les créances ainsi titrisées ne figurent plus à l'actif du bilan.

Faurecia

Faurecia a conclu en 2000 et 2002 des conventions de cession de créances commerciales, pour une durée d'un an, renouvelable jusqu'en novembre 2005 et décembre 2007 respectivement. De ce fait, les créances ainsi cédées ne figurent plus à l'actif du bilan.

K2. Impacts des IFRS

Conformément à l'interprétation SIC 12 "Consolidation des entités ad hoc", les fonds communs de créances, assimilables à des entités ad-hoc, doivent être consolidés dès lors que le cédant conserve la majorité des risques et avantages liés aux créances cédées.

Banque PSA Finance

Les compartiments du FCC sont consolidés par le groupe dans le bilan d'ouverture au 1er janvier 2004.

Cette consolidation fait réapparaître à l'actif 2 259 millions d'euros représentant les encours de créances de financement automobile antérieurement cédées pour 1987 millions d'euros, ainsi que la trésorerie disponible de ces compartiments, pour 272 millions d'euros (201 millions d'euros en placements des sociétés de financement, et 71 millions d'euros en trésorerie). Les dépôts de garantie sont éliminés du bilan du fait de la consolidation (50 millions d'euros en moins des autres prêts).

Au passif, apparaissent les parts émises par les compartiments du FCC (2 259 millions d'euros).

Les dividendes versés par les compartiments du FCC sont éliminés en consolidation. Le chiffre d'affaires consolidé comprend les revenus des créances portées par les compartiments du FCC pour 133 millions d'euros, et les charges opérationnelles incluent les intérêts versés aux porteurs de parts prioritaires et subordonnées.

Cette consolidation est sans effet sur les capitaux propres au 1er janvier 2004 du groupe. Elle n'a également aucune incidence sur ses résultats futurs.

Faurecia

Les créances cédées dans le cadre des deux conventions de cessions de créances commerciales existant au 1^{er} janvier 2004, ont été réinscrites au bilan pour 119 millions d'euros, en contrepartie d'une augmentation des dettes financières pour un montant de 18 millions d'euros, net du dépôt subordonné de 101 millions d'euros précédemment enregistré à l'actif en autres débiteurs.

L. Stock options

L'application de la norme IFRS 2 "Paiement fondé sur des actions" n'a aucun effet sur le bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2004, ni sur les capitaux propres consolidés.

L'enregistrement en charges de la juste valeur des options accordées a pour effet un accroissement des charges de personnel incluses dans la marge opérationnelle du groupe, avec une contrepartie directe en capitaux propres. L'effet sur le résultat 2004 est une charge de 7 millions d'euros.

M. Titres mis en équivalence

La valeur des titres mis en équivalence est diminuée au 1^{er} janvier 2004 de 2 millions d'euros, du fait d'ajustements liés à l'immobilisation des frais de développement (voir A.) et au passage en charges des frais non affectables aux immobilisations corporelles (voir E.). L'effet sur le résultat net des mises en équivalence en 2004 est positif de 21 millions d'euros, dont 20 millions au titre des frais de développement.

N. Passifs d'impôts différés sur titres argentins

Consécutivement à la dévaluation du peso argentin, des provisions sur titres, déductibles fiscalement en application des règles locales, ont été constatées dans les comptes sociaux de la société mère espagnole des filiales argentines du groupe. Ces provisions étant liées pour l'essentiel à l'évolution défavorable de la parité de change, le gain d'impôt courant ainsi généré a été compensé par une charge d'impôt différé de même montant, s'agissant d'une différence temporaire. Le passif d'impôt différé y afférent a été enregistré directement dans le poste "Écart de conversion" dans les comptes consolidés français. Le groupe ayant décidé, conformément à l'option offerte par IFRS 1 "Première application des IFRS", d'imputer l'écart de conversion existant au 1° janvier 2004 en contrepartie des réserves consolidées, le passif d'impôt différé jusqu'alors inclus dans cet écart a été reclassé en passifs d'impôts différés dans le bilan d'ouverture IFRS, pour un montant de 151 millions d'euros.

0. Reclassements bilanciels

Les comptes de bilan ont fait l'objet de reclassements entre actifs et passifs d'un montant de 1 724 millions d'euros au 1 $^{\rm er}$ janvier 2004 afin de conformer leur présentation aux règles IFRS. Ces reclassements portent pour l'essentiel sur :

- les soldes de créances et dettes d'impôts, pour un montant total de 1 157 millions d'euros. En application d'IAS 12 "Impôts", les créances et dettes d'impôts sont compensées au bilan dans la mesure où l'entreprise a un droit juridiquement exécutoire de compenser un actif et un passif d'impôt exigible lorsqu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale et si cette autorité fiscale permet à l'entreprise de faire ou de recevoir un seul paiement net;
- les subventions d'investissements reclassées pour un montant de 81 millions d'euros en moins de la valeur nette des immobilisations concernées, conformément à l'option offerte par la norme IAS 16 "Immobilisations";
- les titres d'autocontrôle affectés à la couverture des plans de stock options, reclassés pour 150 millions d'euros du poste "Valeurs mobilières de placements" en diminution des capitaux propres consolidés, conformément à la norme IAS 32 "Instruments financiers: informations à fournir et présentation";
- certains montants liés aux créances de financement des ventes, comptabilisés en "Autres créanciers" pour 182 millions d'euros, et en "Autres débiteurs" pour 324 millions d'euros dans les comptes français. En application d'IAS 39 "Instruments financiers : comptabilisation et évaluation", les créances de financement des ventes sont comptabilisées au bilan au coût amorti, correspondant à l'engagement financier net de Banque PSA Finance (voir note 1.14 A).

Note 3 - Périmètre de consolidation

3.1. NOMBRE DE SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

A. Ventilation à la clôture

| | 2004 | 2003 |
|--|------|------|
| Intégration globale | | |
| Sociétés industrielles et commerciales | 307 | 306 |
| Sociétés de financement | 33 | 28 |
| | 340 | 334 |
| Mise en équivalence | | |
| Sociétés industrielles et commerciales | 31 | 31 |
| | 31 | 31 |
| Nombre de sociétés à la clôture | 371 | 365 |
| | | |

B. Évolution durant l'exercice

| | 2004 |
|---|------|
| Nombre de sociétés à l'ouverture | 365 |
| Nouvelles sociétés | |
| - Importateurs automobiles | 1 |
| - Concessionnaires automobiles | 4 |
| - Équipementiers automobiles | 8 |
| - Transporteurs | 2 |
| - Autres sociétés industrielles et commerciales | 2 |
| - Sociétés de financement | 5 |
| Sociétés déconsolidées | (7) |
| Sociétés absorbées et autres | (9) |
| Nombre de sociétés à la clôture | 371 |

3.2. ÉVOLUTION SIGNIFICATIVE DU PÉRIMÈTRE EN 2004

Dongfeng Peugeot Citroën Automobile - DPCA

Fin 2004, comme suite aux accords signés le 25 octobre 2002 entre PSA PEUGEOT CITROËN et DongFeng Motor, la société Dongfeng Peugeot Citroën

Automobile — DPCA a vu la participation de chacun de ses deux actionnaires de référence portée à 50 %, par rachat des participations minoritaires détenues par des banques françaises et des institutions financières chinoises.

La mise en équivalence a évolué à due concurrence (note 16.1).

Fonds commun de créances auto ABS – Compartiment 2004-1

Ce compartiment créé le 25 février 2004 pour acquérir un encours global de 1 milliard d'euros de créances à PSA Finance Deutschland GmbH, a été intégré dés sa création dans le périmètre de consolidation.

3.3. IMPACTS DES CHANGEMENTS DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION SUR LES DONNÉES CONSOLIDÉES

L'impact du rachat des minoritaires de Dongfeng Peugeot Citroën Automobile – DPCA est donné en note 16.1.

L'impact des autres changements de périmètres de consolidation sur les données consolidées de résultat n'est pas significatif.

Note 4 - Information sectorielle

En application d'IAS 14 "Informations sectorielles", le premier niveau d'information sectorielle est organisé par secteur d'activité, le second niveau par secteur géographique. Cette distinction est fondée sur les systèmes internes d'organisation et la structure de gestion du groupe.

4.1. SECTEURS D'ACTIVITÉ

Le groupe est géré en cinq segments principaux :

- la division automobile qui regroupe principalement les activités de conception, de fabrication et de commercialisation des voitures particulières et véhicules utilitaires de marque Peugeot et de marque Citroën;
- la division équipement automobile, constituée du groupe Faurecia spécialisé dans les métiers des pièces d'intérieur véhicule, des sièges automobiles, des blocs avant et des systèmes d'échappement;
- la division transport et logistique, constituée du groupe Gefco spécialisé dans la logistique et le transport de véhicules et de marchandises ;
- la division activités de financement qui correspond au groupe Banque PSA
 Finance assure le financement des ventes aux clients des marques Peugeot et Citroën ainsi que celui de leurs réseaux de distribution;
- les autres activités du groupe incluent notamment celle de la société Peugeot S.A.
 tête de groupe et les activités qui lui sont directement rattachées; en particulier, la fabrication de motocycles et la conception de biens d'équipements industriels.

Comptes consolidés - Normes IFRS Notes aux états financiers consolidés

Chacune des colonnes du tableau ci-dessous, reprend les chiffres propres de chaque secteur, compris comme une entité indépendante ; la colonne "Éliminations" regroupe la suppression des opérations et comptes entre les différents secteurs.

Toutes les relations commerciales inter-activités sont établies sur une base de marché, à des termes et conditions identiques à ceux prévalant pour des fournitures de biens et services à des clients extérieurs au groupe.

| | | Équipement | Transport | | | | |
|-----------------------------------|------------|------------|---------------|--------|-------------|--------------|--------|
| (en millions d'euros) | Automobile | automobile | et logistique | Autres | Financement | Éliminations | Total |
| Chiffres d'affaires net | | | | | | | |
| - de l'activité (hors groupe) | 44 999 | 8 157 | 1 064 | 525 | 1 360 | - | 56 105 |
| - ventes interactivités (groupe) | 240 | 2 562 | 1 830 | 374 | 241 | (5 247) | - |
| Total | 45 239 | 10 719 | 2 894 | 899 | 1 601 | (5 247) | 56 105 |
| Marge opérationnelle | 1 551 | 283 | 158 | 26 | 523 | (7) | 2 534 |
| Résultat sectoriel | 1 541 | 223 | 154 | 16 | 519 | (7) | 2 446 |
| Part du résultat net dans | | | | | | | |
| les sociétés mises en équivalence | 5 | 8 | - | - | - | - | 13 |
| Résultat financier | - | - | - | - | - | - | 46 |
| Impôts | - | - | - | - | - | - | (790) |
| Résultat net | - | - | - | - | - | - | 1 715 |
| Actifs sectoriels | 24 456 | 6 571 | 1 120 | 514 | 24 965 | (1 931) | 55 695 |
| Participations dans les sociétés | | | | | | | |
| mises en équivalence | 581 | 33 | - | - | - | - | 614 |
| Titres de participation | - | - | - | - | - | - | 66 |
| Actifs financiers | - | - | - | - | - | - | 8 604 |
| Actifs d'impôts | - | - | - | - | - | - | 682 |
| Actif total | - | - | - | - | - | - | 65 661 |
| Passifs sectoriels | 17 688 | 2 996 | 654 | 596 | 23 249 | (1 977) | 43 206 |
| Dettes financières | - | - | - | - | - | - | 6 694 |
| Passifs d'impôts | - | - | - | - | - | - | 2 253 |
| Capitaux propres | - | - | - | - | - | - | 13 508 |
| Passif total | - | - | - | - | - | - | 65 661 |
| Investissements (hors ventes | | | | | | | |
| avec clause de rachat) | 3 129 | 492 | 91 | 15 | 36 | - | 3 763 |
| Dotations aux amortissements | 2 406 | 623 | 55 | 28 | 12 | - | 3 124 |
| Capitaux employés | 6 279 | 3 655 | 476 | (364) | 2116 | 46 | 12 208 |

4.2. ZONES GÉOGRAPHIQUES

Les postes ci-dessous sont ventilés : pour le chiffre d'affaires par zone de commercialisation à la clientèle, pour les autres informations par zone d'implantation des sociétés consolidées.

| | Europe | Autres pays | Amérique | Reste | |
|--|------------|-------------|----------|----------|--------|
| (en millions d'euros) | de l'Ouest | d'Europe | latine | du monde | Total |
| 2004 | | | | | |
| Chiffre d'affaires | 46 529 | 2 550 | 1 409 | 5 617 | 56 105 |
| Investissements (incorporels et corporels) | 3 364 | 255 | 83 | 61 | 3 763 |

Le groupe considère la zone géographique "Europe de l'Ouest" comme son marché domestique.

Note 5 - Chiffre d'affaires

| (en millions d'euros) | 2004 |
|--------------------------|--------|
| Ventes de biens | 51 131 |
| Prestations de services | 3 614 |
| Activités de financement | 1 360 |
| Total | 56 105 |

Note 6 - Frais de personnel _____

Les frais de personnel inscrits à l'effectif des sociétés du groupe se ventilent comme suit :

| (en millions d'euros) | 2004 |
|-----------------------|-------|
| Automobile | 5 970 |
| Faurecia | 1 927 |
| Gefco | 342 |
| Banque PSA Finance | 119 |
| Autres | 158 |
| Total | 8 516 |
| | |

Note 7 - Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

Les amortissements inclus dans les charges opérationnelles concernent les actifs suivants :

| 2004 |
|-------|
| 568 |
| 187 |
| 622 |
| 1 747 |
| 3 124 |
| |

Note 8 - Frais d'études, de recherche et de développement _____

| 0004 |
|---------|
| 2004 |
| (2 118) |
| 826 |
| (1 292) |
| (568) |
| (1 860) |
| |

Note 9 - Autres produits et charges _____

Les autres produits et charges incluent les montants suivants :

| (en millions d'euros) | 2004 |
|---|-------|
| Frais de rationalisation des structures | (92) |
| Résultat de cession de biens immobiliers | 6 |
| Effet de l'actualisation sur engagements sociaux | (184) |
| Rendement attendu des actifs financiers sur engagements sociaux | 149 |
| Autres produits et frais financiers | (19) |
| Variation de la part inefficace des options de change | (28) |
| Plus-values nettes sur cessions de titres de placement | 188 |
| Autres | (4) |
| Total | 16 |

9.1. FRAIS DE RATIONALISATION DES STRUCTURES

A. Ventilation par nature

| (en millions d'euros) | 2004 |
|--|------|
| Départs anticipés de certains salariés (note 31) | (24) |
| Coûts de réduction d'effectifs | (66) |
| Coûts d'arrêt de production | (2) |
| Total | (92) |

B. Effectifs concernés

| (en nombre de personnes) | 2004 |
|--------------------------|-------|
| France | 460 |
| Espagne | 15 |
| Royaume-Uni | 710 |
| Autres pays d'Europe | 541 |
| États-Unis | 132 |
| Argentine | 2 |
| Autres pays hors Europe | 15 |
| Total | 1 875 |
| | |

Note 10 - Produits sur prêts et placement de trésorerie

| 2004 |
|------|
| 14 |
| 301 |
| 5 |
| (6) |
| 314 |
| |

Note 11 - Charges de financement

| (en millions d'euros) | 2004 |
|---|-------|
| Frais financiers sur autres emprunts | (215) |
| Frais financiers sur découverts bancaires | (143) |
| Frais financiers sur location financement | (9) |
| Résultat de change sur opérations financières | (5) |
| Résultat des couvertures sur emprunts | 1 |
| Autres | (1) |
| Total | (372) |

Note 12 - Impôts sur les résultats _____

12.1. ÉVOLUTION DES POSTES DE BILAN EN 2004

| (en millions d'euros) | Situation nette | | | | | |
|-----------------------|-----------------|--------|-----------|------------|--------|---------|
| | Ouverture | Charge | et autres | Règlements | Change | Clôture |
| Impôts courants | | | | | | |
| Actif | 161 | | | | | 128 |
| Passif | (116) | | | | | (136) |
| | 45 | (467) | - | 418 | (4) | (8) |
| Impôts différés | | | | | | |
| Actif | 573 | | | | | 554 |
| Passif | (1 844) | | | | | (2 117) |
| | (1 271) | (323) | 45 | (23) | 9 | (1 563) |

12.2. CHARGE D'IMPÔT SUR LES RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES

| (en millions d'euros) | 2004 |
|---|-------|
| Impôts courants (note 12.2. A) | |
| Impôts sur les bénéfices | (459) |
| Impôts sur distributions intragroupe effectuées | (8) |
| Impôts différés | |
| Impôts différés de la période | (308) |
| Perte de valeur d'actif d'impôt différé | (30) |
| Effets du changement de taux en France (note 12.2. B) | 16 |
| Divers | (1) |
| Total | (790) |

A. Impôts courants

La charge d'impôts courants est égale aux montants d'impôt sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays. Depuis le 1^{er} janvier 2000, la société Peugeot S.A. a renouvelé son option pour le régime d'intégration fiscale de droit commun prévu à l'article 223 A du Code général des impôts pour elle-même et les filiales françaises contrôlées au moins à 95 %.

B. Impôts différés

La charge d'impôts différés est déterminée selon la méthode comptable précisée en note 1.16.

Le taux de base de l'impôt sur les sociétés en France est de 33,33 %.

La loi sur le financement de la Sécurité sociale n° 99-1140 du 29 décembre 1999 a instauré un complément d'imposition égal à 3,3 % de l'impôt de base dû ; pour les sociétés françaises le taux légal d'imposition se trouve ainsi majoré de 1,1 %.

La loi de finances n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 a décidé la disparition progressive de la contribution additionnelle qui était fixée depuis 2002 à 3 % de l'impôt de base dû. Elle passera à 1,5 % au 1 $^{\rm er}$ janvier 2005 et sera supprimée en 2006.

La loi de finances rectificative n° 2004-1485 du 30 décembre 2004 a décidé :

- la diminution de la taxation de toutes les plus et moins values à long terme de 19 % à 15 % à compter de 2005;
- la disparition progressive de la taxation des plus values nettes à long terme réalisées sur la cession des titres de participation. Cette taxation sera ramenée à 8 % en 2006 et supprimée à compter de 2007.

Les encours nets d'impôts différés ont été diminués en conséquence au 31 décembre 2004.

De plus, la même loi de finances rectificative a décidé pour 2005 le transfert obligatoire de la réserve spéciale des plus values à long terme à un compte de réserve ordinaire à concurrence d'un montant maximal de 200 millions d'euros ; ceci en exonération des compléments d'impôt, sous réserve du paiement d'une taxe libératoire de 2,5 %. Une charge d'impôt a été constatée dans les comptes de l'exercice 2004 à hauteur de 6 millions d'euros pour l'ensemble des sociétés du groupe concernées.

12.3. RÉCONCILIATION ENTRE LE TAUX LÉGAL EN FRANCE ET LE TAUX EFFECTIF D'IMPÔT DU COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

| (en pourcentage) | 31/12/2004 |
|--|------------|
| Taux d'impôt légal en France pour l'exercice | (35,4) |
| - changement du taux en France | 0,6 |
| - différences permanentes | (0,2) |
| - résultat taxable à taux réduit (France) | 2,0 |
| - crédits d'impôts | 1,0 |
| - effet des différences de taux à l'étranger et autres | 1,6 |
| actifs sur déficits non reconnus (note 12.4) | (1,3) |
| | (31,7) |

L'effet du changement de taux en France correspond à la réévaluation des impôts différés à la clôture en fonction de la modification des taux d'imposition votés (note 12.2. B).

12.4. ACTIFS SUR DÉFICIT

| | | Variations de l'exercice | | | |
|------------------------------------|-----------|--------------------------|--------------|------------|---------|
| | | Nouveaux déficits | Utilisations | Autres | |
| (en millions d'euros) | Ouverture | générés | de déficit | mouvements | Clôture |
| Impôts différés actifs sur déficit | 459 | 23 | (24) | - | 458 |
| Non reconnus à l'origine | (228) | (7) | N/A | 4 | (231) |
| Déficits fiscaux dépréciés | (39) | N/A | N/A | (23) | (62) |
| Total | 192 | 16 | (24) | (19) | 165 |

Note 13 - Résultat net par action

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice.

Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social corrigées des détentions par le groupe de ses propres

Il est par ailleurs donné après effet dilutif de la levée des options d'achats d'actions, calculé suivant la méthode du "rachat d'actions". Cet effet est le suivant sur le nombre d'actions :

| | 31/12/2004 |
|--|-------------|
| Nombre moyen d'actions de 1 euro en circulation | 236 093 169 |
| Effet dilutif des options d'achats suivant la méthode du "rachats d'actions" | 336 191 |
| Nombre moyen d'actions après dilution | 236 429 360 |

Compte tenu des caractéristiques des différents plans (note 28.2), seuls ceux de 1999 et 2000 ont un effet dilutif.

Note 14 - Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles _____

14.1. ÉVOLUTIONS DE LA VALEUR NETTE COMPTABLE

| | Écarts | Frais de | Logiciels | |
|--|---------------|---------------|-----------|---------|
| (en millions d'euros) | d'acquisition | développement | et autres | Total |
| Valeur brute | | | | |
| À l'ouverture de l'exercice | 1 818 | 4 072 | 1 054 | 6 944 |
| Acquisitions/augmentations | 72 | 826 | 117 | 1 015 |
| Sorties | - | - | (14) | (14) |
| Changement de périmètre et autres | - | 72 | 2 | 74 |
| Change | (20) | (5) | (1) | (26) |
| À la clôture de l'exercice | 1 870 | 4 965 | 1 158 | 7 993 |
| Amortissements | | | | |
| À l'ouverture de l'exercice | N/A | (1 325) | (710) | (2 035) |
| Dotations | N/A | (568) | (187) | (755) |
| Sorties | N/A | - | 10 | 10 |
| Changement de périmètre et autres | N/A | 10 | - | 10 |
| Change | N/A | 1 | - | 1 |
| À la clôture de l'exercice | - | (1 882) | (887) | (2 769) |
| Valeur nette à l'ouverture de l'exercice | 1 818 | 2 747 | 344 | 4 909 |
| Valeur nette à la clôture de l'exercice | 1 870 | 3 083 | 271 | 5 224 |
| | | | | |

14.2. DÉTAIL DES ÉCARTS D'ACQUISITION À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

| (en millions d'euros) | 31/12/2004 | 01/01/2004 |
|--|------------|------------|
| Faurecia | | |
| - sur opération Bertrand Faure | 584 | 584 |
| - sur opération Sommer Allibert | 166 | 166 |
| Groupe Sommer Allibert | 793 | 793 |
| Faurecia Exhaust Systems | 125 | 137 |
| Autres filiales de Faurecia | 62 | 39 |
| Dongfeng Peugeot Citroën Automobile | 53 | 12 |
| Peugeot Automotiv Pazarlama AS (Popas) | 12 | 12 |
| Crédipar | 75 | 75 |
| Total | 1 870 | 1 818 |
| | | |

Faurecia

À fin 2004, la valeur comptable des actifs de chacun des secteurs d'activité du groupe Faurecia, incluant les écarts d'acquisition, a fait l'objet d'une comparaison avec la somme des flux futurs de trésorerie, actualisés, issus des dernières prévisions.

L'extrapolation des prévisions de la dernière année du plan à moyen terme (2008), projetée à l'infini, est déterminée en appliquant un taux de croissance de 1,5 %.

Un expert indépendant a été consulté pour déterminer le coût moyen pondéré du capital utilisable pour actualiser les flux de trésorerie futurs. Compte tenu des hypothèses retenues, le taux d'actualisation a été fixé à 7,9 %.

La comparaison des valeurs comptables de ces actifs aux sommes des flux de trésorerie actualisés correspondants, ne justifie pas de dépréciation des écarts d'acquisition inscrits au bilan.

Note 15 - Immobilisations corporelles

| | | | 1//12 | NA 17 1 1 1 | Λ . | | |
|--|---------------|-------------|-----------|-----------------|---------------|---------|----------|
| | | | Véhicules | Matériel de | Agencements, | | |
| | Terrains et | Matériel et | donnés en | transport et de | installations | | |
| (en millions d'euros) | constructions | outillages | locations | manutention | et autres | Encours | Total |
| Valeur brute | | | | | | | |
| À l'ouverture de l'exercice | 5 125 | 21 301 | 2 410 | 501 | 878 | 1 983 | 32 198 |
| Acquisitions/augmentations (*) | 560 | 2 555 | - | 49 | 129 | (473) | 2 820 |
| Sorties | (71) | (1 157) | - | (54) | (44) | - | (1 326) |
| Changements de périmètre et autres | 2 | (22) | 18 | (2) | 3 | 35 | 34 |
| Change | 2 | (9) | - | - | - | 11 | 4 |
| À la clôture de l'exercice | 5 618 | 22 668 | 2 428 | 494 | 966 | 1 556 | 33 730 |
| Amortissements | | | | | | | |
| À l'ouverture de l'exercice | (2 405) | (14 719) | (311) | (363) | (552) | - | (18 350) |
| Dotations | (264) | (1 902) | - | (57) | (87) | - | (2 310) |
| Sorties | 63 | 1 140 | - | 47 | 41 | - | 1 291 |
| Changements de périmètre et autres | 2 | 14 | 6 | 2 | - | - | 24 |
| Change | 3 | 5 | - | - | (1) | - | 7 |
| À la clôture de l'exercice | (2 601) | (15 462) | (305) | (371) | (599) | - | (19 338) |
| Valeur nette à l'ouverture de l'exercice | 2 720 | 6 582 | 2 099 | 138 | 326 | 1 983 | 13 848 |
| Valeur nette à la clôture de l'exercice | 3 017 | 7 206 | 2 123 | 123 | 367 | 1 556 | 14 392 |
| | | | | | | | |

^(*) Y compris immobilisations corporelles acquises en location financement.

Les véhicules donnés en location se ventilent comme suit :

| (en millions d'euros) | 31/12/2004 | 01/01/2004 |
|---|------------|------------|
| Véhicules sous clause de rachat (note 1.5. A) | 2 170 | 2 116 |
| Véhicules donnés en location courte durée | 258 | 294 |
| Total valeur brute | 2 428 | 2 410 |
| | | |

Note 16 - Titres mis en équivalence

Les sociétés mises en équivalence sont très généralement des sociétés industrielles et commerciales qui ont pour objet de produire soit des pièces et équipements destinés à la construction automobile soit des véhicules complets.

16.1. ÉVOLUTION DE LA VALEUR D'ÉQUIVALENCE

| (en millions d'euros) | 31/12/2004 |
|--|------------|
| À l'ouverture de l'exercice | 548 |
| Dividendes et transferts de résultat | (6) |
| Quote-part du résultat net | 13 |
| Entrées en consolidation | |
| - Stafim | 5 |
| - Gefco Tunisie | 0 |
| Rachats de minoritaires de Dongfeng Peugeot Citroën Automobile | 79 |
| Acquisitions | 3 |
| Sorties | (20) |
| Change | (8) |
| À la clôture de l'exercice | 614 |

16.2. QUOTE-PART DES CAPITAUX PROPRES DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

| dernier % de détention | 31/12/2004 | 01/01/2004 |
|------------------------|--|--|
| | | |
| 50 % | 68 | 72 |
| 20 % | 3 | 3 |
| | | |
| 50 % | 63 | 47 |
| 50 % | 11 | 8 |
| 50 % | (19) | (41) |
| 50 % | 111 | 106 |
| | | |
| 50 % | 142 | 144 |
| 50 % | 194 | 158 |
| | | |
| 48 % | 3 | 3 |
| 34 % | 5 | N/A |
| 50 % | - | N/A |
| | 33 | 48 |
| | 614 | 548 |
| | 50 % 20 % 50 % 50 % 50 % 50 % 50 % | 50 % 68 20 % 3 50 % 63 50 % 11 50 % (19) 50 % 111 50 % 142 50 % 194 48 % 3 34 % 5 5 50 % - 33 |

16.3. QUOTE-PART DES RÉSULTATS NETS DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

| (en millions d'euros) | dernier % de détention | 31/12/2004 |
|---------------------------------------|------------------------|------------|
| Coopération avec Renault | | |
| Française de Mécanique | 50 % | (4) |
| Société de Transmissions Automatiques | 20 % | - |
| Coopération avec Fiat | | |
| Sevelnord | 50 % | 16 |
| Gisevel | 50 % | 3 |
| Sevelind | 50 % | 22 |
| Sevel SpA | 50 % | 5 |
| Coopération avec Toyota | | |
| Toyota Peugeot Citroën Automobiles | 50 % | (11) |
| Dongfeng Peugeot Citroën Automobile | 50 % | (26) |
| Autres | | |
| Siemens Automotiv Hydraulics | 48 % | - |
| Stafim | 34 % | 1 |
| Gefco Tunisie | 50 % | - |
| Sociétés du groupe Faurecia | | 7 |
| Total | | 13 |

16.4. QUOTE-PART DES ÉLÉMENTS FINANCIERS CARACTÉRISTIQUES DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Δ Information globale

| A. information globale | | \neg |
|--|------------|------------|
| (en millions d'euros) | 31/12/2004 | 01/01/2004 |
| Capitaux employés | | |
| Immobilisations corporelles | 1 173 | 898 |
| Besoin en fonds de roulement | 289 | 29 |
| Autres capitaux employés | 46 | (10) |
| Total | 1 508 | 1 180 |
| Investissements en immobilisations corporelles | 365 | 233 |
| Position financière nette | | |
| Dettes à long et moyen termes | (570) | (325) |
| Autres éléments financiers | (237) | (242) |
| Total | (807) | (567) |
| | | |

B. Détail par société des éléments significatifs

Capitaux employés totaux

| (en millions d'euros) | dernier % de détention | 31/12/2004 | 01/01/2004 |
|---------------------------------------|---------------------------|------------|------------|
| <u> </u> | doffilor // do dotoridori | 01/12/2004 | 01/01/2001 |
| Coopération avec Renault | | | |
| Française de Mécanique | 50 % | 197 | 214 |
| Société de Transmissions Automatiques | 20 % | 10 | 11 |
| Coopération avec Fiat | | | |
| Sevelnord | 50 % | 147 | 151 |
| Gisevel | 50 % | 37 | 40 |
| Sevelind | 50 % | 34 | 41 |
| Sevel SpA | 50 % | 240 | 212 |
| Coopération avec Toyota | | | |
| Toyota Peugeot Citroën Automobiles | 50 % | 288 | 143 |
| Dongfeng Peugeot Citroën Automobile | 50 % | 483 | 326 |
| Autres | | | |
| Siemens Automotiv Hydraulics | 48 % | 4 | 3 |
| Stafim | 34 % | (1) | N/A |
| Gefco Tunisie | 50 % | - | N/A |
| Sociétés du groupe Faurecia | | 69 | 39 |
| Total | | 1 508 | 1 180 |
| | | | |

Position financière nette

| (en millions d'euros) | dernier % de détention | 31/12/2004 | 01/01/2004 |
|---------------------------------------|------------------------|------------|------------|
| Coopération avec Renault | | | |
| Française de Mécanique | 50 % | (106) | (115) |
| Société de Transmissions Automatiques | 20 % | (5) | (3) |
| Coopération avec Fiat | | | |
| Sevelnord | 50 % | (58) | (88) |
| Gisevel | 50 % | (26) | (33) |
| Sevelind | 50 % | (53) | (82) |
| Sevel SpA | 50 % | (90) | (97) |
| Coopération avec Toyota | | | |
| Toyota Peugeot Citroën Automobiles | 50 % | (169) | - |
| Dongfeng Peugeot Citroën Automobile | 50 % | (280) | (159) |
| Autres | | | |
| Siemens Automotiv Hydraulics | 48 % | (3) | (1) |
| Stafim | 34 % | 6 | N/A |
| Gefco Tunisie | 50 % | - | N/A |
| Sociétés du groupe Faurecia | | (23) | 11 |
| Total | | (807) | (567) |

Les transactions avec les sociétés mises en équivalence sont données en note 39 "Informations sur parties liées".

Note 17 - Titres de participation _____

17.1. DÉTAIL

| (en millions d'euros) | Dernier % de détention | 31/12/2004 | 01/01/2004 |
|--------------------------------------|------------------------|------------|------------|
| Football Club de Sochaux Montbéliard | 100 % | 14 | 14 |
| Peugeot Rus Avto | 100 % | 5 | - |
| Peugeot Automobile Nigéria | 40 % | 8 | 8 |
| Concessionnaires non consolidés | | 14 | 16 |
| Portefeuille du groupe Faurecia | | 1 | 6 |
| PSA Finance Ceska Republika | | Consolidée | 12 |
| Autres titres | | 24 | 20 |
| Total | | 66 | 76 |
| | | | |

17.2. ÉVOLUTION

| (en millions d'euros) | 31/12/2004 |
|--|------------|
| Valeur brute | |
| À l'ouverture de l'exercice | 119 |
| Acquisitions/augmentations | 13 |
| Cessions | (5) |
| Changements de périmètre et autres | (17) |
| Change | (1) |
| À la clôture de l'exercice | 109 |
| Provisions | |
| À l'ouverture de l'exercice | (43) |
| Dotations | (3) |
| Cessions | 2 |
| Changements de périmètre et autres | 1 |
| Change | - |
| À la clôture de l'exercice | (43) |
| Valeur nette à l'ouverture de l'exercice | 76 |
| Valeur nette à la clôture de l'exercice | 66 |

Note 18 - Autres actifs financiers non courants _____

| | Prêts | Titres | Titres de | | |
|--|--------------|-------------|-----------------------------|------------------------|-------|
| | et créances | disponibles | placement en | Instruments | |
| (en millions d'euros) | à long terme | à la vente | juste valeur ⁽¹⁾ | dérivés ⁽²⁾ | Total |
| Valeur brute | | | | | |
| À l'ouverture de l'exercice | 234 | 171 | 428 | 183 | 1 016 |
| Acquisitions/augmentations | 27 | - | 1 345 | - | 1 372 |
| Cessions | (9) | - | (54) | - | (63) |
| Revalorisations | - | 12 | 1 | 139 | 152 |
| Transferts | (15) | - | - | - | (15) |
| À la clôture de l'exercice | 237 | 183 | 1 720 | 322 | 2 462 |
| Provisions | | | | | |
| À l'ouverture de l'exercice | (82) | - | - | - | (82) |
| Dotations | (2) | - | - | - | (2) |
| À la clôture de l'exercice | (84) | - | - | - | (84) |
| Valeur nette à l'ouverture de l'exercice | 152 | 171 | 428 | 183 | 934 |
| Valeur nette à la clôture de l'exercice | 153 | 183 | 1 720 | 322 | 2 378 |
| | | | | | |

⁽¹⁾ En 2004, l'augmentation des titres de placement en juste valeur provient essentiellement de placements des liquidités du groupe en titres de créances négociables dont les échéances sont comprises entre un et trois ans. La qualité du rating des émetteurs et la liquidité de ces titres sur les marchés permettraient, si le groupe le souhaitait, leur cession à très court terme. (2) Le détail des instruments dérivés est donné en note 38.

Note 19 - Autres actifs non courants _____

| | | l . |
|--|------------|------------|
| (en millions d'euros) | 31/12/2004 | 01/01/2004 |
| Excédents versés sur engagements de retraite (note 30) | 7 | 3 |
| Autres | 91 | 88 |
| Total | 98 | 91 |

Note 20 - Créances de financement

20.1. ANALYSE DES CRÉANCES

| (en millions d'euros) | 31/12/200 | 4 01/01/2004 |
|---|-----------|--------------|
| | | |
| Crédits à la clientèle finale | 17 89 | 4 17 197 |
| Crédits aux réseaux de distribution | 5 45 | 4 550 |
| Écart de réévaluation à la juste valeur | 4 | 4 63 |
| Total | 23 39 | 21 810 |
| Revenus différés | (1 79 | 1) (1 773) |
| Provisions pour créances douteuses | (33) | 3) (298) |
| Total | 21 27 | 19 739 |
| Éliminations | (19. | 2) (130) |
| Total | 21 08 | 19 609 |
| | | |

Comptes consolidés - Normes IFRS Notes aux états financiers consolidés

Les créances sur la clientèle finale représentent les crédits accordés aux clients des marques Peugeot et Citroën, par les sociétés de financement, pour l'acquisition de véhicules automobiles.

Les crédits aux réseaux de distribution comprennent les créances des sociétés des marques Peugeot et Citroën sur leurs réseaux de concessionnaires, cédées aux sociétés de financement du groupe, et les crédits accordés par ces dernières aux réseaux, pour financer leur besoin en fonds de roulement.

20.2. PART DES CRÉANCES FINANCÉES PAR LA DIVISION AUTOMOBILE

La part des créances de la division automobile cédées aux sociétés de financement dont elle prend en charge le coût de financement, s'élève à :

| (en millions d'euros) | 31/12/2004 | 01/01/2004 |
|-----------------------|------------|------------|
| | 3 198 | 2 659 |
| | | |

Les coûts de financement correspondants sont inscrits dans les "Coûts des biens et services vendus" des activités industrielles et commerciales pour :

| (en millions d'euros) | 31/12/2004 |
|-----------------------|------------|
| | 132 |

20.3. ÉCHÉANCIERS DES CRÉANCES BRUTES

| 31/12/2004 | | | | Années | |
|-------------------------------------|--------|-------|-------|-------------|--------|
| (en millions d'euros) | 2005 | 2006 | 2007 | ultérieures | Total |
| Crédits à la clientèle finale | 6 595 | 6 013 | 2 945 | 2 341 | 17 894 |
| Crédits aux réseaux de distribution | 5 405 | 26 | 15 | 12 | 5 458 |
| Total | 12 000 | 6 039 | 2 960 | 2 353 | 23 352 |

| 01/01/2004 | | | | Années | |
|-------------------------------------|--------|-------|-------|-------------|--------|
| (en millions d'euros) | 2004 | 2005 | 2006 | ultérieures | Total |
| Crédits à la clientèle finale | 6 863 | 5 186 | 2 520 | 2 628 | 17 197 |
| Crédits aux réseaux de distribution | 4 531 | 8 | 5 | 6 | 4 550 |
| Total | 11 394 | 5 194 | 2 525 | 2 634 | 21 747 |

20.4. ÉVOLUTION DES PROVISIONS POUR CRÉANCES DOUTEUSES

| (en millions d'euros) | 31/12/2004 | 01/01/2004 |
|-------------------------------|------------|------------|
| Crédits à la clientèle finale | | |
| Créances douteuses brutes | 39 | 3 357 |
| Provisions | (26- | 4) (214) |
| Net | 12 | 9 143 |
| Crédits aux réseaux | | |
| Créances douteuses brutes | 2 | 3 28 |
| Provisions | (1: | 3) (20) |
| Net | 11 | 8 |
| Tous crédits | | |
| Créances douteuses brutes | 410 | 385 |
| Provisions | (27 | 7) (234) |
| Net | 13: | 9 151 |
| | | |

Note 21 - Autres prêts accordés à la clientèle.

Les autres prêts accordés à la clientèle sont tous à échéance inférieure à un an.

Note 22 - Placements des sociétés de financement

Ce poste comprend en particulier les réserves de sécurité constituées par le groupe Banque PSA Finance dans le cadre de sa stratégie de financement et investies en OPCVM et en titres de créances négociables.

| (an milliona d'auraa) | 31/12/2004 | 01/01/2004 |
|--|------------|------------|
| (en millions d'euros) | 31/12/2004 | 01/01/2004 |
| Réserves de sécurité de Banque PSA Finance | 2 682 | 2 462 |
| Autres titres de placement | 35 | 32 |
| Total | 2 717 | 2 494 |

Note 23 - Stocks

| 31/12/2004 | | | 01/01/2004 | | |
|--------------|------------------------------|---|--|---|--|
| Valeur brute | Provision | Valeur nette | Valeur brute | Provision | Valeur nette |
| 883 | (146) | 737 | 872 | (142) | 730 |
| 821 | (55) | 766 | 818 | (83) | 735 |
| 1 378 | (116) | 1 262 | 1 373 | (116) | 1 257 |
| 3 943 | (162) | 3 781 | 3 648 | (159) | 3 489 |
| 7 025 | (479) | 6 546 | 6 711 | (500) | 6 211 |
| | 883 821 1 378 3 943 | Valeur brute Provision 883 (146) 821 (55) 1 378 (116) 3 943 (162) | Valeur brute Provision Valeur nette 883 (146) 737 821 (55) 766 1 378 (116) 1 262 3 943 (162) 3 781 | Valeur brute Provision Valeur nette Valeur brute 883 (146) 737 872 821 (55) 766 818 1 378 (116) 1 262 1 373 3 943 (162) 3 781 3 648 | Valeur brute Provision Valeur nette Valeur brute Provision 883 (146) 737 872 (142) 821 (55) 766 818 (83) 1 378 (116) 1 262 1 373 (116) 3 943 (162) 3 781 3 648 (159) |

Le détail de l'évolution du poste est donné en note 36.

Note 24 - Clients des activités industrielles et commerciales

| | | 1 |
|---|------------|------------|
| (en millions d'euros) | 31/12/2004 | 01/01/2004 |
| Clients et effets en portefeuille | 3 509 | 3 782 |
| Provisions pour créances douteuses | (116) | (123) |
| Total activités industrielles et commerciales | 3 393 | 3 659 |
| Sociétés des activités de financement | (242) | (205) |
| Total | 3 151 | 3 454 |
| | | |

Les créances sur les concessionnaires de l'activité automobile, cédées aux sociétés de financement du groupe sont exclues de ce poste et figurent au bilan consolidé à la rubrique "Créances de financement des ventes".

Les avoirs sur chiffre d'affaires correspondant aux moyens commerciaux décidés ou estimés sur les véhicules neufs en stock dans le réseau indépendant, et les avoirs émis ou à émettre au titre des moyens commerciaux sur les véhicules vendus aux clients, non encore réglés par le groupe, sont classés en "Clients et effets à recevoir".

Le détail de l'évolution du poste est donné en note 36.

Note 25 - Autres débiteurs

| | | 1 |
|---|------------|------------|
| (en millions d'euros) | 31/12/2004 | 01/01/2004 |
| États et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés (1) | 1 051 | 1 353 |
| Personnel | 136 | 184 |
| Fournisseurs débiteurs | 132 | 164 |
| Instruments dérivés ⁽²⁾ | 316 | 314 |
| Charges constatées d'avance des activités de financement | 204 | 250 |
| Charges constatées d'avance des activités industrielles et commerciales | 92 | 97 |
| Débiteurs divers | 431 | 415 |
| Total | 2 362 | 2 777 |
| | | |

⁽¹⁾ En 2004, l'évolution de ce poste provient principalement d'une diminution des "crédits de TVA" consécutive à une modification des flux de facturation au sein du groupe.

Note 26 - Actifs financiers courants

| (en millions d'euros) | Prêts | Titres disponibles à la vente | Titres valorisés à la juste valeur par résultat | Instruments dérivés | Total |
|-----------------------------|-------|----------------------------------|---|------------------------|-------|
| À l'ouverture de l'exercice | 301 | 346 | 655 | 8 | 1 310 |
| Acquisitions/augmentations | 241 | - | - | - | 241 |
| Cessions | (314) | (256) | (294) | - | (864) |
| Revalorisations | - | 13 | (3) | 3 | 13 |
| Transfert | 12 | - | - | - | 12 |
| Change | - | - | - | - | - |
| À la clôture de l'exercice | 240 | 103 | 358 | 11 | 712 |

Sur l'exercice, 256 millions de titres disponibles à la ventes ont été cédés, générant une plus-value de 181 millions d'euros en résultat, neutralisée en situation nette par la reprise de plus-value antérieurement comptabilisée conformément au traitement des titres disponibles à la vente.

Note 27 - Trésorerie

Celle-ci, telle que définie dans la note 1.14. A, comprend :

A. Activités industrielles et commerciales

| (en millions d'euros) | 31/12/2004 | 01/01/2004 |
|--|------------|------------|
| Placements à moins de trois mois | 4 363 | 4 408 |
| Comptes courants bancaires et caisses | 795 | 674 |
| Total activités industrielles et commerciales | 5 158 | 5 082 |
| Part déposée auprès des activités de financement | (205) | (205) |
| Total | 4 953 | 4 877 |
| | | |

⁽²⁾ Ce poste correspond à la juste valeur des instruments acquis par le groupe pour se prémunir des risques de change sur ses créances et dettes d'exploitation réalisées ou planifiées et pour se prémunir des risques de taux sur les dettes et créances de financement. L'échéancier de ces instruments est indiqué dans la note 38 "Gestion des risques de marché".

B. Activités de financement

| Créances sur établissements de crédit | 530 | 642 |
|---|-----|-----|
| Comptes courants des banques centrales et valeurs reçues à l'encaissement | 80 | 162 |
| Total | 610 | 804 |

Note 28 - Capitaux propres

28.1. COMPOSITION DU CAPITAL

Le capital au 31 décembre 2004 est fixé à 243 109 146 euros, divisé en actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune. Il est entièrement libéré. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. Conformément à l'article 38 des statuts, toutes les actions inscrites depuis quatre ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double.

28.2. OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS PAR CERTAINS SALARIÉS

A. Caractéristiques des plans

Le Directoire de Peugeot S.A. a consenti, chaque année depuis 1999, au profit de certains membres du personnel salarié et de certains dirigeants et mandataires sociaux de la société et de ses filiales, des plans d'achat d'actions à prix unitaire convenu. Compte tenu de la division du nominal des actions en 2001, les caractéristiques actuelles de ces plans sont les suivantes :

| | Plan 2004 | Plan 2003 | Plan 2002 | Plan 2001 | Plan 2000 | Plan 1999 |
|--------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Date de décision du Directoire | 24/08/2004 | 21/08/2003 | 20/08/2002 | 20/11/2001 | 05/10/2000 | 31/03/1999 |
| Date de maturité | 24/08/2007 | 21/08/2006 | 20/08/2005 | 20/11/2004 | 05/10/2002 | 31/03/2001 |
| Date d'expiration | 23/08/2012 | 20/08/2011 | 20/08/2009 | 19/11/2008 | 04/10/2008 | 31/03/2007 |
| Nombre de bénéficiaires | 182 | 184 | 178 | 147 | 154 | 97 |
| Prix d'exercice en euros | 47,59 | 39,09 | 46,28 | 46,86 | 35,46 | 20,83 |
| Nombre d'options accordées | 1 004 000 | 996 500 | 860 100 | 798 600 | 709 200 | 462 900 |

B. Évolution du nombre d'options en cours de validité

Pour l'ensemble de ces plans, l'évolution du nombre d'options (actions de 1 euro) en cours de validité est la suivante :

| (en nombre d'options) | 31/12/2004 |
|-----------------------------------|------------|
| Total à l'ouverture de l'exercice | 3 763 200 |
| Options attribuées | 1 004 000 |
| Options levées | (151 447) |
| Total à la clôture de l'exercice | 4 615 753 |
| | |

Le détail du total à la clôture est le suivant :

| (en nombre d'options) | 31/12/2004 | 01/01/2004 |
|-----------------------|------------|------------|
| Plan 1999 | 272 415 | 401 800 |
| Plan 2000 | 684 138 | 706 200 |
| Plan 2001 | 798 600 | 798 600 |
| Plan 2002 | 860 100 | 860 100 |
| Plan 2003 | 996 500 | 996 500 |
| Plan 2004 | 1 004 000 | |
| | | |

Comptes consolidés - Normes IFRS Notes aux états financiers consolidés

C. Valorisation des plans

Conformément aux principes énoncés en note 1.19, les plans accordés postérieurement au 7 novembre 2002 ont été évalués comme suit :

| (en millions d'euros) | Plan 2004 | Plan 2003 | Plan 2002 | Total |
|---|-----------|-----------|-----------|-------|
| Valorisation initiale | | | | |
| Peugeot S.A. | 14 | 12 | - | 26 |
| Faurecia | 5 | - | 4 | 9 |
| Total | 19 | 12 | 4 | 35 |
| Charge de l'exercice 2004 | | | | |
| Peugeot S.A. | 1 | 4 | - | 5 |
| Faurecia | 1 | - | 1 | 2 |
| Total | 2 | 4 | 1 | 7 |
| Hypothèses | | | | |
| Peugeot S.A. | | | | |
| Prix de l'action à la date d'attribution (en euros) | 48,7 | 41,6 | - | |
| Volatilité | 39 % | 39 % | - | |
| Taux zéro coupon | 3,12 % | 3,12 % | - | |
| Prix d'exercice (en euros) | 47,59 | 39,09 | - | |
| Durée de l'option ^(¹) | 4 | 4 | - | |
| Taux de dividende | 2,75 % | 2,75 % | - | |
| Faurecia | | | | |
| Prix de l'action à la date d'attribution (en euros) | 58,4 | - | 41,82 | |
| Volatilité | 41 % | - | 41 % | |
| Taux zéro coupon | 3,21 % | - | 3,75 % | |
| Prix d'exercice (en euros) | 58,18 | - | 41,71 | |
| Durée de l'option (*) | 4 | - | 4 | |
| Taux de dividende | 1,90 % | - | 2,75 % | |

^(*) Période d'indisponibilité fiscale.

28.3. TITRES D'AUTOCONTRÔLE

Dans le cadre des autorisations données par les Assemblées Générales ordinaires, des actions de la société Peugeot S.A. ont été rachetées par le groupe. La part du capital social détenu a évolué de la façon suivante :

| | Autorisations | Réalisations |
|---|---------------|--------------|
| (en nombre d'actions) | | 31/12/2004 |
| Détentions à l'ouverture | | 4 086 884 |
| Achats d'actions | | |
| Assemblée Générale ordinaire du 28 mai 2003 | 25 000 000 | 1 615 000 |
| Assemblée Générale ordinaire du 26 mai 2004 | 24 000 000 | 4 680 002 |
| Ventes d'actions | | |
| Levées d'options d'achat | - | (151 447) |
| Détentions à la clôture | - | 10 230 439 |
| Couverture des options d'achat | - | 4 615 753 |
| Autres | - | 5 614 686 |

Le coût d'acquisition des titres achetés comme le produit de la cession des titres vendus ont été imputés respectivement en diminution et en augmentation de la situation nette.

28.4. RÉSERVES ET RÉSULTATS NETS CONSOLIDÉS - PART DU GROUPE

Les différents éléments constituant les réserves consolidées, qui comprennent le résultat de l'exercice, sont les suivants :

| (en millions d'euros) | 31/12/2004 | 01/01/2004 |
|--|------------|------------|
| Réserve légale de Peugeot S.A. | 28 | 28 |
| Autres réserves et résultats sociaux de Peugeot S.A. | 6 051 | 5 342 |
| Autres réserves et résultats consolidés | 7 034 | 6 538 |
| Total | 13 113 | 11 908 |

Les autres réserves et résultats sociaux de Peugeot S.A. comprennent :

| (en millions d'euros) | 31/12/200 | 4 01/01/2004 |
|---|-----------|--------------|
| Réserves distribuables | | |
| - Libre d'impôt sur les sociétés | 2 03 | 3 2 144 |
| - Après paiement de la taxe exceptionnelle (1) | 20 | 0 - |
| - Après déduction d'un complément d'impôt [∞] | 1 06 | 1 056 |
| - Après versement du précompte | | - 2 142 |
| - Après prélèvement exceptionnel de 25 % ⁽³⁾ | 2 75 | 0 - |
| Total | 6 05 | 1 5 342 |
| Impôt dû sur distribution hors précompte ⁽²⁾ | 21 | 3 229 |
| | | |

⁽¹⁾ Comme indiqué en note 12.2. B, 200 millions d'euros seront transférés en 2005 de la réserve spéciale des plus-values à long terme vers un compte de réserve ordinaire distribuable, sous réserve du paiement d'une taxe exceptionnelle de 2,5 %. À ce titre, pour Peugeot S.A., une charge d'impôt de 5 millions d'euros a été constatée dans les comptes de l'exercice 2004. (2) Pour l'année 2004, il s'agit de la part de la réserve des plus-values à long terme que le groupe n'a pas encore décidé de transférer et qui reste potentiellement soumise à imposition complémentaire. (3) La loi de finances pour 2004 a supprimé le précompte prévu par l'article 223 sexies du CGI et a instauré pour les seules distributions mises en paiement en 2005 un prélèvement exceptionnel de 25 % (imputable par tiers sur l'impôt sur les sociétés dû au titre des trois exercices suivants).

Note 29 - Provisions

29.1. DÉTAIL DES PROVISIONS

| en millions d'euros) | 31/12/2004 | 01/01/2004 |
|--|------------|------------|
| Retraites et assimilées (note 30) | 1 235 | 1 415 |
| Garantie (*) | 826 | 866 |
| Départs anticipés de certains salariés (note 31) | 345 | 423 |
| Personnel hors retraites | 148 | 131 |
| Litiges | 105 | 73 |
| Restructuration | 67 | 65 |
| Risque véhicules hors d'usage | 53 | 45 |
| Pertes futures sur contrats | 26 | 46 |
| Risque Argentine | 20 | 31 |
| Autres | 266 | 304 |
| Total | 3 091 | 3 399 |

^(*) La provision pour garantie est comptabilisée à hauteur des appels en garantie prévus, le remboursement attendu au titre du recours fournisseurs est comptabilisé à l'actif en débiteurs divers (note 25).

29.2. ÉVOLUTIONS DES PROVISIONS

| (en millions d'euros) | 31/12/2004 |
|----------------------------------|------------|
| À l'ouverture de l'exercice | 3 399 |
| Variations par résultat | |
| - Dotations | 432 |
| - Utilisations | (677) |
| - Reprises de provisions | (66) |
| | (311) |
| Autres variations | |
| Écart de conversion | (1) |
| Variation de périmètre et autres | 5 |
| Total à la clôture | 3 091 |

En 2004, les reprises de provisions significatives concernent la taxe professionnelle 1999 de Peugeot Citroën Automobiles pour 20 millions d'euros et différents risques chez Peugeot Citroën Argentina pour 13 millions d'euros.

Note 30 - Engagements de retraites et assimilés

30.1. ENGAGEMENTS DE RETRAITES

Les salariés du groupe bénéficient dans certains pays de compléments de retraites qui sont versés annuellement aux retraités ou d'indemnités de départ à la retraite qui sont versées en une fois au moment du départ à la retraite. Les principaux pays concernés sont la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne.

Le groupe offre ces avantages à travers, soit des régimes de cotisations définies, soit des régimes de prestations définies.

Dans le cadre des régimes de cotisations définies, le groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de primes ; la charge correspondant aux primes versées est prise en compte en résultat sur l'exercice.

A. Hypothèses retenues

Les taux utilisés au cours des deux derniers exercices pour l'évaluation des engagements de retraite sont les suivants :

| | Zone euro | Royaume-Uni |
|----------------------------------|---|-----------------|
| Taux d'actualisation | | |
| 2004 | 4,50 % | 5,00 % |
| 2003 | 4,50 % | 5,00 % |
| Taux d'inflation | | |
| 2004 | 2,00 % | 2,25 % |
| 2003 | 2,00 % | 2,25 % |
| Taux de rendement attendu | | |
| 2004 | 6,00 % | 7,00 % |
| 2003 | 6,00 % | 7,00 % |
| Taux d'augmentation des salaires | | |
| 2004 | Inflation + augmentations Individuelles | Inflation + 2 % |
| 2003 | Inflation + augmentations Individuelles | Inflation + 2 % |

Les hypothèses de mortalité et de rotation du personnel tiennent compte des conditions économiques propres à chaque pays ou société du groupe.

Sensibilité aux hypothèses : la variation de 0,25 point de l'écart actuariel (taux d'actualisation - taux d'inflation) entraînerait une variation des engagements de 3 % sur la France et de 3,91 % sur le Royaume-Uni.

B. Informations sur les actifs financiers

L'allocation des fonds est la suivante :

| Actions | Obligations | Actions | Obligations |
|------------------|-------------|---------|-------------|
| 10.00 | | | |
| France 16 % | 84 % | 25 % | 75 % |
| Royaume-Uni 37 % | 63 % | 40 % | 60 % |

Les rendements réels des fonds sur 2004 ont été de 8,8 % sur les fonds français et de 10,3 % sur les fonds du Royaume-Uni.

Les taux de rendement attendu sont déterminés en fonction de l'allocation des actifs, de la maturité des engagements couverts et des projections de rendement attendus compte tenu des évolutions passées et des hypothèses retenues sur les taux d'actualisation.

Le groupe PSA PEUGEOT CITROËN n'a pas décidé à la clôture, des contributions qui pourraient être versées dans les fonds sur l'exercice suivant.

C. Réconciliation des postes de bilan et des historiques des données

| | 31/12/2004 | | | 01/01/2004 | |
|---------|---|--|---|--|---|
| France | Étranger | Total | France | Étranger | Total |
| (1 963) | (1 913) | (3 876) | (1 889) | (1 918) | (3 807) |
| 1 502 | 1 279 | 2 781 | 1 240 | 1 155 | 2 395 |
| (461) | (634) | (1 095) | (649) | (763) | (1 412) |
| (1) | (132) | (133) | - | - | - |
| (462) | (766) | (1 228) | (649) | (763) | (1 412) |
| (466) | (769) | (1 235) | (650) | (765) | (1 415) |
| 4 | 3 | 7 | 1 | 2 | 3 |
| | (1 963) 1 502 (461) (1) (462) | France Étranger (1 963) (1 913) 1 502 1 279 (461) (634) (1) (132) (462) (766) (466) (769) | France Étranger Total (1 963) (1 913) (3 876) 1 502 1 279 2 781 (461) (634) (1 095) (1) (132) (133) (462) (766) (1 228) (466) (769) (1 235) | France Étranger Total France (1 963) (1 913) (3 876) (1 889) 1 502 1 279 2 781 1 240 (461) (634) (1 095) (649) (1) (132) (133) - (462) (766) (1 228) (649) (466) (769) (1 235) (650) | France Étranger Total France Étranger (1 963) (1 913) (3 876) (1 889) (1 918) 1 502 1 279 2 781 1 240 1 155 (461) (634) (1 095) (649) (763) (1) (132) (133) - - (462) (766) (1 228) (649) (763) (466) (769) (1 235) (650) (765) |

D. Évolution sur l'exercice

| | | 2004 | |
|--|---------|----------|---------|
| (en millions d'euros) | France | Étranger | Total |
| Valeur actuelle des prestations pour services rendus | | | |
| À l'ouverture de l'exercice | (1 889) | (1 918) | (3 807) |
| Droits supplémentaires acquis | (41) | (54) | (95) |
| Actualisation de l'année | (82) | (102) | (184) |
| Prestations servies sur l'exercice | 74 | 59 | 133 |
| Écarts de réestimation | | | |
| - en valeur | (38) | 102 | 64 |
| - en % des engagements | 2 % | -5% | -2% |
| Change | - | 2 | 2 |
| Variations de périmètre | 3 | (2) | 1 |
| Effets des fermetures et modifications de régimes | 10 | - | 10 |
| À la clôture de l'exercice | (1 963) | (1 913) | (3 876) |
| Couverture des engagements | | | |
| À l'ouverture de l'exercice | 1 240 | 1 155 | 2 395 |
| Rendement attendu des fonds | 69 | 80 | 149 |
| Écarts de réestimation | | | |
| - en valeur | 36 | 34 | 70 |
| - en % des actifs | -3% | -3% | -3% |
| Change | - | (6) | (6) |
| Dotations employeur | 219 | 65 | 284 |
| Prestations servies sur l'exercice | (62) | (49) | (111) |
| Effets des fermetures et modifications de régimes | - | - | - |
| À la clôture de l'exercice | 1 502 | 1 279 | 2 781 |
| Eléments différés | | | |
| À l'ouverture de l'exercice (*) | - | - | - |
| Nouveaux éléments différés 2004 | 2 | (137) | (135) |
| Change et autres variations | - | 5 | 5 |
| Effets des fermetures et modifications de régimes | (3) | - | (3) |
| À la clôture de l'exercice | (1) | (132) | (133) |

^(*) Comme indiqué en note 1.18, en application de la norme IFRS 1, les écarts actuariels au 1st janvier 2004 ont été enregistrés dans les provisions par contrepartie directe de la situation nette.

E. Charges comptabilisées

Ces charges font partie intégrante des charges de personnel du groupe. Les charges de retraite sont ventilées pour chaque exercice comme suit :

| | 2004 | |
|--------|-------------------------|---|
| France | Étranger | Total |
| (41) | (54) | (95) |
| (82) | (102) | (184) |
| 69 | 80 | 149 |
| 7 | - | 7 |
| (47) | (76) | (123) |
| | (41) (82) 69 7 | (41) (54) (82) (102) 69 80 7 - |

F. Versements prévus pour 2005

Les prestations à verser aux intéressés au titre des retraites durant l'année 2005 sont évaluées à 132 millions d'euros.

30.2. MÉDAILLES DU TRAVAIL

Le groupe évalue ses engagements liés aux primes accordées sous réserve de certaines conditions d'ancienneté et versées aux salariés à l'occasion de la remise des médailles du travail. La valeur de ces engagements est calculée en appliquant la méthode et les hypothèses utilisées pour les évaluations des compléments de retraite et indemnités de départ décrites dans le paragraphe A. ci dessus. Ces engagements sont entièrement provisionnés dans les comptes consolidés.

| (en millions d'euros) | 31/12/2004 | 01/01/2004 |
|-----------------------|------------|------------|
| Sociétés françaises | 29 | 23 |
| Sociétés étrangères | 4 | 4 |
| Total | 33 | 27 |

30.3. FRAIS MÉDICAUX

En complément des engagements de retraite décrits ci-dessus, Faurecia Exhaust Systems, filiale américaine de Faurecia, a l'obligation de prendre en charge des frais médicaux concernant son personnel. Cet engagement est entièrement provisionné et s'élève à la clôture à :

| (en millions d'euros) | 31/12/2004 | 01/01/2004 |
|-----------------------|------------|------------|
| | 24 | 27 |
| | | |

Note 31 - Départs anticipés de certains salariés

31.1. ACCORDS GROUPE

Dans le cadre du décret 2000-105 du 9 février 2000 qui prévoit des mesures d'accompagnement de l'État pour la cessation d'activité de certains travailleurs salariés agés de plus de cinquante cinq ans, des accords d'entreprise ont été conclus entre le groupe et les organisations représentant les salariés.

A. Division automobile

L'accord d'entreprise du 4 mars 1999, confirmé par l'accord de branche signé le 26 juillet 1999 par l'UIMM (Union des Industries Métallurgiques et Minières) et la majorité des organisations syndicales représentant les salariés, a prévu un plan de départs anticipés des salariés âgés en France.

B. Division équipement automobile

En mars 2001, sur la base de l'accord de branche précité et à l'issue de nouvelles négociations entre l'UIMM et les organisations syndicales, une liste complémentaire d'entreprises de la métallurgie éligibles à ce dispositif a été arrêtée. Cette liste intègre le groupe Faurecia.

31.2. DETTE ESTIMÉE

A. Mode d'évaluation

La dette globale estimée incombant au groupe a été calculée sur la base des sommes à verser aux intéressés sous déduction des participations de l'État. Elle a été actualisée au taux de 3 % et intègre une hypothèse d'inflation de 2 %.

Z Comptes consolidés - Normes IFRS Notes aux états financiers consolidés

B. Évolution

| (en millions d'euros) | Total |
|--|-------|
| À l'ouverture de l'exercice | 423 |
| Reprises liées aux utilisations de l'année | (102) |
| Sorties et révision de l'effectif concerné | (8) |
| Ajustement de l'actualisation | 32 |
| Total à la clôture | 345 |

La charge de 24 millions d'euros se compose sur l'exercice des effets cumulés de la révision de l'effectif pour un produit de 8 millions d'euros et d'une charge d'actualisation de 32 millions d'euros. La reprise de 102 millions d'euros est

compensée par une charge qui correspond aux sommes versées au fonds UNEDIC qui doit servir les allocations aux bénéficiaires, diminuées de celles reçues de l'État au titre des mesures d'accompagnement.

C. Effectif concerné

À la clôture de l'exercice, dix mille cinq cent quatre-vint cinq personnes sont concernées par ces accords dont cinq cent soixante neuf au titre du groupe Faurrecia

31.3. VERSEMENTS PRÉVUS POUR 2005

Les prestations à verser au titre des départs anticipés de certains salariés durant l'année 2005, sont évaluées à 110 millions d'euros.

Note 32 - Passifs financiers courants et non courants des activités industrielles et commerciales

| | Valeur bilan au 3 | 31/12/2004 | Valeur bilan au 0 | 1/01/2004 |
|--------------------------------------|-------------------|-------------|-----------------------------|-----------|
| | Coût amorti ou j | uste valeur | Coût amorti ou juste valeur | |
| (en millions d'euros) | Non courants | Courants | Non courants | Courants |
| Emprunts obligataires | 2 486 | 0 | 2 347 | 0 |
| Fonds de participation des salariés | 131 | 20 | 254 | 9 |
| Emprunts sur locations financement | 253 | 27 | 264 | 29 |
| Autres emprunts d'origine long terme | 920 | 73 | 978 | 237 |
| Autres financements à court terme | - | 2 754 | - | 2 371 |
| Instruments dérivés (1) | 1 | 29 | 48 | 16 |
| Total des passifs financiers | 3 791 | 2 903 | 3 891 | 2 662 |
| | | | | |

⁽¹⁾ Les caractéristiques des instruments dérivés sont données en note 38.

32.1. DÉTAIL DES EMPRUNTS

| | Valeur bilan | | | |
|--|-----------------------------|---------|----------|---------------|
| | au 31/12/2004 | Nominal | Échéance | es du nominal |
| (en millions d'euros) | Coût amorti ou juste valeur | | < 1 an | de 1 à 5 ans |
| Emprunts obligataires | 2 486 | 2 160 | 69 | 2 091 |
| Fonds de participation des salariés à long terme | 131 | 131 | 126 | 5 |
| Emprunts sur locations financement à long terme | 253 | 253 | 212 | 41 |
| Autres emprunts à long terme | 920 | 925 | 791 | 134 |
| Instruments dérivés (1) | 1 | - | - | - |
| Total des passifs financiers non courants | 3 791 | - | - | - |
| | | | | |

⁽¹⁾ Les caractéristiques des instruments dérivés sont données en note 38.

| | Valeur bilan | | | |
|--|-----------------------------|---------|----------------------|---------|
| | au 01/01/2004 | Nominal | Échéances du nominal | |
| (en millions d'euros) | Coût amorti ou juste valeur | | de 1 à 5 ans | > 5 ans |
| Emprunts obligataires | 2 347 | 2 159 | 69 | 2 090 |
| Fonds de participation des salariés à long terme | 254 | 254 | 254 | |
| Emprunts sur locations financement à long terme | 264 | 264 | 196 | 68 |
| Autres emprunts à long terme | 978 | 1 027 | 855 | 172 |
| Instruments dérivés (1) | 48 | - | - | - |
| Total des passifs financiers non courants | 3 891 | - | - | - |

⁽¹⁾ Les caractéristiques des instruments dérivés sont données en note 38.

32.2. CARACTÉRISTIQUES DES EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET AUTRES EMPRUNTS

| | Solde au bilan au 3 | 31/12/2004 | Monnaie | | Taux | Taux après |
|-----------------------------|---------------------|------------|------------|----------|------------------|---------------|
| (en millions d'euros) | Non courants | Courants | d'émission | Échéance | initial | couverture |
| GIE PSA Trésorerie | | | | | | |
| Emprunt obligataire 2001 | 1 678 | - | EUR | 2011 | 5,98 % | Eonia |
| Emprunt obligataire 2003 | 677 | - | EUR | 2033 | 5,98 % | Eonia |
| Peugeot S.A. | | | | | | |
| Emprunt obligataire 1998 | 131 | - | EUR | 2006 | Indéxé cours PSA | Eonia |
| Total | 2 486 | - | | | | |
| Peugeot Citroën Automobiles | | | | | | |
| Emprunt BEI - 73 M GBP | 119 | - | GBP | 2009 | libor 3M | Eonia |
| Emprunt BEI - 120 M GBP | 193 | - | GBP | 2007 | 6,14 % | Eonia |
| Emprunt FDES - Zéro coupon | 25 | - | EUR | 2020 | | |
| Faurecia | 468 | 47 | EUR | 2009 | Variable | Variable/Fixe |
| Peugeot Citroën do Brasil | | | | | | |
| Automoveis | 80 | 21 | BRL | 2005 | Variable | Variable |
| Autres | 35 | 5 | | | | |
| Total | 920 | 73 | | | _ | |

32.3. CARACTÉRISTIQUES DES AUTRES FINANCEMENTS À COURT TERME ET DÉCOUVERTS BANCAIRES

| | Solde au bilan | Monnaie |
|-----------------------|----------------|------------|
| (en millions d'euros) | au 31/12/2004 | d'émission |
| Billets de trésorerie | 850 | EUR |
| Crédits à court terme | 1 203 | N/A |
| Banques créditrices | 701 | N/A |
| Total | 2 754 | - |
| | | |

Comptes consolidés - Normes IFRS Notes aux états financiers consolidés

32.4. DETTES SUR LOCATIONS CAPITALISÉES

La valeur actualisée des loyers futurs incluse en autres emprunts, et concernant des immobilisations en location comptabilisées comme des acquisitions, est la suivante par échéance :

| (en millions d'euros) | 20 | 004 |
|-------------------------------------|----|------|
| 2006 | | 57 |
| 2007 | | 48 |
| 2008 | | 33 |
| 2009 | | 33 |
| Années ultérieures | | 117 |
| | : | 288 |
| Moins frais financiers inclus | | (35) |
| Valeur actualisée des loyers futurs | 1 | 253 |
| | | |

Note 33 - Autres passifs non courants

| (en millions d'euros) | 31/12/2004 | 01/01/2004 |
|--|------------|------------|
| Dettes sur véhicules sous clause de rachat | 2 521 | 2 521 |
| Autres | 24 | 79 |
| Total | 2 545 | 2 600 |

Note 34 - Dettes de financement des activités de financement _____

34.1. DETTES PAR NATURE

| | | 1 |
|---|------------|------------|
| (en millions d'euros) | 31/12/2004 | 01/01/2004 |
| Emprunts obligataires | 91 | 91 |
| Autres dettes constituées par un titre | 14 399 | 14 191 |
| Dettes envers les établissements de crédit | 7 150 | 6 060 |
| | 21 640 | 20 342 |
| Dettes envers la clientèle | 430 | 401 |
| | 22 070 | 20 743 |
| Dettes envers les activités industrielles et commerciales | (205) | (205) |
| Total | 21 865 | 20 538 |
| | | |

34.2. ÉCHÉANCIER

| 31/12/2004 | Emprunts | Autres dettes | Dettes envers les | |
|-----------------------|--------------|--------------------------|--------------------------|--------|
| (en millions d'euros) | obligataires | constituées par un titre | établissements de crédit | Total |
| 0 à 3 mois | - | 4 382 | 3 937 | 8 319 |
| 3 mois à 1 an | - | 2 730 | 994 | 3 724 |
| 1 à 5 ans | 91 | 6 987 | 1 994 | 9 072 |
| + 5 ans | - | 300 | 225 | 525 |
| Total | 91 | 14 399 | 7 150 | 21 640 |

| 01/01/2004 | Emprunts | Autres dettes | Dettes envers les | |
|-----------------------|--------------|--------------------------|--------------------------|--------|
| (en millions d'euros) | obligataires | constituées par un titre | établissements de crédit | Total |
| 0 à 3 mois | - | 4 396 | 1 211 | 5 607 |
| 3 mois à 1 an | - | 2 675 | 2 064 | 4 739 |
| 1 à 5 ans | 91 | 6 815 | 2 730 | 9 636 |
| + 5 ans | - | 305 | 55 | 360 |
| Total | 91 | 14 191 | 6 060 | 20 342 |

34.3. DEVISES DE REMBOURSEMENT

La part à plus d'un an des dettes s'analyse comme suit par devise de remboursement :

| | | | | 01/01/2004 | |
|--------------|--------------------------|--|---|---|---|
| Emprunts | Autres dettes | Dettes envers les | Emprunts | Autres dettes | Dettes envers les |
| obligataires | constituées par un titre | établissements de crédit | obligataires | constituées par un titre | établissements de crédit |
| 91 | 13 767 | 5 796 | 91 | 13 550 | 4 560 |
| - | 234 | 1 151 | - | 238 | 1 421 |
| - | 162 | - | - | 164 | - |
| - | 175 | - | - | 178 | - |
| - | 2 | 78 | - | 2 | - |
| - | - | 49 | - | - | - |
| - | 59 | 52 | - | 59 | 79 |
| - | - | 24 | - | - | - |
| 91 | 14 399 | 7 150 | 91 | 14 191 | 6 060 |
| | obligataires 91 | obligataires constituées par un titre 91 13 767 - 234 - 162 - 175 - 2 - - - 59 - - | obligataires constituées par un titre établissements de crédit 91 13 767 5 796 - 234 1 151 - 162 - - 175 - - 2 78 - 49 - 59 52 - 24 | obligataires constituées par un titre établissements de crédit obligataires 91 13 767 5 796 91 - 234 1 151 - - 162 - - - 175 - - - 2 78 - - 49 - - 59 52 - - 24 - | obligataires constituées par un titre établissements de crédit obligataires constituées par un titre 91 13 767 5 796 91 13 550 - 234 1 151 - 238 - 162 - - 164 - 175 - - 178 - 2 78 - 2 - 49 - - 59 - 59 52 - 59 - 24 - - - |

Note 35 - Autres créanciers

| (en millions d'euros) | 31/12/2004 | 01/01/2004 |
|---|------------|------------|
| États et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés | 942 | 955 |
| Personnel | 1 048 | 966 |
| Organismes sociaux | 618 | 562 |
| Fournisseurs d'immobilisations | 639 | 568 |
| Clients créditeurs | 388 | 468 |
| Dérivés (1) | 220 | 227 |
| Produits constatés d'avance | 282 | 244 |
| Comptes de régularisation des activités de financement | 295 | 575 |
| Créditeurs divers (2) | 541 | 530 |
| Total | 4 973 | 5 095 |
| | I | |

⁽¹⁾ Ce poste correspond à la juste valeur des instruments acquis par le groupe pour se prémunir des risques de change sur ses créances et dettes d'exploitation réalisées ou planifiées et pour se prémunir des risques de taux sur les dettes et créances de financement. L'échéancier de ces instruments est indiqué dans la note 38 "Gestion des risques de marché".

Note 36 - Notes annexes au tableau de flux de trésorerie

36.1. DÉTAIL DES FLUX LIÉS À L'EXPLOITATION

A. Activités industrielles et commerciales

| (en millions d'euros) | 2004 |
|--|-------|
| Augmentation des stocks | (414) |
| Diminution des clients | 64 |
| Augmentation des fournisseurs | 803 |
| Variation des impôts | 44 |
| Autres variations | 534 |
| | 1 031 |
| Flux vers les activités de financement | 47 |
| Total | 1 078 |

B. Activités de financement

| (en millions d'euros) | 2004 |
|---|---------|
| Augmentation des fournisseurs | 2 |
| Augmentation des créances de financement des ventes | (1 550) |
| Augmentation des placements à court terme | (219) |
| Augmentation des dettes financières | 1 258 |
| Variation des impôts | 24 |
| Autres variations | (213) |
| | (698) |
| Flux vers les activités industrielles et commerciales | (11) |
| Total | (709) |
| | |

⁽²⁾ Le poste "Créditeurs divers" regroupe principalement les dettes envers les organismes sociaux, des produits constatés d'avance sur contrats de service à la clientèle et des charges à payer sur incitations aux ventes.

36.2. DÉTAIL DE LA VARIATION DES POSTES DE BILAN DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

| (en millions d'euros) | Ouverture | Flux d'exploitation | Changement de périmètre et autres | Écart de conversion | Réévaluation | Clôture |
|--|-----------|------------------------|-----------------------------------|---------------------|--------------|---------|
| | (0.011) | | • | | | |
| Stocks | (6 211) | (414) | 73 | 6 | - | (6 546) |
| Clients | (3 659) | 64 | 192 | 10 | - | (3 393) |
| Fournisseurs | 10 036 | 803 | (41) | (25) | - | 10 773 |
| Impôts | (26) | 44 | (5) | 2 | (11) | 4 |
| Autres | 1 975 | 534 | (137) | 6 | 31 | 2 409 |
| | 2 115 | 1 031 | 82 | (1) | 20 | 3 247 |
| Flux vers les activités de financement | (161) | 47 | | | | (114) |
| Total | 1 954 | 1 078 | 82 | (1) | 20 | 3 133 |

36.3. VARIATIONS DES AUTRES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

| (en millions d'euros) | 2004 |
|--|---------|
| Augmentation des emprunts | 491 |
| Remboursement des emprunts et conversion d'obligations | (907) |
| Augmentation des prêts et créances long terme | (1 241) |
| Diminution des placements à court terme | 551 |
| Augmentation des financements à court terme | 392 |
| | (714) |
| Flux vers les activités de financement | (36) |
| Total | (750) |
| | |

36.4. VARIATIONS DES AUTRES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Ce poste correspond à une diminution des prêts et créances à long terme.

Note 37 - Instruments financiers

| | 31 | 31/12/2004 | | |
|---|-----------------|--------------|--|--|
| (en millions d'euros) | Valeur au bilan | Juste valeur | | |
| Actifs | | | | |
| Autres actifs financiers non courants | 2 378 | 2 378 | | |
| Créances de financement et autres prêts accordés à la clientèle | 21 156 | 21 213 | | |
| Placements des sociétés de financement | 2 717 | 2 717 | | |
| Clients des activités industrielles et commerciales | 3 151 | 3 151 | | |
| Prêts et créances à moins d'un an | 240 | 240 | | |
| Actifs financiers courants | 712 | 712 | | |

| | 31/12 | /2004 |
|---|-----------------|--------------|
| (en millions d'euros) | Valeur au bilan | Juste valeur |
| Passifs | | |
| Passifs financiers non courants | 3 791 | 3 808 |
| Dettes des sociétés de financement | 21 865 | 21 893 |
| Autres créanciers | 2 362 | 2 362 |
| Fournisseurs d'exploitation et effets à payer | 10 732 | 10 732 |
| Passifs financiers courants | 2 903 | 2 903 |

Une évaluation de la juste valeur des instruments financiers du groupe est effectuée dans la mesure où les données des marchés financiers permettent une estimation pertinente de leur valeur vénale dans une optique non liquidatrice.

Les principales méthodes d'évaluation retenues sont les suivantes : Les titres de participation, les titres de placement sont, conformément à la norme IAS 39, comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan.

Les créances de financement sont évaluées au coût amorti. De manière générale, elles font l'objet de couverture du risque de taux. L'application de la comptabilité de couverture entraîne la réévaluation à la juste valeur de la partie couverte des encours. La marge liée aux encours de crédit est donc exclue de la réévaluation ainsi opérée. La juste valeur présentée ci-dessus est estimée en actualisant les flux futurs au taux auquel les prêts similaires ont été octroyés à la date de clôture.

Les emprunts et les dettes des sociétés de financement sont comptabilisés au coût amorti, calculé à l'aide du taux effectif. Les passifs financiers couverts par des swaps de taux d'intérêt font l'objet d'une comptabilité de couverture. Ils sont réévalués à la juste valeur de l'emprunt liée à l'évolution des taux d'intérêt. La juste valeur présentée ci-dessus est estimée en intégrant la valeur du risque de crédit du groupe PSA PEUGEOT CITROËN.

La juste valeur des créances clients et des dettes fournisseurs des activités industrielles et commerciales est assimilée à leur valeur au bilan, compte tenu des échéances très courtes de paiement de ces créances.

Note 38 - Gestion des risques de marché

38.1. POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES

A. Risque de change

Les sociétés industrielles et commerciales gèrent leurs positions de change sur les transactions en devises, avec pour objectif de couvrir les risques de fluctuation des parités monétaires qui concernent essentiellement la division automobile. Cette gestion consiste principalement pour la division automobile à souscrire, dès l'enregistrement des factures libellées en devises, des contrats à terme ferme, pour l'essentiel par l'intermédiaire de la filiale spécialisée PSA International S.A. (PSAI). Par ailleurs, PSAI a mis en place des couvertures pour des opérations futures en yens et en livres sterling.

Dans le cadre de son activité propre, PSAI effectue dans des limites strictes, contrôlées en permanence, des transactions hors couverture sur des produits de change. Ces opérations, qui sont les seules de cette nature réalisées par les sociétés du groupe PSA PEUGEOT CITROËN ont des effets peu significatifs sur le résultat consolidé du groupe.

Les excédents et besoins de trésorerie des activités industrielles et commerciales, hors équipement automobile, de la zone euro et de la zone sterling, sont centralisés auprès du GIE PSA Trésorerie qui place les excédents nets sur les marchés financiers. Ces placements sont essentiellement des placements à court terme indexés sur des taux variables.

B. Risque de taux

L'endettement brut des sociétés industrielles et commerciales, hors équipement automobile, correspond principalement à des ressources longues qui ont été à l'origine consenties pour partie à taux fixe, pour partie à taux révisable. Cet endettement est, par utilisation d'instruments dérivés, transformé intégralement à taux variable pour s'adosser aux excédents de trésorerie.

Les sociétés de financement, dont l'activité est la distribution de prêts généralement consentis à taux fixes aux réseaux commerciaux et aux clients de l'activité automobile du groupe, se refinancent essentiellement avec des ressources indexées sur des taux révisables ou variables, quelle que soit leur maturité.

Banque PSA Finance (société centralisatrice pour les sociétés de financement de la zone euro) et les sociétés de financement au Royaume-Uni (pour leur propre activité) assurent l'adéquation de la structure des taux actifs et passifs en mettant en place des swaps de couverture ou des achats d'option.

Par ailleurs, depuis l'exercice 2004, Banque PSA Finance a mis en place des couvertures d'encours de crédits futurs à consentir en euros, à taux fixe (note 38.3).

Faurecia utilise des options de taux plafond (CAP), des swaps et d'autres structures optionnelles, en euros et dollars, pour couvrir les intérêts d'emprunts payables entre janvier 2003 et décembre 2007.

Tant pour les activités industrielles et commerciales que pour les activités de financement, un risque de taux résiduel est ponctuellement conservé pour profiter d'opportunités de marché. Ce risque, qui fait l'objet quotidiennement d'une mesure en terme de valeur à risque (VAR) n'a pas d'impact significatif en terme de résultat.

C. Risque de contrepartie sur instruments financiers

Le groupe minimise le risque de contrepartie par des procédures de contrôle interne limitant le choix des contreparties à des banques et établissements financiers de premier plan. Les limites sont fixées pour chacune des contreparties en fonction notamment de leur notation par les agences de rating. Le respect de ces limites est contrôlé quotidiennement par les organes en charge du contrôle interne. Le groupe n'est pas exposé à un risque lié à des concentrations significatives.

D. Opérations hors couverture

Les opérations réalisées sur le marché des instruments financiers, en dehors des contrats de couverture, par PSA International, filiale financière du groupe spécialisée dans la gestion du risque de change, sont des contrats généralement constitués d'opérations bouclées, c'est-à-dire de contrats de change de sens inverse et de même montant, qui de ce fait, permettent de figer des marges, sans l'exposer à l'évolution future des taux de change. Au cours de l'exercice 2004, le résultat enregistré sur les opérations hors couverture de taux de change est un profit avant impôt de 4,5 millions d'euros (5,1 millions d'euros en 2003).

38.2. INFORMATION QUANTITATIVE POUR LES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

A. Informations sur le nominal au 31 décembre 2004

| 31/12/2004 | | | Échéances | |
|---|---------|--------|--------------|---------|
| (en millions d'euros) | Nominal | < 1 an | de 1 à 5 ans | > 5 ans |
| Risque de change | | | | |
| Contrats sur transactions commerciales réalisées | | | | |
| - Contrats de change à terme | 1 322 | 1 322 | - | - |
| - Options de change | 368 | 368 | - | - |
| Total | 1 690 | 1 690 | - | - |
| Contrats sur transactions commerciales planifiées | | | | |
| - Options de change (note 38.2.D) | 2 330 | 2280 | 50 | - |
| Contrats sur opérations financières | | | | |
| - Contrats de change à terme | 642 | 642 | - | - |
| - Swaps de devises | 474 | 264 | 119 | 91 |
| Total | 1 116 | 906 | 119 | 91 |
| Risques de taux d'intérêts | | | | |
| Contrats sur opérations financières | | | | |
| - Swaps de taux d'intérêts | 7 832 | 2 395 | 3 246 | 2 191 |
| - Achats de caps | 2 970 | 1 770 | 1 200 | - |
| - Autres | 562 | 141 | 421 | - |
| Total | 11 364 | 4 306 | 4 867 | 2 191 |

B. Informations sur les valeurs au bilan pour les couvertures de taux

| 31/12/2004 | Effets sur | Effets sur les | Effets nets |
|--|-------------|----------------|-------------|
| (en milions d'euros) | les dérivés | sous-jacents | IFRS |
| Actifs | | | |
| Actifs financiers non courants | 322 | 16 | 338 |
| Autres débiteurs (1) | - | (64) | (64) |
| Titres de placement | - | 2 | 2 |
| Actifs financiers courants | 10 | 1 | 11 |
| Trésorerie | - | 2 | 2 |
| | 332 | (43) | 289 |
| Passifs | | | |
| Autres passifs financiers non courants | 1 | 331 | 332 |
| Autres créanciers (1) | - | (66) | (66) |
| Autres passifs financiers courants | 28 | - | 28 |
| | 29 | 265 | 294 |
| Effet net sur la situation nette | 303 | (308) | (5) |

⁽¹⁾ Ces chiffres comprennent le reclassement des intérêts courus classés en débiteurs/créditeurs divers en CRC 99-02 et intégrés dans le coût amorti en IAS/IFRS.

| 01/01/2004 | Effets sur | Effets sur les | Effets nets |
|---|-------------|----------------|-------------|
| (en milions d'euros) | les dérivés | sous-jacents | IFRS |
| Actifs | | | |
| Actifs financiers non courants | 183 | 1 | 184 |
| Autres débiteurs (1) | - | (52) | (52) |
| Titres de placement | - | 5 | 5 |
| Actifs financiers courants | 7 | - | 7 |
| Trésorerie | - | (2) | (2) |
| | 190 | (48) | 142 |
| Passifs | | | |
| Passifs financiers non courants | 48 | 151 | 199 |
| Provisions | - | (2) | (2) |
| Autres créanciers (1) | - | (67) | (67) |
| Autres financements et découverts bancaires | - | 3 | 3 |
| Autres passifs financiers courants | 16 | - | 16 |
| | 64 | 85 | 149 |
| Effet net sur la situation nette | 126 | (133) | (7) |

⁽¹⁾ Reclassement des intérêts courus classés en débiteurs/créditeurs divers en CRC 99-02 et intégrés dans le coût amorti en IAS/FRS.

C. Informations sur les valeurs au bilan pour les couvertures de change

| 31/12/2004 | | CRC 99-02 | | | Transition IFRS | | Р | osition IAS/ IFRS | |
|-----------------------------------|-------------|----------------|--------|-------------|-----------------|--------|-------------|-------------------|--------|
| | Effets sur | Effets sur les | Effets | Effets sur | Effets sur les | Effets | Effets sur | Effets sur les | Effets |
| (en milions d'euros) | les dérivés | sous-jacents | nets | les dérivés | sous-jacents | nets | les dérivés | sous-jacents | nets |
| Actifs | | | | | | | | | |
| Clients effets à recevoir | - | - | - | - | (19) | (19) | - | (19) | (19) |
| Prêts et créances | - | - | - | - | 1 | 1 | - | 1 | 1 |
| Autres débiteurs | 36 | | 36 | 70 | - | 70 | 106 | - | 106 |
| | 36 | - | 36 | 70 | (18) | 52 | 106 | (18) | 88 |
| Passifs | | | | | | | | | |
| Autres créanciers | - | - | - | 16 | - | 16 | 16 | - | 16 |
| Fournissseurs | - | - | - | - | (1) | (1) | - | (1) | (1) |
| Passifs financiers courants | - | - | - | 1 | - | 1 | 1 | - | 1 |
| | - | - | - | 17 | (1) | 16 | 17 | (1) | 16 |
| Effet net sur la situation nette | 36 | - | 36 | 54 | (17) | 36 | 89 | (17) | 72 |
| Dérivés couvrant des opérations l | réalisées | | | | | | 17 | | |
| Dérivés couvrant des opérations | futures | | | | | | 72 | | |

| 01/01/2004 | | CRC 99-02 | | Transition IFRS Position IAS/ | | | Position IAS/IFRS | | |
|----------------------------------|-------------|----------------|--------|-------------------------------|----------------|--------|-------------------|----------------|--------|
| | Effets sur | Effets sur les | Effets | Effets sur | Effets sur les | Effets | Effets sur | Effets sur les | Effets |
| (en milions d'euros) | les dérivés | sous-jacents | nets | les dérivés | sous-jacents | nets | les dérivés | sous-jacents | nets |
| Actifs | | | | | | | | | |
| Clients effets à recevoir | - | - | - | - | (28) | (28) | - | (28) | (28) |
| Autres débiteurs | 63 | - | 63 | 80 | - | 80 | 143 | - | 143 |
| | 63 | - | 63 | 80 | (28) | 52 | 143 | (28) | 115 |
| Passifs | | | | | | | | | |
| Autres créanciers | - | - | - | 9 | (3) | 6 | 9 | (3) | 6 |
| | - | - | - | 9 | (3) | 6 | 9 | (3) | 6 |
| Effet net sur la situation nette | 63 | - | 63 | 71 | (25) | 46 | 134 | (25) | 109 |
| Dérivés couvrant des opérations | réalisées | | | | | | 25 | | |
| Dérivés couvrant des opérations | futures | | | | | | 109 | | |

D. Opérations planifiées

Afin d'assurer un taux minimum de change pour ses ventes de véhicules au Japon, le groupe a acquis des options de vente de yens.

Afin d'assurer un taux minimum de change pour ses ventes de véhicules au Royaume-Uni, le groupe a acquis des options de vente de livres sterling.

Le groupe Faurecia utilise des contrats de change à terme ferme et optionnels, pour couvrir des transactions commerciales de l'année 2004 mais non encore dénouées et des opérations prévisionnelles de l'année 2005.

38.3. INFORMATION QUANTITATIVE POUR LES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

A. Informations sur le nominal au 31 décembre 2004

Au 31 décembre, après élimination des opérations réciproques, les contrats sur instruments financiers qui permettent d'adosser les taux et les devises de la dette de refinancement à ceux des prêts consentis à la clientèle portent sur les montants suivants :

| | Nominal | | Échéances | |
|--|---------|--------|--------------|---------|
| (en millions d'euros) | | < 1 an | de 1 à 5 ans | > 5 ans |
| Risque de change | | | | |
| Contrats sur transactions commerciales réalisées | | | | |
| - Swaps de devises | 663 | 210 | 453 | - |
| - Contrats de change à terme | 1 018 | 1 018 | - | - |
| | 1 681 | 1 228 | 453 | - |
| Risques de taux d'intérêts | | | | |
| Contrats sur opérations financières réalisées | | | | |
| - Swaps de taux d'intérêts | 24 851 | 10 660 | 12 539 | 1 652 |
| - Futures (note 38.3.C) | 13 | 13 | - | - |
| - Options de swaps | 255 | 255 | - | - |
| | 25 119 | 10 928 | 12 539 | 1 652 |
| Contrats sur opérations financières planifiées | | | | |
| - Options de swaps | 3 662 | 3 662 | - | - |

B. Informations sur les valeurs au bilan

| 31/12/2004 | Effets sur | Effets sur les | Effet net |
|--|-------------|----------------|-----------|
| (en milions d'euros) | les dérivés | sous-jacents | IFRS |
| Actifs | | | |
| Créances de financement | - | 44 | 44 |
| utres débiteurs | 171 | | 171 |
| | 171 | 44 | 215 |
| Passifs | | | |
| Dettes de financement | - | 91 | 91 |
| Autres créanciers | 118 | - | 118 |
| | 118 | 91 | 209 |
| Effet net sur la situation nette | 53 | (47) | 6 |
| Dérivés couvrant des dettes de financement | 93 | - | - |
| Dérivés couvrant des créances de financement | (45) | - | - |
| Dérivés non qualifiés de couverture | 5 | - | - |

| 01/01/2004 | Effets sur | Effets sur les | Effet net |
|--|-------------|----------------|-----------|
| (en milions d'euros) | les dérivés | sous-jacents | IFRS |
| Actifs | | | |
| Créances de financement | - | 65 | 65 |
| utres débiteurs | 135 | - | 135 |
| | 135 | 65 | 200 |
| Passifs | | | |
| Dettes de financement | - | 74 | 74 |
| Autres créanciers | 131 | - | 131 |
| | 131 | 74 | 205 |
| Effet net sur la situation nette | 4 | (9) | (5) |
| Dérivés couvrant des dettes de financement | 72 | - | - |
| Dérivés couvrant des créances de financement | (68) | - | - |

C. Contrats de couverture de taux sur opérations futures

Afin de garantir un coût maximum de refinancement pour les nouveaux encours de crédit détail qui seront accordés en euros en 2005, Banque PSA Finance a acheté des options de swaps de taux d'intérêt à échéance des deuxième, troisième et quatrième trimestres 2005. Les notionnels et les maturités des swaps (de un à cinq ans), objet de ces options, correspondent aux maturités des encours prévisionnels à produire sur cette même période. Au 31 décembre 2004, le notionnel s'élève à 3 662 millions d'euros.

Comptes consolidés - Normes IFRS Notes aux états financiers consolidés

38.4. RISQUE DE CHANGE – POSITION NETTE AVANT ET APRÈS GESTION

La position nette des activités industrielles et commerciales dans les principales devises étrangères est la suivante :

| (en millions d'euros) | GBP | YEN | USD | PLN | CHF | BRL | Autres |
|------------------------------|-------|-------|-------|------|------|------|--------|
| Total actifs | 562 | 206 | 308 | 119 | 37 | 11 | 535 |
| Total passifs | (590) | - | (108) | (40) | - | (21) | (100) |
| Position nette avant gestion | (28) | 206 | 200 | 79 | 37 | (10) | 435 |
| Gestion du risque | 16 | (250) | (223) | (52) | (37) | 9 | (461) |
| Position nette après gestion | (12) | (44) | (23) | 27 | - | (1) | (26) |

Il s'agit de la position du groupe induite par toutes les opérations comptabilisées au bilan au 31 décembre 2004. Par ailleurs, le groupe a acquis des options de vente de yens contre euros pour ses ventes futures de véhicules au Japon et des options de vente de livres sterling pour l'ensemble de ses transactions en livres sterling.

La position nette des activités de financement dans les principales devises étrangères est la suivante :

| (en millions d'euros) | GBP | YEN | USD | CHF | Autres |
|------------------------------|-------|-------|-------|-------|--------|
| Total actifs | 910 | - | 17 | 282 | 55 |
| Total passifs | - | (175) | (162) | - | (59) |
| Position nette avant gestion | 910 | (175) | (145) | 282 | (4) |
| Gestion du risque | (910) | 175 | 145 | (282) | 4 |
| Position nette après gestion | - | - | - | - | - |

38.5. RISQUE DE TAUX – POSITION NETTE AVANT ET APRÈS GESTION

La position nette de risque de taux pour les sociétés industrielles est la suivante :

| (en millions d'euros) | Du jour le jour à 1 an | De 1 à 5 ans | Supérieur à 5 ans | Total |
|------------------------------|------------------------|--------------|-------------------|---------|
| Total actifs | 7 352 | 85 | 74 | 7 511 |
| Total passifs | (3 791) | (554) | (2 479) | (6 824) |
| Position nette avant gestion | 3 561 | (469) | (2 405) | 687 |
| Gestion du risque | (2 715) | 360 | 2 355 | - |
| Position nette après gestion | 846 | (109) | (50) | 687 |

Cet échéancier retrace à la date d'arrêté des comptes l'encours de la dette et des actifs financiers avant et après prise en compte des opérations de hors bilan. L'échéance des actifs et dettes à taux révisables est celle de la révision du taux.

Une diminution des taux de 1 % entraînerait un manque à gagner de 3 millions d'euros.

La position nette de risque de taux pour les sociétés de financement est la suivante :

| (en millions d'euros) | Du jour le jour à 1 an | De 1 à 5 ans | Supérieur à 5 ans | Total |
|------------------------------|------------------------|--------------|-------------------|----------|
| Total actifs | 16 558 | 7 938 | - | 24 496 |
| Total passifs | (18 944) | (2 526) | (452) | (21 922) |
| Position nette avant gestion | (2 386) | 5 412 | (452) | 2 574 |
| Gestion du risque | 3 171 | (3 591) | 452 | 32 |
| Position nette après gestion | 785 | 1 821 | - | 2 606 |

Une diminution des taux de 1 % entraînerait un manque à gagner de 1,9 million d'euros.

La position nette après gestion dont les échéances sont comprises entre un et cinq ans, correspond aux actifs nets couverts par les fonds propres du groupe Banque PSA Finance.

38.6. RISQUE ACTIONS – POSITION NETTE AVANT ET APRÈS GESTION

Le risque action est le risque de prix lié à une variation défavorable de 10 % du prix de titres de capital détenus.

| | Titres disponibles | Titres évalués en juste |
|---------------------------------|--------------------|-------------------------|
| (en millions d'euros) | à la vente | valeur par résultat |
| Position bilan | 335 | 95 |
| Sensibilité en résultat | N/A | (10) |
| Sensibilité en capitaux propres | (34) | N/A |

Note 39 - Position financière nette des activités industrielles et commerciales

39.1. DÉTAIL

| (en millions d'euros) | 31/12/2004 | 01/01/2004 |
|--|------------|------------|
| Position aux bornes des sociétés industrielles et commerciales | | |
| Trésorerie | 5 158 | 5 082 |
| Autres actifs financiers non courants | 2 329 | 881 |
| Actifs financiers courants | 712 | 1 310 |
| Passifs financiers non courants | (3 791) | (3 891) |
| Passifs financiers courants | (3 061) | (2 784) |
| | 1 347 | 598 |
| Position vis-à-vis des sociétés de financement | | |
| Trésorerie | (205) | (205) |
| Passifs financiers courants | 158 | 122 |
| | (47) | (83) |
| Total | 1 300 | 515 |
| | | |

39.2. LIGNES DE CRÉDIT

Le groupe PSA PEUGEOT CITROËN bénéficie, dans le cadre des lignes de crédits renouvelables dont les échéances s'échelonnent jusqu'en 2008, de possibilités d'emprunt dans les limites suivantes :

| (en millions d'euros) | 31/12/2004 | 01/01/2004 |
|------------------------------------|------------|------------|
| Peugeot S.A. et GIE PSA Trésorerie | 2 400 | 2 400 |
| Faurecia | 1 778 | 1 545 |
| Groupe Banque PSA Finance | 6 000 | 5 700 |
| Lignes de crédits confirmées | 10 178 | 9 645 |

Peugeot S.A., le GIE PSA Trésorerie et le groupe Banque PSA Finance n'utilisent pas ces possibilités d'emprunt.

Seul Faurecia utilise les siennes à hauteur de :

| (en millions d'euros) | 31/12/2004 | 01/01/2004 |
|--------------------------|------------|------------|
| Utilisations de Faurecia | 447 | 450 |
| | | |

Note 40 - Rentabilité des capitaux employés

40.1. CAPITAUX EMPLOYÉS

Les capitaux employés correspondent aux moyens que l'entreprise met en œuvre pour ses activités opérationnelles. Leur définition diffère entre les activités industrielles et commerciales et les activités de financement.

La mise en œuvre des normes IAS/IFRS a conduit à modifier la définition des capitaux employés utilisée jusqu'ici par le groupe pour la mettre en cohérence avec les concepts comptables et les modalités d'application de ces normes. En conséquence, sont désormais considérés comme capitaux employés :

- l'ensemble des actifs non financiers, nets des passifs non financiers, des sociétés industrielles et commerciales, tels qu'ils figurent au bilan consolidé du groupe;
- l'actif net des activités de financement.

Les capitaux employés s'établissent en conséquence comme suit :

Par rapport à la définition utilisée jusqu'à présent, les principales différences portent sur :

- l'inclusion des actifs et passifs d'impôts ;
- l'exclusion des créances détenues par Banque PSA Finance sur les concessionnaires des marques Peugeot et Citroën, qui constituent des actifs d'exploitation des sociétés de financement. La valeur consolidée de Banque PSA Finance n'est de ce fait plus corrigée de la quote-part de ses fonds propres affectée selon les règles prudentielles à la couverture de ces créances;
- l'inclusion des provisions qui étaient exclues des capitaux employés parce que leur dotation n'affectait pas la marge opérationnelle.

| (en millions d'euros) | 31/12/2004 | 01/01/2004 |
|--|------------|------------|
| Écarts d'acquisition | 1 795 | 1 743 |
| Immobilisations incorporelles | 3 292 | 3 049 |
| Immobilisations corporelles | 14 342 | 13 797 |
| Titres mis en équivalence | 614 | 548 |
| Titres de participation | 65 | 63 |
| Autres actifs non courants | 96 | 90 |
| Actifs d'impôts différés | 524 | 539 |
| Stocks | 6 546 | 6 211 |
| Clients | 3 393 | 3 659 |
| Créances d'impôts courants | 110 | 138 |
| Autres débiteurs | 1 756 | 2 139 |
| Autres passifs non courants | (2 538) | (2 536) |
| Passifs d'impôts différés | (1 880) | (1 660) |
| Provisions | (3 018) | (3 336) |
| Fournisseurs | (10 773) | (10 036) |
| Dettes d'impôts courants | (114) | (112) |
| Autres créanciers | (4 165) | (4 114) |
| Actif net des activités de financement | 2 116 | 1 819 |
| Réciprocités | 47 | 83 |
| Total | 12 208 | 12 084 |
| | | |

40.2. RÉSULTAT ÉCONOMIQUE

Le même souci de cohérence a conduit à réviser le résultat économique pris en compte pour le calcul de la rentabilité des capitaux employés.

Ce résultat économique est désormais constitué du résultat avant prise en compte :

- des charges de financement,
- des produits sur prêts et placements de trésorerie,
- des plus et moins-values nettes de titres de placements,
- des impôts

Un taux d'impôt égal au taux effectif du groupe est appliqué pour déterminer le résultat économique net d'impôts à rapporter aux capitaux employés.

Le résultat économique s'établit en conséquence comme suit :

| (en millions d'euros) | 2004 |
|--|-------|
| Résultat net consolidé | 1 715 |
| Charges de financement | 372 |
| Produits sur prêts et placements de trésorerie | (314) |
| Plus-value nette sur cessions de titres de placement | (188) |
| Impôts sur produits et charges financiers | 41 |
| Résultat économique, net d'impôts | 1 626 |

40.3. RENTABILITÉ DES CAPITAUX EMPLOYÉS

La rentabilité instantanée des capitaux employés, rapport du résultat économique au total des capitaux employés à la clôture de l'exercice s'établit en conséquence comme suit :

| (en pourcentage) | 31/12/2004 |
|------------------|------------|
| | 13,3 |

Note 41 - Engagements donnés hors bilan

41.1. OPÉRATIONS SPÉCIFIQUES

Les engagements spécifiques aux opérations suivantes sont donnés dans les notes traitant des sujets concernés :

- engagements de retraites et assimilés (note 30),
- gestion des risques de marchés (note 38).

41.2. AUTRES OPÉRATIONS

Pour les opérations courantes, le groupe est engagé à la clôture de l'exercice, pour les montants suivants :

| | | 1 |
|--|------------|------------|
| (en millions d'euros) | 31/12/2004 | 01/01/2004 |
| Activités industrielles et commerciales | | |
| Commandes fermes pour l'acquisition d'actifs industriels | 2 059 | 1 750 |
| Commandes d'études et assimilés | 27 | 37 |
| Engagements de location non résiliables | 636 | 670 |
| Engagement de rachat de titres ⁽¹⁾ | - | 131 |
| | 2 722 | 2 588 |
| Activités de financement | | |
| Engagements de financement en faveur de la clientèle | 899 | 1 045 |
| Engagements de garantie d'ordre de la clientèle et d'établissement de crédit | 122 | 101 |
| | 1 021 | 1 146 |
| Avals, cautions et garanties donnés | 559 | 246 |
| Actifs nantis, gagés ou hypothéqués | 426 | 498 |
| | | - |

(1) L'engagement portait sur la société chinoise mise en équivalence Dongfeng Peugeot Cltroën Automobile – DPCA.

41.3. DÉTAIL DES ACTIFS NANTIS, GAGÉS OU HYPOTHÉQUÉS

Échéancier

| (en millions d'euros) | Date d'échéance | Montant |
|-------------------------------|-----------------|---------|
| Immobilisations incorporelles | N/A | N/A |
| Immobilisations corporelles | Indéfini | 23 |
| Immobilisations financières | | |
| | 2005 | 31 |
| | 2006 | 4 |
| | 2007 | 125 |
| | 2008 | 73 |
| | 2009 | 78 |
| | >2009 | 92 |
| | | 403 |
| | Total | 426 |
| Total du bilan | | 65 661 |
| | Pourcentage | 0,6 % |
| | | |

Note 42 - Passifs éventuels

42.1. CONTRÔLES FISCAUX

Les sociétés du groupe font l'objet périodiquement de contrôles fiscaux, tant en France que dans les pays où elles sont implantées. Les provisions nécessaires sont constituées pour les dettes d'impôts estimées qui pourraient en résulter.

42.2. VÉHICULES HORS D'USAGE

La directive 2000/53/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 relative aux véhicules hors d'usage prévoit en particulier que :

"Les États membres prennent les mesures nécessaires pour que la remise du véhicule à une installation de traitement autorisée (...), s'effectue sans aucuns frais pour le dernier détenteur (...).

Les États membres prennent les mesures nécessaires pour que les producteurs prennent à leur compte tout ou partie significative des coûts de la mise en place de cette mesure et/ou la reprise gratuite des véhicules (...).

- à partir du premier juillet 2002 pour les véhicules mis sur le marché à partir de cette date :
- à partir du premier janvier 2007 pour l'ensemble des véhicules du parc."

Au 31 décembre 2004 :

Douze pays ont une législation ancienne ou récente entièrement conforme à la directive ; les estimations actuelles montrent que :

- pour dix d'entre eux, aucun coût résiduel significatif ne devrait rester à la charge du groupe,
- pour l'Allemagne et les Pays-Bas la provision actualisée s'élève à 53 millions d'euros.

Dix pays ont une législation incomplète, soit qu'il manque des arrêtés d'applications (France par exemple), soit que la transcription ne couvre qu'une partie de la directive

(Royaume-Uni en particulier). Aucun coût résiduel ne devrait ressortir des textes déjà votés.

Trois pays (Irlande, Estonie et Pologne) ne disposent d'aucun document officiel. Il semble probable que les transcriptions interviendront dans le courant de l'année 2005.

Pour ces derniers pays comme pour les pays pour lesquels la législation est incomplète, en l'absence de texte réglementaire, il n'est pas possible de déterminer avec certitude si un coût résiduel doit rester à la charge du groupe.

42.3. ENOUÊTE EN COURS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

À la suite des vérifications menées en 1999 et en 2003 par les services de la Commission européenne chez Automobiles Peugeot, Peugeot Deutschland GmbH et Peugeot Nederland BV, la Commission européenne a fait parvenir une communication de griefs à chacune de ces trois sociétés, aux termes de laquelle il leur est reproché d'avoir mis en place des pratiques ayant eu pour objet ou pour effet de restreindre les ventes de véhicules à l'exportation depuis l'Allemagne ou les Pays-Bas pendant les périodes comprises entre 1995 et 2003.

Automobiles Peugeot et ses deux filiales concernées ont fait parvenir leur réponse à la Commission le 30 juillet 2004 en contestant l'existence d'infractions aux règles européennes de la concurrence. Depuis lors, la Commission a demandé communication de documents complémentaires.

Compte tenu de l'état de la procédure, le groupe n'a constitué aucune provision dans ses comptes.

42.4. DROIT INDIVIDUEL À LA FORMATION

Conformément aux dispositions de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle, les sociétés françaises du groupe accordent à leurs salariés un droit individuel d'une durée de vingt heures minimum par année civile

cumulable sur une durée maximale de six ans et au terme de ce délai et à défaut de son utilisation l'ensemble des droits restera plafonné à cent-vingt heures. Aucune charge n'a été comptabilisée dans l'exercice 2004, en application de l'avis n° 2004-F du 13 octobre 2004 du comité d'urgence du CNC.

Note 43 - Transactions avec les parties liées

43.1. ENTREPRISES ASSOCIÉES

Il s'agit des entreprises détenues entre 20 % et 50 % sur lesquelles PSA PEUGEOT CITROËN exerce une influence notable et comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Ce sont en majorité des sociétés industrielles et commerciales qui ont pour objet de produire soit des pièces et équipements destinés à la construction automobile soit des véhicules complets.

Les transactions avec ses entreprises associées se font sur une base de prix de marché.

Les dettes et créances vis-à-vis des sociétés mises en équivalence sont les suivantes :

| (en millions d'euros) | 31/12/2004 | 01/01/2004 |
|------------------------------|------------|------------|
| Prêts - part à plus d'un an | 26 | 36 |
| Prêts - part à moins d'un an | 57 | 98 |
| Créances d'exploitation | 318 | 275 |
| Dettes d'exploitation | (1 121) | (1 134) |
| Crédits à court terme | (241) | (81) |
| | | |

43.2. PARTIES LIÉES AYANT UNE INFLUENCE NOTABLE SUR LE GROUPE

Il n'existe pas d'opération conclue avec un membre des organes de direction ou un actionnaire détenant plus de 5 % du capital de Peugeot S.A. qui ne présente le caractère d'opération courante.

Note 44 - Rémunération des dirigeants

| (en millions d'euros) | 2004 |
|--|------|
| Montants des rémunérations allouées | |
| - aux organes de Direction | 8,2 |
| - aux membres du Conseil de Surveillance | 0,8 |
| Total | 9,0 |

Les organes de Direction du groupe sont le Directoire, le comité exécutif et l'état-major.

À la clôture, les options d'actions de la société Peugeot S.A. attribuées lors des plans consentis depuis 1999 détenues par les membres des organes de Direction, sont de :

| (en nombre d'options) | 2004 | 2003 | 2002 |
|---------------------------|-----------|-----------|---------|
| Options d'achat d'actions | 1 764 500 | 1 373 600 | 977 600 |
| | | | |

Note 45 - Honoraires des Commissaires aux Comptes

Pour 2004, les honoraires versés aux Commissaires aux Comptes et aux autres cabinets d'audit se ventilent comme suit :

| | Pricewate | rhouseCoopers | С | onstantin | Erns | st & Young | P | Autres | | Total | |
|-----------------------------------|-----------|---------------|-------|-----------|------|------------|------|--------|------|-------|--|
| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2004 | 2003 | 2004 | 2003 | 2004 | 2003 | 2004 | 2003 | |
| Audit | | | | | | | | | | | |
| Commissariat aux Comptes, | | | | | | | | | | | |
| certification, examen des | | | | | | | | | | | |
| comptes individuels et consolidés | 8,7 | 7,9 | 1,2 | 1,1 | 0,8 | 0,8 | 0,1 | 0,1 | 10,8 | 9,9 | |
| Missions accessoires | 0,7 | 1,4 | - | - | - | 0,1 | 0,1 | - | 0,8 | 1,5 | |
| Sous-total | 9,4 | 9,3 | 1,2 | 1,1 | 0,8 | 0,9 | 0,2 | 0,1 | 11,6 | 11,4 | |
| Part du total | 94 % | 84 % | 100 % | 100 % | 62 % | 69 % | 67 % | 100 % | 91 % | 84 % | |
| Autres prestations | | | | | | | | | | | |
| Juridiques et fiscales | 0,6 | 1,7 | - | - | 0,4 | 0,3 | 0,1 | - | 1,1 | 2,0 | |
| Audit interne | - | - | - | - | 0,1 | 0,1 | - | - | 0,1 | 0,1 | |
| Autres prestations de conseil | - | 0,1 | - | - | - | - | - | - | - | 0,1 | |
| Sous-total | 0,6 | 1,8 | - | - | 0,5 | 0,4 | 0,1 | - | 1,2 | 2,2 | |
| Part du total | 6 % | 16 % | 0 % | 0 % | 38 % | 31 % | 33 % | 0 % | 9 % | 16 % | |
| Total | 10,0 | 11,1 | 1,2 | 1,1 | 1,3 | 1,3 | 0,3 | 0,1 | 12,8 | 13,6 | |
| Dont équipementier | 3,4 | 4,0 | - | - | 1,2 | 1,2 | - | - | 4,6 | 5,2 | |
| Autres divisions | 6,6 | 7,1 | 1,2 | 1,1 | 0,1 | 0,1 | 0,3 | 0,1 | 8,2 | 8,4 | |

Note 46 - Événement postérieur à la clôture

Annonce de la cession de Panhard à Auverland

Le 12 janvier 2005, le groupe a annoncé son intention de céder sa participation dans la Société de Constructions Mécaniques Panhard et Levassor au groupe Auverland.

Panhard, filiale à 100 % de Peugeot S.A. est spécialisée dans la conception et la production de véhicules blindés légers qui équipent largement l'armée française et ont été vendus à quarante-cinq armées étrangères dans le monde ; son chiffre d'affaires pour 2004 s'est élevé à 67,5 millions d'euros et son effectif global est de deux cent soixante et une personnes.

La finalisation de l'opération devrait intervenir avant le 31 mars 2005.

Chapitre 9 _____

Comptes de **PEUGEOT S.A.**

| Commentaires sur les comptes et le bilan de la société Peugeot S.A |
|---|
| Compte de résultat |
| Tableau de financement |
| Bilan au 31 décembre 2004 |
| Notes annexes |
| Résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices |
| Filiales et participations au 31 décembre 2004 |
| Inventaire des valeurs mobilières en portefeuille au 31 décembre 2004 |

Commentaires sur les comptes et le bilan de la société Peugeot S.A.

La société Peugeot S.A., société centrale du groupe PSA PEUGEOT CITROËN, n'exerce pas d'activité industrielle ou commerciale. Elle assure, pour les sociétés du groupe, des fonctions d'état-major et de contrôle et elle fournit des services pour l'ensemble desquels elle est rémunérée par une redevance forfaitaire. Cette redevance est facturée aux filiales directes de Peugeot S.A. sur la base du chiffre d'affaires consolidé de la division concernée.

Ses actifs sont constitués :

- des titres représentant ses participations dans des filiales directes,
- et d'immeubles de bureaux loués à des filiales.

Peugeot S.A. est également la société pivot pour l'intégration fiscale des sociétés françaises du groupe contrôlées à plus de 95 %.

Résultats

RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Les produits d'exploitation, qui comprennent essentiellement les redevances perçues des principales filiales et les revenus du patrimoine immobilier, se sont élevés à 95 millions d'euros en 2004, contre 103 millions d'euros en 2003 et 129 millions d'euros en 2002.

Les redevances, calculées comme un pourcentage du chiffre d'affaires des divisions opérationnelles du groupe, sont destinées à couvrir les charges d'exploitation supportées par la société dans ses fonctions d'état-major. Elles s'élèvent à 89 millions d'euros, contre 97 millions d'euros en 2003. Les loyers encaissés s'élèvent à 4 millions d'euros pour 2004, proches des 5 millions d'euros de 2003.

Les charges d'exploitation ont représenté 105 millions d'euros, contre 79 millions d'euros en 2003. Elles incluent, pour 22 millions d'euros, une dotation aux fonds externes de retraites complémentaires.

Le résultat d'exploitation ressort ainsi en solde négatif de 10 millions d'euros à comparer à un solde positif de 25 millions d'euros en 2003 et négatif de 32 millions d'euros en 2002.

RÉSULTAT FINANCIER

Les produits financiers sont essentiellement constitués des revenus des titres de participation.

Les produits des participations ont représenté 970 millions d'euros, contre 1 511 millions d'euros en 2003 et 1 235 millions d'euros en 2002.

Le montant des autres produits assimilés s'élève à 28 millions d'euros, contre 15 millions d'euros en 2003 et 8 millions d'euros en 2002.

Les frais financiers, de leur côté, s'élèvent à 36 millions d'euros, contre 10 millions d'euros en 2003. Ils comprennent, pour 23 millions d'euros, une subvention financière accordée à la société Peugeot Motocycles, rendue nécessaire par le ralentissement conjoncturel de ses performances.

Les dotations aux amortissements et provisions s'élèvent à 42 millions d'euros, contre 16 millions d'euros en 2003.

Le résultat financier est ainsi positif de 944 millions d'euros, contre un produit de 1 556 millions d'euros en 2003 et 1 104 millions d'euros en 2002.

RÉSULTAT

Compte tenu d'un produit net d'impôt sur les résultats de 104 millions d'euros, déterminé conformément aux règles de l'intégration fiscale de Peugeot S.A. et de ses filiales contrôlées à plus de 95 %, le résultat net de la société s'établit en bénéfice de 1 032 millions d'euros, à comparer à un bénéfice de 1 630 millions d'euros en 2003 et 1 190 millions d'euros en 2002.

Bilan

ACTIF

Les titres de participation constituent la majeure partie des actifs immobilisés. Leur montant net au 31 décembre 2004 s'élève à 5 274 millions d'euros, contre 5 288 millions d'euros en 2003 et 5 302 millions d'euros en 2002.

PASSIF

Avant affectation du résultat, les capitaux propres de la société au 31 décembre 2004 s'établissent à 6 789 millions d'euros, contre 6 083 millions d'euros au 31 décembre 2003 et 5 478 millions d'euros au 31 décembre 2002.

Au cours de l'exercice 2004, le groupe a racheté 6 295 002 actions de la société Peugeot S.A. dans le cadre des autorisations données par les Assemblées Générales des 28 mai 2003 et 26 mai 2004.

5 614 686 actions restent inscrites au poste "Autres titres immobilisés" au 31 décembre 2004, pour un montant de 260 millions d'euros et 4 615 753 actions, inscrites en "Valeurs mobilières de placement", sont affectées aux plans d'options d'achat d'actions accordées à certains cadres dirigeants et supérieurs du groupe.

Les titres subordonnés correspondent au solde de l'émission à durée indéterminée (T.S.D.I.) réalisée en 1989 et sont considérés comme des autres fonds propres. Au 31 décembre 2004, ils représentent un montant de 47 millions d'euros, inchangé par rapport à 2003 et 2002.

Les emprunts et dettes assimilés s'établissent à 79 millions d'euros. Ils sont essentiellement constitués, à hauteur de 69 millions d'euros, par un emprunt obligataire indexé émis en mai 1998.

Les dettes diverses incluent, pour 132 millions d'euros, les dettes auprès des principales filiales françaises du groupe, constituées selon les mécanismes du régime d'intégration fiscale pour l'application duquel la société Peugeot S.A. joue le rôle de pivot.

Comptes de Peugeot S.A. Compte de résultat

Compte de résultat

| (en millions d'euros) | Exercice 2004 | Exercice 2003 | Exercice 2002 |
|--|---------------|---------------|---------------|
| Produits d'exploitation | 94,5 | 103,0 | 128,7 |
| Charges d'exploitation | (104,7) | (78,5) | (160,7) |
| Résultat d'exploitation | (10,2) | 24,5 | (32,0) |
| Produits financiers de participations | 969,5 | 1 511,2 | 1 235,1 |
| Autres produits financiers | 51,6 | 69,7 | 9,7 |
| Produits financiers | 1 021,1 | 1 580,9 | 1 244,8 |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | (41,5) | (15,9) | (121,4) |
| Autres charges financières | (35,5) | (9,5) | (19,9) |
| Charges financières | (77,0) | (25,4) | (141,3) |
| Résultat financier | 944,1 | 1 555,5 | 1 103,5 |
| Résultat courant avant impôts | 933,9 | 1 580,0 | 1 071,5 |
| Produits exceptionnels | 4,8 | 10,5 | 1,1 |
| Charges exceptionnelles | (10,7) | (4,4) | (0,5) |
| Résultat exceptionnel | (5,9) | 6,1 | 0,6 |
| Participation des salariés | - | 0,4 | (1,3) |
| Impôts sur les sociétés | 103,6 | 43,3 | 119,1 |
| Résultat net de l'exercice | 1 031,6 | 1 629,8 | 1 189,9 |

Tableau de financement

| (en millions d'euros) | Exercice 2004 | Exercice 2003 | Exercice 2002 |
|--|---------------|---------------|---------------|
| Résultat net de l'exercice | 1 031,6 | 1 629,8 | 1 189,9 |
| Dotations aux amortissements | - | - | 0,1 |
| Variations nettes des provisions | (13,6) | (37,0) | 129,2 |
| Résultats sur cessions d'immobilisations | - | - | (0,2) |
| Marge brute d'autofinancement | 1 018,0 | 1 592,8 | 1 319,0 |
| Variation du besoin en fonds de roulement | (55,4) | 166,9 | (235,2) |
| Flux financiers de l'exploitation | 962,6 | 1 759,7 | 1 083,8 |
| Investissements en immobilisations incorporelles | (0,1) | - | - |
| Acquisitions de titres de participation | (1,8) | - | (101,1) |
| Flux financiers liés aux investissements | (1,9) | - | (101,1) |
| Dividendes versés | (320,5) | (325,1) | (293,7) |
| Augmentation (diminution) des fonds propres | (5,0) | (699,3) | - |
| Acquisitions des titres d'autocontrôle | (286,9) | (186,4) | (558,6) |
| Annulation des titres d'autocontrôle | - | 699,3 | - |
| Augmentation (diminution) des autres dettes long terme | (1,2) | 0,8 | 1,0 |
| (Augmentation) diminution des prêts et créances long terme | (0,2) | (0,2) | (0,2) |
| Autres | 31,3 | 28,9 | (41,2) |
| Flux des opérations financières | (582,5) | (482,0) | (892,7) |
| Total des flux | 378,2 | 1 277,7 | 90,0 |
| Variation de la trésorerie | 378,2 | 1 277,7 | 90,0 |
| Trésorerie au début de l'exercice | 952,8 | (324,9) | (414,9) |
| Trésorerie en fin d'exercice | 1 331,0 | 952,8 | (324,9) |
| | | | |

Comptes de Peugeot S.A. Bilan au 31 décembre 2004

Bilan au 31 décembre 2004

Actif _____

| | | Exercice 2004 | | Exercice 2003 | Exercice 2002 |
|---|----------|----------------|----------|---------------|---------------|
| | Montants | Amortissements | Montants | Montants | Montants |
| (en millions d'euros) | bruts | et provisions | nets | nets | nets |
| Immobilisations incorporelles | 0,1 | - | 0,1 | - | - |
| Immobilisations corporelles | 34,9 | 26,8 | 8,1 | 8,1 | 8,1 |
| Immobilisations financières | | | | | |
| Participations | 5 438,0 | 164,1 | 5 273,9 | 5 287,7 | 5 302,2 |
| Autres titres immobilisés | 260,2 | 2,4 | 257,8 | 12,2 | 510,8 |
| Prêts et autres immobilisations financières | 1,5 | 0,8 | 0,7 | 0,5 | 0,5 |
| | 5 699,7 | 167,3 | 5 532,4 | 5 300,4 | 5 813,5 |
| Total actif immobilisé | 5 734,7 | 194,1 | 5 540,6 | 5 308,5 | 5 821,6 |
| Créances | | | | | |
| Autres créances, avances et acomptes versés | 176,3 | - | 176,3 | 198,0 | 177,8 |
| Valeurs mobilières de placement | 305,4 | 3,7 | 301,7 | 300,4 | 289,9 |
| Placements de trésorerie | 1 333,3 | - | 1 333,3 | 954,3 | - |
| Banques, caisses et comptes rattachés | 0,7 | - | 0,7 | 0,2 | 1,7 |
| Total actif circulant | 1 815,7 | 3,7 | 1 812,0 | 1 452,9 | 469,4 |
| Total de l'actif | 7 550,4 | 197,8 | 7 352,6 | 6 761,4 | 6 291,0 |
| | | | | | |

Bilan au 31 décembre 2004

Passif

| (en millions d'euros) | Exercice 2004 | Exercice 2003 | Exercice 2002 |
|--|---------------|---------------|---------------|
| Capitaux | | | |
| Capital social | 243,1 | 243,1 | 259,1 |
| Écarts de réévaluation | 469,3 | 469,3 | 469,3 |
| Réserves | | | |
| Réserves et report à nouveau | 5 044,1 | 3 739,7 | 3 558,2 |
| Résultat de l'exercice | 1 031,6 | 1 629,8 | 1 189,9 |
| Provisions réglementées | 0,7 | 0,9 | 1,0 |
| Total capitaux propres | 6 788,8 | 6 082,8 | 5 477,5 |
| Titres subordonnés à durée indéterminée | 47,2 | 47,2 | 47,2 |
| Provisions pour risques et charges | 259,3 | 289,3 | 287,5 |
| Emprunts et dettes assimilées | | | |
| Emprunts obligataires | 68,6 | 68,6 | 68,6 |
| Emprunts et dettes financières | 10,8 | 4,7 | 333,6 |
| | 79,4 | 73,3 | 402,2 |
| Dettes d'exploitation | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 2,5 | 4,8 | 2,6 |
| Dettes fiscales et sociales | 31,4 | 23,0 | 33,4 |
| | 33,9 | 27,8 | 36,0 |
| Dettes diverses | 144,0 | 241,0 | 40,6 |
| Total dettes | 257,3 | 342,1 | 478,8 |
| Total du passif | 7 352,6 | 6 761,4 | 6 291,0 |

Notes annexes aux comptes de Peugeot S.A. pour l'exercice clos le 31 décembre 2004

| 7 | Note 1 - Règles et méthodes comptables | 278 |
|---|---|-----|
| 7 | Note 2 - Actif immobilisé au 31 décembre 2004 | 279 |
| 7 | Note 3 - Titres de participation | 280 |
| 7 | Note 4 - Actions propres | 280 |
| 7 | Note 5 - Provisions inscrites au bilan au 31 décembre 2004 | 281 |
| 7 | Note 6 - Placements de trésorerie | 282 |
| 7 | Note 7 - Composition du capital social | 282 |
| 7 | Note 8 - Détail des capitaux propres au 31 décembre 2004 | 282 |
| 7 | Note 9 - Titres subordonnés à durée indéterminée | 283 |
| 7 | Note 10 - Provision pour économie d'impôt à reverser | 283 |
| 7 | Note 11 - Emprunt obligataire indexé | 283 |
| 7 | Note 12 - Échéance des créances et des dettes au 31 décembre 2004 | 283 |
| 7 | Note 13 - Produits à recevoir et charges à payer | 284 |
| 7 | Note 14 - Éléments concernant les entreprises liées et les participations au 31 décembre 2004 | 285 |
| 7 | Note 15 - Détail des produits et charges d'exploitation | 285 |
| 7 | Note 16 - Chiffre d'affaires | 286 |
| 7 | Note 17 - Impôt sur les sociétés | 286 |
| 7 | Note 18 - Engagements financiers | 287 |
| 7 | Note 19 - Engagements de retraite | 287 |
| 7 | Note 20 - Situation fiscale latente | 287 |
| 7 | Note 21 - Rémunérations des dirigeants | 288 |
| 7 | Note 22 - Effectif moyen | 288 |
| 7 | Note 23 - Droits individuels à la formation | 288 |
| 7 | Note 24 - Événement postérieur à la clôture | 288 |

Comptes de Peugeot S.A. Notes annexes

Annexe

Les informations ci-après constituent l'Annexe au Bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2004, dont le total est de 7 352,6 millions d'euros et au Compte de Résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 1 031,6 millions d'euros.

L'exercice a une durée de douze mois, recouvrant la période du 1^{α} janvier au 31 décembre 2004.

Les notes et les tableaux n^{∞} 1 à 24, présentés ci-après en millions d'euros, font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes ont été arrêtés le 10 février 2005 par le Directoire.

Les comptes de la société Peugeot S.A. sont inclus dans les comptes consolidés du groupe PSA PEUGEOT CITROËN.

Note 1 - Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base qui ont pour objet de fournir une image fidèle de l'entreprise :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels (PCG 99).

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

A. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Ce poste est constitué par le coût d'acquisition des marques Panhard, Panhard & Levassor. Il ne fait l'objet d'aucun amortissement.

B. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations), à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation légale.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie économique des immobilisations. Ces amortissements sont comptabilisés au bilan, en minoration de l'actif, et au compte de résultat, en dotation d'exploitation aux amortissements.

Les principales durées de vie retenues sont :

| Constructions | 20 – 30 ans |
|--|-------------|
| Installations générales et agencements | 10 ans |
| Mobilier de bureau | 10 ans |

C. PARTICIPATIONS

La valeur brute des participations est constituée par leur coût d'achat hors frais accessoires à l'exception des titres de participation acquis avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet de la réévaluation légale.

Les participations dans les sociétés retenues pour la consolidation sont estimées à leur valeur d'utilité fondée généralement sur la quote-part d'actif net :

- consolidé lorsqu'il s'agit des sociétés mères des sous-groupes ;
- retraité, conformément aux principes comptables du groupe, pour les autres sociétés consolidées.

En cas de cession prévisible, cette estimation est ramenée à la valeur de marché.

Les autres participations et titres immobilisés sont estimés d'après leur valeur d'usage, cette dernière étant fondée sur une analyse multicritères tenant compte notamment de l'actif net social et des perspectives de rentabilité.

En cas de baisse durable de la valeur d'inventaire et si celle-ci est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Lorsque la valeur d'inventaire est négative, et si la situation le justifie, une provision pour risques est constituée.

D. AUTRES TITRES IMMOBILISÉS

Ce poste, qui comprend les actions Peugeot S.A. acquises conformément aux autorisations octroyées par l'Assemblée Générale, hormis celles qui sont affectées aux plans d'options attribués à certains salariés, est évalué au prix d'acquisition des actions. Une provision pour dépréciation est constatée si le cours moyen de bourse du mois de décembre est inférieur à la valeur comptable.

E. PRÊTS ET CRÉANCES

Les prêts et créances sont valorisés à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

F. VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur prix d'acquisition.

Les actions propres, destinées aux plans d'options attribuées à certains salariés sont provisionnées, si nécessaire, à hauteur du cours moyen de bourse de décembre ou du prix de levée de l'option d'achat.

Les autres valeurs mobilières de placement font également l'objet d'une provision pour dépréciation, si à la clôture de l'exercice, la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

G. PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées figurant au bilan comprennent principalement les plus-values réinvesties sur titres de participation (ancien article 40 du Code général des impôts) et les provisions pour investissement liées au régime dérogatoire de participation des salariés.

H. OPÉRATIONS DE COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

La société Peugeot S.A. optimise son coût de refinancement en utilisant des instruments financiers de couverture.

Les résultats dégagés par ces opérations de couverture sont enregistrés de manière symétrique aux résultats sur les éléments couverts.

I. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

Depuis le 1^{er} janvier 2000, Peugeot S.A. a renouvelé son option pour le régime d'intégration fiscale des filiales françaises contrôlées à plus de 95 %, prévu par l'article 223A du Code général des impôts.

Pour la société Peugeot S.A., l'effet d'impôt au titre de l'exercice, inscrit au compte de résultat est composé :

- du produit global égal à la somme des impôts dus par les filiales bénéficiaires,
- de la charge nette d'impôt résultant de la déclaration d'intégration fiscale,
- de la charge d'impôt correspondant aux éventuels reversements d'économie d'impôt faits aux filiales déficitaires, ou au produit d'impôt correspondant à leurs remboursements,
- des régularisations éventuelles sur la charge d'impôt d'exercices antérieurs,
- de la provision pour économie d'impôt à reverser (cf. note 10),
- et des provisions pour risques constituées pour faire face aux charges nettes d'impôt estimées, consécutives aux contrôles fiscaux périodiques des filiales.

J. CHANGEMENTS DE MÉTHODE D'ÉVALUATION

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Note 2 - Actif immobilisé au 31 décembre 2004

| | Valeurs brutes | Acquisitions | Cessions et | Autres | Valeurs brutes | Valeurs |
|--|----------------|--------------|----------------|------------|----------------|------------------|
| | au début | et nouveaux | remboursements | variations | en fin | d'origine hors |
| (en millions d'euros) | de l'exercice | prêts | de prêts | nettes | d'exercice | réévaluation (1) |
| Immobilisations incorporelles | | | | | | |
| Marques | - | 0,1 | - | - | 0,1 | 0,1 |
| Immobilisations corporelles | | | | | | |
| Terrains | 8,1 | - | - | - | 8,1 | 5,5 |
| Constructions: | | | | | | |
| Sur sol propre | 21,0 | - | - | - | 21,0 | 10,9 |
| Installations générales et agencements | 5,8 | - | - | - | 5,8 | 5,0 |
| | 34,9 | - | - | - | 34,9 | 21,4 |
| Immobilisations financières | | | | | | |
| Participations | 5 436,2 | 1,8 | - | - | 5 438,0 | 4 952,6 |
| Autres titres immobilisés | 12,2 | 286,9 | (38,9) | - | 260,2 | 260,2 |
| Prêts | 1,3 | 0,2 | - | - | 1,5 | 1,5 |
| | 5 449,7 | 288,9 | (38,9) | - | 5 699,7 | 5 214,3 |
| Total | 5 484,6 | 289,0 | (38,9) | - | 5 734,7 | 5 235,8 |

(1) Réévaluation légale de 1976.

Comptes de Peugeot S.A. Notes annexes

Note 3 - Titres de participation

A. VALEURS BRUTES

Le mouvement de l'exercice concerne le rachat à Honda de 111 600 actions Peugeot Motocycles, pour une valeur de 1,8 million d'euros. Après cette opération, Peugeot S.A. détient 100 % du capital de la société Peugeot Motocycles.

B. PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION

Les provisions pour dépréciation du poste titres de participation s'élèvent à 164,1 millions d'euros.

La variation nette de l'exercice 2004 de 15,6 millions d'euros est constituée, d'une part, d'une dotation sur les titres Peugeot Motocycles à hauteur de 35,1 millions d'euros et de 4 millions d'euros sur Process Conception Ingénierie, et d'autre part, d'une reprise de 23,5 millions d'euros sur les titres Société de Constructions Mécaniques Panhard & Levassor.

Note 4 - Actions propres

A. MOUVEMENTS DE L'EXERCICE

La société Peugeot S.A. a poursuivi au cours de l'exercice 2004 son programme de rachat d'actions conformément aux autorisations qui lui ont été octroyées par les Assemblées Générales du 28 mai 2003 et du 26 mai 2004.

Les achats de l'exercice ont porté sur 6 295 002 actions pour une valeur de 286,9 millions d'euros.

Selon décision du Directoire du 24 août 2004, 1 004 000 options d'achat d'actions ont été attribuées à certains salariés du groupe.

B. BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2004

Titres immobilisés

La société possède 5 614 686 actions pour un montant de 260,2 millions d'euros.

Une provision de 2,4 millions d'euros a été constatée pour ramener leur valeur au cours moyen de bourse de décembre 2004.

Valeurs mobilières de placement

La société possède 4 615 753 actions pour une valeur nette de 170,7 millions d'euros, réservées au titre des plans d'options annuels 1999 à 2004 selon les caractéristiques suivantes, compte tenu de la division du nominal par six en 2001 :

| | Plan 2004 | Plan 2003 | Plan 2002 | Plan 2001 | Plan 2000 | Plan 1999 |
|--------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Date de décision du Directoire | 24/08/2004 | 21/08/2003 | 20/08/2002 | 20/11/2001 | 05/10/2000 | 31/03/1999 |
| Date de maturité | 24/08/2007 | 21/08/2006 | 20/08/2005 | 20/11/2004 | 05/10/2002 | 31/03/2001 |
| Date d'expiration | 23/08/2012 | 20/08/2011 | 20/08/2009 | 19/11/2008 | 04/10/2008 | 30/03/2007 |
| Nombre de bénéficiaires | 182 | 184 | 178 | 147 | 154 | 97 |
| Prix d'exercice en euros | 47,59 | 39,09 | 46,28 | 46,86 | 35,46 | 20,83 |
| Nombre d'options accordées | 1 004 000 | 996 500 | 860 100 | 798 600 | 709 200 | 462 900 |

Pour l'ensemble de ces plans, l'évolution du nombre d'options (actions de 1 euro) en cours de validité est la suivante :

| (en nombre d'options) | 2004 | 2003 | 2002 |
|-----------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Total à l'ouverture de l'exercice | 3 763 200 | 2 783 200 | 1 940 100 |
| Options attribuées | 1 004 000 | 996 500 | 860 100 |
| Options levées | (151 447) | (16 500) | (17 000) |
| Total à la clôture de l'exercice | 4 615 753 | 3 763 200 | 2 783 200 |
| Dont : Plan 1999 | 272 415 | 401 800 | 415 300 |
| Plan 2000 | 684 138 | 706 200 | 709 200 |
| Plan 2001 | 798 600 | 798 600 | 798 600 |
| Plan 2002 | 860 100 | 860 100 | 860 100 |
| Plan 2003 | 996 500 | 996 500 | - |
| Plan 2004 | 1 004 000 | - | - |
| | | | |

Note 5 - Provisions inscrites au bilan au 31 décembre 2004

| | Montants | | | | Autres | Montants |
|--|-------------|---------------|---------------|---------------|-----------------|------------|
| | au début de | Dotations | Utilisations | Reprises | mouvements | en fin |
| (en millions d'euros) | l'exercice | de l'exercice | de l'exercice | de l'exercice | (hors résultat) | d'exercice |
| Provisions réglementées | | | | | | |
| Plus-values réinvesties | 0,7 | - | - | - | - | 0,7 |
| Provisions pour investissement (participation) | 0,2 | - | - | 0,2 | - | - |
| | 0,9 | - | - | 0,2 | - | 0,7 |
| Provisions pour risques et charges | | | | | | |
| Provisions pour impôts | 272,0 | - | - | 43,5 | - | 228,5 |
| Provisions pour risques fiscaux | 13,9 | 16,4 | 0,3 | 0,1 | - | 29,9 |
| Autres provisions pour risques et charges | 3,4 | 0,2 | 0,4 | 2,3 | - | 0,9 |
| | 289,3 | 16,6 | 0,7 | 45,9 | - | 259,3 |
| Provisions pour dépréciation | | | | | | |
| Sur immobilisations financières | | | | | | |
| Participations | 148,5 | 39,1 | - | 23,5 | - | 164,1 |
| Autres titres immobilisés | - | 2,4 | - | - | - | 2,4 |
| Prêts | 0,8 | - | - | - | - | 0,8 |
| Sur actif circulant | | | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | 5,1 | - | 1,4 | - | - | 3,7 |
| | 154,4 | 41,5 | 1,4 | 23,5 | - | 171,0 |
| Total | 444,6 | 58,1 | 2,1 | 69,6 | - | 431,0 |
| Dont dotations et reprises : | | | | | | |
| Financières | - | 41,5 | - | 23,5 | - | - |
| Exceptionnelles | - | 7,9 | 2,0 | 2,6 | - | - |
| D'impôts sur résultat | - | 8,7 | 0,1 | 43,5 | - | - |

Comptes de Peugeot S.A. Notes annexes

Note 6 - Placements de trésorerie

Les placements de trésorerie correspondent aux excédents de liquidités confiés à la gestion du GIE PSA Trésorerie, organisme de centralisation de la trésorerie des filiales industrielles et commerciales du groupe.

Note 7 - Composition du capital social

| | 2004 | 2003 | 2002 |
|---|-------------|--------------|-------------|
| Nombre d'actions composant le capital social au début de l'exercice | 243 109 146 | 259 109 146 | 259 109 146 |
| Réduction de capital par annulation d'actions | - | (16 000 000) | - |
| Nombre d'actions composant le capital social à la fin de l'exercice | 243 109 146 | 243 109 146 | 259 109 146 |
| | | | |

Au 31 décembre 2004 le capital social de Peugeot S.A. se compose de 243 109 146 actions intégralement libérées, d'une valeur nominale de 1 euro chacune.

Note 8 - Détail des capitaux propres au 31 décembre 2004

| | | 1 | |
|--------------------------------------|---------|---------|---------|
| (en millions d' euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
| Capital | 243,1 | 243,1 | 259,1 |
| Écarts de réévaluation (1) | | | |
| Immobilisations corporelles | 2,6 | 2,6 | 2,6 |
| Titres de participation | 466,7 | 466,7 | 466,7 |
| | 469,3 | 469,3 | 469,3 |
| Réserve légale | 27,8 | 27,8 | 27,8 |
| Réserves de plus-values à long terme | 1 268,5 | 1 056,0 | 961,4 |
| Autres réserves et report à nouveau | | | |
| Autres réserves | 3 176,5 | 2 176,5 | 2 259,9 |
| Report à nouveau (2) | 571,3 | 479,4 | 309,1 |
| Résultat de l'exercice | 1 031,6 | 1 629,8 | 1 189,9 |
| Provisions réglementées | 0,7 | 0,9 | 1,0 |
| Total | 6 788,8 | 6 082,8 | 5 477,5 |
| | | | |

⁽¹⁾ Réévaluation légale de 1976.

⁽²⁾ La loi de finance rectificative n° 2004-1485 du 30 décembre 2004 impose le transfert, avant le 31 décembre 2005, de 200 millions d'euros des réserves spéciales des plus-values à long terme à un compte de réserve ordinaire, en exonération des compléments d'impôt, sous réserve du paiement d'une taxe libératoire de 2,5 %.

Cette taxe a été constatée dans les comptes de l'exercice 2004 sur le poste report à nouveau, pour un montant de 5 millions d'euros.

Note 9 - Titres subordonnés à durée indéterminée

Dans le cadre de l'extinction par délégation parfaite de dettes envers le Crédit National s'élevant à 263,3 millions d'euros le 27 février 1989, la société Peugeot S.A. a émis des titres subordonnés à durée indéterminée du même montant. Après une première période d'intérêts calculés jusqu'au 6 décembre 1992 au taux fixe de 8,501 %, ces titres ont produit un intérêt à taux variable basé sur le PIBOR plus 0,001 % entre le 7 décembre 1992 et le 26 février 1997, date d'échéance de l'opération.

La technique financière mise en oeuvre a entraîné un reversement initial effectif de 135,1 millions d'euros, qui a été déduit de la valeur nominale des titres dans le bilan. La valeur portée au bilan a été ensuite amortie chaque année de la fraction non déductible des intérêts servis, inhérente au reversement initial. Ces amortissements cumulés de 1989 à 1997 se sont élevés à 81,0 millions d'euros. Les titres figurent ainsi pour une valeur de 47,2 millions d'euros au bilan du 31 décembre 2004 et sont considérés comme des autres fonds propres.

Note 10 - Provision pour économie d'impôt à reverser

Une provision pour impôt à reverser figure au bilan arrêté au 31 décembre 2004, pour un montant de 228,5 millions d'euros. Cette provision a pour origine les économies d'impôt provenant de l'utilisation, par la société Peugeot S.A, des

déficits fiscaux de ses filiales intégrées. Cette provision est reprise, au fur et à mesure que les filiales intégrées, à l'origine des déficits utilisés au niveau du groupe, redeviennent bénéficiaires.

Note 11 - Emprunt obligataire indexé

En mai 1998, la société Peugeot S.A. a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire indexé sur le cours de bourse de l'action Peugeot S.A.

Cet emprunt, d'un montant de 68,6 millions d'euros, est représenté par 45 000 obligations d'une valeur nominale de 1 524,49 euros.

Ces obligations, zéro coupon, viennent à échéance le 18 mai 2006. Leur remboursement in fine, indexé sur le cours de bourse de l'action Peugeot S.A., est plafonné à 231 % du nominal, le capital étant garanti.

Des swaps ont été mis en place pour couvrir le risque lié à l'indexation. Après swaps, la charge d'intérêts est calculée sur la base de l'EONIA.

Note 12 - Échéance des créances et des dettes au 31 décembre 2004

État des créances

| | Montants | À moins | À plus |
|--------------------------|----------|---------|---------|
| (en millions d'euros) | bruts | d'un an | d'un an |
| Actif immobilisé | 1,5 | - | 1,5 |
| Impôt sur les sociétés | 60,2 | 60,2 | - |
| Groupe et associés | 108,4 | 107,5 | 0,9 |
| Placements de trésorerie | 1 333,3 | 1 333,3 | - |
| Autres | 7,7 | 7,7 | - |
| Actif circulant | 1 509,6 | 1 508,7 | 0,9 |
| Total | 1 511,1 | 1 508,7 | 2,4 |

Comptes de Peugeot S.A. Notes annexes

État des dettes

| Montants | À moins | À plus |
|----------|---|--|
| bruts | d'un an | d'un an |
| 68,6 | - | 68,6 |
| 10,8 | 8,6 | 2,2 |
| 79,4 | 8,6 | 70,8 |
| 33,9 | 28,0 | 5,9 |
| 136,6 | 136,6 | - |
| 7,4 | 7,4 | - |
| 144,0 | 144,0 | - |
| 257,3 | 180,6 | 76,7 |
| | bruts 68,6 10,8 79,4 33,9 136,6 7,4 144,0 | bruts d'un an 68,6 - 10,8 8,6 79,4 8,6 33,9 28,0 136,6 7,4 7,4 144,0 144,0 |

Il n'y a pas de dettes dont l'échéance est à plus de 5 ans.

Note 13 - Produits à recevoir et charges à payer

Montants des produits à recevoir et charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan :

| | 7 | |
|------------|--------------------|---------------------------------|
| 31/12/2004 | 31/12/2003 | 31/12/2002 |
| | | |
| 27,0 | 15,7 | 0,3 |
| 0,4 | 0,6 | 1,0 |
| 2,3 | 1,5 | - |
| 29,7 | 17,8 | 1,3 |
| | 27,0 0,4 2,3 | 27,0 15,7 0,4 0,6 2,3 1,5 |

| (en millions d'euros) | 31/12/2004 | 31/12/2003 | 31/12/2002 |
|---|------------|------------|------------|
| Charges à payer | | | |
| Intérêts courus non échus des emprunts et dettes financières divers | - | - | 1,0 |
| Autres charges à payer | | | |
| Fournisseurs | 1,5 | 3,2 | 0,8 |
| Dettes fiscales et sociales | 17,5 | 15,0 | 23,3 |
| Autres dettes | 1,3 | 1,8 | 8,6 |
| Total | 20,3 | 20,0 | 33,7 |

Note 14 - Éléments concernant les entreprises liées et les participations au 31 décembre 2004

| (en millions d'euros) | Montants concernant des entreprises liées (1) |
|--|---|
| Postes du bilan | |
| Actif | |
| Participations | 5 437,7 |
| Autres créances | 108,7 |
| Placements de trésorerie | 1 333,3 |
| Passif | |
| Emprunts et dettes financières | 7,7 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 1,1 |
| Autres dettes | 137,3 |
| Postes du compte de résultat | |
| Charges financières | 31,3 |
| Produits de participation | 969,5 |
| Autres produits financiers | 25,0 |

⁽¹⁾ Entreprises entrant dans le périmètre de consolidation du groupe PSA PEUGEOT CITROËN, y compris les sociétés mises en équivalence.

Ces postes ne comprennent aucun montant significatif concernant des entreprises avec lesquelles la société à un lien de participation.

Note 15 - Détail des produits et charges d'exploitation

| 93,7 0,3 0,5 94,5 | 101,9 0,1 1,0 103,0 (19,4) | 128,4 - 0,3 128,7 (62,0) |
|-----------------------------------|---|---|
| 0,5 94,5 | 1,0 103,0 | 128,7 |
| 94,5 | 103,0 | 128,7 |
| | , | <u> </u> |
| 40.7\ | (10.4) | (62.0) |
| 40,7) | (13,4) | (02,0) |
| (4,3) | (4,4) | (5,9) |
| 41,1) | (36,2) | (60,3) |
| 17,5) | (17,4) | (31,9) |
| (1,1) | (1,1) | (0,6) |
| 04,7) | (78,5) | (160,7) |
| | 24.5 | (32,0) |
| | 04,7) | |

Comptes de Peugeot S.A. Notes annexes

Note 16 - Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice se répartit comme suit :

Par secteurs d'activité

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|-------------------------|------|-------|-------|
| Prestations de services | 89,3 | 97,2 | 123,2 |
| Loyers immobiliers | 4,4 | 4,7 | 5,2 |
| Total | 93,7 | 101,9 | 128,4 |
| | | | |

Les prestations de services sont composées essentiellement d'une participation aux frais d'études, de gestion et de fonctionnement du groupe facturée par la société mère à ses filiales.

Par marchés géographiques

La quasi-totalité du chiffre d'affaires est réalisée en France.

Note 17 - Impôt sur les sociétés _____

Le régime fiscal de groupe (cf. note 1l) aboutit à l'effet suivant sur le poste d'impôt sur les bénéfices :

| (en millions d'euros) | 2004 | 2003 | 2002 |
|--|---------|---------|---------|
| Impôts dus à Peugeot S.A. par les filiales intégrées bénéficiaires | 123,9 | 256,0 | 557,4 |
| Retour économie d'impôt, antérieurement versée par Peugeot S.A., | | | |
| par les filiales intégrées bénéficiaires | 31,3 | 23,8 | 24,5 |
| Effet d'impôt groupe estimé de l'exercice | (123,4) | (233,7) | (450,7) |
| Régularisation sur charge d'impôt d'exercices antérieurs | 37,0 | (0,5) | (5,2) |
| Variation de la provision pour économie d'impôt à reverser (cf. note 10) | 43,5 | (3,4) | (6,9) |
| Variation de la provision pour risques fiscaux | (8,7) | 1,1 | - |
| Effet net d'impôt | 103,6 | 43,3 | 119,1 |
| | | | |

Note 18 - Engagements financiers

Opérations courantes

| • | | | |
|--|------------|------------|------------|
| (en millions d'euros) | 31/12/2004 | 31/12/2003 | 31/12/2002 |
| Engagements reçus | | | |
| Crédit syndiqué | 2 400,0 | 2 400,0 | 2 400,0 |
| Caution bancaire | - | - | 6,7 |
| Total | 2 400,0 | 2 400,0 | 2 406,7 |
| Engagements donnés | | | |
| Avals et cautions accordés en faveur de : | | | |
| - Nos filiales | 2 819,1 | 2 718,6 | 2 349,0 |
| - Autres entreprises | 125,6 | 140,8 | 182,7 |
| Total | 2 944,7 | 2 859,4 | 2 531,7 |
| Engagements réciproques | | | |
| Opérations de couverture de change des : | | | |
| - Créances diverses | 5,6 | 2,9 | 3,7 |
| Opérations de gestion de risque de taux : | | | |
| - Échanges de conditions d'intérêts | 137,2 | 137,2 | 137,2 |
| Total | 142,8 | 140,1 | 140,9 |
| Ces engagements concernent les filiales et autres entreprises liées pour : | | | |
| - engagements donnés | 2 819,1 | 2 718,6 | 2 349,0 |
| - engagements réciproques | 74,2 | 71,5 | 72,3 |
| | | | |

Note 19 - Engagements de retraite

La société Peugeot S.A. accorde aux salariés de l'entreprise des indemnités de départ à la retraite et garantit à certains bénéficiaires, sous certaines conditions, un niveau minimum de retraite. Au 31 décembre 2004, la valeur actuelle estimée de la partie courue des prestations futures qui s'élève à 69,6 millions d'euros, n'a pas fait l'objet de provision. Ce montant est couvert à hauteur de 61,7 millions d'euros par des versements dans des fonds externes.

Note 20 - Situation fiscale latente

Les décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable des produits et charges se traduisent par un actif d'impôt différé de 1,6 million d'euros au 31 décembre 2004.

Par ailleurs, les moins-values à long terme dégagées par Peugeot S.A. ont été utilisées dans le cadre du régime de l'intégration fiscale.

Comptes de Peugeot S.A. Notes annexes

Note 21 - Rémunérations des dirigeants

| 8,2 | 7,3 | 7,8 |
|-----|-----|---------|
| 0,8 | 0,7 | 0,5 |
| 9,0 | 8,0 | 8,3 |
| _ | 0,8 | 0,8 0,7 |

Les membres du Directoire, du comité exécutif et de l'état-major composent les organes de Direction.

Au 31 décembre 2004, les membres des organes de Direction détenaient 1 764 500 options d'achat d'actions de la société Peugeot S.A. attribuées lors des plans d'option consentis de 1999 à 2004 à certains membres du personnel salarié.

Note 22 - Effectif moyen _____

L'effectif moyen de l'entreprise évolue ainsi :

| | 2004 | 2003 | 2002 |
|--------|------|------|------|
| Cadres | 394 | 391 | 597 |
| ETAM | 101 | 103 | 243 |
| Total | 495 | 494 | 840 |
| | | | |

Note 23 - Droits individuels à la formation

Conformément aux dispositions de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle, les sociétés françaises du groupe accordent à leurs salariés un droit individuel d'une durée de 20 heures minimum par année civile cumulable sur une durée maximale de 6 ans et au terme de ce délai et, à défaut de son utilisation, l'ensemble des droits restera plafonné à 120 heures.

Aucune charge n'a été comptabilisée dans l'exercice 2004, en application de l'avis n° 2004-F du 13 octobre 2004 du comité d'urgence du CNC.

Note 24 - Événement postérieur à la clôture _____

Annonce de la cession de Panhard à Auverland

Le 12 janvier 2005, le groupe a annoncé son intention de céder sa participation dans la Société de Constructions Mécaniques Panhard et Levassor au groupe Auverland.

Panhard, filiale à 100 % de Peugeot S.A. est spécialisée dans la conception et la production de véhicules blindés légers qui équipent largement l'armée française et ont été vendus à 45 armées étrangères dans le monde ; son chiffre d'affaires pour 2004 s'est élevé à 67,5 millions d'euros.

Son effectif global est de 261 personnes.

La finalisation de l'opération devrait intervenir avant le 31 mars 2005.

Résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices

(Articles D-133, D-135 et D-148 du décret du 23 mars 1967)

| (en euros) | 2004 | 2003 | 2002 | 2001 | 2000 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------|
| Situation financière en fin d'exercice | | | | | |
| Capital social ⁽¹⁾ | 243 109 146 | 243 109 146 | 259 109 146 | 259 109 146 | 278 223 630 |
| Nombre d'actions émises | 243 109 146 | 243 109 146 | 259 109 146 | 259 109 146 | 46 370 605 |
| Nombre maximal d'actions futures à créer par conversion | | | | | |
| d'obligations | - | - | - | - | 747 329 |
| Résultat global des opérations de l'exercice | | | | | |
| Produits des activités courantes hors taxes | 1 091 639 443 | 1 628 329 848 | 1 371 743 105 | 1 301 076 844 | 528 494 513 |
| Résultat avant impôts, participation des salariés, | | | | | |
| amortissements et provisions | 949 166 548 | 1 546 820 513 | 1 191 750 093 | 1 408 880 735 | 133 501 174 |
| Participation des salariés (charge de l'exercice) | - | 433 473 | (1 312 818) | (2 579 763) | (1 039 052) |
| Impôts sur les bénéfices (2) | 103 617 707 | 43 350 875 | 119 131 622 | (58 014 158) | 129 203 159 |
| Résultat après impôts, participation des salariés, | | | | | |
| amortissements et provisions | 1 031 594 676 | 1 629 889 076 | 1 189 952 655 | 1 373 101 164 | 331 270 338 |
| Dividendes | 328 197 347 | 328 197 347 | 349 797 347 | 297 975 518 | 231 853 025 |
| Résultat des opérations réduit à une seule action (3) | | | | | |
| Résultat après impôts, participation des salariés, | | | | | |
| mais avant amortissements et provisions | 4,33 | 6,54 | 5,05 | 5,20 | 5,64 |
| Résultat après impôts, participation des salariés, | | | | | |
| amortissements et provisions | 4,24 | 6,70 | 4,59 | 5,30 | 7,14 |
| Dividende attribué à chaque action : | | | | | |
| - dividende net distribué | 1,35 | 1,35 | 1,35 | 1,15 | 5,00 |
| - impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) | _(4) | 0,675 | 0,675 | 0,58 | 2,50 |
| Revenu global | (4) | 2,025 | 2,025 | 1,73 | 7,50 |
| Personnel | | | | | |
| Effectif moyen des salariés | 495 | 494 | 840 | 919 | 906 |
| Montant de la masse salariale | 38 075 578 | 38 400 904 | 54 045 246 | 54 028 719 | 50 284 280 |
| Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux | | | | | |
| (Sécurité sociale, œuvres sociales, etc.) | 17 475 520 | 17 364 776 | 31 857 840 | 25 372 077 | 24 175 258 |
| | | | | | |

- (1) Entre 2000 et 2004, les mouvements sur le capital résultent :
- de levées d'options de souscription d'actions ;
- de la conversion d'obligations 2 % 1994 2001 ;
- de l'annulation d'actions suite à leur rachat en bourse ;
- de la réduction de la valeur nominale à 1 euro en 2001.

- (3) Pour mémoire, le nombre d'actions a été multiplié par six le 2 juillet 2001 par réduction de la valeur nominale de 6 euros à 1 euro.
- (4) À compter des dividendes perçus en 2005, l'avoir fiscal est supprimé et remplacé par un crédit d'impôt.

⁽²⁾ Depuis le 1^{er} janvier 1990, la société a opté pour le régime de l'intégration fiscale, articles 223 A et suivants du CGI, applicable aux filiales françaises contrôlées à plus de 95 %. Tous les mouvements d'impôt sur les bénéfices sont enregistrés sur la ligne impôts sur les bénéfices y compris les variations de provisions pour impôts.

Filiales et participations au 31 décembre 2004

| (en milliers d'euros ou en milliers d'unités de monnaies nationales) | | Réserves et | | |
|---|---------|--------------------|--------------|--|
| | | report à | | |
| | | nouveau avant | Quote-part | |
| | | affectation | de capital | |
| SOCIÉTÉS OU GROUPES DE SOCIÉTÉS | Сар | ital des résultats | détenue en % | |
| I - Renseignements détaillés sur les titres dont la valeur brute excède 1 % du capital social | | | | |
| A. Filiales (50 % au moins du capital détenu par la société) | | | | |
| Peugeot Citroën Automobiles | 293 3 | 04 3 244 972 | 100,00 | |
| route de Gisy, 78943 Vélizy (Yvelines) | | | | |
| Faurecia | 169 4 | 84 826 007 | 71,40 | |
| 2, rue Hennape, 92000 Nanterre (Hauts-de-Seine) | | | | |
| Grande Armée Participations | 60 4 | 35 590 387 | 100,00 | |
| 75, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris | | | | |
| Banque PSA Finance | 177 4 | 08 897 698 | 74,93 | |
| 75, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris | | | | |
| Automobiles Citroën | 16 0 | 00 61 391 | 99,99 | |
| 12, rue Fructidor, 75017 Paris | | | | |
| Automobiles Peugeot | 171 2 | 85 354 825 | 99,99 | |
| 75, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris | | | | |
| Process Conception Ingénierie | 22 9 | 54 72 663 | 84,54 | |
| 9, avenue du Maréchal-Juin, 92048 Meudon-la-Forêt (Hauts-de-Seine) | | | | |
| Peugeot Motocycles | 7 1 | 42 -7 144 | 99,99 | |
| 103, rue du 17 Novembre - 25350 Mandeure (Doubs) | | | | |
| Société de Constructions Mécaniques Panhard & Levassor | 8 | 00 15 127 | 99,99 | |
| 18, avenue d'Ivry, 75013 Paris | | | | |
| Gefco | 8 0 | 00 161 820 | 99,94 | |
| 77 à 81, rue des Lilas d'Espagne, 92400 Courbevoie (Hauts-de-Seine) | | | | |
| PSA International S.A. | CHF 5 9 | 79 201 152 | - | |
| CHF | | | | |
| 62, quai Gustave-Ador, 1207 Genève (Suisse) | EUR 38 | | 99,92 | |
| Peugeot Citroën Moteurs | 8 | 80 13 755 | 100,00 | |
| 49, rue Noël-Pons, 92000 Nanterre (Hauts-de-Seine) | | | | |
| B. Participations (10 à 50 % du capital détenu par la société) | | | | |
| | | | | |

II - Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas 1 % du capital social

A. Filiales non reprises au paragraphe I

- Filiales françaises (ensemble)
- Filiales étrangères (ensemble)

B. Participations non reprises au paragraphe I

- Dans des sociétés françaises (ensemble)
- Dans des sociétés étrangères (ensemble)

| Valeur cor des titres d | | Prêts et avances consentis par la société et non encore | Montant des cautions et avals donnés | Chiffre d'affaires hors taxes du dernier | Bénéfice (perte) du dernier exercice | Dividendes encaissés par la société au cours de | |
|----------------------------|------------|--|--|---|---|--|----------------|
| Brute | Nette | remboursés | par la société | exercice écoulé | clos | l'exercice | Observations |
| | | | · | | | | |
| 2 606 246 | 2 606 039 | - | 298 748 | 65 758 012 | 96 171 | 461 538 | |
| 1 262 691 | 1 262 283 | - | - | 67 592 | 33 491 | 15 730 | |
| 408 923 | 408 923 | - | - | n/s | 159 448 | 146 150 | |
| 380 084 | 380 084 | - | - | n/s | 96 900 | 5 483 | |
| 257 654 | 257 654 | - | - | 9 828 189 | 58 690 | 112 200 | |
| 180 797 | 180 745 | - | - | 18 048 665 | 310 281 | 147 300 | |
| 170 304 | 88 759 | - | - | 245 775 | 10 942 | 11 816 | |
| 73 808 | - | - | - | 220 347 | (12 201) | - | |
| 51 471 | 42 700 | - | - | 67 520 | 5 425 | - | |
| 32 191 | 32 191 | - | - | 1 897 867 | 50 414 | 47 969 | 1 FUD 1 5400 |
| - 6 843 | - 6 843 | - | - | n/s | 24 569 15 924 | 15 905 | 1 EUR = 1,5429 |
| 4 374 | 4 374 | - | - | 170 430 | 10 213 | 5 384 | |
| | | | | | | | |
| 242 | 242 | - | 2 100 000 | | | | |
| 2 127 | 2 127 | - | - | | | - | |
| - 219 | - 219 | - | - | | | - | |
| 213 | 219 | <u>-</u> | - | | | | |

Inventaire des valeurs mobilières en portefeuille au 31 décembre 2004

| | | | | | (en milliers d'euros) | |
|------------------|--------------------|------------------------|-------------------------------------|-----------|------------------------|-----------|
| | | | | | Amortissements, | |
| | | | | | dépréciations | |
| | | | | Valeur | ou plus-values | Valeur |
| | | (en euros) | Sociétés | brute | réinvesties | nette |
| 2 666 310 | actions de | 110 | Peugeot Citroën Automobiles | 2 606 246 | 207 | 2 606 039 |
| 17 285 597 | actions de | 7 | Faurecia | 1 262 691 | 408 | 1 262 283 |
| 395 000 | actions de | 153 | Grande Armée Participations | 408 923 | - | 408 923 |
| 8 307 994 | actions de | 16 | Banque PSA Finance | 380 084 | - | 380 084 |
| 1 249 996 | actions de | 12,8 | Automobiles Citroën | 257 654 | - | 257 654 |
| 19 030 968 | actions de | 9 | Automobiles Peugeot | 180 798 | 53 | 180 745 |
| 192 131 | actions de | 101 | Process Conception Ingénierie | 170 304 | 81 545 | 88 759 |
| 446 358 | actions de | 16 | Peugeot Motocycles | 73 808 | 73 808 | - |
| 49 996 | actions de | 16 | Société de Constructions Mécaniques | 51 471 | 8 771 | 42 700 |
| | | | Panhard & Levassor | | | |
| 499 681 | actions de | 16 | Gefco | 32 191 | - | 32 191 |
| 5 974 | actions de | 1 000 CHF | PSA International S.A. | 6 843 | - | 6 843 |
| 55 000 | actions de | 16 | Peugeot Citroën Moteurs | 4 374 | - | 4 374 |
| 89 999 | actions de | 15 | Société Anonyme de Réassurance | 2 117 | - | 2 117 |
| | | | Luxembourgeoise | | | |
| Actions propre | S | | | 260 232 | 2 349 | 257 883 |
| Titres dont la v | aleur d'inventaire | e est inférieure à 2 0 | 000 000 d'euros (montant global) | 472 | - | 472 |
| | | | Total | 5 698 208 | 167 141 | 5 531 067 |

Inventaire établi conformément à l'article 34-1 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales.

Les valeurs n'ayant pas une importance significative ont été inscrites pour un montant global.

Groupe **PSA PEUGEOT CITROËN**

Assemblée Générale

| Présentation des résolutions | 95 |
|--------------------------------------|----|
| Autorisations financières en vigueur | 96 |
| Résolutions | 98 |

Présentation des résolutions

Treize résolutions sont proposées à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires délibérant comme Assemblée Générale ordinaire et cinq résolutions sont soumises à l'Assemblée délibérant comme Assemblée Générale extraordinaire.

Les principales résolutions sont présentées ci-après :

Les résultats consolidés enregistrés en 2004 ainsi que les perspectives pour 2005 conduisent le Directoire à proposer à l'Assemblée Générale le maintien du dividende à 1,35 euro par action. La distribution proposée pour l'exercice 2004 correspond, compte tenu des actions en circulation au 31 décembre 2004, à un montant total de 328 millions d'euros, soit un ratio de distribution par rapport au résultat net consolidé part du groupe de 24,2 %.

Les mandats de Mme Marie-Hélène Roncoroni, M. Pierre Banzet, M. Jean-Louis Masurel et M. Jean-Paul Parayre arrivent à échéance lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2004. Il est proposé de procéder à leur renouvellement pour une durée de six ans.

Compte tenu de la date d'expiration des mandats des Commissaires aux Comptes de Peugeot S.A., le Conseil de Surveillance a procédé à un appel d'offres afin de proposer à l'assemblée la nomination de nouveaux Commissaires aux Comptes, à l'échéance des mandats en cours. À la suite de la procédure d'appel d'offres qui a été menée par le comité financier du Conseil de Surveillance, il est proposé à l'assemblée de renouveler le mandat de Commissaire aux Comptes titulaire de PricewaterhouseCoopers Audit, étant précisé que dans l'hypothèse où ce renouvellement serait approuvé par l'assemblée, de nouveaux signataires seraient désignés pour cette mission par PricewaterhouseCoopers. Il est également proposé à l'assemblée de nommer Mazars & Guérard comme Commissaire aux Comptes titulaire. Par ailleurs, il est proposé de nommer Commissaires aux Comptes suppléants M. Yves Nicolas et M. Patrick de Cambourg.

Un programme de rachat d'actions Peugeot S.A. dans la limite de 24 millions d'actions, soit près de 10 % du nombre total d'actions Peugeot S.A., est soumis à l'autorisation de l'Assemblée Générale avec pour objectif la réduction du capital de la société, l'attribution d'options d'achat d'actions ou la remise d'actions dans le cadre d'opérations financières donnant accès au capital; le prix maximum d'achat serait fixé à 65 euros par action. En effet, tant que le cours de l'action ne reflète pas ses performances actuelles et attendues, le groupe considère que le rachat de ses actions constitue un investissement attractif pour lui-même et pour ses actionnaires. L'intention du groupe est, dans les limites proposées, de procéder à ces rachats d'actions en fonction du cours du titre, tout en conservant la maîtrise de sa position financière nette. Dans ce contexte, au cours de l'année 2004, le groupe a racheté 4 736 502 actions à un cours moyen de 46,93 euros et détenait 10 230 439 actions représentant 4,21 % du capital au 31 décembre 2004.

Une première autorisation à caractère financier porte sur la possibilité d'émettre des titres donnant directement ou indirectement accès au capital. Elle vise à renouveler les autorisations existantes. Les augmentations de capital qui résulteraient, le cas échéant, de telles opérations, ne pourraient avoir pour effet de porter le capital social à un montant nominal supérieur à 400 millions d'euros, pour un capital actuel de 243 109 146 euros.

Une deuxième autorisation financière confèrerait au Directoire la possibilité de réaliser des émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital sans droit préférentiel de souscription en faveur des actionnaires, à concurrence des mêmes montants que ceux fixés dans la résolution précédente. Le Directoire pourrait accorder une période de priorité aux actionnaires pour souscrire les actions ainsi émises.

Une troisième autorisation financière résulte de l'obligation faite aux sociétés anonymes par la loi sur l'épargne salariale du 9 février 2001, complétée par la loi de modernisation sociale de janvier 2002, de proposer une augmentation de capital réservée aux salariés. Le Directoire n'est pas favorable à l'adoption de cette résolution, compte tenu de l'existence d'autres dispositifs permettant aux salariés d'accéder au capital à des conditions privilégiées.

La réduction du capital par voie d'annulation d'actions rachetées par la société est soumise à l'autorisation de l'Assemblée Générale, dans la limite de 10 % du capital de la société par périodes de vingt-quatre mois. L'intention de la société est de procéder à terme à l'annulation de l'essentiel des titres acquis afin d'optimiser son résultat par action. Cette autorisation s'inscrirait dans la continuité des annulations effectuées en novembre 1999 (4 650 000 actions de 6 euros équivalant à 27 900 000 actions de 1 euro, soit 9,3 % du capital à cette date), en novembre 2001 (23 450 000 actions de 1 euro, soit 8,3 % du capital à cette date) et en novembre 2003 (16 000 000 actions de 1 euro soit 6,18 % du capital à cette date).

Enfin, il est proposé à l'Assemblée Générale de modifier les statuts de la société, compte tenu des dispositions de l'ordonnance du 24 juin 2004, afin de supprimer la référence à l'Assemblée Générale dans la réalisation de toute émission d'obligations; la réalisation de ces émissions serait ainsi de la compétence du Directoire après autorisation du Conseil de Surveillance.

Autorisations financières en vigueur

| | | | itorisations financière | | - | |
|---------------------------------------|------------|-------------------|-------------------------|------------------------------|--------------------|--|
| | av | ant l'Assemblée G | ienerale ordinaire et | extraordinaire du 25 mai 200 | b | |
| | _ | _ , | | Capital | | |
| | Du | Durée | Jusqu'au | maximum | Autorisation | |
| 1 – Assemblée Générale ordinaire | | | | | | |
| Rachat d'actions | 26/05/2004 | 18 mois | 26/11/2005 | | Acquisition de | |
| | | | | | 24 000 000 actions | |
| | | | | | au plus | |
| | | | | | Prix maximum | |
| | | | | | d'achat : 65 € | |
| | | | | | Prix minimum | |
| | | | | | de vente : 40 € | |
| 2 – Assemblée Générale extraordinaire | | | | | | |
| Émission de valeurs mobilières | 28/05/2003 | 26 mois | 28/07/2005 | 400 millions € (1) | | |
| donnant accès directement ou | | | | | | |
| indirectement au capital | | | | | | |
| avec DPS | | | | | | |
| Émission de valeurs mobilières | 28/05/2003 | 26 mois | 28/07/2005 | 400 millions € (1) | | |
| donnant accès directement ou | | | | | | |
| indirectement au capital | | | | | | |
| sans DPS | | | | | | |
| Options de souscription | 26/05/2004 | 15 mois | 31/08/2005 | 2 000 000 actions | | |
| ou d'achat d'actions | | | | | | |
| Annulation d'actions | 28/05/2003 | 24 mois | 28/05/2005 | | | |

DPS : Droit Préférentiel de Souscription.

(1) Les augmentations de capital qui pourront résulter de l'ensemble de ces émissions ne pourront avoir pour effet de porter le capital social à un montant supérieur à 400 000 000 euros.

| | | es résultant des résolutions dinaire et extraordinaire du | | |
|-------------------|--------------------|--|-----------|------------|
| | Capital | | | |
| Autorisatio | maximum | Jusqu'au | Durée | Du |
| Acquisition d | | 25/11/2006 | 18 mois | 25/05/2005 |
| 24 000 000 action | | 20/11/2000 | 10 111010 | 20/00/2000 |
| au plu | | | | |
| Prix maximur | | | | |
| d'achat : 65 € | | | | |
| | 400 millions € (1) | 25/07/2007 | 26 mois | 25/05/2005 |
| | 400 millions € (1) | 25/07/2007 | 26 mois | 25/05/2005 |
| | 2 000 000 actions | 31/08/2005 | 15 mois | 26/05/2004 |
| 10 % du capita | | 25/05/2007 | 24 mois | 25/05/2005 |
| par périod | | | | |
| de 24 moi | | | | |

Assemblée Générale Résolutions

Résolutions

Assemblée délibérant comme Assemblée Générale ordinaire

PREMIÈRE RÉSOLUTION

Approbation du rapport de gestion et des comptes

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des comptes annuels, du rapport de gestion du Directoire sur l'exercice écoulé, du rapport du Conseil de Surveillance, du rapport général des Commissaires aux Comptes approuve dans toutes ses dispositions le rapport de gestion du Directoire.

L'Assemblée Générale approuve les comptes annuels de l'exercice 2004 qui font ressortir un bénéfice de 1 031 594 676,34 €.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

Approbation des comptes consolidés

L'Assemblée Générale après avoir pris connaissance des comptes consolidés, des commentaires du Directoire ainsi que du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice 2004, tels qu'ils viennent de lui être présentés.

TROISIÈME RÉSOLUTION

Affectation du résultat

L'Assemblée Générale constate que le bénéfice distribuable, constitué par le bénéfice de l'exercice de 1 031 594 676,34 \in majoré du report à nouveau bénéficiaire de l'exercice précédent d'un montant de 571 259 005,10 \in après diminution d'une somme de 4 987 500 \in au titre de la taxe exceptionnelle sur les réserves spéciales des plus-values à long terme, s'élève à la somme de 1 602 853 681,44 \in .

Elle décide d'affecter comme suit ce bénéfice distribuable :

| - aux actions | 328 197 347,10 € |
|-----------------------|------------------|
| - aux autres réserves | 700 000 000,00 € |
| - au report à nouveau | 574 656 334,34 € |

Elle décide, en application des dispositions de l'article 39-IV 2e alinéa de la loi de finances rectificative pour 2004, de virer la somme de 200 000 000 € du poste Réserves Spéciales des plus-values à long terme au poste Autres Réserves puis de créditer le poste Report à nouveau d'un montant de 4 987 500 € par imputation sur le poste "Autres réserves", le poste "Report à nouveau" s'établissant en conséquence au montant de 579 643 834,34 €.

Le dividende de 1,35 \in par action, éligible en totalité à l'abattement de 50 % visé à l'article 158, 3-2 à 4 du C.G.I. pour ceux des actionnaires pouvant en bénéficier sera mis au paiement le 1 $^{\text{er}}$ juin 2005.

L'Assemblée Générale prend note qu'au titre des exercices 2001, 2002 et 2003 les dividendes ont été les suivants :

| Exercice | Nombre d'actions rémunérées | Dividende net |
|----------|-----------------------------|---------------|
| 2001 | 255 409 004 actions de 1 € | 1,15€ |
| 2002 | 240 820 430 actions de 1 € | 1,35€ |
| 2003 | 237 437.862 actions de 1 € | 1.35€ |

OUATRIÈME RÉSOLUTION

Approbation du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial présenté par les Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées, approuve ce rapport et les opérations qui y sont mentionnées.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de Surveillance

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Mme Marie-Hélène Roncoroni pour une durée de six ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire qui statuera en 2011 sur les comptes de l'exercice 2010.

SIXIÈME RÉSOLUTION

Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de Surveillance

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de membre du Conseil de Surveillance de M. Pierre Banzet pour une durée de six ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire qui statuera en 2011 sur les comptes de l'exercice 2010.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de Surveillance

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de membre du Conseil de Surveillance de M. Jean-Louis Masurel pour une durée de six ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire qui statuera en 2011 sur les comptes de l'exercice 2010.

HUITIÈME RÉSOLUTION

Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de Surveillance

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de membre du Conseil de Surveillance de M. Jean-Paul Parayre pour une durée de six ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire qui statuera en 2011 sur les comptes de l'exercice 2010.

NEUVIÈME RÉSOLUTION

Renouvellement du mandat d'un Commissaire aux Comptes titulaire

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil de Surveillance, décide de renouveler le mandat de Commissaire aux Comptes titulaire de la société PricewaterhouseCoopers Audit S.A., dont le siège est à Paris 17°, 32 rue Guersant, pour la durée de six exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire qui statuera en 2011 sur les comptes de l'exercice 2010.

DIXIÈME RÉSOLUTION

Renouvellement du mandat d'un Commissaire aux Comptes suppléant

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil de Surveillance, décide de renouveler le mandat de M. Yves Nicolas, domicilié à Paris 17°, 32 rue Guersant, en qualité de Commissaire aux Comptes suppléant de la société PricewaterhouseCoopers Audit S.A., pour la durée de six exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire qui statuera en 2011 sur les comptes de l'exercice 2010.

ONZIÈME RÉSOLUTION

Nomination d'un nouveau Commissaire aux Comptes titulaire

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil de Surveillance, décide de nommer le cabinet Mazars & Guérard, dont le siège est à Paris 12°, 39 rue de Wattignies en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire pour la durée de six exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire qui statuera en 2011 sur les comptes de l'exercice 2010.

DOUZIÈME RÉSOLUTION

Nomination d'un nouveau Commissaire aux Comptes suppléant

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil de Surveillance, décide de nommer comme Commissaire aux Comptes suppléant du cabinet Mazars & Guérard, M. Patrick de Cambourg, domicilié à Paris 12°, 39 rue de Wattignies pour la durée de six exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire qui statuera en 2011 sur les comptes de l'exercice 2010.

TREIZIÈME RÉSOLUTION

Autorisation d'un programme de rachat d'actions

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, autorise le Directoire à acquérir des actions de la société en vue soit de réduire le capital de la société, soit de l'attribution d'actions à des salariés, dirigeants ou mandataires sociaux de la société ou de sociétés ou de groupements qui lui sont liés lors de l'exercice d'options d'achat d'actions, soit de la remise d'actions dans le cadre d'opérations financières donnant accès au capital. L'acquisition de ces actions pourra être effectuée par tous moyens et à toute époque, sur le marché ou hors marché, y compris par l'utilisation de tous instruments financiers dérivés, négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré et notamment par toutes options d'achat.

Le prix maximum d'achat est fixé à 65 € par action. Si tout ou partie des actions acquises dans ces conditions était utilisé pour consentir des options d'achat d'actions, en application des articles L 225-179 et suivants du Code de commerce, le prix de vente serait alors déterminé conformément aux dispositions légales relatives aux options d'achat.

Le Directoire pourra acquérir au maximum 24 000 000 actions en vertu de la présente autorisation qui lui est donnée pour une durée de dix-huit mois à compter du 25 mai 2005 et qui se substitue, à compter de la présente assemblée, à l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale du 26 mai 2004.

Assemblée Générale Résolutions

Assemblée délibérant comme Assemblée Générale extraordinaire

QUATORZIÈME RÉSOLUTION

Autorisation d'émettre des titres donnant directement ou indirectement accès au capital

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire ainsi que du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, et statuant en application des dispositions de l'article L 225-129–2 et L 228-92 du Code de commerce :

- I. Délègue au Directoire, dans les conditions prévues à l'article 9 des statuts, la compétence de décider, dans un délai de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée Générale, une ou plusieurs augmentations de capital, à réaliser au moyen de :
- a) l'émission, en France ou à l'étranger, en euros, d'actions Peugeot S.A. et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions Peugeot S.A., les valeurs mobilières autres que des actions pouvant être également libellées en monnaies étrangères;
- b) et/ou l'incorporation au capital de bénéfices, réserves ou primes d'émission, sous forme d'attribution d'actions gratuites ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes.
- II. Décide que le montant total des augmentations de capital social susceptibles d'être ainsi réalisées immédiatement et/ou à terme, (en ce compris les émissions d'actions à émettre éventuellement pour préserver les droits des titulaires de valeurs mobilières précédemment émises) ne pourra avoir pour effet de porter le capital social, actuellement fixé à 243 109 146 €, à un montant supérieur à 400 000 000 €, le montant des primes d'émission et/ou de remboursement n'étant pas compris dans le plafond ci-dessus fixé.
- III. Décide que les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription aux valeurs mobilières émises en vertu de la présente résolution.

IV. Décide :

- a) que si, les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le Directoire pourra offrir au public tout ou partie des titres non souscrits;
- b) qu'en cas d'augmentation de capital par incorporation de bénéfices, réserves ou primes d'émission, les droits formant rompus ne seront pas négociables et les actions correspondantes seront vendues, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits, 30 jours au plus tard après la date d'inscription à leur compte du nombre entier d'actions attribuées;
- c) qu'en cas d'émission de valeurs mobilières composées, les actionnaires ne disposeront d'aucun droit préférentiel de souscription sur les actions à émettre au profit des titulaires de ces valeurs mobilières;

 d) que le nombre de titres à émettre pourra être augmenté dans les conditions de l'article L 225-135-1 du Code de commerce et dans la limite du plafond global visé au paragraphe II ci-dessus, lorsque le Directoire constate une demande excédentaire.

La présente délégation se substitue aux délégations conférées au Directoire par l'Assemblée Générale du 28 mai 2003 pour toute augmentation de capital.

QUINZIÈME RÉSOLUTION

Autorisation d'émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, délègue au Directoire, dans les conditions prévues à l'article 9 des statuts, la compétence de décider une ou plusieurs augmentations de capital par l'émission, en France ou à l'étranger, en euros d'actions Peugeot S.A. ou de toutes valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à des actions Peugeot S.A., pourront être réalisées, si le Directoire le juge opportun, avec suppression du droit préférentiel de souscription, pour la totalité du plafond d'augmentation de capital fixé au paragraphe II de la résolution précédente.

L'Assemblée Générale décide :

- a) que le nombre de titres à émettre pourra être augmenté dans les conditions de l'article L 225-135-1 du Code de commerce et dans la limite du plafond global visé au paragraphe II de la résolution précédente, lorsque le Directoire constate une demande excédentaire;
- b) que le Directoire pourra instituer au profit des actionnaires, s'il le juge opportun, un droit de priorité pour souscrire les actions émises en vertu de la présente délégation en application des dispositions de l'article L 225-135 du Code de commerce.

La délégation ainsi conférée au Directoire est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente assemblée.

L'Assemblée Générale déclare renoncer expressément à l'exercice de ce droit préférentiel de souscription, pour le cas où le Directoire userait de la faculté à lui conférée par la présente résolution, étant précisé que le prix d'émission pour chacune des actions qui seraient créées par souscription, conversion, échange ou exercice de bons de souscription, sera au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de la bourse de Paris précédant sa fixation, diminuée d'une décote maximale de 5 %.

SEIZIÈME RÉSOLUTION

Autorisation d'augmenter le capital social réservée aux salariés

L'Assemblée Générale, statuant en application des dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, et après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, autorise le Directoire, dans les conditions prévues à l'article 9 des statuts, à augmenter le capital social, sur ses seules délibérations, en une ou plusieurs fois, dans les conditions prévues à l'article L 443-5 du Code du travail, et dans la limite d'un montant nominal maximum de 15 000 000 €, par l'émission d'actions réservées aux salariés.

Elle confère tous pouvoirs au Directoire aux fins de fixer souverainement le montant de l'augmentation ou des augmentations de capital dans la limite du plafond autorisé, l'époque de leur réalisation ainsi que les conditions et modalités de chaque augmentation. Il pourra arrêter le prix d'émission des actions nouvelles conformément aux dispositions de l'article L 443-5 du Code du travail, leur mode de libération, les délais de souscription et les modalités de l'exercice du droit de souscription des salariés.

Le Directoire disposera de tous pouvoirs nécessaires pour décider et exécuter tous actes, prendre toutes mesures, procéder à la modification corrélative des statuts et accomplir toutes formalités nécessaires en vue de la réalisation de l'augmentation de capital ainsi autorisé.

La présente autorisation est consentie pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente assemblée.

DIX-SEPTIÈME RÉSOLUTION

Autorisation de réduire le capital par voie d'annulation d'actions rachetées par la société

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, autorise le Directoire, dans les conditions prévues par l'article 9 des statuts, à procéder sur ses seules délibérations à l'annulation des actions de la société qu'elle détient ou qu'elle pourrait détenir par suite d'achats réalisés dans le cadre de l'autorisation donnée par la treizième résolution ci-dessus, dans la limite de 10 % du capital de la société par périodes de vingt-quatre mois.

L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au Directoire pour procéder, s'il y a lieu, à une ou plusieurs réductions de capital en conséquence de l'annulation des actions précitées et en particulier modifier les statuts, effectuer toutes formalités de publicité et prendre toutes dispositions pour permettre directement ou indirectement la réalisation de cette ou ces réductions de capital.

DIX-HUITIÈME RÉSOLUTION

Modification de l'article 9 des statuts de la société relatif aux pouvoirs du Directoire

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport du Conseil de Surveillance, décide de supprimer les mots suivants "autorisées par l'Assemblée", au deuxième alinéa de l'article 9 paragraphe IV a) des statuts de la société, relatif aux émissions d'obligations.

Groupe **PSA PEUGEOT CITROËN**

| Le capital | et | la | bourse | |
|------------|----|----|--------|--|
| | | | | |

| PSA PEUGEOT CITROËN et ses actionnaires | 304 |
|---|-----|
| Renseignements concernant le capital | 307 |
| Informations boursières détaillées | 309 |

PSA PEUGEOT CITROËN et ses actionnaires

L'information des actionnaires

PSA PEUGEOT CITROËN s'est donné pour objectif d'informer régulièrement et clairement l'ensemble de ses actionnaires, français et étrangers, individuels et institutionnels. Le groupe s'attache à améliorer en permanence l'efficacité de sa communication financière, qu'il s'agisse des différentes sources d'information mises à la disposition des actionnaires ou des relations directes lors des rencontres et événements organisés à cet effet.

Un ensemble de publications est dédié à tous les actionnaires du groupe :

- le rapport annuel, édité en versions française et anglaise,
- le document de référence, édité en versions française et anglaise,
- le rapport semestriel, également édité en versions française et anglaise,
- les communiqués de presse et avis financiers,
- les lettres aux actionnaires,
- le Guide de l'actionnaire.

L'ensemble de ces publications est disponible sur le site Internet du groupe, www.psa-peugeot-citroen.com, qui permet également de consulter en temps réel le cours de bourse de l'action Peugeot S.A.

Afin de maintenir un véritable dialogue, PSA PEUGEOT CITROËN multiplie les occasions de rencontre avec ses actionnaires et l'ensemble de la communauté financière. Trois grands rendez-vous sont pris à l'occasion de la publication des résultats annuels et semestriels ainsi que pour l'Assemblée Générale.

Par ailleurs, le groupe convie régulièrement les investisseurs institutionnels à des réunions en Europe, aux États-Unis et en Asie, à des visites de sites et propose aux analystes financiers des réunions thématiques pour leur permettre de mieux comprendre la réalité opérationnelle du groupe.

PSA PEUGEOT CITROËN participe aussi aux présentations sectorielles des institutions financières actives sur les marchés de capitaux.

Le groupe offre également de nombreuses occasions de rencontres à ses actionnaires individuels au travers de présentations en province, de visites d'usines ou bien lors du Salon Actionaria. Les actionnaires individuels peuvent poser leurs questions à l'équipe de communication financière par e-mail : communication.financière@psa.fr ou bien en appelant le numéro Azur : 0810 424 091.

Tout actionnaire qui souhaiterait recevoir régulièrement les informations financières du groupe PSA Peugeot Citroën peut se faire inscrire au siège de la société :

Peugeot S.A. - Communication Financière 75 avenue de la Grande-Armée - 75116 Paris E-mail : communication.financiere@psa.fr

Numéro Azur: 0810 424 091.

8 février 2006 :

AGENDA 28 avril 2005 : Chiffre d'affaires au 31 mars 2005 25 mai 2005 : Assemblée Générale

1er juin 2005 :Paiement du dividende 200426 juillet 2005 :Résultats du 1er semestre 200527 octobre 2005 :Chiffre d'affaire au 30 septembre 2005

Résultats annuels 2005

FICHE SIGNALÉTIQUE DE L'ACTION PEUGEOT S.A.

| Code valeur ISIN | FR0000121501 |
|---|--|
| Places de cotation | Euronext : Paris (Service de Règlement Différé) et Bruxelles |
| Valeur nominale | 1 euro |
| Nombre d'actions en circulation au 31 décembre 2004 | 243 109 146 |
| Cours au 31 décembre 2004 | 46,7 euros |
| Capitalisation boursière au 31 décembre 2004 | 11,4 milliards d'euros |
| Poids dans l'indice CAC 40 | 1,46 % |

L'évolution du cours de bourse

En 2004, le cours de l'action Peugeot S.A. s'est apprécié de 15,6 %. Il s'établit à à 46,70 euros au 31 décembre 2004 et affiche ainsi la meilleure performance boursière mondiale du secteur automobile en 2004. Cette évolution se compare sur la même période à une hausse de 7,4 % de l'indice CAC 40 et de 1,3 % pour le DJ Euro Stoxx Auto.

Sur une période de cinq ans, l'action Peugeot S.A. progresse de 24,3 % à comparer à une baisse de 35,9 % de l'indice CAC 40 et à une baisse de 28,3 % du DJ Euro Stoxx Auto.

Action Peugeot S.A. CAC 40 et DJ Euro Stoxx Automobile sur cinq ans (base 100)



Cours de bourse et volumes de transaction de l'action Peugeot S.A. sur cinq ans

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Nombre d'actions en circulation au 31 décembre | 278 223 630 | 259 109 146 | 259 109 146 | 243 109 146 | 243 109 146 |
| Plus haut (en euros) | 42,50 | 58,27 | 60,80 | 43,85 | 52,70 |
| Plus bas (en euros) | 33,17 | 35,40 | 32,20 | 33,53 | 36,93 |
| Cours au 31 décembre (en euros) | 40,38 | 47,75 | 38,86 | 40,40 | 46,70 |
| Capitalisation boursière au 31 décembre (en milliards d'euros) | 11,23 | 12,37 | 10,07 | 9,82 | 11,35 |
| Volume moyen quotidien | 970 398 | 1 390 484 | 1 320 196 | 1 442 174 | 1 325 810 |
| | | | | | |

La politique de dividendes

La distribution proposée pour l'exercice 2004 et soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale du 25 mai 2005, correspond, compte tenu des actions en circulation au 31 décembre 2004, à un montant de 328 millions d'euros, soit un taux de distribution par rapport au résultat net consolidé part du groupe de 24,2 %.

| Taux de distribution | 17,0 70 | 17,0 70 | 20,7 70 | 21,9 70 | 24,2 70 |
|----------------------|---------|---------|---------|---------|----------|
| Taux de distribution | 17,8 % | 17.6 % | 20,7 % | 21,9 % | 24,2 % |
| Global | 1,25 | 1,73 | 2,025 | 2,025 | — (**) |
| Avoir fiscal | 0,42 | 0,58 | 0,675 | 0,675 | — (**) |
| Net | 0,83 | 1,15 | 1,35 | 1,35 | 1,35 (*) |
| Dividende par action | | | | | |
| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
| | | | | | |

^(*) Sous réserve d'approbation par l'Assemblée Générale du 25 mai 2005.

^(**) À compter des dividendes perçus en 2005, l'avoir fiscal est supprimé et remplacé, dans certaines conditions, par un crédit d'impôt.

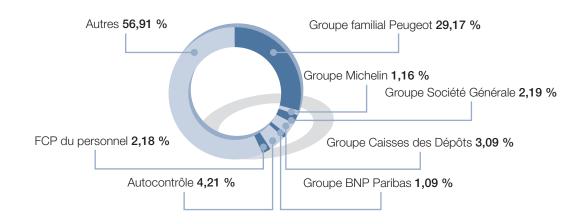
L'évolution et le contrôle du capital

Au 31 décembre 2004, le capital de la société s'élève à 243 109 146 euros, représenté par 243 109 146 actions de nominal 1 euro chacune.

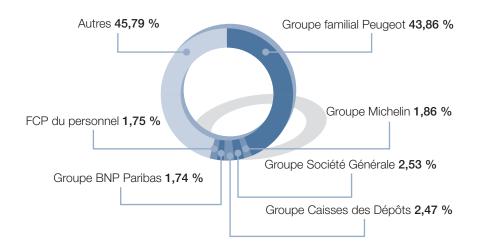
Les participations des principaux actionnaires identifiés de la société sont détaillées dans le tableau "Contrôle du capital" qui figure en page 308 du présent document de référence.

Mis à part l'effet mécanique des rachats d'actions propres sur les droits de vote, ces participations n'ont pas fait l'objet de modifications significatives au cours de l'année 2004.

Répartition du capital au 31 décembre 2004



Répartition des droits de vote au 31 décembre 2004



Rachats d'actions

Le groupe considère que le rachat de ses actions constitue une opportunité attractive d'investissement pour lui-même et pour ses actionnaires, tant que le cours ne reflète pas ses objectifs. Depuis 1999, le groupe mène des programmes de rachats d'actions avec pour objectif la réduction du capital de la société, l'attribution d'options d'achat d'actions ou la remise d'actions

dans le cadre d'opérations financières donnant accès au capital. Les résultats récurrents générés par les activités du groupe et les liquidités disponibles lui ont permis de mener ces opérations en parallèle avec son programme d'investissements. Au cours de l'année 2004, le groupe a racheté 6 295 002 actions et en détient 10 230 439 au 31 décembre 2004 soit 4,21 % du capital.

Renseignements concernant le capital

Capital

Le capital s'élève au 31 décembre 2004 à 243 109 146 euros, divisé en 243 109 146 actions de nominal 1 euro, entièrement libérées et toutes de même catégorie. Les actions sont nominatives ou au porteur suivant le choix de l'actionnaire.

Conditions statutaires spécifiques concernant les modifications du capital et des droits sociaux

Néant.

Autorisation de rachat d'actions de la société

Le Directoire soumet à l'Assemblée Générale du 25 mai 2005 un programme de rachat d'actions en vue :

- soit de réduire le capital de la société ;
- soit de l'attribution d'actions à des salariés, dirigeants ou mandataires sociaux de la société ou de sociétés ou groupements qui lui sont liés lors de l'exercice d'options d'achat d'actions;

- soit de la remise d'actions dans le cadre d'opérations financières donnant accès au capital.

L'autorisation donnée pour une période de 18 mois, porte sur un nombre maximum de 24 000 000 actions, avec un prix maximum d'achat fixé à 65 euros.

Ce nouveau programme fera l'objet d'une note d'information, revêtue du visa de l'Autorité des Marchés Financiers, selon la réglementation en vigueur.

Titres non représentatifs de capital

Néant.

Titres donnant accès au capital Options d'achat réservées au personnel

Des options d'achat d'actions ont été attribuées à des cadres dirigeants et supérieurs du groupe en 2004 et au cours des années passées.

Le nombre d'options non encore exercées s'élevait à 4 644 353 au 31 décembre 2004.

Plans d'options d'achat en vigueur au 31 décembre 2004

| Date de réunion du Directoire | Nombre total d'actions pouvant être obtenues (dont attribuées aux organes de direction) ⁽¹⁾ | Nombre de bénéficiaires membres des organes de direction (1) | Point de départ de l'exercice des options | Date d'expiration des options | Prix d'achat | Nombre d'options exercées au cours de l'exercice 2004 | Nombre d'options restant à exercer au 31/12/2004 |
|----------------------------------|--|--|--|-------------------------------------|-----------------|---|--|
| 31 mars 1999 | 462 900 183 000 | 14 | 31/03/2001 | 30/03/2007 | 20,83€ | 100 785 | 301 015 |
| 5 octobre 2000 | 709 200 237 000 | 13 | 05/10/2002 | 04/10/2008 | 35,45€ | 22 062 | 684 138 |
| 20 novembre 2001 | 798 600 330 000 | 13 | 20/11/2004 | 19/11/2008 | 46,86€ | 0 | 798 600 |
| 20 août 2002 | 860 100 335 000 | 13 | 21/08/2005 | 20/08/2009 | 46,28€ | 0 | 860 100 |
| 21 août 2003 | 996 500 396 000 | 13 | 21/08/2006 | 20/08/2011 | 39,09€ | 0 | 996 500 |
| 24 août 2004 | 1 004 000 435 000 | 13 | 24/08/2007 | 23/08/2012 | 47,59€ | 0 | 1 004 000 |

⁽¹⁾ Les organes de direction sont constitués du directoire, du comité exécutif et de l'état-major.

Évolution du capital

| | | 1 | | | |
|--|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|
| (en nombre d'actions ajusté de la division du nominal) | 2004 | 2003 | 2002 | 2001 | 2000 |
| Nombre d'actions au début de l'exercice | 243 109 146 | 259 109 146 | 259 109 146 | 278 223 630 | 272 946 048 |
| • Levées d'options de souscription d'actions | - | - | - | - | 84 300 |
| Conversions d'obligations | - | - | - | 4 335 516 | 5 193 282 |
| Annulation de titres | - | (16 000 000) | - | (23 450 000) | - |
| Nombre d'actions en fin d'exercice | 243 109 146 | 243 109 146 | 259 109 146 | 259 109 146 | 278 223 630 |
| Droits de vote en fin d'exercice | 303 857 079 | 308 888 782 | 313 211 826 | 330 352 845 | 354 896 226 |
| | | | | | |
| (en euros) | 2004 | 2003 | 2002 | 2001 | 2000 |
| Capital au début de l'exercice | 243 109 146 | 259 109 146 | 259 109 146 | 278 223 630 | 272 946 048 |
| Levées d'options de souscription d'actions | - | - | - | - | 84 300 |
| Conversions d'obligations | - | - | - | 4 335 516 | 5 193 282 |
| Annulation de titres | - | (16 000 000) | - | (23 450 000) | - |
| Capital en fin d'exercice | 243 109 146 | 243 109 146 | 259 109 146 | 259 109 146 | 278 223 630 |
| | | | | | |

Le capital et la bourse Renseignements concernant le capital

Capital potentiel

Au 31 décembre 2004, il n'existe pas de forme de capital potentiel.

Identification des actionnaires (article 7 des statuts)

La société est en droit de demander l'identification des détenteurs des titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées, ainsi que les quantités détenues, le tout dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

Contrôle du capital

Au 31 décembre 2004, le capital est réparti entre 84 682 651 actions nominatives détenues par 601 actionnaires et 158 426 495 actions au porteur.

| | | | | 1 | | | | | |
|---|------------------|---------|---------|------------|---------|------------------|------------|---------|---------|
| | 31 décembre 2004 | | 31 d | écembre 2 | 2003 | 31 décembre 2002 | | | |
| | | | % des | | | % des | | | % des |
| | Nombre | % du | droits | Nombre | % du | droits | Nombre | % du | droits |
| Principaux actionnaires identifiés ⁽¹⁾ | d'actions | capital | de vote | d'actions | capital | de vote | d'actions | capital | de vote |
| Établissements Peugeot Frères | 6 923 760 | 2,85 | 4,56 | 6 923 760 | 2,85 | 4,48 | 6 923 760 | 2,67 | 4,42 |
| La Française de Participations Financières (LFPF) | 12 156 000 | 5,00 | 7,23 | 12 156 000 | 5,00 | 7,11 | 9 797 880 | 3,78 | 6,26 |
| Foncière, Financière et de Participations (FFP) | 51 792 738 | 21,30 | 32,05 | 51 792 738 | 21,30 | 31,53 | 51 792 738 | 19,99 | 30,99 |
| Comtoise de Participation | 36 000 | 0,01 | 0,02 | 36 000 | 0,01 | 0,02 | 36 000 | 0,01 | 0,01 |
| Groupe familial Peugeot | 70 908 498 | 29,17 | 43,86 | 70 908 498 | 29,17 | 43,14 | 68 550 378 | 26,45 | 41,68 |
| | | | | | | | | | |
| Groupe Michelin | 2 826 000 | 1,16 | 1,86 | 2 826 000 | 1,16 | 1,83 | 2 826 000 | 1,09 | 1,80 |
| Groupe Société Générale (yc trading) | 5 309 926 | 2,18 | 2,53 | 3 246 501 | 1,34 | 1,38 | 3 421 309 | 1,32 | 1,42 |
| Groupe Caisse des Dépôts et Consignations | 7 508 462 | 3,09 | 2,47 | 8 478 658 | 3,49 | 2,74 | 7 323 494 | 2,83 | 2,34 |
| Groupe BNP Paribas | 2 641 800 | 1,09 | 1,74 | 2 641 800 | 1,09 | 1,74 | 2 641 800 | 1,02 | 1,69 |
| Autodétention | 10 230 439 | 4,21 | - | 4 086 884 | 1,68 | - | 15 208 709 | 5,87 | - |
| Fonds Commun de Placement PSA | 5 304 562 | 2,18 | 1,75 | 4 705 701 | 1,94 | 1,52 | 3 614 676 | 1,40 | 1,15 |
| | | | | I | | | | | |

⁽¹⁾ Sur base des actions détenues en nominatif et des franchissements de seuil notifiés à la société.

Le nombre de titres nantis au 31 décembre 2004 par les actionnaires nominatifs est non significatif.

Autres actionnaires

Une enquête demandée à Euroclear France en date du 31 décembre 2004, auprès des intermédiaires détenant plus de 150 000 actions, a pu déterminer le nombre approximatif d'actionnaires au porteur détenant plus de 10 actions, soit 88 473 actionnaires.

Il n'existe pas de pacte d'actionnaires.

Intérêts des dirigeants dans le capital de l'émetteur

Les intérêts des dirigeants dans le capital de l'émetteur sous la forme d'actions inscrites en comptes nominatifs ou d'options d'achat d'actions, représentent moins de 1 % des actions formant le capital.

Informations boursières détaillées

Informations ajustées de la division du nominal

Cours

| | 2004 | | | | 2003 | | Variation en % 2004/2003 du dernier cours |
|---------------|-----------|----------|------------|-----------|----------|------------|---|
| (en euros) | Plus haut | Plus bas | 31/12/2004 | Plus haut | Plus bas | 31/12/2003 | de l'année |
| Action | 52,70 | 36,93 | 46,70 | 43,85 | 33,53 | 40,40 | 15,59 |
| Indice CAC 40 | 3 856,01 | 3 452,41 | 3 821,16 | 3 557,90 | 2 401,15 | 3 557,90 | 7,40 |

Transactions

| | 2004 | | 200 | 3 |
|-------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | Moyenne | | | Moyenne |
| | Total | journalière | Total | journalière |
| - En nombre d'actions | 343 384 908 | 1 325 810 | 367 754 314 | 1 442 174 |
| - En capitaux (en millions d'euros) | 15 350,0 | 59,3 | 14 339,1 | 56,2 |

Marché de l'action Peugeot S.A. sur la Bourse de Paris (Service de Règlement Différé)

| | Co | ours de l'action <i>(en e</i> | euros) | Volu | Volumes échangés | | |
|-----------|----------|-------------------------------|---------|---------------------|-----------------------------------|--|--|
| | Plus bas | Plus haut | Dernier | en nombre de titres | en capitaux (en milliers d'euros) | | |
| 2003 | | | | | | | |
| Janvier | 36,20 | 41,25 | 38,92 | 23 642 388 | 41 820,1 | | |
| Février | 36,42 | 41,48 | 41,00 | 27 563 032 | 54 118,6 | | |
| Mars | 33,53 | 41,30 | 35,84 | 26 972 150 | 48 091,3 | | |
| Avril | 34,31 | 42,18 | 41,94 | 28 014 889 | 54 235,0 | | |
| Mai | 36,40 | 43,60 | 38,85 | 33 348 853 | 62 853,7 | | |
| Juin | 37,26 | 42,60 | 42,30 | 35 839 608 | 68 113,0 | | |
| Juillet | 37,85 | 43,85 | 39,28 | 38 753 462 | 68 275,3 | | |
| Août | 38,12 | 42,44 | 41,57 | 25 087 120 | 48 095,2 | | |
| Septembre | 35,51 | 42,58 | 36,49 | 38 877 666 | 68 490,5 | | |
| Octobre | 35,60 | 38,14 | 36,90 | 38 012 003 | 60 879,6 | | |
| Novembre | 36,22 | 39,96 | 39,24 | 34 191 749 | 64 842,2 | | |
| Décembre | 39,05 | 41,80 | 40,40 | 22 505 693 | 42 762,3 | | |
| 2004 | | | | | | | |
| Janvier | 37,56 | 41,65 | 37,71 | 33 874 852 | 64 000,2 | | |
| Février | 36,93 | 41,10 | 40,05 | 30 496 254 | 59 900,1 | | |
| Mars | 39,00 | 43,00 | 41,46 | 31 841 517 | 57 120,7 | | |
| Avril | 40,83 | 46,58 | 44,82 | 38 403 414 | 85 156,2 | | |
| Mai | 43,05 | 46,90 | 46,75 | 33 031 955 | 70 577,5 | | |
| Juin | 44,75 | 47,00 | 45,77 | 33 935 423 | 70 166,2 | | |
| Juillet | 43,38 | 48,15 | 47,95 | 24 979 783 | 51 585,9 | | |
| Août | 46,74 | 49,90 | 49,29 | 22 874 648 | 50 103,3 | | |
| Septembre | 48,58 | 52,70 | 49,60 | 26 660 433 | 60 584,9 | | |
| Octobre | 46,65 | 52,10 | 48,17 | 26 587 398 | 59 021,3 | | |
| Novembre | 45,84 | 49,73 | 45,99 | 20 509 022 | 44 492,5 | | |
| Décembre | 44,61 | 47,04 | 46,70 | 20 190 209 | 40 127,6 | | |
| 2005 | | | | | | | |
| Janvier | 46,05 | 49,37 | 47,73 | 20 574 087 | 46 604,8 | | |
| Février | 47,45 | 51,40 | 49,48 | 23 610 751 | 50 772,0 | | |
| Mars | 48,16 | 50,50 | 49,02 | 18 219 609 | 42 670,9 | | |

Place de cotation de l'action Peugeot S.A.

L'action Peugeot S.A. est cotée à la Bourse de Paris sur le Premier Marché et est éligible au Service de Règlement Différé (SRD).

Elle est également cotée à la Bourse de Bruxelles. L'action Peugeot S.A. fait l'objet de cotations et d'échanges sur le marché SEAQ International et sur le marché hors cote (OTC) aux États-Unis sous forme d'American Depositary Receipts (ADR), un ADR représentant une action.

Coupons en cours de validité

Dividendes

| | | | | | | | Impôts | |
|---------|-------------|----------|-----------|------------|--------------|-----------|----------------|------------|
| | | | | Date de | | Dividende | déja payés | Revenu |
| | Nombre | Valeur | Numéro du | mise en | Date de | net | au Trésor | global |
| | d'actions | nominale | coupon | paiement | prescription | distribué | (avoir fiscal) | par action |
| Actions | 45 491 008 | 6€ | 38 | 02/06/2000 | 02/06/2005 | 2,70€ | 1,35€ | 4,05€ |
| | 46 370 605 | 6€ | 39 | 23/05/2001 | 23/05/2006 | 5,00€ | 2,50€ | 7,50€ |
| | 259 109 146 | 1€ | 40 | 22/05/2002 | 22/05/2007 | 1,15€ | 0,58€ | 1,73€ |
| | 259 109 146 | 1€ | 41 | 04/06/2003 | 04/06/2008 | 1,35€ | 0,675€ | 2,025€ |
| | 243 109 146 | 1€ | 42 | 02/06/2004 | 02/06/2009 | 1,35€ | 0,675€ | 2,025€ |

Autre droit

| | Nombre | Valeur | Numéro du | Date de | Nature de |
|--------|------------|----------|-----------|-------------|------------------------------|
| | d'actions | nominale | coupon | détachement | l'opération_ |
| Action | 18 479 370 | 70 F | 26 | 15/07/1987 | Droit d'attribution gratuite |
| | | | | | (1 action pour 5 anciennes) |

Groupe **PSA PEUGEOT CITROËN**

Rapport du président du Conseil de Surveillance sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de Surveillance et sur le contrôle interne

1. Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de Surveillance

1.1. COMPOSITION ET MISSIONS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de Surveillance de Peugeot S.A. comprend douze membres et deux censeurs. Aucun membre du Conseil de Surveillance n'exerce d'autres fonctions salariées ou non dans le groupe PSA PEUGEOT CITROËN.

Le Conseil de Surveillance nomme le Directoire et peut mettre fin à son mandat. Conformément à la loi, il a une mission de contrôle permanent de la gestion de la société par le Directoire et tient des statuts de la société la mission d'autoriser les opérations sur capital, d'émissions obligataires, de passation ou dénonciation d'accords avec d'autres entreprises analogues engageant l'avenir de la société, ainsi qu'en cas d'opération majeure de nature à modifier de manière substantielle le périmètre d'activité ou la structure financière de la société et du groupe qu'elle contrôle. Enfin le Conseil de Surveillance s'assure que la stratégie mise en œuvre par le Directoire est conforme aux orientations à long terme du groupe, telles que le Conseil de Surveillance les a définies.

1.2. L'EXERCICE DES MISSIONS

Le Conseil de Surveillance se réunit au moins une fois par trimestre sur un ordre du jour établi par son président. Il s'est réuni quatre fois au cours de l'exercice 2004; le taux de présence de ses membres aux réunions a été de 89,3 %.

Toutes les opérations significatives font l'objet d'une information détaillée, étant précisé que le Conseil de Surveillance est saisi de toutes les autorisations d'octroi de garanties que la société pourrait être amenée à fournir pour l'une quelconque de ses filiales, lorsque ces garanties portent sur des montants unitaires supérieurs à 25 000 000 euros ou dépassent un plafond global annuel de 125 000 000 euros (hors cautions douanières ou fiscales).

Le Conseil de Surveillance a procédé au cours de l'exercice 2004 à une évaluation de ses travaux et de son fonctionnement.

1. 3. LES COMITÉS

Le Conseil de Surveillance a créé trois comités qui ont chacun établi leur règlement intérieur.

Le comité des rémunérations et des nominations

Ce comité, créé en 1998, est chargé de préparer les décisions du Conseil de Surveillance en ce qui concerne la rémunération des membres du Directoire et de celle des membres du Conseil de Surveillance et des comités ainsi que, le cas échéant, l'attribution d'options d'achat d'actions aux membres du Directoire.

Depuis février 2003, ce comité a également un rôle de préparation des délibérations du Conseil de Surveillance en ce qui concerne les nominations de nouveaux membres du Directoire ou du Conseil ; il a ainsi pour mission de déterminer les critères de choix, de préparer la procédure de sélection et les propositions de nomination ou de renouvellement. Par ailleurs, il est tenu informé des nominations et des rémunérations des membres du comité exécutif et de l'état-major.

Ce comité est aujourd'hui composé de trois membres qui sont désignés à titre personnel et ne peuvent pas se faire représenter ; il a délibéré quatre fois en 2004.

Le comité stratégique

Ce comité, créé en 1998, a pour mission de réfléchir à l'avenir à long terme et aux grandes orientations du groupe. Dans ce cadre, il prend connaissance du plan stratégique à long terme du Directoire. Il est saisi des projets d'opérations importantes et prépare notamment les délibérations du Conseil prises en application de l'article 9 des statuts, qui prévoit une autorisation préalable du Conseil de Surveillance pour certaines opérations stratégiques.

Ce comité est composé de sept membres qui sont désignés à titre personnel et ne peuvent pas se faire représenter. Il s'est réuni à trois reprises au cours de l'année 2004. Deux de ces réunions ont été consacrées à l'examen de la stratégie de la division automobile et la troisième à la stratégie qualité.

Le comité financier

Le comité financier, mis en place en 2002, donne son avis au Conseil de Surveillance sur les comptes sociaux et consolidés de la société. Il peut être saisi pour examen de tout projet nécessitant l'autorisation préalable du Conseil, notamment en cas d'opérations ayant une incidence sur le capital. Son rôle est de procéder à un examen détaillé de l'élaboration des comptes semestriels et annuels, des opérations financières du groupe les plus significatives et à la revue du tableau de bord financier du groupe. Il suit les engagements hors bilan et les éléments permettant d'apprécier les risques encourus par le groupe.

Le comité financier, qui a accès à l'ensemble des informations qui lui sont nécessaires, rencontre, comme le président du Conseil de Surveillance, tant le responsable du contrôle interne que les Commissaires aux Comptes, avec ou sans la présence des responsables opérationnels du groupe. Il est composé de trois membres qui sont désignés à titre personnel et ne peuvent pas se faire représenter et a tenu cinq réunions en 2004. Au cours de l'exercice, il a étudié la mise en place des normes IFRS dans le groupe et a mené le processus de sélection des Commissaires aux Comptes dont la nomination est prévue à la prochaine Assemblée Générale.

2. Procédures de contrôle interne

2.1. ORGANISATION GÉNÉRALE DU CONTRÔLE INTERNE

La société Peugeot S.A. a adopté depuis 1972 la forme de société à Conseil de Surveillance et Directoire qui permet de distinguer les fonctions de direction et de gestion assumées par le Directoire et les fonctions de contrôle dévolues au Conseil de Surveillance, qui s'appuie pour préparer ses décisions sur trois comités spécialisés (cf. paragraphe 1.3). Cette séparation répond particulièrement bien aux préoccupations d'équilibre des pouvoirs entre les fonctions exécutives et les fonctions de contrôle qui inspirent les principes du gouvernement d'entreprise. Dans le cadre de cette organisation, le contrôle interne relève de la direction générale assurée par le Directoire.

La structure générale des délégations et des subdélégations de pouvoirs prend en compte l'organisation mise en place dans le groupe. Afin de conférer des pouvoirs aux personnes disposant de l'autorité, des moyens et de la compétence dans leur domaine d'activité, les choix opérés prennent en considération les fonctions exercées, d'une part, et les niveaux hiérarchiques, d'autre part. Les pouvoirs précisent les rôles et les responsabilités ainsi que les réglementations auxquelles il faut veiller et les pratiques qu'il convient de mettre en oeuvre.

Une charte ethique, qui formalise les principes d'action et de comportement auxquels chacun dans le groupe doit se conformer, est à la disposition des membres du personnel sur le site intranet du groupe depuis mars 2003.

La direction de l'audit interne est sous l'autorité directe du président du Directoire, ce qui lui confère une totale indépendance vis-à-vis de l'ensemble des directions du groupe. Le directeur de l'audit interne a autorité hiérarchique sur l'audit interne central et autorité fonctionnelle sur l'ensemble des services d'audit rattachés aux directions de la division automobile (plates-formes — technique - achats, fabrication, marques et informatique) et aux autres sociétés du groupe (Banque PSA Finance et Gefco). Le directeur de l'audit interne rapporte deux fois par an au comité exécutif sur l'ensemble de ses missions.

Conformément à la loi française sur les sociétés commerciales, la certification des comptes consolidés et des comptes sociaux de Peugeot S.A. est effectuée par deux Commissaires aux Comptes qui procèdent à un examen conjoint de l'ensemble des comptes, des modalités de leur établissement et des procédures de contrôle interne du groupe. Ces deux Commissaires aux Comptes exercent, à travers les membres de leur réseau dans chaque pays, les fonctions d'auditeur légal de l'ensemble des sociétés consolidées par intégration globale du groupe, à l'exception des sociétés du groupe Faurecia. Depuis l'exercice 2003, ils exercent un audit en continu des principales sociétés françaises de la division automobile et de l'activité de financement, permettant ainsi d'améliorer les conditions d'exercice de leur mission.

Pour Faurecia, qui est cotée à la Bourse de Paris, les Commissaires aux Comptes sont nommés par l'Assemblée Générale des actionnaires de la société. Les Commissaires aux Comptes des sociétés en coopération avec d'autres constructeurs automobiles, qui sont consolidées par mise en équivalence, sont désignés avec les partenaires de chaque coopération.

Dans le respect de l'indépendance de chacun, l'audit interne et les Commissaires aux Comptes tiennent des réunions régulières permettant un partage des conclusions de leurs travaux respectifs.

En tant qu'établissement de crédit, Banque PSA Finance est soumise aux exigences de la réglementation bancaire française et assujettie à la surveillance de la Banque de France, qui l'exerce par l'intermédiaire de son organisme de contrôle, la Commission Bancaire. Celle-ci est chargée de contrôler le respect par les établissements de crédit des dispositions législatives et réglementaires, examine les conditions de leur exploitation et veille à la qualité de leur situation financière. De même, Banque PSA Finance respecte les obligations des Banques Centrales des autres pays où elle est présente.

2.2. DISPOSITIF DE CONTRÔLE INTERNE MIS EN PLACE AU NIVEAU DES DIFFÉRENTES DIRECTIONS ET FILIALES

Procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information financière et comptable

L'élaboration des états financiers consolidés du groupe est assurée par une direction centrale, en charge des normes comptables du groupe et de la consolidation. Elle effectue des missions d'assistance et d'audit comptables auprès des filiales du groupe (au minimum tous les cinq ans pour celles de la division automobile et au minimum tous les trois ans pour celles de Banque PSA Finance).

Les comptes consolidés du groupe, qui sont établis mensuellement de manière complète, répondent à la fois aux besoins de gestion interne et aux besoins de publication externe.

Les engagements hors bilan font également l'objet d'une consolidation et d'une validation centrale.

Le contrôle de gestion au sein du groupe repose sur un maillage de la fonction à trois niveaux :

- une direction centrale qui a autorité sur l'ensemble du dispositif et qui assure la normalisation des règles et des standards de gestion (méthodologies, procédures, outil, planning);
- la gestion de chacune des divisions du groupe, déclinée pour la division automobile en ses principales entités (marques, production, recherche et développement);
- la gestion de chaque unité opérationnelle, telle qu'usine de production ou filiale commerciale pour la division automobile.

La gestion des investissements est assurée selon les mêmes dispositions dans le cadre de la stratégie du groupe et notamment, pour la division automobile, de la stratégie industrielle et de la stratégie plan-produits.

Les résultats mensuels font l'objet d'un reporting, établi à chaque niveau par les entités de contrôle de gestion sur la base des comptes consolidés mensuels complets du groupe et examiné mensuellement par le comité exécutif.

Le système de contrôle de gestion du groupe comprend également l'établissement et l'analyse détaillée des prix de revient de fabrication des produits automobiles et l'analyse de leur évolution ainsi que le contrôle et l'analyse des marges par produit ; l'ensemble de ces éléments est mis à disposition des responsables opérationnels pour orienter leur gestion.

L'organisation du groupe repose sur une centralisation des décisions de financement et des relations bancaires du groupe ainsi que de la gestion de trésorerie des entités du groupe sur la zone euro, du traitement des flux en devises et des opérations associées sur le marché des changes et des opérations de marché relatives aux taux d'intérêt. Les traitements des flux et des soldes de trésorerie des entités hors zone euro font l'objet d'un pilotage central détaillé, pour les opérations qui sont mises en œuvre localement.

Les orientations de placement et de financement ainsi que l'ensemble des risques de contreparties auxquels le groupe est exposé du fait de ses opérations sur les marchés financiers sont validés dans un comité financier mensuel présidé par le président du Directoire.

L'information financière mise par le groupe à la disposition de tiers procède des états financiers consolidés du groupe, arrêtés par le Directoire et soumis au Conseil de Surveillance, et des analyses de gestion de ces états financiers. Pour les arrêtés semestriels et annuels, elle est validée par les Commissaires aux Comptes avant publication.

Procédures relatives aux autres domaines Division automobile

Le développement et l'industrialisation de chaque nouveau véhicule ou organe engagent des moyens importants et déterminent pour partie la rentabilité future du groupe. Le déroulement d'un projet s'appuie sur un processus complet de conception, le schéma opérationnel de développement. Pour chaque projet sont définis des objectifs de prestations produit, de rentabilité, de qualité et de délais. La réalisation de ces objectifs est suivie par des jalons, au cours desquels est réalisée une revue de l'ensemble des indicateurs permettant le suivi de la tenue des objectifs tant financiers que techniques.

Compte tenu de la très forte contribution des fournisseurs à l'activité du groupe, la fonction achats fait l'objet de dispositions particulières. La compétitivité des prix d'achats est garantie par la mise en concurrence des fournisseurs et l'application rigoureuse des règles du processus d'achat, assistée par des équipes d'experts spécialisés dans l'analyse des coûts de production et la maîtrise des prix de marché des matières premières. Une attention particulière est portée sur les risques fournisseurs, notamment dans les domaines de la logistique et de la défaillance d'entreprise.

Au niveau fabrication, les unités terminales sont, en ce qui concerne la qualité, certifiées ISO 9001/2000 par l'UTAC, pour répondre aux exigences de l'annexe X de la Directive européenne 2001/116. Tous les sites industriels sont certifiés ISO 14001 pour la protection de l'environnement. Ils motivent et forment l'ensemble de leur personnel au respect de la sécurité et des conditions de travail et assurent l'amélioration permanente de la sécurisation de l'outil industriel. Des démarches d'ergonomie sont engagées, dès la conception des produits et des moyens de production, pour améliorer les conditions de travail dans les ateliers.

En ce qui concerne le commerce, le contrôle interne des deux marques Peugeot et Citroën s'appuie sur la description des processus et des procédures de fonctionnement dans les directions centrales, les filiales d'importation et les points de vente et s'articule autour d'un pilotage opérationnel par la direction générale,

relayé dans chaque direction, filiale et point de vente, et d'un système de contrôle et d'amélioration continue. Le contrôle de gestion de chaque marque, animé et coordonné par le contrôle de gestion central, veille au respect des règles et standards de gestion groupe, publie le reporting de gestion et assure la transparence et la solidarité entre les différents acteurs de la marque.

La direction qualité a autorité pour autoriser la commercialisation de chaque véhicule produit et pour faire procéder aux contrôles et aux modernisations des véhicules éventuellement défectueux qui auraient déjà été livrés aux réseaux ou aux clients.

Les procédures de gestion et de développement des ressources humaines visent à garantir la disponibilité des compétences dont le groupe a besoin pour assurer son fonctionnement. Une veille permanente sur l'évolution du contexte réglementaire est assurée, afin de positionner le groupe comme employeur de référence.

La direction de la prévention et gestion des risques a pour objectifs de donner au groupe les moyens de maîtriser les risques pouvant affecter ses résultats, en mettant en œuvre une méthodologie et une politique de prévention et de gestion des risques et en apportant son assistance aux différentes entités pour définir les actions prioritaires à entreprendre. Elle détermine les risques à assurer et négocie les polices d'assurance du groupe et vérifie l'efficacité des plans d'action préventifs et curatifs mis en place.

Le développement des systèmes d'information, dont la décision d'engagement est pilotée par un comité spécialisé, s'appuie sur une démarche projet. L'exploitation des systèmes informatiques est assurée en interne, principalement dans de grands centres de traitement dotés d'un haut niveau de sécurisation. Des procédures visent à garantir la sécurité des accès, la disponibilité requise par chaque application ainsi que la protection des informations, programmes et infrastructures informatiques.

Les différents audits internes décentralisés évaluent l'application et le respect des règles et normes et examinent leur compatibilité avec les orientations stratégiques. Les audits effectués donnent lieu à l'élaboration de recommandations et à leur suivi.

Banque PSA Finance

Afin de couvrir l'ensemble des risques auxquels elle est exposée de par son activité, Banque PSA Finance a mis en place un dispositif de contrôle interne conforme aux exigences du règlement CRBF 2001-01, qui impose de vérifier :

- que les opérations réalisées ainsi que l'organisation et les procédures internes sont conformes à la réglementation et aux règles professionnelles et déontologiques;
- que les procédures de décisions, quelle que soit leur nature, sont strictement respectées;
- la qualité de l'information comptable et financière ;
- l'existence de la piste d'audit (traçabilité de l'information) ;
- la qualité des systèmes d'information et de communication.

Les contrôles permanents sont exercés aux différents échelons des structures opérationnelles dans un cadre fixé par un ensemble de procédures transversales et locales. Les contrôles réalisés a priori par la structure centrale portent, notamment, sur les principales décisions de crédit dont un système de délégations assure la remontée vers un comité de crédit groupe, sur les produits et services dont l'approbation préalable relève d'un comité produits processus et sur les tarifications.

Par ailleurs, la structure centrale, au travers de son comité des risques, surveille l'évolution des impayés et des pertes liés aux financements à la clientèle finale ainsi que l'évolution des marges sur production et les indices de positionnement concurrentiel. Elle exerce aussi, tant aux fins de contrôle budgétaire que de la surveillance des risques, un suivi détaillé de l'activité de l'ensemble de ses entités opérationnelles au travers d'un dispositif de tableaux de bord unique.

Transport et logistique : Gefco

Le groupe Gefco est constitué de réseaux intégrés d'agences qui agissent avec des normes uniques d'exploitation et de qualité et un système d'information homogène. En matière financière, les sociétés du groupe Gefco appliquent les normes et principes retenus dans le groupe PSA PEUGEOT CITROËN. Les réseaux sont certifiés ISO 9001.

Le contrôle interne repose sur des corps de contrôle structurés sur trois niveaux : le central qui vérifie la qualité des comptes et des résultats mensuels fournis par les différentes sociétés, les comptabilités pays qui s'assurent que les flux financiers sont bien réalisés conformément aux procédures du groupe, et les agences qui contrôlent que toutes les prestations réalisées sont correctement enregistrées et facturées au tarif convenu.

Équipement automobile : Faurecia

Le conseil d'administration de Faurecia, dont le président est également directeur général, a mis en place un comité des comptes et un comité des nominations et rémunérations.

Le contrôle interne est régi par un ensemble de procédures, accessibles par tous les personnels du groupe à travers le réseau Intranet, concernant notamment le contrôle des programmes, qui vise à suivre tous les contrats de fourniture d'équipements complexes à un constructeur automobile, et le contrôle comptable et financier, qui a pour objectif de garantir le bon traitement de l'information financière et comptable.

Le groupe Faurecia est doté d'un département d'audit interne qui a vocation à garantir un niveau d'efficacité optimale de l'ensemble des systèmes de contrôle interne financier.

2.3. ANIMATION DU CONTRÔLE INTERNE

Démarche

Le contrôle interne est apprécié en prenant en compte tant le fonctionnement opérationnel du groupe que sa structure juridique. La démarche de contrôle interne s'inscrit dans une logique de progrès.

Tout responsable d'unité significative doit être garant du contrôle interne de son unité. Pour ce faire, il doit réaliser régulièrement une évaluation de ce contrôle interne à partir d'une description "processus / risques / dispositions de maîtrise des risques".

Cette description intègre l'exhaustivité des actions entreprises ou animées par les fonctions qui apportent une contribution à la prévention des risques, notamment la direction juridique pour les risques juridiques et ceux touchant à la non-continuité de l'activité et à la sécurité des personnes et des biens, la direction de la qualité pour les risques de non-qualité des produits et services,

la direction des ressources humaines pour les risques sociaux et de nonconformité aux réglementations sociales, la direction des études — méthodes achats pour les risques de non-conformité aux règlements automobiles et la direction financière pour les risques de non-conformité aux réglementations et instructions comptables, fiscales et financières.

La démarche de contrôle interne est animée par une équipe centrale, rattachée au directeur de l'audit interne, qui définit le dispositif de contrôle interne et ses évolutions, s'assure de la cohérence de la démarche groupe avec la législation et les préconisations de place, veille à l'exhaustivité, la cohérence et la pertinence de l'ensemble du dispositif, engage et suit certains tests et vérifications, s'assure de la bonne mise en œuvre des plans d'actions et rend compte de l'efficacité du contrôle interne.

Le contrôle interne du groupe est dorénavant évalué chaque année en juillet, sur la base des travaux élaborés par l'ensemble des entités, directions et filiales, au cours du premier semestre. Des plans d'actions sont mis en œuvre dans chaque unité en fonction du niveau d'évaluation obtenu.

Un comité de suivi, piloté par l'équipe centrale et formé de représentants des directions juridique, qualité, des études, des relations humaines et financière, assure la cohérence de l'ensemble des démarches de maîtrise des risques du groupe, afin de garantir la pertinence du dispositif de contrôle interne.

Mise en œuvre

Cette démarche a été lancée début 2004 sur l'ensemble du groupe, à l'exception de Faurecia et de ses filiales qui ont entrepris une démarche spécifique. Elle a impliqué toutes les directions de la division automobile et des filiales hors automobile, l'ensemble des unités décentralisées, en France comme à l'étranger (unités de production, filiales commerciales d'importation, succursales de vente, sociétés de financement, directions financières locales, comptabilités établissements...). Une première évaluation du contrôle interne a ainsi été obtenue en septembre.

Ce premier exercice a permis d'apprécier le fonctionnement du groupe sous l'angle des risques, conduisant à une dynamique nouvelle, les directions s'appropriant la démarche et l'intégrant dans leur processus de gestion en tant qu'outil d'animation et de progrès. La méthode a permis de faire ressortir des risques souvent connus, maîtrisés mais non formellement répertoriés et une meilleure appréhension par chacun des contrôles, procédures et normes existants. Des plans d'actions ont été définis et sont d'ores et déjà mis en œuvre. Citons, la mise à jour de la documentation (normes, référentiels, procédures...) pour l'ensemble du groupe, le renforcement du suivi des filiales non consolidées pour la direction financière, la recherche systématique du réemploi des biens déclassés entre sites pour la direction des fabrications, une meilleure maîtrise de l'application des conditions de garantie par le réseau pour les deux marques et l'amélioration de l'accès aux retours d'expérience pour la direction des études — méthodes — achats.

Le plan d'audit 2005 a été établi notamment sur la base des travaux du contrôle interne, de manière à garantir la couverture des risques majeurs du groupe. Les résultats des autoévaluations de chaque entité ou processus transversal sont dorénavant systématiquement confrontés à ceux des audits effectués sur le même périmètre, permettant ainsi le bouclage complet de la démarche contrôle interne.

Groupe **PSA PEUGEOT CITROËN**

| 1 | Rapports des Commissaires aux Comptes |
|---|--|
| 1 | Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés |
| 1 | Rapport particulier d'audit des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés retraités IFRS de l'exercice 2004 |
| 1 | Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels |
| 1 | Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées 321 |
| 1 | Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'émission d'actions et de diverses valeurs mobilières avec et sans suppression du droit préférentiel de souscription - Assemblée Générale mixte du 25 mai 2005 (14° et 15° résolutions) |
| 1 | Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'émission d'actions réservée aux salariés - Assemblée Générale mixte du 25 mai 2005 (16° résolution) |
| 1 | Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur la réduction de capital par annulation d'actions achetées - Assemblée Générale mixte du 25 mai 2005 (17e résolution) 325 |
| 1 | Rapport du Commissaire aux Comptes, établi en application du dernier alinéa de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du président du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A., pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière |

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercices clos les 31 décembre 2004, 2003 et 2002

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Peugeot S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2004, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

II - JUSTIFICATION DE NOS APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

 Comme indiqué dans la note 13 relative aux écarts d'acquisition, la valeur comptable des actifs de chacun des domaines de Faurecia a fait l'objet d'une comparaison avec la somme des flux futurs de trésorerie actualisés afin de confirmer l'absence de perte de valeur. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation s'est fondée sur :

- une prise de connaissance de la procédure suivie par la direction pour procéder à cette comparaison, et des tests sur sa mise en œuvre,
- une appréciation du caractère raisonnable des données et des hypothèses retenues sur lesquelles se fondent les prévisions et l'actualisation des flux de trésorerie
- une comparaison des estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations.
- Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques liés à la Directive 2000/53/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 relative aux véhicules hors d'usage, ainsi que le décrit la note 48 C. 2.

En l'absence de données historiques, le groupe a mené des études approfondies et émis des hypothèses sur le coût de retraitement et sur le taux de retour des véhicules. Nous avons apprécié le caractère raisonnable des hypothèses retenues et effectué des tests par sondage sur les calculs des coûts prévisionnels.

Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris, le 13 avril 2005

Les Commissaires aux Comptes

Constantin Associés

Jean-François Serval Laurent Lévesque

PricewaterhouseCoopers Audit

Éric Bertier Associé, Fondé de pouvoir et Responsable Technique

Chapitre 1

Rapport particulier d'audit des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés retraités IFRS de l'exercice 2004

Mesdames, Messieurs,

À la suite de la demande qui nous a été faite et en notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société Peugeot S.A., nous avons effectué un audit des comptes consolidés du groupe PSA PEUGEOT CITROËN, retraités selon le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne pour l'exercice clos le 31 décembre 2004 (les "comptes consolidés retraités"), tels qu'il sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés retraités ont été établis sous la responsabilité du Directoire, dans le cadre du passage au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice 2005, à partir des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2004 préparés en conformité avec les règles et principes comptables français (les "comptes consolidés"), qui ont fait l'objet de notre part d'un audit selon les normes professionnelles applicables en France. Notre audit nous a conduit à exprimer une opinion sans réserve sur ces comptes consolidés. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur les comptes consolidés retraités.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés retraités ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'établissement des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

À notre avis, les comptes consolidés retraités ont été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux règles d'élaboration décrites dans les notes annexes. Ces notes précisent comment la norme IFRS 1 et les autres normes IFRS adoptées par l'Union européenne ont été appliquées et indiquent les normes, interprétations, règles et méthodes comptables qui, selon la direction, devraient être applicables pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice 2005 selon le référentiel IFRS adopté par l'Union européenne.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 qui expose les raisons pour lesquelles l'information comparative présentée dans les comptes consolidés de l'exercice 2005 pourrait être différente des comptes consolidés retraités, joints au présent rapport.

Par ailleurs, nous rappelons que, s'agissant de préparer le passage au référentiel IFRS adopté par l'Union européenne pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice 2005, les comptes consolidés retraités n'incluent pas l'information comparative relative à l'exercice 2003, ni toutes les notes annexes exigées par le référentiel IFRS adopté par l'Union européenne, qui seraient nécessaires pour donner, au regard de ce référentiel, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Paris, le 13 avril 2005

Les Commissaires aux Comptes

Constantin Associés

Jean-François Serval Laurent Lévesque

PricewaterhouseCoopers Audit

Éric Bertier
Associé,
Fondé de pouvoir
et Responsable Technique

Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2004

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2004, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Peugeot S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - JUSTIFICATION DE NOS APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note 1 B. de l'annexe expose les règles et méthodes relatives aux titres de participation détenus, qui concernent les principales filiales opérationnelles du groupe. Ainsi, en cas de baisse durable de la valeur d'inventaire de ces titres et si celle-ci est inférieure à la valeur brute inscrite en comptabilité, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et nous nous sommes assurés de leur correcte application et du caractère raisonnable des estimations retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs de capital (ou des droits de votes) vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris, le 13 avril 2005

Les Commissaires aux Comptes

Constantin Associés

Jean-François Serval

Laurent Lévesque

PricewaterhouseCoopers Audit

Éric Bertier Associé, Fondé de pouvoir et Responsable Technique

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées Exercice clos le 31 décembre 2004

Aux actionnaires de Peugeot S.A.,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 117 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

CONVENTION AUTORISÉE AU COURS DE L'EXERCICE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention visée à l'article L. 225-86 du Code de commerce.

CONVENTIONS APPROUVÉES AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Loyers

Les loyers hors taxes perçus par votre société au titre de l'exercice 2004 se sont élevés à :

| Locataire | Loyer 2004 | Commentaire |
|-----------------------------------|-------------|--|
| Automobiles Peugeot | 3 053 680 € | Locaux situés au 75 avenue de la Grande Armée, Paris 16° |
| Peugeot Citroën Automobiles (PCA) | 1 060 272 € | Locaux situés au 75 avenue de la Grande Armée, Paris 16° |

Avals, cautions et garanties

Nous résumons sous forme de tableau les avals, cautions et garanties donnés par votre société, en y indiquant le montant des encours au 31 décembre 2004 et les rémunérations perçues au titre de l'exercice.

| Nature | Bénéficiaire | Bénéficiaire | Montant initial du prêt | Encours sous garantie | Rémunération au |
|--|----------------|--------------|--------------------------|-----------------------|---------------------|
| | de la garantie | du Prêt | dans sa devise d'origine | au 31/12/2004 | titre de l'exercice |
| Garantie de remboursement d'un prêt | FDES | PCA | 1 000 000 000 FRF | 24 459 790 € | 15 288 € |
| Caution solidaire et irrévocable | | | | | |
| et garantie par nantissement de titres | B.E.I | PCA | 1 200 000 000 FRF | 0€ | 14 641 € |
| Caution solidaire et irrévocable | | | | | |
| et garantie par nantissement de titres | B.E.I | PCA | 120 000 000 GBP | 187 353 630 € | 106 412 € |
| Caution solidaire et irrévocable | | | | | |
| et garantie par nantissement de titres | B.E.I | PCA | 73 400 000 GBP | 119 213 903 € | 65 088 € |
| Caution solidaire et irrévocable | | | | | |
| et garantie par nantissement de titres | B.E.I | GIE Vulcain | 1 300 000 000 FRF | 125 640 000 € | 87 988 € |

Lettre de confort

Votre Conseil de Surveillance a autorisé la constitution de garanties à hauteur de 100 000 000 DEM, au bénéfice de Commerzleasing und Immobilien GmbH, Deutsche Bank et Hypovereinsbank et de leurs filiales dans le cadre des financements que ces sociétés seraient amenées à consentir à Peugeot Deutschland GmbH.

Faisant usage de cette autorisation, votre société a délivré les lettres de confort suivantes dans le cadre de contrats de leasing immobilier :

| Date | Montant de la garantie | Bénéficiaire de la garantie | |
|------------|------------------------|----------------------------------|--|
| 12/04/2000 | 3 000 000 DEM | Commerzleasing & Immobilien GmbH | |
| 14/02/2001 | 9 450 000 DEM | BIL Leasing GmbH | |
| 07/09/2001 | 1 750 000 € | BIL Leasing GmbH | |
| 08/10/2001 | 2 300 813 € | BIL Leasing GmbH | |
| 10/12/2001 | 10 400 000 € | Rosaria | |
| 20/12/2001 | 1 900 000 € | Rosaria | |
| 14/03/2002 | 1 900 000 € | Commerzleasing & Immobilien GmbH | |

Les commissions perçues en 2004 pour ces lettres de confort se sont élevées à un total de 15 384 €.

Participation aux frais d'étude, de gestion et de fonctionnement du groupe

Les sommes reçues au titre de la participation des filiales aux frais d'étude, de gestion et de fonctionnement du groupe se sont élevées pour l'exercice 2004 à 88 689 435 €.

Mandat de gestion de trésorerie et d'opérations internationales conféré à PSA International S.A.

Le montant de la commission versée à PSA International S.A. s'élève à 6 620 € pour l'exercice 2004.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Paris, le 13 avril 2005

Les Commissaires aux Comptes

Constantin Associés

Jean-François Serval Laurent Lévesque PricewaterhouseCoopers Audit

Éric Bertier Associé, Fondé de pouvoir et Responsable Technique

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'émission d'actions et de diverses valeurs mobilières avec et sans suppression du droit préférentiel de souscription Assemblée Générale mixte du 25 mai 2005 (14e et 15 résolutions)

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par le Code de commerce, notamment les articles L. 225-135 et L. 228-92, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'émission d'actions et de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec (15° résolution) et sans (14° résolution) suppression du droit préférentiel de souscription, opérations sur lesquelles vous êtes appelés à vous prononcer.

Le montant global nominal maximum des augmentations de capital qui résulteraient de ces émissions ne pourrait avoir pour effet de porter le capital social à un montant supérieur à 400 000 000 euros. Par ailleurs, pour les émissions avec suppression du droit préférentiel de souscription, et en application des dispositions du second alinéa de l'article L. 225-135 du Code de commerce, le Directoire vous propose également de lui conférer le pouvoir d'instituer un délai de priorité de souscription en faveur des actionnaires.

Votre Directoire vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer, et ce pour une durée de 26 mois, la compétence de décider de ces opérations et d'en arrêter les modalités et vous propose de supprimer votre droit préférentiel de souscription pour les émissions prévues à la 15° résolution.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier les modalités de détermination du prix d'émission.

Le montant du prix d'émission des titres de capital à émettre n'étant pas fixé, nous n'exprimons pas d'avis sur les conditions définitives dans lesquelles l'émission sera réalisée et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite, dont le principe entre cependant dans la logique de l'opération soumise à votre approbation.

Conformément à l'article 155-2 du décret du 23 mars 1967, nous établirons un rapport complémentaire lors de la réalisation des émissions par votre Directoire.

Paris, le 13 avril 2005

Les Commissaires aux Comptes

Constantin Associés

Jean-François Serval

Laurent Lévesque

PricewaterhouseCoopers Audit

Éric Bertier Associé. Fondé de pouvoir et Responsable Technique Pierre-Bernard Anglade Associé. Mandataire Social

7

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'émission d'actions réservée aux salariés Assemblée Générale mixte du 25 mai 2005 (16° résolution)

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, et en exécution de la mission prévue par l'article L. 225-138 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'émission d'actions d'un montant nominal maximum de 15 000 000 euros réservée aux salariés, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre Directoire, faisant application des dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer, et ce pour une durée de 26 mois, le soin d'arrêter les modalités de cette opération dans les conditions de l'article L. 443-5 du Code du travail et vous propose de supprimer votre droit préférentiel de souscription.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier les modalités de détermination du prix d'émission.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'augmentation de capital proposée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission données dans le rapport du Directoire.

Le montant du prix d'émission n'étant pas fixé, nous n'exprimons pas d'avis sur les conditions définitives dans lesquelles l'augmentation de capital sera réalisée et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite dont le principe entre cependant dans la logique de l'opération soumise à votre approbation.

Conformément à l'article 155-2 du décret du 23 mars 1967, nous établirons un rapport complémentaire lors de la réalisation de l'augmentation de capital par votre Directoire.

Paris, le 13 avril 2005

Les Commissaires aux Comptes

Constantin Associés

Jean-François Serval Laurent Lévesque

PricewaterhouseCoopers Audit

Éric Bertier
Associé,
Fondé de pouvoir
et Responsable Technique

Pierre-Bernard Anglade Associé, Mandataire Social

7 Chapitre 13

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur la réduction de capital par annulation d'actions achetées Assemblée Générale mixte du 25 mai 2005 (17° résolution)

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L. 225-209, al. 5, du Code de commerce en cas de réduction du capital par annulation d'actions achetées, nous avons établi le présent rapport destiné à vous faire connaître notre appréciation sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France. Ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences conduisant à examiner sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée sont réqulières.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'achat par votre société, dans la limité de 10 % de son capital, de ses propres actions, dans les conditions prévues à

l'article L. 225-209, al. 4 et 5, du Code de commerce. Cette autorisation d'achat est proposée par ailleurs à l'approbation de votre Assemblée Générale et serait donnée pour une période de 18 mois (13° résolution).

Votre Directoire vous demande de lui déléguer, pour une période de 26 mois, au titre de la mise en oeuvre de l'autorisation d'achat par votre société de ses propres actions, tous pouvoirs pour annuler, dans la limite de 10 % de son capital, par période de 24 mois, les actions ainsi achetées ou des actions déjà détenues en vertu de programmes d'achats d'actions autorisées antérieurement à la date de la présente assemblée.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, étant rappelé que celle-ci ne peut être réalisée que dans la mesure où votre assemblée approuve au préalable l'opération d'achat, par votre société, de ses propres actions.

Paris, le 13 avril 2005

Les Commissaires aux Comptes

Constantin Associés

Jean-François Serval

Laurent Lévesque

PricewaterhouseCoopers Audit

Éric Bertier
Associé,
Fondé de pouvoir

et Responsable Technique

Pierre-Bernard Anglade Associé, Mandataire Social

Rapport du Commissaire aux Comptes, établi en application du dernier alinéa de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du président du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A., pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière Exercice clos le 31 décembre 2004

Mesdames, Messieurs les Actionnaires.

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société Peugeot S.A., et en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2004.

Il appartient au président de rendre compte, dans son rapport, notamment, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de Surveillance et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société. Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du président;
- prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du président du Conseil de Surveillance, établi en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-68 du Code de commerce.

Paris, le 13 avril 2005

Les Commissaires aux Comptes

Constantin Associés

Jean-François Serval

Laurent Lévesque

PricewaterhouseCoopers Audit

Éric Bertier
Associé,
Fondé de pouvoir
et Responsable Technique

Pierre-Bernard Anglade Associé, Mandataire Social

Groupe **PSA PEUGEOT CITROËN**

Informations judiriques et financières

| Renseignements de caractère général sur la société Peugeot S.A | 328 |
|--|-----|
| Organigramme | 330 |
| Responsables du document de référence et du contrôle des comptes | 332 |
| Attestation des Commissaires aux Comptes | 333 |

Renseignements de caractère général sur la société Peugeot S.A.

Bref historique

Fondée en 1896, la société a exercé une activité industrielle et commerciale jusqu'en 1965 au moment où, dans le cadre d'une réorganisation juridique et financière du groupe, elle a été transformée en société holding, ses activités étant poursuivies par sa filiale Automobiles Peugeot.

En décembre 1974, Peugeot S.A. s'est engagée dans le processus de rapprochement avec Automobiles Citroën, alors en prise à des difficultés liées à une conjoncture économique rendue très difficile par le premier choc pétrolier. Ce rapprochement a abouti progressivement à la prise de contrôle de l'intégralité du capital de Citroën S.A., puis à sa fusion avec Peugeot S.A., le 30 septembre 1976.

Au terme d'un accord intervenu le 10 août 1978, la société américaine Chrysler Corporation a apporté à Peugeot S.A. le contrôle de ses filiales industrielles et commerciales en Europe. L'activité de ces sociétés, poursuivie sous la marque Talbot, a été apportée, à la fin de 1980, à Automobiles Peugeot.

En 1979, ce dispositif a été complété par le rachat à Chrysler Financial Corporation de l'ensemble de ses filiales de financements commerciaux en Europe, opération qui a constitué une étape importante pour le développement des activités du groupe dans ce domaine.

PSA Finance Holding, dont les filiales assurent en Europe le financement des ventes de Peugeot et Citroën, a été transformée en banque en juin 1995. Sa dénomination est désormais Banque PSA Finance.

En 1987, Aciers et Outillages Peugeot et Cycles Peugeot forment Ecia et, après l'offre publique d'achat amicale sur les actions de l'équipementier Bertrand Faure en 1998, sa dénomination sociale devient Faurecia.

La réorganisation de la division automobile, intervenue le 31 décembre 1998, a consisté à harmoniser les structures juridiques avec les nouveaux schémas d'organisation fonctionnelle mis en place depuis janvier 1998. Les sociétés Automobiles Peugeot et Automobiles Citroën ont apporté l'ensemble de leurs activités de développement et de fabrication de véhicules automobiles à la société Peugeot Citroën Automobiles, et leurs activités de conception et de fabrication de biens industriels à la société Process Conception Ingénierie.

Au premier semestre 2001, Faurecia réalise l'acquisition des activités automobiles de Sommer Allibert avec le soutien de Peugeot S.A.

Renseignements d'ordre juridique

DÉNOMINATION

Peugeot S.A.

Le nom générique de "PSA PEUGEOT CITROËN" est utilisé pour désigner l'ensemble du groupe constitué autour de la société holding Peugeot S.A.

SIÈGE SOCIAL ET ADMINISTRATIF

75, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris

FORME JURIDIQUE

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance, régie par le Code du commerce.

LÉGISLATION

Législation française

DURÉE

Date de constitution: 1896

Date d'expiration : 31 décembre 2058 (sauf dissolution ou prorogation)

OBJET SOCIAL (résumé de l'article 3 des statuts)

La société a pour objet de participer, directement ou indirectement, à toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, en France ou à l'étranger, pouvant se rattacher :

- à la fabrication, la vente et la réparation de tous véhicules ;
- à la fabrication et la vente de tous produits sidérurgiques, de tous outils et outillages;
- à la fabrication et la vente de tous matériels se rapportant à l'industrie et à la construction mécanique et électrique;
- au crédit à la consommation ou à court, moyen et long terme, à l'achat et à la vente de toutes valeurs mobilières et à toutes opérations financières et bancaires;

- à toutes activités de prestations de services, et notamment de transport ;
- à l'acquisition par tous moyens de tous immeubles et droits immobiliers ; et plus généralement, de réaliser toutes opérations commerciales, industrielles, financières mobilières et immobilières se rattachant, directement ou indirectement, à l'un des objets ci-dessus précités et à tous objets qui seraient de nature à favoriser ou à développer les affaires de la société.

REGISTRE DU COMMERCE

Paris n° B 552 100 554 Code APE : 741 J

CONSULTATION DES DOCUMENTS JURIDIQUES

Les documents juridiques relatifs à la société, statuts, procès-verbaux d'assemblées générales, rapports des contrôleurs légaux de tous documents mis à la disposition des actionnaires, peuvent être consultés au siège social.

EXERCICE SOCIAL

Du 1er janvier au 31 décembre.

RÉPARTITION STATUTAIRE DES BÉNÉFICES

(article 12 des statuts)

Le bénéfice distribuable, tel qu'il est défini par la loi, est à la disposition de l'Assemblée Générale. Sauf exceptions résultant des dispositions légales, l'Assemblée Générale décide souverainement de son affectation.

FAITS EXCEPTIONNELS OU LITIGES

Il n'existe actuellement aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'affecter substantiellement les résultats, l'activité, le patrimoine ou la situation financière de la société ou de son groupe.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

(article 11 des statuts)

Convocation

Les réunions ont lieu soit au siège social, soit dans un autre lieu précisé dans l'avis de convocation, lequel est établi suivant les dispositions prévues par la loi.

Droit de vote double

Un droit de vote double est attribué aux actions nominatives entièrement libérées, inscrites au nom d'un même titulaire depuis quatre ans au moins.

Ce dispositif a été maintenu lors de la transformation en 1972 de la société en société anonyme à Conseil de Surveillance et Directoire. L'Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires du 29 juin 1987 a porté la durée de détention de deux à quatre ans. En cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, le droit de vote double sera conféré dès leur émission aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit. Il est rappelé que, conformément à la loi, le droit de vote double cesse pour toute action convertie au porteur ou transférée en propriété, sauf si ce transfert résulte d'une succession, d'une liquidation de communauté entre époux ou d'une donation au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible.

DÉCLARATIONS DE FRANCHISSEMENT DE SEUIL

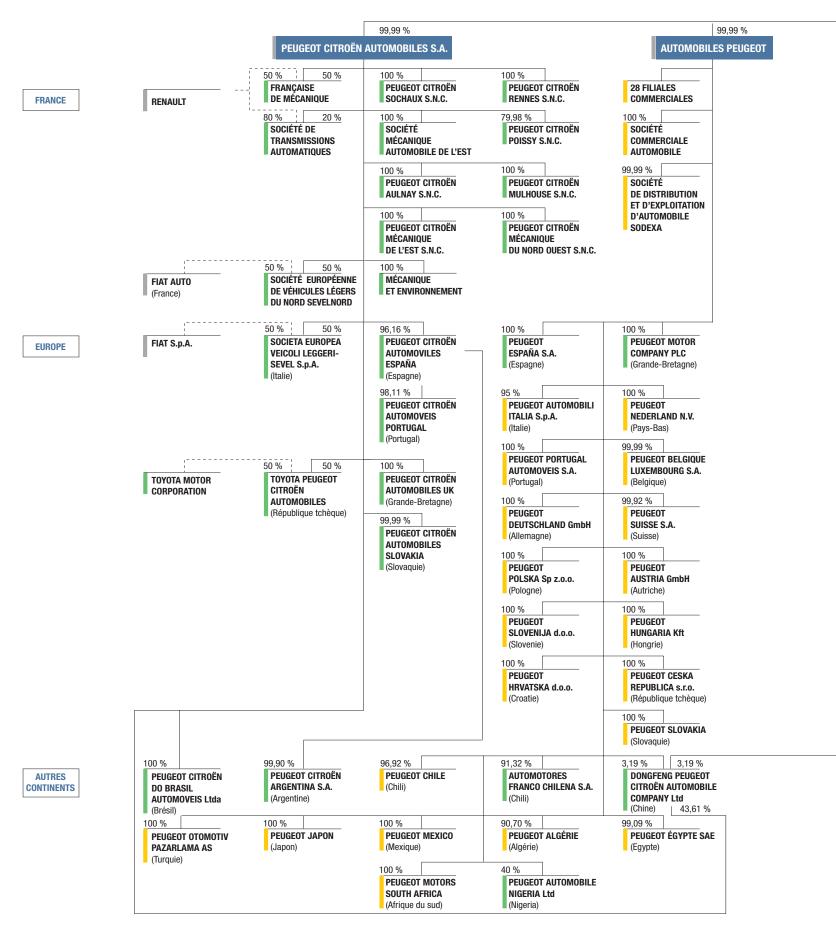
(article 7 des statuts)

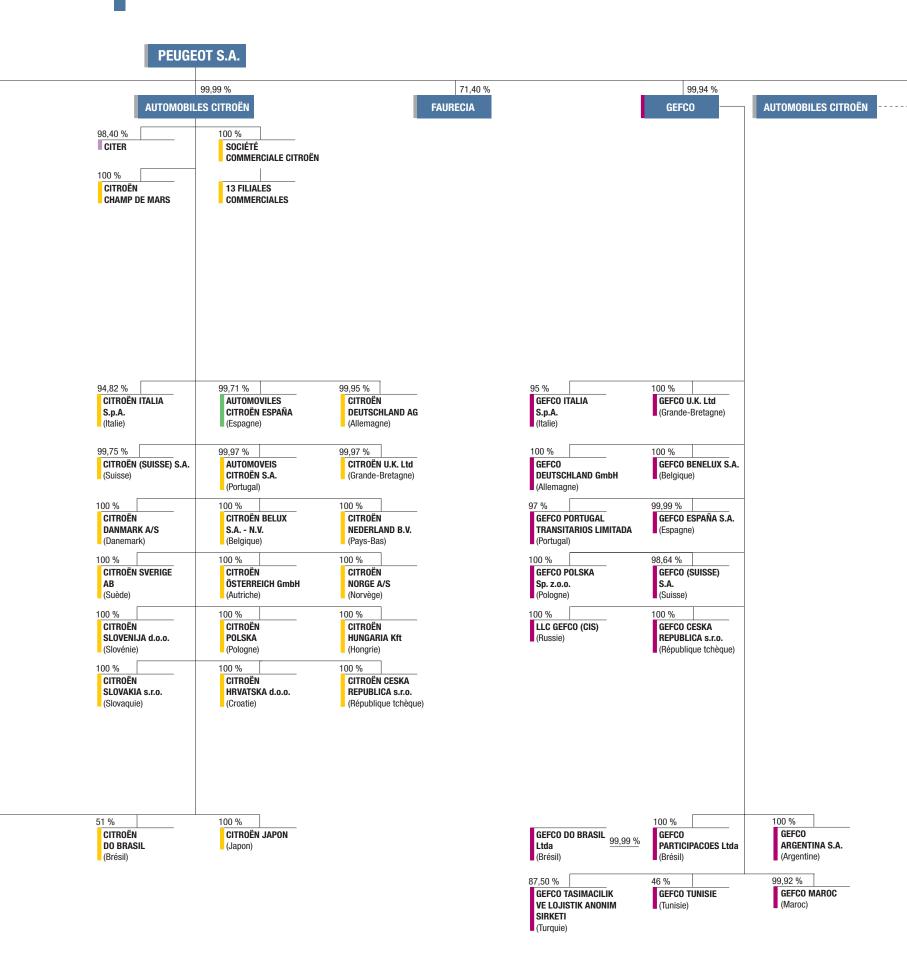
Outre l'obligation légale d'information portant sur la détention d'actions de la société, toute personne physique ou morale qui vient à posséder, directement ou indirectement, un nombre d'actions représentant plus de 2 % du capital devra informer celle-ci, dans les cinq jours francs suivant l'inscription en compte desdites actions, du nombre total d'actions détenues, cette déclaration devant être renouvelée à chaque fois qu'un nouveau seuil de 1 % est franchi. Cette obligation statutaire s'applique même au-delà du premier seuil légal de 5 %.

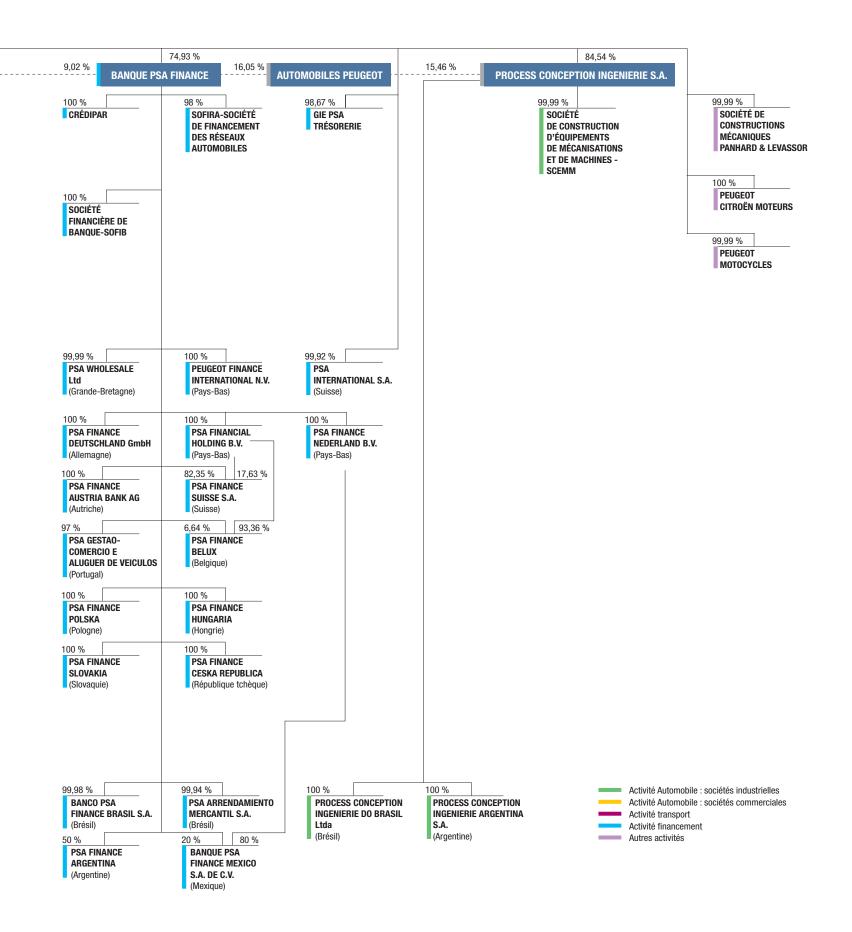
À la demande d'un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble au moins 5 % du capital, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée à la société, dans le cadre de l'obligation de déclaration de franchissement des seuils ci-dessus, seront privées du droit de vote jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de la régularisation de la notification non effectuée.

Il n'existe aucune autre clause statutaire de limitation du droit de vote.

Organigramme résumé au 31 décembre 2004







Responsables du document de référence et du contrôle des comptes

Responsable du document de référence

Jean-Martin Folz

Président du Directoire de Peugeot S.A.

Attestation du responsable du document de référence

À notre connaissance, les données du présent document sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de l'émetteur ; elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Le Président du Directoire Jean-Martin Folz

Responsables du contrôle des comptes

COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

Constantin Associés Pricewaterhouse Coopers Audit S.A.

14, rue Marius Aufan32, rue Guersant92300 Levallois-Perret75017 Paris

Date de début du premier mandat

Assemblée Générale ordinaire Assemblée Générale ordinaire

du 2 juin 1999 du 28 mai 2003

Durée et date d'expiration des mandats

Du 2 juin 1999 jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2004.

COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLÉANTS

François-Xavier Ameye Yves Nicolas
26, rue de Marignan 32, rue Guersant
75008 Paris 75017 Paris

Date de début du premier mandat

Assemblée Générale ordinaire Assemblée Générale ordinaire

du 2 juin 1999 du 28 mai 2003

Durée et date d'expiration des mandats

Du 2 juin 1999 jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2004.

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION FINANCIÈRE

Valérie Magloire - Tél. : 01 40 66 54 59

Attestation des Commissaires aux Comptes

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société Peugeot S.A., et en application de l'article 211-5-2 du Livre II du Règlement général de l'AMF, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques donnés dans le présent document de référence.

Ce document de référence a été établi sous la responsabilité du président du Directoire. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'il contient portant sur la situation financière et les comptes.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport. Elles ont également consisté à lire les autres informations contenues dans le document de référence, afin d'identifier, le cas échéant, les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes, et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de la société acquise dans le cadre de notre mission. Ce document ne contient pas d'informations prévisionnelles isolées résultant d'un processus d'élaboration structuré.

Les comptes annuels et les comptes consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2002, 2003 et 2004, arrêtés par le Directoire, ont fait l'objet d'un audit par nos soins, selon les normes professionnelles applicables en France, et ont été certifiés sans réserve ni observation.

Les comptes consolidés retraités selon le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, établis sous la responsabilité du Directoire, ont fait l'objet d'un audit par nos soins, selon les normes professionnelles applicables en France. Dans notre rapport, inclus à la page 319 du présent document de référence, nous avons exprimé une opinion sans réserve sur leur établissement, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux règles d'élaboration décrites dans les notes annexes qui les accompagnent, en attirant l'attention du lecteur sur :

- la note 1 de l'annexe qui expose les raisons pour lesquelles l'information comparative présentée dans les comptes consolidés de l'exercice 2005 pourrait être différente des comptes consolidés retraités, joints au présent rapport ;
- le fait que, s'agissant de préparer le passage au référentiel IFRS adopté par l'Union européenne pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice 2005, les comptes consolidés retraités n'incluent pas l'information comparative relative à l'exercice 2003, ni toutes les notes annexes exigées par le référentiel IFRS adopté par l'Union européenne, qui seraient nécessaires pour donner, au regard de ce référentiel, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Sur la base de ces diligences, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, présentées dans ce document de référence.

Paris, le 13 avril 2005

Les Commissaires aux Comptes

Constantin Associés

Jean-François Serval Laurent Lévesque

PricewaterhouseCoopers Audit

Éric Bertier Pierre-Bernard Anglade Associé, Associé, Fondé de pouvoir Mandataire Social et Responsable Technique

Information annexe:

Le document de référence inclut par ailleurs :

- Le rapport général sur les comptes annuels et le rapport sur les comptes consolidés au 31 décembre 2004 des Commissaires aux Comptes (respectivement page 320 et page 318 du document de référence) comportant la justification des appréciations des Commissaires aux Comptes établie en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce;
- Le rapport des Commissaires aux Comptes (page 326 du présent document de référence) établi en application du dernier alinéa de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du président du Conseil de Surveillance de la société Peugeot S.A. décrivant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Comité des directeurs

Thierry Armengaud

Direction Marque Peugeot, *Commerce Europe*

Alain Baldeyrou

Direction Industrielle et des Fabrications, Centre de Production de Trnava

Frédéric Banzet

Direction Marque Citroën, Commerce International

Vincent Besson

Direction Marque Citroën, *Produits Marchés*

Patrick Briens

Direction Industrielle et des Fabrications, Centre de Production de Mulhouse

Jean-Marie Brom

Direction Industrielle et des Fabrications, Centre de Production de Poissy

Christian Cardot

Direction Finance, Contrôle, Performance, Système Finances Gestion, Comptabilité Automobile

Alain Cordier

Direction Marque Peugeot, *Logistique Pièces de Rechange*

Jean-Philippe Collin

Direction Plates-Formes, Techniques, Achats, *Achats*

Louis Defline

Président de Gefco

Yann Delabrière

Directeur de la Direction Finance, Contrôle, Performance

Christian Delous

Direction Marque Peugeot, Commerce International

Bernard Delpit

Direction Finance, Contrôle, Performance, Contrôle de Gestion

Philippe Dorge

Direction des Relations et Ressources Humaines, *Relations Sociales et Institutionnelles*

Denis Duchesne

Direction Industrielle et des Fabrications, Centre de Production de Sochaux

Yves Fallouey

Direction de l'Audit Interne

Xavier Fels

Directeur de la Direction des Relations Extérieures

Jean-Martin Folz

Président du Directoire

Pierre Gosset

Direction Innovation et Qualité, Qualité

Jean-Louis Grégoire

Directeur de la Direction Politique Cadres

Bruno de Guibert

Direction Marque Peugeot, *Produits Marchés*

Hervé Guyot

Directeur Général de Banque PSA Finance

Alain Hamm

Direction Plates-Formes, Techniques, Achats, *Métiers Organiques du Véhicule*

Jean-Claude Hanus

Directeur de la Direction Juridique

Pascal Hénault

Direction Innovation et Qualité, *Recherche et Innovation*

Jean Jacquemart

Direction Marque Citroën, *Commerce France*

Liliane Lacourt

Directeur de la Direction de la Communication

Véronique Larrieu-Pelegry

Direction Marque Citroën, *Communication*

Norbert Lartique

Direction Plates-Formes,
Techniques, Achats,
Projets et Métiers Techniques Organes

Jean-Paul Level

Direction Plates-Formes, Techniques, Achats, *Métiers Fonctionnels du Véhicule*

Liu Weidong

Directeur Général de Dongfeng Peugeot Citroën Automobile

Hubert Maillard

Direction Plates-Formes, Techniques, Achats, *Plate-Forme 1*

Victor Mallo

Direction Stratégie et Produit Groupe, *Stratégie Industrielle*

Daniel Marteau

Direction Stratégie et Produit Groupe, Relations Constructeurs et Coopérations

Gilles Michel

Directeur de la Direction Plates-Formes, Techniques, Achats

Jean-Marc Nicolle

Directeur de la Direction Stratégie et Produit Groupe

Philippe Pelletier

Direction Industrielle et des Fabrications, *Mécanique et Bruts*

Bernard Peloux

Direction Marque Citroën, Services et Pièces

Christian Peugeot

Direction Marque Peugeot, Marketing et Qualité

Robert Peugeot

Directeur de la Direction Innovation et Qualité

Jacques Pinault

Direction Plates-Formes, Techniques, Achats, *Plate-Forme 2*

Jean-Claude Play

Direction Industrielle et des Fabrications, Coopération et Production Internationale

Yvan Plazanet

Direction Industrielle et des Fabrications, Centre de Production de Rennes

Jean-François Poluzot

Direction Plates-Formes, Techniques, Achats, *Plate-Forme 3*

Jacques Pompanon

Direction des Relations et Ressources Humaines, Développement de Ressources Humaines

Jean-Guy Quéromes

Direction Plates-Formes, Techniques, Achats, *Plates-Formes en Coopération*

Javier Riera Nieves

Direction Industrielle et des Fabrications, Centre de Production de Vigo

Gilles Robert

Direction Finance, Contrôle, Performance, *Finance Internationale*

Alain Rojon

Direction Industrielle et des Fabrications, Services Centraux

Sylvie Rucar

Direction Finance, Contrôle, Performance, Financement Trésorerie

Frédéric Saint-Geours

Directeur Marque Peugeot

Henri Saintigny

Chargé de Mission auprès du Président du Conseil de Surveillance

Magda Salarich

Direction Marque Citroën, Marketing, Commerce Europe

Alain Sartoris

Directeur des Opérations en Chine

Claude Satinet

Directeur Marque Citroën

Bernd Schantz

Direction Marque Peugeot, *Communication*

Michel Schreiber

Direction Stratégie et Produit Groupe, *Produit et Marketing*

Paul Sevin

Direction Marque Peugeot,

Commerce France

François Soulmagnon

Direction des Relations et Ressources Humaines, Formation et Conditions de Travail

Jean Tanguy

Direction Industrielle et des Fabrications, Centre de Production d'Aulnay

Bernard Troadec

Direction Marque Citroën, *Technique Après-Vente*

Claude Vajsman

Direction Industrielle et des Fabrications, *Projet Chine*

Roland Vardanega

Directeur de la Direction Industrielle et des Fabrications

Jean-Luc Vergne

Directeur de la Direction des Relations et Ressources Humaines

Daniel Zamparini

Direction Innovation et Qualité, *Systèmes d'Information*

Situation au 1er mars 2005

Table de concordance du document de référence

Afin de faciliter la lecture du présent document de référence, la table thématique suivante permet d'identifier les principales informations requises par l'Autorité des Marchés Financiers dans le cadre de ses règlements et instructions d'application.

| Informations | Pages |
|---|--------------|
| ATTESTATIONS DES RESPONSABLES | |
| • Attestation des responsables du document de référence | |
| • Attestation des contrôleurs légaux des comptes | |
| Politique d'information | 304 |
| RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL | |
| Capital | |
| Particularités (droit de vote double) | 329 |
| • Capital autorisé non émis | 307 |
| • Capital potentiel | 307 |
| • Tableau d'évolution du capital sur 5 ans | 307 |
| Marché des titres | |
| • Tableau d'évolution des cours et volumes sur 18 mois | 309 |
| • Dividendes | . 305 et 310 |
| CAPITAL ET DROITS DE VOTE | |
| Répartition actuelle du capital et des droits de vote | 308 |
| • Évolution de l'actionnariat | |
| Pactes d'actionnaires | |
| ACTIVITÉ DU GROUPE | |
| Organisation du groupe | |
| • Chiffres clés du groupe | |
| • Informations chiffrées sectorielles | |
| Marché et positionnement concurrentiel de l'émetteur | |
| • Politique d'investissements | |
| • Indicateurs de performance | |
| ANALYSE DES RISQUES DU GROUPE | 01 204 a 200 |
| • Facteurs de risques | |
| - Risques de marché | 101 ot 102 |
| - Risques particuliers liés à l'activité | |
| - Risques juridiques | |
| | |
| - Risques industriels et liés à l'environnement | |
| • Assurances et couverture des risques | . 100 et 101 |
| · | 1 000 7 000 |
| • Comptes consolidés et annexe | |
| • Engagements hors-bilan | |
| Honoraires des Commissaires aux Comptes et des membres de leurs réseaux | |
| Comptes sociaux et annexe | 272 à 289 |
| GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE | |
| • Composition et fonctionnement des organes d'administration, de direction, de surveillance | |
| Composition et fonctionnement des comités | |
| • Dirigeants mandataires sociaux | |
| • Dix premiers salariés non mandataires sociaux (options consenties et levées) | |
| • Conventions réglementées | . 321 et 322 |
| ÉVOLUTION RÉCENTE ET PERSPECTIVES | |
| Évolution récente | . 188 et 268 |
| • Perspectives | 12, 34 et 38 |

PEUGEOT S. A.

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 259 109 146 Euros

Siège Social 75 116 Paris 75, avenue de La Grande - Armée R. C. S. Paris B 552 100 554 Siret 552 100 554 00021 Tél.: 33 (1) 40 66 55 11

Fax 33 (1) 40 66 54 11

internet: www.psa - peugeot - citroen.com







